



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

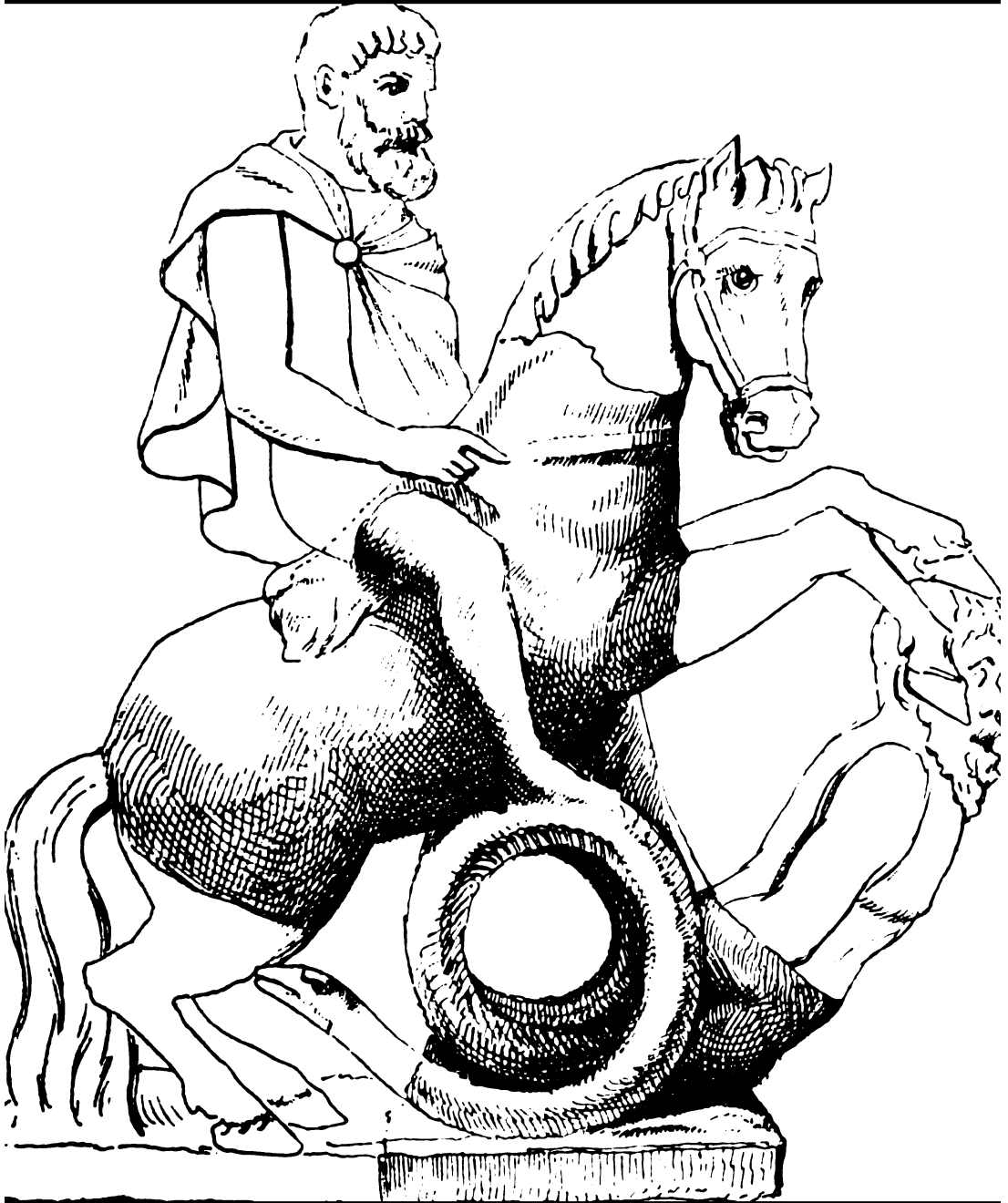
Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



*Bulletin de la Commission
historique et archéologique de ...*

Commission historique
et archéologique de la Mayenne

Fr 39.9

Harvard College Library

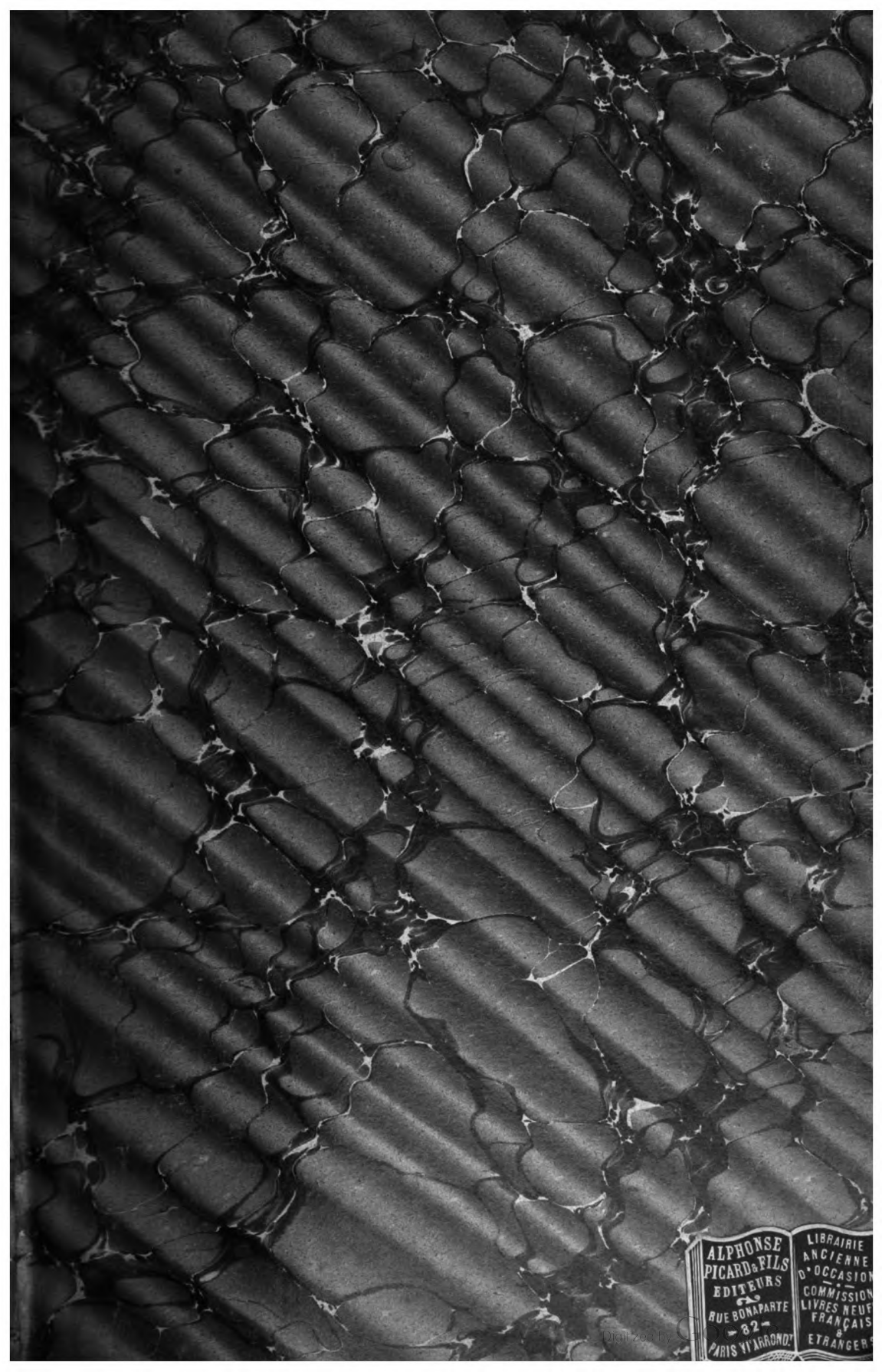


GIFT OF

Archibald Cary Coolidge, Ph.D.

(Class of 1887)

PROFESSOR OF HISTORY



ALPHONSE
PICARD & FILS
EDITEURS
RUE BONAPARTE
- 82 -
PARIS VI^e ARRONDISSEMENT

LIBRAIRIE
ANCIENNE
D'OCCASION
COMMISSION
LIVRES NEUF
FRANÇAIS
&
ÉTRANGERS

BULLETIN
DE LA COMMISSION
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DE LA MAYENNE

CRÉÉE PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 17 JANVIER 1878.

DEUXIÈME SÉRIE
TOME PREMIER
1888-1889



LAVAL
IMPRIMERIE DE L. MOREAU
—
1889

1^{er} TRIMESTRE DE 1889.

1.

SOMMAIRE :

Histoire de l'Église Réformée de Laval au XVII^e Siècle,
1600-1685, par M. ANDRÉ JOUBERT.

Les Lettres du Maréchal de Tessé, par M. le C^{te} DE BEAU-
CHESNE.

La *Triballe*, par M. GROSSE-DUPERON.

L'Allée-Couverte de la Louvetière, par M. LÉON DELAUNAY.

Les Monnaies de Torcé-en-Charnie, par M. A. D'HAUTERIVE.

Le Cavalier et l'Anguipède, par M. J. TRÉVÉDY.

La Famille Turpin de Tennie et de la Renaudière, par M. l'abbé
AMBROISE LEDRU.

Notes bibliographiques : Lefebvre de Corbinière, Chevraye de
Marthebize, par M. E. QUERUAU-LAMERIE.

Procès-verbal de la séance du 2 février 1888.

— — — du 19 avril 1888.

Bibliographie : *La Baronnie de Craon*, 1388-1626; — *Les
Prisons du Roi à Château-Gontier aux XVII^e et XVIII^e
Siècles*; — *La Bibliothèque et le Mobilier d'un Lieutenant
au Siège particulier de Château-Gontier sous Louis XIII*,
par M. A. Joubert; — *La Chaux*, par M. le C^{te} Gérard de
Contades; — *Mémoires de Madame de la Rochejaquelein*,
publiés par son petit-fils.

GRAVURES :

Le Château de Froullay, dessin de M. A. LEDRU.

Cachet du Maréchal de Tessé, dessin de M. P. DE FARCY.

Plan du Couvent des Bénédictines de Mayenne.

Plan de l'Allée-Couverte de la Louvetière.

Le Cavalier et l'Anguipède (5 dessins).

Sceaux de Guy Turpin (3 dessins) par M. A. LEDRU.

COMMISSION
HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE
DE LA MAYENNE



°

BULLETIN

DE LA COMMISSION

HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE

DE LA MAYENNE

CRÉÉE PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 17 JANVIER 1878.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME PREMIER

1888-1889



LAVAL

IMPRIMERIE DE L. MOREAU

1889

Fr 39.9

Harvard College Library

MAR 28 1912

Gift of

Prof. A. C. Coolidge

(1-26)

EXTRAIT

*De l'un des Registres des Arrêtés du Préfet
du département de la Mayenne.*

CRÉATION D'UNE COMMISSION HISTORIQUE ET ARCHÉOLOGIQUE POUR
LE DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE.

ARRÊTÉ

Nous, PRÉFET du département de la Mayenne,

Considérant qu'il importe de veiller à la conservation des monuments historiques du département de la Mayenne, de rechercher tout ce qui peut intéresser les diverses branches de l'archéologie nationale, de réunir et de combiner tous les efforts qui tendent à ces recherches ;

Qu'il est essentiel également que l'Administration puisse s'entourer des lumières d'hommes compétents pour l'examen des affaires qui touchent à certaines questions d'histoire ou d'archéologie ;

Qu'il devient, en outre, urgent de fournir les renseignements réclamés par M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, au sujet des monuments historiques et des richesses d'art du département ;

ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. Une Commission est instituée au chef-lieu du département sous le nom de *Commission Historique et Archéologique de la Mayenne*.

Art. 2. Cette Commission se compose :

- 1° De membres titulaires résidant dans le département ;
- 2° De membres correspondants.

Le nombre des membres titulaires est fixé à vingt ; celui des membres correspondants est illimité.

Les premiers membres titulaires sont nommés par le Préfet. Les nominations ultérieures sont faites par le Préfet sur la présentation de la Commission ; il en est de même pour les membres correspondants.

Le Préfet du département et M^{gr} l'Évêque de Laval sont membres de droit et Présidents d'honneur de la Commission.

Art. 3. Pour être membre titulaire, il faut habiter le département ; les titulaires qui viendraient à le quitter pourront être nommés membres correspondants.

Art. 4. La Commission se réunira le premier jeudi de chaque trimestre, sans préjudice des réunions extraordinaires qui seront reconnues nécessaires.

Art. 5. La Commission nommera, le jour de son installation, et renouvellera tous les trois ans, à la majorité des membres présents, un bureau composé :

- 1° D'un Président ;
- 2° D'un Vice-Président ;
- 3° D'un Secrétaire général ;
- 4° D'un Secrétaire adjoint chargé de la conservation des archives et de la bibliothèque, de l'échange des publications et de la comptabilité ;

Les membres choisis pour remplir ces fonctions devront habiter Laval ; ils sont rééligibles.

Art. 6. La Commission pourra délibérer et arrêter, sous réserve de notre approbation, un règlement spécial pour l'organisation et la publication de ses travaux.

Art. 7. Des Sous-Commissions pourront être établies dans les arrondissements de Mayenne et de Château-Gontier, sous la présidence de MM. les Sous-Préfets.

Ces Sous-Commissions, ainsi que les membres correspondants du département, pourront correspondre avec la Commission par l'intermédiaire des Sous-Préfets et des

Maires, et la Commission communiquera avec eux par notre intermédiaire.

Art. 8. Tous les projets de restauration d'églises ou autres monuments offrant un caractère architectural digne d'intérêt seront communiqués à la Commission, qui donnera son avis sur le mérite de l'édifice et la convenance de la restauration.

Art. 9. MM. les Sous-Préfets et Maires nous signaleront exactement, et sans aucun retard, toutes les découvertes intéressantes qui seraient faites dans leur arrondissement ou leur commune, à l'occasion de travaux exécutés par les administrations locales ou par des particuliers. Les objets qui pourraient être ainsi recueillis seront soumis à l'examen de la Commission s'il y a lieu.

Art. 10. Le présent arrêté sera inséré au Recueil des Actes administratifs.

Fait à Laval, le 17 janvier 1878.

Le Préfet de la Mayenne,

J. GENOUILLE.

MEMBRES DE LA COMMISSION

MEMBRES TITULAIRES MM.

TANCRÈDE ABRAHAM, *q. l. p.*, conservateur du musée de Château-Gontier, correspondant du Ministère des Beaux-Arts;

HENRI DE LA BROISE *+*, membres de plusieurs Sociétés savantes, à Laval;

CHEDEAU, Président de la Société d'Archéologie, Sciences, Arts et Belles-Lettres de la Mayenne, à Mayenne ;

CORNÉE, chef de division à la Préfecture, membre de la Commission d'architecture ;

COUANIER DE LAUNAY (l'abbé), chanoine de Laval, à Laval ;

DE FARCY (PAUL), Inspecteur de la Société française d'Archéologie pour le département de la Mayenne, à Château-Gontier ;

FLOUCAUD DE FOURCROY *, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Laval, Vice-Président de la Commission d'architecture ;

GARNIER (LOUIS), architecte, inspecteur des édifices diocésains, à Laval, membre de la Commission d'architecture ;

HAWKE, architecte du département, membre de la Commission d'architecture ;

JOUBERT (ANDRÉ), Lauréat de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, membre des Sociétés de l'Histoire de France, des Anciens textes français, etc., à Daon (Mayenne) et à Angers, 49, boulevard de Saumur ;

LEBLANC, avocat, député, conseiller général, à Mayenne ;

LECOMTE, ingénieur des ponts et chaussées, à Laval, membre de la Commission d'architecture ;

LEMONNIER DE LORIÈRE, conseiller général, à Epineux-le-Séguin ;

O'MADDEN, propriétaire, à Château-Gontier ;

DE MARTONNE, ancien élève de l'École des Chartes, archiviste de la Mayenne ;

MOREAU (EMILE), membre de plusieurs Sociétés savantes, à Laval ;

PERROT (ERNEST) O, propriétaire, membre de plusieurs Sociétés savantes, à Laval ;

L'abbé POINTEAU, curé d'Astillé ;

RICHARD O, archiviste-paléographe, correspondant du Ministère des Beaux-Arts, à Laval ;

DR SOUCHU-SERVINIÈRE O, membre de plusieurs Sociétés savantes.

COMPOSITION DU BUREAU

Président, M. FLOUCAUD DE FOURCROY, ☼ ;
Vice-Président, M. l'abbé COUANIER DE LAUNAY ;
Secrétaire général, M. E. MOREAU ;
Secrétaire-Archiviste, M. DE MARTONNE.

MEMBRES CORRESPONDANTS, MM.

Angot (l'abbé) ;
D'Argentré, à Saint-Julien-du-Terroux ;
Barbe, ancien membre titulaire, conservateur du camp de
Jublains, juge de paix à Conlie (Sarthe) ;
De Beauchesne (le marquis), au château de Lassay (Mayenne) ;
De Beauchesne (le comte), au château de Torcé par Am-
brières, et à Paris, 6, rue Boccador ;
Bertrand de Broussillon ☐, archiviste-paléographe, ancien
Vice-Président de la Société historique et archéologique
du Maine, au Mans, 13, rue de Tascher et à Paris, 126, rue
du Bac ;
Du Brossay, inspecteur de l'enregistrement, à Laval ;
Chemin ☼, ancien membre titulaire, ingénieur en chef des
ponts et chaussées, à Paris ;
Chomereau ☐, ancien professeur de dessin, à Laval ;
Chon ☼ ☐, I. P., à Lille, rue du Palais de Justice ;
Coquart ☼ ☐, ancien architecte diocésain de Laval, à Paris,
rue de Boulainvilliers, 42, Passy ;

Darcy ☼, architecte de la Commission des monuments historiques, à Paris, rue de Bruxelles, 2 ;
Delaunay, substitut à Cherbourg ;
Delaunay (Léon), avocat, juge suppléant, à Mayenne ;
Dulong de Rosnay (l'abbé), ancien vicaire général de Laval, ancien membre titulaire de la Commission, à Morlaix ;
Duval ☿, archiviste du département de l'Orne, à Alençon.
Elbenne (le vicomte Menjot d'), au château de Couléon, par Tuffé (Sarthe) ;
Faucon, avocat, rue Chanzy, au Mans, et à Saint-Denis-de-Gastines ;
Foucault (l'abbé), à Saint-Fraimbault-de-Prières ;
Gadbin, à Château-Gontier ;
Graindorge, secrétaire de mairie, à Couesmes (Mayenne) ;
Grosse-Duperon, juge de paix, à Mayenne ;
D'Hauterive ☿, capitaine adjudant-major au 124^e, à Laval ;
Hétier ☼, ancien membre titulaire, ingénieur en chef des ponts et chaussées, à Paris ;
A Kuntz ☼, sous-intendant militaire, à Belfort ;
De La Beauluère (Louis), au château de la Drujoterie, à Entrammes ;
La Chesnais (Maurice), O. ☼, ancien chef de bureau au ministère de la guerre, à L'Huissierie ;
Laigneau, curé de Crennes (Mayenne) ;
De Laurière, inspecteur général de la Société française d'archéologie, à Paris, 15, rue des Saints-Pères ;
Lebreton ☿ I. P., Proviseur du Lycée, à Laval ;
Ledru (l'abbé), avenue des Citeaux, 9, à Issy (Seine) ;
Le Mercier, ancien juge de paix d'Ambrières ;
Maillard, curé de Thorigné-en-Charnie (Mayenne) ;
Maitre ☿ I. P., archiviste, à Nantes ;
Margerie, maire de Niort (Mayenne) ;
Mercier (l'abbé), curé de Bierné (Mayenne) ;
Montagu, instituteur, à Hardanges (Mayenne) ;
Morin, architecte, à Vitré ;
Morisset, docteur-médecin, à Mayenne ;

Œhlert O, conservateur de la bibliothèque de Laval ;
Palustre, ancien directeur de la Société française d'Archéologie, à Tours, rampe de la Tranchée 61 ;
Piolin (Dom), bénédictin, Président de la Société du Maine ;
Planté, notaire à Ballots, (Mayenne) ;
Ponthault (André), à Mayenne ;
Port, professeur au collège de Saumur.
Queruau-Lamerie, à Angers, rue des Arènes, 6 bis ;
Raison, sous-inspecteur de l'enregistrement, à Rouen ;
Raulin, avocat, à Mayenne ;
Salles, professeur agrégé au Lycée de Caen, 8, rue de l'Odon, à Caen.
Sauvage, ancien juge de paix du canton de Couptrain, à Paris, rue du Faubourg Saint-Martin, 133 ;
Sentilhes, ingénieur des ponts et chaussées, ancien membre titulaire, à Bordeaux ;
Simonet, conducteur faisant fonctions d'ingénieur des ponts et chaussées, à Château-Gontier ;
Tirard, à Ernée ;
Trévédy, ancien Président du Tribunal civil de Quimper, Vice-Président de la Société archéologique du Finistère, rue de Cheverus, 7, à Laval ;
Triger (Robert), Vice-Président de la Société du Maine, au Mans ;
Trouillard, avocat, à Mayenne.

LISTE DES MEMBRES DÉCÉDÉS
DEPUIS LA CRÉATION DE LA COMMISSION

MEMBRES TITULAIRES, MM.

- 1882 GUILLER (l'abbé), chancelier de l'Évêché de Laval ;
1883 MARCHAL ✱, ancien ingénieur en chef du département, ancien maire de Laval ;
— LE FIZELIER, secrétaire général de la Commission.

MEMBRES CORRESPONDANTS, MM.

- 1881 Legras ✱, ingénieur en chef des travaux maritimes à Lorient, ancien membre titulaire ;
1883 Prévost, O. ✱, général du génie en retraite ;
1886 Ravault, notaire, à Mayenne ;
— Savary, professeur d'histoire au Lycée de Laval ;
1887 Duchemin ◊, archiviste de la Sarthe, ancien membre titulaire ;
— Charles (l'abbé Robert), Vice-Président de la Société du Maine, au Mans ;
— Bonneserre de Saint-Denis, à Angers ;
1888 Almire Bernard, à Saint-Pierre-sur-Orthe ;
— Chaplain-Duparc, à Paris.
-

HISTOIRE

DE

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE LAVAL

AU XVII^e SIÈCLE

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

(1600-1686)

CHAPITRE PREMIER

L'Eglise Réformée de Laval s'établit au château de Poligné. — Etienne Besnard, sieur de la Branchouère, est choisi pour la diriger, en qualité de ministre. — Il touchera un traitement de deux cents livres, par an, pour faire le prêche toutes les trois semaines. — Extraits des « *Papiers des affaires de l'Eglise Réformée de Laval* » relatifs à diverses dépenses. — Baptêmes et mariages des protestants. — Thomas Duchemin, sieur de la Vauzelle, licencié en droit, avocat, ancien de l'Eglise, homme d'affaires des seigneurs de Laval. — Liste des souscripteurs qui ont fourni l'argent nécessaire au traitement d'Etienne Besnard. — Baptêmes et mariages.

En 1600, l'Eglise réformée de Laval était « recueillie en la maison seigneuriale de Polligny, » près Bonchamp¹. Le prêche avait été établi dans le château même, qui se dresse en face de Forcé, et non, comme l'ont raconté divers historiens, dans la chapelle du Saint-

1. Poligné ou Poligny, château et ferme, commune de Bonchamp, canton de Laval-Est. — *Polineio*, XII^e siècle (*Cartulaire de l'abbaye du Ronceray d'Angers*). — Le Fief de Poligné relevait directement du donjon du Mans (*Dictionnaire topographique du département de la Mayenne*, p. 259).

Sépulcre, ruinée alors depuis longtemps et qui paraît remonter au XI^e siècle¹. René Duboys de Mesneuf, mari de Catherine de la Roussardière, héritière des barons de Poligné, terre possédée autrefois par les Feschal, avait abjuré le catholicisme et était devenu l'un des plus zélés partisans des idées nouvelles.

Etienne Besnard, sieur de la Branchouère, « ministre de la parole de Dieu, » recevait « la somme de deux cents livres par an pour annoncer lad. parole de Dieu, les jours de dimanche, en la maison de Poligny, de trois semaines en trois semaines, à commencer le premier jour de novembre l'an mil cinq cent quatre-vingt-dix et neuf et finir pareil jour². » Nous avons déjà parlé, dans un autre ouvrage, de ce pasteur qui signait « Besnard dit Branchouère. » Il était, en 1599, ministre de « l'Eglise réformée de Mauzay en Xaintonge. » Les 19 et 20 juillet 1600, il assistait au synode provincial d'Anjou et Touraine tenu à Pringé, où il fut choisi par l'assemblée « pour servir en la province ès-églises de Craon, Chasteaugontier et les Landelles. » Un « homme de pied » lui servait d'escorte dans ses courses. Ce pasteur était autorisé à choisir le lieu de sa résidence. Il fut ensuite désigné, en 1606, pour faire, tous les dimanches, l'exhortation au château de la Barre de Bierné, sur la demande de Madame de la Barre. Il était aussi

1. *Recherches historiques sur l'église et la paroisse de la Trinité de Laval*, p. 104-105.

2. Voir au Greffe du Tribunal de Laval le registre inédit qui servait à inscrire les actes de mariages, baptêmes et enterrements faits au château de Poligné. Ce registre se compose de deux cahiers formant en tout trente-quatre feuillets, cotés et paraphés par un juge, comme actuellement les registres de l'état-civil. Ils sont clos par M. Touschard, juge royal de Laval, le 21 avril 1684. En tête du premier cahier, on lit : *Papiers des affaires de l'Eglise réformée de Laval*. Ces curieux documents ont déjà été signalés par M. Isidore Boullier aux pages 103, 104 et 105, note K, de ses *Recherches historiques sur l'église et la paroisse de la Trinité de Laval*.

pasteur de la petite église réformée de Mollière, près Chemazé, en 1607. On le trouve encore ministre de Craon et de Château-Gontier en 1631.

Le manuscrit inédit de la Bibliothèque de Blois, auquel nous avons emprunté les détails précédents, le nomme *Bernard*¹. La *France Protestante* l'appelle également *Bernard*. Mais son vrai nom était *Besnard*, comme le prouve sa propre signature apposée au bas des lettres conservées dans les *Archives du Chartrier de Thouars* et que nous reproduisons plus loin. Le 4 janvier 1600, le sieur de la Branchouère confesse avoir reçu, des anciens de l'Eglise de Laval, la somme qui lui avait été précédemment allouée à titre de traitement. Le 12 janvier de la même année, on baille à M^r de la Vauzelle, « pour payer ung cheval de louège pour M^r de la Branchouère, qui estoit venu le dimanche neufvième dudit mois à Polligny, ung escu douze sols six deniers. » Le sieur de la Ronse est remboursé d'une partie des dépenses occasionnées par divers voyages « qui ont esté faicts pour l'Eglise. » En juillet, le même sieur de la Ronse et Saillant-Bruneau remettent, « chascun par moitié, quatre escus à M. de la Vauzelle pour aller au synode. » On a versé vingt-huit livres neuf sous neuf deniers, les jours de « Cène, » pour les pauvres, » depuis le mois de novembre 1599 jusqu'au 31 décembre, 1600².

1. Voir dans notre étude sur *les Chivré, marquis de la Barre de Bierné (XVI^e-XVIII^e siècles)*, le chapitre troisième, p. 28 et suivantes et la pièce justificative n° I qui contient des « Extraits des procès-verbaux des synodes protestants, relatifs aux huguenots de Craon et de Château-Gontier (1599-1609), » d'après un manuscrit de la Bibliothèque de Blois, fonds Pothée, de 159 feuillets, papier, fin du XVI^e et commencement du XVII^e siècle. — Voir la *France protestante*, T. X, p. 319-340.

2. La Réforme avait recruté des adhérents à Laval dès la première moitié du XVI^e siècle. En 1536, l'inquisiteur général de France, Marc Orry, aidé de François Verdier, prieur des Dominicains de Laval, avait contraint les huguenots à quitter la

D'autres mentions méritent d'être citées : « Baillé à Estienne Dupré, pour cinq jours de scène, cinq sous. — Sur la fin d'avril 1600, baillé à Yvon Bellenger, par l'avis de M^r de la Vauselle, vingt sols. — Donné au Mau-

ville et leurs biens avaient été confisqués. En 1561, Charles IX avait interdit les réunions des réformés à Laval et dans d'autres villes. Le 29 novembre de la même année. Merlin de la Rochelle, assidu réformateur, ami de Théodore de Bèze, avait expédié un ministre aux Lavallois qui le réclamaient. L'hérésie se propagea et les protestants de Laval formèrent bientôt une église importante. J. Marchant, des Ouches et Pierre Merlin, sieur de l'Esperaudière, en furent successivement pasteurs de 1572 à 1596. En 1567, le comte de Laval avait réuni dans sa résidence un synode où assistaient treize ministres de Bretagne, avec ceux de l'église particulière du château, qui se composait du comte et de ses officiers, auxquels se joignirent les ministres du Bordage et de Terchant, en Ruillé-le-Gravelais, canton de Loiron. Plusieurs prêches furent installés dans la région : à la Gravelle ; à la Bazouge-des-Alleux, dans le château de Thuré ; à Châtres, dans l'ancien manoir seigneurial de la Saugère ; à Sainte-Gemmes-le-Robert, dans les châteaux du Plessis-Buret et de Villiers ; à l'Isle-du-Gast, dans la paroisse de Saint-Fraimbault-de-Prières ; à Lassay, à Terchant, à Evron, dans une maison à l'entrée de la route de Sillé et dans un logis situé au milieu de la rue de la Fontaine ; dans les châteaux de Cornesse, de la Poterie, de Parreneuve, de la Gahardière, d'Olivet, etc. (Abbé Foucault, *Les Seigneurs de Laval*, p. 340, 341, 342. — Abbé Gérault, *Notice sur Evron*. Voir aussi, sur les Réformés de Laval, l'*Histoire de Laval*, de Stéphane Couanier de Launay, pp. 286, 314, 317, 322, 328, 375, 416. — Le Doyen, p. 297. — *Mémorial de la Mayenne*). — Les *Documents relatifs à l'Histoire du comté de Laval*, Godbert, Laval, 1860, contiennent plusieurs lettres de commission données en 1562, 1567, 1568 et 1574 par Charles IX à Lancelot de Brée, sieur de Fouilloux, pour lever des troupes à pied et à cheval destinées à protéger la ville de Laval contre les attaques des huguenots. Dans son intéressante et savante publication sur les *Certificats de l'état religieux de la noblesse du Bas-Maine en 1577*, M. l'abbé Ch. Pointeau donne la liste suivante : « Mestre Pierre Merlin, ministre en la maison de Monsieur de Laval, oct. 1577. Monsieur des Ouches, ministre de Monsieur Guy de Colligny, comte de Laval. 1577. Monsieur de Souchez, ministre de monsieur de Laval, 1577. Monsieur Edde, ministre de Madame de Telligny » (p. 49, note 2 du tirage à part). Laval n'avait pu souffrir l'hérésie dans ses murs, dit le même auteur. Jean Marchant avait dû se réfugier en Angleterre en 1572. Quand le jeune fils d'Andelot, Guy XIX, reparut au pays en octobre 1576, il était suivi de plusieurs ministres attachés à sa maison (*Ibid.*, p. 41).

guet, portier à Poligny, trois sous. — En mai 1600, envoyé à Estienne Dupré, pour sa fille, vingt-cinq sous. — Aud. moys, baillé à une pauvre demoiselle de Sougé dix sous. — En juillet 1600, M. de la Vauselle m'a fait bailler à ung prinsonnier de la Religion vingt-cinq sols. — Plus, baillé aux sieurs de la Vaucelle et de la Ronce, pour ung prinsonnier, quand il est sorti du chasteau, ung escu. — Baillé à ung prinsonnier quinze sols. — Le 23^e septembre 1600, baillé à René N., vingt-cinq sols. — En septembre 1600, pour (les besoins) de la scène, baillé à la femme d'Estienne Dupré, trente sols. — Led. jour, par l'advis du Consistoire, baillé à Yves Bellenger ung escu. — Led. jour baillé à Saillant, pour la scène, cinq sols. — Baillé aux prinsonniers, par deux foys, six sols. — Baillé au portier de Poligny trois sols. — Baillé à un prinsonnier cinq sols. — Par l'advis du Consistoire, a esté prins, pour Saillant, à la boiste des pauvres, quinze sols, tous les trois semaines à lui baillés. Auparavant ce jour, M. de la Vaucelle lui avoit baillé, de l'argent des pauvres, quinze sols. — Le 3^e décembre, par l'advis du Consistoire, a esté baillé à ung jeune homme, qui alloit estudier, deux escus. — Baillé à Saillant, à la fin de décembre, quinze sols. — Baillé au Mauguet, qui est portier à Poligny, deux sous. — Baillé à Saillant dix sous. — Baillé aux prinsonniers cinq sous. Total vingt-et-deux escus quatre sols. Il reste encore à départir une somme de deux escus cinq sous neuf deniers. Plus, baillé à Saillant vingt huit escus neuf sous neuf deniers¹. »

Le 4 février 1601, Besnard baptise, « en ceste Eglise maison de Poligny, » Abel Beaunée, fils de Jehan Beaunée et de Jehanne des Boys. Le parrain est Abel du Val, sieur de Villeray, et la marraine Benoiste Lattay, dame

1. *Papiers des affaires de l'Eglise réformée de Laval.* — Voir la pièce justificative N° 1.

de la Coudre. Le 15 avril, il baptise Catherine Journée, fille d'Isaac Journée, sieur de la Ronse, et de Jehanne de Gennes ; parrain : Bonnée, s^r de la Chevalerie ; marraine : Catherine Boissnelle, dame du Boys Guy. Le même jour, baptême de Pierre Godier, fils de Jehan Godier et de Marie des Boys ; parrain : Jehan Bonnée, sieur du Portal ; marraine : Sarah Pasquer, femme de Nicolas Doisseau, sieur du Chesne. Le 1^{er} juillet, baptême de Marie de Brisac, fille de Marin de Brisac et de Jehanne de la Chevalerie. Le parrain est Thomas Duchemin, sieur de la Vauzelle ; la marraine est Marie de Feschal¹, dame de Montmartin. Le même jour, baptême de Anne Duchemin, fille de honorable homme Thomas Duchemin, sieur de la Vauzelle, et de Judith de Launay ; parrain : Isaac Journée, sieur de la Ronse ; marraine : Guionne de Launay, dame de Saint-Laurent.

Thomas Duchemin, que l'on appelait ordinairement M. de la Vauzelle², mérite une mention particulière. Nous publions plus loin sa correspondance inédite avec Madame de la Trémoille. Son cachet en cire rouge, conservé avec les lettres qui font partie des archives de M. le duc de la Trémoille, dont l'ensemble constitue le Chartier de Thouars, porte un serpent enroulé, accompagné de ses initiales T. D. Autour on lit cette devise :

1. Les Feschal avaient été seigneurs de Poligny. Ils possédèrent aussi Thuré. Anne de Feschal porta cette terre, par mariage, vers 1580, à Brandelis de Champagne. — Nous avons vainement cherché la trace des documents relatifs aux protestants et qui étaient autrefois, dit-on, conservés au château de Thuré, près la Bazouge-des-Alleux. La visite faite par M. le Bibliothécaire en chef de la ville de Laval a été infructueuse. Nous le remercions très sincèrement de son extrême complaisance. — Voir, sur les Feschal, les titres originaux de la Bibliothèque nationale, au mot *Feschal*. — Voir aussi notre *Etude sur la Vie Privée au XV^e siècle en Anjou*.

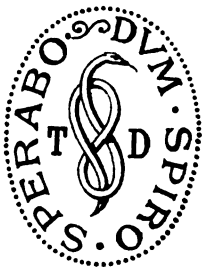
2. C'est le nom qu'indiquent les cotes de l'époque qui sont au dos de ses lettres.

DUM. SPIRO. SPERABO¹. On a vu qu'il avait épousé Judith de Launay. Il eut plusieurs enfants que nous mentionnerons à leurs dates. Il s'intitulait « licencié ès-droits, avocat à Laval, antien de lad. église. » Il avait été aussi procureur fiscal du comté en 1594 et employé avec d'Andigné de Mayneuf, par Guillaume Leclerc, sieur de Crannes, gouverneur de la ville, dans les négociations avec le maréchal d'Aumont pour la reddition de la place².

Le traitement du ministre était souscrit par les membres riches de l'église réformée de Laval, comme le constate le passage suivant des *Papiers des affaires, etc.*, que nous analysons. « Pour faire la somme de deux cents livres accordées à M^{re} Estienne Besnard, sieur de la Branchouère, et pour le remboursement des fraicts qui ont esté faicts pour avoir led. pasteur et pour autres fraicts qu'il conviendra faire pour aller au synode et autres fraicts nécessaires pour lad. Eglise de Laval, les taxes ont esté faictes comme s'ensuit, et premier :

« Monsieur de Polligny, quinze escus, dont il en a

1. Nous donnons ci-dessous la figure du cachet de Thomas Duchemin, sieur de la Vauzelle :



2. M. le comte de Beauchesne a publié, sur ce personnage, une étude très remarquable, dans la *Revue du Maine*, 1884, second semestre, p. 153 et suiv.

« payé sept contant, restant huit, recue depuis par
« Madame de Mainneuf, son héri-
« tière¹ 15 c.
« M^r de Montmartin², dix escus. 10 c.
« M^r de Mainneuf a payé six escus,
« et, depuis son décès, Madame sa
« veuve a payé deux escus. 8 c.
« Mes damoiselles de Gautret et de
« la Saugère³, huit escus, dont il

1. Catherine de la Roussardière, fille^l de René^r de la Roussardière. Il du nom, chevalier, et de Renée de Feschal, était femme de René Duboys de Mayneuf. Elle était sœur de Paul de la Roussardière, tué à Mayenne.

2. Jean du Matz, chevalier des ordres du roi, seigneur de Terchant et de Montmartin, gouverneur de Vitré, fils de Gilles du Matz et d'Anne de Québriac, dont les *Mémoires* sont insérés dans l'*Histoire de Bretagne*, par dom Taillandier, pp. CCLXXVII et suivantes. Il mourut le 26 octobre 1625 à Terchant. Il avait épousé Marie de la Roussardière, veuve de René II de la Fauçille. (Voir, sur ce personnage, le *Journal historique de Vitré*, publié par l'abbé Paul-Paris Jallobert). — Le 9 février 1577, J. Huchedé, en l'absence de Pierre Triguel, prêtre, curé de l'église de Ruillé-le-Gravelais, « absent pour ses affaires urgentes, » signait un certificat de catholicité et de résidence délivré par celui-ci et relatif à « noble Jehan du Matz, seigneur de la seigneurie de Terchant située en lad. paroisse et y demeurant, fondateur de lad. paroisse, » et à « noble Marc de la Bachelottière, demeurant en sa seigneurie de la Gimbretière située en lad. paroisse, lequel sieur de la Bachelottière est homme d'armes de la compagnie de monsieur de Vassé. » Ce certificat, fort suspect, qui figure aux Archives de la Sarthe, a été publié par M. l'abbé Ch. Pointeau, (*Commission historique et archéologique de la Mayenne*, T. III, (1882-1883), pp. 350-351). — Dès 1599, Jean Parent était ministre de Terchant. — Philippe du Matz, seigneur de Montmartin, vicomte de Terchant, épousa, après 1572, Marguerite de Beaumanoir, dame de Claye, de la Motte, de Gennes, de Bourgneuf, etc. Leur fille, Elisabeth, était veuve en 1650 de Jacques de Goyon, baron de Marcé. (Père Anselme, T. VII, p. 383, C, et V, p. 398).

3. Saugère (la), ferme, commune de Châtres. — Fief vassal de la seigneurie de l'Aunay-Péan (*Dictionnaire topographique de la Mayenne*, p. 300). — Catherine de la Saugère avait épousé dans la première moitié du XVI^e siècle Jean de la Roussardière, seigneur de la Roussardière en Quelaines. Celui-ci s'unit en deuxième noccs à Guyonne Le Connétable.

« y avoit partie en testons non éva-	
« lués, qui faisoit sept escus cin-	
« quante deux sous	7 e. 52 s.
« Madame Céline Pelisson, six es-	
« cus.	6 e.
« Monsieur de Villeray ¹ n'a voulu	
« bailler que trois escus.	3 e.
« Monsieur de la Coudre ² , quatre	
« escus	4 e.
« Monsieur Duboys, deux escus.	2 e.
« Madame de la Roche de Launay,	
« trois escus, dont il y avoit des tes-	
« tons non évalués, qui faisoit. . .	2 e. 56 s. 6 d.
« Madame de la Ronse ³ , deux escus.	2 e.
« Madame de Baubain, un escu. . .	1 e.
« Monsieur de l'Hommelaye ⁴ , deux	
« escus	2 e.
« Madame de la Planche, un escu.	1 e.
« Monsieur de la Rivière-Faudy,	
« un escu	1 e.
« Monsieur de la Chouennière ⁵ , un	
« escu	1 e.
« Monsieur de la Pierre, un escu.	1 e.
« Monsieur du Paus, un escu . . .	1 e.
« Monsieur de la Vauselle, deux	
« escus	2 e.

1. Abel du Val, sieur de Villeray, ancien de l'église réformée de Laval.

2. Benoiste Lattay, dame de la Coudre, près Entrammes.

3. Jehanne de Gennes, femme d'Isaac Journée, sieur de la Ronce.

4. L'Hommelaie, ferme, commune de l'Huisserie (*Dictionnaire topographique de la Mayenne*, p. 172).

5. Chouannière, ferme et éc. commune de Laval (*Ibid.*, p. 85).

« Monsieur de la Ronse, trois es-	
cus	3 e.
« Monsieur de Séze, demy escu .	30 s.
« Monsieur du Ruiseau, trente et	
« quatre sols six deniers.	34 s. 6 d.
« Monsieur Dorcemaine ¹ , cinquante	
« huit sols six deniers.	58 s. 6 d.
« Monsieur de la Maisonneuve,	
« quarante cinq sols	45 s.
« Monsieur du Portal, un demy	
escu	30 s.
	80 e. 6 s. 6 d.

Cette liste diffère, comme le lecteur a pu en juger, de celle qui est reproduite dans les *Recherches historiques sur l'église et la paroisse de la Trinité de Laval*.

Le zèle des réformés avait besoin d'être stimulé, car, en 1602, au synode tenu à Preuilly, l'assemblée décidait que « les églises de Chasteaugontier, Craon, Laval et les Landelles seront exhortées à se mieux acquitter de leurs devoirs envers leurs pasteurs, et M. Bedé chargé de leur en escrire². »

Le 6 Janvier 1602, baptême de la fille de Henry Au-
vouer et de Mary Joly ; parrain : Mauguier [de Pontoise ?]
écuyer, sieur de la Roumanerie ; marraine : la demoiselle
de Boys du Boys. Le 9 mars 1603, baptême de Judith,
fille de Jean Boney, sieur du Portal, et de Jehanne des
Boys, sa femme ; parrain : noble homme Pierre Duboys,
sieur du Boys ; marraine : Elisabeth Duboys, fille de
défunt Etienne Duboys, vivant sieur de Mayneuf, et de
Anne-Catherine de la Roussardièrre. Le 3 février 1603,

1. Jehan Dorcemaine, notaire de Laval, demeurait à Maisoncelles.

2. Voir le manuscrit de la Bibliothèque de Blois, fonds Pothée.

baptême de Daniel, fils de noble Benjamin de Mesme-teau, sieur de la Choffière, et de demoiselle Marie Lenfant; parrain: noble homme Pierre Duboys; marraine: demoiselle Deborah Duboys, fille de défunt René Duboys et de ladite Anne-Catherine de la Roussardièrre. Le 21 octobre, baptême d'Isaac, fils d'Etienne Roger et de Suzanne Turpin; parrain: Isaac Journée, sieur de la Ronse.

Le 16 février 1603, baptême de Thomas, fils de Pierre Hamon, sieur de la Pierre-Eschard, et de Marie Mallifousse; parrain: Thomas Duchemin, sieur de la Vau-celle; marraine: Anne Mallifousse. Le 5 octobre, baptême de Jehan, fils de Jehan Dorcemaine, sieur de Blavière, et de Julienne Le Febvre; parrain: Etienne Roger; marraine: Jehanne des Boys, femme de Jehan Beaunez. Le 26 octobre, baptême de René, fils de noble homme Pierre Duboys, sieur du Boys, et de demoiselle Anne de la Roussardièrre¹; parrain: noble Gabriel Duboys, sieur du Plessis; marraine: Catherine de la Roussardièrre, dame de Poligny. Le 23 octobre, baptême d'Isaac, fils de Nicolas Hamon et de dame Renée Baude; parrain: Isaac Journée, sieur de la Ronse; marraine: honorable femme Françoise Bellac, dame d'Orvillette², veuve de feu René Pelisson. Le 7 décembre, baptême de Jehanne, fille de Pierre Le Royer et de Marie Brillet; parrain: Samuel Pelisson, sieur de l'Hommelaye; marraine: Jeanne Delacourt, fille de honorable homme Guillaume Delacourt, sieur de la Coudre. Le 14 décembre 1603, mariage de Jehan Desboys, de-

1. Roussardièrre (la), château et ferme, commune de Quelaines. Il y avait manoir, chapelle fondée et résidence pour la branche aînée de la famille de chevalerie qui en portait le nom.

2. Orvillette, ferme et moulin, commune de Parné. — Fief de la baronnie d'Entrammes (*Dictionnaire topographique de la Mayenne*, p. 246).

meurant au bourg d'Entrammes¹, veuf de défunte Fleury Le Long, avec Françoise Perier, veuve de défunt Bertrand Maussy. Le mariage est célébré en présence de Messieurs de la Chaussée, de la Vauzelle, de la Chevalerie et de la Ronse, anciens de l'Eglise réformée de Laval. Madame de Mayneuf, Mademoiselle de Gaultherth « et plusieurs auditeurs d'icelle eglise, qui assistoient ledit jour de dimanche au presche, » sont également mentionnées dans l'acte².

Le 21 mars 1604, baptême de Paul, fils de honorable homme Isaac Journée, sieur de la Ronse, et de Jehanne de Gennes, paroissiens d'Entrammes; parrain : Paul Haynin, sieur de la Thermelyère; marraine : Marguerite Delacourt. Le 30 mai, Jehan Dorcemaine épouse Perrine Angot, en présence des anciens « qui estoient led. jour au presche. » Le 24 juin 1605, mariage de honorable homme Cymond Pallory, « ministre du Saint-Evangile en l'Eglise réformée de la Moussay et de Plouer, pays de Bretagne, » avec Judith Turpin, fille de défunt Jacques Turpin et de Guillemine Journée, en présence de tous les anciens et des autres personnes de ladite eglise. Le 9 octobre, mariage de Jacques Bourdon, fils de défunt François Bourdon et de Jacqueline Herrier, avec Marie Dupré, fille de Etienne Dupré et de Renée Cherruaire. Le 10 octobre, mariage de messire René de Montbourcher, écuyer, sieur de Saint-Amadour³, fils de haut et puis-

1. La baronnie d'Entrammes avait été érigée en 1608. Ses membres relevaient en partie du marquisat de Château-Gontier et en partie du comté de Laval. Le prieuré dépendait de l'abbaye d'Evron. La paroisse était du doyenné de Sablé, de l'élection et du comté de Laval, p. 117.

2. *Papiers des baptêmes et mariages faicts en l'Eglise réformée de Laval estant présentement desservie en la maison seigneuriale de Polligny...*

3. Saint-Amadour (le Grand et le Petit), châ. et f., commune de la Selle-Craonnaise. On écrivait aussi *Saint-Amatour*. — Arrière-fief de la baronnie de Craon, vassal de l'Isle-Tison, qui comprenait dans sa mouvance les fiefs de l'Ansaudière, de la

sant seigneur messire René de Montboucher et de haute et puissante dame Françoise de Montboucher¹, sieur et dame du Bordage, avec demoiselle Elisabeth Duboys, fille de défunt messire René Duboys et de haute et puissante dame Catherine de la Roussardièrre, sieur et dame de Mayneuf. Le 6 décembre, baptême de Suzanne, fille de noble René Duboys, sieur du Boys, et de demoiselle Suzanne de la Roussardièrre, en la maison seigneuriale de Parneau; parrain: Paul de l'Isle, sieur du lieu; marraine: Elisabeth de la Roussardièrre, dame de Parneau.

Le 27 février 1605, baptême de Judith, fille de Etienne Roger et de Suzanne Turpin; parrain: Thomas Duchemin, licencié en droit, avocat à Laval; marraine: Judith Turpin, fille de défunt Jacques Turpin et de Guillemine Journée. Le 11 avril, baptême de René, fils de Jehan Dorcemaine et de Perrine Angot; parrain: noble Pierre Duboys; marraine: Elisabeth Duboys, fille de défunt noble messire René Duboys, vivant seigneur de Mayneuf, et de Catherine de la Roussardièrre. Le 24 avril, baptême d'Esther, fille de défunt Jean Beaunée et de Jeanne Duboys; parrain: noble Benjamin de Mesmeteau, sieur de la Choffière; marraine: demoiselle Elisabeth de la Roussardièrre, dame de Parneau², fille de défunt René de la

Balinière, la Balayère, de Cornilleau et de la Fléchère. — Dès le XV^e siècle, les Montboucher étaient seigneurs de Saint-Amadour. Ils conservèrent cette terre jusqu'en 1629.

1. Les Montboucher, sieurs du Bordage en Quelaines, portaient: *De gueules à trois chavannes ou marmites de sable, deux et une*. Ils ont donné leur nom à la terre du Bois-Montboucher, sis en la commune de Chambellay (M.-et-L.) — Paul de l'Isle, écuyer, seigneur de l'Isle-du-Gast, de Saint-Fraimbault, Saint-Loup et Chantrigné, fils de Paul de l'Isle et de Catherine de Jaucourt, épousa M. de Montboucher. Leur fille Catherine avait été baptisée au château de l'Isle, le 12 septembre 1684, par Isaac Bournel, ministre protestant. Mais, plus tard, les membres de cette famille abjurèrent. (Note communiquée par M. l'abbé Ch. Pointeau).

2. Parneau, ferme, commune de Parné, qui donne son nom à un ruisseau affluent de l'Ouette. C'était un fief vassal de la sei-

Roussardièrre et de demoiselle Renée de Feschal, vivants sieur et dame de Parneau. Le 15 mai, baptême de Marie, fille de Thomas Duchemin, sieur de la Vauzelle, et de Judith de Launay ; parrain : honorable homme Jehan Delacourt, sieur du Boys ; marraine : honnête femme Jeanne-Marie Le Balleur, dame de Barbin. Tous les baptêmes se font le dimanche. Le lundi suivant, baptême de l'enfant de noble Benjamin de Mesmeteau, sieur de la Choffière¹, et de Marie Lenfant de la Patrière. Le baptême est fait « en leur maison du Petit-Vaurimbeau². » Le seigneur de Terchant est parrain ; la veuve de Pyrrhus Lenfant, vivant sieur de la Patrière³, est marraine.

gneurie de Marboué, puis après 1620 de la baronnie d'Entrammes (*Dict. top. de la Mayenne*, p. 243). René de la Roussardièrre, époux de Renée d'Avaiolles, avait construit le château de Parneau, où son fils René II, époux de Renée de Feschal, établit le culte réformé. Le prince de Condé avait séjourné six jours à Parneau incognito, en « allant en Angleterre demander du secours à la reine Elisabeth. » (Voir les *Certificats*, etc., *ibid.*, p. 40).

1. On lit aussi ailleurs la *Choffetière*.

2. Vau-Raimbaud (le Grand et le Petit), hameau, commune de Montigné. — *Terram de Valle Raimbaudi* 1241 (Abbaye de Savigny. Archives nationales, L. 970). Ce fief était vassal de la châtellenie de Montigné (*Ibid.* p. 327). — En 1577, le seigneur de Vau-Raimbaud est Gilles de Meaulne, écuyer, sieur de la Boulière. Il y avait eu un prêche à Vau-Raimbaud et le nom d'un vieux champ rappelle que les Huguenots y avaient un cimetière.

3. Claude de Chivré, sœur de Jacques et de François de Chivré, fils de Jacques de Chivré, 1^{er} du nom, seigneur du Plessis-Chivré, la Guénaudière, l'Etang et la Chevalerie, maître d'hôtel de Monseigneur le duc d'Alençon, frère du roi, mari de Jeanne de Bouillé, dame d'honneur de la duchesse de Bar, s'unit en premières noces au sanguinaire René de la Rouvraye, sieur de Bressault, dont nous avons raconté les sinistres exploits. Après l'exécution de son mari, elle se remaria avec un autre gentilhomme calviniste, Pyrrhus Lenfant, seigneur de la Patrière. Le 9 décembre 1617, elle renonçait au calvinisme en présence de Grégoire Le Doïsne, récollet, « ayant pouvoir et autorité de Sa Sainteté et de Monseigneur l'évesque d'Angers d'absoudre l'hérésie. » (Voir notre *Etude sur les Misères de l'Anjou aux XV^e et XVI^e siècles* et notre ouvrage sur les *Chivré, marquis de la Barre de Bierné*, XVI^e — XVIII^e siècles.) — Voir

Le 1^{er} janvier 1606, baptême de René, fils d'honorable homme Isaac Journée, sieur de la Ronse, et de Jehanne de Gennes ; parrain, haut et puissant seigneur René de Montbourcher ; marraine, Catherine de la Rous-sardière, dame de Poligny. Le 12 février, baptême de Madeleine, fille d'Etienne Angot et de Suzanne Turpin ; parrain, honorable homme Roland Bruneau ; marraine, honnête femme Renée Lebigot, femme de honorable Jehan Delacourt, sieur du Boys¹.

aussi, à la Bibliothèque de la ville d'Angers, le manuscrit 873, qui contient une série de documents inédits relatifs à l'Histoire du Protestantisme en Anjou. La pièce qui relate l'abjuration de Madame de la Patrière porte le numéro 44.

1. *Papiers des baptêmes et mariages faits en l'Eglise réformée de Laval étant présentement desservie en la maison seigneuriale de Polligny.*

CHAPITRE II

Lettre de Duchemin à Madame de la Trémoille pour lui demander l'envoi d'un pasteur destiné à remplacer Etienne Besnard, qui ne peut « suffire à tant d'églises » et qui n'a « esté delegué que pour une. » — M. de la Chevalerie, ancien de l'Eglise réformée de Laval, réitère les instances déjà formulées. — Nouvelles lettres de Duchemin à Madame de la Trémoille. — Négociations relatives à la nomination de M. de Juigné-Brossinière comme pasteur de l'église réformée de Laval. — Les anciens de cette église prient leurs coreligionnaires de Von de leur céder M. de Juigné-Brossinière qui leur sert de ministre. — M. de la Ronse est envoyé auprès de Madame de la Trémoille pour obtenir son concours et celui de M. de Bouillon. — Ravages de la peste dans le comté de Laval. — Continuation des négociations relatives à M. de Juigné-Brossinière.

Le 5 février 1606, Duchemin, sieur de la Vauzelle, adressait, de Laval, la lettre suivante à Madame de la Trémoille¹ :

A Madame.

Madame, vostre fervente piété et singulière affection à la gloire de Dieu et edification de son église m'ont faict croire que vous auriez la très humble supplication, que j'oze vous faere pour agréable. Qui est que, par vostre moien et autorité, nous puissions avoir un pasteur pour ceste église, laquelle, quoy qu'elle ne se recueille en ceste ville

1. Charlotte-Brabantine de Nassau, quatrième fille de Guillaume de Nassau, prince d'Orange, surnommé le Taciturne, et de Charlotte de Bourbon-Montpensier, avait épousé le 11 mars 1598, à Châtellerault, Claude de la Trémoille, né en 1566, fils de Louis III de la Trémoille, prince de Talmont, vicomte de Thouars, et de Jeanne de Montmorency, fille puinée du connétable Anne de Montmorency. Claude de la Trémoille mourut le 24 octobre 1604. Quatre enfant naquirent de ce mariage : 1^o Henri, prince de Talmont, duc de la Trémoille, huitième comte de Laval, marié à Marie de la Tour d'Auvergne en 1619, mort à Thouars le 21 janvier 1674 ; 2^o Frédéric, comte de Laval, tué en duel à Venise en 1642 ; 3^o Elisabeth, morte toute jeune, peu après son père ; 4^o Charlotte-Marie, qui épousa Johnn Stanley

mays de present à la maison de Polligny, ne laisse toutesfoys d'estre asses forte, aydée de vos grâces, pour l'entretien d'un pasteur. Il y a deux ans que de synode en synode nous sommes après à en mander un, mays il nous a esté, jusques icy, impossible, et monsieur de la Branchouere, qui de trois sebmains en trois sebmains nous vient visiter, nous a, depuis deux ans, poursuivis de nous en pourveoir, ne pouvant suffire à tant d'églises et n'ayant esté delegué que pour une.

Ce sera un très beau commencement au fait de ceste succession que de commencer par le bastiment de la maison de Dieu et parce que, en ceste ville, le peuple est fort superstitieux et la ville peuplée de deux couvents, l'un de Cordeliers¹, l'autre de Jacobins², gens curieux³ pour entretenir le peuple en sa superstition et se pourveoir des premiers de leur robbe pour prédicateurs. Il seroit à désirer

et devint comtesse de Derby. Après le décès de son mari, madame de la Trémoille demeura chargée de la garde et de l'éducation de ses enfants encore en bas âge. Elle remplit dignement ses devoirs de mère avec le concours de Duplessis-Mornay, le célèbre chef calviniste, qui avait été l'ami de son mari; Claude de la Trémoille l'avait choisi pour être son exécuteur testamentaire. La correspondance de madame de la Trémoille avec Duplessis-Mornay est très curieuse (*Chartrier de Thouars*, pp. 107-133. — Voir aussi notre *Histoire de la Baronnie de Craon*, de 1382 à 1626, d'après les mêmes archives.)

1. Le couvent des Cordeliers de Laval y avait été établi, dans le faubourg Saint-Martin, en 1396, par les soins de Guy de Laval, XII^e du nom, et de Jeanne de Laval, sa femme, veuve en premières noces du glorieux connétable Bertrand du Guesclin. L'évêque Adam Châtelain en bénit l'église en 1407. Cette église, remarquable par la décoration des autels, est devenue paroissiale sous le nom de N.-D. des Cordeliers. (Voir Bourjolly, *Le Corvaisier* et les *Recherches historiques sur l'église et la paroisse de la Trinité de Laval*.)

2. Les Jacobins ou Dominicains, établis à Laval, à la Trinquerie, selon les *Annales et Chroniques* de Le Doyen, y avaient une grande influence sur la population. Leur couvent avait été fondé en 1485 par Guy XV, seigneur de Laval. François Verdier, prieur en 1536, déploya un zèle très actif pour étouffer les germes de l'hérésie naissante, comme nous l'avons dit plus haut, de concert avec Marc Orry, inquisiteur général de France, pénitencier du pape, chargé par François I^{er} de maintenir l'intégrité de la religion.

3. *Curieux* a ici le sens d'*habile, adroit*.

que, sy de Seyden¹ ou d'ailleurs, par vostre crédict et auctorité, il nous en estoit pourveu d'un, qu'il peust, aussy bien par l'intégrité de sa vye que par la pureté de sa doctrine, edifier l'église. Nous le pouvons assurer d'estre bien logé et de quatre cents livres de pension. poyez par les quartiers, et sy cest entretien n'estoit suffisant, nous espérons de faere en sorte qu'il demeurera content de nous. Vous excuseres ceste hardiesse et l'imputerez, s'il vous plaist, à la nécessité de ma charge d'antien de ceste église, laquelle fera prière à Dieu pour vous,

Madame, à ce qu'il luy plaize bénir et accroistre de toutes bénédictions spirituelles et temporelles, vous et messeigneurs vos enfans.

De Laval, ce V^e feubvrier 1606.

Vostre plus humble serviteur,

DUCHEMYN VAUZELLE².

Cependant, six semaines s'étaient écoulées, et le pasteur demandé n'arrivait pas. Monsieur de la Chevalle-

1. Sedan (Ardennes). — Cette ville avait embrassé de bonne heure le protestantisme. Dès 1555, elle était devenue, sous l'impulsion de Henri-Robert de la Mark, un ardent foyer de propagande. La principauté était passée en 1591 dans la maison de la Tour-d'Auvergne. Le duc de Bouillon en fit le lieu de réunion favori de tous ceux qui conspiraient contre l'autorité royale. C'était un nid de mécontents qui inquiétait toute la frontière du nord. Sedan faisait alors partie du colloque de Champagne, province de l'Isle-de-France. Eusèbe Gantois fut pasteur de Sedan de 1601 à 1630, et François d'Or de 1608 à 1619. L'Académie protestante de Sedan était très florissante et rivalisait avec celle de Saumur. (Voir, sur cette église réformée et sur cette Académie, la *France protestante*, Le *Bulletin de la Société de l'Histoire du protestantisme français*, et l'ouvrage sur les *Académies protestantes*, publié par M. Bourchemin, Paris, Grenart, 1882, in-8°).

2. Pap. olog. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*. — Nous devons la copie de cette lettre et des lettres suivantes à l'extrême obligeance de notre éminent confrère et excellent ami, M. l'abbé Ambroise Ledru, qui dépouille avec tant de soin les magnifiques archives de M. le duc de la Trémoille, toujours si libéralement ouvertes aux travailleurs sérieux. Nous adressons ici à M. l'abbé A. Ledru l'expression de nos très sincères remerciements et nous prions également M. le duc de la Trémoille d'agréer notre très respectueuse gratitude.

rie, l'un des anciens de l'église de Laval, fut envoyé auprès de Madame de la Trémoille pour renouveler les instances déjà formulées par Duchemin. De son côté, celui-ci adressait, de Laval, le 19 mars, à la noble dame, la lettre suivante :

A Madame.

Madame, ...Monsieur de la Chevalerie¹, l'un des antiens de ceste église, vous représentera la nécessité que nous avons de vostre assistance pour avoir un pasteur. Vous nous soulagerez et selon le zèle que Dieu a mis en vous et selon les commoditez qui se pourront présenter. Que s'il ne se treuvoir promptement la commodité, j'ozerois vous supplier rescripre à Monsieur de la Branchouère, nostre ministre, que, ayant commencé à rebastir et reparer les ruïnes de ceste église, il ne fault abandonner l'ouvrage encommencée jusques à ce que Dieu ait suscité d'autres ouvriers pour continuer cest edifice, pour la croyance que j'ay que un mot de vostre part l'obligera plus que tout et que tous ensemble luy pourrions représenter. Vous en useres

1. Le seigneur ainsi nommé est sans doute Charles de la Chevalerie, écuyer, seigneur de la Chevalerie, de l'église protestante de la Gravelle, qui décéda le 2 mars 1628 et fut inhumé au cimetière des Réformés de Vitré, ainsi que sa sœur, la demoiselle Perrine de la Chevalerie, morte à Laval à la même époque. Ils étaient enfants de Michel de la Chevalerie, seigneur de la Touchardière et de l'Epronnière, connu dans les guerres de religion sous le nom de Monsieur de la Touchardière ou de Monsieur de l'Epronnière, lieutenant de Joachim de la Chesnais, mari d'Olympe Crespin, fille de Pierre Crespin, sieur de la Chabosselaye et de Marguerite de Ballony, qui eurent une nombreuse progéniture. Michel de la Chevalerie fut inhumé le 15 septembre 1597 au temple de Vitré. Peut-être, d'autre part, faut-il voir dans « Monsieur de la Chevalerie » René de la Chevalerie, fils aîné, père de Charles, qui épousa Suzanne, fille de Samuel d'Andigné, seigneur de la Gautraie, de Mayneuf et de Cornesse, et de Jeanne d'Argentré? (Voir sur Michel Chevalerie et ses descendants, les renseignements fournis par M. l'abbé Ch. Pointeau dans le *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*, t. III, 1882-1883, pp. 364-365).

toutefois selon vostre prudence et excuseres ceste hardiesse de vous importuner sur ce subject que je croy vous estre moins desagréable pour ce qu'il ne regarde que la gloire de Dieu, lequel je pryé,

Madame, vous continuer en toute prospérité et santé vos saintes graces et benedictions.

De vostre Laval, ce 19 mars 1606.

Vostre plus humble serviteur,

DUCHEMYN¹.

Le 27 mars 1606, nouvelle lettre de Duchemin à Madame de la Trémoille, écrite de Laval.

A Madame.

Madame... sy j'avois eu la coppie du testament, je l'eusse consulté ; j'en ai prins advis en divers lieux sur ce que je scavois du contenu. L'on tient qu'il ne vous préjudiciera nullement ny au Maine, ny en Bretagne. L'on croit par decza qu'il y a autre testament entre les mains du père Cotton, jésuite. Il seroit fort à propos de s'asseurer du vray.

Vous aurez sceu de Monsieur de la Chevalerie, l'un des antiens de ceste église, la nécessité que nous avons de vostre assistance, laquelle nous nous promectons d'autant plus asseurement que desjà vous en avez projecté les desseins, pour parvenir aux effects, lesquels je pryé Dieu bénir et vous tenir,

Madame, en sa sainte protection et sauvegarde.

De vostre Laval, ce 27 mars 1606.

Vostre plus humble serviteur,

DUCHEMYN².

C'est sans doute au testament de Guy XX, comte de Laval, que Duchemin fait allusion dans sa lettre à Ma-

1. Pap. olog. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*.

2. *Ibid.*

dame de la Trémoille. François de Coligny, seigneur d'Andelot, fils de Paul de Coligny et d'Anne d'Allègre, est connu sous le nom de Guy XX de Laval. Elevé par les protestants à Sedan, il abjura ensuite l'hérésie et fut mis sous la tutelle de Charles de Lorraine. Il fut tué dans la Basse-Hongrie, sur les bords du Danube, près de Comoorh, le 3 décembre 1605, en combattant avec Mercœur contre les Turcs. Il fut inhumé à Laval, le 26 février 1609. Il ne s'était pas marié. Sa succession, qui comprenait entre autres terres la baronnie de Vitré et le comté de Laval, revint au jeune Henri de la Trémoille, par représentation d'Anne de Laval, sa bisayeule, sœur cadette de Catherine de Laval, dame de Rieux¹. Quant au père Cotton « jésuite, » c'est le fameux Pierre Cotton, né à Néronde (Loire), en 1564 et mort en 1626, qui fut un des membres les plus distingués de son ordre. Il fut le directeur de conscience de Henri IV. La reine-régente le nomma confesseur du roi Louis XIII. C'est lui qui avait obtenu l'édit de rappel des Jésuites. Ses ennemis l'attaquèrent avec une extrême violence dans un pamphlet célèbre connu sous le nom de *L'Anti-Cotton*.

Madame de la Trémoille avait écrit au sieur de la Branchouère pour le prier, conformément au désir exprimé par Duchemin, de bien vouloir continuer à desservir l'église réformée de Laval. Le 3 mai, Besnard lui adressait, de Craon, la réponse suivante :

A Madame Madame de la Trimoille à Paris.

Madame, nous rapportons tous par deçà à une singulière

1. Voir les *Tablettes chronologiques et historiques de la succession des seigneurs de Laval, de Mayenne et de Château-Gontier*, par Léon Maître.

faveur de Dieu, de ce qu'il a voulu que cette grande succession vous soit venüe, et à Mon Seigneur de la Trimouille, vostre filz. Car plusieurs églises s'en promettent beaucoup du bien ayantz oui faire récit de vostre piété, et comme vous n'espargnez rien pour l'avancement de la gloire de Dieu, auquel faites ainsi hommage de toute cette grandeur, dont il vous a magnifiquement ornée. L'église de vostre ville de Laval, Madame, fort ancienne, mais qui avoit esté dissipée par l'injure des guerres, et maintenant bien ralliée par la grâce de Dieu, espère sur toutes beaucoup d'effect de vostre bonne volonté et libéralité, laquelle vous luy faites desjà recognoistre daignant vous employer pour luy faire recouvrer un pasteur, à quoy elle a certaine attente, depuis qu'elle a sceu qu'en preniés vous mesmes le soing, veu la grande autorité que Dieu vous a dornée tant dedans que dehors le Royaume. Vous ferez en cela, Madame, une œuvre des plus utiles et nécessaires ; veuque ce troupeau seroit en grand danger selon qu'on en peut juger si l'enseigne de la parolle de Dieu n'estoit tousjours dressée au milieu de luy, à cause de la contrariété de ceux parmi lesquelz il habite.

J'ay à vous remercier, Madame, très humblement de l'honneur qu'il vous a pleu me faire de m'en escrire. Cette peine ne vous eust esté donnée si je dependois entièrement de moi-mesmes. Mais le public, auquel je me suis voué, se vendique la disposition de moy et de mon ministere ; cause que j'ay communiqué vostre lettre, Madame, aux églises de Chasteaugontier et de Craon, que je sers, qui ont esté induites par icelle à suspendre la résolution qu'elles avoyent prise et déclarée par lettre à l'église de Laval, à laquelle je suis concedé encore pour trois mois en vostre faveur, se pouvant faire que, pendant ce temps, la Dieu bénira tellement vostre s' zèle et les moyens qu'employeres selon iceluy (qui sont tres grands) qu'au lieu que cette église n'a le presche que de trois en trois sepmaines, elle l'aura ordinairement. Elle est telle à la vérité, Madame, qu'elle est digne de vostre soing et assistance ; et croy que vous ne travailleres point pour des ingratz ; car vous recognoissans non seulement pour leur Dame, à qui ilz ont

voué tout service, mais aussi en la qualité des Princes et Princesses que Dieu a ordonnés pour nourriciers et nourrices à son église, il n'y aura rien qu'ilz ne facent très volontiers pour vostre service, et de ce luy de Mon seigneur vostre filz, ayant cet heur d'estre favorisés de vostre bienveillance, Madame, et selon le temporel et selon le spirituel. En quoy je me conjoindray de toute mon affection à eux, vous suppliant, Madame, me tenir du nombre de vos plus humbles serviteurs, qui en toute humilité et reverence vous fait offre de son très humble service et prie Dieu,

Madame, que comme il vous a appelée à soustenir toute seule un si grand fais d'affaires, il luy plaise de jour en jour vous redoubler la force de son Esprit, tant que Mon Seigneur vostre filz (à qui Dieu donne tout heureux accroissement) estant parvenu à majorité il puisse porter l'espaule pour vous soulager à vostre très grand consentement. C'est

Vostre très humble et très obéissant serviteur.

BESNARD.

De Craon, ce 3 may 1606¹.

Madame de la Trémoille s'occupait de donner satisfaction aux désirs des réformés de Laval. Elle avait demandé à M. de Bouillon² de lui prêter son concours

1. Pap. olog. *Châtrier de Thouars*, au mot *Besnard*.

2. Nous avons parlé plus haut de Henri de la Tour-d'Auvergne, vicomte de Turenne, duc de Bouillon, né en 1555, mort en 1613, zélé calviniste attaché à Henri de Navarre, l'un des auteurs de la victoire de Coutras, marié en 1591 à Charlotte de la Mark, qui lui apporta le duché de Bouillon et la principauté de Sedan. Créé maréchal de France en 1592, il se compromit en 1602 dans la conspiration de Biron. Il obtint néanmoins son pardon. De son second mariage avec Isabelle de Nassau, il eut en 1605 un fils, Frédéric-Maurice, né à Sedan. Il en eut également le célèbre maréchal de Turenne. Le roi était lassé de ses intrigues continuelles et voulait « s'arracher cette épine du pied. » On prépara tout ce qui était nécessaire pour le siège de Sedan. Les protestants, qui en avaient fait une seconde Genève, prirent l'alarme. Le prince les rassura, mais comme Bouillon refusait de rendre la place, Henri IV s'avança jusqu'aux portes avec des

afin d'obtenir que M. de Juigné¹, qui avait été reçu pasteur de « l'église de Von², près Sedan, » fût envoyé à Laval, pour y remplir les fonctions de ministre. M. de Juigné était venu dans le Maine et avait rendu

troupes et cinquante pièces de canon. L'orgueilleux vassal céda et remit la ville au roi pour quatre ans. Dans une lettre également inédite, datée d'un village entre Vertus et Châlons, le 2 avril 1606, et adressée à Madame de la Trémoille, M. de Terchant lui annonce que « Monseigneur de Bouillon s'est accommodé avec le Roy. » « Je croy, dit-il, que se soit au consentement de mon dit seigneur, et Dieu le veille, puisque ça esté si tost fait. Tout presentement Monseigneur de Rosny vient de recevoir ceste nouvelle du Roy par un courier, qui raporte que le Roy entrera mardy prochain dans Sedan, recevra serment de fidélité des habitans et y met un gouverneur et cinquante hommes... Monseigneur de Rosny prent la poste dès aujourd'huy à Châlons pour aller trouver le Roy. Luy et madame, sa femme, ont monstré beaucoup de joye de ceste nouvelle et si devant qu'ils la désiroient fort ... » (Pap. olog. *Chartrier de Thouars*, au mot *Terchant*.) — Les *Mémoires* du duc de Bouillon ont été publiés à Paris en 1666.

1. Ce Juigné appartenait à la famille de Juigné qui possédait la seigneurie de la Brossinière en Chemazé. Le chroniqueur angevin Jehan Louvet, dans son *Journal*, cite MM. de la Brossinière parmi les gentilshommes calvinistes qui entouraient Bussy d'Amboise et cherchaient à se concilier ses faveurs pour attirer le gouverneur de l'Anjou dans leur parti. La famille des seigneurs de la Brossinière portait : *D'argent au lion de gueules armé, couronné et lampassé d'or*, selon le ms. 995, p. 95. Audouys, dans le ms. 994, dit : *la tête du lion d'or*. On voit dans les *Plaintes des églises réformées de France*, formulées en 1597, que le Présidial d'Angers, après la mort de la dame de la Brossinière, avait contraint son fils aîné à retirer ses deux frères de l'école de Loudun, pour les mettre dans un collège de la ville, où ils seraient instruits dans la religion catholique. Les Juigné possédèrent la Brossinière pendant tout le XVI^e siècle. René de la Juigné, sieur de la Brossinière, fut cité à comparaître plusieurs fois devant le Présidial de Château-Gontier. En 1652, le procureur du Roi demande que le sieur de Juigné soit condamné à exhumer et faire enlever du chancel de l'église de Chemazé le corps d'un de ses enfants qui y avait été enterré au préjudice des droits honorifiques du seigneur baron de Château-Gontier et à ce qu'il lui soit fait défense d'exiger aucune corvée des sujets de la baronnie. (Voir notre ouvrage sur *Louis de Clermont, sieur de Bussy d'Amboise, gouverneur d'Anjou*, et notre étude sur *La Châtellenie de la Jaille-Yvon et ses seigneurs, d'après des documents inédits* (1052-1789). — *Archives de la Mayenne*, B. 2298 et suiv.)

2. Voncq, près Vouziers (Ardennes).

visite à ses coreligionnaires. Il avait fait le prêche plusieurs fois et ses auditeurs avaient été très satisfaits. Les anciens de l'église adressèrent alors, le 20 mai, une lettre datée de Laval, à Madame de la Trémoille, à Paris, pour la supplier de renouveler ses instances auprès de M. de Bouillon et de poursuivre vivement la conclusion de l'affaire. M. de la Ronce fut envoyé vers elle, avec mission d'appuyer la requête de ses concitoyens. Cette lettre est particulièrement intéressante.

A Madame Madame de la Trimouille, à Paris.

Madame, ayantz sceu de Monsieur de Terchant comme aves desjà prins la peine de parler à Monseigneur le duc de Bouillon, pour nous, à ce qu'il face que Monsieur de Juigné, qui a esté receu pasteur de l'église de Von près Sedan, soit desgagé de là pour nous estre donné, cela nous a enhardi pour rechercher le dict sieur qui est venu en ce païs, d'où il est, pour ses affaires. Nous l'avons trouvé du tout enclin à faire service à sa patrie, et particulièrement à vostre maison, à laquelle il se dédie du tout, se réputant à grand heur d'y pouvoir avoir si bonne entrée. Il est tel, comme les presches, qu'il a fait en ce païs, le manifestent, que si Dieu nous favorise tant, que nous le puissions avoir par vostre moyen, Madame, nous ne demandons pas mieux. Nous espérons qu'avec luy, moyennant la grâce de Dieu, nous ferons teste à nos contredisans, et que, ce qui a esté rallié avec longues peines et travaux, demeurera sauf et entier, quoy que Satan face tous ses effortz pour ravir les brebis de nostre troupeau.

Cela nous fait vous supplier tant plus affectueusement, Madame, de poursuivre ce que vous aves bien commencé, et nous vous en aurons nous et les nostres une perpetuelle obligation, qui nous rendra tant plus affectionnés à prier Dieu pour vostre prospérité et celle de nostre seigneur, vostre filz, et pour la manutention de vos grandeurs. Il reste pour le parachevement de nostre affaire si bien commencée que mon seigneur le duc de Bouillon

prenne la peine, induit par vous, Madame, d'escire au colloque du païs d'Ardennes, ou de la principauté de Sedan, à faulte que le synode de la province ne se peut tenir si tost, à ce que ledict colloque congédie Monsieur de Juigné pour venir servir en nostre église ; et ce le plustost que faire se pourra, n'ayantz plus que pour trois mois le prest qui nous a esté fait du sieur de la Branchouère. Il y a toutes les raisons du monde pour faire trouver bonne nostre demande, c'est que les synodes nationaux ont déterminé que, survenans des affaires de grande importance aux pasteurs, ils seront libres pour y mettre ordre, moyennant qu'il y ait moyen d'en mettre d'autres en leur place. Or est-il que Monsieur de Juigné estant d'une bonne, grande et noble maison de ce païs, et demeuré orphelin de père et mère dès son bas aage, a bien besoin d'en estre près, afin de demesler ce que père et mère luy ont peu laisser. Et l'église de Von a beau moyen d'estre pourveüe d'un aultre pasteur par l'Académie de Sedan, où il y a plusieurs proposantz ; à cause aussi qu'elle est toute proche des Païs-Bas et de l'Allemagne, où on va chercher ordinairement telles gens. Que s'il luy reste quelque mescontentement, Monseigneur le duc de Bouillon le lui pourra oster, selon sa très grande prudence, dextérité et autorité.

En afin, Madame, de vous faire paroistre l'affection que nous avons à cela, avons député Monsieur de la Ronce, ancien de nostre corps, pour vous aller baiser les mains de nostre part, et faire offre de nostre très humble service, ensemble pour exécuter tout ce que luy commanderes, à ce que cette affaire estant vivement poursuyvie, nous en ressentions tant plustost les effectz. Le dit sieur a tant plus volontiers accepté cette charge, qu'il a esté bien aize d'avoir cette occasion pour estre cognu de vostre grandeur, ayant eu l'honneur d'estre regardé d'un bon œil de feu monseigneur de la Trimouille, au service duquel trois de ses frères sont mortz portant les armes, comme aussi il a tousjours fait pour le service du roy en perseverant en la religion, et tenant de beaux grades, comme de capitaine entre les gens de guerre ; lequel tesmoignage nous luy avons bien voulu rendre, à ce que vous vous fies tant plus har-

diement en luy. Nous n'adjousterons rien, sinon nos très humbles et ardentes prières à Dieu, à ce qu'il luy plaise vous donner,

Madame, en santé et prospérité très-longue et très-heureuse vie.

Vos très humbles et très obéissants serviteurs les Anciens de l'Eglise de Laval. Au nom de tous : (signé) BESNARD, pasteur par prest. — BRUNEAU, ancien de l'église. — DUBOYS, ancien de lad. église. — DUCHEMYN, ancien de l'église.

De Laval, ce 20 may 1606¹.

De son côté, M. de Terchant écrit le même jour, de son château, la lettre suivante à Madame de la Trémoille, pour la prier, encore une fois, de presser M. de Bouillon, de qui dépend principalement le congé de M. de Juigné-Brossinière. Les réformés de Laval attendent la venue de ce ministre avec impatience.

A Madame, Madame la duchesse de Thouars².

Madame, peu après estre arivé en ceste vostre maison, j'ay, suivant vostre commandement, méné et depuis dit,

1. Lettre pap. *Chartrier de Thouars*. — Cette lettre est entièrement de la main d'Etienne Besnard, sieur de la Branchouère, le premier des signataires. ministre de Craon et de Château-Gontier et pasteur de Laval « par prest. »

2. La ville de Thouars était comprise parmi les soixante-quinze places de sûreté concédées aux huguenots par l'édit de Nantes. (Voir l'*Estat des places et deniers ordonnés par Sa Majesté à Nantes, etc., pour la sûreté de ceux de la Religion*, Montpellier 1617). Elle faisait partie de la province ecclésiastique du Poitou et du colloque du Moyen-Poitou. André Rivet fut pasteur de Thouars de 1595 à 1620. — Au siècle précédent, les la Trémoille, alors catholiques, n'étaient pas tendres pour les huguenots de Thouars. Le Connétable de Montmorency écrivait de Blois, le 30 juillet 1562, à son fils, « Mons^r de la Trimouille, » et lui disait : « Il me semble que nous ne sauriez mieulx faire que de laisser entrer vostred. frère dans Thouars pour conserver vostre ville et voz maisons. Si vous avez quelques prédicans prisonniers, faictes les incontinant exécuter, sans en faire longue

de vive voix, à M. de la Branchoire, le ministre qui sert par emprunt l'église de Dieu en vostre ville de Laval et aux antiens de la ditte église, l'affection que vous avies et le soin qu'il vous avoit pleu prendre pour recouvrer un pasteur à son petit troupeau de vos fidelles et très obligez subjects. Ceste bonté leur ogmente et à nous tous qui sommes de ceste assemblée le zelle de nos prières ordinaires pour l'entier bonheur et contentement de vostre Excellence et la grandeur de Messeigneurs vos fils. Nous nous reconnoissons tous les jours de plus en plus obligés comme tous vos autres subjects de ces contrées de louer Dieu de la grâce qu'il luy a pleu nous faire de nous réduire sous vostre juste et débonnaire domination et seigneurie ; nostre gain excède nostre perte, Dieu nous a perdus, il nous a osté beaucoup, afin que nous ne fussions pas perdus, afin de nous donner d'avantage, spécialement à nous tous qui avons l'honneur d'estre de l'église de Dieu en vos seigneuries de deca.

Madame, le jour mesme que j'avois escrit audit Ministre et Antiens, par vostre commandement, et prié que nous nous assemblissions pour aviser ce que nous pourrions faire de nostre costé pour ce suget, deux des dits antiens arivèrent séans pour prendre avis, avec mon père, de l'efect du contenu en la lettre que M^r de la Branchoire leur avoit escrite, laquelle j'envoye par leur prière à vostre Excellance, afin qu'elle y voye s'il luy plaist le récit du mérite et capacité du pasteur qu'il vous plaist nous faire avoir et que nous pourchassons, et la conformité de leur dessain au vostre, sans savoir vostre intention en cela, n'y avoir encor eu celles que je leur en avois escrites. Il fut avisé qu'un des dits antiens et moy irions trouver M^r de

garde, parce que le Roy le veult et entend ainsy, estans le fondement de toutes ses meschancetés que vous voyez pour le jourd'huy. » Le même, dans une autre lettre de Blois, le 23 juillet 1562, au même, disait : « Vous debvez faire executter le ministre que vous avez faict prendre à Touars comme séditeux et perturbateur du repos public, soyt de le faire pendre, ou le faire jecter dans ung sac à l'eau. » (Lettres du Chartrier de Thouars. Lettres de Montmorency).

Juni¹, puisné de M^r de la Brosinière, lequel Monseigneur le duc de Bouillon avoit presté pour six mois à l'église de Von, qui sont expirés, vers laquelle il retournoit le lendemain que nous fumes vers luy. Il estoit venu au synode à Paris², et de là un peu visiter son frère aîné ; nous le disposames à dilayer son partement et à obéir aux commende-
mens de vostre Excellence, pour servir la ditte église de Laval, pourveu qu'avec les formes requises à un honneste dégage-
ment et avec le gré de mon dit seigneur auquel luy et les siens sont tenus particulièrement, il puisse avoir congé de l'église de Von de venir servir vostre Excellence et instruire ses parens, dont l'église de nos villes de Laval et de la Gravelle³ est principalement composée. Il se recon-

1. M. de Juigné.

2. Voir le *Recueil des synodes de l'Eglise réformée tenus en France depuis l'année 1559, jusqu'en l'an 1660*, manuscrit 805 de la Bibliothèque d'Angers. Ces quatre volumes, reliés en veau, avec filets dorés, ont appartenu à Marie de la Tour d'Auvergne, fille de Henri de la Tour, duc de Bouillon, prince de Sedan et d'Elisabeth de Nassau, princesse d'Orange, qui épousa Henri de la Trémoille. Ils portent ses armes et sa devise : *Qui craint Dieu sort de tout*.

3. Gravelle (la), canton de Loiron, arrondissement de Laval. — *Hoc in Gravelle factum*, 1186. (Titres de l'abbaye de Bellebranche). — Ancienne paroisse du doyenné, de l'élection et du comté de Laval. — Siège d'une châtellenie qui s'étendait sur Ahuillé, la Brulatte, Olivet, Saint-Cyr, Saint-Pierre-la-Cour et d'une seigneurie dépendant de la maîtrise des Eaux et Forêts de Laval. La forêt de la Gravelle existe encore. (*Dict. top. de la Mayenne*, p. 153). — A la fin du XVI^e siècle, en 1583, l'église de la Gravelle avait été rattachée par le synode de Vitré à la province de Bretagne pour tout le temps que le pasteur Cherpont exercerait son ministère. Ce pasteur, qui officia au moins de 1582 à 1587, est du reste le seul ministre connu de cette église. (Note fournie par M. N. Weiss, membre de la Société de l'Histoire du protestantisme français). — De son côté, M. l'abbé Ch. Pointeau dit que cette église réformée, soutenue par Jean du Matz, fut toujours précaire et finalement réunie à Terchant. Il cite des mentions des registres de l'église réformée de Vitré qui sont relatives à celle de la Gravelle de 1582 à 1671. (*Ibid.*, p. 352-366). En 1621, on baptise « en l'église de la Gravelle » Anauy du Matz, fils de Philippe du Matz. Le baptême est administré par Jean de Pestère, ministre de Terchant, mari de Jacqueline du Tertre. En 1669, Pierre du May, écuyer, seigneur dudit lieu, s'intitule « ministre de ceux qui font profession de la religion permise par les ordres du roi à Terchant. »

noist très obligé à l'honneur de vos bonnes volontés ; il ne désire pas que son église s'aperçoive qu'il consente de les quitter, d'autant qu'il leur est fort obligé.

Madame, nous avisames avec M^r de la Branchoire d'envoyer un de nos antiens avec nostre pretendu pasteur à Paris, mesme jusqu'à Von, avec des lettres de l'église de Laval, adressantes tant à vostre Grandeur pour la remercier de sa bonté en nostre endroit et pour la solliciter et suplier très humblement de continuer et s'employer encor pour nous vers Monseigneur le duc de Bouillon duquel despend principalement le congé du dit ministre, qu'aussi pour convier la ditte église de Von de nous le quitter volontairement en vostre faveur, Madame, et pour nostre nécessité plus grande que la leur. Le synode d'Anjou, lequel par bonheur tient dans peu de jours ¹, leur en escrira aussi ; le dit ministre, accompagné de l'antien, partira à huit jours d'icy, et aura l'honneur de vous voir s'il vous plaist à Paris. Il plaira à vostre Excellence l'obliger par ses commendemens et courtoisies de ne refuser de venir la servir en l'église de nostre conté de Laval.

Pardones, Madame, aux importunités de vos fidelles et obligés sujets, et à celle de ce long naré, s'il vous plaist, je vous en supplie très humblement, sans croire toutesfois que l'extrême zelle que vous avez tousjours monsté au service de Dieu et au meintien de son église donne se non à nos très humbles requestes pour se seul suget maintenant. Je change de propos pour protester de nouveau à vostre Excellence de la fermeté et constance de mes affections à luy obeir et très-fidèlement servir tous mes jours en tout se qui me sera possible et Messeigneurs vos enfans, selon l'honneur de vos commendemens et les leur, ès occasions très désirées que mon bonheur m'en presentera. Sur ceste vérité, je prie Dieu, avec zelle et esperance d'estre exaucé, qu'il commende à sa sainte bénédiction d'estre tousjours avec vous et qu'il luy plaise vous bénir et Messeigneurs vos enfans de parfaicte santé, longue et heureuse vie, de toute et brefve prospérité et issue en vos af-

1. Voir le manuscrit 805 de la Bibliothèque d'Angers.

faïres, et continuelle accroissement à vos grandeurs, et nous rende si heureux que bien tost nous ayons l'honneur de vous voir en ces contrées, avec tranquille possession de ce qui est mieux à nous qu'il ne nous est justement disputé, et. afin que je ne m'oublie, me fasse la grâce de tesmoigner à vostre Excellence par servisses dignes de mon devoir, et des très grandes obligations que je vous ay, combien veritablement je suis en mon âme,

Madame, vostre très fïdelle, très obligé et très obeissant subject et serviteur,

TERCHANT.

A Terchant, le 20^{me} jour de may 1606¹.

Th. Duchemin s'adresse à son tour à Madame de la Trémoille pour solliciter son assistance en faveur de l'église réformée de Laval, qui est pauvre et a besoin de secours, comme il l'expose dans sa lettre du 23 mai, datée de Laval.

A Madame.

Madame, en ceste occasion qui s'est présentée de recouvrer un pasteur pour nostre église nous avons député le s^r de la Ronche, l'un des antiens d'icelle, pour vous aller trouver, pour nous assister de vostre faveur vers Monseigneur le duc de Bouillon à ce qu'il le dispense de l'obligation et promesse qu'il peut, par son commandement, avoir faicte à l'église de Von près Sedan. Mays, par ce que le corps de nostre église vous en rescript plus amplement, je croirois que ce seroit importunité de rebattre sur ce subject que je scay ne vous estre moins recommandé qu'à nous. Vous scaurés particulièrement dudit sieur de La Ronche l'entier estat de nostre église, la pauvreté d'icelle, et l'espérance qu'elle a de vostre assistance. Nous avons creu que, entre ceux que nous pourrions députer, il vous seroit le plus ag-

1. Pap. ent. aut. *Chartrier de Thouars*, au mot *Terchant*.

gréable pour estre hereditairement serviteur de vostre maison, ayant eu trois de ses frères près defunct Monseigneur de la Tremouille, qui tous trois sont morts portant les armes près de sa personne. Il est homme d'honneur et de valeur, qui, durant ces guerres, a tousjours eu commandement es armées du roy en Bretagne, et qui, au siège de Vitré¹, où il estoit, a rendu de grands tesmoignages de son

1. Le duc de Mercœur, chef de la Ligue, avait assiégé en 1589, pendant cinq mois, la place de Vitré. — Les Registres des baptêmes, mariages et sépultures de l'église réformée de Vitré sont au greffe du tribunal de cette ville; ils n'ont pas été publiés in-extenso, mais presque tout ce qu'ils renferment de curieux a été inséré dans un volume très bien et très exactement fait intitulé *Journal historique de Vitré ou Documents et Notes pour servir à l'Histoire de cette ville depuis l'an 1500*, par l'abbé Paul Paris-Jallobert, vicaire à N.-D. de Vitré : Vitré, imp. Jules Guays, 1880, in-4° de 600 p. à 2 colonnes. — Voir aussi l'*Essai sur l'Histoire des Eglises réformées de Bretagne*, par M. Vaugiraud, pasteur de l'Eglise de Nantes, 3 vol. in-8°. — L'église réformée de Vitré appartenait à la province ecclésiastique de Bretagne. — Ministres protestants de l'église de Vitré : N. Le Balleur dit Dubois, du Mans, en 1559 et 1560. — N. de Mondonnay de Coulaines, 1560. — François Dureil, 1560-1563. — N. Pasquier, 1563. — Nicole Berny (de Troy), 1566-1582. — Pierre Merlin, sieur de l'Esperaudière, 1581, mort en 1603. Il était aussi ministre protestant du comte de Laval, baron de Vitré. — Noël Perruguet, sieur de la Malonnière, 1584, mort en 1591 — Gilles Duchemin, sieur du Buisson, 1590. Appelé à Vitré pour remplacer Perruguet, il y resta fort peu de temps. — Jean Parent, sieur du Préau, 1594-1622. — Jean Depestère, époux de Jacqueline Dutertre, 1617-1646. — Pierre Fortin, époux de Jeanne Leroux, 1627-1645. — Pierre Delaplace, 1646-1649. — Mathieu Larroque, 1647-1671; auteur de plusieurs ouvrages, estimé comme auteur et comme érudit. — Pierre Bely, 1671-1685, se réfugia en Hollande, lors de la révocation de l'Edit de Nantes, mais laissa en France sa femme et ses deux enfants, dont l'un Paul Bely, fut recteur de Notre-Dame de Vitré de 1713 à 1740. L'église réformée de Vitré eut tantôt deux ministres simultanément, et tantôt un seul. De là les synchronismes que l'on peut observer dans la liste ci-dessus. Les dates assignées à chaque ministre indiquent les années ou suites d'années pendant lesquelles on les trouve en exercice dans les registres de baptêmes, mariages et sépultures de l'église réformée de Vitré. (Note communiquée par M. Arthur de la Borderie, Président de la Société des Bibliophiles Bretons et de l'Histoire de Bretagne). — Après la démolition du temple de Vitré, ordonnée par l'arrêt du 3 août 1671, les religionnaires de cette église réformée se réunirent à Terchant, « dans la maison de Monsieur le Baron de Marcé. » (Registres de l'église réformée de Vitré).

expérience au faict des armes. Cela vous pourra estre testifié de tant d'autres endroictz, qui ne fais doubte que, là où il se présenteroit occasion de luy donner quelques commandement en aucune de vos places, il s'en acquittast à vostre contentement, estant entièrement zélé à la religion et qui, pour l'avancement de la gloire de Dieu, n'a biens ny vye en recommandation.

Vostre plus humble serviteur,

DUCHEMYN ¹.

De vostre Laval, ce 23^e may 1606.

Le 3 septembre 1606, M. de Terchant écrivait à Madame de la Trémoille la lettre suivante, datée de Paris.

A Madame Madame de la Trimouille, duchesse de
Touars, contesse de Laval.

Madame, tout estoit en bon estat en vos terres de Laval et de Vitré, quant je suis parti de ses cartiers là, comme encor maintenant, à ce que j'ay seu depuis peu, fors qu'il y a quelques paroisses de vostre conté de Laval affligées de la peste ². Dieu veille retirer ceste marque mieux que méritée de son couroux contre nos péchés de France.

Madame, les antiens de l'église de vostre ville de Laval et mon père ³ se sont assemblez sur se qu'il vous a pleu leur mender que, par vostre faveur, nous aurions un pasteur ; ils sont convenus de l'entretien d'iceluy à peu près, et de tout se qui a esté nécessaire d'aviser pour la ditte église. En cela aussi nous sommes en la ditte Eglise très obligés à vostre Excellence. Nous luy en rendrons perpetuelles graces par nos continuelles prières à Dieu en général et en particulier

1. Pap. olog. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*.

2. La peste ravageait la ville de Laval depuis un an. Angers fut à son tour dépeuplé par le fléau en 1608, comme le prouvent les mentions qui figurent aux archives anciennes de la Mairie de cette ville (BB. 54).

3. Jean du Matz, seigneur de Montmartin et de Terchant.

pour vostre prospérité et grandeur, et de Messeigneurs et mademoiselle, vos enfans.....

Vostre très obéissant, très fidelle et obligé suget et serviteur.

TERCHANT ¹.

A Paris, se 3^e de septembre 1606².

Le 19 décembre de la même année, baptême de Elie, fils de noble Pierre Duboys, sieur du Boys, et de demoiselle Suzanne de la Roussardiére, en la maison seigneuriale de Parneau. Parrain: noble Philippe du Matz; marraine: demoiselle Elisabeth Duboys, femme de René de Montboucher de Saint-Amadour. Le baptême est administré par « M^r Jean Parent, sieur du Préau, ministre du Saint-Evangile de l'Eglise de Vitré³. »

Cependant le temps s'écoulait, et le ministre tant attendu n'arrivait pas. Le 29 octobre précédent, Duchemin avait écrit, de Laval, à Madame de la Trémoille, la lettre suivante, pour faire appel à son dévouement :

A Madame.

Madame... je crains que nous ayons esté négligens d'envoyer vers M. de Juigny et que nous perdions l'occasion qu'il ne puisse venir avecques vous, synon qu'il vous ait pleu supplier à nostre default. Nous ne sommes en ceste église que trois antiens, desquelz à peu près je suys le plus sain, mays il m'eust esté impossible d'entreprendre le voyage. Je ne veux dire que nostre église soit sy pauvre que à peine en pourroit elle porter les fraiz, d'autant que tous en général et chacun en particulier sommes tellement affectionnez au restablissement de ceste église que chacun y contribuera sy volontairement que mondit s^r de Juigny

1. Philippe du Matz, seigneur de Montmartin et de Terchant, fils du précédent sans doute. — Papier ent aut. *Chartrier de Thouars*, au mot *Terchant*. Cette lettre nous apprend que le fils de M^{me} de Thouars avait pour gouverneur M. du Plessis-Dubellay.

2. Pap. orig. *Chartrier de Thouars*, au mot *Terchant*.

3. *Papiers des mariages et baptêmes*, etc.

en demeurera content. Nous espérons que, comme il vous pleu estant à Sedan rescripre à Messieurs du colloque de Champagne pour faire licentier Mondit sieur de Juigny de son église, vous aurez aussy en souvenance de le faire achemigner par decza, afin que à vous seule ceste église demeure obligée de son restablissement et de pryer Dieu, comme je fais en particulier,

Madame, qu'il luy plaize vous maintenir et conserver et Messeigneurs vos enfans ¹ en sa sainte protection et sauvegarde.

Vostre plus humble serviteur,

DUCHEMYN.

De vostre Laval, ce 29 octobre 1606 ².

1. Madame de la Trémoille n'avait plus alors que trois enfants : Henri, Frédéric et Charlotte-Marie. Elisabeth était décédée. Nous avons déjà parlé sommairement de chacun d'eux. Henri, prince de Talmont, né en 1598, fit ses premières armes devant Saint-Jean d'Angély, juin 1621. Ayant abjuré la religion réformée au siège de la Rochelle, entre les mains du cardinal de Richelieu, il fut investi par Louis XIII de la charge de Mestre de camp de la cavalerie légère de France. Il prit une part brillante à la campagne du Piémont. Il enleva le défilé du Pas-de-Suze et fut grièvement blessé en allant reconnaître les approches de Carignan, ce qui ne l'empêcha pas de s'emparer de la ville. En 1636, à la prise de Corbie, il avait sous ses ordres quatre mille hommes tant de pied que cheval, levés sur ses terres et équipés de ses deniers. Cette même année, il présida les Etats de Bretagne. Il remplit les fonctions de grand maître aux obsèques de Louis XIII en 1643. Il mourut en 1674. — Quant à Frédéric, le roi l'avait autorisé, le 19 mai 1627, à prendre du service en pays étranger. Le 29 octobre suivant, il lui donna une commission pour lever une compagnie de cheveau-légers. Le souverain lui pardonna ses fautes à plusieurs reprises. Il décéda en 1642. — Charlotte-Marie épousa en 1626 Jacques Stanley, comte de Derby. Elle était veuve en 1651. C'était une femme de grand caractère. La défense de Latham-House, dans le comté de Lancastre, qu'elle dirigea en personne contre les troupes de Cromwell, l'a rendue célèbre, Walter Scott l'a mal connue et mal dépeinte, lorsqu'il en a fait l'héroïne de son roman de *Peveril du Pic*. Elle mourut en 1664. (*Chartrier de Thouars*, passim).

2. Pap. orig. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*.

(A suivre).

ANDRÉ JOUBERT.

LES LETTRES

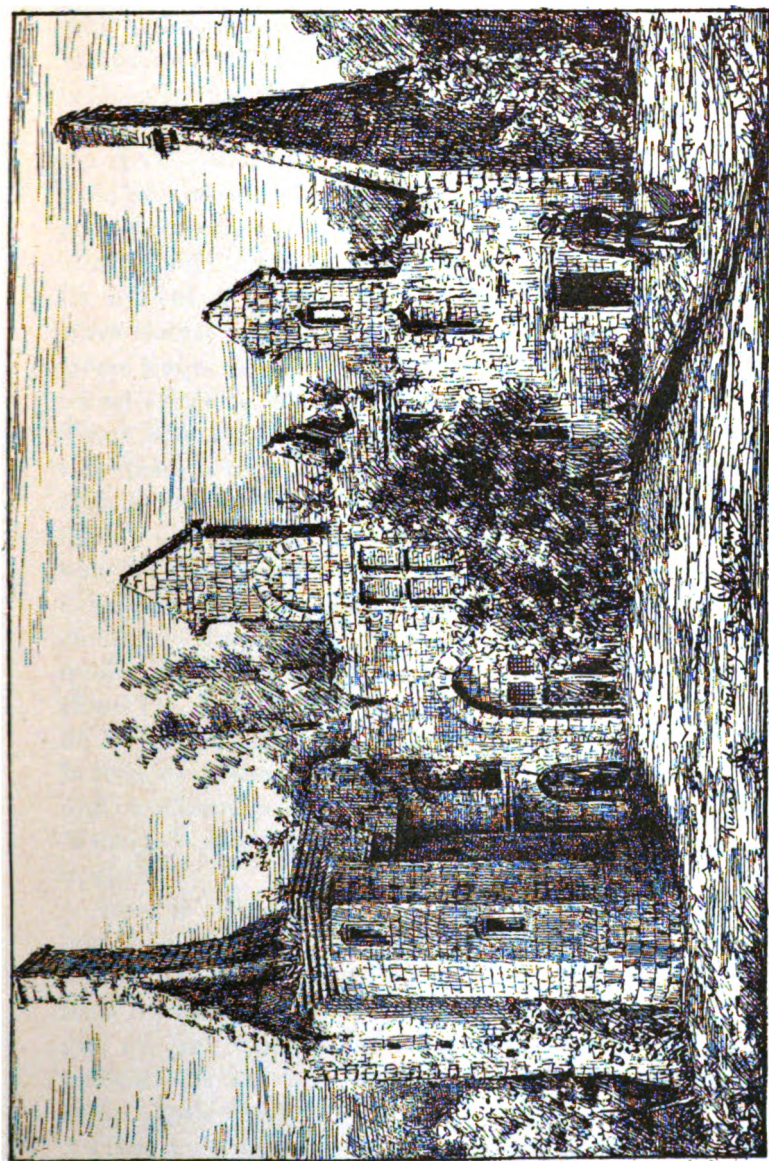
DU MARÉCHAL DE TESSÉ

Si, parmi les anciennes familles seigneuriales de la France d'autrefois, les plus illustres comme les plus importantes, il en est une que notre Bas-Maine ait le droit de revendiquer hardiment, c'est à coup sûr celle des Froullay, comtes de Tessé.

La terre de Froullay en Couesmes, canton d'Ambrières, est le berceau de cette famille ; on y voit encore, dans une situation des plus pittoresques, à l'extrémité d'un promontoire élevé qui domine à la fois le lit profondément encaissé de la Varenne et la vallée abrupte et sauvage au fond de laquelle coule le ruisseau de Couesmes, les ruines intéressantes d'un manoir qui paraît dater de la fin du XV^e siècle¹. C'est le manoir que fit construire à cette époque, sur les débris d'un château plus ancien, détruit au siècle précédent, Jehan de Froullay, nommé en 1488 capitaine de Domfront par le duc d'Alençon. Avant et après ce Jehan de Froullay

1. Voir ci-contre l'élégant et exact dessin à la plume que nous en donnons, et que nous devons à l'obligeance de notre collègue et ami M. l'abbé Ledru.

Nous donnons de même, en fleuron à la fin de cet article, la reproduction d'un cachet du maréchal de Tessé, que M. Paul de Farcy a bien voulu dessiner pour nous d'après un original appartenant à M. le curé Pointeau. Nous offrons à nos deux excellents collègues l'expression de nos sincères remerciements.



Château de Froullay, h Couesmes (Mayenne)

du reste, les ancêtres du maréchal de Tessé avaient pour principale résidence Monflaux en Saint-Denis-de-Gastines, entré chez eux par alliance sans doute dès le commencement du XIV^e siècle. Mais en tous cas, qu'ils habitassent Froullay ou bien Monflaux, on peut dire que du XVI^e siècle aux premières années, du XVII^e les Froullay ont été une famille appartenant bien à notre coin de province.

Au XVII^e siècle il est vrai, et plus encore au XVIII^e, ils avaient abandonné le Bas-Maine pour Vernie, au Haut-Maine, que René I de Froullay avait hérité, en même temps que Tessé et Ambrières, de son aïeul maternel Jehan de la Ferrière. Même alors les comtes de Tessé n'avaient pas cessé d'appartenir jusqu'à un certain point à notre pays ; ils lui appartenaient par leur origine non moins que par leur nom ; ils lui appartenaient par ces tombes des premiers Froullay qu'au temps de Le Paige on voyait encore dans l'église de Couesmes ; ils lui appartenaient enfin par ce titre de comtes de Tessé, celle de leurs qualifications sous laquelle ils étaient le plus connus. Erigé en 1596 par Henri IV en faveur de René I de Froullay, ce comté de Tessé n'était-il pas exclusivement composé, outre la terre de ce nom, située en Saint-Fraimbault-sur-Pisse (qui d'ailleurs à cette époque faisait partie du Bas-Maine), de la châtellenie d'Ambrières qui lui était annexée ?

Aussi le célèbre maréchal de Tessé est-il une figure que nous pouvons revendiquer en quelque sorte comme une de nos illustrations locales, bien que, à vrai dire, dans les rares occasions où il n'en était pas tenu éloigné par ses fonctions soit aux armées, soit dans les ambassades, soit à la cour, Vernie au Haut-Maine fût sa principale résidence.

C'est à ce titre que la récente publication de l'ouvrage dont j'ai à entretenir les lecteurs de cette revue

ne pouvait pas les laisser indifférents, l'auteur surtout ayant bien voulu, sur la demande que je lui en ai faite au nom de la Commission Historique et Archéologique de la Mayenne, lui en adresser un exemplaire.

Il s'agit des « Lettres du maréchal de Tessé à Madame la duchesse de Bourgogne, Madame la princesse des Ursins, Madame de Maintenon, Monsieur de Pontchartrain, etc., etc., » publiées ce printemps à Paris par le comte de Rambuteau et précédées d'une excellente et très spirituelle notice sur la vie de ce personnage.

Mon intention n'est point de venir ici vanter le mérite et l'opportunité de cette publication au point de vue littéraire. Après les articles non moins compétents que justement élogieux qui ont paru à ce sujet dans plusieurs des grands journaux et des revues de Paris, je ne saurais que répéter en l'affaiblissant ce qui a été déjà si bien dit. Et puis je sortirais du cadre des questions que cette revue, historique avant tout, se propose de traiter. Qu'il me suffise donc de dire, pour ce qui est de l'ensemble de l'ouvrage en question, que l'auteur, en choisissant, avec un goût et un discernement parfaits, au milieu des onze volumes formés par la correspondance du célèbre maréchal, a non seulement composé un livre des plus intéressants, mais nous a fait apparaître un Tessé véritablement nouveau. On connaissait bien jusqu'ici, dans René III de Froullay, l'homme de guerre ; on connaissait encore mieux le diplomate et l'homme de cour accompli ; on connaît maintenant, grâce à l'heureuse publication de ses lettres pleines de verve, de finesse et d'originalité, un continuateur, presque un rival, dans l'art épistolaire, de l'inimitable marquise de Sévigné.

Mais c'est surtout au point de vue de notre histoire locale que je veux envisager, devant les lecteurs de ce *Bulletin*, la publication dont il s'agit. Eh bien, sous ce rapport, M. de Rambuteau, je me hâte de le

dire, nous a rendu, un véritable service dont nous devons lui être très reconnaissants. Et d'abord n'est-il pas vrai que, si parmi les personnages qui ont le plus illustré notre Bas-Maine nous avons le droit de compter le maréchal de Tessé, la figure de ce dernier, un peu laissée dans l'ombre jusqu'ici, est, grâce au livre qui fait l'objet de cette étude, désormais mise en pleine lumière et que sa mémoire, je n'ose dire sa gloire, y a conquis une sorte de regain d'actualité? Or, n'y eût-il que cela pour nous dans l'ouvrage de M. de Rambuteau, il me semble qu'il aurait déjà suffisamment mérité de nous. Mais ce n'est pas là tout. Ce qui fait, pour les lecteurs bas-manceaux, le principal attrait de sa publication, ce sont les quelques lettres qu'un séjour dans une de ses terres du Bas-Maine a inspirées à l'illustre correspondant de la duchesse de Bourgogne et de Pontchartrain. Car, comme le montre sa correspondance, non seulement Tessé, pendant les années 1710, 1711 et 1712, venait régulièrement passer la fin de l'automne à Vernie, mais en 1710 il a même poussé jusqu'à la terre dont il portait le nom.

Déjà, dans sa lettre adressée de Vernie, le 9 novembre de cette année là, à son ami Pontchartrain, il lui avait dit : « Dès que j'aurai célébré la fête de mon père saint Martin, je prendrai la difficile route de mes états du Bas-Maine... » Et en effet les trois lettres suivantes, datées des 25 novembre, 5 et 10 décembre, sont écrites de Tessé.

Nous verrons tout à l'heure les réflexions qu'inspire au célèbre maréchal diplomate, à cet élégant habitué de la cour de Versailles, son séjour momentanée dans une de ses terres du Bas-Maine où, dit-il, il n'avait point été depuis trente-deux ans. Mais auparavant vous me saurez gré sans doute de vous parler un peu du manoir de Tessé, qui abrita pendant près de deux semaines notre illustre personnage, et de chercher avec nous quel

aspect ce manoir pouvait alors présenter et quels souvenirs s'y rattachaient.

Le voyageur qui suit la route de Couesmes à Soucé et qui, environ deux kilomètres avant d'arriver à ce dernier bourg, s'engage à gauche dans un chemin de traverse faisant face à une route de nouvelle création, après avoir fait dans ce chemin quelques centaines de mètres, arrivé à une petite vallée, aperçoit devant lui, à quelque distance, à demi caché par l'épaisse verdure des arbres, un corps de ferme que rien au premier abord ne semble distinguer des villages environnants. Pourtant, s'il approche et surtout si, entré dans la cour, il contemple attentivement la façade du logis, il ne tarde pas, grâce à quelques curieux détails d'architecture encore subsistants, à y reconnaître la façade d'un ancien manoir. De plus, au bout de ce bâtiment, à droite et le touchant, il voit les restes d'une assez grosse tour encore pourvue de quelques machicoulis et d'une ou deux meurtrières. Enfin, se retournant vers la gauche, il découvre, dans un petit bâtiment servant d'écurie, un très beau porche ancien, dont l'ouverture a été murée de chaque côté pour en former cette écurie. Il y avait aussi, au dire des fermiers, à quelque distance du manoir, à droite, une chapelle aujourd'hui entièrement détruite, et, entourant le tout, une double ceinture de murs et de douves, également disparue. Tel est, dans son état actuel, l'ancien château de Tessé, assurément bien déchu de son antique splendeur. Car, il ne faut pas l'oublier, c'était encore, il y a trois siècles, un des principaux manoirs habités du Bas-Maine. C'est là qu'avaient fait successivement leur résidence la plus ordinaire des seigneurs tels que Bertrand, Etienne et Jehan I de la Ferrière; c'est là qu'en 1574, après la surprise de Domfront par les huguenots, le fameux Boispitard était venu chercher asile; c'est là enfin que, quelques années après, demeurait Jehan VI

de la Ferrière, celui qui en 1589, gouverneur pour la ligue de la capitale du Passais Normand, devait y avoir une fin si tragique. Mais, avec le dix-septième siècle, l'abandon et par suite le délabrement était venu pour l'ancien manoir de La Ferrière. Habité par les fermiers généraux des comtes de Tessé et ne voyant plus que très rarement ses seigneurs, il perdit peu à peu sa splendeur d'autrefois. D'après un inventaire fait en 1670¹, il est facile de voir que la vétusté, sans avoir eu encore raison des parties principales, avait néanmoins commencé son œuvre destructrice en s'attaquant aux détails. Si ce précieux document nous montre encore le château, y compris sa tour, sa chapelle, son portail etc., dans l'intégrité de leur destination primitive, en revanche il n'y est question que de murs en état de dégradation ou menaçant ruine, de portes ou volets pourris, de fenêtres manquant de lozanges ou de vitres, souvent même de grilles ou de barreaux de fer, de portes sans clefs, etc.

Et c'est quarante ans après la date de cet inventaire constatant déjà dans le manoir dont il s'agit une telle dégradation, que le célèbre personnage qui en portait le nom était venu, un soir de fin d'automne, s'y enfermer, encore tout plein du souvenir de Marly et de Versailles et des pompes du Grand Roi ! De là cette lettre demi-désolée, demi-plaisante, que le 25 novembre il écrivait à M. de Pontchartrain.

A Tessé, ce 25 novembre 1710.

Me voici, mon maître, sans portes, sans fenêtres, et tout

1. Devant M^r P. Géré notaire en la châtellenie d'Ambrières y résidant. Cet inventaire se trouve actuellement dans les archives de l'étude d'Ambrières, dont le titulaire actuel, M. Le-bouc, a bien voulu nous permettre d'y faire des recherches ; nous saisissons cette occasion de lui adresser ici tous nos remerciements.

comme quand, mal couché dans une étable à Las Ventas ¹, vous me vouliez encore faire accroire que nous étions dans un palais. Pour le coup je me crois désenchanté, et vous patrocinez éloquemment d'ici à Pâques, vous ne me persuaderez pas que je suis bien logé.

Ce n'est pas que ce camard de nécromant que vous avez prophétisé qui me vouloit mal, ne m'ait effectivement fait trouver des chemins abominables et des pluies....

A vue de pays, je crois que les affaires de notre Ordre, qui m'ont conduit ici et dans la connaissance desquelles je n'ai encore trouvé qu'un licencié qui m'en pût donner quelque teinture, m'y retiendront dix jours... Et puisque me voici dans un lieu où tout m'est nouveau, attendu que l'assiduité de votre service..... m'a empêché d'y venir depuis trente deux ans.... etc., etc.

Et le même jour Tessé écrit sur un autre ton, mais toujours avec autant de mélancolie, à la duchesse de Bourgogne, dont, comme l'on sait, il avait négocié le mariage et était le premier écuyer :

A Tessé, le 25 novembre 1710.

Je profite avec respect, Madame, de la liberté que vous m'avez donné de vous faire souvenir de moi, et pareil aux bohèmes qui informent leurs maîtres de leur changement de quartier, j'ai l'honneur de vous écrire d'un lieu dont, si la terre n'était pas plus belle que le château, il seroit honteux que votre premier écuyer en portât le nom.

Il y avait, Madame, trente-deux ans que je n'y avais été, et je n'y trouve ni porte, ni fenêtre, ni vitres, hormis dans une tour où il n'y a qu'une chambre, et où cinq degrés montent....

Je trouve mes affaires comme mon château, c'est-à-dire fort délabrées..... etc., etc.

1. Allusion aux *Aventures de Don Quichotte*.

Ainsi, avec plus de fantaisie dans l'expression, l'illustre correspondant de Pontchartrain et de la duchesse de Bourgogne ne fait au fond que répéter ce que constatait déjà l'inventaire de 1670 ; mais n'est-il pas piquant, pour ceux qui, comme nous, ont visité le château actuel de Tessé, de se dire que, dans cette chambre de la tour qu'on nous a fait voir, logement moderne d'un des fermiers¹, que dans cette chambre, dis-je, le maréchal de Tessé a couché et qu'il y a écrit probablement les deux lettres citées par nous tout à l'heure ?

Ces deux lettres ne sont pas du reste les seules que ce séjour dans ses terres du Bas-Maine lui aient inspirées ; nous en possédons encore deux autres, écrites par lui pendant le même séjour, à la date des 5 et 6 décembre.

Celle du 5 décembre est encore adressée à la duchesse de Bourgogne. Sans avoir une grande importance, elle porte bien le cachet du lieu d'où elle est envoyée.

A Tessé, ce 5 décembre 1710.

Magdeleine Loris, Madame, assez pauvre paysanne, d'un bourg nommé Saint-Fraimbault de Tessé qui m'appartient, mourut, il y a quelques jours, âgée de cent vingt-deux ans.

J'ai eu la curiosité de me faire apporter son extrait baptismal, et de vérifier qu'elle avoit cet âge, dont vous êtes si éloignée, que je n'ai pas lieu d'espérer que je vous y voie arriver.

Bien est-il vrai, Madame, qu'elle se couchoit de bonne heure, qu'elle n'avoit pas à beaucoup près tant d'affaires que vous, qu'elle ne montoit à cheval que quand il faisoit beau temps, et qu'elle avoit peut-être plus de foi à ce que

1. Tessé est habité aujourd'hui par deux cultivateurs, l'un propriétaire et l'autre fermier, qui en occupent chacun une moitié ; c'est grâce à leur extrême obligeance et à leurs précieuses indications, que nous avons pu visiter en détail l'ancien manoir dont il s'agit ; qu'ils acceptent ici tous nos remerciements.

M. Bourdelin¹ eût pu lui conseiller, que vous n'en avez, Madame. Au surplus, elle n'avoit ni dames du palais à gouverner, ni premier écuyer qu'elle eût la permission de gronder.

Je mande une autre belle nouvelle à madame la duchesse du Lude, qui regarde M. de Mazarin. Je me garderai bien de vous la conter.

Comme on le voit par cette lettre, si peu enthousiaste que fût l'écuyer de la duchesse de Bourgogne de sa résidence momentanée dans la terre dont il portait le nom, il ne laissait pas cependant de s'intéresser jusqu'à un certain point à ce qui s'y passait autour de lui.

Quant à la lettre du 6 décembre, qui ne figure point dans la correspondance publiée par M. de Rambuteau, mais qui a été reproduite par M. de Barthélémy dans la notice sur la famille d'Hozier dont il a accompagné son édition de l'*Armorial général des registres de la noblesse de France*², elle est adressée à d'Hozier. La voici :

A Tessé, ce 6 décembre 1710.

Pendant que je suis icy, Monsieur, dans les crottes de mon Bas-Maine, dont j'espère partir bientôt et avoir la joye de vous embrasser, j'ai découvert les quatre écussons d'armes cy-joints qui sont ceux de Villette³, de Couppep, de Germond et de Chapelles. Je vous envoie ou portre incessamment celles de Cauvigny et de Lambert-Fromontin. Car

1. Médecin ordinaire, puis premier médecin de la duchesse de Bourgogne.

2. Nous sommes heureux d'adresser ici toute l'expression de notre reconnaissance à M. le Comte G. de Contades qui a bien voulu non seulement nous signaler cette lettre, mais nous en envoyer une copie.

3. Presque tous les noms qui suivent sont ceux de familles alliées à la famille de Villette, fondue elle-même dans les Aubert d'Aulnay, dont était la maréchale de Tessé, morte depuis peu.

pour celles de Pallu je vous les ay envoyées. Faites-moy toujours l'honneur de m'aimer et de me croire passionnément, Monsieur, tout à vous.

TESSÉ.

Cette dernière lettre nous laisserait-elle par hasard entrevoir le motif qui avait poussé le maréchal de Tessé à venir s'ensevelir pendant plus de dix jours « dans les crottes, » comme il dit, de son Bas-Maine ? En tous cas, elle nous montre, n'est-il pas vrai, ce personnage sous un jour tout nouveau : l'aurions nous imaginé collaborateur et correspondant de d'Hozier, occupé pendant son séjour à Tessé à des recherches héraldiques ?

Mais revenons à M. de Rambuteau et à sa publication. Cette publication, comme nous espérons l'avoir suffisamment démontré par ce qui précède, offre un véritable intérêt pour l'histoire du Bas-Maine, ne serait-ce qu'en y rattachant le célèbre maréchal de Tessé d'une façon très particulière, et à ce titre nous ne saurions trop témoigner à son auteur toute notre sympathie en lui adressant en même temps toutes nos félicitations.

C^{te} DE BEAUCHESNE.



LA TRIBALLE

Il existe de temps immémorial, à Mayenne, une foire le vingt-deux juillet, jour de la fête de Sainte Marie-Madeleine. Son importance, qui a été grande jusqu'au milieu de notre siècle, a quelque peu diminué sous certains rapports, et elle tend à décliner, comme celles des autres villes, depuis que les chemins de fer sont venus bouleverser les habitudes commerciales.

Le terrain occupé par la foire était anciennement un pré qu'arrosait le ruisseau d'Amourette, et dépendait du monastère de la Madeleine, que possédaient les Bénédictines de l'Assomption. Cet établissement fut supprimé par arrêt du conseil du Roi du 12 avril 1743 ; les bâtiments claustraux, devenus libres par la mort de la dernière religieuse, en 1762, furent à la fin du siècle dernier consacrés à l'Hôpital général dit de la Madeleine, et ont été détruits à notre époque, pour faire place à la gare¹.

La foire de la Madeleine a donné le nom de Madeleine à un quartier de la ville de Mayenne.

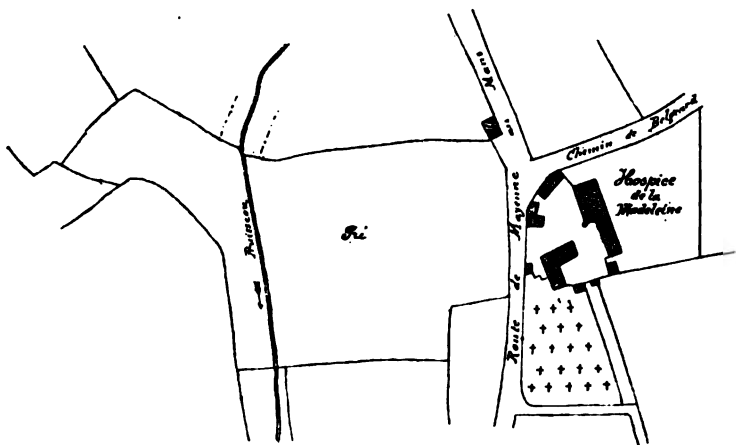
Le pré de la Madeleine, et par abréviation *Le Pré, la Madeleine*, désigne le lieu même de la foire pendant sa durée. Il y a là une métonymie facile à saisir. Mais on appelle aussi cette foire *La Triballe*, et l'on entend

1. Les Bénédictines de l'Assomption étaient à Mayenne depuis le milieu du XVII^e siècle. Quant à l'Hôpital général de la Madeleine, il fut créé par lettres patentes du mois de septem-

dire chaque année : « Nous irons à *la Triballe* ; vous venez de *la Triballe*. » Ce mot demande quelques éclaircissements.

Nous nous étions laissé dire qu'un Monsieur de la Triballe avait fait don de sa prairie aux Benedictines, il y a fort longtemps, et que l'objet donné avait pris le nom du donateur. Ces baptêmes civils se pratiquent de vieille date, et nous nous sommes mis à la recherche de ce bienfaiteur, afin de constater ses titres à la reconnaissance de la postérité ; mais il nous a été impossible de le découvrir. La nuit se fait vite, il est vrai, sur les

bre 1780, enregistrées au Parlement le 30 mars de l'année suivante. La prise de possession officielle de cet établissement eut lieu le 10 juillet 1781 et le Saint-Sacrement fut, à cette occasion, porté processionnellement de l'église Saint-Martin à la



Pré de la Madeleine, dépendant de l'Hospice Général de Mayenne.
(Fin du XVIII^e siècle).

chapelle de la Madeleine. Au nombre des immeubles qui dépendaient alors de l'Hôpital se trouvaient le *Pré de la Madeleine* qui figure au plan, et les biens de l'ancienne *Léproserie de Saint-Jacques*, sur laquelle M. Charles Trouillard a fait une remarquable étude dans la *Revue du Maine* (Tome II, p. 315).

Le plan a été dessiné par M. Poisson, architecte de la ville de Mayenne, qui l'a gracieusement mis à notre disposition.

événements humains, et les documents ne comparaissent pas toujours à point sous vos yeux pour divulguer la vérité. Cependant pas une ligne sur *M. de la Triballe* ! Son nom nulle part, si ce n'est dans la bouche du peuple et celle d'une personne qui le réclamait naguère comme ancêtre, et qui pourrait ainsi n'être pas étrangère à sa notoriété.

Ce gentillâtre a-t-il existé ? Peut-être. Car, nous ne voudrions pas, en définitive, porter atteinte à sa mémoire. Disons, pour être sincère et au besoin pour notre excuse, que nous ne le pensons pas. Quoi qu'il en soit, en attendant le parchemin révélateur de cette illustration de la foire, nous nous permettons, avec toute la déférence que nous devons à la tradition, d'offrir l'étymologie du mot *Triballe*, qui ne contredit pas précisément l'existence du personnage populaire.

Les grandes foires présentent deux aspects différents : une partie destinée au commerce, un coin réservé aux plaisirs. Ici on vend, on achète des bestiaux, des grains, des instruments aratoires, des étoffes ; nous sommes à la foire proprement dite. Là, on se promène, on se divertit ; c'est encore la foire, mais à Mayenne, c'est ce que nous nommons plus spécialement *la Triballe*.

Cette distinction n'est pas fantaisiste.

Un marchand dira : « J'étais à la Madeleine, elle a été bonne. » Il ne lui viendra pas à la pensée qu'il est allé à la *Triballe*. Ses affaires l'appelaient à la foire ; il a fait du commerce et s'il s'est amusé à la *Triballe*, ce n'est qu'incidemment. La gaité des foires correspond pour lui aux avantages qui résultent du trafic auquel il s'est livré. S'il a vendu cher et acheté à bas prix, il a fait sa foire, il n'a pas fait sa *Triballe*.

Il en est autrement d'une jeune paysanne, qui songe à la foire plusieurs semaines à l'avance. La Madeleine, dans son esprit, n'est que l'époque de la *Triballe*. Elle n'a rien à vendre, n'achète que des futilités par amuse-

ment, ne va pas à la foire, vient à la *Triballe* l'après-dinée, avec ses amies, jouir des curiosités nouvelles, visiter les baraques, se promener, causer, rire, regarder et aussi se faire voir : la coquetterie féminine niche même au cœur des bergères. Elle dira en rentrant : « La *Triballe* était jolie cette année. » Pour cette villageoise aux goûts faciles à satisfaire, qui n'a pendant des mois d'autre horizon que les lilas de la haie de son jardin (passe encore s'il étaient toujours en fleurs), la *Triballe* a été charmante, parce qu'il y avait spectacle en plein air, un cirque, des clowns, des pitres, des ballerines, du bruit beaucoup, des flonflons qui lui chantent aux oreilles, tout un Eldorado enfin.

Le mot *feria*, férie, n'a plus sa signification de fête, que garde seule la liturgie.

Feria, foire, d'acception générale, rappelait constamment le marché, le négoce, et était insuffisant pour caractériser le côté joyeux de cette réunion de personnes, venues moins pour faire du commerce que pour se divertir et qui la plupart du temps n'y sont accourues que pour la liesse et l'ébaudissement. Les Mayennais s'en rendirent compte, et la *Triballe* devint un néologisme sur leurs lèvres.

Les plaisirs de la Madeleine ont perdu un de leurs attraits, dont il faut se souvenir si l'on veut comprendre *Triballe*. Les mots possèdent une vie plus persistante que les pensées qu'ils expriment au début ; l'idée se permet sur le même thème des variations nombreuses, qui en modifient, restreignent, amplifient le sens, tout en conservant sa forme apparente. Les grammairiens qualifient ces variations du nom de tropes (τρόπος). En effet, un vocable n'est pas figé dans un cadre comme un tableau ; il varie dans le cours des âges, suivant les usages et les mœurs, change de posture, d'atours, de coloris, quand il ne s'endort point dans les glossaires des étymologistes. Quelques uns demeurent vieillots : ce

sont les archaïques ; d'autres se modernisent, et se maquillent si effrontément qu'ils deviennent difficiles à reconnaître. Par exemple : *demoiselle* ne veut plus dire une femme qui a un mari, alors que les demoiselles avaient jadis des époux. Un libre-penseur de notre temps ne serait pas flatté d'être appelé *libertin*, et cette épithète ne l'eût point choqué, il y a trois siècles.

On dansait à la foire de la Madeleine, et il serait facile de trouver des vieillards qui ont vu sauter sur l'herbe, non seulement le populaire de Mayenne, mais aussi les bourgeoises en robes de Flandre. Tous les soirs, durant quinze jours, les amis se retrouvaient, et, avec la simplicité des usages de l'époque, qui n'étaient pas toujours moraux sous leurs dehors candides, on faisait une contredanse et l'on tournait une boulangère.

Voilà l'origine de *Triballe* (*trip* et *bale*). Ce mot désigne l'action de *triper* et de *baler*.

Tripe ou *trepe*, *trip* ou *trep* viennent de *triper*, *treper* (danser), qui a pour racine le latin *trepere*, grec *τρέπειν*.

S'il en patience travaillent
Qu'il balent et *tripent* et saillent.

(*Roman de la Rose*).

Si l'on ne dansait pas à la *Triballe*, on y circulait, on y foulait le gazon, on y folâtrait ; c'était toujours *triper*. Le sens de jeu des pieds, de trépidation, donné à ce mot, existe dans plusieurs langues : néerlandais *trippen*, allemand *tripen*, anglais *to trip*, provençal *trip*, espagnol *trepas*.

Tant se va la beste joiant
Et permi l'arbroie saillant
Que ele se prent es vionetes
Per les cornes et es vergetes ;
Lors *tripe* et saut et sache et per ire
Car d'eluec ne peut eschaper.

(*Bestiaire de Gervaise*).

1. Publié par M. P. Meyer, *Romania*, 1872, I, p. 432.

Palsgrave¹ donne l'exemple suivant :

« Je ne vis fille de cest an mieulx debriser, mieulx *triper* or mieulx tripetter. »

Le patois poitevin a gardé aussi *treper* dans une chanson très connue :

Torsiant la goule, trepant daux pés.

(*Glossaire Poitevin*, de M. l'abbé Rousseau).

Le paysan de la *Vieille-Roche* de M. Rondier, ne sachant que dire à sa Valentine, lui donne une marque singulière de tendresse :

. . . Y li trépit sur les pieds
Sans qu'al m'dicit queu q'chouse².

Triper n'a pas disparu du Maine ; on y conserve l'expression : « Elle m'a fait *triper*, » pour « Elle m'a fait faire le pied de grue. »

Le mot *tripe* désigne toujours le jeu des enfants qui tournent et sautent autour d'un de leurs camarades, qui cherche à les saisir. On le nomme également le jeu du chat.

Tout le monde connaît les œufs à la *tripe*, mélange d'œufs durs et d'oignons coupés en rouelles et sautés dans la poêle.

Qu'il s'agisse d'un animal sauvage pris « ès vionettes, » du pas d'une bohémienne ondulé ou battu avec grâce, d'un campagnard à la joie rustique, d'un jeune homme énamouré dont le coup de pied expressif compose toute l'éloquence, du bélître qui attend sous l'orme,

1. *Eclaircissement de la langue française*, publié par Genin, p. 553.

2. *Glossaire du Poitou*, de M. L. Favre.

d'un jeu d'enfants, ou d'oignons et d'œufs durs qui ris-solent, le sens de *trépis*, de remuement, de sauterie ou de mouvement giratoire se retrouve sans cesse.

Tripe a plusieurs dérivés, parmi lesquels nous choisissons *tripot* et *tripier*.

Les *tripots* étaient des salles où l'on *tripait*.

Des bateleurs y sautaient et dansaient devant le public ; les comédiens les occupèrent aussi et y donnèrent des représentations ; enfin au XIV^e siècle les tripots servirent aux joueurs de courte-paume. A toutes les époques ces lieux de réunion, où l'on s'agitait fort, eurent une détestable réputation et le mot *tripot* ne se réhabilita jamais. Il est synonyme, dans plusieurs contrées, de mauvais lieu, de tumulte, tracas, manœuvres insidieuses. Les Normands de Valognes nomment naïvement leur marché *le tripot*, c'est-à-dire l'endroit où l'on tripote. Au figuré, il se comporte mieux qu'au propre, sans distinction toutefois ; on dit d'une ménagère qu'elle fait son petit tripot :

Père et mère ont gagni leù vie,
Mangi leù lard, fait leù *tripot*
Et multipilliai leù megnie
Dans men bénit p'tit carnichot.

(*Rimes Guernesaises*).

Les *tripiers* et les *tripières* se livraient dans les *tripots* aux exercices de danse, comme les paumiers et les paumières y jouèrent à la paume. De là le nom propre *Tripier* si répandu, car *Tripier* (*Triparius*) ne signifie pas exclusivement marchand de tripes (*extaris propola*), il veut dire aussi « sauteur de profession. » Laissons parler du Cange¹ : « *Tripier* peut encore signifier

1. Possent etiam intelligi saltatores a veteri Gallico triper, saltare. (Du Cange : *Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, v^o *triparius*).

sauteur, du vieux mot français *triper* qui veut dire sauter, danser. »

Au nombre des professions défendues aux clercs figurait celle des *tripiers*¹.

Nous arrivons à la seconde fraction de notre composé *Triballe*.

Baller, du bas latin *balla* (suivant F. Diez², du latin mérovingien *ballare*, d'après le substantif *ballatio*), jouer à la balle, grec *βάλλειν*.

Ce jeu était, dit-on, accompagné de danses et de chants, au moyen-âge, comme chez les Grecs; et, en deça de l'Adriatique, l'on sait avec quel entrain Caton d'Utique, Auguste, Alexandre Sévère et surtout le grand pontife Scœvola jouaient à la balle (*ludo pilarum*). Les hommes les plus graves de Rome se passionnaient pour une partie de balle, et le goût de ce jeu était si répandu que des sphéristères il s'était introduit aux bains et avait large place dans les villas.

Saint Augustin disait dans un sermon : « Cet usage de *baller* nous est resté du paganisme³, » et dans un autre : « C'est une coutume diabolique de *baller* et de danser⁴. » D'où il y a lieu de conclure que les chrétiens du quatrième et du cinquième siècle n'avaient pas abandonné les exercices chers à Terpsichore et qu'il s'y mêlait un culte peu déguisé à la déesse de Cythère.

Le diacre Ferrandus, dans son *Breviarium Canonum*, insère cette injonction « qu'aucun chrétien ne soit assez osé pour *baller* ou chanter aux noces⁵. »

1. Prohibemus ne clerici exerçant. . . officium cambitoris, carnificis, tabernarii. . . nec sint histriones, joculatores, ballivi, forestarii, sæculares, goliardi, thelonarii, unguentarii, triparii, molendinarii (Du Cange).

2. *Grammaire des langues romanes*, I, p. 30.

3. Ista consuetudo *balandi* de paganorum observatione remansit.

4. Diabolico more *balare* et saltare.

5. Ut nullus Christianus *ballare* vel cantare in nuptiis audeat.

La relation du synode réuni à Rome, sous le pape Eugène II, en 826, contient le passage suivant : « Il y » a des personnes et surtout des femmes qui aspirent » aux jours fériés et consacrés à Dieu, et aux anniversaires des saints, non pas afin de les célébrer avec » la sainte joie dont elles devraient être animées, mais » bien pour *baller*, s'égayer de chants licencieux, former et conduire des chœurs de danse¹. »

Ce plaisir illicite de baller devait être fort attrayant, si l'on en juge par la vitalité dont il a fait preuve ; et le diable paraît avoir fait, durant de longues années, une moisson fructueuse dans le champ fleuri des passions qu'il flattait. Les condamnations de ce dangereux amusement ne semblent guère l'avoir entravé, et nous le retrouvons en Normandie deux siècles plus tard.

Dans le Roman de *Robert le Diable* :

L'emperere est enmy la sale
U il ne *trepe* ni ne *bale*.

Baller s'améliore en vieillissant (c'est du verbe seul dont nous parlons) et ne veut plus dire certainement, au XIV^e siècle, jouer à la balle, mais purement danser, voire remuer. La balle avait été réduite sans doute à ne plus être que l'accessoire de quelque branle, qui en tombant en désuétude, l'avait entraînée avec lui dans l'oubli.

. fille joliette
Qui sçait baler du talon.

(Eustache Deschamps).

1. « Sunt quidam, et maxime mulieres, qui festis ac sacris diebus, atque Sanctorum natalitiis, non pro eorum quibus debent delectantur desideriiis advenire, sed *ballando*, verba turpia decantando, choros tenendo ac ducendo... advenire procurant. »

Henri Etienne considérait même le sens de danser, donné à *baller*, comme une nouveauté : « Ce qu'on appelloit danser, dit-il, on l'appelle maintenant *baler*¹. »

Puis devallant plus bas sur ce fleuve escumeux,
Se monstroit un troupeau de nymphes et de fées,
Qui aux cheveux espars et cottes agrafées,
Balloient, d'un pied nombreux, sur l'odorant tapis.

(*La Prinse du Mont Saint-Michel*, par Jean Vitel).

On dit encore *baller*, pour danser, dans nos campagnes.

La balle n'amuse plus que les enfants, et la danse et les chants, inséparables de ce jeu pour nos aïeux, ont disparu sans retour.

La paume elle-même s'en va. Qui songe à la célèbre paumière Margot, vigoureuse fille du Hainaut, qui jouait « de l'avant main et de l'arrière main très puissamment, très malicieusement et très habilement, mieux qu'aucun homme » dit la chronique ? Qu'est devenu le tripot de Braque, où Gargantua se livrait au noble esbattement avec ses amis, lorsqu'il sortait de l'école ? La paume, qui avait tant d'attrait pour Charles V le Sage, Louis XI, Charles VIII, Henri II, n'a que de rares amateurs, et il est à craindre que ce genre de sport ait vécu. Nous oublions un aimable joueur de paume, François I^{er}, qui prit un jour pour partenaire un moine que les affaires de son couvent avaient amené à la cour. Le religieux manquait d'expérience et la partie du roi s'annonçait mal, lorsque ce joueur improvisé, d'un adroit coup de raquette, décida de son succès : « Ah ! dit Sa Majesté, voilà un bon coup de moine. » Celui-ci reprit vivement : « Et ce sera, Sire, un bon coup

1. *Dial. du nouv. langage italianizé.*

d'abbé, quand il vous plaira. » La repartie ne manquait pas d'esprit, et le moine eut son abbaye.

Bale, baule, substantif féminin, a existé; nous en donnons un exemple, où il est pris au figuré :

Douloureuse danse, pour une playe terrible
De son branc fiert le duc, par si très grand hayr
Que, d'un pied en profond, ly porfendist l'espaule;
Le duc tout mort chaist; vecy dolente baule.

(Gérard de Roussillon).

En passant du sexe faible au sexe fort, le mot *bal* a été très maltraité par le patois manceau. Il s'y est tellement défloré que l'expression : « Elle a fait le bal » ne diffère pas de : « Elle a fait une orgie ténébreuse. » Une femme qui a fait le *bal* est presque une sorcière, à laquelle il ne manque que le balai pour se rendre au sabbat. Cet abaissement montre, de reste, que si les mots ont leurs jours de grandeur, ils ont aussi leurs heures de décadence.

Les dérivés n'ont guère été épargnés.

De *balle* est venu *balleur, balleuse*, danseur, danseuse, comme *tripier, tripière*, de *tripe*.

Ballade n'a pas d'autre origine. C'était une chanson à danser de troubadour. La *ballade* ne se *balle* plus, et la ballade *baladant* n'a jamais fait tremousser personne; le genre de poésie qui nous reste n'est qu'un pastiche du passé.

Les Poitevins donnent le nom de *ballades* à des assemblées où les domestiques de ferme se rendent pour louer leurs services, et ces réunions sont l'occasion de quelques sauteries.

Il est facile de dégager maintenant l'expression mayennaise.

Triballe a d'abord signifié l'action de *triper* et de *baller*; il a été ensuite employé par *métonymie* pour

désigner l'endroit où l'on *tripait* et où l'on *ballait* le jour de la foire de la Madeleine; le lieu de ces exercices a pris le nom même des exercices.

Le sens double du mot n'a pas tardé à se fondre, à s'effacer, et n'a plus offert qu'une signification unique, celle du lieu des plaisirs de la foire. *Triballe* éveillait dans le principe l'idée de danse et de balle, puis celle du lieu de la tripe et de la balle; son sens s'est étendu et a désigné le quartier où se trouvent groupés les divertissements de toute nature que présente la foire. La synecdoque s'est ajoutée à la métonymie.

Cette généralisation ultérieure de l'idée première est assez commune : *grenier* (*granarium*), qui signifiait primitivement la pièce où l'on serre les grains, désigne de nos jours l'étage le plus élevé d'une maison, sans affectation particulière. L'idée de grain a cessé d'être intimement liée à celle de grenier. Le *mouchoir* (*muclatorium* *), plié sur ses angles et posé sur le cou et les épaules d'une femme avec pointe dans le dos, n'évoque plus la pensée du linge de propreté qu'on met dans la poche.

Nous serions tenté de voir dans *Triballe* un composé par coordination, car nous nous trouvons en présence de deux substantifs qui ne sont ni déterminant ni déterminé l'un par rapport à l'autre, et supposent la conjonction *et*. Ce serait une rareté dans notre langue. Toutefois, M. Darmesteter¹ fait à propos de *chaud-froid*, *point-virgule*, une remarque qui nous paraît bien s'appliquer à notre mot : « Ces composés, dit-il, pourraient » être considérés comme des *dvandvas*, s'ils étaient tels » dès leur formation, mais il n'y a pas là ellipse voulue » de la conjonction *et*, il n'y a qu'une contraction, que » nous voyons se faire aujourd'hui dans une autre ex-

1. *Formation des mots composés*, p. 124, note.

» pression : étoffe *coton et laine*, dite plus souvent
» étoffe *coton-laine*. »

Rabelais a écrit : « Le bruit et la *triballe* des gens
» des noces vous romproit tout le testament. »

Triballe a engendré *triballement*, qu'on trouve dans
le même auteur.

Les fourreurs ont des *triballes* pour amollir leurs cuirs.

Les paysans du centre de la France ont conservé
triballe, et lui donnent simplement le sens de porc rôti
qu'on mange à l'assemblée. La *triballe* a été limitée
chez eux aux joies de l'estomac. Ils ont fait une *synec-
doque* par restriction, comme M. Jourdain faisait de la
prose sans le savoir.

Désigner à la fois le gazon sur lequel ont glissé prin-
cesses, bourgeoises et paysannes, l'instrument d'un
pelletier qui assouplit ses fourrures, et des rôtis de porcs
saturés de la dernière glandée. . . . étrange destin que
nous faisons aux mots !

Les Poitevins mangent, dans les foires et les fêtes,
des morceaux de porc cuits dans des chaudrons rem-
plis de graisse, qu'ils nomment de la *tribalée*. Cette
partie de leur menu champêtre rappelle les rillettes de
leurs voisins les Tourangeaux, à l'état rudimentaire. La
tribalée de Saint-Liguair, près Niort, est aussi renom-
mée, dit M. L. Favre¹, que les *tourteaux-fremageous*
de Sainte-Néomaye, ce qui ne peut permettre de conce-
voir le moindre doute sur leur excellence.

Les Mayennais prennent à la *Triballe*, sous des ten-
tes improvisées, assis sur des bancs agrestes, force
galettes de sarrazin, frottées d'un peu de beurre : mais
ils estiment que le parfum et la saveur de ce mets appé-
tissant ne sont qu'une partie des délices qui les con-
vient au pré de la Madeleine.

Il y a eu, à Courbeville, le village de la *Triballerie*,

1. *Glossaire du Poitou*.

où se tenait apparemment la *Triballe* du pays. Ce séjour, qui attirait les *tripiers* et les *balleurs* d'alentour, devait être assez mal famé, si nous nous en rapportons au suffixe *erie* qui attache aux noms une idée souvent méprisante et dédaigneuse.

Triballes et *triballeries* n'ont jamais été recommandables par la pureté des relations et ont bien souvent mérité le péjoratif *baudes* (dissolues) qu'un poète d'autrefois leur a appliqué. Des femmes de qualité, grisées des effluves de la vie, chaussées de soie, bouquet au corsage, des filles de labour en sabots, parfumées de lavande et que la saison des bluets enivre, ont pu en relever l'éclat passager ; elles étaient impuissantes à leur donner le renom d'honnêteté que confère plus modestement la vertu.

Nous nous rappelons un vieux dicton manceau, qui nous reporte en arrière, au temps des mauvaises routes et des grandes foires ; nous en atténuons la crudité un peu brutale, pourtant justifiée, mais qu'aujourd'hui nos oreilles, moins délicates que pudibondes, ne sauraient supporter : « L'homme qui laisse boire son cheval à » toutes les mares du chemin et conduit sa femme et ses » filles à toutes les foires, ne tarde pas à les perdre. »

Mais, de *triperie* en *triballerie*, nous avons négligé *M. de la Triballe*. Cependant il convient de finir par lui : A tout seigneur tout honneur. Les explications qui précèdent suffiront, il nous semble, à réduire les mérites qu'on lui attribuait, car s'il a jamais existé, autrement que dans l'imagination de quelque chercheur de généalogie en détresse, ne doit-on pas penser que sa seigneurie n'a pu naître que de ses talents chorégraphiques, qu'elle eût dû avoir le sort de ses entrechats et finir avec eux, et que c'est attacher trop d'importance à quelque danseur de foire que d'en parler encore ?

GROSSE-DUPERON.

L'ALLÉE COUVERTE

DE

LA LOUVETIÈRE

(COMMUNE DE SAINT-MARS-SUR-LA-FUTAYE).

Au nord du bourg de La Tannière se dresse une colline qui, près de l'endroit où elle coupe la route de La Dorée, atteint une altitude de 216^m.

Du sommet de cette éminence, et au sud, on domine la vallée de la Futaye, le bourg de Saint-Berthevin, le petit bourg de La Tannière situé dans les prairies marécageuses qui bordent la Futaye, tandis que plus au loin, dans les massifs des chênes, on aperçoit le château de La Pihoraye et ses longues avenues, les clochers de Montaudin et de Larchamps.

C'est sur la pente sud, mais presque au faite de l'éminence cependant, que se trouve un monument mégalithique en forme d'allée couverte, qui n'avait point encore été signalé ¹.

Il est situé à environ 200^m à l'ouest du village de La Louvetière, au sud du chemin vicinal qui mène à Saint-Berthevin, dans une lande plantée de châtaigniers, et sur le sol de laquelle on remarque de nombreux blocs

1. L'allée couverte de La Louvetière a été signalée, vers la fin de l'année 1887, par M. Couasnon fils, expert à Saint-Denis-de-Gastines.

de diorite, enfouis à moitié sous des ajoncs et des genêts.

★
★★

Le mégalithe de La Louvetière est construit en dalles de diorite. Il est orienté du nord-ouest au sud-est.

Il va en se retrécissant et mesure : largeur maximum 1^m 55, largeur minimum 1^m 40.

La partie nord est d'une parfaite conservation. Sur une longueur de plus de six mètres il reste une double rangée de supports et quatre dalles de recouvrement.

La première de ces dalles à partir du chevet est entière et repose encore sur la pierre du chevet et sur les premiers supports de chaque rangée.



1 : 200

La deuxième dalle est brisée; une partie est tombée à l'intérieur du dolmen.

La troisième dalle est intacte, mais elle a glissé vers l'est sur l'un de ses supports, et se trouve penchée sur le côté.

Une quatrième dalle, qui ne semble pas entière, est couchée à côté de la troisième.

En ce qui concerne le reste de l'allée couverte il est impossible de distinguer les supports des dalles de recouvrement. Cette partie sud-est est entièrement défigu-

rée, les dalles ont été renversées dans une excavation faite pour l'extraction du diorite.

On peut soupçonner cependant qu'à cette extrémité sud-est, l'allée tournait brusquement et à angle droit au sud-ouest, offrant ainsi une disposition peu commune dans notre région.

Le monument de La Louvetière ne semble pas très-élevé. En ce moment du reste les arbres et les broussailles le cachent presque en entier, et la terre recouvre les supports jusqu'à moitié de leur hauteur.

Peut-être était-il autrefois enfoui sous un tumulus. Peut-être aussi, et cette explication est probable, notre dolmen, voisin d'un village peuplé et ancien, a-t-il été fouillé à de nombreuses reprises. Bien souvent on a dû y chercher un trésor et rejeter de l'intérieur la terre qui maintenant forme une butte tout autour de lui.

★
★★

Le monument de La Louvetière a été fouillé, le 14 juin 1888, par MM. Port et Léon Delaunay, membres correspondants, et M. Lemonnier, d'Ernée.

Quelques jours auparavant une excavation avait été faite par des paysans des environs près du chevet ; sur une longueur de trois mètres, ou à peu près, la terre avait été béchée profondément, et rejetée à l'extérieur.

Il fallut donc tout d'abord repasser cette terre de déblai. Les objets suivants y furent recueillis :

1° Deux belles lames de silex longues de 7^{cm}.

2° Divers fragments de poterie et un éclat de silex.

3° Un fragment malheureusement trop petit (5^{cm} sur 4^{cm}) d'une poterie rouge, faite à la main, et offrant comme ornements deux bandes parallèles formées chacune de stries juxtaposées¹. Ces deux bandes sont dis-

1. Voir dans Joly, *L'homme avant les métaux*, le dessin d'un vase offrant des ornements semblables, page 143, fig. 53.

tautes de 2^m. Chacune d'elles est composée de quatre ou cinq lignes inégales en longueur et en espacement, faites à la main et très maladroitement.

Les recherches furent continuées à l'intérieur du dolmen et notamment dans la partie sud-est. Mais aucun objet n'y fut recueilli.

La terre, à diverses reprises, a été bêchée profondément dans tout l'intérieur du monument. C'est donc dans les déblais du dehors qu'il serait possible peut-être de retrouver quelques traces de mobilier funéraire.

Dans les premier jours d'avril 1888, M. Faucon, membre correspondant, avait trouvé dans le dolmen de la Louvetière, près du chevet, quelques fragments de poteries.

*
**

Le monument de La Louvetière est connu dans le pays sous le nom de « *Hutte aux Gabeloux* » ou « *Maison des Gabeleux*. »

Des traces de silex taillés se retrouvent dans les champs voisins. Le jour des fouilles un beau grattoir fut donné à M. Delaunay par le fermier de la Louvetière.

M. Tirard, membre correspondant à Ernée, dont la collection préhistorique est bien connue des amateurs, possède une magnifique pointe de lance en silex jaune, qui aurait été trouvée sur le territoire de la commune de Saint-Mars-sur-la-Futaye et non loin de la Louvetière.

LÉON DELAUNAY.

Juin 1888.

LES MONNAIES

DE

TORCÉ - EN - CHARNIE

Dans sa séance du 20 janvier 1887¹ la Commission s'est occupée de la découverte d'un très grand nombre de petites monnaies de billon faite, le 23 décembre 1886,

1. Voir : 1^{re} Série, Tome V, p. 71 :

- *Découverte de 13,000 monnaies à Torcé-en-Charnie.* —
- D'après une tradition fort ancienne, un trésor était caché dans le champ des Cellées, près du village des Heurbizières, commune de Torcé-en-Charnie.
- Le 23 décembre 1886, le sieur Vélot travaillant à abattre un chêne dans le champ des Cellées, découvrit, à 25 centimètres en terre environ, un vase muni d'une anse et recouvert d'une grosse pierre, qui contenait une grande quantité de petites monnaies de cuivre, toutes très usées et très oxydées. Leur nombre fut évalué à 13.000.
- Le bureau de la Commission, prévenu de la découverte par les journaux, comme il arrive malheureusement presque tous les jours, fit immédiatement le nécessaire pour s'assurer de la valeur de la trouvaille. Cette valeur, comme d'habitude, était singulièrement exagérée par l'inventeur. Cependant, on voulut bien envoyer à la Commission cinq ou six pièces de monnaie et un fragment du vase mesurant quatre ou cinq centimètres carrés.
- Les pièces furent reconnues pour être des monnaies brabançonnnes, émises par la famille de Wesemaele, qui avait droit de battre monnaie, comme celle de Namur, dont M. Hucher a étudié les *Guillots*. Ces pièces furent très communes dans le Maine pendant l'occupation anglaise du XV^e siècle. On en connaît cinq ou six types différents. •

dans le champ des Cellées, près du village des Heurbières, commune de Torcé-en-Charnie (Mayenne.)

Bien que le sens général de l'attribution qui a été faite de ces monnaies, reconnues comme brabançonne et analogues aux *guillots* namurois, soit exact, la Commission estimera peut-être qu'il n'est pas sans intérêt de revenir sur cette trouvaille, qui apporte un élément nouveau de discussion dans une controverse de numismatique déjà ancienne.

Avant de mettre ce point en lumière, il importe de donner la description exacte des pièces qui constituent le dépôt de Torcé-en-Charnie. La voici :

Au droit : ♣ IOHANNA : DNA : OR Fleur de lys dans un trilobe ;

Revers : ♣ MONETA : NOVA : O Croix légèrement pattée dans un quadrilobe.

A première vue, si on néglige de s'armer d'une loupe, on classe instinctivement les monnaies de ce genre aux règnes de Jean le Bon, des Charles ou de Louis XI ; le numismate distrait ne fait pas alors autrement que le bon peuple de ces époques peu lettrées, avec cette différence, toutefois, que ce dernier était excusable, après tout, d'accepter comme royales des monnaies de types identiques que la concurrence étrangère répandait à profusion, surtout dans les campagnes, à en juger par la quantité qu'on en retrouve dans l'ouest et dans le centre.

Cette concurrence paraît, du reste, avoir été presque licite : autant, en effet, la surveillance sur le monnayage d'or et d'argent était étroite et les peines édictées contre les faux monnayeurs d'espèces précieuses étaient sévères, autant était grande la licence en ce qui concernait les pièces de billon fausses ou contrefaonnées. On ne retrouve ni édits ni ordonnances à ce sujet ; tout billon pouvait circuler librement et, pour ainsi dire, légalement, quand la population l'acceptait de bon gré.

Soit que les seigneurs meusans aient eu des possessions dans l'ouest de la France, soit qu'ils y aient eu des relations intimes ou de parenté, soit encore qu'ils y aient introduit quelques procédés nouveaux de fabrication ou quelque industrie particulière comme celle des toiles, apportée des Flandres dans le comté de Laval, toujours est-il que le billon meusan jouissait d'une grande faveur auprès des populations de l'ouest et qu'il était d'un usage très répandu pour le petit trafic du peuple au XIV^e et au XV^e siècles.

Aux guillots et demi-guillots dont parle M. Hucher dans son « *Supplément à l'essai sur les monnaies frappées dans le Maine,* » succédèrent dans la faveur du peuple d'autres petites pièces de même communauté d'origine que la monnaie noire brabançonne dont elles avaient l'aspect et les dimensions, et qui se rapprochaient encore plus que les guillots du type royal.

Ces pièces sont précisément celles que la trouvaille de Torcé-en-Charnie a remises au jour.

Elles ont été frappées par Jeanne de Wesemaele, sœur de Jean II de Wesemaele, seigneur de Rummen, qui avait épousé en 1417 Jeanne de Bouchout ; ce seigneur mourut en 1464 sans laisser d'enfants. La seigneurie de Rummen, dont le château était situé près de Saint-Trond, dans le comté de Loos, tomba en partage à sa sœur Jeanne de Wesemaele, épouse de Henri de Diest, sire de Halle et de Rivière. Jean de Wesemaele, comme son prédécesseur, Arnould d'Oreilhe, avait adopté sur ses monnaies le type franchement fleurdelisé (ses armes étaient *de gueules à 3 lys d'argent aux pieds posés*) ; il contrefaisait, du reste, également les gros et les mites de Jean-Sans-Peur, comte de Flandre, les patards et les plaques de Philippe-le-Bon, etc.

Sa sœur continua le même système de contrefaçon ; mais elle se contentait plutôt d'imiter les monnaies

royales de France, d'un écoulement probablement plus facile.

Les pièces trouvées à Torcé-en-Charnie, celles du moins que nous avons eues sous les yeux, sont au type ordinaire pseudo-royal de Jeanne de Wesemaele, mais leurs légendes présentent un intérêt tout particulier qui mérite de fixer l'attention.

Dans une étude sur la puissante famille de Wesemaele, publiée il y a une trentaine d'années, M. Chalon, l'un des anciens et des plus savants directeurs de la *Revue de Numismatique* belge, voulut prouver que, contrairement à une opinion très répandue chez la plupart des numismates, Jeanne de Wesemaele n'était pas dame de Gerdingen et que cette qualification, si fréquemment attribuée à Jeanne de Wesemaele, devait être restituée à Jeanne de Merwede (1467) dame de Steyn, contemporaine et voisine de Jeanne de Wesemaele et possédée comme elle de la manie de fleurdelyser ses monnaies. Cette Jeanne de Merwede frappait monnaie à Steyn, Rusta, Gerdingen, Lovan.

Quant à Jeanne de Wesemaele, M. Chalon admettait qu'en dehors de son principal atelier monétaire de Rummen, elle avait dû en posséder un autre à *Ordingen*, localité située dans le voisinage de Saint-Tron et non loin du château seigneurial de Rummen. Mais il n'avait probablement pas eu entre les mains de ces monnaies frappées à *Ordingen*, car autrement, l'érudit numismate belge eût été beaucoup plus affirmatif dans l'exposé de la question. Il se bornait à une supposition basée sur de sérieux arguments qu'il est inutile de rappeler ici.

La trouvaille de Torcé-en-Charnie semble aujourd'hui donner raison à M. Chalon et c'est en nous appuyant sur son autorité que nous croyons pouvoir traduire de la manière suivante les légendes que nous avons reproduites ci-dessus :

IOHANNA : DNA (*domina*) : OR (*Ordingen*).

MONETA : NOVA : O (*Ordingen*).

Nous n'hésitons donc plus à donner à Jeanne de Wesemaele le titre de dame d'*Ordingen*, que M. Chalon réclamait déjà pour elle il y a plus de trente ans.

A. D'HAUTERIVE.

LE CAVALIER ET L'ANGUIPÈDE¹

I

Tel est le titre donné à de mystérieuses sculptures qui viennent de faire leur apparition dans le monde de la science. En 1879, 23 seulement étaient signalées ; en 1882, 31 ; en 1885, 41. A ce nombre, j'en ai pour ma part ajouté 3, signalées en Basse-Bretagne. Nous voilà à 44 ; et, je l'espère bien, nous n'en resterons pas là !

Ces sculptures varient de dimension et sont plus ou moins parfaites d'exécution ; mais toutes comprennent un cavalier, un cheval, un géant *anguipède*, c'est-à-dire un monstre par devant homme le plus souvent, femme quelquefois, foulé aux pieds du cheval, et dont les cuisses se continuent en serpents. Je ne dis pas, remarquez-le, finissent en queues de serpents, comme la sirène finit en queue de poisson. Les serpents qui continuent les cuisses de l'anguipède se terminent d'ordinaire par deux têtes, en sorte que l'anguipède a trois têtes, la

1. Bien que la Commission se soit imposé comme règle de consacrer son *Bulletin* à la publication d'articles *locaux*, elle a néanmoins accueilli avec la plus grande faveur le présent mémoire. La nouveauté de son sujet lui communique, en effet, un intérêt puissant, et, de plus, il ouvre pour ainsi dire une enquête archéologique qui peut donner partout des résultats féconds. (*Note du Comité de publication*).

tête humaine en avant et par derrière deux têtes de serpents.

La plupart de ces sculptures étaient connues dans les lieux où nous les trouvons : on peut s'étonner qu'elles n'aient pas été depuis longtemps signalées, car leur étrangeté même aurait dû assurer leur notoriété ; mais, comme nous le verrons, les mutilations qu'elles ont subies sont telles que des yeux non avertis devaient presque fatalement méconnaître l'anguipède.

Si l'on veut prendre une idée générale de ces sculptures on ne pourra mieux faire que de recourir aux documents suivants :

Le Monument de Merten, notice par M. Prost, président de la Société des Antiquaires de France (*Revue Archéologique*, 1879, p. 1 à 20, 65 à 83).

Le Monument de Portieux, notice par M. Voulot, conservateur du musée d'Epinal (*Revue Archéologique*, 1880, p. 112 à 116, 291 à 298 ; 1881, p. 104 à 112¹).

Les Monuments de Merten et de Haddernheim, par M. Prost.

Ce dernier travail a suivi et mentionne la description que j'ai donnée, en 1886, des trois groupes bretons. Cette description a fait l'objet de deux mémoires publiés au *Bulletin de la Société Archéologique du Finistère*. Je ne me permets pas de recommander la lecture de ces mémoires. Au contraire, j'avertis qu'ils contiennent des inexactitudes que je signalerai plus loin.

Les 41 monuments de ce genre signalés avant 1886 étaient ainsi répartis : 19 sur les deux versants des Vosges, notamment à Merten (près de Metz), Hommert (Meurthe) et Portieux (Vosges) ; une vingtaine dans les vallées du Rhin et de ses affluents ; un à Cussy, entre Autun et Beaune ; un à la Jonchère, en Auvergne.

1. A la fin de ce troisième article, M. Voulot annonce une suite qui n'a pas paru.

La plupart représentent le cavalier du quart ou de cinquième de la grandeur naturelle. Les plus grands sont ceux que j'ai nommés : celui de Portieux mesure 1^m07 de haut ; celui de Hommert, 1^m10 ; celui de Merten, 1^m50 ; celui de la Jonchère, 1^m60 de long.

La plupart reposent ou ont dû reposer sur des colonnes de diverses hauteurs, quelquefois très ornementées¹. C'est ainsi que le groupe de Merten, le plus beau de tous, devait être élevé à plus de 11 mètres de terre.

II

On pouvait croire ces monuments à peu près localisés dans la région du Rhin et de la Sarre, lorsque survint l'apparition simultanée de nos trois groupes bretons. Cette apparition « oblige, dit M. Prost, à modifier les » conséquences qu'on avait tirées » de l'agglomération des groupes au voisinage du Rhin.

C'est en ce sens qu'elle fut un « événement. » Je puis répéter le mot sans scrupule, puisque l'honneur de la découverte ne me revient pas. Il est tout entier à mes trois confrères de la Société Archéologique du Finistère, MM. Guépin, Roussin, Luzel, archiviste du Finistère. Je ne suis que l'éditeur, *le metteur en scène* des groupes signalés par eux.

Je ne diminuerai en rien la gratitude qui leur est due en disant que d'autres *trouveurs* vont les suivre. Je ne puis croire, en effet, que dans notre ancienne province,

1. Il ne faut pas prendre le mot *colonnes* au sens propre. Il s'agit ici ou de soubassements composés en général de deux étages, quadrangulaires ou polygonaux (comme à Merten), ou de piliers très-trapus portant une large stèle (comme à Portieux).

il n'y ait pas d'autres sculptures analogues, et j'espère que, l'éveil une fois donné, on va les signaler, comme en quelques jours mes confrères m'en ont signalé trois : deux tout près de Quimper, et le troisième à Plouaret (Côtes-du-Nord).

Le premier groupe a été signalé au village de Guelen, commune de Briec, à neuf kilomètres de Quimper.

Le second, devant les restes de l'abbaye royale de Kerlot¹, aujourd'hui métairie, commune de Plomelin, à six kilomètres de la même ville.

Le troisième, sur l'ancien placître de la chapelle aujourd'hui ruinée de Saint-Mathieu, commune de Plouaret.

On peut voir aujourd'hui le groupe de Guélen dans la cour du musée départemental d'archéologie, à Quimper. J'ai été assez heureux pour l'acquérir et en faire don au musée.

Le groupe de Kerlot a été apporté au château de Keraval (commune de Plomelin). Il fait très bonne figure sur son socle de granit, et ne dépare pas le beau parc de cette aimable demeure.

Enfin il ne dépendra pas de M. le maire de Plouaret que le groupe de Saint-Mathieu, apporté un jour sur la place de cette ville, ne pose, comme le sphinx antique, des énigmes aux passants.

Mais tout lecteur ne peut aller jusqu'à ces groupes. Qu'ils viennent donc jusqu'au lecteur. Essayons une description exacte et claire de chacun d'eux.

1. Abbaye de Cisterciennes, fondée en 1626, par Pierre de Jégado pour sa sœur Elisabeth, qui en fut la première abbesse : celle-ci mourut peu après, suivie de près par son frère ; et les héritiers collatéraux s'emparèrent des titres et des biens de l'abbaye, et en rasèrent les bâtiments. L'abbesse nommée après Elisabeth de Jégado acquit, en 1667, le manoir de l'Isle ou de Kerlot, sur le quai de Quimper, et s'y établit avec ses religieuses.

III

Le groupe de Guélen était de temps immémorial au bord d'un chemin rural à l'entrée du village. Il reposait



autrefois sur une base formée de quelques quartiers de granit à peine dégrossis. Sauf le buste et les parties

postérieures de l'anguipède, la queue et les jambes du cheval, il était intact en 1830. Un peu après, un arbre abattu sans précaution jeta la sculpture sur le sol et la brisa. Les fragments détachés servirent à paver le chemin, et le reste demeura couché sur la terre où nous l'avons relevé.

Il manque aujourd'hui le buste entier du cavalier, la tête et le col du cheval, c'est-à-dire presque la moitié. Diminué ainsi de poids et de dimensions, le fragment qui nous reste pèse encore plus de 1.200 kilogrammes. Il mesure 1^m35 de haut, sur 1^m25 de long. Entier, il ne pouvait avoir moins de 2 mètres de haut, sur 1^m65 de long. C'est, je crois, le plus grand de tous les groupes signalés jusqu'ici.

L'anguipède est masculin, il est brisé au-dessus des reins : il rampe sur les cuisses qui se terminent en deux serpents. Chacun d'eux forme une courbe régulière, qui supporte les pieds du cavalier et le ventre du cheval. Leurs extrémités se redressent et atteignaient sans doute les jambes de derrière du cheval.

Le cheval se cabre : il est presque *assis sur sa queue*. Il est soutenu sous le poitrail par une sorte de pilier. Les pieds de devant ne devaient pas, comme ailleurs, reposer sur les épaules de l'anguipède. Dans le derrière du cheval se voit une profonde *mortaise* destinée, sans doute, à retenir la queue.

Le cavalier a les jambes nues, bien que les doigts de pieds n'apparaissent plus ; derrière et sous les cuisses se voit un pan de vêtement. La hauteur de la main est indiquée par la bride figurée sur le cou du cheval ; elle est presque horizontale mais non *tendue*¹.

L'anguipède se tourne vers la droite. Le cheval qu'il

1. Il se peut que ce que nous prenons pour la bride soit en réalité un ornement, une sorte de collier qu'on voit souvent dans les sculptures antiques.

soutient de ses replis marche vers la droite ; et le cavalier, portant la jambe gauche en avant, *range* le cheval à droite.

Cette sculpture a un caractère artistique qui n'échappera à personne¹. Le mouvement du cheval tournant à droite est très heureusement indiqué : les jambes du cavalier sont bien modelées. L'auteur de ce groupe savait tenir le ciseau.

Voilà ce que nous avons pu reconnaître, lorsqu'une première *toilette* eut débarrassé la statue de la mousse qui faisait au cheval comme un *long poil d'hiver*. . . .

Mais si nous pouvions voir le monument tel qu'il était avant 1830 ! Cherchons des témoins. . . Il m'en est indiqué un et bien informé, le vénérable curé d'une paroisse voisine de Quimper, presque octogénaire et né dans un village limitrophe de Guélen².

M. Penareun, dans ses jeux d'enfant, a souvent passé avec ses camarades à travers les replis des serpents³. Mais quand je l'interroge sur *l'homme-serpent*, il me répond tout surpris *qu'il ne l'a jamais vu*⁴. Le monstre, sans buste et sans ses extrémités inférieures était, en effet, méconnaissable. Dans les replis des serpents les enfants ne voyaient qu'une figure analogue à un cerceau ou à un cor de chasse.

M. Penareun m'apprend ce qui suit : Le cavalier était trapu, dans la force de l'âge. La tête était forte, barbue

1. Le cheval est un peu *court* ; le corps de l'anguipède est trop *plat*. L'artiste a été gêné par l'insuffisance du bloc qu'il traitait.

2. Cette indication me fut donnée par Mgr Nouvel, évêque de Quimper, de sainte mémoire, qui prenait un vif intérêt à cette découverte. Mgr Nouvel me disait : « Hâtez-vous, M. Penareun ne vous attendrait pas longtemps. » Le respectable curé est mort en janvier 1886, avant que j'aie pu faire imprimer les renseignements qu'il m'avait donnés.

3. L'évidement est de 43 c. en hauteur et 35 en largeur.

4. Il ajoute : « Si nous avions cru que ce fût un serpent, nous n'aurions pas osé passer à travers. »

et nue ; le corps était nu ; mais les épaules étaient couvertes d'un petit manteau retombant par derrière jusque sur le dos du cheval ; le bras gauche était collé au corps, la main tenant la bride.

J'appelle l'attention sur le bras droit. M. Penareun répond : « Si le bras avait été levé, comme pour frapper, je m'en souviendrais bien. Puisque je ne m'en souviens pas, il faut que le bras ait été rapproché du corps à peu près comme le bras gauche. »

De ce que M. Penareun ne se souvient pas d'avoir vu le bras droit levé, j'oserais presque tirer une autre conclusion : c'est qu'il ne l'a pas vu du tout. Nous verrons bientôt mes raisons.

IV

Une double surprise m'attendait.

J'avais prié un de nos confrères, M. Roussin, très-habile dessinateur, de visiter le groupe installé au Musée. Il vient et il m'apprend qu'il possède, à son domaine de Kerlot, un *frère de mon cavalier*. Nous courons à Kerlot. Là, je vois un groupe qui est la copie ou l'imitation de celui de Guelen, bien que un peu moins grand et de moins fière tournure ; il est plus brut que celui de Guelen, mais heureusement moins mutilé.

Il manque la tête de l'anguipède, le cou, les jambes et la queue du cheval, la tête et le bras droit du cavalier. Tel qu'il est, ce second groupe nous permet de restituer plus d'une partie de celui de Guélen.

Le groupe de Kerlot mesure 1^m39 de hauteur, de la base aux épaules du cavalier (la base étant de 15 c. d'épaisseur) ; il mesure 1^m20 de la poitrine de l'anguipède à la croupe du cheval. Le cheval a 1^m20 de long.

Le diamètre de l'ouverture des replis de l'anguipède est de 20 centimètres.

L'anguipède est-il masculin ou féminin ? Tout considéré, le corps semble celui d'un homme : on croit même reconnaître sous le cou quelques *rugosités* qui pourraient



figurer la barbe. Mais une particularité à remarquer et certaine, c'est que les extrémités inférieures de l'anguipède collées au ventre du cheval sont *bifurquées* comme la nageoire caudale des poissons, comme la queue des sirènes¹. Les deux bras se portent en arrière ; les avant-bras ne se voient plus. Les courbes des serpents servent de supports au cheval et d'*étriers* au cavalier.

1. Une tête de serpent trouvée auprès du groupe avait été attribuée à ce groupe. Mais l'erreur est certaine. Cette tête provient probablement d'une gargouille.

Le cheval est cabré comme celui de Guélen. Ses pieds de devant ne reposaient pas sur les épaules de l'anguipède puisque les sabots n'apparaissent pas sur ces épaules.

Le cavalier a le bras gauche collé au corps : la main tient la bride. L'épaule droite étant un peu plus relevée semble indiquer que le bras droit était levé¹. Les jambes sont lourdement sculptées : on les dirait, ainsi que les pieds, enfermées dans des bas. Sur le dos descend une sorte de manteau. De côté, il retombe en *jupe* sur les cuisses du cavalier ; par derrière il retombe sur le dos du cheval. Le cavalier range le cheval à droite, la jambe gauche étant de 10 c. en avant de la jambe droite.

L'anguipède, le cheval et le cavalier sont, comme à Kerlot, tournés vers la droite.

Comme on le voit, cette inspection du groupe de Kerlot permet de dire que le cavalier de Guélen levait le bras droit que M. Penareun n'aura pas vu, et que les pieds du cheval ne reposaient pas sur les épaules de l'anguipède.

V

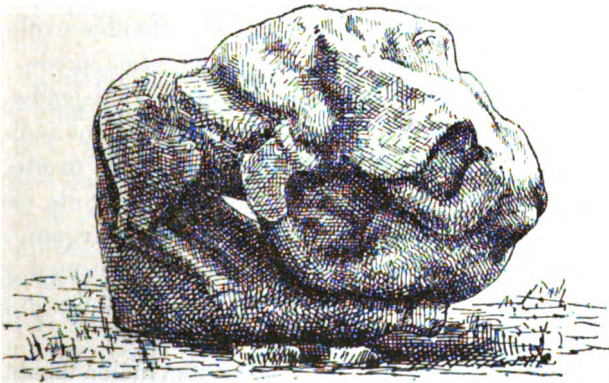
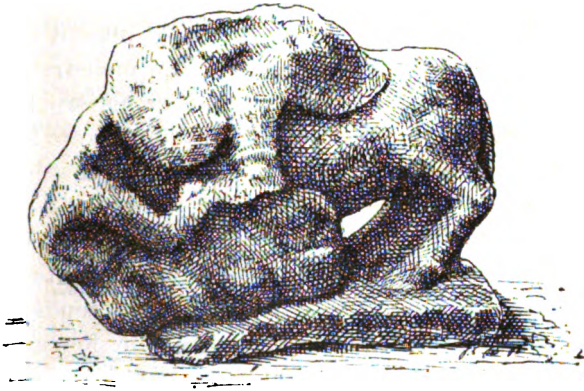
Ce n'est pas tout.

M. Luzel, archiviste du Finistère et conservateur du musée archéologique, s'intéressait plus que personne à nos groupes. Il me signala une sculpture qu'il croyait

1. Cependant le cavalier tournant à droite, il se peut que la surélévation de l'épaule droite indique ce mouvement. En ce cas l'observation de M. Penareun à propos du groupe de Guélen que le bras droit était rapproché du corps à peu près comme le bras gauche pourrait être exacte. C'est cette attitude qu'exprime la *restitution*.

analogue aux deux autres, au village de Saint-Mathieu, commune de Plouaret (Côtes-du-Nord).

J'ai voulu voir et j'ai vu.



Ce troisième groupe est de moindres dimensions que les deux premiers, et, comme eux, il est mutilé. Le cavalier est brisé au-dessus des reins. Le cheval n'a plus ni tête ni cou. L'anguipède est sans tête. Mais cette sculpture informe mérite cependant l'examen.

Ses dimensions principales sont de 1^m33 de longueur de la poitrine de l'anguipède à la queue du cheval ; et 88 c. de la base aux reins du cavalier. Le groupe intact devait avoir environ 1^m38 de hauteur.

L'anguipède est certainement *féminin*. Les formes du torse bien développées et modelées avec plus d'art que le reste ne permettent pas le doute. Le monstre rampe sur les cuisses. Les bras sont rejetés en arrière, la main gauche saisit le pied du cavalier, la main droite l'épaule du cheval. Les serpents qui prolongent les cuisses soutiennent les pieds du cavalier, s'enroulent sous le cheval et semblent se terminer par deux petites têtes.

Le cheval, massif comme les deux précédents, ne se cabre pas, il galope ; les sabots de devant reposent sur les épaules de l'anguipède, le ventre sur les derniers replis des serpents. La queue n'est pas détachée de la croupe.

Les cuisses du cavalier sont cachées par un pan de vêtement. Un manteau tombant des épaules expliquerait ce détail. Les genoux sont nus. Les pieds sont chaussés de bottines ou *caliges* montant à mi-jambe.

Le mouvement à droite est bien nettement indiqué. L'anguipède et le cheval marchent vers la droite. Le cavalier *range* le cheval à droite ; la jambe droite est de 8 c. en arrière de la jambe gauche. C'est pourquoi, si la main gauche de l'anguipède peut soutenir le pied gauche du cavalier, la main droite ne peut atteindre le pied droit.

J'insiste sur ce point. Le groupe de Guélen semble le modèle et celui de Kerlot la copie ou l'imitation. Mais, celui de Saint-Mathieu est absolument différent : l'anguipède, le cheval ni le cavalier ne ressemblent à ceux de Guélen et Kerlot ; et pourtant, à Saint-Mathieu comme à Guélen et à Kerlot, il y a accord sur ce point : *le mouvement à droite*.

VI

Ces trois sculptures ont encore d'autres caractères communs.

1° L'anguipède est un *géant* : même quand il est femme, comme à Saint-Mathieu, il est notablement plus grand que le cavalier, c'est-à-dire d'une taille surhumaine.

2° Ces groupes sont nés à peu près sur place. A Guélen, il ne fait de doute pour personne que le bloc formant le groupe n'ait été pris sur les lieux mêmes : à deux champs de distance, une carrière fournit des blocs énormes de granit absolument semblable.

Kerlot est entouré de plusieurs carrières de granits divers. Un entrepreneur expert m'a indiqué la carrière d'où est venue la statue : cette carrière est à 1.200 m. du village.

A Saint-Mathieu, le sol est semé de gros galets d'une roche analogue à celle que le sculpteur a taillée ; et au besoin il aurait pu avoir recours à une des carrières voisines où se taillent des blocs bien plus grands.

3° Les trois groupes se trouvent aux abords de voies Romaines.

Aucun doute que la voie sortant de Quimper vers le nord ne se bifurquât au lieu dit *le Penity*, à deux kilomètres de Guélen. La branche de droite conduisait à Briec et Carhaix : la branche de gauche courait vers Pleyben en passant devant l'entrée actuelle de Guélen, à 200 mètres de la statue.

Non loin de Kerlot, au lieu de *Bel-Air*, était un établissement romain important. De ce point on pouvait suivre, il y a peu d'années, une vieille grande route que le plan cadastral figure, que la culture a coupée en plu-

sieurs endroits, mais qui se reconnaît encore. On la nomme le *chemin du Roi Gradlon*, expression qui en Cornouaille signale les voies romaines. Elle passe à 300 mètres de Kerlot.

Enfin, à peu de distance de Saint-Mathieu, au voisinage du château de Guernanchanay, pas un voyageur qui ne soit frappé de l'aspect presque monumental que garde la route aujourd'hui déclassée de Plouaret à Plonevez-Moedec. C'est l'ancienne voie de Coz-Yeaudet à Carhaix. Elle passe à douze ou quinze cents mètres de Saint-Mathieu¹.

4° Il paraît que la plupart des sculptures analogues trouvées dans les provinces Rhénanes étaient non loin de fleuves ou de rivières, et à l'approche de *gués*. Il en est autrement de nos trois groupes bretons. Guélen et Kerlot sont sur des plateaux élevés, à trois kilomètres de l'Odet, qui passe à Quimper ; et le cours d'eau qui coule au fond de la vallée voisine de Saint-Mathieu ne mérite pas le nom de rivière².

5° Le volume et le poids de ces trois groupes ne permettent pas de croire qu'ils aient autrefois été élevés sur des *colonnes*, quelque trapues qu'on les suppose.

1. Cette voie a été relevée par M. Gaultier du Mottay, de savante mémoire. Un peu plus loin on la nomme encore aujourd'hui *Pavé d'ir* (pavé d'acier) nom significatif. Elle coupe au delà de Plonevez la grande voie de Guingamp à Morlaix, que M. du Mottay a laissée à étudier. Aux parages où nous sommes l'étude sera facile et je la ferai : Les paysans appellent encore cette voie *Hend Coz Roman* (la vieille voie romaine). Le tracé encore visible est supérieur au tracé adopté au dernier siècle par le duc d'Aiguillon.

2. Je dois dire que, d'après la tradition, la statue déplacée avec la chapelle de Saint-Mathieu il y a environ trois siècles, était auparavant presque au bord du ruisseau. Il ne faut pas que la première syllabe du mot *Guélen* fasse illusion. Le mot semble employé pour *Quelen* ou *Kelen* (houx). Un aveu de 1681 écrit *Guellen*, autrefois *Guellan*, mot dont la décomposition donne *Guel-lan* (bonne lande).

VII

Que représentent ces groupes ? Est-ce une lutte ? est-ce un triomphe ?

M. Prost a pu reconstituer le groupe de Merten. Il a montré le cheval cabré, le cavalier dans un mouvement violent élevant le bras droit ; une des têtes postérieures de l'anguipède ouvrant une gueule menaçante qui contraste avec la résignation empreinte sur le visage humain de l'anguipède. Dans cette restitution le cavalier est un triomphateur, soit, mais qui n'est pas assuré de sa victoire puisqu'il semble combattre encore ; l'anguipède est un vaincu, mais un vaincu qui semble essayer une dernière résistance.

Dans nos trois groupes bretons rien de semblable. Nous ne pouvons voir en eux que ce que M. Voulot a vu à Portieux « un cavalier assis tranquillement, » sûr de son cheval auquel il rend les rênes et sûr aussi de l'anguipède, dont les replis lui servent d'étriers (Voir ci-après.)

Si le cheval se cabre ce n'est pas qu'il résiste, puisqu'il obéit au mouvement qu'indique le cavalier ; nous ne voyons pas les têtes humaines des anguipèdes et nous ne savons pas si ces têtes exprimaient la résignation, comme à Portieux et à Merten. Mais ce que nous voyons dans nos trois groupes, c'est que les anguipèdes portent complaisamment le cheval et le cavalier ; à Kerlot et à Saint-Mathieu les serpents semblent exciter le cheval, comme à Portieux, mais ne le menacent pas comme dans la restitution du groupe de Merten.

Ainsi l'anguipède est un vaincu et qui accepte la sujétion du vainqueur ! Entre eux deux l'entente est parfaite. La preuve, c'est le mouvement sur la droite au-

quel tous les deux coopèrent. Je dis plus : c'est, semble-t-il, de l'anguipède que vient la direction. Il guide le cavalier. Voyez plutôt :



Le cavalier n'a d'action que sur le cheval. Il le range à droite. Mais le cheval, pris dans les replis de l'anguipède, ne peut obéir au cavalier, si l'anguipède ne rampe pas à droite. Le cavalier lui-même est porté en même temps par le cheval et par l'anguipède : il n'a pu indiquer à son cheval la conversion à droite que parce que l'anguipède rampe vers la droite.

Donc, la direction vient de l'anguipède. Il rampe vers la droite : il entraîne à droite tout ce qu'il porte, che-

val et cavalier ; et le cavalier favorise le mouvement en rangeant son cheval à droite, soin superflu puisque le cheval porté par l'anguipède ne peut aller qu'à droite.

Chose curieuse ! Cet acte du cavalier, inutile au mouvement du groupe, semble aux différents sculpteurs indispensable à marquer. Les trois groupes de Guelen, Kerlot et Saint-Mathieu diffèrent par plus d'un détail ; ils s'accordent sur ce point : le cavalier rangeant le cheval à droite.... Cette unanimité est-elle donc fortuite ? Nous reviendrons tout à l'heure sur ce point.

VIII

Mais auparavant quel est ce cavalier triomphateur et quel est son nom ? En Basse-Bretagne, il a trois noms que je puis vous dire.

A Guelen, le cavalier est nommé le *Chevalier* parce que de temps immémorial et jusqu'à 1789 la redevance féodale d'une terre voisine était déposée sur la croupe du cheval¹.

Au milieu des debris de l'ancienne abbaye de Kerlot, on voit dans le cavalier Saint Georges terrassant le dragon de la Cappadoce.

Près de la chapelle ruinée de Saint-Mathieu, le cavalier est tout naturellement Saint Mathieu, l'évangéliste : et si avec moi, vous vous étonniez de voir Saint Ma-

1. C'est l'affirmation de la propriétaire de Guélen, une paysanne très intelligente qui mérite, sans y prétendre, le titre de *paléographe*. Elle lit les actes du XVI^e siècle, et c'est dans un de ces actes, malheureusement détruit, qu'elle a puisé ce renseignement. L'abbé Penareun tenait le même renseignement de son père. Beaucoup ne voyaient dans le groupe que le *cheval*. Quand je ramenaï à Quimper la sculpture désormais *mienne*, j'entendais le long de la route cette exclamation en breton et en français : « Le *cheval* de Guélen qui s'en va à Quimper ! »

thieu, à cheval, il vous serait dit ce que j'ai entendu :
« Eh ! ne savez-vous pas, comme tout le monde, que
« Saint Mathieu, avant de suivre le Seigneur, était com-
« mis à cheval des contributions indirectes ? »

Mais ces désignations ne peuvent être transportées aux cavaliers trouvés dans la région rhénane. Les savants en ont cherché d'autres ; et c'est ici qu'il faut lire et relire les instructifs mémoires de MM. Prost et Voulot.

Ces deux savants sont d'accord sur un point : c'est que ces sculptures appartiennent aux premiers siècles de l'ère chrétienne. Mais sur le reste ils diffèrent d'opinions.

Dans son premier mémoire, M. Prost, avec la modestie et la réserve de la science doutant d'elle-même, ne se prononce pas : il propose des hypothèses.

L'anguipède est, dans l'iconographie mythologique, comme le serpent dans l'iconographie chrétienne, la personnification du revolté, de l'ennemi, du mal vaincu. Le *cavalier* et l'*anguipède* représentent-ils la victoire du bien, du juste, sur le mal ?

Ce cavalier vainqueur serait-il, non un dieu de l'Olympe grec ou romain (les grands dieux ne sont pas représentés à cheval), mais un dieu *local* appartenant au panthéon gaulois ?

Serait-ce simplement un chef romain vainqueur dans quelque invasion barbare ?

Après l'apparition de nos groupes bretons, M. Prost semble incliner à cette conclusion : « Ces groupes seraient une image allégorique non d'une victoire spéciale et déterminée ; mais en général du triomphe des armes romaines, image employée dans les Gaules avec des applications diverses selon les temps et les lieux. »

Je remarque que M. Prost ne semble aucunement se préoccuper du *détour sur la droite* ; au contraire

M. Voulot insiste très vivement sur ce point et je crois qu'il a raison. M. Voulot m'écrivait récemment : « Je connais trente-sept groupes plus ou moins complets. Il n'en est pas *un seul* qui marque une conversion à *gauche* ; et, dans tous ceux dont l'état de conservation permet de reconnaître la conversion, cette conversion est marquée à *droite*. »

Cette circonstance est-elle fortuite ? M. Voulot ne peut le croire ; et elle fournit, selon lui, la solution du problème.

M. Voulot n'admet aucune des hypothèses proposées par M. Prost. Pour lui, les groupes anguipèdes sont la représentation d'un mythe solaire « dont la caractéristique est justement le détour sur la droite. » Pour M. Voulot, le cavalier serait un dieu soleil, non pas Apollon représenté sur un char ou sous la forme d'un beau jeune homme à pied ; mais un dieu gaulois ou asiatique. L'anguipède amphibie représenterait la *Terre et l'Eau* ; et nous aurions dans ces groupes des images du « Soleil traversant en maître la *Terre et l'Onde*. »

A l'appui de cette thèse, M. Voulot décrit et dessine une curieuse sculpture trouvée au fond d'un puits antique à Grand (Vosges). Elle représente un jeune homme, la jambe gauche *en avant*, franchissant d'un bond un anguipède ayant un buste de femme, et, au lieu de jambes, deux serpents terminés par deux têtes. L'anguipède accroupi, appuyé sur une main, lève les yeux au ciel avec une expression de résignation ou de prière. Cet anguipède se tourne aussi vers la droite¹.

De plus M. Voulot rappelle qu'en février 1880 M. de Witthe présentait à l'Académie le dessin d'un miroir

1. J'ai essayé d'obtenir une photographie de cet anguipède ; mais la sculpture est placée dans un lieu peu éclairé et il n'a pas été possible de photographier le visage qui importait surtout.

étrusque représentant un jeune cavalier et auprès de lui un dauphin. Deux inscriptions placées au-dessous nomment le cavalier *Hercle* et le cheval *Laksta*¹. A ce propos, M. de Witthe rappelait l'assimilation que les Grecs faisaient de leur héros Heraclès (Hercule) au dieu Melgarth des Phéniciens. Le nom de *Hercle* répond à celui de Melgarth ; or, Melgarth, pour les Phéniciens, est le dieu *Soleil*. D'un autre côté, le dauphin considéré par les anciens comme amphibie, peut, selon M. Voulot, représenter la *Terre et l'Eau*.

L'analogie d'intention entre ces figures, notamment entre celle du jeune homme de Grand et les groupes anguipèdes, n'est-elle qu'apparente ? Si elle est réelle, comment trouver dans ce jeune homme l'image allégorique du triomphe des armes romaines ? En second lieu, comment, dans cette hypothèse, expliquer le détour sur la droite indiqué dans tous ces groupes, quelque différents qu'ils soient d'ailleurs ?

Me sera-t-il permis d'ajouter que, pour les Gaulois comme pour les Phéniciens, le *Soleil* était Hercule, symbole de la force. Le cavalier de Portieux, qui seul nous a été conservé entier, représente bien un Hercule ; or le cavalier de Guelen qu'avait vu le témoin interrogé par moi ressemblait par sa tête barbue, sa largeur d'épaules, son torse ramassé et trapu, au cavalier de Portieux.

Pour finir, citons l'opinion d'un autre savant :

M. Quicherat a présenté au comité historique un rapport sur le monument de Portieux². C'était en 1875, avant la découverte du monument de Merten et de nos groupes bretons. L'opinion de M. Quicherat se rapproche de celle de M. Voulot : il semble disposé à voir dans ces sculptures la représentation d'un *mythe ger-*

1. *Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1880, p. 6.

2. Œuvres posthumes *Mélanges d'archéologie et d'histoire*. Rapport au Comité historique sur le groupe de Portieux.

manique introduit en Gaule et porté jusqu'en Auvergne; nous pouvons dire aujourd'hui jusqu'au fond de l'Armorique.

IX

En voilà assez.....

Ce n'est pas moi qui aurai l'audace de me prononcer entre les savants que j'ai cités; je ne suis qu'un curieux contant ce qu'il a vu, essayant de redire ce que d'autres m'ont appris.

Le seul but que je me propose c'est de populariser la recherche, la *manifestation* de ces sculptures connues mais non remarquées jusqu'ici dans l'ouest de la France. Au mois de septembre dernier, l'*Association bretonne*, qui a rendu tant de services à l'histoire et à l'agriculture en Bretagne, tenait ses assises annuelles à Saint-Pol-de-Léon. J'ai présenté là les trois anguipèdes bretons, encourageant de mon mieux mes auditeurs à nous en présenter d'autres.

Je m'adressais surtout aux hommes éclairés qui habitent la campagne et qui visitent les points les plus reculés par plaisir, comme les chasseurs, par devoir comme les prêtres. Ceux-ci étaient nombreux dans l'auditoire du Congrès et je leur disais : « Vos prédécesseurs, les premiers apôtres chrétiens, avaient horreur de ces monstrueuses figures représentant la nature humaine unie à la brute. Ils en ont brisé les têtes pour les rendre méconnaissables; et ils ont eu raison, puisque c'était le moyen de mettre un terme à des pratiques idolâtriques. Que les ecclésiastiques nous signalent aujourd'hui ce qui reste de ces figures. Ils peuvent le faire sans scrupule. L'idolâtrie n'est plus à craindre, et les

anguipèdes ne peuvent plus être qu'un objet de curiosité. »

Sans avoir la peine de chercher, on en trouvera. Des groupes anguipèdes sont connus de beaucoup, *en tant que statues*, comme étaient connus ceux de Guelen, de Kerlot et de Saint-Mathieu ; mais on n'a pas su y *démêler* l'anguipède. Voilà l'anguipède décrit et dessiné ! Voilà son signalement donné ! Les yeux désormais verront mieux. Les groupes nouveaux seront étudiés, comparés entre eux ; et quelque jour, il faut l'espérer, le cavalier mystérieux laissera échapper le secret de son nom.

J. TRÉVÉDY.

*Ancien président du Tribunal de Quimper,
Vice-président de la Société archéologique du Finistère.*

LA FAMILLE TURPIN

DE TENNIE ET DE LA RENAUDIÈRE

La famille Turpin de Tennie et de La Renaudière semble originaire du Mans ou de ses environs. Elle tient cependant au Bas-Maine à cause du mariage clandestin contracté en 1416, par Guy Turpin, cadet de cette maison, avec Anne de Laval, veuve de Guy XIII¹.

Les Turpin de Tennie portaient comme armes : *Trois molettes d'éperon à cinq ou six branches sous un chef*². Il ne faut pas les confondre avec les Turpin de Crissé³ qui blasonnaient : *Losangé d'argent et de gueules*, les Turpin de La Turpinière⁴, les Turpin d'As-

1. Pour plus de détails voir mon récent travail intitulé : *Anne de Laval et Guy Turpin*, imprimerie Moreau, à Laval, 1888, petit in-8° de 95 pages.

2. Voir la planche reproduisant les sceaux de Jean et de Guy Turpin, de 1370 à 1416.

3. Plusieurs membres de la famille Turpin de Crissé portèrent le prénom de Guy, comme quelques seigneurs de Tennie. En 1378, on trouve mention de « noble homme messire Guy Turpin, » chevalier, seigneur de Crissé et de La Chaise-le-Vicomte, » fils de Guy Turpin et petit-fils d'un autre Guy. (Archives nationales, JJ 113, fol. 170, n° 349).

4. En Anjou. *Ecu à la croix losangée d'argent et d'azur, au chef d'or, chargé d'un lion naissant de gueules* (Gohory). Bibl.

signy¹, les Turpin de Vauvredon², les Turpin du Limousin³, et quelques autres familles homonymes.

Jean Turpin, seigneur de Tennie et de La Renaudière à Saint-Julien-en-Champagne, épousa en 1365 noble demoiselle Isabeau de Coesmes, fille de défunt Guillaume de Coesmes, chevalier, et d'Eustache d'Usages. Isabeau de Coesmes était cousine germaine de Jeanne de Laval-Châtillon, femme de Guy XII⁴.

Jean Turpin, chevalier, maître des eaux et forêts du roi, maître d'hôtel, gouverneur des finances et conseiller du duc d'Ajou, eut quatre enfants ; ce furent, *Jean*, qui devint seigneur de Tennie, *Guy*, *Isabeau* et *Marguerite*.

Je n'ai pas à raconter avec détails la vie de Guy Turpin, qui épousa clandestinement, en 1416, sa cousine Anne de Laval. J'ai exposé ailleurs les péripéties de cette curieuse affaire. Je citerai seulement, au sujet de ce personnage, deux documents que je viens de rencontrer. *Le premier* est une quittance, du 31 juillet 1418, par laquelle Antoine de La Marche, chevalier, confesse avoir reçu du receveur général des finances du duc de Bourgogne, la somme de 40 francs, laquelle lui

nat. *Pièces originales*, t. 2.898, *Turpin* 64.405, cote 61. — On rencontre le 21 juillet 1464, « magister Petrus Turpin, in legibus « licenciatus, dominus de Concorson (Concourson, canton de « Doué, dép. de Maine-et-Loire), canonicusque prebendatus « in ecclesia Andegaven., et scholaris studens in dicta universi- « tate Andegaven. » La seigneurie de Concourson appartenait à ce Pierre Turpin du chef de sa mère, « defunctam domicellam « de La Grezille. » (Arch. nat. X 2^a 30, fol. 401 à 403). — 1511, 6 juin. Jean Guyart, curateur de Pierre Turpin, mineur d'ans, étudiant en l'université d'Angers, fils de Gilles et neveu de Pierre Turpin. (Arch. nat. X 1^a 150, fol. 113 v^o).

1. Ile-de-France. *De gueules à la fasce d'or, surmontée de trois pommes de pin renversées de même.*

2. Berry. *D'azur à trois fasces d'or, à une tête humaine en profil, tortillée d'argent, en chef.*

3. *D'azur à trois besants d'or.* (Gourdon de Genouillac, *Recueil d'armoiries*, pp. 430 et 431).

4. *Anne de Laval et Guy Turpin*, p. 14.

1370-1416. SCEAUX DE JEAN ET DE GUY TURPIN



SCEAU DE JEAN TURPIN

Mandement daté du Mans, le 3 octobre 1370. — (Bibliothèque nationale. Titres scellés de Clairambault, tome 108, page 6487).



SIGNET DE GUY TURPIN, FILS DE JEAN

Quittance du 8 mars 1415 (v. s.) — (Bibl. nat. Pièces originales, tome 2899, Turpin 64407, cote 4).



SCEAU DE GUY TURPIN

Quittance du 6 août 1416. — (Bibl. nat. Pièces originales, tome 2899, Turpin 64407, cote 7).

avait été donnée par le dit duc pour les frais d'une mission à Paris en août 1417, « avec et en la compagnie « de messire *Guy Turpin, seigneur de Laval* ¹. » Le *second* est un mandement du 28 août 1418, daté de Paris, par lequel Jean, duc de Bourgogne, fait savoir aux gens de ses comptes à Dijon qu'il a alloué à ses « améz et féaulx chevaliers et chambellans, messire » *Guy Turpin* et messire Antoine de La Marche, « c'est assavoir au dit messire Guy VIII^{xx} frans et » et au dit messire Antoine XL frans, pour aler.... le » derranier jour de juillet derranièrement passé, dès » cette ville (de Paris) en certains lieux secrez, touchans » le bien de monseigneur le roy (Charles VI) et de tout » son royaume....². »

Ces deux documents éclairent particulièrement la dernière période de la vie de Guy Turpin alors qu'il s'était fait Bourguignon ³.

Jean Turpin, frère aîné de Guy, je l'ai dit plus haut, devint seigneur de Tennie, après la mort de son père. Ses descendants restèrent à Tennie pendant le XV^e siècle. Voici, à leur sujet, quelques renseignements qui n'ont pu trouver place dans mon travail *Anne de Laval et Guy Turpin*.

1410, 29 novembre. Transaction où apparaît « Jehan » Turpin, seigneur de Tanie ⁴. »

1453. Guy Turpin, seigneur de Tennie, reprend un procès de 1418 entre Jean Turpin et Anne de Laval ⁵.

1. Archives de la Côte-d'Or. B, 11.939. — Henri Stein, *Olivier de La Marche, historien, poète et diplomate bourguignon*. 1888. p. 156, n° IX.

2. Arch. de la Côte-d'Or, B, 11.939. — H. Stein, *Olivier de La Marche*, p. 157, n° X.

3. Voir dans *Anne de Laval et Guy Turpin*, le § : III *Guy Turpin abandonne les Armagnacs pour se faire Bourguignon*.

4. Chartrier de Sourches.

5. Arch. nat. R5 383. fol. 227. — En 1458 ; R5 386, fol. 281.

1454 (v. s.) 22 février. Continuation d'un procès entre Guy Turpin, Tanneguy Le Breton, bâtard, chevaliers, Jeanne Turpin, femme dudit bâtard, contre feu Lancelot de Feschal et Philippe de Ladivy, sa femme, au sujet de la succession de défunts Jean de Coesmes, chevalier, et Morete de Coesmes, sa sœur. Philippe de Landivy était alors remariée avec Michel de Saint-Amand¹.

1456. Baillée par Guy Turpin, chevalier, seigneur de Tennie, à Jean Briolay, de 4 journaux de bois « ès Géméreaux, » pour 10 sous tournois de rente et 4 deniers de cens².

1458, novembre. Guy Turpin, chevalier, seigneur de Tennie³.

1459, 1^{er} octobre. Vente par « messire Guy Turpin, » chevalier, seigneur de Tennyne.... à noble homme » Guillaume Bouchet⁴, escuier, seigneur de Quesnet-tes » de la somme de 50 sous tournois de service et « d'une foy et hommaige⁵. »

1464, novembre. Guy Turpin, chevalier, seigneur de Tennie, reprend le procès de feu Jean Turpin, au sujet de 45 sous d'amende en quoi il avait été taxé envers la dame de Laval, à l'assise d'avril 1418 (v. s.)⁶.

1466. « Deffaut à Jehan Turpin, escuyer, seigneur » de la Penne⁷, cité vers cour, où il est convenu pour » avoir, à port d'armes et grant assemblée de gens, puis » certain temps, batu et mutillé le seigneur de La Sau-

1. Arch. nat. X 1^a 84, fol. 177.

2. Arch. de la Sarthe, H 830. *Inventaire*, t. III, p. 364.

3. Arch. nat. R⁵ 386, fol. 132 v^o.

4. Mari de Jeanne de Vassé.

5. Chartrier de Sourches.

6. Arch. nat. R⁵ 391, fol. 274.

7. La Panne dans la commune de Bazouges près de Château-Gontier ? Les Turpin, seigneurs de La Penne, étaient de la même famille que les Turpin de Tennie. Comme eux, ils portaient 3 molettes d'éperon sous un chef.

» gère¹, et plusieurs de ses gens, jusques à grant
» nombre, et a esté donné ledit deffaut, non obstant que
» René Vachereau se soit efforcé exoiner ledit Turpin
» de ce qu'il dit qu'il est allé au mandement du roi,
» parce que dudit mandement n'est en rien apparu². »

1466, 2 mars. Transaction entre Guillaume Bouchet, écuyer, seigneur de Sourches, et « messire Guy Turpin, » chevalier, seigneur de Tennie³. »

1470, 2 mai. 1471, 28 avril. Jean Turpin, écuyer, seigneur de La Penne, panetier du roi, donne quittance de gages. Son sceau porte un écu chargé de 3 *molettes d'éperon sous un chef*⁴.

1471 (v. s.). 17 janvier. « Jehan Turpin, escuier, » sieur de La Prune (*sic* pour *Penne*), conseiller et premier panetier du roy », reconnaît avoir reçu certaines sommes d'« honorable homme Robert Le Fèvre, » escuier, receveur des aides et tailles en la ville et » viconté de Caen⁵. »

1474. Baillée aux religieux de l'abbaye de Champagne par noble homme Joyeux Turpin, seigneur de Tennie, de 17 journaux de terre aux Gemeraux, moyennant 60 sous tournois de rente⁶.

1485. Transaction entre Jean Turpin, seigneur de Tennie, et les religieux de l'abbaye de Champagne⁷.

Au XVII^e siècle la châtellenie de Tennie était une

1. La Saugère, fief en Saint-Brice.

2. Arch. nat. R⁵ 392, fol. 107.

3. Chartrier de Sourches.

4. Bibl. nat. mss. Clairambault, 1107, fol. 286.

5. Bibl. nat. mss. *Pièces originales*, t. 2898, *Turpin* 64405, cotes 6 et 7.

6. Arch. de la Sarthe, H 830. *Inventaire sommaire*, t. III, p. 364.

7. Ibidem.

possession de la famille Le Clerc¹ ; en 1700 et plus tard elle était entre les mains de « messire Jacques-Abraham de La Framboisière, prêtre, recteur de la paroisse de Gaël, en Bretagne². »

A. LEDRU.

1. 1629, 4 mai. « Pierre Le Clerc, chevalier, seigneur des Roches (en Morannes), de la châtellenie de Tanye, et du Plessis-Roland à Précigné, demeurant en son chasteau de Tanye. » Etude de M. Brisseau, notaire à Précigné.

2. *Inventaire sommaire des archives de la Sarthe*, t. I. supplément, p. 32, t. III, p. 365.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

LEFEBVRE DE CORBINIÈRE.

Ce personnage n'a laissé, que nous sachions, aucun écrit imprimé; mais il a été l'objet de plusieurs *Eloges funèbres* que nous croyons devoir signaler aux curieux qui s'intéressent à la bibliographie du département de la Mayenne.

Jean-François Lefebvre de Corbinière était le huitième enfant (sur dix) d'un médecin de Meslay. Né en cette ville, le 21 décembre 1751¹, il fut élevé au collège de Château-Gontier, où il remporta plusieurs prix.

Il se rendit à Paris, à l'âge de 17 ans, pour y étudier le droit et travailler pendant plusieurs années chez le sieur Samay, procureur au Châtelet.

Reçu avocat en 1776, il continua à travailler le droit pendant quatre ans, puis acheta une charge de procureur au Châtelet, dans laquelle il se fit installer, le 15 avril 1780. Electeur de 1789, Lefebvre de Corbinière ne semble pas avoir été inquiété pendant la Révolution. Après le 9 thermidor, il fut nommé juge au tribunal du 3^{me} arrondissement de Paris. Conservé dans ses fonctions, en l'an IV, puis en l'an V, il fut encore nommé,

1. Il était fils de François Lefebvre et de Jeanne-Renée Châlot.

en l'an VII, suppléant du tribunal de cassation et devint, en l'an VIII, vice-président du tribunal d'appel séant à Paris.

Il était, en même temps, l'un des administrateurs du Prytanée français (ancien collège Louis-le-Grand) et avait obtenu du Corps Législatif qu'on restituât à ce collège ceux de ses biens qui n'avaient pas encore été vendus (décret du 25 messidor an V). Maintenu dans ces fonctions par le Premier Consul qui, par arrêté du 1^{er} germinal an VIII, avait divisé le Prytanée en quatre collèges dans lesquels devaient être reçus les fils des officiers et soldats morts en combattant pour la patrie, il était chargé de la surveillance particulière du collège de Saint-Cyr.

Lefebvre de Corbinière venait souvent dans la Mayenne, où il possédait quelques propriétés, et était le bienfaiteur de treize neveux ou nièces dont il dirigeait l'éducation. Le 27 fructidor an X, il partait pour Meslay. Le 5 vendémiaire an XI il annonçait à sa femme Marie-Elisabeth Sarrau de Valsigny, son prochain retour ; mais, atteint par l'épidémie qui régnait dans le pays sous le nom de fièvre rémittente bilieuse, il expirait le 14 frimaire suivant.

Le 13 nivôse an XI, le citoyen Crouzet, directeur du collège de Saint-Cyr, prononçait l'*Eloge funèbre* de M. Lefebvre de Corbinière, en présence des autres administrateurs du Prytanée et des députations des élèves des collèges de Paris et de Compiègne, annexes de celui de Saint-Cyr. Ce discours a été imprimé et fait partie de notre collection.

« Eloge funèbre de Jⁿ-F^{ois} Lefebvre de Corbinière,
» administrateur du Prytanée et vice-président du tribu-
» nal d'appel séant à Paris, prononcé le 13 nivôse an
» XI de la République, dans le chef-lieu du Pryta-
» née, en présence de l'Administration générale, d'une

» députation des divers Tribunaux et des Collèges
» de Paris, de Saint-Cyr et de Compiègne, par le
» citoyen Crouzet, directeur du collège de Saint-Cyr,
» membre associé de l'Institut National, de la Société
» d'Agriculture et Beaux-Arts de Calais, ancien professeur de rhétorique et principal du collège de Montaignu en l'Université de Paris. »

Paris, imprimerie de Gillé fils, in-8 de 31 pages.

« Avec cette épigraphe : *Multis ille bonis flebilis occidit, nulli flebilior quàm mihi* (HORACE. Odes). »

M. Lefebvre de Corbinière était en même temps membre de l'Académie de Législation, fondée l'année précédente, et fut l'objet d'un second *Eloge funèbre* prononcé dans la séance de cette Académie du 1^{er} pluviôse an XI.

« *Eloge funèbre* de Jean-François Lefebvre de Corbinière, vice-président du tribunal d'appel séant à Paris, l'un des administrateurs du Prytanée français, membre de l'Académie de Législation, décédé à Meslay, le 14 frimaire an XI, prononcé par le citoyen Caillé, défenseur officieux, membre de l'Académie de Législation et de plusieurs autres sociétés savantes, dans la séance de cette Académie, à Paris, le 1^{er} pluviôse an XI. »

Nous ignorons si ce second *Eloge funèbre* a été imprimé à part, mais nous l'avons trouvé recueilli dans l'Etat du G. . O. . de France (tome 1^{er} de la reprise, 3^{me} partie de l'année 5804, page 68), auquel Lefebvre de Corbinière était sans doute affilié.

CHEVRAYE DE MARTHEBIZE.

M. Chevraye de Marthebize a donné, en 1733, une nouvelle édition de la *Coutume d'Anjou*, imprimée à Château-Gontier, chez Joseph Gentil, laquelle a été

signalée déjà par M. l'abbé Esnault dans ses *Notes historiques et bibliographiques sur le Maine* (n° 13, *Revue du Maine*, année 1883, Tome XIII, page 371) d'après le catalogue de vente rédigé d'une façon incomplète de la Bibliothèque de M. Laubespín, de Rennes,

Guy-Pierre Chevraye de Marthebize, docteur en droit, président au Présidial de Château-Gontier, fut tué, en 1757, d'un coup de pierre, au cours d'une discussion, par un de ses voisins qui lui en voulait en raison d'un procès perdu devant le Présidial de Château-Gontier et était venu le braver, en chassant sur ses terres malgré sa défense, jusque sous les fenêtres de son château de Marthebise en Nuillé-sur-Vicoin. Sa veuve, Marie-Madeleine Sourdille de la Valette, intenta contre le meurtrier un procès dont on retrouve des traces aux *Archives Départementales de la Mayenne*, série B. 1081.¹

L'imprimeur de l'édition de la *Coutume d'Anjou* de 1733, déclare, dans un *Avis au lecteur* placé en tête du volume, que c'est M. Chevraye de Marthebize qui a bien voulu se charger de préparer son travail en collationnant les textes des diverses éditions antérieures des dites coutumes : « Ce travail était au-dessus de mes forces, si je m'en suis tiré avec quelque honneur, j'en ai l'obligation à M. Chevraye, seigneur de Marthebize, docteur en droit, président au Présidial de Château-Gontier. »

Nous donnons ci-dessous la description de ce volume d'après l'exemplaire qui est entre nos mains :

« Coutume du Duché d'Anjou, réduite en XII parties par nouvel ordre, par M. Baltasard Durson, conseiller et avocat du Roy en l'élection de Saumur. Avec une table générale de tous les articles tant

1. L. de la Beauluère. — *Notice historique sur la commune de Nuillé-sur-Vicoin*, page 55.

« de l'ordre ancien que du nouveau. Et une table des
« XII parties, comme aussi des articles de la Cou-
« tume d'Anjou non compris en celle du Maine. Et
« pareillement les articles du Maine qui ne sont en
« Anjou. Vu et corrigé par M. C. de M., P. au P. de C.
« A Château-Gontier, chez Joseph Gentil, imprimeur
« et marchand libraire, 1733, avec approbation et pri-
« vilège du Roy. »

1 vol. in-12, de XI folios prélim., 372 p. p. num. et
17 folios pour la table et le privilège.

E. QUERUAU-LAMERIE.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 2 FÉVRIER 1888.

La séance est ouverte à deux heures, sous la présidence de M. Floucaud de Fourcroy.

Sont présents : MM. Floucaud de Fourcroy, Cornée, de Martonne, Perrot, Garnier, de la Broise, Lecomte, Richard, de Lorière, Moreau, membres titulaires.

Et MM. Le Breton, L. Delaunay, Chiron du Brossay, Trévédy, d'Hauterive, de la Beaulière, Œhlert, Chomereau, membres correspondants.

CASTELLUM DE JUBLAINS.

M. le président donne lecture d'une lettre de M. Chedreau, président de la Société Archéologique de Mayenne, qui est adressée à M. le Préfet. Cette lettre fournit sur le castellum de Jublains d'intéressants détails :

M. Chedreau, après avoir rappelé un projet de construction de musée qui devait avoir lieu à frais communs

entre la Société Archéologique de Mayenne et la commune de Jublains, mais qui a échoué par suite d'une combinaison nouvelle adoptée par cette dernière, formule ainsi son opinion sur les dégradations des murs gallo-romains :

« Les dégradations qui se sont produites aux murs
» du bâtiment intérieur du camp sont plus apparentes
» que réelles.

» Les travaux de préservation et de conservation
» qui ont été effectués en 1867 sous la direction de
» M. Darcy, architecte de la Commission des Monu-
» ments historiques, au moyen de chapes de mortier de
» chaux hydraulique recouvertes de gazon, ont conservé
» les murs eux-mêmes ; mais les revêtements inté-
» rieurs de ces murs, composés de pierres de petit
» appareil, n'étant pas liés aux murs et n'ayant été
» placés que comme un placage, étaient déjà tombés
» en partie à l'époque des travaux et pour une autre
» partie tendaient à s'écarter des murs et à tomber
» dans un avenir plus ou moins éloigné. Il en tombe en
» effet de temps à autre et l'intérieur des murs se
» trouve à nu. Pour remédier à cela, M. Boëswillwald,
» inspecteur général des monuments historiques, avait
» proposé des reprises en sous-œuvre avec les anciens
» matériaux ; mais comme c'était un travail de restau-
» ration qui ne pouvait être fait que par des ouvriers
» spéciaux, qu'il aurait été très coûteux et aurait exigé
» des dépenses plus que doubles du montant des crédits
» alloués, crédits suffisants seulement pour les travaux
» de préservation des murs, M. Darcy ne crut pas de-
» voir donner suite à cette proposition.

» La réfection de ces revêtements ne pourrait donc
» pas rentrer dans les travaux d'entretien dont a été
» chargé M. le Conservateur.

» En dehors de la chute de quelques parties des
» revêtements, en petit appareil, des murs du bâtiment

» intérieur, aucune autre dégradation sérieuse ne s'est
» produite.

» Les gazons placés sur la maçonnerie préservatrice
» de l'angle sud du bâtiment intérieur avaient été mal
» établis et menaçaient depuis quelques années de
» glisser en masse. Des réparations partielles à ces
» gazonnements n'auraient servi à rien et il était préf-
» rable d'attendre qu'ils fussent tombés, ce qui a eu
» lieu au cours de l'été dernier. Ces réparations de
» gazonnements se font habituellement à la fin de l'au-
» tomne ou au commencement du printemps. Tous ces
» gazonnements vont être refaits et seront probable-
» ment terminés avant quinze jours. Des ouvriers sont
» chargés de rétablir les palissades et les clôtures dont
» le bois est pourri ; ils s'occupent de ces réparations,
» qui seront achevées très prochainement.

» 170 fr., restant sur le crédit de 200 fr. de 1886
» n'ont pas encore été employés, et les 200 fr. de 1887,
» qui seront touchés au mois de mars, seront plus que
» suffisants pour faire face à ces réparations.

» Si sur ces crédits il restait quelque chose, je pour-
» rais, au printemps prochain, essayer dans une partie
« du monument peu apparente, de faire rétablir par
» des ouvriers du pays quelques portions du revête-
» ment en petit appareil, et si ce travail peut être fait
» de manière à ne pas nuire au caractère de ruines que
» doit conserver et présenter le monument, je pourrai
» alors solliciter un crédit pour réparer et rétablir tous
» les revêtements tombés ou qui menacent de tomber.

» En attendant je fais placer des planches et des
» étançons pour maintenir les parties du revêtement
» qui menacent le plus et que les intempéries de l'hiver
» pourraient faire tomber (3 décembre 1887.)

ACHAT DU FORT DE RUBICAIRE.

M. Perrot rend compte des opérations dont il a bien voulu se charger pour poursuivre l'achat de Rubicaire. Une somme de 533 fr. 92 a été payée.

M. le Président et le Bureau sont chargés de faire le nécessaire pour obtenir l'acceptation par le Département du don de l'immeuble, don qui, dès l'origine, a été dans les vues de la Commission.

LA MERCERIE, PRÈS LAVAL : FRAGMENT DE CERCUEIL
MÉROVINGIEN.

M. Perrot annonce que récemment, dans une carrière de sable, à la Mercerie, près Laval, on a découvert un fragment de cercueil mérovingien. Il y a lieu de supposer que ce vestige n'est pas isolé. Cette opinion est d'ailleurs corroborée par des faits antérieurs.

SIGILLOGRAPHIE DES SEIGNEURS DE LAVAL.

M. le Président annonce que, jusqu'à présent, les frais de gravure des clichés représentent, pour la part de la Commission, une somme de 336 fr. 37.

Une grande partie de la *Sigillographie* a déjà paru, et cet ouvrage fait le plus grand honneur à ses auteurs, MM. A. Bertrand de Broussillon et Paul de Farcy.

GROTTE DE THORIGNÉ.

Communication est donnée d'une lettre de M. l'abbé

Maillard, relative à ses fouilles de la grotte de la Chèvre.

Il ressort de cette lettre que M. l'abbé Maillard a entrepris de fouiller 40 ou 50 mètres cubes de terres qui se trouvaient encore à l'entrée de la caverne. Les travaux ont amené la découverte de nombreux silex taillés, ossements, dents de renne, ours, cheval, rhinocéros, etc., et une molaire de mammoth pesant 700 grammes, qui gisait à 0^m 50 de la surface. Malheureusement le propriétaire du terrain, qui pourtant avait autorisé les fouilles, est revenu sur sa décision première et M. Maillard a dû interrompre ses travaux.

LES MONNAIES DE TORCÉ-EN-CHARNIE.

M. d'Hauterive, membre correspondant, donne lecture d'une note que l'on trouvera à la page 82.

BIJOUX MÉROVINGIENS TROUVÉS A JAVRON.

M. E. Moreau présente quelques objets mérovingiens qui viennent d'entrer récemment au musée de Laval. Ils ont été trouvés par M. l'abbé Lecarpentier dans le jardin du presbytère de Javron ; le cercueil qui les renfermait contenait en outre quelques ossements. Deux autres cercueils étaient vides.

La pièce principale de la trouvaille consiste en un collier de verre verdâtre dont plusieurs perles sont émaillées.

VESTIGES GALLO-ROMAINS A LA BOISSIÈRE, COMMUNE DE LOUPFOUGÈRES.

M. Montagu, instituteur à Hardanges, signale à la

Boissière, dans la commune de Loupfougères, des fondations et des restes de murs en petit appareil, ainsi que de nombreuses briques téglulaires et autres.

Le point sur lequel M. Montagu a relevé ces vestiges est très élevé (217^m). Il se trouve au nord-est de Jublains. De ce point on aperçoit Jublains, la vallée de l'Aisne et les collines de Normandie.

L'aire du poste semble avoir environ 60 mètres de longueur sur 20 de largeur. On remarque encore des fossés assez profonds.

NOTES COMMUNIQUÉS PAR M. DE MARTONNE.

Viviers-en-Charnie. — Près de la ferme de la Houssière, non loin de la route qui conduit de Viviers à Blandouet, sur le penchant d'un coteau, au sommet d'un rocher taillé par la nature en forme de muraille, dans une situation spéciale, qui s'ouvre d'un côté sur les Coëvrons et de l'autre sur la Charnie, se dresse un dolmen nommé dans le pays : *La Pierre-Sabot* ou *La Chaire-au-Diable*. Il se compose d'une table inférieure ou base, mesurant : de tour 17^m 7 ; dans sa plus grande largeur 5^m ; épaisseur 1^m 40 ; longueur 5^m 70. Au dessus, supportée à la fois par deux petites pierres isolées et par un renflement extrême et brusque de la base, on remarque une pierre plus petite dont le tour est de 10^m 20, l'épaisseur 1^m 10 et la longueur 4^m 10.

Le dolmen de la Houssière, curieux par sa construction peu commune et par l'emplacement choisi, mal connu d'ailleurs¹, n'a jamais été couvert de terre. Il ne

1. Ce dolmen a été signalé pour la première fois, vers 1876, par M. E. Perrot. Il est cité dans *Notice sur la Carte Préhistorique du Département de la Mayenne* publiée en 1878 par M. E. Moreau (Soc. fr. d'Arch. ; Congrès du Mans et de Laval, 1878.)

paraît pas avoir servi de sépulture autrefois et n'a aucun caractère de tombelle ou tumulus. Son rôle me semble s'être toujours borné à servir de signal, d'indication de limites aux abords de la grande forêt de Charnie.

Voutré. — Dans ce village, près de la maison d'école, à la rencontre de deux chemins, on peut voir une croix appelée la *Croix au Saint Noir*.

En effet, sur le croisillon de pierre est attaché, par une sorte de cerceau en fer, un Christ en cuivre, qui a été peint en vert à l'époque révolutionnaire, pour le soustraire à la réclamation officielle des cuivres.

Cette figure, d'un beau caractère simple et religieux, m'a paru très ancienne, peut-être du XV^e siècle, à cause de l'écourtement de la tunique. Ce genre de croix se rencontre rarement dans nos contrées.

Hambers. — Le château de Chelay, près de la route de Jublains à Hambers, n'est qu'une ruine du XIII^e siècle, étouffée par les arbres.

On n'y voit plus que des fenêtres et des portes enterrées à demi. Les retombées des voûtes, les nervures croisées, les arêtes des arcs, indiquent encore une division en trois chambres basses, sans compter l'étage supérieur. On assure que ce château a été possédé par une famille qui répondait au nom de *Requelquin*.

L'église de Hambers, malheureusement remise à neuf, possède un autel de Saint Sébastien, dans le style de la Renaissance, fort élégant. Le tombeau de l'autel se divise en trois parties : au centre une tête de mort, à droite et à gauche des os en croix, noués et accompagnés d'un cartouche avec inscription. Au dessus de l'autel, trois arcades plein-cintre, avec frontons triangulaires, ornées de rinceaux, abritent trois statues dont celle de droite seule paraît ancienne et représente un Saint Sébastien un peu païen, comme presque tous

ceux que l'on rencontre dans nos édifices religieux depuis le XVI^e siècle.

Au dessus de ces arcades, dans la corniche, on lit une inscription qui a été estropiée par le sculpteur et le doreur et qu'il faut rétablir ainsi : « MORS JUDICIUM, GEHENNA, AUT GLORIA ; HÆBR, » c'est-à-dire tiré des épîtres de Saint Paul aux Hébreux.

Toute cette construction, légère et gracieuse, a été peinte en blanc, et tous les ornements relevés en or ou en argent vif, ce qui est d'un effet désastreux. Il eût été préférable de laisser l'autel en pierre grise dans sa simplicité austère ; mais il serait aisé de le rétablir dans son état primitif.

Sur le linteau extérieur d'une porte latérale on voit un écusson dont les armoiries se blasonnent ainsi : de.... aux trois fasces danchées.

ANCIENNE ÉGLISE DU GENEST.

M. J.-M. Richard communique la note suivante :

Deux marbres contenant des inscriptions ont été recueillis. L'un, placé au sommet de l'autel de Notre-Dame de Pitié, est de forme ovoïde ; le grand axe horizontal a 0^m27 de long, le petit axe vertical 0^m19. Sur cette pierre est gravée l'inscription suivante :

EX . DONO
MAGISTRI . GVILLELMI
CAILLON . HVIVS
PARROCH^{IAE} . RECTORIS
SVB . AVSPICIIS . VIRGINIS
MARIE . MATRIS
DOLORIS

De recherches faites par notre collègue, M. Trévédy, dans les registres paroissiaux du Genest qui

remontent à 1647, il résulte qu'à cette époque Guillaume Caillon était déjà curé du Genest et qu'il y mourut le 27 septembre 1669, âgé de 60 ans. C'est donc au milieu ou vers le commencement de la seconde moitié du XVII^e siècle qu'il faut placer la fondation et la construction de cet autel.

L'autre inscription est gravée sur une épaisse table de marbre bleu, longue de 1^m 07, haute de 0^m 35, dont les angles supérieurs sont supprimés et remplacés par une courbe et une contrecourbe.

Elle est disposée sur dix lignes en lettres de 0^m 02 de hauteur :

B. SVLPICII BITVRICV̄ QVONDA PRÆSV | LIS ET LOCI
HVIVS PATRONI CORPVS CVM | PER ANNOS SVpra 1200
IN SVO NAVENSI COE | NOBIO QVIEVISSET ANNO DNI
1617 M. 10. BRIANT BACALA | VREVS SORBONICVS ET
ECCLESIE HVIVS RECTOR ILLVC PEREGRI | NATIONE
INSTITVENS A REVEREN. ABBATE ET RELIGIOSIS NAVEN.
DONO | ACCEPIT NON EXIGVAM CAPITIS SS PATRONI
PARTEM CVM ATTESTATIONE | DEBITA QVAM DE LICENTIA
D. CŒNOMANEN. EPISCOPI HVC TRANSTV | LIT ANNO
SEQUENTI 27 AVGVST. ILLAM DEBITO CVLTV VENE | RARE
ET ORA PRO EO.

Ce saint Sulpice est l'archevêque de Bourges mort en 644, selon les auteurs du *Gallia Christiana*, inhumé à l'abbaye de Notre-Dame de la Nef, et dont la fête se célèbre le 17 janvier ; il est le patron de l'église du Genest.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

SÉANCE DU 19 AVRIL 1888.

La séance est ouverte à deux heures, sous la présidence de M. Floucaud de Fourcroy.

Sont présents : MM. Floucaud de Fourcroy, Couanier de Launay, de Martonne, Cornée, Perrot, Souchu-Servinière, de Farey, Garnier, Moreau, membres titulaires, et MM. Foucault, Grosse-Duperon, Chomereau, membres correspondants.

M. le chanoine Couanier de Launay offre à la Commission un ouvrage dont il est l'auteur : *Histoire des Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph (France et Canada)*.

M. Léon Maître envoie une nouvelle livraison de son ouvrage : *Les Villes disparues de la Loire-Inférieure*, et M. Gadbin un ouvrage auquel il a collaboré en fournissant des notes relatives au département de la Mayenne : *Confrérie du Rosaire*, par le P. Bernard Ducoudray.

M. l'abbé Foucault, chanoine de Laval, offre la première partie de sa *Chronique de Marigné-Peuton*, extraite de la *Revue de l'Ouest*.

CHRONIQUE DE MARIGNÉ-PEUTON.

Dans cette intéressante chronique, M. l'abbé Foucault nous apprend que la paroisse de Marigné-Peuton était connue dès le X^e siècle. Elle se nommait alors *Madrigneatum*, d'après un *Inventaire des Archives de la Sarthe*. Au XII^e siècle, le *Cartulaire du Ronceray* l'appelle de *Mariniaco*. Au XIII^e siècle, l'abbaye de la Roë écrivait : *In parrochiâ de Marrigné*. Nous trouvons paroisse de *Masigné* en 1547, et enfin de nos jours *Marigné*, auquel on a dû adjoindre le nom de *Peuton*, afin de ne pas confondre notre Marigné avec une autre paroisse du même nom, située près de celle de Daon.

Cette chronique nous montre la foi émanant des villes vers la fin du VII^e siècle et au commencement du VIII^e, pour s'étendre sur nos campagnes. Ce fut alors que les évêques, désireux de satisfaire les besoins spirituels des fidèles, envoyèrent des *chorévêques* ou évêques ambulants, *episcopi vagi*. Ils célébraient les offices dans les rares églises qui existaient à cette époque, baptisaient les enfants, mais ils ne faisaient pas leur séjour au milieu de leurs néophytes.

Vers la fin du VIII^e siècle, les églises s'étant multipliées rapidement, l'empereur Lothaire, par un capitulaire de l'année 824, défend d'en construire aucune sans la doter de douze arpents de terre et de deux serfs. Ce capitulaire ordonne de la démolir si les habitants refusent de remplir ces conditions. Le chapitre 146^e des lois de Charlemagne relatives au clergé dispose que les femmes doivent donner le linge nécessaire.

Ce fut dans le courant du IX^e siècle que les chorévêques, ne pouvant plus suffire aux nécessités du culte dans les campagnes, et les églises se trouvant pourvues d'une manière suffisante, un prêtre fut défini-

*

tivement attaché à chacune d'elles. Telle fut l'origine des curés.

Dans le Maine et l'Anjou ces fonctions, à cette époque, furent très souvent remplies par des membres de communautés religieuses. On cite plus particulièrement comme ayant fourni des sujets, Saint-Aubin d'Angers, la Couture du Mans, la Trinité de Vendôme et les Bénédictins de Marmoutier.

Les religieux qui vinrent desservir Marigné-Peuton appartenaient à la communauté de la Roë. Cette maison y avait fondé deux prieurés, ceux de Saint-Didier et de Saint-Blaise.

La demeure du prieur de Saint-Blaise, située près du cimetière de la paroisse, méritait d'être mentionnée ; aussi n'a-t-on pas oublié de la décrire.

La présentation à ce prieuré appartenait à l'abbé de la Roë et la nomination à la famille de Rohan.

Marigné était jadis du diocèse d'Angers ; mais l'Assemblée Constituante ayant divisé la France en départements (1790), cette paroisse fut incorporée dans celui de la Mayenne, et fit, en conséquence, partie du diocèse du Mans. Un siège épiscopal ayant été érigé à Laval en 1855, Marigné appartient maintenant à ce diocèse.

M. l'abbé Foucault nous fait ensuite connaître cette paroisse aux temps féodaux ; il nous montre comment elle dépendait de la sénéchaussée d'Anjou, et était un des 36 bureaux où se vendait le sel pour le pays relevant du grenier à sel de Craon.

Marigné, ajoute-t-il, faisait partie des 68 paroisses composant l'élection de Château-Gontier, et était une des 88 mouvances féodales du marquisat de cette ville.

On trouvera, dans cette chronique, les rôles de la répartition de la taille et des accessoires sur les habitants de Marigné, le nombre de ses feux à différentes

époques, sa population actuelle, le montant des impositions en 1885, les écoles de Marigné avec le nombre de leurs élèves, enfin la liste des prieurs, des curés, des vicaires et autres prêtres de la dite paroisse, depuis 1683 jusqu'en 1792.

Sous le titre de *Faits historiques*, on rencontre dans cet opuscule la description d'un temple protestant, situé à la ferme du Plessis, et qu'y fit élever le vicomte de Rohan en 1550. Guerroyant sans cesse avec ses voisins, on voit ce seigneur allant attaquer le château de la Rongère en 1568. Guillaume de Quatrebarbes le repousse vaillamment.

M. l'abbé Foucault nous fait voir ensuite qu'un grand nombre de prêches avaient été établis dans l'élection de Château-Gontier.

Il nous fait connaître les noms des familles de la contrée qui embrassèrent le Calvinisme, et ceux des familles restées fidèles à la foi catholique. Il explique pourquoi les premières revinrent si promptement au catholicisme, et cite à ce sujet un passage de M. Guizot tiré de son *Histoire de France*, qui nous apprend que Louis XIV, après la révocation de l'Edit de Nantes, (1685), déclara que tous ceux qui n'abandonneraient pas le protestantisme seraient à tout jamais privés de remplir aucune charge dans l'Etat et de toute distinction honorifique. « Les grands seigneurs, accoutumés à jouir
« des faveurs royales, renoncèrent alors presque tous,
« ajoute M. Guizot, et cela sans effort, à une religion
« qui leur en fermait les portes. »

De Montpensier et le prince de Dombes, lieutenant-général d'Henri IV en Bretagne, assiégeaient la ville de Craon et allaient s'en emparer, lorsque Mercœur, à la tête de 6,000 hommes, accourut, les dispersa et les poursuivit jusqu'à Château-Gontier.

Ce fut de la sorte que l'armée royale et celle des Li-

guez traversèrent le territoire de Marigné, puisqu'il s'étend bien au-delà de la route de Château-Gontier à Craon.

En terminant, cette chronique signale les horribles fléaux occasionnés, dans la contrée, par le siège et la bataille de Craon.

RÉUNION DES SOCIÉTÉS SAVANTES.

M. le Président donne lecture d'une circulaire ministérielle relative à la réunion des Sociétés Savantes et des Beaux-Arts, qui aura lieu à la Sorbonne dans la semaine de la Pentecôte.

MONUMENTS HISTORIQUES, LOI DU 12 MARS 1887.

M. Cornée fait la communication suivante :

L'article 7 de la loi du 30 mars 1887, pour la conservation des monuments et objets ayant un intérêt historique et artistique, dispose que lorsque l'Etat n'aura fait aucune dépense pour un monument appartenant à un particulier, ce monument sera déclassé de droit dans le délai de six mois après la réclamation que le propriétaire pourra adresser à M. le Ministre de l'Instruction publique, des Lettres et des Beaux-Arts, pendant l'année qui suivra la promulgation de ladite loi.

En conformité d'une dépêche ministérielle du 27 mars 1888, ces dispositions ont été rappelées aux propriétaires qu'elles intéressaient dans le département de la Mayenne.

M. de Vaulogé, propriétaire des remparts de Sainte-Suzanne, en a demandé instamment le maintien sur la liste des monuments historiques.

En revanche, M^{lle} de Chammes a demandé le déclassement du Camp des Anglais, situé également à Sainte-Suzanne.

Ce sont les seules réponses parvenues jusque là à la préfecture ; elles ont été transmises au Ministre.

Les châteaux de Mézangers et de Saint-Ouën ont été déclassés, de même que l'église Saint-Jean, à Château-Gontier.

ACHAT DU FORT GALLO-ROMAIN DE RUBICAIRE.

M. le président annonce que le fort gallo-Romain de Rubicaire, acheté par la Commission, n'a pas été offert en don au Département lors de la dernière session du Conseil Général, certaines formalités indispensables n'ayant pas pu être accomplies à cette époque. Il y a tout lieu d'espérer qu'à la session d'août, les obstacles qui existent encore actuellement auront disparu.

CONCESSION AUX ARCHIVES DE LA MAYENNE DU CHARTRIER DE BOIS-THIBAUT.

M. de Martonne annonce que le chartrier de Bois-Thibault, comprenant plusieurs milliers de pièces, dont un grand nombre sur parchemin, vient d'être généreusement donné aux Archives du département de la Mayenne.

DON DE M. ALMIRE BERNARD.

On annonce que M. Almire Bernard, ancien maire de Saint-Pierre-sur-Orthe, qui depuis de longues années s'occupait à recueillir des notes historiques, vient

de léguer à la Bibliothèque publique de Laval de nombreux manuscrits renfermant le fruit de ses recherches.

AUTEL DE LA CHAPELLE DE L'HÔPITAL SAINT-JULIEN,
A LAVAL.

M. l'abbé Foucault signale une inscription, mesurant 53 centimètres de long, sur 44 de large, fixée au-dessous d'une des six colonnes qui soutiennent le couronnement de cet autel ; elle indique le nom de celui qui fournit l'argent nécessaire à sa construction et l'époque où il fut élevé.

Voici l'inscription que porte cette plaque :

JACQUES LECLERC
EQUIER SEIGNEUR DE LA FERRIÈRE
PAR SON TESTAMENT OLOGRAPHE
DU XIX MARS M. DC. IV,
FIT LES PAUVRES DE CET HÔTEL-DIEU
SES LÉGATAIRES UNIVERSELS
DONT ILS ONT PROFITÉ DE VINGT MIL LIVRES,
SUR LESQUELS A ÉTÉ PRIS LE COUST
DE CET AUTEL
EN EXÉCUTION DUDIT TESTAMENT
DANS CETTE ANNÉE M. DCC.
PRIEZ DIEU POUR LE REPOS DE SON AME.

En tête de cette inscription on remarque les armes de Jacques Leclerc.

RENSEIGNEMENTS DIVERS.

M. Ehlert, dans ses courses géologiques, a observé quelques faits intéressant l'archéologie, sur lesquels il appelle l'attention de la Commission :

Dans l'église de *Voutré*, deux inscriptions fixées dans le mur : l'une en caractères gothiques (XIV^e siècle) déjà signalée par M. l'abbé Angot qui en a donné un moulage au musée de Laval ; l'autre, beaucoup plus récente (XVIII^e siècle), placée dans la chapelle latérale gauche. Dans la même commune, non loin de la maison d'école, une croix en pierre à laquelle a été attaché un Christ en bronze, connu dans le pays sous le nom de *Saint Noir*.

A *Saint-Georges-sur-Erve*, dans l'église, un beau maître-autel, style Louis XIII. A un kilomètre au nord du bourg, une pierre avec inscription, servant de linteau à l'écurie de la ferme de la Hamardière. Au sud-est, à un kilomètre, au carrefour dit de la Bataille, une pierre, fichée en terre, à section rectangulaire, sur l'une des faces de laquelle on voit gravés un écusson et les lettres C. DM.

Dans la commune d'*Assé-le-Bérenger*, au milieu d'un champ de la ferme des Gahinières, un reste de construction appartenant à l'époque gallo-romaine ; certains pans de muraille ont encore conservé le petit appareil, identique à celui de Jublains. Cette construction forme un massif, entouré de broussailles, qui a été protégé par suite de la croyance à un dicton d'après lequel celui qui défrichera ce terrain mourra dans l'année ; toutefois, d'après un autre dicton, le chercheur devra être récompensé, puisque :

Sous l'ovale (l'auge) du cheval blanc
Y a une busse (tonneau) d'argent blanc.

A *Jublains*, parmi les nombreuses meules romaines trouvées aux environs du camp et déposées près de la maison du concierge, l'une est particulièrement intéressante, en ce qu'elle n'a pu être extraite d'aucun rocher de la région, et qu'elle rappelle les laves d'Auvergne. M. Michel Lévy, ingénieur en chef des mines, qui a bien voulu examiner une préparation microscopi-

que de cette roche, a reconnu en effet un basalte (labradorite augilique) originaire du plateau central et dont il a pu indiquer la localité d'une façon précise. Il pense en effet que la meule en question a été extraite des carrières de Fonfrède, qui ont donné lieu à des exploitations dès les époques gauloise et romaine. On peut aussi rappeler les marbres pyrénéens dont on trouve de nombreux fragments aux environs du temple dit de la Fortune. Enfin il est intéressant de signaler une carrière signalée par M. E. Moreau près de Pierre-Aiguë (Sainte-Gemmes¹) et dans laquelle on voit, au milieu de débris d'exploitation, utilisés actuellement pour l'empierrement des routes, des tronçons de colonnes ébauchés, analogues à ceux qui existent dans le théâtre de Jublains. Ces roches appartiennent à cette formation lacustre tertiaire (éocène supérieur) qui a laissé dans toute la région de nombreux témoins, soit sous forme d'arènes, soit sous forme de grès lustrés : ce sont ces derniers qui ont été exploités à Pierre-Aiguë à l'époque romaine.

FOUILLES DE THORIGNÉ-EN-CHARNIE.

M. le curé Maillard adresse la communication suivante :

« J'ai eu l'honneur de présenter à la Commission Historique de la Mayenne, dans sa séance du 3 novembre dernier, une communication abrégée sur mes fouilles ayant pour but de rechercher une caverne située sous la grotte de la Chèvre et d'explorer 50 ou 60 mètres cubes de terrains quaternaires qui se trouvent encore près de l'entrée de cette grotte.

« Au mois de novembre, j'ai repris mes travaux. Pendant qu'on dégageait l'entrée de la caverne inférieure

1. Voir *Commission Historique*, tome IV, p. 98.

j'ai fouillé le terrain extérieur où j'ai trouvé toujours les mêmes objets préhistoriques, silex taillés, os, dents de renne, d'ours, de cheval, de rhinocéros, etc, et une magnifique molaire de mammoth pesant 700 grammes, qui gisait à 50 centimètres de la surface.

« C'est la dernière trouvaille qui puisse me faire regretter ce qui reste d'inconnu dans le terrain non exploré. Le propriétaire, qui déjà avait arrêté mes fouilles pendant l'été, puis m'avait permis de continuer, est venu de nouveau me signifier d'interrompre mes travaux.

« C'est avec un vif regret que j'ai abandonné ce terrain quaternaire, si facile à remuer, et où j'étais sûr de trouver encore une riche moisson pour notre musée de Laval. »

VESTIGES GALLO-ROMAINS DE LA BOISSIÈRE.

M. Montagu, instituteur à Hardanges, croit avoir découvert à La Boissière, dans la commune de Loup-fougères, des vestiges gallo-romains, fondations et restes de murs en petit appareil, tuiles téglulaires ou autres. Des fossés circonscrivent un espace qui mesure environ 60 mètres de longueur sur une largeur de 20 mètres.

De ce point, situé au nord-est de Jublains, on découvre Jublains, on domine la vallée de l'Aisne et on observe les collines de Normandie. La vue s'étend au loin vers le nord et l'est.

Aux environs on trouve de nombreux buis aux souches séculaires.

MONITOIRES DE LA FIN DU XVII^e SIÈCLE.

M. Grosse-Duperon lit un intéressant travail sur les *Monitoires*, qui sera publié ultérieurement.

ALLÉE-COUVERTE A LA LOUVETIÈRE.

M. E. Moreau rapporte que M. Léon Delaunay, puis MM. Tirard et Faucon, membres correspondants, l'ont avisé de la découverte d'un dolmen, jusqu'alors inconnu, qui semble classé d'avance parmi les plus beaux du département.

Il est situé au lieu de la Louvetière, dépendant de la commune de Saint-Mars-sur-la-Futaie, mais plus rapproché de Saint-Berthevin-la-Tannière, dont il n'est éloigné que de 2.800 mètres dans la direction nord-ouest.

Les renseignements précis manquent encore sur ce dolmen. Il s'élève sur une éminence dominant le pays environnant ; il est presque enfoui dans le sol, comme celui de la Contrie, près d'Ernée, auquel il ressemble d'ailleurs, tout en le dépassant dans ses proportions. Sa longueur est d'environ 10 mètres. Il est mieux conservé du côté du chevet qu'à l'extrémité opposée. La couverture est formée par plusieurs dalles gigantesques et la pierre verticale du chevet étonne par ses dimensions. L'aire intérieure du monument, située en contre-bas du sol, semble avoir été de tout temps piétinée, remuée, remaniée, si bien qu'il resterait peu d'espoir d'y trouver autre chose que des objets égarés.

Le matin même de la séance et de diverses sources, M. E. Moreau a reçu des lettres pressantes, l'avertissant que le monument était exposé à des fouilles, peut-être à des dégradations, et le priant de solliciter pour lui la protection de la Commission Historique.

En ce qui concerne les *fouilles*, la Commission considère d'abord qu'il est impossible de les empêcher ; ensuite que leur stérilité inévitable, dans un terrain aussi remanié, rebutera vite les simples curieux ; que,

sans nier l'utilité de pratiquer, là comme ailleurs, des fouilles méthodiques, il ne faudrait peut-être pas en exagérer l'importance, vu les violations antérieures qui ont dû disperser les objets funéraires ou modifier leurs relations ; que des objets isolés seraient sans doute le seul produit des fouilles ; que ces objets ont d'ailleurs chance d'échapper à des investigations superficielles et qu'il sera toujours possible de les retrouver plus tard dans les déblais.

Au contraire, en ce qui concerne la *conservation* du monument lui-même, la Commission estime qu'elle peut être utilement et pratiquement poursuivie, et qu'on ne saurait trop la surveiller ; elle décide qu'il sera écrit immédiatement au Maire de la commune pour le prier d'user de son influence en vue de l'obtenir ; enfin elle sait qu'elle peut compter sur le zèle de plusieurs membres correspondants qui résident aux environs ; elle espère que, comme par le passé, ils ne ménageront pas leurs bons offices, et elle leur adresse ses remerciements pour les avis qu'elle a déjà reçus d'eux. (Voir page 78).

La séance est levée à 4 heures.

BIBLIOGRAPHIE

Histoire de la Baronnie de Craon, de 1382 à 1626, d'après les archives inédites du Chartier de Thouars (Fonds Craon) par **André Joubert**, lauréat de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres ; un vol. in-8 de 600 pages ; Angers, Germain et Grassin ; Paris, E. Lechevalier, 1888.

Voici une nouveauté et des plus intéressantes. M. André Joubert, qui a déjà tant et si bien écrit sur l'histoire du Haut-Anjou, vient de publier un magnifique volume consacré à l'histoire de la *Baronnie de Craon* entre les années 1382 et 1626, période pendant laquelle elle fut possédée par la famille de La Trémoïlle.

Cette baronnie de Craon était jadis la première de l'Anjou et l'une des quatre hautes et principales du royaume. La place de Craon avait une grande importance stratégique et on la considérait comme l'une des clefs de la France du côté de la Bretagne. Aussi son histoire est-elle pleine d'événements.

Déjà M. de Bodard de la Jacopière avait publié, sous le titre de *Chroniques Craonnaises*, un gros volume plein de faits et d'une importance fondamentale en ce qui concerne l'histoire de Craon dans son ensemble, depuis l'origine jusqu'à la fin du siècle dernier. M. A. Joubert, reprenant aujourd'hui une partie de cette histoire, nous apporte des détails inconnus et des documents tout nouveaux qui donnent à son livre une inestimable valeur.

Il retrace successivement la seconde période de la Guerre de Cent Ans, la naissance et le développement de la Réforme, l'occupation et le pillage de Craon par les Huguenots, les Guerres de Religion, les exactions du capitaine André Goulay, les luttes de la Ligue, le siège et la bataille de Craon (1592), les exploits de Le Cornu du Plessis de

Cosmes, les troubles de la minorité de Louis XIII dans le Haut-Anjou et la démolition de la forteresse de Craon. Il fournit de nombreux détails sur la baronnie de Craon et ses sujets, sur les châteaux de Craon et sur les capitaines chargés de leur défense, sur l'artillerie de la place, sur les prisons, sur les délits et les crimes, sur les supplices alors en usage dans la contrée, sur les monuments de la ville, sur le mobilier, le costume, le salaire des ouvriers, le prix des denrées, les mœurs, les habitudes, la vie privée à cette époque, sur les funérailles d'Anne de Laval, sur les familles seigneuriales de la région, sur les édifices religieux, etc.

Dans cet ouvrage tous les points obscurs sont mis en lumière et élucidés, toutes les questions sont approfondies. Des notes nombreuses et substantielles contiennent les renseignements supplémentaires qui auraient embarrassé le texte. Parmi les épisodes les plus intéressants nous citerons le « Drame de Montjean » (1591) au sujet duquel l'auteur ne cache pas ses opinions sur la responsabilité de du Plessis de Cosmes, et le Siège et la Bataille de Craon (1592).

Il serait injuste de ne pas mentionner les pièces justificatives, qui entrent pour moitié dans l'étendue de cet ouvrage. Elles sont au nombre de cent vingt, presque toutes extraites de ce chartrier de Thouars que M. le duc de la Trémoille ouvre si généreusement aux recherches des travailleurs. Quelques unes, comme « L'Information secrète de Pierre Frontault, sergent royal ordinaire en Anjou, sur la surprise du château de Craon par La Chesnaye-Lallier... » ont une étendue considérable. Toutes jettent un jour nouveau sur les mœurs, les us et coutumes du vieux temps. Ici c'est le récit d'une rixe entre deux gentilshommes après un repas chez Louys de Fontaine, capitaine de la ville de Craon ; plus loin ce sont des inventaires détaillés du mobilier et de l'artillerie du château à diverses époques ; des renseignements sur les fortifications, sur le pont de pierre de Craon, sur la construction des manoirs de Saint-Ouën et de Mortiercrolle ; ailleurs nous trouvons un curieux état des dépenses occasionnées par la mort « d'Anne de Laval de Craon, » depuis le salaire de Pierre Laury, barbier, qui reçut 46 sols « pour avoir ouvert le corps de feue Madame, » jusqu'à la dépense « de sept chapeaux que Monsieur fit prendre à Craon, en montant à cheval, à 17 livres 6 deniers pièce « soit en tout 6 livres, 2 sols et 6 deniers. » Toutes ces pièces justificatives, très intéressantes à étudier, forment pour ainsi dire, à côté du texte principal, une véritable chronique ; elles en ont la naïveté, la bonhomie, tout en offrant une abondance et une précision de détails dont l'historien tirera les plus précieux enseignements.

Remercions donc M. André Joubert du zèle qu'il apporte à étudier l'histoire de l'ancien Haut-Anjou. Depuis vingt ans il la fouille avec une ardeur passionnée et un succès qui lui a valu non-seulement plusieurs mentions élogieuses de l'Académie des Inscriptions et Belles Lettres, mais encore un prix décernée par l'illustre Compagnie. Grâce à lui nous voyons peu à peu se dissiper l'obscurité dont cette histoire était enveloppée et dont il recule chaque jour les limites.

Les Prisons du Roi à Château-Gontier aux XVII^e et XVIII^e siècles ; — La Bibliothèque et le Mobilier d'un Lieutenant Particulier au Siège royal de Château-Gontier sous Louis XIII (1626-1627) ; — Le Château de Ramefort de Gennes et ses Seigneurs aux XIV^e et XVI^e siècles, par A. Joubert ; 3 broch. in-8 ; Mamers, Fleury et Danguin, 1888.

Signalons encore, du même auteur, trois brochures extraites de la *Revue du Maine* :

1^o *La Bibliothèque et le Mobilier d'un Lieutenant particulier au Siège royal de Château Gontier (1626-1627)*. C'est une citation de l'inventaire dressé après la mort de M^{re} René Quantin. Nous y lisons une curieuse énumération des livres de la bibliothèque, des papiers, du mobilier, de la vaisselle, de l'argenterie, des bijoux, des vêtements, du linge, et enfin des métairies. On ne comparera pas sans intérêt cette énumération avec la liste, facile à imaginer, des objets qui peuplent une maison moderne. Certes « noble homme M^{re} René Quantin » était à son aise ; les revenus de sa charge, ses terres au soleil, ses armoires pleines de linge, son argenterie, le prouvent suffisamment. Combien néanmoins cette opulence nous paraît aujourd'hui froide, austère, et dénuée de « confortable ! » Combien devaient être nus les murs de cette maison où les tables, les bahuts, les cabinets, les coffres, les malles, les bancs et les bois de lit décoraient seuls les diverses pièces ! Dans tout l'inventaire nous ne trouvons qu'un seul petit miroir et un tableau ; encore ce dernier provient-il d'un don. La salle basse « de M^{re} René, » — on dirait aujourd'hui son « salon » — contenait : « une table tirante, un buffet, douze grandes chaises dont la moitié avait les bras garnis de cuir doré... six petites chaises sans bras, une bancelle couverte de serge et une bancelle de bois noir. » Or, si l'on songe à l'ameublement compliqué d'un salon contemporain, aux meubles de toute sorte et de toute forme qui s'y pressent, aux tentures, glaces, tableaux, bronzes, œuvres d'art et

fleurs qui en cachent les murs, aux « bibelots » de tout style et de toute nationalité qui s'y alignent ou s'y superposent avec une étonnante profusion et un prodigieux équilibre, on pourra constater les progrès que le luxe a accomplis et les besoins qu'il a créés depuis trois siècles. Loin de nous la pensée de rechercher les avantages ou les inconvénients comparés d'habitudes somptuaires aussi différentes. Nous laisserons l'économiste et le moraliste discuter, — fort platoniquement d'ailleurs — la question. Nous nous bornons à envisager ici le point de vue historique, et à ce titre nous sommes heureux d'attester tout l'intérêt des documents que nous a livrés M. André Joubert.

2° La brochure sur *Les Prisons du Roi à Château-Gontier aux XVII^e et XVIII^e siècles* échappe un peu à l'analyse, car il faudrait presque la reproduire en entier pour donner une idée de tout ce qu'elle contient. On y trouve des détails sur la visite, la police et le régime des prisons, les réparations faites aux bâtiments, des récits de troubles et d'évasions, des extraits des livres d'écrou, enfin un examen des diverses catégories de détenus et des causes de leur incarcération. L'auteur donne même, chemin faisant, une intéressante liste des notables de Château-Gontier en 1727. Tout cela est entremêlé de menus faits et de récits anecdotiques qui rendent la lecture facile et attrayante,

3° Déjà en 1880, M. André Joubert avait publié, dans la *Revue du Maine*, une intéressante étude sur *Ramefort de Gennes et ses Seigneurs*. Le château de Ramefort, qui joua un rôle important pendant les guerres de cent ans, qu'Ambroise de Loré assiégea et reprit sur les Anglais en 1427, est cité par un grand nombre de chroniqueurs. Néanmoins, on pouvait hésiter sur son identification et les opinions étaient d'autant plus partagées que le Haut-Anjou (arrondissement de Château-Gontier) renferme à lui seul cinq localités du nom de *Ramefort* ou *Romfort*. L'auteur, d'accord en cela avec M. Longnon, a attribué Ramefort à la commune de Gennes, et cette détermination, bien établie, paraît devoir être définitive. Après avoir donné de nombreux détails sur les événements militaires dont Ramefort fut le théâtre et sur ses différents seigneurs, M. Joubert plaçait sa destruction en 1432, pendant la campagne du comte d'Arondel dans nos contrées. Il se fondait pour cela sur un aveu de Catherine du Guesclin au comte d'Alençon, qui vise nettement la destruction du château.

Mais dans son nouveau travail, *Le Château de Ramefort de Gennes, etc.*, l'auteur revient sur cette date de 1432. Il préfère lui substituer celle de 1434. L'aveu de Catherine du Guesclin reporte en effet la destruction à « une vingtaine

d'années » en arrière, et ce mot « vingtaine » laisse la latitude suffisante pour qu'il soit possible de mettre la date en harmonie complète avec un document nouveau et ce qu'on sait des expéditions d'Arondel. Des détails intéressants sur les seigneurs de Ramefort viennent compléter ceux que M. A. Joubert avait donnés dans son premier travail.

En somme ces deux brochures, dans leur ensemble, nous paraissent avoir traité à fond la question de Ramefort. A peine posée en 1880, cette question, grâce aux travaux de M. Joubert, peut être aujourd'hui considérée comme heureusement résolue.

E. M.

La Chaux, Notes et Souvenirs, par le C^{te} Gérard de Contades ; 1 broch. in 4° de 56 pages ; Paris, H. Champion, 1888.

Bien que la commune de La Chaux fasse partie du département de l'Orne, nous mentionnerons cependant en quelques mots la récente publication de M. le C^{te} G. de Contades. Les annales de deux provinces limotrophes ont en effet tant de points de contact que l'on ne peut guère traiter de l'une sans s'occuper un peu de sa voisine. C'est ainsi qu'en écrivant la monographie de La Chaux, M. de Contades a été conduit à citer fréquemment des noms qui appartiennent également à l'histoire de notre Bas-Maine.

Mais l'ouvrage se recommande encore par d'autres titres. Outre l'érudition, on y trouve le style animé, le récit plein de verve et de couleur locale qui caractérisent son auteur. Tout en racontant l'histoire des familles qui habiteront La Chaux, Coudray, le Mesnil, le Boisgontier, la Guérinière, la Ferrière, M. de Contades n'oublie pas son passé de littérateur ; il sait émailler sa narration d'anecdotes piquantes et jeter un jour nouveau sur les mœurs de jadis. Signalons au hasard certains détails fort gais touchant l'éducation d'un jeune gentilhomme qui séjourna quelque temps à Mayenne et qu'on dut, finalement, embarquer pour les Indes Orientales, sur l'escadre de M. de Bompart.

Malgré l'étroitesse apparente de son sujet, une monographie ainsi conçue est vraiment attrayante et il serait à désirer qu'on en publiât beaucoup de semblables. En la parcourant on sent que son auteur, par un grand respect pour ceux qui le liront, a cherché à les intéresser en leur présentant un travail bien composé, bien suivi et soigné dans toutes ses parties. L'érudition n'en est pas pour cela

exclue, bien au contraire ; et si elle se fait petite afin de ne pas encombrer le récit, si elle se réfugie dans les notes, l'œil exercé sait toujours l'y découvrir et lui rendre hommage. Ajoutons qu'à la fin de la brochure on trouve une longue note sur le *Fief de La Chaux et les familles Le Verrier*, due à la plume d'un érudit et sympathique historien de l'Orne, M. J. Appert ; nous aurons dit par cela même que l'ouvrage offre encore un charme de plus.

E. M.

Mémoires de Madame la Marquise de La Rochejaquelein, édition originale publiée sur son manuscrit autographe par son petit-fils. Paris, Bourloton, 1889, in-8.

Nous croyons devoir signaler aux lecteurs du *Bulletin historique et archéologique de la Mayenne* la récente publication, faite par M. le Marquis de La Rochejaquelein, des *Mémoires* de sa grand-mère. Ces *Mémoires*, si précieux pour l'histoire de la guerre de Vendée, ne sont qu'incidemment relatifs au département de la Mayenne, mais on y rencontre un attachant récit des trois invasions successives de la ville de Laval par l'armée vendéenne, dans les derniers mois de l'année 1793, et cela suffit, pensons-nous, pour rattacher ce livre à la liste de ceux qui intéressent le département.

Les *Mémoires de la Marquise de La Rochejaquelein*, rédigés par M. de Barante, qui avait accepté la mission de revoir le manuscrit et de donner au style une tournure académique, ont eu de nombreuses éditions. Mais les arrangements de M. de Barante avaient quelque peu modifié le texte de l'auteur. De nombreux passages, surtout dans les premiers chapitres, relatifs à la jeunesse de M^{me} de La Rochejaquelein, avaient été supprimés ; beaucoup avaient été remaniés pour y faire entrer les notes ajoutées par l'auteur postérieurement. Et ces remaniements n'avaient pu avoir lieu sans nuire à la rédaction primitive, en lui enlevant, en partie du moins, sa simplicité et son naturel. M. de La Rochejaquelein, possesseur du manuscrit autographe de sa grand-mère, a voulu publier celui-ci dans son entier, en rétablissant son texte tel qu'il avait été écrit primitivement. Cette nouvelle publication constitue dès lors une véritable édition originale, à laquelle M. de La Rochejaquelein a apporté sa collaboration personnelle en rédigeant une intéressante préface établissant la part prise par M. de Barante à la rédaction du texte qui a servi jusqu'ici pour les différentes éditions de ces précieux *Mémoires*, et surtout en y ajou-

tant de très nombreuses notes biographiques sur presque tous les personnages, généraux ou officiers vendéens, dont les noms avaient été cités dans le moment.

Ajoutons que ce volume, sorti des presses de l'imprimerie Motteroz, a été édité avec une rare correction. Il est orné de deux eaux-fortes, le portrait de Madame de La Rochejaquelein par Lalauze, et une vue des ruines du château de la Durbelière par de Rochebrune, et de sept héliogravures, comprenant les portraits de M. de Lescure, de Henri et de Louis de La Rochejaquelein et des reproductions d'autographes, notamment celle de l'assiette d'étain sur laquelle avait été gravé l'acte de baptême de Louise de Lescure, née, le 20 avril 1794, à la Bonnelière en Prinquiaux, commune où se cachait alors, après la bataille de Savenay, madame de Lescure, depuis marquise de La Rochejaquelein.

E. Q.-L.

HISTOIRE

DE

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE LAVAL

AU XVII^e SIÈCLE

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

(1600-1686)

(SUITE)

CHAPITRE III

Samuel Duboys, époux d'Antoinette Chasline, ministre de l'Eglise réformée de Laval. — Lettre de M. de Juigné-Brossinière aux habitants de Laval pour leur exprimer ses regrets de n'avoir pas été choisi pour être leur pasteur. — La peste ravage la ville. — Duchemin écrit à M. du Monceau, secrétaire de M^{re} de la Trémoille, pour lui demander de venir au secours de l'Eglise réformée de Laval qui a grand besoin d'argent. — Lettre de Duchemin à M^{re} de la Trémoille. — Il lui raconte les suites d'une malencontreuse chute de cheval dont il vient d'être victime. — Duchemin achète à M. du Monceau deux pipes de vin. — Catherine de la Roussardière, dame de Poligny, veuve de messire René Duboys, sieur de Mayneuf, donne quatre cordes de terre, à prendre dans un jardin qui lui appartient, auprès du bourg de Forcé, pour servir de cimetière aux protestants. — Nouvelle chute de Duchemin, qui est tombé à l'eau, par la faute de son cheval. — M^e Conseil, pasteur de l'église de la Gravelle, devient pasteur de celle de Lassay. — Samuel Duboys veut se retirer. — Il déclare qu'il est mal logé et insuffisamment payé. — Mariages et baptêmes.

Le 3 janvier 1607, baptême de Pierre, fils de Gilles Moreau et de Marguerite Bourdin; parrain : Pierre Hamon; marraine : Marie Lelong.

Le 3 février, baptême d'Elisabeth, fille d'honorable

homme Thomas Duchemin, sieur de la Vauzelle, et de Judith de Launay ; parrain : François Duchemin, fils du précédent ; marraine : Françoise Bellosce, veuve de défunt René Pelligny, « vivant esleu pour le Roy à Laval. » Ces deux baptêmes sont administrés par « M^r Samuel Duboys, ministre du Saint Evangile de l'Eglise de Laval. » Le 25 février, mariage de noble Joachim de Patras, sieur de la Motte, fils de messire Félix de Patras¹, chevalier de l'ordre du Roi, seigneur de la Roche-Patras, et de Anne-Gabrielle Dubourché, « de la paroisse de la Suze² », avec Elisabeth de la Roussardièrre, fille de défunt messire René de la Roussardièrre, vivant chevalier de l'ordre du Roi, seigneur de Parneau, et de dame Renée de Feschal. Le mariage est célébré par le sieur de la Branchouère. Le 26 avril, mariage de honorable M^r Simon Pallory, « ministre du Saint Evangile en l'église réformée de la Moussaye et de Plouer, province de Bretagne, » avec Marthe Journée, fille de défunt Mathurin Journée et de Guionne Le Maignan, dame de la Ronse, paroisse d'Entramnes ; la cérémonie est faite par M. Duboys, « ministre de cette Eglise de Laval³. »

Le 6 mars de la même année, M. de Juigné-Brossière, « pasteur des églises de Vuon et Falaise⁴, » écrit

1. Roche-Patras (la), château en ruines, situé à 5 kil. de la Suze.

2. Suze (la), chef-lieu de canton, arr. du Mans. Le comté appartenait alors à Louis II de Champagne, maréchal de camp, chevalier de l'ordre, mort en 1630.

3. *Papiers des mariages et baptêmes, etc.*

4. A partir de 1620, ou peut-être même avant, la petite église protestante de Falaise (Ardennes, arr. de Vouziers), était une, annexe de l'église de Vouël (Aisne, arr. de Laon, c^{on} de La Fère) qui faisait partie du colloque de Champagne, province de l'Ille-de-France. Cette église de Vouël, qui exista de 1564 à 1665 au moins, eut plusieurs pasteurs connus, dont Philippe de Gastine en 1603, N. Duval de 1616 à 1624. On croit que le culte réformé se célébra à Vouël jusqu'à la révocation de l'Edit de Nantes. (Note communiquée par M. N. Weiss, membre de la Société de l'Histoire du protestantisme français).

aux habitants de Laval pour leur dire qu'il a appris que M. Samuel Duboys¹ remplissait auprès d'eux les fonctions de ministre de leur église. Il leur en exprime sa vive satisfaction, car il considère ce choix comme excellent et, tout en regrettant de n'avoir pas été appelé lui-même à occuper le poste vacant, il comprend fort bien que le zèle des fidèles ne leur permettait pas d'attendre plus longtemps.

Messieurs, Madame la duchesse m'ayant communiqué un extrait de certaine lettre à elle écrite comme par avy du corps de vostre église, j'ay veu comme aussi pareillement de sa part que vous avez recherché et continué encores en la recherche de M^r Dubois, nostre frère, en l'intention de l'obtenir pour pasteur, chose qui jusques icy m'avoit esté incognue tant qu'il luy a pleu me la notiffier. Sur quoy je ne vous puis assez exprimer l'extrême joye que j'en ay pour avoir jusques ici apprehendé que je ne peusse aussi tost mettre fin à mes affaires de par de là, après lesquelles je travaillois comme je presumois que l'eussiez peu désirer, n'ayant pas touteffois pensé qu'eussiez rien voulu requérir de moy devant ce fascheux temps passé. Mais puisque je reconoys que vostre zèle ne vous a peu permectre une si longue attente, et que Dieu vous a mis en main un pasteur duquel la science et la bonne conscience ne vous peuvent promectre que tout contentement, ce seroit faire tort à la bonne estime que j'en ay et au désir que je me persuade qu'en avez, si je venois à entreprendre ce dessein par secondes esperances que je vous donnasse de ma part. Je me sousmectz doncq à ce qu'il a pleu à Dieu vous en mettre au cueur, et le supplie de toute mon affec-

1. La nomination de Samuel Duboys en qualité de pasteur « en l'église de Laval et de Terchant » fut confirmée au synode tenu à Saumur du 18 au 23 juillet 1607. Il fut autorisé à exercer aussi son ministère, jusqu'au prochain synode, au château de la Barre de Bierné. (Voir le manuscrit de la Bibliothèque de Blois, fonds Pothée). — Voir également notre ouvrage intitulé : *Une famille de seigneurs calvinistes du Haut-Anjou. Les Chivré, marquis de la Barre (XVI^e-XVII^e siècles)*.

tion qu'il vous veille benir en favorable dessein, vous priant tous, Messieurs, de croire que ne pouvant plus autre chose pour vostre contentement, je contribueray mes veuz vers la toute bonté de nostre commun Père à ce qu'il benisse vostre zèle, et par l'accroissement des siens à vostre corps et par l'augmentation de ses grâces sur tous et sur chacun des membres, vous asseurant que, là où mon peu de pouvoir s'estendra, je m'estimeray tousjours très heureux de vous tesmoigner l'affection que je garde inviolablement à vostre service, et speciallement en ceste considération où l'honneur de Dieu et reedification de vostre troupeau entreviendront.

Sur lequel, après avoir imploré la bénédiction divine, je vous supplieray tous en général et un chacun en particulier de vous,

Messieurs et chers frères en Nostre Seigneur, me tenir tousjours en quallité de

Vostre bien humble et affectionné serviteur,

DE JUIGNÉ BROISSINNIÈRE,
pasteur des églises de Vuon et Falaise.

De Vuon, ce 6^e mars 1607¹.

Le 15 août 1607, Daniel Lotin, marchand, demeurant à Plouer, « Evesché de Saint-Malo, pays de Bretagne, » fils de défunt Henri Lotin et de Françoise de la Fée, épouse Jeanne Gasché, fille de defunt Jacques Gasché, et de Renée Bourjeau, de la paroisse de Montigné. Le mariage est célébré à Poligny par Samuel Duboys.

Cependant, depuis le commencement de l'été, la peste ravageait la cité de Laval. Duchemin écrit le 17 octobre à Madame de la Trémoille pour lui rendre compte de cette triste situation et lui conseiller de ne pas venir dans la ville.

1. Pap. *Chartrier de Thouars*, au nom de Juigné.

A Madame.

Madame, je ne vous avois représenté le mal si grand comme je l'ay trouvé. Il s'estoit tellement accru depuys sabmedy dernier, qu'il est mort depuys ledit jour cinquante personnes et plus, les uns de contagion, les autres de dissenterie. L'on croit qu'il y a encores quatre à cinq centz malades en ville et forsbourgs, de sorte que je craindrois donner mauvais conseil de vous pryer de prendre le chemin par ceste vostre ville. Entre les morts est un jeune chanoine qui avoit esté pourveu par defunct Monseigneur, sy que ceste prébende s'est heureusement présentée pour exécuter et vostre promesse et vostre volonté pour le colleige de ceste ville...¹.

Votre plus humble serviteur,

DUCHEMYN.

De vostre Laval, ce 17^e octobre 1607².

Le 27 avril 1608, baptême d'Elisabeth, fille de Monsieur Duboys, « ministre du Saint Evangile de l'Eglise réformée de Laval présentement recueillie en la maison seigneuriale de Polligny. » Parrain : Monsieur Duboys

1. L'origine des Ecoles de Laval remonte à la seconde moitié du XII^e siècle. Les chanoines du Chapitre de Saint-Thugal avaient alors le privilège exclusif de choisir les directeurs de cet établissement. Au XVI^e siècle, les habitants de la ville eurent le droit de présenter les candidats à la nomination du Chapitre (Voir le chapitre XXI des *Recherches historiques sur l'église et la paroisse de la Trinité de Laval*).

2. Pap. olog. Chartrier de Thouars, au mot *Duchemin*. — Le 23 mars 1608, Duchemin, sieur de la Vauzelle, protestant et homme d'affaires des seigneurs de Laval, adresse à Charlotte-Brabantine de Nassau, mère de Henri de la Trémoille, comte de Laval, une lettre curieuse relative à des brigandages qui se commettent dans les environs de Laval. Cette lettre a été publiée par M. l'abbé A. Ledru, dans les *Documents de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*, tome V, 1886-1887. (Extrait des Archives de M. le duc de la Trémoille). — Maucourt de Bourjolly ne mentionne pas cette peste de 1607 dans son *Mémoire chronologique sur la Ville de Laval*. Le savant et intéressant ouvrage publié par MM. Jules Le Fizelier et A. Bertrand de Broussillon indique seulement, à la page 341 du tome II, la peste de 1584.

de Mayneuf ; marraine : dame Elisabeth Duboys, épouse de Monsieur de Saint-Amadour. Le baptême est fait par Duboys lui-même, « père et pasteur. » Le 24 mai, baptême d'Etienne, fils de Nicolas Hamon ; parrain : Etienne Roger, sieur de la Gaudinaye ; marraine : Guionne Le Maignan, dame de la Ronse. Le 8 mai, on avait baptisé Paul, enfant de noble Pierre Duboys, sieur du Boys, et de demoiselle Suzanne de la Roussardièrre ; parrain : noble Joachim de Patras, sieur de la Motte ; marraine : dame Catherine de la Roussardièrre, dame de Mayneuf.

Le 14 septembre, baptême d'Etienne, fils d'Etienne Royer, sieur de la Gaudinaye¹, et de Suzanne Turpin ; parrain : Charles Le Maignan ; marraine : Guillemine Journée, dame des Hayes². Le 22 septembre, Duchemin écrit, de Laval, à Monsieur du Monceau, secrétaire de Madame de la Trémoille.

A Monsieur, Monsieur du Monceau.

Monsieur, je vous pryé me mander sy Madame aura aggreable que, mercredy, je luy mene Monsieur du Boys, afin que je luy en donne advis.

Je vous baise les mains et pryé Dieu,

Monsieur, qu'il vous ait en sa garde.

De Laval, ce 22^e septembre 1608.

Vostre bien affectionné et bon serviteur,

DUCHEMYN³.

1. Aujourd'hui la Gaudinière, ferme, commune de Meslay. — Fief vassal de la Châtellenie de Meslay (*Dictionnaire topographique de la Mayenne*, p. 143).

2. Haies (les), f. commune d'Entrammes (*Ibid.*, p. 164).

3. Pap. olog. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*. — Thomas Duchemin, sieur de la Vauzelle, était également chargé, comme on le verra plus loin, de la surveillance des forêts de Vitré qui appartenaient à Henri de la Trémoille, héritier de la baronnie de Vitré. Ces forêts étaient très étendues et très giboyeuses.

Le ... octobre, on baptise l'enfant de honorable homme Isaac Journée, sieur de la Ronse, et de honnête femme Jehanne de Gennes. L'acte est inachevé. Il ne mentionne ni le jour de la cérémonie, ni le nom de l'enfant, ni ceux du parrain et de la marraine¹.

Le 5 novembre, Duchemin s'adresse à Monsieur du Monceau, secrétaire de Madame de la Trémoille, pour lui demander de l'argent, car l'église réformée de Laval en a grand besoin. Elle est fort pauvre et les charges qu'elle supporte sont lourdes.

A Monsieur, Monsieur du Monceau.

Monsieur.... d'autant que déjà il vous a plu prendre la peine de parler pour nostre église, vous aurez agreable, s'il vous plaist, sy Madame n'est en volonté d'augmenter, comme nostre nécessité nous contrainct luy en faire très humbles prières, de nous envoyer un mandement adressant aux fermiers pour délivrer sur les parties casuelles la somme qu'il luy plaira accorder pour la subvention de nostre pasteur par advance et pour les quartiers à commencer du premier juillet dernier, comme déjà ilz l'ont payé à raison de 100 livres par an.

Je crains que, faute de moyens, nostre église soit bien tost désolée, voire ruinée. Les frais de nostre cimetière² reviennent à peu près de deux centz livres ; les fraiz extraordinaires nous viennent à près de 120 livres ; et sy Madame de Menneuf et sa maison ne portoient le faiz de ces fraiz là, nous ne subsisterions aucunement, car, hors sa famille, je ne cognoisse que unne seule personne qui, sans incommodité trop grande, puisse, par an, contribuer neuf livres. Vous en avez déjà quelque cognoissance, c'est pour-

1. *Pappiers des mariages et baptêmes, etc.*

2. Le cimetière des réformés de Laval était situé sur la route de Forcé. Il se trouvait à droite à l'entrée du chemin qui conduit de ce bourg à celui d'Entrammes, mais il était insuffisant. Madame de Mayneuf l'augmenta en 1609, comme on le verra plus loin.

quoy je ne veux vous en importuner davantage. La crainte que j'ay d'estre ennuyeux à Madame ou luy sembler importun m'empesche de luy en rescripre. Vous supplerez, s'il vous plaist, à ce defect, nostre église vous en aura de l'obligation.

Je vous baize humblement les mains et pryé Dieu.

Monsieur, qu'il vous ait en sa garde.

De Laval, ce 5 novembre 1608.

Vostre plus affectionné et humble serviteur,

DUCHEMYN ¹.

Le 11 novembre, baptême de Jehanne, fille d'honorable homme Isaac Journée, sieur de la Ronse, et d'honorable femme Jehanne de Gennes; parrain : honorable homme Jehan Ravenel, sieur de la Mesriay; marraine : honorable femme Guionne Le Meignan, dame de la Ronse ².

Le 15 novembre, Duchemin écrit à Monsieur du Monceau, secrétaire de Madame de la Trémoille.

A Monsieur,

Monsieur du Monceau, secrétère de Madame.

Monsieur, synon que le commandement de Madame me retient pour estre ces prochains jours en ses forestz, je me proposois d'aller pour la treuver, voyant que, contre nostre espérance, elle est retenue un sy longtemps à Vitré. Je n'eus en mon voyage recherché l'expedition que de l'ordonnance pour nostre pasteur, parce que, à faute d'icelle, l'establissement de nostre église est differé et le département de la contribution que chacun debvra faere, ce qui apporte de l'incommodité à M^r Du Boys, qui esperoit quelque advance pour avoir commodité de faire ses provisions.

1. Pap. olog. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*.

2. *Papiers des mariages et baptêmes faicts en l'Eglise réformée de Laval* estant présentement desservie en la maison seigneuriale de Poligny.

Vous aurez dont, s'il vous plaist, ceste affaire pour recommandée.....

De Laval, ce XV^e novembre 1608.

Le plus humble et obeissant serviteur,

DUCHEMYN ¹.

Le 6 décembre, Duchemin écrit à Madame de la Trémoille pour lui raconter les suites d'une malencontreuse chute de cheval dont il vient d'être victime. Il en profite pour faire un tableau lamentable des malheurs successifs qu'il a subis à l'époque des guerres religieuses.

A Madame.

Madame..., je vous remercie très humblement de l'assistance que je receu en ce peril auquel je me trouvoy mardy dernier, duquel, grâces à Dieu, je ne me suis incommodé ny blessé que peu. Combien que quelques grands dangers et hasards esquels, durant ces guerres, je sois tombé et sur mer et sur terre, aucun n'ait esté sy près de la mort, j'en ay davantage plus de subject de rendre grâces à Dieu, lequel m'a conservé et pour vous rendre service et pour subvenir à ma famille, laquelle par mon decés estoit entièrement desolée pour n'avoir encores eu moyen sinon de réparer les ruines que la guerre m'avoit causées par trois diverses blesseures, cinq rançonnements et longue perte de la jouissance de mon bien, que j'avois lors, sac et pillage faict par deux diverses foyes de mes meubles. Ce que je ne represente pour vous mouvoir à aucune commisération ny pour espérance d'aucune gratification, estant tout satisfait sy le service que je vous peux rendre vous est agréable.

De vostre Laval, ce 6 decembre 1608.

Vostre plus humble serviteur,

DUCHEMYN ².

1. Pap. olog. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*.

2. Pap. olog. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*.

Trois jours après, le 9 décembre, il écrit à M. du Monceau : « Lorsque mon cheval tomba, et moy dessous, j'avois quelque argent sur moy exprès pour vous bailler pour employer par lettre courtoise en achapt de vin. Le tout ne fut pas perdu, Dieu mercy. Je vous envoie huict doublons ¹ qui me sont restez pour m'acheter, s'il vous plaist, deux bonnes pipes de vin, l'une de blanc, l'autre de claret, ou toutes deux de claret, sy en treuves de bon, parce qu'il m'est plus sain... ². »

Le 24 décembre, baptême de Catherine, fille de haut et puissant seigneur René de Montboucher, sieur du Bordage, et de dame Elisabeth Duboys ; parrain : haut et puissant seigneur Messire Elie du Mats, sieur de Montmartin ; marraine : haute et puissante dame Catherine de la Roussardièrre, dame de Poligny ³.

Le cimetière des huguenots était trop restreint. La dame de Poligny résolut de céder à ses coreligionnaires le terrain nécessaire pour l'emplacement d'un nouveau champ du repos.

« Le onzième jour de janvier l'an mil six cent neuf avant midy, par devant nous Jean Dorcemaine, notaire de Laval, et Jehan Desboys, notaire d'Antrasmes, sans que l'une desd. cours déroge à l'autre, et demeurants,

1. Le doublon était une monnaie d'or d'Espagne, nommée aussi *doublou de oro*, pistole d'or ; elle équivalait à quatre-vingts réaux ou vingt francs et quelque menue monnaie.

2. Pap. olog. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*.

3. On voit que Madame de Poligny était à la tête du parti calviniste de Laval. Tous ces Roussardièrre étaient huguenots. Catherine de la Roussardièrre, sœur de René de la Roussardièrre, père de Madame de Poligny, avait épousé René de Charnières, baron d'Azé, seigneur de Charnières, du Plessis et de Quelaines ; Marie s'était mariée, comme nous l'avons dit, à René II de la Faucille, puis à Montmartin. Marguerite s'était unie à Joachim de la Chesnaie, chevalier, seigneur de la Lande de Niaflès, de Congrier, etc. Une autre Catherine de la Roussardièrre avait épousé Jean de Feschal, seigneur du lieu et de Thuré, dans la première moitié du XVI^e siècle. Elle était catholique. Mais les seigneurs de Thuré furent huguenots.

sçavoir Maitre Dorcemaine à Maysoncelles¹ et Maitre Desboys aud. Antrasmes,

« Fut présente et personnellement establiye haulte et puissante dame Catherine de la Roussardiére, veufve de deffunct Messire René Duboys, vivant chevalier, sieur de Mesneuf, dame de Parreneau et de Polligny, demeurant en son chasteau de Polligny, laquelle, après soubmission pertinent, en tels cas requise, et avoir confessé que, pour l'affection qu'elle a à l'augmentation de l'Eglise de Dieu et y continuant le zelle de ses prédécesseurs, seigneurs de Polligny, qui, de temps immémorial ont donné lieu de retraite et de sépulture pour leurs sujets et habitants du comté de Laval qui ont fait, font et feront cy-après profession de la religion réformée, a donné et donne, par ces présentes, par donnayson pure et simple, perpétuelle et irrévocable, quatre cordes de terre, à prendre en ung jardin à elle appartenant, situé près le bourg de Forcé², qui fut à deffunct Jehan Beauné, à prendre lesd. quatre cordes tout au long d'ung jardin joignant la terre de Jehan Guillois, héritier en partys de deffunct Mathurin Sigoigne, et aboute ung chemin tendant de Forcé à Entrasmes³.

« Comme aussi lesd. quatre cordes ont esté merquées et partagées pour icelle quantité de terre faire clorre de murailles et pour servir à l'advenir de cimetière à inhumer lesd. corps morts de ceux de lad. religion, ses sujets et habitants dud. comté de Laval et de la seigneurie à elle appartenant, avec permission de prendre et

1. Maisoncelles, canton de Meslay. — *Messoncelles*, 1404 (Arch. de la Mayenne, E). — La seigneurie relevait des châtelainies de Bazougers et d'Arquenay.

2. Forcé, canton d'Argentré. — La terre relevait de la baronnie d'Entramnes, du comté et de l'élection de Laval.

3. Entramnes, canton de Laval-Est. — Siège d'une baronnie érigée en 1608 qui relevait en partie de la baronnie de Château-Gontier et en partie du comté de Laval.

tirer en une perrière joignant aud. jardrin telle quantité de pierre qui sera nécessaire pour icelle clorre. Lesquelles quatre cordes de terre par icelle ainsi données pour servir de cimetièrre pour ceux de lad. religion, ses sujets, qui font et feront à l'advenir et à perpetuité profession de lad. religion aud. comté de Laval, pour les causes cy dessus et parce que aussi luy a pleu et plect et ycelle quantité de terre indemnir et descharger de toutes sortes de debvoir, rentes et obéissances qu'elle en peut pretendre à l'advenir sur ycelle, sans que toutes foys lesd. de lad. religion présents et advenir puissent disposer dud. lieu et don sans la spéciale volonté de lad. dame ou ses successeurs, seigneurs de la terre, fief et seigneurie de Forcé; laquelle donnayson, ainsi faicte par lad. dame donneresse à effect que dessus ce, a esté stipulée et acceptée par lesd. de la religion réformée, présents et advenir, par chascuns de noble Pierre Duboys de Maisneuf, demeurant à Parreneau, paroisse de Parné, honorable M^e Thomas Duchemin, licencié en droict, advocat à Laval, sieur de la Vauselle, demeurant aud. Laval, et honneste homme Isaac Journée, sieur de la Ronse, demeurant aud. Entrasmes, anciens de lad. Eglise....

Ce faict et passé aud. chasteau de Pollyni es présences de Jouachim Bourguilleau et Jacques Bachelot, demeurans aud. Polligny, domestics de lad. dame, tesmoins à ce appelez et requis, et sont signez en la minute, avec nous notaires susd., et lad. C. de la Roussardièrre. Signé : P. Duboys, J. Duchemin, I. Journée, J. Bourguilleau, J. Bachelot, J. Dorcemaine et J. Desboys¹. »

Le 13 janvier, Duchemin écrit, de Laval, à M. du Mon-

1. *Papiers des affaires de l'Eglise réformée de Laval. — Coppie de la donnoison de quatre cordes de terre que M^{me} de Polligny donna pour faire ung cimetyère pour ceux de la religion réformée de l'Eglise de Laval.*

ceau : « ...Mon cheval m'avoit fait cest affront de me laisser cheoir en l'eau. J'en avois achepté un qui me coustoit cent livres, qui, de crainte de me laisser cheoir sans que j'aye monté dessus, depuys l'achapt, s'est laissé mourir. Sy l'exécution de mon estat estoit borné au dedans de la ville et forsbourgs, je n'aurais fait ceste perte, mays à pauvre homme sa vache avorte...¹ » Décidément, Duchemin n'était pas chanceux dans ses achats de chevaux.

Le 8 février, M. de Terchant adresse la lettre suivante à Madame de la Trémoille.

A Madame, Madame la duchesse de la Trimoille.

Madame... Et pour se, Madame, que le soin que vous aves au bien public et le zelle à la gloire de Dieu nous sont en exemple toute manifeste, j'ay pensé que vous ne trouveries point mauvais que je vous avertisse que nous perdons M^r Conseil, pasteur de nos assemblées de Vitré et de la Gravelle, et que je vous en mende nos regrets. L'église de Lassay² nous fait ceste bravade de nous le débaucher et l'attirer uniquement à soy. Sy vostre autorité n'y trouve expédiant pour l'honneur et le bien des dittes assemblées et de vostre maison de séans, la dignité du personnage et

1. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*.

2. Lassay, arr. de Mayenne. — Dès le XV^e siècle, la châtellenie relevait de la sénéchaussée de Meslay. Le marquisat de Lassay, érigé en 1647, étendait sa juridiction sur 30 paroisses ; le ressort du grenier à sel comprenait 43 paroisses. — Voici les noms des pasteurs de l'Eglise de Lassay (colloque du Maine, province d'Anjou), qui sont connus : Lubin (Jacques), dit du Fresne, 1583-1598. — Blevet (Théophile), dit La Combe, 1601-1607. — Conseil (René), 1609-1626. — Homme (David), 1637. — Rouveau, 1637-1644. — Grenaille (Pierre), 1647. — Barbier (Abel), 16.. à 1660. — Malnoë (Benjamin de), 1669. — Le Roy (Philippe), 1676-1677. (Note communiquée par M. le pasteur N. Weiss, membre de la Société de l'Histoire du protestantisme français).

l'indignité de leurs déportemens enflamme nos très humbles supplications.

Votre très humble, très obeissant et fidelle serviteur,

TERCHANT.

A Terchant, se 8^e febvrier 1609¹.

Le 26 juillet, Duchemin écrit, de Laval, à Madame de la Trémoille.

A Madame.

Madame, nous avons recogneu par quelques discours de monsieur du Boys, nostre pasteur, qu'il estoit en volonté de demander son congé au synode assigné à tenir à Polligny, au mois de septembre prochain, sous le pretexte

1. *Chartrier de Thouars*, au mot *Terchant*. — Dans une lettre de Terchant à la duchesse de la Trémoille, lettre datée « à Gason, se 6^{me} febvrier 1618, » on lit : Durant « les longs troubles du royaume... le grand père et le père de ma femme, la très humble sugette et servante de Vostre Grandeur, estans de la Religion, estoient tousjours absens, et sont mors avec Messeigneurs d'Andelot et de Chastillon » (*Ibid*). — Le personnage ci-dessus désigné est François de Châtillon, appelé le colonel-général d'Andelot, beau-frère de Renée de Rieux, dite, depuis qu'elle fut héritière de son oncle Guy XVII, *Guyonne de Laval*. Guyonne était fille de Claude de Rieux, comte d'Harcourt, et d' Catherine de Laval, sœur aînée consanguine de Guy XVII. Elle épousa, le 5 janvier 1545, Louis de Sainte-Maure, marquis de Nesle et comte de Joigny, qui fut appelé, à cause d'elle, Guy XVIII et cinquième comte de Laval. La comtesse de Laval fit mauvais ménage avec son mari et refusa de demeurer avec lui. Elle fut excommuniée, pour cette raison, par l'évêque de Paris. Renée de Rieux et les comtes de Laval qui lui succédèrent, dit Maucourt de Bourjolly, « professèrent ardemment » la religion réformée. Les biens de la comtesse de Laval, qui avait été déclarée « coupable de lèse-majesté », le 19 décembre 1569, furent confisqués. Le sieur de la Barre avait été chargé de défendre Laval contre les huguenots et fit une procession générale, dans laquelle le Saint-Sacrement fut porté « avec la même solennité qu'à la Fête-Dieu, » le 13 décembre 1567. (Voir le *Mémoire chronologique sur la ville de Laval*, cité plus haut, t. II, p. 1 et suiv. — Voir aussi, pp. 336-341, les six lettres de Henri III relatives à Laval et à Vitré à cette époque. Elles sont datées des 27 août, 8 octobre, 15 novembre 1585 et du 1^{er} mai 1586).

qu'il n'est assez bien logé et qu'il n'a un entretien suffisant ; mays au vray pour le mescontentement qu'il a prins de quelque propos que vous eustes avec monsieur Fleury sur le subject de quelques vues et ses actions, lesquelles, au colloque dernier tenu à Polligny, furent blasmées, quoy qu'il se rendist difficile à croire qu'il n'estoit décent à sa qualité de porter une bielle ¹ et unne escoupette ² et publiquement et fréquemment.

La crainte que nous avons que nostre église, desjà foible, se dissipe entièrement par la discontinuation de l'exercice, nous contrainct recourir à vous à ce qu'il vous plaize, Madame, où monsieur du Boys persisteroit en ceste volonté de se retirer, nous secourir et aider à ce que, par vostre faveur et assistance, nous fussions pourveuz d'autre pasteur, la bonne vye et probité duquel servist d'exemple et la doctrine d'edification à son église contre les efforts des adversaires qui s'efforcent d'heure à autre de destourner Levy esquels ilz voyent tant soit peu de fragilité et de facilité. Nous espérons ce bien de vous et pour vostre piété et charité et pour l'affection particulière que vous avez à l'edification de ceste église, laquelle sera d'autant plus obligé à pryer Dieu,

Madame, qu'il luy plaize vous conserver, avec nosseigneurs, sous sa sainte protection et sauvegarde.

De vostre Laval, ce 26 juillet 1609.

Vos plus humbles serviteurs, les antiens de l'église de Laval.

DUCHEMYN, au nom de tous³.

Le 23 août, on lit en post-scriptum d'une lettre écrite, de Laval, par Duchemin, à Madame de la Trémoille :

1. Bielle ou biâle, espèce de veste. — Biaude, blouse, vareuse. (Du Cange, *Bialdus*, *bliaudus*). — (Voir le *Lexique* de Raynouard et le *Vocabulaire du Haut-Maine*, par C. R. de M., le Mans, 1859).

2. Escoupette, escopette, espèce d'arquebuse dont on se servait sous Henri IV. Elle fut, plus tard, perfectionnée et devint la carabine.

3. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*.

« Je vous avois rescript unne lettre pour nostre pasteur, dont je n'ay eu aucune reponce, et le synode est assigné à Polligny le 2 septembre prochain¹.... » En effet, le synode se réunit à Poligny les 3, 4, 5, 6, 7 et 8 septembre. Le sieur de la Branchouère représentait les églises de Château-Gontier, Craon et les Landelles. Abel du Val, sieur de Villeray, l'accompagnait².

Le 3 septembre, le pasteur Duboys avait baptisé Thomas, fils de Gilles Moreau et de Marguerite Bourdais ; parrain : honorable homme Thomas Le Long, sieur de la Jarossaie, fief vassal de la baronnie d'Entramnes ; marraine : honorable femme Suzanne Duchemin, dame de la Machaye. Le 28 octobre, baptême de Jacques, fils de M^{re} Estienne Roger, sieur de la Gaudinaye, et de Suzanne Turpin ; parrain : Valentin Bourdays ; marraine : Marie Bois-Ramé³.

1. *Chartrier de Thouars*, au mot *Duchemin*.

2. Voir le manuscrit de la Bibliothèque de Blois, fonds Pothée.

3. *Papiers des affaires de l'Eglise réformée de Laval*.

CHAPITRE IV

Mariages et baptêmes. — David de la Place succède à Samuel, Duboys en qualité de pasteur de l'Eglise réformée de Laval « desservie en la maison seigneuriale de Poligny. » — Il est remplacé par Jean Grenon. — Etienne Lebloy, Jean Bouchereau, sieur de la Mauche, époux de Guyonne Duncan, et Fortin sont ministres après le précédent. — Ils sont à leur tour remplacés par Jean Rousseau.

Le 14 mars 1610, baptême de Pierre, fils de Nicolas Hamon et de Renée Baude, demeurant au village du Rocher, « paroisse d'Entrasmes. » Parrain : Pierre Hoisnard, sieur de la Burdangière, « demeurant à présent à Entrasmes ; » marraine : Marie Bois-Ramé. Le baptême est administré par « Jehan Duboys, diacre de ceste église. » Le 15 mars, baptême de Samuel, fils de Mons. Duboys, « ministre du Saint Evangille de l'Eglise réformée de Laval recueillie en la maison seigneuriale de Poligny. » C'est encore Samuel Duboys qui baptise. Parrain : honorable homme Thomas Duchemin, sieur de la Vauzelle ; marraine : haute et puissante dame Catherine de la Roussardière, dame de Mayneuf et de Poligny¹. Le 20 mai, mariage de Nicolas Russelle, « natif de Vitry-en-Perthuys, » avec Jehanne Duboys. Le 19 décembre, baptême de Françoise, fille d'Etienne Roger et de Suzanne Turpin ; parrain : François Duchemin ; marraine : Claude Turpin.

Le 24 avril, 1611, baptême de Samuel, « fils de Monsieur Duboys, nostre pasteur, et de damoiselle An-

1. Un sieur de Launay signe aussi au baptême. Il est à remarquer que presque tous les parrains, qui étaient gens instruits, apposent leur signature au bas des actes dont nous donnons la liste.

thoinette Chasline. » Parrain : honorable Samuel Pelisson, sieur de l'Hommelaie¹; marraine : demoiselle Elisabeth de la Roussardièrre, femme de Monsieur Duboys de Mayneuf.

Le 29 juin, baptême de René, fils de noble homme René Duboys et de damoiselle Suzanne de la Roussardièrre; parrain : messire René de Montbourcher, sieur du Bordage; marraine : Elisabeth Duboys, son épouse.

Le 19 avril 1612, baptême d'Elisabeth, fille de honnête homme Samuel Pelisson, sieur de l'Hommelaie, et d'Elisabeth Grimaudet; parrain : Jean Huet, sieur de la Baltière²; marraine : Marie Pelisson, « femme de Monsieur Latour de Vitré. » Le 23 mai, baptême de Catherine, fille de « noble Samuel Duboys, pasteur audit lieu, » et de damoiselle Antoinette Chasline; parrain : « Monsieur de Saint-Laurent, procureur fiscal de Laval; » marraine Catherine Tamponel « qui présente l'enfant au baptesme. » Le 9 décembre, baptême de Joachim, fils de « honorable homme Hannibal de Farcy de Saint-Laurent, procureur fiscal de la ville de Laval, et d'honorable femme Guyonne de Launay; parrain : Pierre Duboys, sieur de Mayneuf; marraine : haute et puissante dame Catherine de la Roussardièrre, « dame de Mesneuf et Polligny, Parneau et autres lieux. »

Le 23 septembre 1613, mariage de Joachim Bourguilleau, pasteur, fils de Messire Ambroise Bourguilleau et de Geneviève Lemaistre, avec Suzanne Cottereau, fille de défunt René Cottereau et de Jehanne Briant, « tous deux estant serviteurs domestiques de Madame de Maisneuf. » Le 22 décembre, baptême d'Isaac, fils de Pierre de Javerzac, sieur des Bas-Anges, et de damoiselle Marie de la Chesnaie; parrain : haut et puissant

1. Hommelaie (la), f. c^{de} de l'Huissierie.

2. Balletières (les), hameau, commune de Saint-Mars-du-Désert.

seigneur René de Montboucher, sieur du Bordage ; marraine : haute et puissante dame Catherine de la Roussardière, dame de Mayneuf.

Le 6 mai 1614, baptême de Benjamin (*sic*), fils de (*sic*), dit le Russeon, et de (*sic*), sa femme, au château de Montjean¹ ; parrain : Benjamin Journée, « sieur de l'Oysellière » ; marraine : Suzanne Journée, « fille aysnée de Monsieur de la Ronse. » Le 26 octobre, baptême d'Antoinette Duboys, fille de noble Samuel Duboys, « pasteur de ceste église », et de damoiselle Antoinette Chasline. Monsieur de la Ronse et Madame de Mayneuf sont présents au baptême. Le 16 novembre, mariage de Henri du Rocher, « soy disant escuier, » fils de Honoré du Rocher, « sieur d'Eglan, » et de damoiselle Jehanne du Merin, avec damoiselle Gabrielle de Foucher, fille de René de Foucher, « escuier, sieur de Rougeuille, » et de damoiselle Marie de Pontoise. Les annonces ont été faites « en l'église de Rennes en Bretagne, dont tesmoignage a apparu sur ce du pasteur et de deux anciens de

1. Montjean, canton de Loiron. — Chatellenie vassale du comté de Laval ; ancienne paroisse du doyenné et de l'élection de Laval. — Les ruines du manoir sont baignées par un bel étang. C'est dans ce château, dont il était gouverneur, que Jean de Criquebeuf, chevalier des ordres du roi, époux de Claude de Saint-Melaine, fut tué dans la nuit du 6 au 7 octobre 1591. Sa veuve se remaria en 1610 avec Messire Guy de Vaux, seigneur de Loresse, protestant comme elle, par contrat passé devant maître Denys Couennier, sieur de la Vivencièrre en Courbeveille. Sa cousine, Marie de l'Isle-du-Gast, qui demeurait au même château, demandait, dans son testament, à être enterrée dans le cimetière de la religion réformée « qui avoit esté fait auprès de Poligné. » (*Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*, t. II, (1882-1883), p. 343. — Voir aussi notre *Histoire de la Baronnie de Craon*, de 1382 à 1626.)

2. La famille de Pontoise, qui a fourni une suite de célèbres docteurs médecins, était d'origine angevine. Une branche de cette maison avait embrassé le calvinisme au XVI^e siècle. René de Pontoise est cité en 1581 dans une requête adressée par les huguenots de l'Anjou au roi de France. (*Archives anciennes de la Mairie d'Angers*, BB., 36, f^{os} 353-354).

ladite église. » L'acte est signé de « D'Avignon, pasteur, de la Haye, et de Beaulieu. » Le même jour, « en la même exortation, » Jehan Duchesne, marchand tailleur de pierres, « fils de JehanDuchesne du Domaignie, natif d'Artez en Béarn, » épouse Marguerite Beaunais, « fille de deffunct Jean Beaunais et de François Vincent, les annonces ayant premièrement esté publiées en ceste église réformée de Laval. »

Le 13 février 1617, baptême de Henri, fils de noble Samuel Duboys, « pasteur de ceste église », et de damoiselle Antoinette Chasline, « Monsieur de la Barre de Chivray¹ et mademoiselle de Polligny, fille aînée de Monsieur du Bordage, présentant au baptesme. » Du Boys, père et pasteur, administre le dit baptême. C'est le dernier acte signé par ce ministre. Il a pour successeur, de 1617 à 1619, David de la Place.

En 1619, Jean Grenon était ministre de l'église réformée de Laval. Le 9 janvier de la dite année, il baptise Henriette, fils de haut et puissant seigneur Messire René de Montboucher, sieur du Bordage, et de Madame Elisabeth Duboys. Le parrain est haut et puissant seigneur Henri de Chivray de la Barre, et la marraine Suzanne Duboys, fille de Monseigneur Duboys de Mayneuf. Le 31 mars, baptême de Philippe, fils de Monsieur de Saint-Laurent; parrain : M. de Montmartin; marraine : madame du Bordage. Le 15 avril, on baptise Thomas Lelong; parrain : Monsieur Poisson; marraine : mademoiselle de Villeray. Le baptême est administré par « Lamauche-Bouchereau, pasteur. »

Le 14 mai 1620, baptême de Suzanne, fille de Monsieur de Saint-Laurent; parrain : M. Hamelin, demeurant à Loudun; marraine : Madame de la Delaye,

1. Henri de Chivré, 1^{er} du nom, seigneur de la Barre de Bierné, cité dans notre étude sur les *Chivré, marquis de la Barre de Bierné (XVI^e-XVII^e siècles)*.

« demeurante à Saumur. » L'enfant est baptisé à Forcé par Jean Grenon.

Le 19 novembre 1623, Etienne Leblois, « ministre à Poligny¹, » baptise Marie, fille de Gilles Moreau et de Jeanne Fouassier, demeurant « en la paroisse d'Entrames; » parrain : Monsieur Poisson ; marraine : « Mademoiselle de la Chanverie². »

« Michel Bourdin, fils de Michel Bourdin et de Suzanne Hardy, nasquit le quatrième de mars 1625 et fut baptisé quelques jours après à Poligny par moy Estienne Leblois, ministre audit lieu; son parrain fut Hannibal de Farsy, sieur de St-Laurent, procureur fiscal à Laval et la marraine, Suzanne Chevallerie. »

Le 7 février 1627, baptême de Suzanne, fille du sieur Michel Bourdin et de Suzanne Hardy; parrain : René Bergeon, « sieur de la Seberdière »; marraine : Marie Hardy. Le 23 mars, baptême d'Abel, fils de Salomon de Brossard, sieur de la Mothe, et de Madeleine de la Cour; parrain : Abel du Val, sieur de Villeray; marraine : damoiselle Marie Lebigot, sa femme.

Le 10 février 1629, naissait une autre fille de Michel Bourdin et de Suzanne Hardy, qui « a esté baptizée le dimanche suivant en l'église réformée de Laval recueillie à Polligny; » parrain : Gilles de Farcy; marraine : Suzanne Gaultier, « damoiselle de la Leserie³. » C'est « Lamauche-Bouchereau » qui administre le baptême. « Isaac de Farcy est né le huitième may 1629 et a esté baptisé par M. Leblois, ministre de Poligni, le 17^e jour dudit mois, jour auquel sa mère a été enterrée »; parrain : Monsieur de Richelieu-Doisseau; marraine :

1. Etienne Leblois, natif d'Anjou, était pasteur d'Angers en 1603. Il y tenait encore le prêche en 1621. En 1626, il était député au synode de Castres. — Un autre Etienne Leblois, fils du précédent, lui avait succédé à Saumur en 1637.

2. Chanverie (la), f. c^{ne} de Fougerolles.

3. La Laiserie ou Leserie, hameau c^{ne} de Landivy.

« Mademoyselle de St-Laurent. » L'acte est signé de Lamauche-Bouchereau, pasteur. Le 20 novembre, baptême d'Elisabeth Doisseau ; parrain : Monsieur de Saint-Laurent ; marraine : Madame du Bordage. Le 31 novembre, baptême de Charles Doisseau ; parrain : « Monsieur le lieutenant particulier de Farcy ; marraine : Mademoyselle de la Croix, fille de M^e Dunoyer, d'Alençon. »

Le 9 septembre 1631, baptême de Judith de Farcy, fille de Monsieur de la Pinetière ; parrain : Monsieur de Saint-Laurent ; marraine « Mademoyselle de Noyer, sœur de la mère de l'enfant, de l'Eglise d'Alençon. » Le 20 octobre, baptême de Charles Debras ; parrain : M. d'Orvillers ; marraine : Madame du Bordage.

Le 14 mars 1632, baptême de Marie Doisseau ; parrain : M. de Pinel ; marraine : mademoiselle de la Gouretière. Tous ces baptêmes sont administrés par Lamauche-Bouchereau. Le 31 août, Jean Bouchereau, pasteur, baptise Annibal de Farcy, fils de Monsieur et Madame de la Gouretière¹ ; parrain : M. de Farcy, lieutenant particulier à Laval, son oncle ; marraine : Mademoiselle de Saint-Laurent, sa grand'mère. Le 21 septembre, baptême de Judith, fille de Clément de la Noë. Elle était née deux jours après la mort de son père. Parrain : Monsieur de la Couldre, capitaine du château de Montjean ; marraine : Mademoiselle de Saint-Victor.

Le 2 janvier 1633, baptême, à la Vairie², de Marguerite de la Vairie ; parrain : Guy de la Vairie, sieur de Désertines³, son frère ; marraine : Marguerite Dangenès, dame de Tracy, sa grand'mère. Le 6 janvier, « jour des Roiz, » baptême de Guy Farcy ; parrain : Monsieur

1. Gourretière (la), f. c^{ne} de Montjean ; détruite vers 1847. — Fief vassal de la châtellenie de Montjean.

2. Vairie (la), h. c^{ne} de Désertines. — Fief vassal de la châtellenie de Pontmain.

3. Désertines, près Landivy, relevait du duché de Mayenne.

de Saint-Victor; marraine : Madame de la Ronse, la mère. Le baptême est fait à Loresse. Le 10 avril, baptême de Daniel Bourdin, fils de M. de la Rousselière; parrain : Samuel Lefebvre; marraine : Elisabeth Bouchereau. Le 7 septembre, baptême d'Elisabeth, fille de Samuel Lefebvre et d'Elisabeth Bouchereau; parrain : Jean Bouchereau, sieur de la Manche, pasteur de ladite église; marraine : Marie Hardy, dame de la Dormerie. Au mois de novembre de la même année, ce Jean Bouchereau célébrait son mariage à Saumur¹.

Le 25 mars 1634, naissait René Doisseau, baptisé le jour de Pâques suivant, 16 avril; parrain : M. de Farcy, « sieur de la Daguerie; » marraine : « Damoiselle Catherine de Farcy, sa sœur. »

« Le 17^e janvier 1635, un mercredi à huit heures du soir, est né René Bouchereau. Il a esté présenté au saint baptême le mercredi suivant; ses parain et marraine ont esté M^r de Montboucher, sieur du Bordage, et Madame de Villiers. Joachim de Villiers-Charlemagne signe sur le registre avec le pasteur Bouchereau et René de Montboucher. » Le 27 mai, baptême de Claude de Farcy,

1. Plusieurs Bouchereau exercèrent les fonctions de pasteur en Anjou. (Voir le *Dictionnaire historique de Maine-et-Loire*, au mot Bouchereau). Jean Bouchereau, fils de Samuel Bouchereau, pasteur et recteur de l'Académie de Saumur de 1609 à 1630 (date de sa mort), épousa Guillonne Duncan, probablement fille de Marc Duncan, professeur à la même Académie, et de Suzanne Gorin. Ce même Jean Bouchereau, sieur de la Mauche (ou de la Mosche), fut reçu comme pasteur de l'église de Laval, en même temps que Le Vachier, pasteur de l'Isle-Bouchard et Simon, pasteur de la Barre, par le synode d'Anjou tenu à Loudun le 7 avril 1631. Il fut ensuite pasteur à Nantes sans doute de 1634 à 1670. On lit dans le registre du consistoire de Suce (où se recueillait l'église de Nantes) : « Le 29 novembre (1670), Jean Bouchereau, sieur de la Mauche, l'un de nos ministres, âgé de 72 ans environ, et Guillonne Duncan, sa femme, âgée de 57 ans ou environ, sont mort au bourg de Suce, dans la maison de nostre temple, et ont esté enterrés dans notre cimetière le 30 dudit mois et an. » (Voir Vaurigaud, *Essai sur l'Hist. des Eglises réformées de Bretagne* et l'*Histoire de l'Eglise réformée de Nantes*).

filles de Monsieur de la Gouretière ; parrain : M. de Farcy, sieur de la Gouretière ; marraine : damoiselle Claude Usille, fille de M. du Coing. Le 19 juillet, Pierre Sausier épouse Louise de Saint-Denis, en présence de M^r David de Sorhoette, sieur de Pommerieux, et de Jacques Bourdon.

« Le troisième mars 1636 est né Marc Bouchereau, fils dud. pasteur, et a esté présenté au baptême le dimanche suivant ; » parrain : M. Dumay, grand'père de l'enfant ; marraine : Madame du Bordage. Tous les baptêmes précédents sont administrés par Jean Bouchereau. Le 9 novembre, on apporte à Lamauche-Bouchereau, Elisabeth, fille de Mademoiselle Hautelle, « réfugiée de cette Eglise depuis troys ou quatre ans. » L'enfant est âgée de sept ou huit semaines et « avoit esté baptisée dans l'Eglise Romaine seulement par une sage femme et depuis confirmée par un prestre pasteur. » Elle est présentée par Monsieur de Montboucher, fils de Monsieur du Bordage, et par Mademoiselle Guillonne Dumay. Le 9 mai 1637, baptême d'Annibal, fils de Nicolas Prouvaire, sieur de Bichetot et de damoiselle Jeanne de Farcy ; parrain : Annibal de Farcy ; marraine : Marie de Gennes, veuve du défunt sieur du Coing. Le baptême est administré par Fortin, pasteur. Le 9 mai, baptême, par le même Fortin, de Jérôme, fils de Thomas Reman et de Anne Garatin. L'enfant est présenté par Jérôme Pelisson, sieur de la Baronnière, en Nuillé-sur-Vicoin.

Le 16 mai 1638, baptême, par Rousseau, pasteur, de Marguerite de Farcy, fille de Monsieur de la Gouretière ; parrain : Monsieur de la Daguerie ; marraine : Mademoiselle de la Carterie, de Montjean.

Le 20 février 1639, Rousseau, pasteur, baptise Samuel, fils de M. du Rocher et de la fille aînée de M. de l'Hommelaie, nommée Elisabeth Pelisson ; parrain : M. de la Baronnière ; marraine : Mademoiselle de

l'Hommelaie, sa grand'mère. Le 31 juillet, baptême de Jean, fils du sieur Brodeux, demeurant à Laval ; parrain noble homme Jean Rousseau, sieur de la Lizière¹ ; marraine damoiselle Guyonne de Launay, femme de Monsieur de Saint-Laurent, procureur fiscal à Laval. Le 4 septembre, baptême d'Abraham, fils de Jean Le Bourdelier, « maistre teixier à Laval. » Parrain : le sieur Raymont ; marraine : damoiselle Suzanne de Launay, veuve de feu noble homme Jean Rousseau, sieur de la Lizière, de Maisoncelles.

« Le quatorzième jour d'avril mil six cent quarante a esté présentée la fille de M^e Annibal deFarcy, escuier, sieur de Saint-Laurent et de damoiselle Claude Usille, laquelle, estant née le huitième jour de janvier dernier, avoit esté, par l'entremise de quelques unes des domestiques baptisée par un pasteur de l'Eglise romaine, sur l'apprehension de sa mort. Elle fut apportée en ce lieu en présence des sousignés. M^e Annibal de Farcy, son ayeul, luy a donné le nom de Marguerite. Signé : Rousseau, pour témoin : Thomas Esnault, pour témoin ; Farcy. »

Le 8 septembre 1641, baptême de Thomas, fils de Thomas Renam, « maistre brodeur, » demeurant à Laval ; parrain : Monsieur Thomas de Farcy, sieur de la Gourtière ; marraine : d^{elle} Claude, sa fille, femme du sieur de Saint-Laurent. Le 10 novembre, baptême d'Annibal et de René, tous les deux fils du sieur François Blesseboys, sieur de la Tour, « demeurant de présent à Laval. » Le premier a pour parrain : M. de la Gourtière et pour marraine : Mad. de la Gouretière, sa mère ; le deuxième a pour parrain : M. de la Daguerie, en Saint-Denis-de-Gastines, et pour marraine : Mademoi-

1. Lizière (La) ou la Lezière, château et ferme, commune de Maisoncelles.

selle de la Gourtière. Rousseau est toujours pasteur de l'église réformée de Laval¹.

1. Cette liste, qui remplit le chapitre IV de notre travail, est également extraite des *Papiers des mariages et baptêmes faits en l'Eglise réformée de Laval étant présentement desservie en la maison seigneuriale de Poligny*.

CHAPITRE V

Continuation des mariages et baptêmes. — Mathieu Larroque, ministre de Vitré, épouse, à Terchant, Marie de Gennes. — Violation de la sépulture d'Armand de Menou, commis général des gabelles « au département d'Anjou et Mayne. » — L'Eglise réformée de Laval, qui était « desservie en la maison seigneuriale de Poligny, » est transférée au château de Terchant. — Pierre Demay, époux de Marie de Prouvère, exerce les fonctions de pasteur. — Inhumations « aux Quatre-Fourchettes, » cimetière des protestants. — Mariages et baptêmes. — Les familles de Madaillan, de la Chevalerie et de la Saugère.

Le 25 mai 1642, on baptise la fille de Jérôme Pelisson, sieur de la Baronnière¹ ; parrain : Jean le Gentilhomme, son grand'père ; marraine : Françoise Pelisson, sa cousine germaine. Le 15 juin, baptême de Jacques, fils de François de Farcy, écuyer, sieur de Saint-Laurent, et de damoiselle Claude Usille ; parrain : Thomas de Farcy, sieur de la Gourtière ; marraine : damoiselle Guyonne de Launay, son aïeule.

Le 1^{er} février 1643, baptême de Jeanne, fille de Jean le Gourdelier, « teixier à Laval. » Parrain : M^r de la Baronnière-Pelisson ; marraine : Madame des Bicheteaux. Le 2 mai, baptême de Marie, fille de François Blessebois et de Marie Cheron ; parrain : Monsieur de la Carterie ; marraine : Mademoiselle de la Daguerie². Les registres ne mentionnent pas les mariages et les baptêmes célébrés de 1643 à 1648.

Le 21 juin 1648, Mathieu Larroque, ministre de Vitré

1. Baronnière (la), f. c^{no} de Nuillé-sur-Vicoin.

2. *Papiers des mariages et baptêmes faicts en l'Eglise réformée de Laval estant présentement desservie en la maison seigneuriale de Poligny.*

(1647-1671), épouse, à Terchant, Marie de Gennes, fille de Jean et de Charlotte Conseil, sieur et dame de la Baste¹. C'est le dernier acte signé par Jean Rousseau, « pasteur de l'Eglise de Laval. »

Après le décès d'Armand de Menou, commis général des gabelles « au département d'Anjou et Mayne, » en 1650, deux misérables violèrent sa sépulture. Ils le déterrèrent pour voler ses vêtements et brisèrent le cercueil déposé dans le cimetière des protestants de Laval, raconte Le Blanc de la Vignole². Les registres ne contiennent aucune mention relative aux mariages et baptêmes célébrés de 1648 à 1660.

Le château de Terchant était devenu le lieu de rendez-vous de réformés. Le 11 novembre 1660, on baptise, dans l'église de Terchant, Marie Poisson, fille de Philippe Poisson et de Jeanne Chesneau. Le parrain est le baron de Marcé ; la marraine est la baronne de Marcé³. Le baptême est administré par « M. de la Roque, pasteur de l'Eglise de Vitré, » en l'absence de Pierre Demay, pasteur de Terchant⁴.

Le 15 mai 1661, baptême de Philippe, fils de Julien Grenier, sieur de la Duboisière, et de Jeanne Lescuier⁴ ; parrain : Messire Philippe de Farcy ; marraine : dame Anne Lescuier⁵, sa tante. C'est Pierre Demay qui marie,

1. *Journal historique de Vitré, etc.*, p. 568. — Ce même pasteur épousait en secondes noces, le 20 septembre 1658, Jeanne de Gennes, fille de Paul et de Marie Lemoyne, sieur et dame des Poiriers.

2. Voir le recueil fait par Jacques Le Blanc de la Vignole, avocat au siège de Laval, manuscrit de la Bibliothèque de Laval, fol. 177 v^o.

3. Claude-Charles Goyon, baron de Marcé, vicomte de Terchant.

4. Les actes qui suivent sont extraits des *Papiers pour l'Eglise de Terchant où sont les registres de mariages, baptêmes et sépultures qui y sont faites depuis le 3^{me} juillet mil six cent soixante*. On ignore pour quelle raison le château de Poligny, après avoir servi aux huguenots pendant soixante ans, fut abandonné par eux au profit de celui de Terchant.

5. Voir, sur Madeleine Lescuier, les *Archives de la Mayenne*, B. 2321.

administre le baptême et enterre les protestants de la région jusqu'en 1684.

Le 29 mai 1661, baptême de Elisabeth-Marie, fille de haut et puissant Messire Claude-Charles Goyon et de dame Marie d'Appelvoisin; parrain : messire Guy des Vaux, seigneur de Loresse; marraine : dame Elisabeth du Matz, « douérière de Marsé. »

Le 1^{er} juin 1661, mariage de noble homme Pierre Nouaille, sieur de Colsigné, demeurant à Saint-Malo, avec damoiselle Jeanne de Gennes, de l'église de Vitré, « sur l'attestation qui m'a été affirmée de leurs aunonces publiques aud. Vitré et à Plouer, sans aucune opposition. » Le 13 du même mois, baptême de Jacques Benjamin des Vaux, fille de messire Jacques des Vaux, seigneur de Dureil, et de dame Marie de la Chevalerie; parrain : Benjamin de l'Isle, « seigneur de Sarsigny¹; » marraine : damoiselle Marguerite de Madaillan², damoi-

1. Sarcigné, h. c^o de Saint-Loup-du-Gast. — Fief vassal de la baronnie d'Ambrières. — L'Isle, chât. m^l et f. c^o de Saint-Fraimbault-de-Prières. — *L'Isle-du-Gast* (carte de Jaillot). Seigneurie du duché de Mayenne, dont dépendaient les fiefs d'Augeard, des Cautières, de la Marcillerie et d'Ollon.

2. Les Madaillan étaient originaires de l'Agénois, où une baronnie de ce nom les fait connaître depuis au moins le XI^e siècle. A la fin du XVI^e siècle, Jean de Madaillan, 1^{er} du nom, fils de Louis de Madaillan, seigneur de Montataire, et de Marguerite de Fay, se fixa en Anjou en 1590 par son mariage avec Judith de Chauvigny, héritière de la lignée des Chauvigny. Il devint le chef d'une branche qui, dans les premiers temps du protestantisme, fit surtout beaucoup parler d'elle. Les Archives de Maine-et-Loire possèdent, sur cette branche, un assez curieux dossier, de la série E, n^o 3243. Vers 1780, le feudiste angevin Audouys rédigea un intéressant précis historique, encore inédit, sur les Madaillan d'Anjou. Cette famille posséda aussi le marquisat de Lassay. (Voir *l'Essai historique sur le château de Lassay*). — Isaac de Madaillan, s^r de Montataire, marquis de Lassay, fils de Jean de Madaillan, 1^{er} du nom, ci-dessus nommé, après avoir servi en 1622, contre ses coreligionnaires, sous le duc d'Elbeuf, fut gratifié d'une pension de 4,000 livres, qui fut portée à 7,000 en 1644. Il prit plus tard du service en Hollande, et, à son retour en France, abjura le protestantisme avec ses deux fils Louis et René, qu'il avait eu de son mariage, célébré à Charenton en 1627, avec Jeanne de

selle de Chauvigny. Le 25 juillet, mariage de Philippe Huchet avec Marguerite Bourdon. L'union est célébrée par « M. de la Roqueboier, ministre de la Moussay. » Le 4 décembre, mort de David Balant, dit la Ramée, valet de chambre de M. de Marcé. Son corps est inhumé « aux Quatre-Fourchettes, cimetière de ceux de lad. religion. »

Varignies, fille de Tannegui, sr de Blainville, conseiller d'état et privé, capitaine de 50 hommes d'armes, lieutenant pour le roi en Normandie, et d'Antoinette du Parc. Isaac avait acheté la terre seigneuriale de Lassay à l'adjudication de 1629. Il obtint en 1647 l'érection de ce domaine en marquisat. Il y ajouta la terre du Bois-Froult. Après lui, Louis II, son fils, fut marquis de Montataire. Estropié à la bataille de Lens, il reçut quatre mois après la charge de capitaine-lieutenant des gendarmes de Bourgogne, puis fut fait maréchal des camps et armées du roi à l'âge de 22 ans. Il eut de Suzanne de Vipart de Silly, Armand de Madaillan, marquis de Lassay, qui commença à servir en 1672 et eut à 19 ans le guidon de gendarme du Roi, qui lui coûta 70,000 écus, et un an après acheta l'enseigne de la même compagnie qui lui coûta 240,000 livres. Il fut lieutenant général de Bresse, Bugey, Valromey et Gex, par provision du 8 mars 1696. Il mourut le 21 février 1738. Il avait épousé successivement : Marie-Marthe Sibour, Marianne Pajot et Julie, dite Mademoiselle de Châteaubriant, fille naturelle du prince de Condé. Philippe de Madaillan, frère de Isaac, fut seigneur de Chauvigny. Il présentait en 1648 la chapelle du Vilabon, desservie dans l'église d'Athée. Il épousa Marie Ollivier. Il était mort en 1675, comme le prouve l'acte de partage que nous publions plus loin. Il laissa de nombreux enfants, dont Philippe de Madaillan, chevalier, demeurant à Paris (Audouys, *Archives de Maine-et-Loire*, E. 3243). Il est probable que c'est le chevalier Philippe de Madaillan qui se convertit en 1686 et adressa au roi une épître en vers pour expliquer à Louis XIV les motifs de son abjuration. Le 19 janvier 1686, Louise de Madaillan, Pierre de la Faucille, son mari, et Judith de Madaillan abjuraient dans la chapelle du château de la Faucille, comme nous l'avons raconté dans notre ouvrage sur *Les Chivré, marquis de la Barre de Bierné*. (Voir les *Arch. de M.-et-L.* loc. cit. — Audouys, *Bibl. d'Angers*, mss. 1003. — *Essai historique sur le château de Lassay*. — *Arch. du château de Lassay. Mémoire pour servir à la généalogie de Mgr de Madaillan*). — *La France protestante*, t. VIII, pp. 101 et 162, consacre un article aux Madaillan. Les auteurs disent, à tort, que c'est Philippe de Madaillan, époux de Marie Ollivier, qui présenta au roi, en 1686, la requête en vers dont nous venons de parler. Or ce personnage, comme nous l'avons constaté, était décédé en 1675. Ce n'est donc pas lui qui mourut en 1719, âgé de 89 ans, laissant deux fils.

Le 3 février 1662, on baptise Constance Huchet, fille de Philippe Huchet, « m^{re} rouettier, » et de Marguerite Bourdon. Elle a pour parrain le ministre Pierre Demay lui-même, et pour marraine Mademoiselle du Boulay. Le 14 avril, baptême de Claude-Marguerite, fille de haut et puissant messire Claude-Charles Goyon et de dame Marie d'Appelvoisin ; parrain : Messire Claude Goyon, seigneur de Tourande, et marraine : damoiselle Claude Goyon, « demoiselle de Coitaut, pour demoiselle Marguerite d'Appelvoisin, d^{lle} de Hersé¹. » Le 31 mai, n. h. Marc Menart, sieur de la Lande, épouse Marie Paillant, fille de n. h. Jean Paillant et de dame Gabrielle Gorget, demeurant tous à Vitré, « où les annonces ont été publiées. » Le 19 juin, baptême de Charles-Pierre, fils de honorable homme Philippe Poisson et de dame Jeanne Chesneau ; parrain : le pasteur Pierre Demay ; marraine : haute et puissante dame Charlotte Grimaudet, « dame de Guerfarsy ». Le 1^{er} novembre, M^r Bourceau, pasteur du Rocher-Farcy, bénit le mariage de Pierre Demay, ministre de l'église de Terchant, avec Marie de Prouvère, fille de M^r et M^{me} des Bicheteaux. Le 2 du même mois, la damoiselle Jeanne de Farcy, femme de M. des Bicheteaux, décède à la Poterie et est inhumée aux Quatre-Fourchettes, dans le cimetière des réformés. Le 19 décembre, mariage de Pierre Goberon, sieur de la Maisonneuve, avec damoiselle Jacquine de l'Espine, tous les deux habitants de Vitré, « après avoir vu une attestation comme les annonces avoient été publiées. »

Le 4 février 1663, honorable homme Elie Benestier, sieur de la Noë, fils de défunts Clément Benestier et Marie Mériail, épouse Esther Chesneau, fille de Louis Chesneau et de dame Billard. « Le 21^e avril 1663, sont

1. La famille d'Appelvoisin, de la Roche-du-Maine, posséda la vicomté de Hersé en Bretagne. Elle portait : *De gueules à la herse ou porte à coulisses de neuf pièces d'or clouées d'azur.* Supports : *Deux lions d'or.* Cimier : *Un vol d'argent.*

nayes Charlotte des Vaux et Marie-Margueritte, sœurs jumelles, filles de messire Jacques des Vaux, seigneur de Dureil, et de dame Marie de la Chevalerie, et ont été présentées au baptême, scavoir : la première par Messire Pierre de Madaillan, seigneur des Ajoncs¹, et demoiselle Charlotte d'Andigné, demoiselle de Litré, et la 2^e par Messire Jacques de Menou et demoiselle Marguerite de Farcy, demoiselle de la Carterie. »

Le 29 avril 1663, Jean Huchet épouse Anne Milsent.

1. Le 22 avril, 1675, on procédait au partage, par devant François Le Mouiste, notaire à Athée, des successions de Philippe de Madaillan, sgr de Chauvigny, et de Marie Ollivier, sa première femme, entre : René de Madaillan, comte de Chauvigny, où il demeure, fils aîné desdits défunts ; Philippe de Madaillan, chevalier, demeurant à Paris, en son nom et comme procureur de Pierre de Madaillan, chevalier, sieur des Ajoncs, demeurant au château de la Glanchère, paroisse de Balesme, en Touraine ; Amaury de Madaillan, chevalier, sieur de Lisle, demeurant à Chauvigny, paroisse d'Athée ; Pierre de la Faucille, chevalier, s^r dudit lieu, et Judith de Madaillan, son épouse, demeurant à la Faucille, paroisse de l'Hôtellerie-de-Flée ; Louise de Madaillan, épouse de Pierre de la Faucille, s^r de Saint-Aubin, demeurant au château des Landes, paroisse de Saint-Aubin ; Marie de Madaillan, épouse de Guy des Vaux, chevalier, sieur de Loresse, y demeurant paroisse de Lambon, près le Mans, et encore ledit Philippe de Madaillan comme procureur de Marc-Antoine de la Viallière, chevalier, s^r dudit lieu, et de Marthe de Madaillan, son épouse : tous les dessus dist sieurs et damoiselles de Madaillan enfants dudit feu Philippe de Madaillan, s^r de Chauvigny, et de Marie Ollivier, sa première femme. Sa seconde femme, Charlotte de Saint-Germain, signe aussi ce partage. (*Archives de Maine-et-Loire*, E, 3243). — Le 20 décembre 1688, les créanciers poursuivaient la vente de la terre de Chauvigny sur René de Madaillan de Lesparre, chevalier, sgr de Chauvigny, époux de feue Marie Buinart, contre la production de Amaury de Madaillan, chevalier, sgr de l'Isle d'Athée, la Ragotière, etc., époux de Suzanne de Boisguineuf (Boisguéhenneuc) ; Judith de Madaillan, veuve de Pierre de la Faucille ; Louise de Madaillan, épouse de Pierre de la Faucille ; Marie de Madaillan, épouse de Marc de Bréon ; Marthe de Madaillan, épouse de Marc-Antoine de la Viallière ; Philippe de Madaillan, frère aîné (*Ibid.*). — Les Madaillan s'armaient : *Ecartelé au premier et au quatrième tranché d'or et de gueules, au deuxième et troisième d'azur au lion d'or couronné de même, qui est de Lesparre.* — D'Hozier donne aux Madaillan de Chauvigny et de l'Isle : *D'argent à l'aigle à deux têtes de sable.*

Le 9 décembre, baptême de Samuel Olivier, fils de haut et puissant seigneur Claude-Charles Goyon et de dame Marie d'Appelvoisin ; parrain : haut et puissant seigneur Olivier d'Appelvoisin, marquis dudit lieu ; marraine : demoiselle Elisabeth du Matz, douairière de Marcé.

Le 29 avril 1664, « en la maison de M. de Loresse, » David le Tellier, épouse Jeanne Jean. Tous les deux sont originaires de Vitré, où les annonces ont été publiées. Le 18 mai, baptême de Jeanne-Marguerite, fille de Demay, ministre de Terchant, et de demoiselle Marie de Prouvère ; parrain : René Demay, écuyer, sieur de la Baude ; marraine : demoiselle Marguerite de Farcy, d^{lle} de la Carterie ¹, c'est le père qui fait le baptême

1. Léonard de Farcy, écuyer, s^r de Saint-Laurent, épousa : 1^o Anne Buherré, dont la branche aînée restée à Alençon ; 2^o en 1575, Catherine Bizeul, dont entr'autres : Annibal de Farcy, écuyer, s^r de Saint-Laurent, avocat au siège présidial d'Alençon, qui servit sous Henri III et Henri IV, assista en 1596 au siège d'Amiens, puis vint à Laval en qualité de procureur fiscal et général des eaux et forêts du Comté. Il épousa le 8 février 1601 Guyonne de Launay, fille de François de Launay, s^r du Rocher et de Lezine Gesland. Il obtint en décembre 1643 des lettres de confirmation de noblesse, qui furent enregistrées le 23 mai 1644. Il mourut le 18 septembre 1650 et fut enterré à Vitré dans le cimetière protestant. Il laissa de nombreux enfants : 1^o Gilles de Farcy, lieutenant particulier, enquêteur civil et criminel en 1640, qui épousa vers 1627 Elisabeth Doisseau, puis en secondes noces, Aléonore Gaultier. (C'est lui qui est dit, dans nos registres, oncle d'Annibal, cité plus loin). Il eut plusieurs enfants, dont Isaac, cité en 1629, qui mourut sans postérité. 2^o Thomas-Antoine, s^r de la Gourtière, qui épousa Marie de Barbier de Vauxelles, dont Annibal cité en 1632, mort le 8 juin 1682 ; Judith, qui épousa, le 16 décembre 1650, Jean Ravel de Boisteilleul, écuyer, aussi protestant ; elle était dame de la Gouretière ; Claude, 1635 ; Marguerite, 1638 ; peut-être aussi Guy, 1633 ? 3^o Jacques, s^r de la Villedubois (paroisse de Mordelles), branche actuellement aînée. Il était aussi protestant. Michel, son fils aîné, écuyer, s^r de Paisnel, conseiller au Parlement de Rouen en 1664, épousa Suzanne de Béraudin, qui emporta en Angleterre tous les titres de famille, animée par la haine qu'elle avait conçue contre ses parents, qui avaient presque tous abjuré le protestantisme. Leurs trois enfants passèrent en Hollande. Jean fut capitaine des gardes du roi d'An-

lui-même. Le 15 du même mois, baptême de René, fils de Philippe Huchet, « maistre rouettier » et de Marguerite Bourdon ; parrain : René Demay, écuyer, sieur de la Baude ; marraine : demoiselle Judith Goyon, « demoiselle de Loyron. » Le 28 juillet, mariage de Jacques Boquet, fils de M^e Pierre Boquet et de défunte dame Françoise-Michel, avec Marguerite Gagnoux, fille de défunt Daniel Gagnoux, sieur de Saint-Julien, et de dame Michelle Cholet, de la paroisse de Saint-Cyr. Le 20 juin, Judith Goyon, d^{lle} de Loyron, était décédée

gleterre. Il mourut sans postérité ; 4^e François, s^r de Saint-Laurent, capitaine d'infanterie, servit de 1629 à 1639. Il fut capitaine des ville et château de Vitré. Il épousa en 1640 Claude Uzille, fille de Jean Uzille, écuyer, s^r du Coin, et de Hélène de Hangier. Le 25 mars 1657, il présenta au baptême protestant François de Gennes, fils d'André de Gennes, s^r du Perray. Il mourut le 24 août 1665, laissant plusieurs enfants, entr'autres : Jacques, écuyer, sieur du Rocher-Portal, conseiller au Parlement de Bretagne, marié le 14 juillet 1671 avec Noelle Conen, fille de Toussaint Conen, grand prévôt de Bretagne, et de Berthe Le Cardinal ; une de ses filles fut religieuse à Saint-Georges de Rennes ; 2^e Marguerite, née en 1640 ? Elle était fille de François et non d'Annibal, comme le porte le registre. Sa postérité s'est éteinte vers 1850. 5^e René, sieur de Pontfarcy, auteur de la branche actuellement existante. 6^e Charles, sieur de la Carterie, paroisse de Montjean (Maine), de Cuillé, auteur de la branche de ce nom, dont : 1^{er} François, marié à Elisabeth de Guillon, qui en 1698 se retira à Delft (Hollande). Cette branche s'éteignit en 1800. Il fut aussi l'auteur du rameau du Roseray. Jacques, 2^e fils de Charles, épousa Isabelle Pineau de la Trosnière. Il abjura, en 1687, avec sa femme et son fils, entre les mains d'Esprit Fléchier évêque de Lavaur, envoyé par le Roi à Angers pour convertir les protestants. M. Paul de Farcy possède le certificat d'abjuration signé de Fléchier et un autre signé d'Henri Arnould, évêque d'Angers. 7^e Philippe, s^r de la Fauconnerie près Vitré, qui épousa en 1646 Charlotte Grimaudet. Leurs trois enfants furent baptisés comme protestants et le dernier, Henri-Charles, abjura à l'âge de 14 ans, le 13 février 1671. Il fut tué en duel. 8^e Henri, tué à l'armée. 9^e Joachim, cité dans les registres en 1612. 10^e Suzanne, citée en 1620. 11^e Madeleine, citée en 1628. 12^e Jeanne, qui épousa, le 3 septembre 1646, Nicolas de Prouvère, écuyer, s^r des Bicheteaux. Des partages nobles avaient été faits entre les enfants d'Annibal de Farcy et de Guyonne de Launay, le 30 septembre 1646. (Notes communiquées par M. Paul de Farcy). Cette famille porte : *D'or fretté d'azur de six pièces au chef de gueules.*

et son corps avait été inhumé au cimetière des Quatre-Fourchettes.

Le 2 février 1665, baptême d'Henriette Goyon, fille de haut et puissant Claude-Charles Goyon, chevalier, seigneur, baron de Marcé et de Marie d'Appelvoisin ; parrain : Messire Claude Goyon, tenant la place de haut et puissant seigneur César de la Musse, marquis dudit lieu ; marraine : Henriette Goyon, demoiselle de Marcé¹. Le baptême est célébré par « Monsieur Fleury, ministre de Chauvigny, » dans l'église de Terchant. Louis Fleury, ministre attaché au service de Philippe de Madailan, seigneur de Chauvigny, avait épousé en premières noces Marie Le Clerc, qui mourut à l'âge de 69 ans et fut inhumée dans l'église des réformés de Vitré le 24 septembre 1676. Le 19 septembre 1678, Louis Fleury, écuyer, devenu ministre de l'église protestante de Saint-Lô, épousait au temple de Terchant, en secondes noces, la demoiselle Esther du Bourdieu, fille de feu Olivier du Bourdieu, sieur des Rochers, et de Marie de Gennes. Il était assisté de Pierre Fleury, sieur de Maunié, ministre à Saint-Aignan, qui bénit le mariage².

Le 21 avril 1665, baptême de Françoise, fille du pasteur Demay et de Marie de Prouvère ; parrain : Nicolas de Prouvère, sieur de la Poterie ; marraine : demoiselle Françoise de Farcy, demoiselle de la Daguerie. Le baptême est administré par Demay lui-même.

Le 25 avril 1666, baptême de Guy, fils de Philippe Huchet, « m^{lre} rouettier, » et de dame Marguerite Bourdon ; parrain : Messire Guy des Vaux, seigneur de Loresse³ ; marraine : demoiselle Henriette Goyon, d^{lle}

1. Les Goyon de Marcé portaient : *D'argent au lion rampant de gueules couronné d'or.*

2. Note communiquée par M. l'abbé Ch. Pointeau.

3. Les des Vaux de Loresse portaient, selon le ms. 703 de la Bibliothèque nationale : *Coupé de sable et d'argent au lion de l'un dans l'autre.*

de Marcé. Le baptême est administré « par le pasteur de l'église réformée qui se recueille à Chauvigny. » Le 7 septembre baptême de Marie-Jacquette, fille du pasteur Demay et de Marie de Prouvère ; parrain : Messire Jacques de Farcy, seigneur de Painel ; marraine : Marguerite Usille, dame de la Carterie. Le 4 septembre, baptême de Charles et d'Elisabeth, enfants jumeaux du pasteur Demay et de Marie de Prouvère. Le fils a pour parrain Messire Charles de Farcy, sieur de la Carterie, et pour marraine dame Marie d'Appelvoisin, dame baronne de Marcé. La fille a pour parrain Jacques Demay, écuyer, sieur de la Perrière, et pour marraine dame Elisabeth Grimaudet, dame de Farcy.

Le 23 septembre 1667, « Mestre » Paul Desgranges, épouse, « dans le quanton de la Jounière, » Marie Pio-ger, « l'un en la paroisse de Murchard et l'autre demeurant chez Madame de la Baret-Morel, demeurant en Anjou. » Le 14 novembre, baptême de Daniel, fils de Jacques Vertu et de Suzanne Martin, « demeurant tous deux au bourg de Jarsé. » Parrain : M^r Daniel Martin ; marraine : Jeanne Martin.

Le 12 mai 1668, baptême de Marie-Marthe, fille de Philippe Huchet et de Marguerite Bourdon ; parrain : Philippe Bourdon ; marraine : Marie Huchet. Le 23 septembre, baptême de Marguerite-Françoise, fille du pasteur Demay et de Marie de Prouvère ; parrain : François de Farcy, seigneur de Cuillé ; marraine : Marguerite d'Appelvoisin, d^{lle} de Fercé. Le 3 décembre, Isaac de Farcy, écuyer, s^r de Brouard, décède et son corps est inhumé dans le cimetière des Quatre-Fourchettes, « proche de Terchant. »

Le 9 février 1669, dame Elisabeth du Matz, douairière de Marcé, meurt au château de Terchant. Le lendemain elle est enterrée au cimetière de Vitré¹. Le

1. Le cimetière des protestants de Vitré était situé au lieu

7 juillet, M^e Charles Papillon, fils d'honorable homme Pierre Papillon et de Charlotte Herrier, épouse Madeleine Solier, fille d'honorable homme Michel Solier et de Marthe du Haurel. Le 29 août, baptême de Charles-Gabriel, fils de Messire François Morel, seigneur de la Barre, et de dame Marguerite de Farcy ; parrain : Messire Charles de Farcy, seigneur de la Carterie ; marraine : dame Marie de Cobeau, douairière de la Barre. Le 8 novembre, Jean, fils de M^e Isaac Vertu et de Madeleine Juffrehaut, demeurant au bourg de Fercé, est présenté au baptême « en l'église qui se recueille à la Jounière, » par n. h. Jean Desmé, sieur de la Maison-Rouge, et par d^{lle} Marguerite d'Appelvoisin, demoiselle de Trézé.

Le 11 avril 1670, Messire « de Refuge, » sieur de la Pouslais, décède au Pertre et est enterré, le lendemain, au cimetière des Quatre-Fourchettes. Le 5 octobre, Messire Samuel d'Appelvoisin, chevalier, seigneur vicomte de Trézé. Son corps est enterré « dans le cimetière qui est au coin du jardin de son château de la Jounière. »

Le 3 mai 1671, n. h. Pierre des Granges, sieur de la Tarronnière, épouse Elisabeth Fournil « au château de la Jounière. » Le 26 mai, Jacqueline du Tertre décède et son corps est enterré au cimetière de Terchant. Elle était veuve « du sieur Dupescher. » Le 5 décembre, baptême de Marie-Marguerite, fille de Messire François Morel, sieur de la Barre, et de dame Marguerite de Farcy ; parrain : haut et puissant Pierre de Fournil ; marraine : dame Marie-Marguerite, dame de la Carterie, sa fille. Le baptême est administré « dans la maison De l'Espinay. »

appelé le « le Grand-Jardin. » Le 17 novembre 1685, les directeurs de l'Hôpital général en prirent possession, selon l'édit du roi.

Le 20 mars 1672, baptême de Marc, fils de Philippe Huchet et de Marguerite Bourdon ; parrain : haut et puissant Claude-Charles Goyon, baron de Marcé ; marraine : d^{lle} Marguerite d'Appelvoisin, demoiselle de Trézé. Le baptême est administré par M^e Pierre Bely, ministre de l'église réformée de Vitré¹. Ce pasteur avait épousé à Vitré en 1661, Charlotte Moysant, fille de Laurent Moysant et de Jeanne de Gennes. Le 7 juillet, Jacques-François, fils de M^e Pierre Trumeau et de demoiselle Jeanne Desormeaux, est baptisé à Laval, « suivant l'ordonnance de M. le Juge royal dud. Laval. » Parrain : Messire Jacques Lemaistre, « conseiller et secrétaire du Roy. » Marraine : Françoise de Farcy, demoiselle de la Daguerie.

Le 8 janvier 1673, Eude Fleury, écuyer, « sieur de Manne », épouse Jeanne de Gennes dans l'église réformée de Terchant. Le mariage est célébré par Emile-Louis Fleury, ministre de l'église de Chauvigny. Le 24 février, Demay baptise « au château de la Jounière » Marguerite-Jeanne Desgranges, fille de Pierre Desgranges et de Elisabeth Fournil ; parrain : n. h. Jean des Rues ; marraine : d^{lle} Anne Raguideau, « sa compagne. » Le 17 mars, Pierre, fils de M^e Pierre Trumeau et de demoiselle Jeanne Desormeaux, est baptisé à Laval, « suivant l'ordonnance de M. le Juge royal. » Parrain : Louis Trumeau, receveur-directeur général des aides de l'Élection d'Angers ; marraine : Marie de Prouvère, demoiselle Demay.

Le 23 mai 1674, baptême de Anne, fille de M^e Pierre Trumeau, sieur des Bordes, et de demoiselle Jeanne Desormeaux ; parrain : Emile-Jean Croisat ; marraine : Anne Recordy, « suivant la permission de M^r le Juge royal. »

1. Pierre Bely avait été ministre du Croisic et de la Roche-Bernard. Il fut ministre de Vitré de 1671 à 1685.

Le 5 mai 1675, baptême, « au château de la Jounière, » de Jeanne-Marie, fille de n. h. Pierre Desgranges et d'Elisabeth Fournil ; parrain : Jean du Boispéan, écuyer, seigneur de la Pilardière ; marraine : Marie du Bois-Péan, sa sœur.

Le 28 février 1677, baptême d'Elisabeth-Judith, fille de Philippe Huchet et de Marguerite Bourdon ; parrain : Messire Samuel des Vaux, chevalier, seigneur de Loresse ; marraine : Marie Goyon, demoiselle de Terchant.

Le 23 août 1679, baptême de Henri, fils de Philippe Huchet et de Marguerite Bourdon ; parrain : haut et puissant messire Benjamin Amproux, chevalier, seigneur de Cornesse¹, maître conseiller du Roi au Parlement de Paris ; marraine : dame Henriette de la Musse, dame baronne de Marcé. Le baptême est administré par M. Pierre Bely, ministre de l'Eglise réformée de Vitré.

Le 31 mars 1681, Demay baptise Marie-Anne, fille de messire Samuel des Vaux, chevalier, seigneur de Loresse, et de dame Elisabeth Courant ; parrain : Messire de la Fouille ; marraine : Marie de Madaillan, douairière de Loresse. Le 27 décembre 1681, le même Pierre Bely baptise Claude-François, fils de Philippe Huchet et de Marguerite Bourdon ; parrain : Messire François de Farcy, seigneur de Cuillé ; marraine : d^{elle} Claude Goyon, demoiselle de Saint-Cyr.

Le 19 août 1682, baptême de Elisabeth-Madeleine, fille de Messire des Vaux, chevalier, seigneur de Loresse, et de dame Elisabeth Courant ; parrain : Benjamin-Jérôme Courant, chevalier, seigneur du Portal ; marraine : M^{me} la comtesse de Chauvigny.

Le 22 septembre 1683, Demay baptise au château de Terchant, Jacques, fils d'honorable Gilles-René Moy-

1. Cornesse, chât., f. et mⁱⁿ c^{no} de la Brulatte. — Fief vassal des châtellenies de Laval et de la Gravelle.

taux et de Marie Tremart, « concierges au château de Cornesse ; » parrain : n. h. Jean Godart, sieur de la Foltière ; marraine : d^{lle} Marie-Jacquette Demay. Le registre des mariages et baptêmes que nous venons de reproduire et d'annoter se termine à l'année 1683¹.

Nous avons rencontré souvent les noms des Madailan et des la Chevallerie dans cette étude sur les protestants de Laval et des environs. Il convient de mentionner, pour compléter notre récit, l'abjuration des divers membres de ces familles en 1685 et 1686, d'après les archives inédites de la cure de Livré².

Le 28 décembre 1685, Daniel de la Chevallerie, écuyer, sieur de la Daumerie, et François de la Fauville, son épouse, François, Daniel et Louise de la Chevallerie, leurs enfants, faisaient leur réconciliation entre les mains de maître Jacques Bernier, prêtre, prieur curé de Livré. Ce prieur avait été chargé par son évêque, Monseigneur d'Angers, de recevoir l'abjuration des calvinistes de la contrée. François Leblanc, Jean Rivière et Gabriel Marcel prêtres, vicaires et habitués, assistaient à la cérémonie.

Le 31 décembre, « Messire Amaury de Madaillan, Madame Suzanne du Boisguéhenneuc, son épouse, de-

1. Nous devons la copie de cet important registre à l'extrême obligeance de M. Chiron, bibliothécaire-adjoint à la Bibliothèque de Laval. Nous le prions d'agréer ici nos très sincères remerciements.

2. Livré, c^{on} de Craon. — *Ecclesia de Livreto*, 1184 (bulle de l'abbaye de la Roë). — *Liburé*, 1509 (*Ibid*). — Anc. par. du doy. et de la bar. de Craon et de l'élect. de Château-Gontier. — Le prieuré de N.-D. de Livré dépendait de l'abbaye de la Roë. — De 1604 à 1625, trois prieurs de Livré, accusés de fabriquer de la fausse monnaie, furent poursuivis et condamnés, savoir : Jacques Meignan, aux galères perpétuelles ; Bouvet, à être pendu à Château-Gontier ; Pascal Ménard, à la prison où il mourut. Un autre prieur fut condamné, dit-on, pour le même crime, vers 1620, à Rennes, ville où existait un hôtel des monnaies et un tribunal spécial pour les faux monnayeurs. (*Chroniques Craonnaises*, p. 346 et note 1).

meurant en la paroisse de Livré, Jean-César de Madail-
lan, de la paroisse d'Athée, damoiselle Louise de la
Chevalerie, damoiselle Déborah Leviston¹, de la paroisse
de Niaffes, Judith Jolly, Jean Pineau, veuf, Jean, Léon
et Jacquine les Pineaux, ses enfants, Paul Pineau et
Elisabeth Pineau, sa femme, Jean, Paul et Anne, leurs
enfants, Daniel François, Daniel et Catherine, ses en-
fants, lesdits Pineau et François de la paroisse de la
Roche-Trejan, évêché de Luçon, « renonçaient à l'héré-
sie. Ils se réunissaient à l'église catholique, apostolique
et romaine, en la reconnaissant pour la seule unique et
véritable église établie par N.-S. J.-Ch. et ses apôtres,
professant et approuvant tout ce qu'elle professe et ce
qu'elle approuve, protestant d'y vouloir vivre et mourir,
abjurant tout ce qu'elle abjure et condamnant tout ce
qu'elle condamne... »

Plus opiniâtre que ses parents, René de Madaillan de
Lesparre, chevalier, seigneur comte de Chauvigny,
avait refusé de se convertir. Tous ses domaines, dit
M. de Bodard, « Chauvigny, l'Isle-d'Athée, Ravallay,
la Motte-Cheorchip, etc., furent confisqués par décret et
achetés en 1687 par Hullin, seigneur de la Selle². »
René de Madaillan eût été ruiné, si son frère Amaury,
dont nous venons d'indiquer l'abjuration, n'avait pro-
fité de son droit de retrait lignager pour racheter tous
les biens de sa maison, « ce qu'il ne put faire, continue
M. de Bodard, sans emprunter beaucoup, notamment du
seigneur de l'Isle, son frère ou cousin...³ » C'est à tort
que le même écrivain dit que René était fils probable-
ment d'Isaac. Le personnage avait pour père Philippe

1. Les Leviston étaient seigneurs de la Hulinière de Niaffes
(*Ibid.*), p. 533).

2. Les Hullin étaient aussi seigneurs de Saint-Amadour.

3. *Chroniques Craonnaises*, p. 490. — Le même auteur, à la
page 489, écrit Marguerite du Fay, pour de Fay; Warignies,
pour Varignies; Suzanne de Wissant, pour Suzanne de Vipart.

de Madaillan. L'auteur se trompe aussi quand il écrit que René était père d'Amaury.

Il y a, dans les *Chroniques Craonnaises*, une confusion de noms et de qualités. Le seigneur de l'Isle était Amaury lui-même, frère de René, agissant suivant la vraisemblance, au nom de Jean-César de Madaillan, des deux frères de celui-ci et de sa sœur ou ses sœurs, leur procurant de l'argent et retirant ainsi une magnifique propriété qui finit par lui rester à lui-même. Cet Amaury de Madaillan, seigneur de l'Isle, puis comte de Chauvigny, se mit en possession de patron fondateur de l'église d'Athée, huit ans après son abjuration, par suite, on doit le croire, d'un arrangement de famille. Le 13 mai 1693, Amaury, accompagné du clergé, de son sénéchal (l'avocat Gastineau), du notaire, faisant office de greffier, et d'une foule d'habitants, se présentait à l'entrée de l'église où sa famille ne paraissait plus depuis un siècle. Le procès-verbal constate que, conformément à l'usage, « il prit de l'eau bénite, s'en aspergea; aspergea les habitants, fit son oraison au grand autel, sonna une cloche, s'assit au banc seigneurial, placé du côté de l'évangile, et au dossier duquel étaient les armes dudit seigneur, ainsi que dans le vitrail du grand autel du même côté de l'évangile, et observa toutes les cérémonies requises en tel cas. ¹ » Louis-Joseph de Madaillan, second fils d'Amaury et de Suzanne de Boisguéhenneuc, fille d'Olivier, chevalier, seigneur de Boisguéhenneuc et de Bouaye, près Savenay, fut marquis de Lesparre et comte de Chauvigny. Il est désigné en 1748 comme principal héritier d'Amaury de Madaillan. Son portrait figure

1. *Chroniques Craonnaises*, pp. 479-480. — L'auteur prétend que Amaury de Madaillan, dont la conversion n'était pas sincère, avait conservé affichés au-dessus de son banc seigneurial, le *Pater* et le *Credo* du calviniste Théodore de Bèze.

dans le grand salon du château de la Subrardière, commune de Méral (Mayenne¹).

Le 8 janvier 1686, René de la Chevalerie, écuyer, sieur de..., renonce au calvinisme, en présence de François Le Blanc, Jean Rivière, prêtres vicaires, et de messire Amaury de Madaillan, chevalier, seigneur de l'Isle, « lesquels ont signé. »

Le 19 janvier, réconciliation de damoiselle Jeanne de Leviston, demeurant à la Hulinière de Niaffles, demoiselle Judith de la Haie, épouse de messire Pierre de Jaunoux, seigneur de la Clauvrière, Mathieu et Etienne, ses enfants, en présence de M^{re} François Le Blanc, « maître-ès-arts », Jean Rivière, sacriste, Gabriel Marcel, « prêtres habitués en l'église de Lyvré, » et damoiselle Deborah de Leviston².

Le 23 janvier, réconciliation de demoiselle Debora-Philippe, fille de messire René de Madaillan, chevalier, seigneur, comte de Chauvigny, y demeurant, paroisse d'Athée, et de Jacques Chevalier, de la paroisse de..., en présence du clergé, de César de Madaillan, chevalier, seigneur de l'Isle, et Louise de la Chevalerie, demeurant à Livré, qui ont signé.

Le 24 mars, Charles-Alexandre de Madaillan, Amaury-René de Madaillan, enfants puînés de Messire René de Madaillan, comte de Chauvigny, présentés par

1. M. le Comte du Buat, propriétaire de la Subrardière, qui est mort tout récemment, conservait avec soin ce portrait de Louis-Joseph de Madaillan à titre de souvenir reconnaissant, le dernier des Madaillan ayant disposé d'une grande partie de sa fortune en faveur de Louis-Joseph-François-Ange-Pierre-Hyacinthe du Buat (1734-1797) dont il était le parrain. — Louis-Joseph de Madaillan, marquis de Lesparre, second fils d'Amaury, est marqué comme principal héritier de son père en 1728.

2. Les Leviston portaient : *D'argent à trois carreaux de gueules, deux en chef et un en pointe.* (Ms. 439. — Maintenu de la noblesse de la Généralité de Tours en 1666, manuscrit de la Bibliothèque nationale).

messire Amaury de Madaillan, chevalier, seigneur de l'Isle, leur oncle, se réunissent à l'église catholique.

Le 21 avril, abjuration de Marie de la Haie, veuve de Messire Isaac Lebourdais, et d'Isaac Lebourdais, son fils, âgé de neuf ans, accompagnée de sa sœur, Judith de la Haie¹. Amaury et Jean-César demeuraient au château des Fougerais, commune de Livré, arrière-fief de la baronnie de Craon, relevant de l'Isle-d'Athée. La chapelle du lieu était dédiée à Sainte-Anne.

Selon une tradition, un des Madaillan s'était présenté, avec les autres pour faire sa profession de foi catholique, et avait assisté à la cérémonie, mais, lorsqu'on l'invita à signer le procès-verbal de l'abjuration, il refusa de le faire. On remarque, sur les registres, un acte rédigé pour l'abjuration des enfants du seigneur de Chauvigné, où il est dit que le père présente lui-même ses enfants ; cet acte, qui n'est signé de personne, fut nul. Il est permis de supposer que l'un des membres de la famille de Madaillan, qui devait prendre part à la cérémonie, avait finalement refusé son consentement. Ce fut plus d'un mois après la rédaction de l'acte dont nous venons de parler, que les deux fils du seigneur de Chauvigny rentrèrent dans le giron de l'église catholique, et, cette seconde fois ils, ne furent pas présentés par leur père, mais par leur oncle, Amaury de Madaillan, comme nous l'avons dit plus haut. Une légende rapporte aussi qu'une dame du château de Chauvigny refusa constamment de renoncer au protestantisme et que, néanmoins, priée d'aller à la messe dans l'église

1. Nous devons la communication de cette intéressante série d'actes relatifs aux abjurations des protestants à l'extrême obligeance de M. l'abbé Ch. Pointeau et à celle de M. l'abbé V. Roiné, curé de Livré. Le lieu de la Corderie, également situé dans la commune de Livré, appartenait au XVI^e siècle à une famille protestante. Elle était encore, en 1685, aux mains des huguenots. Ses possesseurs émigrèrent à l'étranger.

d'Athée, elle y assistait sans aucune marque de foi, ni de respect. On prétend même, qu'à son retour au château, elle donnait, par dérision, son pain bénit à son chat favori. Enfin, son impiété avait fait concevoir une si mauvaise idée d'elle, que, la nuit de sa mort, « il se passa un grand *vimère*¹ » autour de sa demeure, qui déracina une grande partie des arbres des allées, et, qu'au beau milieu de ce tapage infernal, le diable se trouva et emporta le corps et l'âme de la vieille huguenote. Il faut ajouter que d'autres légendes du pays mettent au compte de Jean de Madaillan, premier seigneur de Chauvigny, calviniste obstiné, la tempête furieuse qui dévasta les bois des alentours.

On dit encore que trois dames ou demoiselles de l'Eperonnière de Livré, appartenant à la famille de la Chevallerie, avaient refusé de se réconcilier avec l'église catholique et avaient été obligées d'abandonner leur résidence. Elles se retirèrent au village du Chemin, y moururent et y furent enterrées. Il y a quelques années, les fermiers du lieu du chemin, creusant un fossé pour faire une haie dans un champ voisin du village, trouvèrent trois tombeaux en pierre dans lesquels il y avait encore quelques ossements. On croit que ces restes étaient ceux des trois huguenotes qui ne pouvaient, comme hérétiques, être inhumées en terre sainte.

Une branche des seigneurs de la Chevallerie était restée fidèle au culte orthodoxe. En 1672, René de la Chevallerie, petit-fils de Michel de la Chevallerie, seigneur de la Touchardière et de l'Eperonnière, si mal à propos confondu, par M. de Bodard, avec ses contemporains, Joachim de la Chesnaie et la Chesnaie-Laillier, épousait,

1. Terme fatidique qui signifie tempête, bourrasque ; on emploie encore ce mot dans les récits du coin du feu, histoires de sorcelleries ou de fées, nous a écrit M. l'abbé Ch. Pointeau, qui nous a fourni les indications relatives aux dames et demoiselles de Chauvigny.

dans l'église de Bouchamp, Anne Drouet, fille de Bertrand Drouet, sieur du Tertre, et de Michelle Darsy. Ils eurent quatre enfants avant l'édit de 1685. René-Charles, l'ainé, fut baptisé le 30 octobre 1673 dans l'église de Livré; le quatrième fut baptisé le 7 août 1681¹. Quant à Daniel de la Chevalerie, époux de Charlotte du Buat, il demeurait à la Daumerie en 1699². Il était seigneur de la Haute-Faucille et de l'Île-Baraton, paroisse de l'Hôtellerie-de-Flée³. Anne Drouet, dame de la Chevalerie, mourut à l'Eperonnière en 1687; son mari y décéda trois ans après en 1690.

Il nous reste à étudier les opinions religieuses d'une dernière famille, dont plusieurs membres étaient huguenots à la fin du XVI^e siècle, nous voulons parler des la Saugère. Leurs descendants furent-ils protestants? Ils en furent du moins bien tentés et si tentés qu'on trouve quelques actes qui semblent prouver des chutes et des conversions. Ces la Saugère étaient seigneurs de la Boussardière de Mée, fief vassal de la baronnie de Mortiercrolles. « Jacques, fils de noble escuyer.... de la Saugère, sieur de la Boussardière, et de noble demoiselle.... » est baptisé, « le 20 octobre 1576 », et « présenté par noble escuyer Mory Chevalerie, sieur des Briottières; » le baptême est administré par M. Berny en la maison de Champlain, » près Saint-Pierre-des-Landes⁴.

1. Note communiquée par M. l'abbé Ch. Pointeau.

2. Les divers membres de la famille de la Chevalerie qui avaient abjuré le calvinisme en 1685 et 1686 fondèrent des messes dans l'église de Livré et voulurent y être inhumés.

3. *Chroniques Craonnaises*, p. 515. — Une autre abjuration inédite mérite d'être mentionnée. Le 7 avril 1686, Marie-Simonne-Jeanne le Bourg, fille de défunt Jean le Bourg et de Marguerite le Franc, bourgeois de la ville de Dieppe, abjuraient en présence de Simon Bellier, curé de la paroisse de Bazouges. (Reg. parr. de Bazouges).

4. Champlain, f. c^{de} de Saint-Pierre-des-Landes. *Champlain* (carte de Jaillot). Le moulin a été détruit en 1850 et l'étang desséché. — Le ruisseau de l'étang est un affluent de la Chalanche. — Il y a une ferme nommée l'Ancien moulin de Champlain. — Fief vassal de la seigneurie de Charné.

Ce Chevalerie des Briotières avait beaucoup de zèle pour sa religion et paraît à chaque instant sur les registres de l'Eglise réformée de Vitré en qualité de parrain. On pourrait trouver étrange l'absence des prénoms et nom des père et mère de l'enfant, si l'on ne savait combien, souvent, ceux qui désertaient alors la religion catholique éludaient l'opinion ; cet acte nous paraît un exemple frappant de cette politique. Jean de la Saugère, chevalier, et Anne de Peigné vivaient alors. Paul de la Saugère, leur fils, chevalier des ordres du roi, seigneur de la Boussardièrre, de la Motte de Ballots¹, de Champlain², etc., fut inhumé en 1623 à Mée. Un service fut célébré pour lui à Saint-Pierre-des-Landes. Sa femme, qu'il avait épousé le 3 juillet 1593 et qui se nommait Louise Airault de Chemans, fille d'Olivier Airault, seigneur de Chemans, et de Louise de Scépeaux, dame de Gaubert, la Motte, de Ballots, Viaulnay, etc., qui s'étaient mariés en 1561, mourut en 1599 et fut enterrée aussi dans l'église Saint-Pierre. Il est prouvé que, s'il y avait eu une très forte présomption contre l'orthodoxie du ménage précédent, ceux-ci décédèrent dans la foi catholique. Ils avaient eu un fils, André de la Saugère.

André de la Saugère, chevalier des ordres du roi, seigneur de la Boussardièrre, de la châtellenie de la Motte-de-Bouchamp, fondateur de l'église de Bouchamp, seigneur aussi de la Joubardièrre et fondateur de Saint-Martin-de-Livré, seigneur de Feschal, Gaubert Bouched'Usure, etc., époux de Françoise du Plessis d'Argentré, fille de Gilles et de Julienne de Grosmenil, fut inhumé, le 29 août 1647 dans l'église de Saint-Séverin à Paris,

1. Motte (la), f. c^{ne} commune de Ballots. — Fief vassal de la baronnie de Craon.

2. Champlain dominait Fontenailles et Fontenailles la Dinaie et la Dinaie le bourg de Saint-Pierre ou Dampierre-des-Landes, près Ernée. « le tout en ladite paroisse de Dampierre. »

Agé de 53 ans. Ils eurent Alexandre qui suit, seigneur du bourg d'Iray, Barbe, épouse de M. d'Andigné des Escotais, s^r de la Chesnaie-Laillier, et Renée, qui s'unit à Louis de Langellerie, seigneur de Brassé.

Paul de la Saugère, chevalier, seigneur de la Bous-sardière, Bouche-d'Usure, de la Motte-de-Bouchamp, etc., épousa Marguerite de Cuillé. On lit, dans un ouvrage consacré aux protestants condamnés aux galères ou persécutés, en 1685, le passage suivant : « Une dame de la Saugère sauve elle et son père, qui était revenu à la Religion (P. R.) après 25 ans de profession catholique. » Par dame faut-il comprendre demoiselle ? Nous rouvrons les registres de Bouchamp et nous y relevons ce qui suit : « 1^o 29 juillet a esté inhumé en l'église de céans le corps d'une fille de M. de la Boussardière. » — 2^o « Le 13^e jour de mai 1637 a esté ensepulturé dans l'église de céans par moi curé soussigné le corps d'un enfant, lequel a esté privé des cérémonies du baptême, la mort les ayant prévenues, ledit enfant appartenant à messire Paul de la Saugère, chevalier, s^r de la Boussardière, de Bouchamp, de Bouche-d'Usure et de Saint-Martin-du-Limet, et madame Marguerite de Cuillay, led. enfant âgé de quatre ou cinq ans environ. » 3^o « Henri-Anne. 4^o Marguerite-Anne. 5^o « Le 25^e jour de juin 1657 ont esté données les cérémonies du baptême à Françoise, fille de messire Paul de la Saugère, chevalier, seigneur de la Boussardière et de Bouche-d'Usure et de la Motte de Bouchamp et de la Joubardière, et de dame Marguerite de Cuillay ; parrain et marraine chacun de messire Louys de Langellerie, chevalier, sieur dudit lieu, et damoiselle Françoise de la Saugère, lad. Françoise, baptisée par messire Jean Chrestien, prêtre chapelain de Bouche-d'Usure, le 10 mai 1656, lesd. cérémonies données par moi curé soussigné. » Le registre est signé par Louis de Langellerie,

Françoise de la Saugère, René de l'Espinay et Madelon Froger, curé de Bouchamp.

6° « Le 25^e jour de juin 1657 a esté baptisé par moy curé soussigné Paul-Charles, fils de messire Paul de la Saugère, seigneur de la Boussardièrre, et de dame Marguerite de Cuillé ; parrain : Charles d'Andigné, s^r des Escotais et de la Chesnaie-Laillier, et marraine : damoiselle Renée Guérin, veuve de feu Alexandre de la Saugère, escuyer, s^r du bourg d'Iray. » Ont signé : « D'Andigné, Renée Guérin, René de l'Espinay, Barbe de la Saugère, R. d'Andigné, Poupard, prêtre, Jeanne de la Saugère, M. Froger. »

7° « Le 26^e jour d'avril 1659 a esté baptisée par moy soussigné Jehanne, fille de messire Paul de la Saugère, chevalier, seigneur de la Boussardièrre, et de Marguerite de Cuillé, son épouse, et furent parrain et marraine René de l'Espinay, escuier, s^r de la Haute-Rivière, et damoiselle Jehanne de la Saugère. » Ont signé : « Paul de la Saugère, René de l'Espinay, Jehanne de la Saugère, Louis de Langellerie et Charles de la Saugère. » Le même Paul de la Saugère fut parrain en 1659 d'Elisabeth de Langellerie, sa nièce, baptisée à Beaulieu. Les enfants du beau-frère, Louis de Langellerie, avaient été baptisés, sans que Paul, frère aîné, eût apparu comme parrain ou comme témoin ; sa femme, Marguerite de Cuillé, avait été marraine du second enfant en 1646. André de la Saugère, seigneur de la Boussardièrre, avait été parrain du premier en 1645. C'était le même qui mourut à Paris en 1647. Enfin, le même Paul de la Saugère est encore parrain, le 27 novembre 1672, de Louis de Langellerie, fils de Louis, s^r du lieu de Brassé, et d'Hélène de Maulne, son arrière petit-fils.

8° « Le 25^e juillet a esté baptisé par moy soussigné, Joseph, fils de messire Paul de la Saugère, chevalier, seigneur de la Boussardièrre, et de Marguerite de Cuillé. » Le baptême est administré par maître René Poupard ;

parrain : Henri-Anne de la Saugère ; marraine : Marguerite-Anne de la Saugère, frère et sœur. La marraine signe seule.

9° « Le 18^e mars 1662 furent données les cérémonies du baptême à Charles, fils des mêmes, qui avoit esté baptisé au foyer, estant en danger de mort, par un père Jacobin. » Parrain : le curé de Bouchamp ; marraine : Marguerite-Anne de la Saugère. Le 13 avril 1676, Paul de la Saugère, chevalier, seigneur de Bouchamp, fut parrain de René, fils de Geoffroy Lasnier.

Si l'on rapproche de ces extraits la déclaration du livre protestant mentionné plus haut, si l'on examine les circonstances assez singulières qui accompagnèrent les baptêmes des enfants de Paul de la Saugère et même ceux de ses enfants de sa sœur Renée, dame de Langellerie, à Beaulieu, on constate que le seigneur de la Boussardière ne prend pas part à ces actes religieux avant 1659 ; qu'en 1657, deux de ses enfants, dont l'un avoit été longtemps tenu éloigné de l'église, reçoivent à la fois le baptême ; qu'un autre en 1637 avoit été privé du bénéfice de ce sacrement, malgré ses cinq ans de vie ; que le vieux seigneur vivait encore en 1676 ; d'autre part, qu'un seigneur de la Saugère fit, pendant vingt-cinq ans, profession de foi catholique, après être revenu au giron de l'église, et qu'il rentra, après quarante-cinq ans, séduit par sa fille sans doute, dans la confession protestante, on est en droit de conclure que Paul de la Saugère fut un assez triste vieillard dont la conduite n'a droit à aucune louange¹.

Le *Journal historique de Vitré* constate que la famille de Gennes, souvent citée dans le registre des protestants de Laval, émigra après la révocation de

1. Les notes relatives aux La Saugère nous ont aussi été communiquées par M. l'abbé Ch. Pointeau.

l'édit de Nantes. M. de Farcy, « fils du ministre de Saint-Aignan-du-Maine, » abjura l'hérésie en 1685.

ANDRÉ JOUBERT.

(A suivre).

L'INSCRIPTION FUNÉRAIRE

DU CIMETIÈRE DE SAINT-AVENTIN

A AZÉ, PRÈS DE CHATEAU-GONTIER.

1537

A mi-chemin de Château-Gontier au bourg d'Azé, mais sur le territoire de cette dernière commune, existe depuis plusieurs siècles, une ancienne chapelle, entourée d'un cimetière autrefois public, mais aujourd'hui propriété privée : chapelle et cimetière sont dédiés depuis leur fondation à Saint Aventin, diacre anglais, disciple de Saint Thomas de Cantorbéry, qui mourut martyr, comme le digne archevêque son maître¹. On ignore par quelles circonstances cette fondation religieuse fut mise sous la protection d'un saint étranger aux pays angevins... En tout cas, ce bénéfice ecclésiastique était pourvu d'un chapelain, dont la présentation au XVIII^e

1. Saint Aventin, aussi nommé Avertin, fut martyrisé en Angleterre quelque temps après Saint Thomas de Cantorbéry. Echappé comme par miracle à la mort, il se réfugia dans nos contrées et finit ses jours en Touraine. Il avait anciennement une chapelle dans l'église même d'Azé.

Saint René, évêque d'Angers, y avait également un autel avant 1790.

siècle appartenait à la famille Bédouet de Château-Gontier, et la collation à l'évêque d'Angers.

La tradition raconte qu'« un curé d'Azé qui vivait dans la première moitié du XVI^e siècle affectionnait tout particulièrement la chapelle de Saint-Aventin ; » cet ecclésiastique était né en 1473 sur les dépendances du temporel de la dite chapelle ; devenu prêtre, puis curé de sa paroisse natale, il reporta naturellement son attention sur les lieux de son enfance. Il est présumable que c'est lui qui fit établir le cimetière qui existe encore autour de la chapelle dans laquelle il fut inhumé le 1^{er} juin 1537, il était alors âgé de soixante ans. Ce curé d'Azé se nommait Macé¹ Galisson, et appartenait à l'ancienne famille de ce nom, dont plusieurs membres occupèrent des emplois publics à Château-Gontier aux XVII^e et XVIII^e siècles².

Ce pasteur d'Azé ne figure pas dans la liste des curés, insérée au chroniques manuscrites de la paroisse. Il fut aidé dans ses fondations religieuses par le seigneur temporel d'Azé, qui le précéda au tombeau ainsi que le constate la curieuse épitaphe de « Maistre Macé Galisson, prestre curé, » qui est encastrée à l'extérieur d'une des murailles de la chapelle Saint-Aventin. Dans la belle saison, elle se trouve cachée par le lierre et les plantes grimpantes qui tapissent les murs et c'est surtout pendant l'hiver qu'on peut l'apercevoir. Voici ce qu'on y lit en caractères gothiques. Ce texte, en vers français, est divisé en deux parties : la première comprend huit lignes et la seconde trois seulement.

1. Macé était au moyen-âge synonyme pour Mathieu.

2. Cette famille existante encore fut anoblie par des charges de judicature et portait *d'azur à la fasce d'or accompagnée de 3 merlettes d'argent 2 et 1*.

MON CORPS S'EST FAICT TON SÉJOUR
ATTENDANT L'AIDE DU VAINQUEUR
JÉSUS-CHRIST. QUI. TOUT. VEULT. UNG JOUR
JUGER. JUSTE. ET. HAULT. FONDATEUR
JE. VOUS. SUIVRAY. DE. BIEN. BON. CŒUR
POUR. MOY. DICT. MACÉ. GALISSON
TANT. QUE. VIVOIS. SERF. DU. DONATEUR
IMPLORER. A LAME PARDON.

MAI^{TR}E MACÉ GALISSON PTRE CURÉ AGÉ DE SOIXANTE ANS
DÉCÉDÉ LE PREMIER JOUR DE JUIN LAN MIL CINQ
CENS TRENTE ET SEPT. REQUIESCAT IN PACE.. AMEN.

Cette curieuse épitaphe, qui n'a jamais été signalée, est gravée en creux sur une pierre blanche mesurant 0^m 45^c de longueur sur 0^m 32^c de hauteur.

Comme on l'a dit précédemment, elle révèle le nom d'un ancien curé d'Azé qui ne paraît pas avoir joui d'un des prieurés existant alors dans cette paroisse ; du moins dans son épitaphe, n'est-il fait mention d'aucun autre titre que celui de « prêtre curé. » Bien que l'église d'Azé soit très ancienne¹, la liste des curés connus est peu considérable et présente de grandes lacunes jusqu'au XVII^e siècle où elle commence à être complète. En voici le tableau s'arrêtant à 1790.

1. Azé existait dès le VI^e siècle. — Il est vrai que la fondation du prieuré de Saint-Saturnin par Hersende, femme de Foulques de Mathefelon, seigneur d'Ingrandes ne remonte qu'à l'année 1097. — Saint Aubin, évêque d'Angers (530-550) d'après les Bollandistes (T. 1^{er} de mars, p. 59), après avoir visité le monastère d'Azé, rencontra un aveugle auquel il rendit la vue. Ce petit prieuré eut vraisemblablement le sort des établissements chrétiens des Gaules : il fut détruit pendant les invasions des Normands.

L'église était tombée au pouvoir des laïques, qui la possédèrent féodalement jusqu'au XII^e siècle, où elle fut rendue à Ulger, évêque d'Angers, qui la donna alors à l'abbaye de Tous-saint.

LISTE DES CURÉS DE LA PAROISSE DE SAINT-SATURNIN
D'AZÉ

..... Guérin-le-Boiteux,	en 1097.
..... Payen.	en 1130.
..... Rodolphe, sous l'évêque Ulger	(1124-1149).
..... Hubertus, <i>Sacerdos de Azeio</i> ,	en 1181.
..... Chanterel,	en 1277.
Guillaume Cheminart, docteur en droit,	en 1478.
Macé Galisson,	de 15.. au 1 ^{er} juin 1537.
André Septier,	En 1563.
Robert Le Bret, en 1582, fut inhumé le 1 ^{er} juin 1591 ¹ .	
Noël Eschard,	de 1591 à 1630.
Nicolas Girard, chanoine de Saint-Just, de 1631 à 1653.	
Nicolas Jourdan, en 1653, fut inhumé le 26 décembre 1677.	
Pierre Hamon, principal du collège de Saint-Just, de 1678 à 1703.	
Marc Paigis,	de janvier 1704 à juin 1704 ² .
René Herbelin,	du 11 juin 1704 au 15 octobre 1718.
..... Chantelou,	1718-1719.

1. A cette date on disait : « La cure Saint-Saturnin d'Azé et sa succursale N.-D. du Geneteil. »

2. Marc Paigis, nommé curé d'Azé en 1704, ne jouit pas longtemps de sa cure. Avait-il été nommé par faveur, ou sa conduite nécessita-t-elle son déplacement ? nous ne savons quelle cause motiva un arrêt de l'évêque d'Angers, qui, à la date du 11 juin de la même année 1704, lui retirait la cure d'Azé et nommait en son lieu et place « vénérable et discret maître René Herbelin. »

Hardouin Dupont, du 5 octobre 1719 au 1723.
Charles de l'Espinay, de 1723 à 1766¹.
Jacques Drouet de Grassigny, de 1766 à 1791².

Comme on vient de le voir la cure d'Azé dépendait de l'abbaye de Toussaint d'Angers et lui avait été donnée en 1108 par l'évêque Ulger avec quatorze autres églises. En conséquence, l'abbé de Toussaint présentait le titulaire à chaque vacance, lequel était agréé par l'évêque qui s'était réservé le droit de collation.

Plus tard, l'abbaye de Toussaint perdit ou échangea la présentation de la cure d'Azé, car si on consulte le *Pouillé du diocèse d'Angers*, imprimé dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, on voit que le droit de présentation à « la cure Saint-Saturnin d'Azé-lès-Châteaugontier, » appartenait à l'abbaye Saint-Nicolas d'Angers.

Les curés d'Azé au moyen-âge, avaient fort à faire pour défendre leurs droits, lesquels leur étaient journellement contestés par les prieurs d'Azé, ceux du Géneteil — aujourd'hui le Collège — puis encore par les seigneurs temporels d'Azé et d'Ingrandes. De nombreux procès eurent lieu, et les curés furent plus souvent

1. L'inscription funéraire de M. Charles de l'Espinay, publiée par la *Revue du Maine*, année 1878, pages 118 et suivantes, porte son décès à l'année 1760 tandis qu'une note évidemment extraite des registres de l'état civil de la paroisse d'Azé et annexée aux chroniques paroissiales fixe sa mort à 1766. Voici le texte de cette note : « Le 5 avril 1766, Messire Charles d'Espinay de l'Isle-Adam, né au château de Villatte, paroisse de Challains (Maine-et-Loire), en l'année 1692, décédé le 3 avril dit mois, a été inhumé dans cette église, après l'avoir gouvernée pendant 43 ans avec le zèle et la charité d'un digne pasteur, en présence du clergé de la ville de Châteaugontier et de toute la conférence. » Il paraît que M. de l'Espinay avait résigné sa cure quelque temps avant sa mort, car son successeur, M. Drouet de Grassigny, signait aux registres paroissiaux dès le 8 janvier 1666.

2. Cette liste est rédigée d'après un curieux manuscrit conservé à l'Hôtel-de-Ville de Châteaugontier, et composé par M. Mathurin Thoré, procureur impérial de cette ville en 1805.

vaincus que vainqueurs. Parfois pourtant, ils eurent gain de cause. Ainsi le 16 mai 1478 fut passée une « transaction entre frère Pierre de Gennes, prieur du Géneteil et Messire Guillaume Chemineau, curé d'Azé. » Suivant la narration de cet acte, le curé se plaignoit de ce que ce prieur : « entreprenoit sur les droits de la cure « d'Azé, en disant certains services qu'il ne devoit pas « dire ; qu'il s'entremettoit aussy de faire nopces et d'a- « messer commères et plusieurs aultres chouses préjudi- « ciables à ladicte cure d'Azé. » C'est pourquoi le prieur du Géneteil se démit de ses prétendus droits en faveur du curé d'Azé. Une note mise à côté de l'original de ce titre conservé en 1755 aux archives de l'abbaye de Saint-Nicolas portait ses mots : « Ledit Prieur fait une prestation de 15 sols annuels au sieur curé d'Azé. »

André Septier, curé d'Azé, dans une déclaration de ses possessions, faite au baron d'Ingrandes, le 15 juin 1563, fait connaître qu'il y avait alors à Azé deux presbytères : « Le petit ou l'ancien, relevant immédiatement « de la Seigneurie d'Ingrandes, et le neuf, pareille- « ment, mais mouvant du prieuré, c'est-à-dire que la « nouvelle cure était bâtie sur un terrain dépendant du fief des moines. » L'ancien presbytère était dans l'enclos du petit cimetière, le long de la maison du prieur et le mur du jardin du prieuré faisait le côté et le pignon dudit ancien presbytère.

Dans la seconde moitié du siècle dernier, la paroisse était dirigée depuis un certain nombre d'années (1723) par Messire Charles de l'Espinay lequel, si l'on s'en rapporte à son épitaphe, « sut se faire craindre des « méchants et d'injustes adversaires. » Il ne sut pas toujours faire triompher ses prétentions et, sur la cloche, on peut voir un des titres auquel il tenait davantage, celui de *supérieur du clergé d'Azé*, martelé par sentence du présidial de Château-Gontier rendue au profit du prieur du Géneteil.

Son épitaphe, gravée sur une plaque d'ardoise, s'efface de jour en jour. La voici d'après la notice de M. l'abbé R. Charles.

HIC. JACET.

IN. LOCO. QUEM. JURE. AC. SPONTE. ELEGIT.

CAROLUS. DE. L'ESPINAY.

HUJUS. ECCLESIE. RECTOR.

VIR.

NON. TANTUM. NOBILITATE. INSIGNIS.

SED. OMNI. VIRTUTUM. GENERE.

OMNIBUS. INGENII. DOTIBUS.

SCIENTIA. PRÆSERTIM. ET. ELOQUENTIA.

CLARISSIMUS ;

PRIMORUM. AMICITIA.

ATQUE. INFIMORUM. VENERATIONE.

COMMENDANDUS

MALIS. TANTUM.

ET. INJUSTE. REBELLANTIBUS

PERTIMESCENDUS.

OBIIT. 3^o NON. APRILIS. AN. 1760.

74. AN. NATUS.

REQUIESCAT. IN. PACE.

Un écusson portait les armoiries qui étaient : *d'argent à la fasce de gueules au lion de sable brochant sur le tout armé, lampassé, couronné de gueules.*

M. Jacques Drouet de Grassigny, longtemps vicaire d'Azé, — il était en fonctions depuis 1756, — succéda en 1766 à M. d'Espinay et gouverna la paroisse jusqu'à la Révolution de 1790. Ayant refusé le serment à la Constitution civile au mois de janvier 1791, il fut arrêté et conduit dans les prisons d'Angers, où il mourut de faim, dit-on. Après son arrestation, MM. Machefer frères et Poitevin, vicaires, administrèrent la paroisse jusqu'au 22 septembre 1791.

M. Davière¹, curé constitutionnel, entra en fonctions le 26 septembre 1791. Quelques mois plus tard, les vicaires d'Azé restés fidèles étaient emprisonnés à leur tour et déportés en Angleterre. Ils y restèrent jusqu'au concordat. A leur retour en France, ils revinrent dans leur pays natal ; l'aîné fut curé d'Azé et son frère lui fut adjoint en qualité de vicaire.

Le *Pouillé du diocèse d'Angers*, édité en 1783, donne la composition de la paroisse d'Azé avant 1790. Un monastère de femmes existait aussi à Azé² depuis l'an 1596. Les Cordelières de Notre-Dame de l'Assomption du Buron restèrent dans leurs cloîtres jusqu'au 1^{er} octobre 1792. A cette époque, la plupart d'entr'elles furent transférées dans les prisons d'Angers. Le Buron, aujourd'hui propriété privée, ne comprend plus qu'une exploitation agricole avec maison de maître. La vaste chapelle a été convertie en grange et greniers à l'usage du fermier. On y voit encore un beau portail sculpté (XVII^e), situé sur la façade du nord ; une des croisées d'un pavillon isolé regardant le midi, porte sur l'arcade en tuffeaux l'inscription suivante gravée en creux :

FAICT. PAR. LA. R^{DE} COVIN-AVRIL. SVPÉRIEUVRE. DU. BURON³
1666

JÉSUS-MARIA.

1. M. Louis Davière appartenait à la famille de ce nom, qui existait au XVIII^e siècle à Château-Gontier. On sait qu'il avait été moine de Fontevault. Il fut nommé curé intrus à Azé le 25 septembre 1791 et installé le lendemain. Depuis il se maria et eut une fin des plus misérables.

2. Les Cordelières desservaient l'hospice Saint-Julien ; lors des guerres de la Ligue, l'hospice ayant été rasé avec les autres faubourgs de Château-Gontier, les religieuses se réfugièrent dans la ville où elles séjournèrent près de trois ans. Le maréchal de Bois-Dauphin leur acheta la terre du Buron et leur fit bâtir un monastère où elles entrèrent le mardi 5 mai 1596. Lors de la suppression en 1792, la communauté comptait encore vingt-deux religieuses, dont dix-neuf dames de chœur.

3. Suivant la liste des abbesses du Buron, la supérieure en 1666 était Guyonne Lasnier, qui occupa cette charge de 1662 à 1671.

La Vierge aux Anges ou Assomption qui servait autrefois de rétable au maître-autel du Buron se voit aujourd'hui dans l'église Saint-Jean de Château-Gontier, dans le transept nord, au-dessus de la porte de la sacristie. Il est à regretter qu'elle ait été impitoyablement polychromée. Elle se compose de la Vierge entourée d'anges adoreurs, formant les armoiries de la communauté du Buron. Ces statues en terre cuite, fabriquées aux Agets près Saint-Brice, sont un curieux spécimen de cette époque maniérée mais elles sont néanmoins fort intéressantes.

Voici la liste des bénéfices ecclésiastiques qui existaient à Azé avant la Révolution, telle que la donne le *Pouillé* de 1783 :

La cure de Saint-Saturnin d'Azé-lès-Châteaugontier : présentateur, l'abbé de Saint-Nicolas d'Angers ; collateur, l'évêque.

La chapelle Saint-Aventin : présentateur, la famille Bédouet ; collateur, l'évêque.

La chapelle Sainte-Catherine d'Ingrandes : présentateur, le baron d'Ingrandes ; collateur, le chapitre de Saint-Just de Château-Gontier.

La chapelle de Rezé d'Ingrandes : présentateur, le baron d'Ingrandes ; collateur, le Chapitre de Saint-Just de Château-Gontier.

La chapelle de la Barre : présentateur, le baron d'Ingrandes ; collateur, l'évêque.

La chapelle de Saint-René et Saint-Patrice : présentateurs, le curé et le procureur de Fabrique ; collateur, l'évêque.

On voit que le bénéfice de Saint-Aventin avait droit à un chapelain. On ne trouve rien de précis sur les ecclésiastiques qui furent titulaires de la chapelle de Saint-Aventin. Vers 1780 le cimetière était devenu public et dut continuer à servir pendant assez longtemps. Jusqu'en

1840 les professeurs ecclésiastiques du collège de Château-Gontier y furent enterrés. M. le chanoine Basile Horeau, mort principal du Collège le 29 janvier 1830, y fut également inhumé.

La chapelle de Saint-Aventin ne remonte pas au-delà du XVI^e siècle. Elle est surmontée d'un petit clocheton carré couvert en ardoises.

RENÉ GADBIN.

DISQUE DE SILEX FORÉ

TROUVÉ A HARDANGES

Un disque foré, taillé dans un silex blond et opaque, a été trouvé en 1888 dans un champ de la ferme de la Loherie, ou Roierie, commune d'Hardanges, par M. Montagu, instituteur¹.

Ce disque, dont la circonférence offre une grande régularité, mesure 10 centimètres 8 millimètres de diamètre moyen. Son épaisseur maximum, qui se trouve à peu près aux deux tiers du rayon, vers la circonférence, est d'environ 3 centimètres. Il pèse 420 grammes.

Il est taillé par éclats assez grands, sauf sur les bords, où le travail présente une plus grande finesse.

Les bords offrent une arête bien accusée quoique assez épaisse.

La croûte du silex est encore visible sur l'une des faces. C'est principalement sur cette face que l'ouvrier a pratiqué son travail de forage. Le trou, de forme tronconique, mesure 35 millimètres de diamètre près de la surface attaquée, va en se retrécissant jusqu'à 16 ou 17 millimètres environ, puis s'évase de nouveau pour atteindre l'autre face dans laquelle une dépression natu-

1. Des moulages de cette pièce intéressante existent au Muséum de Laval et au Musée de Saint-Germain.

relle du silex lui a peut-être permis de déboucher plus facilement. Néanmoins un second trou tronconique a été percé sur la seconde face à la rencontre du premier. La ligne de raccord des deux trous est parfaitement adoucie et ne forme pas une arête vive. Le canal, dans son ensemble, est légèrement oblique.



Disque foré d'Hardanges (Phot. de M. Blanc).

Dans son *Musée Préhistorique*, planche LIII, M. de Mortillet figure deux objets analogues qu'il attribue à la période néolithique (*robenhausien*). Il leur donne le nom de casse-têtes. L'un (figure 498) beaucoup plus petit que notre spécimen, provient du Danemark ; sa surface semble avoir été polie, ou bien il a été fabriqué au moyen d'un galet naturellement uni. — L'autre (figure 499) a été trouvé dans les dragages de la Seine en amont de Paris et appartient à la collection Ch. Piketty ; il se rapproche singulièrement de celui d'Hardanges, quoiqu'il paraisse plus aplati et mesure un plus grand diamètre (15 centim. 9 millim. d'après l'échelle de la figure).

Ces deux objets, figurés par M. de Mortillet au

milieu d'une planche représentant des marteaux forés ou des casse-têtes de toutes formes, y semblent bien à leur place, et la détermination qu'il en donne n'a pas été contestée.

De même sir John Evans (*Les âges de pierre*, p. 219) après avoir figuré une foule de marteaux de toute sorte, cylindriques, triangulaires, ovoïdes, avec ou sans pointes ou méplats, etc., en représente un tout-à-fait analogue à celui d'Hardanges, mais poli. Cet outil, trouvé à Stifford (Essex), mesure 76 millim. de diamètre. Sir John Evans le nomme « marteau circulaire » et le cite sans autre commentaire, semblant le considérer comme une des formes multiples que peut affecter le marteau foré, en un mot comme un simple cas particulier. Au reste bien que les armes de pierre forées soient très-rares chez les sauvages modernes, des disques de pierre aiguisés sur les bords, troués et emmanchés, servent encore d'armes aux indigènes de la Nouvelle-Guinée méridionale et du détroit de Torres.

Quant au forage, sans l'aide d'instruments de métal, d'un trou profond de deux 2 centim. et demi dans une roche aussi dure que le silex, il semble au premier abord assez difficile à admettre. Mais les exemples en sont *innombrables*, ce qui met hors de doute le fait en lui-même. Bien mieux on possède des outils dans leurs divers états de fabrication, et cela a permis de déterminer nettement les procédés employés pour les percer. On sait que dans les roches tendres le forage pouvait être pratiqué au moyen d'un ciseau ou d'un alésoir de silex, mais que pour les roches dures on recourait à un tube, à un roseau probablement, animé d'un mouvement de rotation et rendu mordant à l'aide de sable fin. Le petit cylindre ou le tronc de cône qui se formait ainsi dans le vide intérieur du tube a été observé encore adhérent à plusieurs marteaux inachevés ; on voit même au musée de Zurich deux petits noyaux de pierre brune

trouvés à Hamen-Lachen et provenant de la perforation d'un même marteau attaqué sur ses deux faces.

Le silex perforé d'Hardanges appartient donc à la catégorie des objets connus, mais il est juste de l'ajouter, à une espèce assez rare.

EMILE MOREAU.

LA FACTURE D'ORGUES

AU XVI^e SIÈCLE

Moult oïssiez orgues sonner
Et clercs chanter et orguener.
Roman de Brut (XII^e siècle).

La facture d'orgues ne s'est pas seulement beaucoup développée en Europe depuis un demi-siècle, mais elle s'est perfectionnée à ce point dans ses trois parties distinctes et essentielles de la *soufflerie*, du *mécanisme*, et des *jeux*, que beaucoup d'amateurs sérieux estiment qu'il serait difficile d'aller plus loin dans la voie de ces améliorations sans arriver à modifier totalement la nature même de l'instrument.

Sans vouloir prendre ici parti, soit pour ceux qui croient sincèrement, — et ils sont nombreux, — que la profusion des jeux de détail, si parfaits qu'ils puissent être, altère le caractère grave, spécial et solennel de l'orgue, soit pour ceux qui, au nom du progrès, exigent des facteurs modernes de nouvelles combinaisons, de nouveaux jeux et de nouveaux effets d'expression plus ou moins sérieux, nous devons constater que l'orgue à tuyaux, malgré la concurrence que lui faisait naguère

encore l'insipide harmonium, tend à se vulgariser et à s'introduire de plus en plus, non-seulement dans nos églises, même de campagne, mais dans nos théâtres et dans nos salles de concert¹.

L'historique de l'orgue, depuis son origine assurément très ancienne, jusqu'à nos jours, est encore à faire. Intimement liée au développement et aux besoins sans cesse croissants de la musique, l'histoire de sa construction et de ses progrès dans l'antiquité et le moyen-âge a donné lieu à de nombreux travaux. Mais il faut bien le dire, ces études, si intéressantes à traiter, ne sont rien moins que complètes ; elles nécessiteraient, pour le devenir, de nouvelles recherches toujours longues, pénibles et souvent contradictoires. Les textes techniques, obscurs et difficiles à interpréter, ne nous renseignent pas mieux que les textes poétiques pleins d'hyperboles incompréhensibles. Les sculptures, dessins, miniatures et vitraux de l'antiquité et du moyen-âge nous donnent bien quelques lignes extérieures, mais si précieux qu'ils soient, ces monuments ne permettent d'affirmer aucun détail précis soit sur le mécanisme, soit sur la structure de l'instrument.

Nous nous proposons, dans cette courte notice, de dire quelques mots sur l'origine de l'orgue et les développements successifs de la facture jusqu'au XVI^e siècle, époque curieuse à laquelle nous emprunterons quelques documents contemporains.

1. Rappelons, à ce propos, que l'Association Artistique d'Angers, sous la direction intelligente et éclairée de MM. Bordier et de Romain, a dû cette année faire les frais de l'installation d'un grand orgue, devenu indispensable pour les auditions des chefs-d'œuvres symphoniques de nos grands maîtres anciens et modernes. MM. Guilmant, Franck, Widor et autres ont successivement fait entendre, avec le secours de l'instrument, de magistrales compositions, qui, pour le public angevin, ont été une heureuse révélation.

I

Les anciens appelaient *orgue*, en latin *organum*, en grec ὄργανον, tout instrument, tout outil qui servait à exécuter et à faire quelque chose ; plus tard, les Juifs notamment appelaient *orgue* (*organum*), tout instrument à vent, comme ils appelaient *cithare* (*cithara*), tout instrument à cordes et *cymbale* (*cymbalum*) tout instrument à percussion.

L'expression latine *organum* se trouve souvent dans l'Écriture-Sainte : Job et David en parlent à plusieurs reprises ¹.

Cette traduction de quelques commentateurs des Écritures-Saintes se rapporte admirablement à la structure de notre orgue moderne, qui n'est en somme qu'une réunion de plusieurs instruments à vent. Le nom générique orgue, qui signifie l'*instrument des instruments*, lui est resté, attendu qu'il est bien en effet l'instrument par excellence, de même que la Bible, en grec βιβλος, a gardé ce nom de *livre*, parce qu'elle est le livre par excellence.

A l'époque mythologique, on connaît certainement un orgue rudimentaire qui se composait de plusieurs tuyaux de flûtes sonores assemblés avec ordre. Il est hors de doute, en effet, que la *syrinx* ou *flûte de Pan*, est la base de l'orgue à tuyaux. Du jour où l'on réunit plusieurs chalumeaux ensemble, dit M. Colomb ², on eut la partie résonnante de l'instrument, l'orgue n'étant

1. Versa est in luctum cithara mea et organum in vocem fletuum (*Job*, cap. xxx, v. 31). — Laudate Dominum.... in cordis et organo (*Psalms*. 150).

2. *Histoire des instruments de musique*, Magasin pittoresque, 1872, p. 275.

après tout qu'une gigantesque flûte de Pan à soufflerie perfectionnée¹. D'abord on en joua à l'aide de la bouche, dont le souffle était en rapport avec la petite taille et le petit nombre des tuyaux. Mais différentes circonstances fortuites, faciles à imaginer, peuvent avoir donné l'occasion de remarquer que l'on pouvait ménager ses propres poumons et faire parler les tuyaux d'une autre manière. Il est élémentaire, en effet, de concevoir qu'on peut enfermer l'air dans un réservoir et ensuite, par des ouvertures plus ou moins grandes, le faire sortir en le conduisant à des endroits déterminés. Quoi de plus naturel que d'admettre que pareille découverte a dû être appliquée à la flûte à plusieurs tuyaux ? Seulement une difficulté se présenta. Une outre de peau ou de cuir formait un réservoir commode et par sa capacité et par sa compressibilité. Mais les tuyaux réunis étaient exposés à parler tous ensemble, l'orifice du réservoir ne pouvant pas se promener au-dessus des trous des flûtes avec la précision et l'à-propos de la bouche. On employa alors un seul tuyau ; et comme l'on savait déjà qu'un plus long tuyau a un son plus grave, et un plus court un son plus aigu, on allongea et on raccourcit à volonté l'unique tuyau par des trous que le tâtonnement, et par suite l'expérience, parvinrent à disposer sur l'instrument et à boucher et déboucher avec les doigts d'une façon convenable. Le tuyau unique, à trous, l'outre ajustée au bec de tuyau et pressée avec le bras, formèrent ici la *cornemuse* ou *musette*, là le *biniau* cher aux Bretons, type d'instrument (d'où naquit l'orgue) qui fut et est encore connu de tous les peuples².

1. Les Chinois, sous le nom de *sang*, ont encore une sorte d'orgue portatif fait d'une série de tubes de roseaux (Bosc, *Dictionnaire de la curiosité, de l'art et du bibelot*, p. 587).

2. Dans les miniatures des manuscrits on trouve (voir fig. 3) un tuyau séparé du côté des dessus qui semble, comme dans la vielle et la cornemuse, être une basse d'accompagnement

Le mécanisme de la distribution du vent aux différents tuyaux à l'aide des *sommiers*, *gravures*, *souppes* et *touches* ne tarda pas à être trouvé et fut perfec-

tionné avant la soufflerie elle-même. En effet, les plus anciens monuments de sculpture où il soit possible de reconnaître un orgue pneumatique à tuyaux existent au musée de la ville d'Ar-

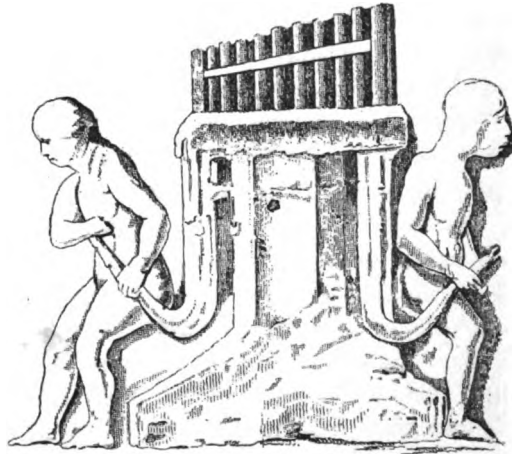


Fig. 1.

les. L'une de ces sculptures, dont le dessin a été souvent reproduit¹, nous montre, outre l'instrument et ses tuyaux, deux

continue. (Note de M. Hamel, *Facteur d'orgues*, Roret, Paris 1849. Not. historique, p. xxxii). — Cet ouvrage consciencieux contient, avec les perfectionnements de l'époque, tout le travail du savant bénédictin dom Bédos de Celles (1706-1779) et bien qu'ancien déjà, sera toujours consulté avec fruit par les amateurs et les facteurs d'orgues. M. Hamel, ancien juge d'instruction à Beauvais, était organiste et musicien apprécié. On lui doit la restauration du grand orgue de la cathédrale de Beauvais qui date du temps de François I^{er}.

Une autre miniature d'un ms du XIII^e siècle, reproduite par Paul Lacroix, *Les Arts au moyen-âge*, Paris, Didot, p. 540, nous montre un personnage touchant de l'orgue portatif. Mais ici cet instrument présente cette particularité curieuse qu'au soufflet se trouve joint un réservoir auquel est adapté un pavillon de musette, destiné évidemment à faire une basse continue.

1. Fétis, *Histoire générale de la Musique*, — Magasin Pittoresque, année 1872. — Paul Lacroix, *Les Arts au moyen-âge*, Didot, in-4^o, p. 507. — Hamel, *Facteur d'orgues*, T. III, pl. 31. — Bibliothèque des Merveilles, *La Musique*, par Casimir Colomb, Hachette, in-8^o, p. 170.

souffleurs au repos, mais tenant en main les conduits de vent servant à alimenter le socle ou sommier de l'orgue (*fig. 1¹*). Une simple inspection de cette sculpture permet d'affirmer que ces souffleries primitives se pratiquaient à l'aide de la bouche. Cependant tous les musicographes n'ont pas été d'accord jusqu'à présent pour donner l'explication de ce petit monument, probablement parce qu'elle est trop simple².

Il est facile de concevoir que l'augmentation des tuyaux dut nécessiter de bonne heure d'importantes modifications dans la soufflerie. A l'haleine des malheureux qui devaient de bonne heure être exténués, on dut substituer d'abord ce qu'il y avait de plus simple, c'est-à-dire de véritables soufflets de cuisine ; c'est ce qui eut lieu, comme on le voit par les miniatures du ms. du *Miroir Historial* de Vincent de Beauvais, conservé à la Bibliothèque Nationale (*fig. 2³*). Mais ceux-ci ne pouvaient fournir qu'un vent intermittent ; aussi, furent-ils bientôt remplacés par des engins doubles et à vent continu, rappelant les soufflets dont les forgerons se servent encore aujourd'hui en Afrique (*fig. 3⁴*).

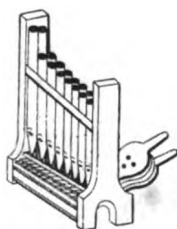


Fig. 2.

1. Orgue antique, époque gallo-romaine (sculpture du musée d'Arles).

2. « Des figures représentant des orgues antiques, dit M. Hamel, sont sculptées sur un monument que l'on voit au musée d'Arles. Il est impossible de deviner la manière dont on pouvait en faire usage. Les deux tubes recourbés que tiennent dans leurs mains deux personnages sont-ils des conduits par lesquels on introduisait le vent dans les tuyaux ?.... C'est ce qu'on ne saurait décider. » *Facteur d'orgues*, Notice historique, p. xxxv.

3. Orgue portatif à double clavier, XIV^e siècle, tiré du *Miroir Historial*, de Vincent de Beauvais, ms. de la Bibl. Nat.

4. Orgue à soufflerie double, tiré d'un *Psautier* latin du XIV^e siècle.

Un monument très-curieux du IV^e siècle donne une idée assez satisfaisante de la forme extérieure de l'orgue pneumatique à cette époque : c'est le bas-relief de



Fig. 3.

l'obélisque de Théodose à Constantinople. Les soufflets sont d'une structure élémentaire, mais qui rappelle évidemment les soufflets cunéiformes en usage jusqu'au XVIII^e siècle; ils paraissent foulés par deux hommes, ce qui ne s'explique guère qu'à condition de supposer que chaque souffleur appuie sur un en-

gin d'un pied, pendant qu'il soulève, en déplaçant la position de son corps, la table du soufflét voisin au moyen de son autre pied (*fig. 4*¹).



Fig. 4.

Un texte précis existe, qui permet de déterminer l'état de la facture à la même époque : c'est une pièce de

1. Orgue et soufflerie, IV^e siècle, tiré des sculptures décoratives de l'obélisque de Théodose, à Constantinople.

l'*Anthologie grecque*, attribuée à l'empereur Julien :
« Je vois là une autre espèce de roseaux (*ce sont les tuyaux*). Certes, leurs tiges sauvages ont poussé dans une autre terre d'airain (*la matière des tuyaux est indiquée*). Ce n'est pas notre souffle qui les anime ; mais un vent qui s'élance d'une caverne [en peau] de taureau (*il s'agit d'outres*), pénètre en dessous par leurs racines ces roseaux habilement percés (*les pieds des tuyaux communiquant avec les trous des som-miers*). Et un homme fier (*un artiste*), ayant les doigts agiles, manie savamment les règles (*les touches*) qui sont en rapport avec les flûtes. Elles (*les touches*) s'agitent, et il s'en échappe un chant délicieux. »

La soufflerie et les touches du clavier sont manifestement désignées par ce texte.

Toutefois, il faut croire que les tâtonnements avaient été nombreux et les fabricants de soufflets bien maladroits, puisqu'au X^e siècle il fallait soixante-dix hommes robustes pour faire mouvoir les vingt-six soufflets de l'orgue légendaire de Winchester². Pourtant, cet instrument n'avait que quatre cents tuyaux et quarante touches ; il est vrai que ces dernières mesuraient chacune cinq pieds six pouces de long, sur six pouces de large. Les malheureux organistes, attentifs devant leurs alpha-

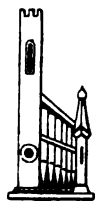


Fig. 5 (1).

1. Orgue en forme d'édicule. *Hist. du Saint Graal*, manuscrit de la Bibliothèque Nationale (fin du XIII^e siècle).

2. M. de Salies dit par erreur Westminster (*Lettre sur une tête automatique*, tirage à part, p. 19). Voici les vers cités par Siedel, auteur allemand, au sujet de cet orgue :

Talia et auxistis hic organa qualia nusquam
Cernuntur, gemino constabilita solo.
Bisseni supra sociantur in ordine folles,
Inferiusque jacent quatuor atque decem ;
Flatibus alternis spiracula maxima reddunt
Quos agitant validi septuaginta viri,

bets¹, les mains protégées par des planchettes garnies de plomb, étaient obligés de frapper les touches une à une à coups de poing pour arriver à l'enfoncement complet². On voit que les expressions anciennes allemandes *orgel-*

Brachia versantes multo et sudore madentes ;
Certatimque suos quique monent socios,
Viribus ut totis impellant flamina sursum,
Et rugiat pleno capsâ referta sinu.
Sola quadringentas quæ sustinet ordine musas
Quas manus organici temperat ingenii :
Has aperit clausas, iterumque claudit apertas,
Exigit ut varii certa camæna soni.
Considuntque duo concordî pectore fratres,
Et regit alphabetum recto uterque suum,
Suntque quaterdenis occulta foramina linguis.

(Gloss. Ducange. Verbo, *organum*,

d'après Wolstau. *Acta sanct. ordinis S. Benedicti*, T. V.)

1. On appelait ainsi les claviers au moyen-âge.

2. On a dit, répété et imprimé des merveilles relativement aux orgues anciennes ; la vérité c'est que les écrivains se sont trompés fréquemment sur le sens du mot *organum* pris tantôt, comme nous l'avons dit, pour l'ensemble de plusieurs instruments, et tantôt pour un concert de voix. Il faut rejeter au rang des fables les récits du moine de Saint-Gall relatifs à l'orgue de Charlemagne (Voir Hamel, *Not.*, p. xxxiv) et ceux de Wallafrid-Strabon qui prétend qu'en entendant l'harmonie (?) ravissante de l'orgue de Louis le Débonnaire d'Aix-la-Chapelle, une femme aurait perdu la vie ! Nous pensons, quant à nous, que pour peu que cette malheureuse ait été malade, ce qu'elle entendait pouvait suffire pour l'achever. « Il est constant, dit dom Bédos, que l'orgue, soit hydraulique, soit pneumatique, était informe et fort grossier, incapable de plaire et de fixer l'attention. » — Aussi fut-il quelque temps proscrit des églises. Sous Louis XI (1461-1483) on comparait les sons de l'orgue aux grognements des porcs, comme le prouve l'anecdote suivante empruntée aux *Annales d'Aquitaine* de J. Bouchet, p. 77 :

Louis XI, importuné du grognement des cochons qu'il rencontra, dans une de ses promenades *Angevines*, dit, en plaisantant à l'abbé Baigné, qui le suivait ordinairement : « Faites-nous donc quelque belle harmonie avec le chant de ces oiseaux. » L'abbé n'y manqua pas et fit construire une vaste machine imitant l'orgue, mais élevée sur une base divisée par cases, dans lesquelles il logea des porcs depuis le cochon de lait jusqu'au pourceau de trois cents. Des pointes de fer placées sur ces cases et mises en jeu par un clavier, piquant ces animaux, leur arrachaient des cris qui ne ressemblaient pas mal aux sons de l'orgue de cette époque reculée. Cette singulière invention amusa le roi et, par conséquent, ajoute le naïf chroniqueur, la cour entière.

schlagen (battre l'orgue) et *clavierschlagen* (battre le clavier), n'avaient rien d'exagéré.

Si la soufflerie des anciennes orgues était défectueuse, on voit combien le mécanisme laissait à désirer ; c'est sans doute pour obvier à toutes ces difficultés que l'on imagina de vaincre les résistances de l'orgue *pneumatique* au moyen de l'eau. L'orgue *hydraulique*, dont on paraît s'être servi pendant plusieurs siècles, ne semble pas avoir été d'une commodité absolue. Il est peu de sujets dont on ait autant parlé, sur lesquels on ait autant de textes et dont il soit plus difficile de se faire une idée nette. Se servait-on de l'eau pour actionner le jeu des soufflets comme le pensent plusieurs auteurs¹ ? S'en servait-on pour diminuer la résistance des touches, des claviers² ou pour faire parler les tuyaux³ ? C'est ce qui serait fort malaisé à établir. L'eau que l'on employait était-elle froide ou chaude ? Nouveau problème difficile à résoudre en présence de textes obscurs, diffus et contradictoires. Le célèbre architecte romain Vitruve⁴ donne une description tellement incompréhensible de l'hydraule que le savant Père Kircher et l'architecte Perrault n'ont pu, malgré leurs efforts, se rendre compte de ces explications énigmatiques.

Pour nous, nous pensons avec Arago⁵ que les tuyaux des orgues hydrauliques résonnaient par le moyen de la vapeur d'eau bouillante et nous ne voyons pas d'inconvénient à supposer que la soufflerie ait été actionnée par ce nouveau moteur, dont le moine Gerbert⁶ se ser-

1. Fétis, *Hist. gén. de la Musique*, Passim.

2. Claudien, IV^e siècle ap. J.-C.

3. Publilius Porphyrius Optatianus (IV^e siècle) connu par une pièce de vers affectant la forme de l'orgue.

4. *De architect.*, 10-xiii.

5. *Mémoires de l'Académie des Sciences*, T. XVII, p. 78.

6. Pape sous le nom de Sylvestre II, de 999 à 1003.

vait dès le X^e siècle pour la construction de divers engins¹.

Qu'elles fussent *hydrauliques* ou *pneumatiques*, les premières orgues, malgré leurs imperfections, étaient suffisantes pour exécuter la musique des premiers siè-

1. Le premier usage intelligent, dit Ed. Fournier dans son livre *Le vieux Neuf*, t. I, pp. 42 et 43, qu'on semble avoir fait de la vapeur au moyen-âge est celui qu'en fit Gerbert, quand il tira de cette force expansive une voix harmonieuse pour l'orgue.

William de Malmesbury et Vincent de Beauvais, dans son *Speculum majus*, ont parlé avec détail de ces orgues à vapeur. Malmesbury avait vu celui qui se trouvait dans l'église de Reims, et Vincent de Beauvais celui de l'abbaye de Saint-Bertin-en-Artois. Leurs descriptions sont d'accord et quoi qu'en ait dit M. Fétis qui allègue « qu'il est bien difficile de croire à une telle découverte dans un temps si reculé, » il est impossible de ne pas céder à l'évidence qui résulte des deux passages : « Gerbert, dit Vincent de Beauvais, construisit, d'après les principes de la mécanique, une horloge et des orgues hydrauliques dans lesquels le souffle, s'introduisant d'une manière surprenante par la force de l'eau chauffée, remplit les cavités de l'instrument et, s'échappant par les tuyaux d'airain, fait rendre des sons modulés à leurs mille ouvertures. » La description est précise, la clarté seule manque de détail (?) Selon nous, dit Fournier, c'est la vapeur qui, montant dans les tubes, y donnait le souffle même (*ventus*) dont parle Vincent de Beauvais. C'est aussi l'avis d'Arago : « Dans l'instrument du futur pape, dit-il, j'aperçois un courant de vapeur substitué au courant d'air ordinaire : la production du phénomène musical des tuyaux d'orgue. » — Fétis y voit un moteur à soufflerie. Elle bruissait (la vapeur) dit Fournier, en passant par les tuyaux de l'orgue de Gerbert, comme elle bruit sous le doigt du chauffeur aux approches des embarcadères, avec une puissance de sons que F. Sudre voulait régulariser pour sa téléphonie. — Archimède, dit le même polygraphe, t. III, page 553 de son intéressante compilation, connaissait la vapeur puisqu'il en avait fait la voix de son orgue hydraulique. — Tertullien, *Traité de l'âme* (*Œuvres*, 1634, in-fol. p. 315), lui attribue l'invention de l'orgue hydraulique (d'un orgue dont l'eau fournit le souffle, « *spiritus qui illic de tormento aquæ anhelat*. ») Ce passage s'explique rapproché de ce passage de l'*Onomasticon* de J. Pollux où il est parlé d'une « flûte tyrrhénienne à tuyaux de fer » c'est-à-dire d'un orgue dont le son plus fort est dû à la vapeur de l'eau bouillante, « *propter aquam ebullientem major sono spiritus aura emittitur*. » (*Ibid.* IV, cap. ix, §§ 67-70). Voilà l'orgue hydraulique dont Néron s'amusait, suivant Suétone (*Nero*, cap. xli, xliv. et liv), que Ctésibius avait réinventé (Pline, liber VII, cap. xxxvii, xxxviii) et qui était une énigme pour nous.

cles de notre ère ; en effet, ce n'est qu'à la fin du IX^e siècle qu'un moine de Saint-Amand, nommé Hucbald¹, parle pour la première fois de la musique à deux ou plusieurs parties qu'il appelle *diaphonia* ou *organum*. Ce fut d'abord à l'église, et par conséquent sur l'orgue, que la diaphonie fut employée ; on l'appliqua notamment au plain-chant grégorien, ce vestige de la musique grecque, réorganisée par l'illustre évêque de Milan Saint Ambroise (340-397), plain-chant qui, après douze siècles, et malgré bien des altérations, est encore la base de notre musique religieuse. Peu à peu, l'antiphonaire ambrosien et la diaphonie se transformèrent au contact de la musique profane pour faire place à un autre genre de musique appelé *déchant* (*discantus*), aux règles précises et bizarres², qui diffère surtout de l'*organum* en ce qu'il est rythmé alors que ce dernier ne l'est pas.

L'invention des pédales, attribuée à un Allemand nommé Bernhard, vers la fin du XV^e siècle, apporta de

1. Hucbald compléta ses études musicales à l'abbaye de Saint-Germain-d'Auxerre sous la direction de Heiric et se fixa à Saint-Amand (diocèse de Tournay) en 900. Ses ouvrages didactiques ont été publiés dans le *Recueil des écrivains ecclésiastiques* de Gerbert, abbé de Saint-Blaise. Hucbald est l'auteur d'une poésie bizarre, dédiée à Charles le Chauve, intitulée : *De laude Calvorum* ; cette facétie souvent rééditée (Bâle 1514, Paris 1853), comprend 136 vers latins dont tous les mots commencent par un c.

Auxerre paraît du reste avoir eu le privilège de musiciens spéciaux : outre Hucbald, on connaît le fameux Gantez (XVII^e siècle) dont les « entretiens » curieux ont été récemment publiés sur un exemplaire rare, par un de nos plus célèbres bibliophiles de Paris ; on cite encore Cathala (XVI^e siècle), maître de chapelle italien qui a laissé une messe ne contenant pas une seule note blanche, sous cette épigraphe : *nigra sum sed formosa*. (*Entretien des musiciens par le s^r Gantez*, Paris, Claudin, 1878, p. x).

2. Ambros. *Geschichte der Musik*, t. I et II. — Gevaert, *Histoire et théorie de la musique grecque*, t. II.

nouvelles ressources d'exécution à l'orgue¹. Jusqu'à cette époque, la partie auditive ne se composait guère dans les grandes orgues que de l'ancien jeu de *flûte* plus ou moins modifié, auquel les facteurs allemands avaient déjà ajouté le cor recourbé (*Krumhorn*) et le basson-hautbois ; généralement les instruments portatifs ne furent composés que d'un jeu à anches fixes, qu'on appelait le jeu royal ou *régal* : on appelait alors l'orgue *regabellum*.

Avant cette époque il n'y avait ni *tirants*, ni *registres*². Ces derniers, règles de bois mobiles, permettant de faire parler séparément chaque série de tuyaux, datent aussi du XV^e siècle, ainsi que les jeux composés, dits *de mutation*, qui permettent à l'exécutant, en abaissant une seule touche, de faire entendre une série de tuyaux accordés ensemble à des intervalles formés par des *harmoniques*³ de la note principale. Ces jeux,

1. Le premier orgue à tuyaux installé dans une tribune à Paris fut l'orgue de Saint-Séverin, sous le roi Jean-le-Bon 1350-1364. (*Magasin pittoresque*, tome V, p. 298). — Dans les comptes de Mahaut, comtesse d'Artois, on voit des dépenses à l'occasion, « d'un ménestrel qui joua des orgues à Conflans « devant le roy (Philippe V) le jour qu'il y disna (26 juin 1319) ; « d'un joueur d'orgue en 1320, de ménestriers *d'cgres* en 1323, et « des réparations aux soufflets de l'orgue de la chapelle d'Hes- « din en 1322. » (J.-M. Richard, *Mahaut*, Paris, Champion, 1887, p. 110, 111). Ces instruments, y compris celui de la chapelle, devaient être des orgues portatives (voir ci-après) d'un plus ou moins gros volume. — A la cathédrale d'Angers, il existait autrefois, au-dessus d'une porte latérale, un petit orgue qui provenait du château : ce n'était pas une merveille, dit Bodin, mais la forme en était particulière (C. Port, *Péan de la Tuilerie*, p. 86, en note).

2. Pour peu que l'on connaisse tant soit peu la structure de l'orgue, on demeure stupéfait en lisant dans le grand ouvrage de Fétis, *Histoire générale de la musique*, t. V, p. 209, ce qui suit : « Au moyen-âge, le positif, ou petit orgue fixé, en opposition avec l'orgue portatif, n'avait ni *soupapes*, ni *registres*. » — Pas de registres, d'accord.... mais pas de soupapes ?.... à quoi bon le clavier, alors, puisque le vent se serait précipité dans tous les tuyaux à la fois ?

3. Les oreilles exercées parviennent, paraît-il, à saisir des *harmoniques* dont la perception échappe au vulgaire. Un écri-

dont les anciens *organiers* ont étrangement abusé, tendent fort heureusement à disparaître entièrement de la facture moderne ; jusqu'au XVIII^e siècle les orgues en possédaient plusieurs pour chaque clavier.

II

On a vu, d'après ce que nous avons dit précédemment, que les orgues du moyen-âge constituaient d'énormes masses, d'immenses machines qui ne pouvaient guère trouver place que dans les édifices publics ; aussi avait-on imaginé de bonne heure un mode d'emploi plus commode et plus pratique de cet instrument. Nous voulons parler des orgues portatives qu'on retrouve si souvent reproduites dans nos manuscrits, peintures, dessins et vitraux à partir du X^e siècle.

Ces réductions des grandes orgues se composaient d'un sommier qui supportait les tuyaux, d'un ou de deux petits claviers et d'une soufflerie actionnée de la main gauche et proportionnée aux jeux qu'elle devait alimenter. On touchait l'instrument de la main droite, tout en le soutenant sur le bras gauche et contre la poitrine quand il était de petite taille ; autrement il était posé soit sur les genoux de l'exécutant, soit sur une table. Il pouvait encore être suspendu en bandoulière au moyen d'une courroie retenue aux montants par deux petites poignées

vain qui fait autorité, entend distinctement, comme harmonique du *sol*, trois lignes au-dessous de la portée à la clef de *fa*, une seconde mineure de la cinquième octave de cette note, soit le *la bémol* au-dessus de la portée à la clef de *sol*. (*Etude sur la musique grecque, le plain-chant et la tonalité moderne*, par Alix Tiron, Paris, Imprimerie Impériale, 1866, note II, page 225). — Quels beaux jeux de mutation les facteurs du XVI^e siècle auraient construits sur cette donnée !

de métal. Les vitraux des cathédrales d'Amiens et de Sens (XIII^e et XIV^e siècles) nous offrent de nombreuses et pittoresques représentations d'anges jouant de l'orgue portatif sous les formes les plus variées.

Tout le monde connaît la Sainte Cécile de Raphaël. Elle tient dans les mains un petit orgue renversé dont les tuyaux vont en croissant de longueur de gauche à droite, contrairement à ce qui s'est toujours pratiqué dans les instruments où il n'y eut pas d'*abrévés*¹. Cette distraction des dessinateurs et miniaturistes se retrouve d'ailleurs très-fréquemment au moyen-âge. Quelquefois, comme dans le tableau dont nous venons de parler, cette inversion est manifestement voulue ; ici, en effet, elle est absolument nécessaire à l'ordonnance et à la symétrie de la composition.

Parmi les orgues portatives, il y en avait d'un grand poids que l'on faisait transporter à dos d'hommes ou sur des chars. On lit dans un inventaire des vieilles armes conservées au musée d'Amboise (septembre 1499) cette mention : « Et aussi les orgues apportées de Naples que j'ay voulu bailler à Jacques l'organiste par plusieurs foiz pour ce que la royne me l'avoit commandé². » Au XIV^e siècle, les dames de Sienne avaient des orgues dont la caisse, ornée de délicates marqueteries, se suspendait au cou par une chaîne de cuivre doré³.

On retrouve ce genre d'orgue dans une foule de circonstances de la vie sociale ; pas de fêtes publiques, religieuses ou civiles, pas de processions, pas d'entrées de souverains, sans que l'on ait à signaler la présence des orgues.

1. On appelle *abrégé* une mécanique qui transmet directement aux soupapes le mouvement des touches.

2. *Bibliothèque de l'école des Chartes*, T. IV, 2^{me} série, p. 422.

3. *Dresses and decorations of the Middle Ages*, by Henry Shaw, F. S. A. London, William Pichering, 1843, T. I. (Communication de M. L. de Farcy).

Froissard raconte qu'à l'entrée d'Isabeau de Bavière à Paris (13 août 1389) on dressa devant la Sainte-Chapelle « un escharfaut couvert de drap de haute lisse et encourtiné à la manière d'une chambre, et dedans avoient hommes qui sonnoient une orgue moult doucement. »

Le trop fameux Gilles de Rays, dit Barbe-Bleue, qui se piquait, comme Néron, d'être musicien à ses heures, se faisait suivre en voyage par une maîtrise complète et par des orgues portées sur les épaules de six hommes vigoureux¹.

Albert Durer, dans ses grandes peintures du *Triomphe de Maximilien I^{er}* (1493-1519), a représenté l'organiste du souverain, Hans Hofhaimer, jouant de l'orgue sur un char trainé par un dromadaire².

La Sainte Cécile de la Pinacothèque de Munich, attribuée à Wohlgemuth de Nuremberg, est également représentée touchant un orgue portatif garni de riches incrustations³.

Une curieuse gravure d'Israël Van Mecken (XV^e siècle), représente un musicien allemand touchant un orgue portatif déposé sur une table. Deux petits soufflets chargés de poids sont actionnés par une femme assise sur la table même. On aperçoit distinctement les extrémités de quatre registres, coupés probablement, puisque l'instrument n'a que deux rangs de tuyaux, dont les tirants sont garnis d'une lanière de cuir⁴.

A la bibliothèque de Bourgogne, à Bruxelles, une miniature d'un bréviaire manuscrit du XV^e siècle re-

1. Abbé Bossard. *Vie de Gilles de Rays*, p. 66. — Voir aussi sur ce sinistre personnage, brûlé vif à Nantes en 1440, une fort curieuse étude publiée dans le *Journal de médecine*, T. LVII, 7^e cahier, juillet 1886, p. 334-335.

2. Peintures de l'Hôtel-de-Ville de Nuremberg. — *Mag. Pittoresque*, 1872, p. 404.

3. Viollet-le-Duc. *Dictionnaire du Mobilier*, T. II, p. 299.

4. *Les arts au moyen-âge*, Lacroix, p. 529.

présente un arbre de Jessé dans lequel les ancêtres de Jésus-Christ forment un concert avec les instruments de l'époque. Un des rois de Juda tient sur ses genoux un petit orgue à quatorze tuyaux¹.



Figure 6.

Le bréviaire du roi René d'Anjou (1409-1480), conservé à la bibliothèque de l'Arsenal, à Paris, contient une superbe miniature qui représente sa « cour de musique. »

1. Lacroix. *Les Arts au moyen-âge*, p. 561.

Au premier plan on voit une femme assise jouant du psalterion, instrument à cordes tendues qui, par l'adjonction de touches, devait bientôt se transformer en *clavier*, puis en *virginal* ou *épinette*. Auprès d'elle, une autre femme tient sur ses genoux un charmant petit orgue à deux claviers et deux rangs de tuyaux¹.

Dans la « *Margarita philosophica nova* » illustrée par Jean Reinhard, dit Grünenger, une gravure sur bois² représente la personnification de la musique au commencement du XVI^e siècle (*fig. 6³*). Un personnage en costume de clerc⁴ touche un orgue à un seul clavier de treize touches, sans feintes, et à un seul rang de tuyaux posés à rebours. On aperçoit derrière l'instrument, placé sur un banc, les tables supérieures de deux petits soufflets. Des joueurs de flûte, de luth⁵ et de harpe forment un concert, tandis qu'une dame empanachée, personnifiant la musique (*typus musice*), déploie une page de musique à notes losangées. Un autre personnage allégorique tient au premier plan une balance dont les plateaux sont remplis de poids et de poinçons ; il semble vouloir indiquer que dans la musique tout doit être pesé et mesuré⁶.

On lit dans les archives du chapitre de Nantes qu'au

1. Lacroix. *Loc. cit.*, p. 326.

2. Didot. *Essai sur la gravure sur bois*, p. 98 et suivantes.

3. Cette gravure, de l'édition de Bâle, est extraite des *Sciences et Lettres au moyen-âge*, par P. Lacroix, Paris, Didot, page 451.

4. Les prêtres seuls, et revêtus de surplis, avaient au moyen-âge le droit de toucher l'orgue. Le premier laïc à qui il fut permis, en France, de remplir cette fonction fut un notaire qui, en 1496, dérogea dans l'église Saint-Jacques à Paris à un usage consacré et universellement reçu. (*Connaissance pratique de l'orgue*, par le P. Girod, 2^e édition, Namur, Wesmaël-Charlier, 1877, p. 169).

5. L'ancien *Eoud* des Arabes.

6. Jean Reinhard publia une seconde édition de sa *Margarita* en 1508. Voir Didot, *Essai sur la gravure sur bois*, et Lacroix, *Les Arts au moyen-âge*, p. 531. Cette seconde composition, qui figure dans l'édition de Strasbourg, est plus compliquée que la première.

XVI^e siècle on portait encore des orgues sur les remparts de la ville à l'occasion de la procession des Rameaux¹.

Dans la curieuse tapisserie dite de M. de Rohan, appartenant à la cathédrale d'Angers et qui date du commencement du XVI^e siècle, l'artiste a représenté une grande dame, (très-probablement Marguerite d'Armagnac, seconde femme de Pierre de Rohan²), accompagnant sur l'orgue un seigneur magnifiquement costumé, qui chante les yeux fixés sur un phylactère noté (*fig. 7*). Le costume du noble chanteur est d'une richesse inouïe. Sur son escarcelle, à demi cachée par son manteau, se lit la lettre P. Un page, coiffé d'une toque ornée de trois longues plumes de faisan, fait mouvoir le soufflet du petit orgue. Derrière la princesse, deux autres pages se divertissent, l'un à faire miauler un chat qu'il tient suspendu par la queue et l'autre à faire aboyer un chien³.

Le musée du Conservatoire de Bruxelles possède un superbe spécimen d'orgue portatif de la fin du XVI^e siècle; il contient vingt-six touches et deux rangs de tuyaux (*fig. 8⁴*).

Nous signalerons enfin, pour terminer cette nomenclature, peut-être déjà longue, un très-bel orgue

1. Communication de M. L. de Farcy.

2. Pierre de Rohan, maréchal de France en 1475, avait épousé Françoise de Porhouët dont il eut trois fils : Charles de Rohan, seigneur de Gié, qui continua la postérité, François qui fut évêque d'Angers et archevêque de Lyon, et Pierre qui eut aussi des enfants. Françoise de Porhouët étant décédée en 1503, le maréchal épousa Marguerite d'Armagnac. (L. de Farcy, *Tapisseries de la cathédrale d'Angers*, p. 69).

3. *Les tapisseries de la cathédrale d'Angers*, p. 73, par M. L. de Farcy, que nous ne saurions trop remercier pour la complaisance avec laquelle il a bien voulu mettre le dessin de cette tapisserie à notre disposition.

4. Cette gravure est extraite de l'*Histoire de la musique*, par Lavoix, Paris, Quantin, page 136.

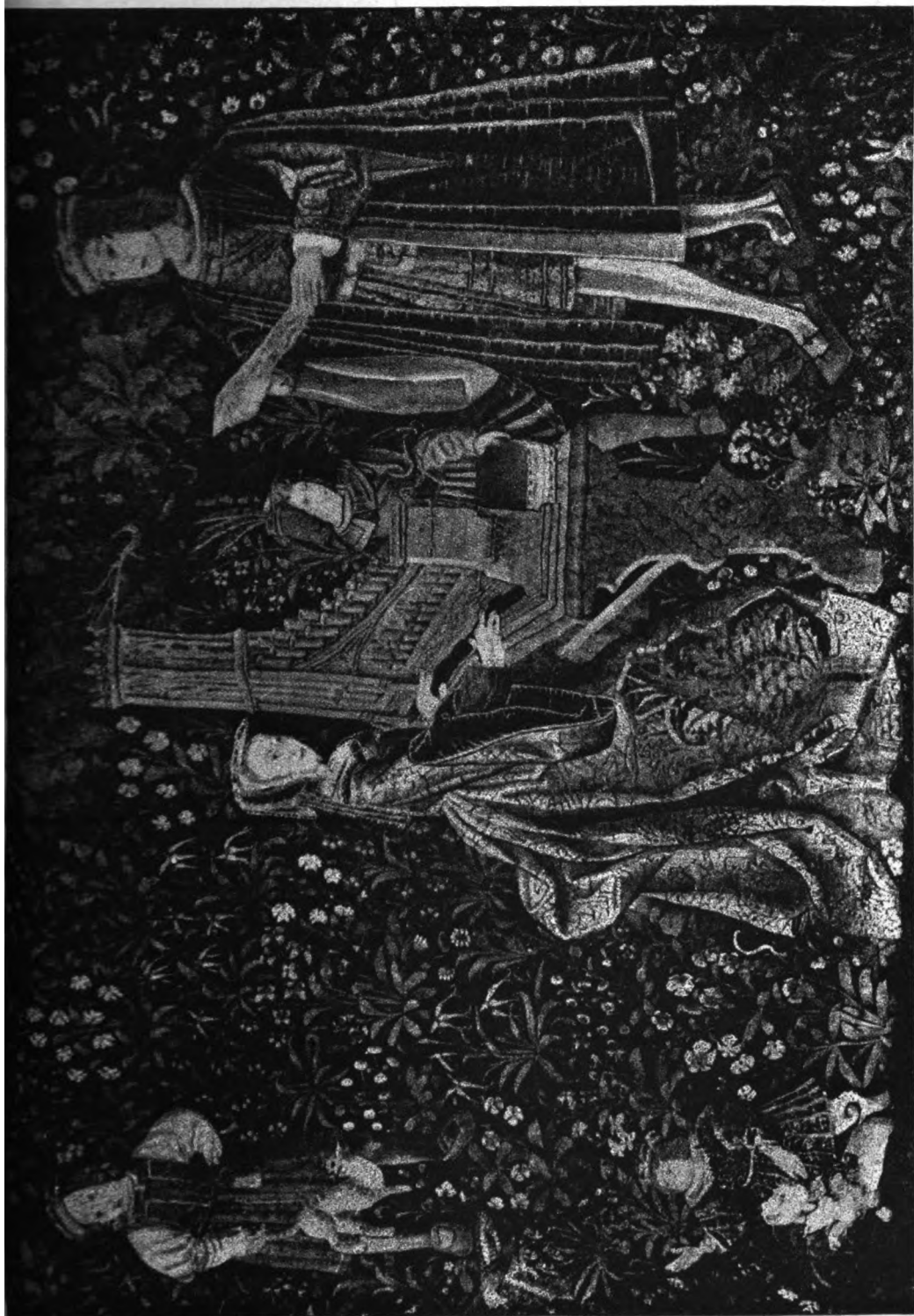


Figure 7.

portatif du XVI^e siècle de facture allemande, faisant partie des collections du South Kensington Museum. Des volets¹ décorés de peintures protègent l'instrument portatif, comme ils protégeaient la montre des grandes orgues dans

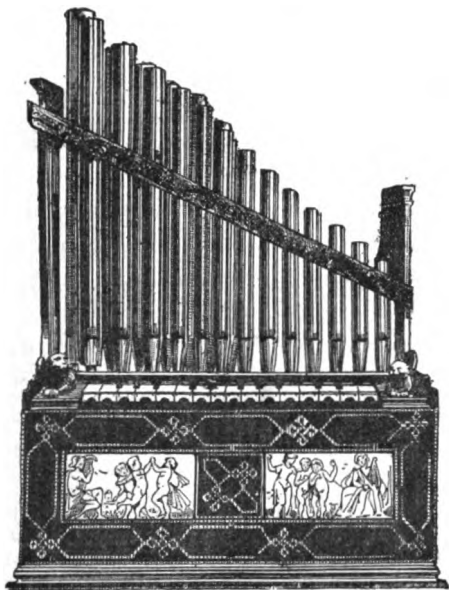


Fig. 8.

1. L'orgue d'Avesnières, dont nous parlons ci-après, avait des volets, car les gonds qui les supportaient existent encore. L'orgue de la cathédrale d'Angers avait également des volets, que des facteurs du XVIII^e siècle détruisirent. (L. de Farcy, *Les orgues de la cathédrale d'Angers*, p. 9 et suivantes). — L'abbé

Pâris-Jallobert, dans son *Journal historique sur Vitré*, a donné (p. 111) copie d'un curieux marché fait pour « peindre les volets des orgues de N.-D. de Vitré fondées devant la vitre de la façade où est l'histoire de M^r Saint Jean-Baptiste (15 mars 1638). « D'un costé, l'artiste devait peindre le triomphe de David avec « la teste de Gollias ; de l'autre costé, un David priant jouant de « la harpe ; au dehors desd. volets sera peint d'un costé les Sibilles, de l'autre des Profettes ; les volets du positif en dedans une Sainte Cicille, de l'autre costé quelques figures revenant à l'histoire de S^{te} Cicille ; au dehors un Salvateur et une « Vierge, etc. » — Le même auteur nous apprend (p. 463), que les trois jeux d'orgue qu'il y avait à Vitré furent détruits pendant la Révolution par ordre du représentant du peuple Esnôte-Lavallée. — L'ancien orgue de la Trinité, établi à Laval par le célèbre Cliquot, en 1770, périt également dans la tourmente de 1793 (Boullier, *Recherches sur la Trinité*, p. 188). — Au Mans, les protestants anéantirent en 1562 un orgue, œuvre de Pierre Bert, placé dans la nef de la cathédrale (Piolin, *Hist. de l'Egl. du Mans*, t. VI, p. 710). « Plus, ont montré (les commissaires) les « vaisseaux de menuiserie des orgues tant grandes que petites, « lesquelles sont suspendues entre les murailles et piliers de lad.

nos vieilles églises¹. Ces volets étaient garnis de peintures sur les deux faces.

III

Ce fut pendant la longue et pénible période qui commence au XIV^e siècle pour finir au XVI^e — époque triomphante des rhéteurs ennuyeux, légistes verbeux, théologiens rigides et scholastiques raisonneurs — que la musique (*ars nova*, comme on l'appelait alors), fondée par les « *gothiques harmoniseurs du déchant*², » se transforma peu à peu, se dégagea de ses rébus inexplicables et de ses subtilités incompréhensibles, pour s'épanouir, après de nombreux tâtonnements, dans la forme calme, magnifique et sereine de Palestrina (1524-1594³).

« *église toutes vaques et desnudées de tuyaux et instruments et lesd. vaisseaux d'orgues brisez en plusieurs endroits et deuez de plusieurs choses.* » — Voir aussi : abbé R. Charles, analyse de l'ouvrage de M. Hill : *The organ cases and organ of the middle ages and renaissance*, Londres, David Bogue, 1883, in vol. in-folio (*Revue du Maine*, t. XIII, p. 245).

1. Ernest Bosc, dans son *Dictionnaire de l'art, de la curiosité, et du bibelot*, p. 508, donne le dessin de cet orgue.

2. Lavoix. *Histoire de la musique*, Paris, Quantin, in-8°, p. 121.

3. « Pour distinguer les différentes valeurs de temps des notes, on les fit tantôt rouges, tantôt noires, vers le milieu du XIV^e siècle ; puis, ce procédé étant par trop incommode, on écrivit en notes noires et blanches ; quelquefois même la note était à moitié noire seulement. La musique faisait alors partie des mathématiques et était démontrée par théorèmes ; aussi se servait-on fréquemment, dans la mesure, de fractions numériques. On ne peut imaginer quel fatras mathématique surchargeait notre pauvre écriture musicale. Le signe écrit ne représentait pas à l'œil ce qu'il signifiait en réalité ; de plus, des indications manuscrites avertissaient le lecteur qu'il fallait diminuer ou augmenter la note mentalement de la moitié, du tiers ou du quart de sa valeur apparente ; ajoutez à cela que, dans un morceau, les diverses parties d'un chœur étaient écrites de façons différentes et en proportions ou *proportions* variées. Toute cette science si ardue de la lec-

L'invention de l'imprimerie, appliquée de suite à l'impression des notes losangées de l'époque, contribua non-seulement à la diffusion de la musique mais encore à la simplification forcée des hiéroglyphes d'autrefois.

En présence de cet éblouissant réveil des lettres et des arts, les facteurs d'orgues ne demeurèrent point en retard; ils appelèrent à leur aide les architectes, « maîtres es-œuvres et imaygiers » de la Renaissance. Ceux-ci adoucirent les lignes raides des plates-faces de leurs anciens buffets¹ qu'ils flanquèrent d'élégantes tourelles surmontées de gracieux pinacles; ils contournèrent, les enlaçant de fines arabesques, les petits meubles du *posûif*, semant partout, au gré de leurs caprices, les délicates sculptures de leurs motifs de décoration, tandis que les « imaygiers » garnissaient les frontons et « admortissements » de figures de saints et d'anges plus ou moins « *mouvantz*². »

ture, à laquelle se joignaient encore les difficultés du calcul, prenait le nom de *proportions numériques* ou *prolations*. Les complications des signes étaient telles que les musiciens, et même les meilleurs, n'étaient pas toujours capables de noter correctement et faisaient de nombreuses erreurs. C'est pourquoi, même lorsqu'on ne rencontre pas des notations excentriques, comme celles en *proportio supersexcupartienteseptima* ou *superquincupartientesexta*, du théoricien Gafori, la lecture de la musique des XIV^e et XV^e siècles, et quelquefois du XVI^e, présente des obstacles presque insurmontables à l'historien moderne (Lavoix, *Loc. cit.*, p. 122-123).

1. « Un coffre vulgaire, destiné à contenir une série de tuyaux de diverses grandeurs, paraît peu susceptible de se transformer en œuvre d'art; cependant le talent des anciens maîtres ornemanistes, architectes et sculpteurs, est sorti victorieux de la difficulté et l'a surmontée presque toujours avec un rare bonheur. » (Abbé R. Charles, *Semaine du Fidèle du Mans*, 6 octobre 1883, p. 1066). — L'orgue de La Ferté-Bernard (voir son joli buffet dans les *Mélanges de décorations* de M. L. de Farcy) est un des spécimens les plus heureux de l'époque de la Renaissance; il est l'œuvre de Evrard Baudot, 1501, et de Pierre Bert, 1536.

2. « A Nicolas Quesnel, *ymaginier*, pour faire deux ymaiges de anges mouvantz pour mettre sur l'admortissement des orgues. » 1511 (Archives de la Seine-Inférieure, Saint-Maclou. *Glossaire*

grossier avait reçu, grâce aux lois mieux appliquées de la statique, de notables perfectionnements et les touches, ainsi que les pédaliers avaient été adoucis sous les mains et les pieds de plus en plus habiles des organistes. Seule, la soufflerie devait rester pendant longtemps encore absolument défectueuse¹, malgré tous les efforts ingénieux² que l'on put faire pour améliorer cette partie essentielle de l'orgue.

Jusqu'ici tributaires de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Italie, les facteurs français ne tardèrent pas, sinon à égaler leurs anciens maîtres, du moins à pouvoir lutter contre eux avec avantage. Dès le XVI^e siècle en effet, ils installèrent, dans nos vieilles cathédrales gothiques, bon nombre de grandes orgues qui n'étaient pas sans mérites. Le rôle de ces instruments consistait surtout alors à soutenir et à diriger les chants des fidèles ; aussi, étaient-ils placés au milieu de la nef, généralement en face de la chaire, comme à Strasbourg, Le Mans (ancien orgue), Bayeux, Vannes, Chartres, Metz, La Ferté-Bernard³ et ailleurs.

Mais il fallait bien sacrifier aux goûts de l'époque ; c'est

Maine, T. XIII, p. 247). — C'est une inscription sur un tuyau de la montre qui nous apprend le nom du facteur de l'orgue d'Avesnières dont nous allons parler. — En démolissant un ancien sommier de l'orgue de la cathédrale de Bordeaux, on a découvert un parchemin qui faisait savoir le nom de son constructeur, dom Bédos, le fameux bénédictin auteur du traité dont nous avons parlé (Communication de M. Goydadin, facteur à Bordeaux, qui confirme la supposition émise par M. Hamel, (*Facteur d'orgues*, T. III, p. 387).

1. L'imperfection des souffleries est le mal radical de la facture ancienne ; elle s'est prolongée jusque dans le XVIII^e siècle (Fétis, *Histoire générale de la musique*, T. V, p. 209).

2. A Einsiedeln, en Suisse, on montait pour souffler l'orgue sur un petit escalier dont les marches s'abaissaient à mesure qu'on les gravissait (Régnier, *L'Orgue*, p. 470).

3. La plupart de nos églises gothiques portent encore l'instrument divin attaché, comme une décoration d'honneur, au flanc gauche de la nef principale (*L'Orgue*, par l'abbé Régnier, p. 233).

alors que les facteurs, dont les instruments recélaient déjà des engins imitant la *grêle* et le *tonnerre*, imaginèrent de



Fig. 10. Tête de Barcelone.

mettre en mouvement les images et les sculptures dont les architectes avaient surchargé leurs buffets¹, en plus des *carillons* et des *chants d'oiseaux* qui existaient pour ainsi dire partout. L'orgue de Strasbourg (1489), jaloux sans doute du voisinage de l'horloge à figures mécaniques, avait deux automates ; les orgues de Reims (1481) et d'Orléans, étaient couronnées par une statue de Dieu le Père, ayant à ses côtés deux chœurs d'anges sonnant de la trompette ; à Delft (1455) s'agitait une grosse caisse avec des grelots ; à Beauvais (vers 1530) une figure colossale de Saint Pierre donnait, du haut de l'orgue, la bénédiction au peuple, en agitant la tête et en rou-

1. « On a converti en un véritable théâtre de marionnettes l'instrument destiné, par sa puissance et sa majesté, à contribuer aux solennités du culte divin. Dans ce ridicule spectacle, les figures d'anges jouaient un grand rôle. On leur mettait à la main des trompettes qu'elles portaient à la bouche pour les faire sonner ; d'autres frappaient sur des tambours, des timbales et des carillons. Au milieu de ce chœur céleste s'élevait un grand ange qui battait la mesure. Autour d'eux s'agitaient des étoiles argentées ; la lune et le soleil, brillants d'or, tournaient en mettant en mouvement une multitude de grelots et de sonnettes, pendant que des coucous, des rossignols et autres oiseaux mêlaient leurs chants à ces bruits confus, et qu'un aigle planait au-dessus. » (Hamel, *Notice historique sur l'Orgue*, p. L et LI).

2. Cet orgue devrait être le plus grand de l'univers ; il a cinq claviers à mains et est construit pour recevoir 150 jeux ; il n'a

leil ; enfin, dans notre ancienne ville d'Angers (1417), des jeux d'étoiles dorées et argentées tournaient sur un axe à l'orgue de la cathédrale¹, tandis que deux anges sonnaient de la trompette à la collégiale de Saint-Nicolas².

Le style architectural roman avait imité l'antiquité, en adoptant pour motifs de décorations de ses chapiteaux des têtes humaines, ce qui est prouvé par les nombreux fragments de sculpture retrouvés à Pompéi. Le XVI^e siècle, avec ses saturnales grotesques, (notamment la « *Fête des fous* » qui se célébrait surtout à Sens le 12 janvier et qui ne fut supprimée qu'en 1547), et au milieu de ses extravagantes³ et indécentes sculptures,



Fig. 11. Tête de Montoire.

jamais été terminé et ne contient qu'une soixantaine de jeux (*Description de l'orgue*, par Schmitt, Paris Roret, 1855, p. 275).

1. Restauré en 1873 par M. A. Cavaillé-Coll de Paris, à qui la facture française est redevable du premier rang qu'elle occupe incontestablement en Europe. — Les deux orgues de la cathédrale de Laval, construites par cet habile facteur, ont été reçues le 31 mai 1853 par M. Ch. Simon, organiste à Paris. — (*Nouveau manuel de l'organiste*, Roret, 1863, p. 81). — Voir le très-intéressant ouvrage publié par les soins de M. Cavaillé-Coll : *Le grand orgue de la nouvelle salle de concert de Sheffield*.

2. C. Port, *Péan de la Tuilerie*, p. 462.

3. Au XV^e siècle le matérialisme, qui règne dans la société et la littérature, s'introduisit aussi dans l'art. Tandis que les femmes, avec leur énorme coiffure échafaudée de cornes, affectent des formes bestiales, la sculpture tombe dans les mêmes extravagances. Les artistes usent du ciseau comme les prédi-

avait légué cette tradition de têtes grimaçantes au siècle suivant, qui ne se fit pas faute de les employer. Rien de surprenant dès lors, si l'on retrouve, suspendues à un certain nombre de nos anciennes orgues, ces têtes ornant à profusion les vieux chapiteaux.

Les quelques têtes grotesques que l'on connaît en France, et qui ont pu échapper aux ruines de nos guerres civiles, ont cette triple particularité commune : *elles ornent toujours la partie inférieure des orgues ; — elles sont toutes du XVI^e siècle, — et toutes ont la mâchoire inférieure mobile.*

Les seuls spécimens connus ou étudiés jusqu'ici sont : une tête mauresque, à la cathédrale de Barcelone¹ (fig. 10); une tête grotesque provenant d'un couvent des Augustins à Montoire² (fig. 11); une autre tête ve-

cateurs de la parole, sans scrupule, sans ménagement pour la pudeur de leur auditoire. La satire aboutit au cynisme et à la trivialité ; la caricature grotesque déborde et envahit tout, elle s'étale triomphalement dans les lieux les plus respectés. Un véritable carnaval d'animaux travestis entre dans l'église ; alors apparaissent les moines à tête et à pieds de cochon, les prédicateurs à oreilles d'âne. Tout le vocabulaire que Luther et Calvin épuiseront plus tard contre le clergé catholique est là. Les stalles, d'ailleurs si remarquables, de la cathédrale d'Amiens, les sculptures sur bois conservées à l'hôtel de Cluny nous offrent un échantillon de ces bizarres travestissements. Ici, c'est un renard vêtu en moine, qui prêche des poules ; là, *un pourceau qui touche de l'orgue, pendant qu'un loup fait mouvoir le soufflet.* A Strasbourg, au coin de la nef, on voyait un âne orné d'une chape, disant la messe, tandis que d'autres animaux remplissaient l'office de diacres... Toutes les excentricités de la fantaisie, toutes les brutalités du réalisme se mêlent et s'accumulent au hasard. Des animaux immondes, représentant les vices de l'humanité, viennent se poser effrontément jusqu'aux portes du confessionnal. La stérilité ingénieuse, la laideur risible, la familiarité triviale, en un mot, le burlesque, marquent le dernier terme de l'art comme de la littérature gothique (Lenient, *La Satire au moyen-âge*, in-8°, Paris, Hachette, p. 403-404).

1. *Magasin pittoresque*, 1841, p. 208.

2. *Bulletin de la Société archéologique du Vendômois*, article de M. de Salies, p. 97 à 118, et *Magasin pittoresque*, 1868, p. 8. Celle-là seule ne remue pas les yeux.

nant probablement de l'ancien orgue de la cathédrale du Mans¹; trois têtes existant encore au buffet de l'orgue de l'abbaye de Saint-Savin de Lavedan² (Hautes-Pyrénées) (*fig. 12*); et enfin une tête grotesque provenant de l'ancien orgue d'Avesnières (*fig. 14 et 15*) dont nous allons parler.



Fig. 12. Têtes de Saint-Savin de Lavedan.

M. de Salies s'est livré à une longue, très longue dissertation sur l'origine, l'historique et le symbolisme des têtes de Barcelone, de Montoire et de Saint-Savin; nous ne suivrons point cet érudit, d'ailleurs sympathique, dans ses déductions hasardées, attendu que, comme il le dit lui-même très-modestement, sa conclusion est tout simplement un aveu d'ignorance³. Toutefois, diverses affirmations ont été émises dans cet écrit, et dans une communication faite par le même auteur, à la *Revue des*

1. *Bulletin du Vendômois*, ci-dessus, p. 94 et *Magasin pittoresque*, 1878, p. 187. — L'orgue actuel de la cathédrale du Mans, quoi qu'en aient pu dire le R. P. Tournesac et M. Boyer, n'a rien de commun avec celui qui fut détruit en 1562. Voir note précédente, p. 235.

2. *Bulletin Monumental*, p. 9 (année 1887, sixième série, tome III). Les figures que nous reproduisons ici sont dues à la plume de M. L. Garnier, qui a bien voulu les dessiner pour la Commission sur les planches du *Magasin pittoresque* et du *Bulletin monumental*. — Dans le patois populaire du pays les têtes de Saint-Savin sont appelées *Babaouls* (Voir note 1 de la p. 246).

3. *Lettre à la Société archéologique du Vendômois sur une tête automatique autrefois attachée à l'orgue des Augustins de Montoire* (*Bulletin de la Société archéologique, scientifique et littéraire du Vendômois*, 1867, p. 97 à 119).

Sociétés Savantes, qui doivent être refutées. Les têtes de Saint-Savin, dit-il, ont été *accrochées sous Louis XV*¹; c'est inexact, les têtes ont la même origine que l'orgue qui porte la date de 1557². On tirait *un registre*, dit plus loin M. de Salies, *pour faire mouvoir ces têtes*, dont les mâchoires s'entrechoquaient *lorsque les chants sacrés se faisaient entendre et lorsqu'on posait les doigts sur le clavier*. Le mot *registre* est d'abord absolument impropre; là, comme ailleurs, c'était un simple mouvement de bascule qui faisait mouvoir la mâchoire et les yeux de la tête, au gré de l'organiste, et non pas seulement quand *les chants sacrés se faisaient entendre*; par conséquent la mâchoire inférieure, qui s'ouvrait et se fermait avec fracas, restait immobile, contrairement à ce qu'en dit notre auteur, lorsqu'on posait les doigts sur le clavier de l'instrument.

Voici la description de ces mêmes têtes, d'après le *Bulletin Monumental* :

« Au-dessus d'un échafaudage en bois sur lequel est établi l'orgue de Saint-Savin, dit M. Paul Lafond, se trouvent placées sur une même ligne, mais espacées entre elles, trois têtes grimaçantes, aux yeux et à la mâchoire inférieure mobiles autrefois, mais dont le mécanisme ne marche plus aujourd'hui, sculptées en ronde bosse et enfermées chacune dans une sorte d'encadrement de bois, comme les têtes, et très en saillie sur le reste de la construction³. »

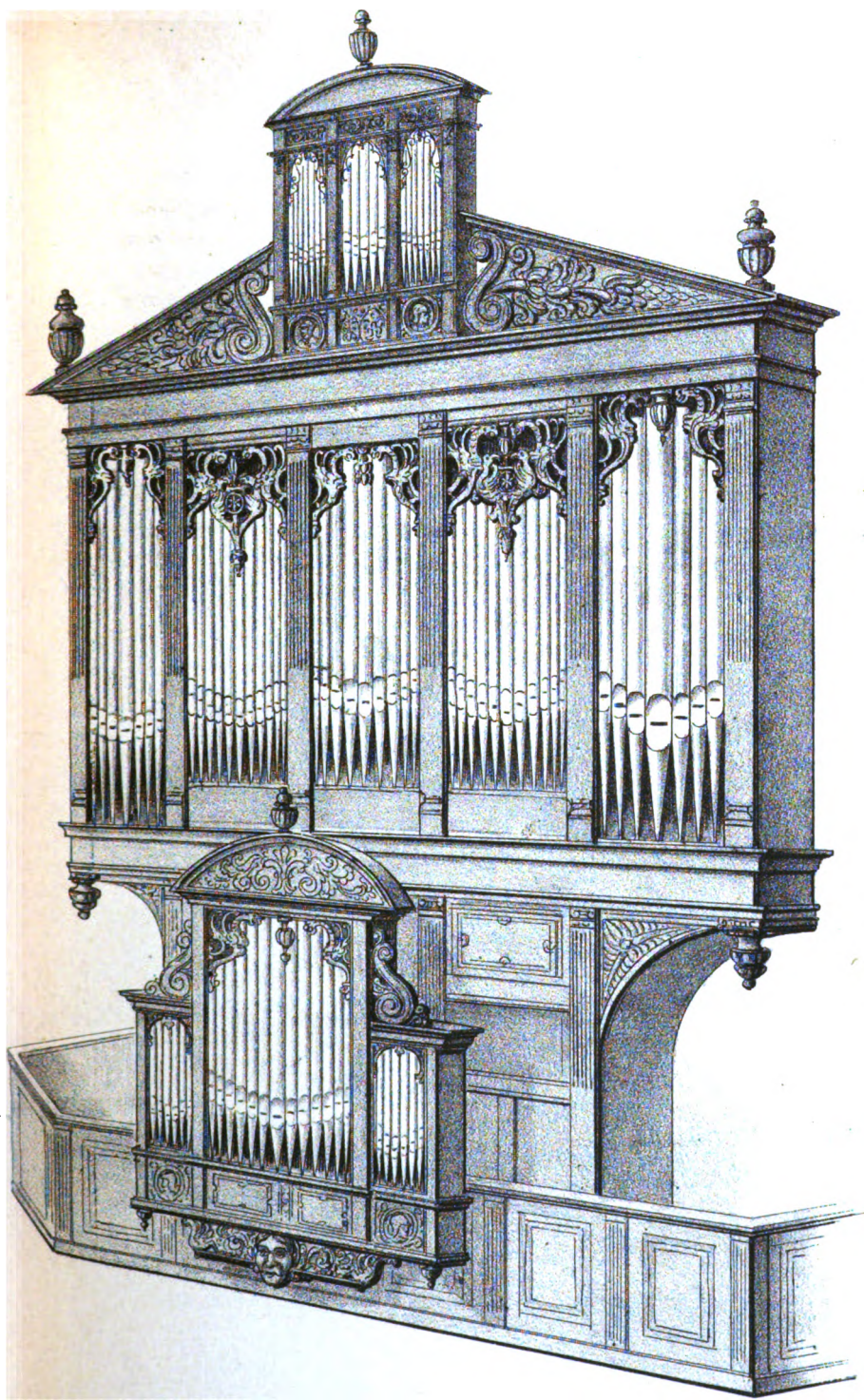
Cette description, qui peut s'appliquer presque entièrement aux autres têtes, a l'avantage d'être sobre; mais elle a l'inconvénient de ne rien expliquer.

Le petit orgue de N.-D. d'Avesnières, près Laval,

1. *Magasin pittoresque*, année 1878, p. 187.

2. Voici l'inscription qu'on lit sur le clavier : « Hoc organum factum fuit ad honorem totius curiæ anno 1557. » Cfr. l'article de M. Lafont dans le *Bulletin monumental*, loc. cit.

3. *Bulletin monumental*, loc. cit., p. 10.



1590 __ Buffet d'Orgues de N D d'Avesnières à Laval.

dont nous sommes heureux de reproduire le joli buffet ¹ (*fig. 13, hors texte*), fut construit en 1590, par Florentin Lusson, dont le prénom indique une origine italienne.

Le mode d'installation de l'instrument offre cette particularité qu'il fut accroché, suspendu à la muraille méridionale de l'église et au bas de la nef, de sorte que les fidèles l'avaient à leur gauche en sortant par le grand portail. Cette disposition, unique à notre connaissance, venait probablement de ce que, la partie occidentale du monument ayant été incendiée pendant les incursions anglaises du XV^e siècle, on avait dû la rebâtir à la hâte, de sorte que l'orgue avait été mis provisoirement à une place qu'il avait en définitive conservée jusqu'à nos jours ².

1. Grâce à un cliché photographique, pour les parties existant encore, qui nous a été obligeamment communiqué par M. E. Garnier, à qui nous adressons nos remerciements.

2. C'est vers 1540 que Jamet Neveu terminait la flèche et les charmants clochetons *renaissance* de l'église de N.-D. d'Avesnières. — « Une polémique ardente s'est élevée, dit D. Piolin (*Hist. de l'Eglise du Mans*, T. VI, p. xi), sur les origines du prieuré d'Avesnières... En 1040, ajoute le même auteur, rectifiant ce qu'il avait dit précédemment, même ouvrage p. 175 et suivantes du T. III, Yves de Saint-Berthevin fonda l'église, d'après une *charte* de Marmoutiers, et son fils Guérin donna le prieuré aux religieuses du Ronceray. » M. Bertrand de Broussillon (*Bourjolly*, T. I, p. 209), se garde bien d'assigner à cette fondation une date qui semble devoir rester incertaine. La publication du cartulaire du Ronceray a déterminé d'une manière positive celle de la donation par Guérin de Saint-Berthevin. Ce cartulaire de la célèbre abbaye bénédictine du Ronceray « composé, dit M. Port (*Dict. de Maine-et-Loire* au mot *Angers-abbaye*) de six rôles enroulés sur des bâtons en chêne à têtes rondes, autrefois peintes et dorées, » fut mis en vente le 24 mai 1851 parmi les richesses qui composaient les collections de M. Toussaint Grille; inscrit au catalogue sous le n° 3162, il devint, au prix de 560 fr. la propriété de la ville d'Angers. Voir dans la publication de M. Marchegay (*Cartularium monasterii beatæ Mariæ Caritatis andegavensis*) les trente chartes qui ont trait à notre prieuré : n°s CCCLX à CCCXC. La première de ces pièces, à laquelle l'auteur ci-dessus assigne la date de 1070 (circa), contient la *donation* de l'église d'Avesnières et de ses dépendances aux religieuses du Ronceray.

Voir sur Avesnières, son église, son pèlerinage : Marche-

A cet orgue, était attachée, comme à Montoire, à Barcelone et ailleurs, une tête grotesque justement appelée par le peuple « *le papotier d'Avesnières*¹, » du

gay, *Cartulaire du Ronceray*, Angers, in-8°. — M. Le Segretain, *Rapport sur l'état de l'église d'Avesnières* (*Bulletin de la Société de l'Industrie de la Mayenne*, in-8°, Laval, Godbert, 1853, p. 141). — I. Boullier, *Mémoires ecclésiastiques concernant la ville de Laval et les environs*, passim. Laval, Godbert, 1847, in-8°. — Mérimée, cité plus bas. — De la Sicotière, également cité plus bas. — Boyer Michel, *Annuaire de la Sarthe*, déjà cité et *Bulletin de la Société d'agriculture, sciences et arts du Mans*, 1846-1847, Le Mans, Monnoyer, 1884, in-8°, p. 354. — L. Palustre, *La Renaissance en France*, Paris, Quantin, in-folio, 1887, p. 123. — *Maucourt de Bourjolly*, annoté par MM. Le Fizelier et Bertrand de Broussillon, 2 vol, in-8°, Laval, Moreau, 1886, passim. — E. B. et P. M. *N.-D. d'Avesnières dans le Maine et l'Anjou* du Baron de Wismes, Nantes, in-folio, Vincent Forest et Grimault, T. I. — Maignan, deux opuscules, *N.-D. d'Avesnières*, in-16, Laval, Feillé, 1856 ; et *Notice historique sur N.-D. d'Avesnières*, in-12, Laval, Moreau, 1860. — Couanier, *Rectifications à une brochure de M. Maignan*, in-12, Laval, Godbert, 1860 ; *Fête du couronnement*. — D. Piolin, *Le saint Pèlerinage d'Avesnières. histoire et description du monument*, in-16, Mary-Beauchêne, 1860. — Stéphane Couanier de Launay, *Histoire de Laval*, in-8°. Laval, Godbert, 1856, p. 18 et suiv. — Le Paige, *Dictionnaire du Maine*, Le Mans, Toutain, 1777, 2 vol. in-8°. T. I, p. 46.

1. Voir Ducange, verbo *pappare*, et *Vocabulaire du Haut-Maine*, par M. de Montesson, aux mots *papeau*, qui se dit, selon l'auteur, de toute lèvre longue et pendante, et *pappe*. — De *papotier* peut-on rapprocher les mots *babaout* et *babouin*? Les *papotiers* ont avec les *babouins* un rapport de commune laidure. A Laval on nommait jadis *babouins* des figures très populaires, analogues au *papotier*, et qui jouaient un rôle dans les processions de la Fête-Dieu. C'étaient des têtes de bois, de grandeur naturelle, à *mâchoires mobiles*, que l'on montait sur des mannequins habillés, et qui, placées sur un théâtre, le plus souvent à l'entrée du parvis de Notre-Dame des Cordeliers, représentaient des scènes de l'Ancien ou du Nouveau Testament. Au passage de la procession, les ficelles faisaient leur office, et les *babouins* agitaient les mâchoires ou remuaient les bras. La construction du théâtre, l'installation des *babouins* intéressaient beaucoup les lavallois qui, pendant les soirées précédant la Fête-Dieu, venaient en foule assister aux préparatifs. Les *babouins* fonctionnaient encore sous la Restauration. Le dernier qui les manœuvra fut M. Salliard, oncle du sympathique organiste actuel de Notre-Dame qui, ayant voyagé comme soldat en Italie, s'était épris d'une grande passion pour les orgues et tout ce qui s'y rattache. M. Salliard, pendant les dernières années de sa vie, s'est beaucoup occupé, en amateur, de facture d'orgues.

vieux mot latin *pappare*, qui signifie *saisir avec les lèvres* et indique parfaitement l'action de la mâchoire inférieure¹ (*fig. 14 et 15*).

Le papotier d'Avesnières² ne le cède en rien pour la laideur à ses confrères de Montoire et de Barcelone ;

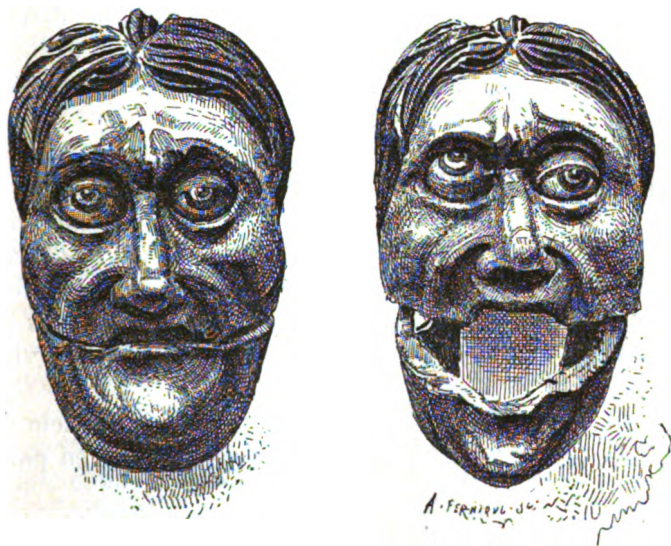


Fig. 14 et 15. Le *Papotier* d'Avesnières.

un des yeux tourne de haut en bas, tandis que l'autre, par un strabisme inédit, remue de droite à gauche. La mâchoire inférieure s'ouvre dans un hiatus effrayant, et l'ensemble, sculpté en plein bois, par une main ferme,

1. Un vieux dicton existe encore à Laval ; on dit d'un bavard : « *La goule lui va comme au papotier d'Avesnières.* »

2. C'est dans le cabinet de M. L. Garnier, notre aimable confrère, que ce débris de l'orgue d'Avesnières est conservé : un moulage en a été fait pour le Musée de Laval. Nous tenons à adresser à M. Garnier tous nos remerciements pour l'obligeance avec laquelle il nous a permis de faire reproduire cette curiosité historique.

nous fournit un vrai modèle d'une tête grotesque telle que l'entendaient les sculpteurs du XVI^e siècle.

Le buffet de l'orgue, bien que construit à la même époque¹, offre un assez beau spécimen de la sculpture du commencement de la Renaissance : quatre plates-faces, supportées par des encorbellements et remplies de tuyaux, sont surmontées par une élégante frise divisée en trois compartiments, avec têtes casquées à droite et à gauche et motifs de décoration au centre ; un fronton cintré couronne le tout².

Pendant la Révolution, l'orgue d'Avesnières ne souffrit pas plus que l'église qui, fermée une des dernières, fut rouverte au culte la première de la contrée, le 4 mai 1800.

P. Mérimée, dans ses *Notes d'un voyage dans l'ouest de la France*, » est trop heureux de sa découverte d'une *apside* (sic) dans le mur septentrional de l'église de la Trinité, pour avoir remarqué notre vieil orgue³.

M. de La Sicotière, dans son intéressant article du *Mémorial de la Mayenne*⁴ sur Avesnières, n'en parle

1. A Laval, dit M. Palustre dans sa splendide publication, la Renaissance s'infiltré doucement sans secousse ni grand éclat ; *un demi-siècle après son apparition*, c'est à peine si elle est parvenue à se dégager entièrement des étreintes du moyen-âge (*La Renaissance en France*, le Maine, p. 122).

2. Ce buffet a une grande analogie avec celui d'Hombleux en Picardie, qui est attribué au XIV^e siècle (Voir Viollet-le-Duc, *Dictionnaire du Mobilier*, au mot *Buffet*, p. 253).

3. Extrait d'un *Rapport à M. Salvandy*, Bruxelles, Hauman, Cattoir et C^{ie}, 1837. On lit ce qui suit p. 77 : « J'observe ici (à l'église de la Trinité) un fait rare dans nos églises, c'est une apside peu enfoncée, pratiquée dans le mur septentrional, c'est-à-dire à l'opposite du chœur. » Mérimée a tout simplement en vue la porte du bas de la nef de la cathédrale, murée depuis la fin du XVI^e siècle, et tout récemment rétablie à l'occasion de la reconstruction de la façade. Cette bévue de la science officielle a été spirituellement relevée par M. Boullier dans ses « *Recherches sur l'église et la paroisse de la Trinité de Laval*, » in-8°, Laval, Godbert, p. 145.

4. T. I, p. 50 et suivantes.

pas non plus ; seul M. Boyer, *doyen des organistes de France*, comme il s'intitule, le décrit en ces termes :

« L'orgue d'Avesnières, dit-il¹, est assez considérable, il a deux claviers, et est situé au bas de la nef ;
« il est orné de sculptures qui paraissent appartenir au
« règne d'Henri III. Il est ainsi composé : boiserie de
« la fin du XVI^e ou du commencement du XVII^e siècle.
« Quatre octaves et quatre notes, d'*ut* en *mi*. *Grand*
« *orgue* : trompette, clairon, prestant, cornet, hautbois,
« flûte allemande, bourdon de huit, tremblant fort et
« doux ; *positif*, montre de huit, prestant, bourdon de
« huit, tierce, nasard, cromorne, doublette et fourniture, tirasse pour les pieds, trois soufflets.

Nous eûmes en 1878 l'occasion de voir et de toucher le vieil orgue d'Avesnières ; une soufflerie absolument détériorée alimentait insuffisamment d'anciens jeux criards, dont les basses ne parlaient plus ou presque plus.

Si la disparition de la partie *résonnante* n'est point à regretter, nous ne saurions en dire autant du vieux buffet, dont les débris sont entassés dans les combles d'une sacristie ; et nous voulons espérer que, dans les projets d'installation d'un nouvel orgue, et d'accord avec la fabrique, le facteur chargé des travaux² tiendra à utiliser ici, comme il l'a fait ailleurs, et à nous conserver ces vieux restes, ces antiques souvenirs *trois fois séculaires*.

1. *Notice sur les orgues du diocèse du Mans avant et depuis 1789 (Annuaire de la Sarthe, 1848, p. xv et xvi)*. Voir sur cet artiste original la curieuse brochure de M. Victor Pavie, intitulée : « *M. Boyer, l'orgue et moi* » et la notice du grand ouvrage du baron de Wismes sur le *Maine et l'Anjou*, Introduction à l'*Anjou*, p. xxvii. M. Boyer est mort au Mans le 16 septembre 1859, âgé de 91 ans (*Revue de l'Anjou*, année 1859).

2. M. Debierre, de Nantes, qui a su conserver à Dol (Ille-et-Vilaine), Saint-Lô, Vire (Manche) et ailleurs de vieux buffets du XVI^e siècle. — A Evron, l'ancien buffet de l'orgue (XVII^e siècle) a été aussi conservé, avec ses curieux tuyaux gaufrés, par M. Goydadin, facteur à Bordeaux, lors d'une reconstruction récente.

Le *papotier* serait même rétabli que, pour parler franchement, nous n'y trouverions nullement à redire ; ses grimaces d'un autre âge feraient sourire les enfants et nous rappelleraient les générations passées, qui, elles aussi, prirent plaisir à son innocent badinage ; ayant sur les bruyants accessoires de son siècle un avantage énorme, — celui d'être muet, — il n'empêcherait point le *roi des instruments* de répandre dans notre vieux sanctuaire rajeuni les flots d'harmonie [de ses mille tuyaux et nous laisserait goûter en paix les douceurs de la musique, cet art sublime entre tous, dont un de nos académiciens les plus aimables faisait naguère l'éloge en ces termes :

« Le marbre est sous nos yeux, dit M. de Falloux,
« mais le marbre est scellé à la terre et semble y en-
« chaîner nos regards ; la peinture est clouée sur la
« muraille et elle ne peut s'élever tout au plus que jus-
« qu'à la voûte du temple ; la musique seule a des ailes,
« la musique seule peut prendre le cœur de l'homme
« tout entier, et, dans un essor que rien n'arrête, le
« porter jusqu'au trône de Dieu avec ses douleurs ou
« ses joies, ses supplications ou ses actions de grâce¹. »

IV

Il nous reste, pour terminer cette notice et donner une idée complète de la facture d'orgue au XVI^e siècle, à présenter à nos lecteurs des documents contemporains : nous y joignons une liste de quelques facteurs.

Nous n'avons pu, à notre grand regret, retrouver dans les papiers de la fabrique d'Avesnières le marché de

1. *Discours à la distribution de prix de l'Institution de Combrée, 1886* (Segré, V. Gérard, p. 18).

l'orgue de Florentin Lusson, et les deux devis que nous donnons ci-après ne sont point inédits : le premier est extrait de l'ouvrage de M. Hamel¹, et le second a été publié, mais avec quelques fautes de lecture, par le *Bulletin du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques*, année 1855.

Il s'agit, dans le premier marché, qui est tout à fait du commencement du XVI^e siècle, d'un petit orgue a huit jeux et à *trente sons*, et dans le second, d'un orgue de salon, comme on dirait aujourd'hui, avec les plus beaux accessoires de l'époque : *tremblant*, *tambourin*, *rossignol*, etc.

La composition de l'inévitable jeu de mutation comprenant huit tuyaux *sur marche*, ne donnerait peut-être pas une harmonie bien agréable pour nos oreilles modernes. Il est vrai que *l'unisson d'une régle avec l'épinette* devait adoucir cette singulière *fourniture*.

§ 1^{er}

CONSTRUCTION DES ORGUES DE NOTRE-DAME DES TABLES,
A MONTPELLIER, PAR JEHAN TORRIAN, MAISTRE ORGANISTE, ET JEHAN CHONARD, MENUISIER (ANN. 1504).

« Pactes et prisfaictz et passés entre les nobles et honorables sieurs les consulz de Montpellier, d'une part, et maistre Jehan Torrian, natif de Venisie, maistre d'orgues, d'autre, et ce des orgues que les dits sieurs consuls baillent a fere fere, et construire de nouveau au dit Torrian pour l'esglize de Nostre-Dame des Tables dudit Montpellier.

« Et premièrement, est de pacte convenu et accordé que lesdits sieurs consuls baillent au dit maistre Jehan Torrian pour fere les dits orgues la somme de cent

1. Tome III, p. 490 et suivantes.

vingt livres tournois seulement, moyennant la quelle somme de cent vingt livres tournois le dit maistre organiste doyt fere ses dépens tant pour soy que pour ses gens.

« Item est de pacte que, outre les dits cent vingt livres tournois, les dits sieurs consuls doyvent bailler audit maistre organiste la matière que sensuyt, cest assavoir estaing, plum, alupe, cloux et colle tant seulement.

« Item est de pacte que les dits sieurs consuls doyvent bailler et fournir audit maistre organiste lieu et plasse tant pour faire lesdits orgues, que manger, boyre et dormir pour soy et pour ses gens tant seulement, et il doyt pourveoir de lyt, de feu tant pour soy que pour fere les dicts orgues.

« Item est de pacte, que ledit organiste doyt fere lesdits orgues bons et soufizans *et meilleurs sans comparaison que ceulx du covent des Cordeliers* de la présent ville de Montpellier.

« Item est de pacte, que ou cas que lesdits orgues ne fussent de telle bonté que dessus est dite, ledit organiste veut et consent que l'argent que lui serra deu à la fin et achevement desdits orgues que luy soyt perdu.

« Item est de pacte, que ledit organiste doibt fere les canons desdits orgues toustz prestz et les doibt pauser à ses dépens, sans aucun cost ausdits sieurs consuls.

« Item il est de pacte, que ledit maistre organiste doibt fere lesdits orgues comme et en la forme du patron, lequel a baillé devers lesdits messieurs consuls, et oultre ledit patron doibt mettre deux petits jeux d'orgues par-dessus ledit jeu, s'il est advis à la ville et à messieurs les consuls.

« Item il est de pacte, que ledit organiste doibt fere le premier canon gros des dis orgues de la bouche en sus de longueur de treze pans¹ et plus si advis luy est,

1. Treize pans font près de 3 mètres (un peu plus de 8 pieds).

et de largeur d'ung pan simple ou d'ung patron rond, lequel a baillé devers lesdits sieurs consuls, et les autres à la raison de bon orgue de degré en degré en diminuant.

« Item ledit maistre doit fere audit orgue huyt registres, autrement appelés jeux ou divers sons et avec lesquels huyt registres se porront toucher lesdits orgues à trente sons.

« Item il est de pacte, que ledit organiste promet de fere lesdits orgues et avoir faictes d'icy à Pasques prochaine, *salvo justo impedimento ab utraque parte*.

« Item il est de pacte, qu'achevés lesdits orgues a voulu et consenty que la dite ville ne luy baille le reste de l'argent, telle quelle y sera que premièrement ne ayent par quinze jours faictes, celles orgues par organistes et gens expertes visiter si sont bons, et ou cas que ne fussent ainsi que dessus est dit, s'est soumis ainsi que dessus.

« Item est de pacte, que d'icy a Tous Saincts prochain mesdits sieurs consuls lui bailleront vingt-cinq livres tournois et en après de moys en moys d'icy à Pasques dix livres tournois, non obstant que si plus tost il y a fayt, et que lesdits orgues soient trouvés bons, que il sera payé de tout incontinent.

Autres pactes et prisfaict faictz et passéz entre messieurs les consuls de la présente ville de Montpellier, d'une part, et maistre Jehan Chonart, menuisier de Montpellier, d'autre, et ce pour l'œuvre de fusterie qu'il doyt fere aux orgues que lesdits sieurs consuls font fere à l'église Nostre-Dame de Tables de la présente ville de Montpellier.

« Et premièrement, doyt fere ledit Chonart l'ouvrage de boys pour lesdits orgues tant de sapyn que de noguier, tout ainsi et cellon l'ouvraige pourtraict en ung

molle ou patron, lequel a baillé le susdit maistre Jehan Torrian organiste par devers lesdits sieurs consuls.

« Item, doyt tailler le boys de noguier pour le saumier, et quant aux journées qu'il mettra a fere le secret et saumier sera payé pour ses journées aux dépens que dessus outre la somme cy-après déclarée.

« Item, doyt fere quatre souffletz de noguier de la grandeur que le maistre Torrian organiste plerra, et les consuls fourniront la clavaison desdits souffletz.

« Item, doyt fere d'auteur ledit boys pour ledit sorgues de quarante palms, et ou cas que soyt plus hault que desdits XL palms lesdits sieurs consuls lui en estaront, et ou cas que soyt plus bas que lesdits XL palms que ledit Chonart en estera envers mesdits sieurs consuls, lequel boys que il mectra, sera assayzoné bon et sayn sans point de maculle.

« Item est de patte, que ledit Chonart adressera son bois avec les orgues dans l'église de Nostre-Dame de Tables et la ou messieurs les consuls voudront ou à la dicte dudit Torrian maistre organiste à ses despens cest assavoir dudit Chonart excepté les journées des secretz et clavaison, et pour le tout fere luy a esté promis et accordé entre lesdits sieurs consuls et ledit Chonart, que lesdits sieurs consuls luy bailleront et doivent pouvoir fere la somme de septante livres tournois lesquelles se payeront en troys payes cest assavoir de moys en moys, et a promis ledit Chonart de avoir achevé tout d'icy en troy moys prochains, et outre lui donnent lesdits sieur consuls le boys des corps des orgues vieilles de ladite esglise de Nostre-Dame de Tables, en condition qu'il n'ayt à fournir a aultre part que aux orgues et boys qu'il s'agit à présent de nouveau pour ladite ecclesie.

« Lesquels pactes et prisfaictz dessus dits et tout le contenu en iceulx par lesdites parties bien entendus lesdits messieurs consuls, d'une part, lesdits maistres

Jehan Torrian et Jehan Chonart, chacun en son endroyt, d'aultre, ont promis observer, tenir et actendre de point en point cellon leur forme et teneur, etc., et juré sur les saintz évangilles de Dieu, des quelles choses dessus dites lesdites parties en ont requis instrument en estre prins et reçu par moy notaire soub-signé.

« Fait dans la claverie de la maison du consulat de ladite ville de Montpellier, tesmoins a ce honorable et honeste homme Jehan Columbier bourgeois, Jehan Achard habitans de la présente ville de Montpellier, et moy F. Auriacy, notere.

§ 2

1535. DEVIS ET MARCHÉ D'UN ORGUE.

Merchandise faicte ce jour d'huy XX^e de Jullet 1535, entre maistre Antoine Protelet, prestre, et Aymé Bugnon, organiste, demeurant à Chalon-[sur-Saone], assavoir que ledit maistre Aymé promet faire et randre parfaict à ses frais missions et despens, dedens deux moys à prendre la datte de ce jour d'huy, un couffre d'orgues soubz une espinette, laquelle espinette ledit maistre Anthoine Protelet fornira, au demeurant ledit maistre Aymé fornira le tout tant menuserie que tualx, soufflez, et aultres chouses.

Et premièrement, pour la première fourniture, il aura une unisson avec l'espinette, qu'il fera de plomb, qui tyrera à deux tirandes, et fera une fleutte estoffée.

Item, dessus ladite unisson il aura une douzième et une quinziesme de plomb faictez en fleuttes, qu'il fera pour ung nasard quant l'on voudra.

Item une octave d'estain.

Item une trantiesme faisant cymballes.

Item, une régales à unisson de l'espinette.

Item, un jeuz de cornetz de plombz.

Et fera sur la première unisson un jeu tremblant, duquel l'on pourra jouer quand l'on voudra ; et il aura huyt tuaulx sur marche.

Item ung taborin dedans avec un jeu de resignol et ung secret pour envoyer le vent.

Item le couffre de ladite espinette sera de bois de noyer bien net, à penneaulx amboytés, chargé de moulures, de la longueur de cinq piedz et demy de lon et deux pieds de largeur dedans œuvre, ouvré de chascun cousté, et le tout de bon boys de noyer, et au dessus pourra servir de bureau, assavoir pour escripre, sans que l'on cognoisse que c'est.

Et ce ouvrera en lieu, pour vehoir dedans.

Item, les deux soufflez seront couvert de double cuyr bien propetienés, et se tireront à corde.

Item, l'on pourra jouer de l'espinette seulle, quant l'on voudra, aussi de tous les huytz jeux tout à part, quand l'on voudra, ou les meslé ou mettre amssamble, ainsi que l'on voudra.

Et ledit maistre Aymé prometiz faire et parfaire ledit ouvrage dedans le temps susdit à ses fraiz, missions et despens, moyennant la somme de diz escuz que ledit maistre Anthoine luy prometiz payer, assavoir dix frans content, et le reste en besoignant.

Et si le cas advenoit que la dite espinette assavoir le coffre [d'orgues] ne fust au plaisir dudit maistre Anthoine, le dit [maistre] Aymé est convenu rendre ce qu'il aura receuz dudit (M^e Anthoine) et faire son profit de son ouvrage¹.

1. (Minutes du notaire Robert, de Chalon. Archives dép. de Saône-et-Loire. E. 1495, n° 143, publié par le *Bulletin Archéologique du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques*. Année 1885. p. 102, 103.)

§ 3

Liste de quelques facteurs des XVI^e et XVII^e siècles, d'après M. Hamel (T. III), les archives de Maine-et-Loire et de la Sarthe :

Antegnati XV^e et XVI^e siècles, construisit les orgues de Milan, Côme, Bergame, de Brescia, de Cremona et de Mantoue.

Beck (David), 1590. Orgue de Saint-Martin de Halberstadt, du château de Groningue, en 1592.

Bert (Pierre), outre les orgues de la Ferté-Bernard (1536) et du Mans, ce facteur construisit en 1521 les petites orgues de Saint-Maurice à Angers ; en 1544 il restaura les grandes orgues de la même église.

Blasi (Luc), XVI^e siècle, construisit à Rome vers 1600 un orgue de seize jeux dans la basilique de Constantin.

Le R. P. *Boniface*, carme, travaille aux orgues de Saint-Maurille à Angers en 1645.

Cerister (Michel), travaille à l'orgue de Saint-Maurice d'Angers, en 1563.

Chaillou (René), relève l'orgue de Saint-Maurice d'Angers, 1539.

Compénus (Henri), 1540. Orgue de Magdebourg, de l'abbaye de Riddageshausen.

Compénus (Isaïe), 1560. Orgue du château de Hessen, en 1613 ; orgue de Buckebourg, en 1615 ; orgue de Saint-Maurice de Halle, en 1625.

Cuntz (Etienne), facteur à Nuremberg, mort en 1635.

Dallum (Robert), né à Lancaste en 1602, mort en 1665.

Gautier Le Marais, de Bayeux, construit en 1447, l'orgue de Saint-Laud à Angers.

Glovatz (Henri), XVI^e siècle, vivait à Rostock, vers 1590, construisit en 1593 un orgue de 39 jeux.

Henning (Maitre), XV^e et XVI^e siècles, 1^o orgue du couvent de Saint-Blaise à Brunswick ; 2^o orgue de Goldast à Hildesheim.

Heussler (Jean), à Munich, en 1590, a exécuté de bons ouvrages..

Hirschfeld (Michel), XVI^e siècle, commença un orgue à Breslau, en 1550. anéanti en 1664 par la chute de la voûte.

Innocent de Saint-Joseph (le R. P. carme), construit l'orgue des religieux de Montreuil-Bellay en 1664.

Jousselin (Pontus), fait un relevage aux orgues de Saint-Maurice d'Angers en 1511.

Lehmann (Antoine), XVI^e siècle, en 1549 construisit l'orgue paroissial de Dantzick.

Lehemann, a construit. en 1543, l'orgue Sainte-Marie à Zwickau.

Levasseur (Ambroise), construit un orgue à Saint-Laud (Angers) 1640 ; un orgue à Saint-Maurille (Angers), 1645.

Lobsinger, XVI^e siècle, facteur d'orgues à Nuremberg, imagina en 1570 les soufflets à éclisses.

Lusson (Florentin), construit l'orgue d'Avesnières, en 1590.

Maas (Nicolas), XVI^e siècle, a construit, en 1543, un orgue de 48 jeux, à Stralsund.

Maillard (Paul), construit, en 1624, l'orgue de Saint-Michel du Tertre (Angers).

Manderscheid, XV^e et XVI^e siècles, établi à Nuremberg, construisit à 77 ans, le second orgue de Saint-Sébal dans cette ville.

Monsnerye Galiennais, construit, en 1636, les orgues de N.-D. de Vitré (Ille-et-Vilaine).

Nargenhost, XVI^e siècle, vivait à Amsterdam en 1548. fit deux nouveaux claviers pour l'orgue de l'église de Hambourg.

Morlet, répara en 1662 l'orgue de Saint-Maurice d'Angers et en 1665 et 1681 celui de Saint-Laud (même ville).

Neukirch (Antoine), XVI^e siècle, facteur d'orgues à Munich, a construit, en 1585, un instrument pour la chapelle de l'électeur de Bavière.

Opelt, facteur d'orgues à Ratisbonne, construisit en 1604, un orgue estimé dans l'église de Saint-Georges de Vérone.

Prévost ou Provost (Jean) organista, organifacteur, construisit l'orgue de Saint-Laud en 1528 et relève celui de Saint-Maurice (Angers) en 1533.

Pynot (...), construit les orgues de Saint-Pierre d'Angers, en 1606.

Le R. P. *Rangerie Gombault*, de l'ordre des Frères-Prêcheurs, construit en 1472 un orgue pour les chanoines de Saint-Pierre du Mans.

Schade (Jean), XVI^e siècle, s'établit à Aix-la-Chapelle vers 1628; construisit orgues des Carmélites et des sœurs grises de Roremonde, et celui de la cathédrale d'Aix-la-Chapelle.

Scherer (Jean), célèbre facteur d'orgues au XVI^e siècle, naquit dans le Brandebourg vers 1540; orgues de l'église de Bernau en 1576; de Notre-Dame à Stendal, en 1580.

Scheufler (Martin), facteur d'orgues en Silésie, XVI^e siècle, a construit en 1600 l'orgue de la Madeleine à Breslau. Cet orgue a pu servir 122 ans sans réparations.

Schott (Conrad), né en 1562, aveugle en 1591, restaura l'orgue d'Ulm, et construisit celui de Stuttgart.

Sickermann. Trois facteurs d'orgues de ce nom : Adrien, Michel et Joachim, XVI^e et XVII^e siècles. Le premier a construit, en 1600, l'orgue de Webeau. Les instruments du second (1574) furent considérés comme les meilleurs de cette époque. Joachim a construit, en 1597, l'orgue de Friedland.

Torrian (Jehan) de Venise, XV^e siècle, construisit, en 1504, les orgues de Notre-Dame des Tables, à Montpellier.

Trasuntino, facteur à Venise, XVI^e siècle, construisit, en 1606, un clavecin de quatre octaves.

J. PLANTÉ.

NOTES SUR L'ANCIEN LAVAL

MAISONS DÉMOLIES DANS LE QUARTIER DE LA TRINITÉ

La rue des Curés s'étendait jadis de la rue Renais à la rue des Serruriers, contournant l'église de la Trinité et bordée sur un de ses côtés par une suite de constructions adossées aux murs de Laval. Elle tirait son nom de l'habitation qu'y occupaient les deux curés de la Trinité. Dans ses *Recherches historiques* sur cette paroisse, M. Isidore Boullier constate, à une époque fort ancienne, la présence de ces deux titulaires, nommés l'un par le chapitre du Mans, l'autre par l'abbaye de la Couture, exerçant leur ministère tantôt simultanément, tantôt alternativement comme semainiers, non sans de nombreuses difficultés, qui déterminèrent l'évêque du Mans, M. de Tressan, à mettre fin à cet usage en 1687. A partir de cette époque, il n'y eut plus qu'un seul curé, nommé alternativement par l'évêque du Mans et l'abbé de la Couture¹.

L'agrandissement de l'église de la Trinité, le pro-

1. *Recherches historiques sur la Trinité*, chap. VI. — De 1793 à 1799 la rue des Curés a été appelée rue Helvétius, et en 1799 rue du Temple pour la partie comprise entre la rue des Serruriers et l'impasse Piquois. (*Documents pour servir à l'hist. des rues de Laval*, publiés par E. Moreau.)

longement de la rue Trouvée jusqu'à la place Hardy et la démolition de quelques maisons par expropriation, travaux exécutés de 1845 à 1848, ont fait tomber une grande partie de la rue des Curés, séparée depuis lors en deux tronçons¹. Celui qui avoisinait la porte Beucheresse vient à son tour de disparaître. D'aucuns ont pensé qu'il y aurait quelque intérêt, pour les amis du vieux Laval, à donner un souvenir à ces maisons anéanties : comme les familles, elles ont leurs archives, leur histoire, et l'on y peut glaner quelques notes utiles à la connaissance de notre vieille ville et des habitants qui ont vécu sous ses toits.

En entrant dans la rue des Curés par la porte Beucheresse, on rencontrait à gauche une maison de date récente, appartenant en dernier lieu à M. Halé, cordonnier². Elle avait remplacé une maison et quelques mesures qui, au siècle dernier, faisaient partie de l'immeuble voisin et en avaient été séparées en 1772, à la suite d'un partage entre les héritiers de Louis Ambroise de la Baderie, imprimeur. A cette époque cette maison, assez modique, était affermée à Daniel Yvon, boulanger. De temps immémorial on la désignait sous le nom d'un de ses anciens propriétaires : on l'appelait la *maison Robidas*, comme auparavant on l'avait nommée *pavillon* ou *cour Robidas*, alors que cet emplacement n'était qu'incomplètement bâti. C'est ainsi qu'un état des lieux, dressé en 1732, men-

1. Sur les travaux de Laval : *Notice historique sur les grands travaux*..... par Gustave Vigneron.

2. Il est permis de se demander pourquoi l'on a acheté cette maison située en dehors du tracé de la nouvelle voie ; sa démolition est regrettable, non pour sa valeur artistique, qui n'existait pas, mais à cause du vide laissé par sa disparition, et de l'aspect dévasté substitué aujourd'hui au coup d'œil si pittoresque qu'offrait, de la rue des Serruriers, la porte Beucheresse dans son cadre de vieilles maisons.

tionne auprès de la cour du sieur Ambroise, « un bâtiment en forme de pavillon, nommé Robidas, sur le bord des rues des Curés et des Serruriers, proche la porte Beucheresse. » En 1588 la maison d'Étienne Guinoiseau, sur la rue des Curés, est dite limitée par les murs de ville et par « la place nommée Robidas. » Je n'ai pu recueillir de renseignements sur la famille de ce nom, que nous retrouvons, au XVII^e siècle, porté par des notaires du Bourgneuf-la-Forêt.

L'immeuble suivant avait plus d'importance. Limité d'un côté par la maison Halé et la tour Beucheresse, il faisait face à la rue des Curés, la rue Trouvée et la place Hardy. Son dernier propriétaire a été M. Gascoin, expert. Mais à l'époque où remontent les titres qui concernent cette maison, la place Hardy n'existait pas et le mur d'enceinte, propriété du seigneur de Laval, protégeait encore et dominait les maisons qui lui étaient adossées.

Le 9 avril 1588, Françoise Guinoiseau, veuve de Jean Gerveseau, vendait à Étienne Guinoiseau, couvreur de maisons, son frère, et à Mathurine Gascoin, femme dudit Etienne, la maison située en la rue des Curés « joignant à la place de Robidas et d'autre côté au logis qui fut à deffunt M^e Charles Sauvry. » En 1593, Étienne Guinoiseau en rendait aveu à la seigneurie de la Coconnière. Quelques années plus tard, cette maison devenait la propriété de Gilles Beaugrand, et, après le décès de celui-ci, son gendre et héritier, Pierre Corbineau, mari de Marie Beaugrand, quittait la rue de Rivière, pour y venir habiter, le 9 février 1627. Deux ans plus tard, il rendait à son tour, à la seigneurie de la Coconnière, l'aveu qu'il lui devait.

Pierre Corbineau tient un rang éminent parmi les artistes lavallois du XVII^e siècle. Sa biographie, qui d'ailleurs n'est point encore assez com-

plète, serait ici hors de propos. Mais il convient d'en esquisser rapidement quelques traits. Il appartenait à une famille et à un milieu d'architectes et de sculpteurs. Son père, Étienne, se qualifie de « maistre architecteur, » et tous les deux travaillent, de 1617 à 1628, à la construction de l'église et du couvent des Ursulines, nouvellement arrivées à Laval. Sa femme, veuve en première nocces de François Houdault, avait eu de ce mariage un fils nommé François, également « maistre architecte ; » et c'est aussi le titre que porte Gilles Corbineau, unique enfant né du mariage de Pierre Corbineau et de Marie Beau-grand, et mort avant 1668.

Gilles, qui avait épousé Françoise Pouétard, ne laissa que des filles Marie, Françoise et Elisabeth Corbineau. Il signe à Angers, le 17 septembre 1646, un acte de baptême, et s'y qualifie de maître sculpteur ¹. Il méritait bien ce titre, car on lui doit le magnifique mausolée de Claude de Rueil, évêque d'Angers, mort en 1649 ; le marché passé entre le chapitre d'Angers et l'artiste lavallois est du 18 septembre 1649 ².

1. Célestin Port : *Dictionnaire de Maine-et-Loire*, v° Corbineau. — M. C. Port cite encore : « Charles Corbineau, maître architecte, Angers, étant occupé en 1615 aux travaux du château de Brissac, marié à Catherine Guillot. — Pierre Corbineau, maître sculpteur, résidant à la Fosse en Dénazé près Doué, 1673. » — Il me paraît difficile de voir dans ce dernier le Pierre Corbineau de Laval, qui eût été bien âgé en 1673 pour se livrer à des travaux de sculpture et qui d'ailleurs habitait Rennes. A propos du premier, le nom de Catherine Guillot rappelle celui des deux frères Guillot, qui travaillèrent à l'église de la Trinité de Laval à partir de 1575. Peut-être, comme les Guillot, nos Corbineau étaient-ils originaires de l'Anjou. Cette province a fourni au comté de Laval plus d'un artiste et d'une œuvre d'art, et l'on retrouverait facilement, dans l'histoire artistique de notre pays, plus d'une trace de l'influence angevine.

2. Louis de Farcy. *Notes archéologiques sur les tombeaux des évêques d'Angers*, p. 49. — Je dois ce renseignement — et plusieurs autres — à l'érudition de notre obligeant confrère M. Louis Garnier.

Pierre Corbineau avait aussi travaillé en Anjou. Le 24 novembre 1633, il s'engageait, avec les Jésuites de la Flèche, à construire le grand autel de leur église, fournissant tous les matériaux, sauf la pierre à maçonner, la chaux et le sable, moyennant la somme de 7000 livres, trois septiers de blé et trois pipes de vin¹. Si de ce beau retable on rapproche ceux de l'église des Cordeliers et de la cathédrale de Laval, on leur trouvera des traits communs qui permettent avec quelque vraisemblance de les attribuer au même auteur.

Nous trouvons un peu plus tard Pierre Corbineau occupé à la construction de la cathédrale de Rennes ; il y continue les deux tours commencées par Tugal Cariste, et place l'écusson de Louis XIV au-dessus de la grande fenêtre de la façade². Le 18 novembre 1671, dans un acte notarié passé à Rennes, relatif à un accord entre lui et François Beaucé, maître arquebusier à Laval³, il est qualifié d'architecte du palais, demeurant paroisse Saint-Germain. » Il y mourut le 23 septembre 1678 ; et fut inhumé dans la chapelle des Cordeliers. Il était âgé de 78 ans⁴. Bien d'autres œuvres d'architecture et de sculpture sont dues évidemment au talent de ce maître, qu'on appréciait en Bretagne comme en Anjou ;

1 Ch. de Montzey. *Hist. de la Flèche*, II, 114.

2. Léon Palustre. *Bulletin monumental*, ann. 1877, p. 168. —

3. Marié à Anne Houdault, fille de Marie Beaugrand.

4. M. Alphonse Vétault, bibliothécaire et archiviste de la ville de Rennes, a bien voulu rechercher l'acte de sépulture de Pierre Corbineau dans les registres de la paroisse Saint-Germain, et m'en adresser une copie que je reproduis, en le remerciant bien vivement de son obligeance :

« Pierre Corbineau, vivant maître architecte, âgé d'environ soixante-dix-huit ans, est décédé le 23^e septembre 1678 et a esté inhumé dans la chapelle des Cordeliers le 23^{me} du susdit mois, après avoir esté apporté en ceste église, et son service fait conformément à l'édicte de Sa Majesté.

Signé : JEAN HALLOU. »

(*Reg. des baptêmes, mariages et sépultures de Saint-Germain, pour l'année 1678*, fol. 101, r^o).

l'étude attentive des monuments et des recherches dans diverses archives les révéleront certainement, au moins pour une bonne part.

Le 6 février 1632, Pierre Corbineau avait obtenu du duc de la Trémoille la concession à perpétuité « d'une certaine quantité de terre estant en jardin, sise près la porte Becheresse, touchant aux murailles de la ville, d'autre aux maisons dudit Corbineau et d'autre à la rue de ladite porte Becheresse, avec l'exploit de la tour de ladite porte du costé dudit jardin. » Le comte de Laval se réservait le droit de reprendre ce terrain et d'en « disposer pour le bien public, défense et seureté de ladite ville ; » le concessionnaire devait payer chaque année une rente censive de 6 livres. Mais par un acte daté du château d'Olivet, le 3 juin 1645, Henri de la Trémoille fit à Corbineau la remise de cette redevance, le qualifiant de « maistre architecte et particulier de notre ville de Laval. » Deux ans auparavant, le 1^{er} mai 1643, le receveur général du comté de Laval, avec l'agrément du seigneur, l'avait autorisé à « clore de deux portes l'espace des murailles qui est depuis la gueritte proche la porte Becheresse jusqu'à la tour qui est au droit des cours des maisons dudit Corbineau, et de M^e Hiérosme Freuslon, sieur de la Soucherie. » Ainsi, au milieu du XVII^e siècle, l'usage de la partie du mur de ville comprise entre la porte Becheresse et la tour la plus voisine, avec la plate-forme d'une des tours de la porte Becheresse, était concédé à titre gracieux, révocable sans doute, mais qui ne devait plus être retiré.

Après le décès de Pierre Corbineau, sa bru Françoise Pouétard, veuve de Gilles Corbineau, et sa petite fille Elisabeth, issue de ce mariage, vendirent sa propriété de la rue des Curés à « maistre Pierre Le Roy, sieur de la Froissière, docteur en médecine ; » l'acte de vente est daté du 15 décembre 1684. En 1701, sa belle-

sœur, Jeanne d'Estes, veuve de Louis Le Roy, comme tutrice de ses enfants, héritiers de leur oncle Pierre Le Roy, rend aveu à la seigneurie de la Coconnière pour la maison Robidas ¹.

Nouvelle vente en 1731 : elle est faite par Emmanuel Duval, conseiller du Roi, son procureur au siège royal de Bourgnouvel, agissant au nom des héritiers de feu Le Roy de la Froissière ; l'immeuble avait été affermé au sieur d'Orgemont ², receveur des aides de la ville de Laval, il était devenu vacant par la mort du locataire. Louis-François Ambroise, sieur de la Baderie, imprimeur, et Perrine Chevillard, sa femme, s'en rendirent acquéreurs, au prix d'une rente perpétuelle de 212 livres, amortissable à leur gré sous certaines conditions.

Ambroise avait succédé comme imprimeur à son père et à son grand-père. En 1718 il avait obtenu l'autorisation d'exercer cette profession, en produisant un certificat de Sébastien Durand, maître imprimeur à Rennes, qui déclarait l'avoir employé pendant sept mois et le trouver « capable de gouverner une imprimerie, » et le témoignage de son père attestant, lui aussi, « qu'il le tenoit comme expert en son art, l'ayant dès son bas âge formé à la pratique du métier, puis l'ayant envoyé s'exercer en diverses villes de Bretagne ³. » Une fois installé, il s'était marié ; le 1^{er} mars 1720 était né de ce mariage un fils, René-Louis, qui,

1. Biblioth. de Laval. Manuscrit n° 84. *Remembrances de la seigneurie de la Coconnière en 1701.*

2. Paulmier d'Orgemont, receveur des aides. C'est lui qui, un soir de septembre 1731, pendant qu'il reconduisait chez elle la présidente des Vallettes, fut tué d'un coup d'épée, sur la place Saint-Tugal, par un gentilhomme du Poitou, nommé Bignon de Villemineul, qui étonnait depuis quelque temps Laval de ses folies, et qui fut du reste décapité peu après, en expiation de son crime (V. Couanier de Launay. *Hist. de Laval*, p. 486 ; — La Graverie, *sentences* ; — *Vie de M. Fréard de Brétignoles*, Laval, Godbert).

3. *Archives de la Mayenne*, B, 7.

abandonnant pour le sacerdoce la profession héréditaire de sa famille, devait lui donner par sa mort la plus sainte des illustrations : il mourut pour la foi le 21 janvier 1794.

Un édit de 1739 avait diminué le nombre des imprimeries du royaume et supprimé celle de Laval : mais il n'y eut point d'effet. Ambroise continua paisiblement l'exercice de sa profession.

A vrai dire, si l'imprimerie d'Ambroise suffisait aux besoins des Lavallois, il n'en était pas de même de sa librairie, et l'on se plaignait de la difficulté de se procurer des livres. Pichot de la Graverie se fait l'écho de ces plaintes¹.

En 1755, les habitants de Laval adressèrent à l'autorité quelques réclamations ; ils ne trouvaient pas chez Ambroise les livres qu'ils désiraient acquérir, et, comme tout privilège crée des obligations, ils demandaient de le contraindre à se mieux approvisionner. Le 9 janvier 1756, le juge ordinaire, M. Le Pannetier des Salles, accompagné du procureur fiscal, qui remplissait alors à Laval les fonctions de ministère public, et du greffier, se rend chez Ambroise « à l'effet de recevoir sa déclaration sur le nombre et la qualité des livres qu'il a ou doit avoir pour le service public et l'usage des différents états, d'ecclésiastiques, personnes de robe et de médecine, pour l'usage des collèges et des écoles particulières. » Ambroise leur montre « dans un dressoir, un petit nombre de volumes, entre autres des Heures à l'usage du Mans, les Sermons de M. Fléchier, Discours de l'Académie françoise, Sermons du P. Bourdaloue, l'Histoire ecclésiastique, Spectacle de la Nature, Pensée Chrétienne. » Le juge alors lui expose la plainte dont il est saisi : il ne peut, dit-on, fournir des livres « à tous ceux qui en ont besoin et souhaiteroient en achepter, à quoy ledit

1. Couanier de Launay. *Hist. de Laval*, p. 511.

Ambroise a répondu qu'il n'en avoit jamais refusé à personne et que si on luy en demande quelqu'un, il le fait venir de Paris. »

Quelques mois plus tard, les mêmes magistrats se transportaient à l'Hôtel du Chêne-Vert, pour examiner quatre malles de livres amenées par René Davoust, libraire à Mayenne, en vue de la foire de Toussaint, et les trouvant « tous orthodoxes et suivant les bonnes mœurs, » ils s'empressaient d'en autoriser la vente ¹.

Les mêmes motifs décidèrent, en 1768, les magistrats de Laval à accueillir favorablement la requête de Gabriel Andouard, qui demandait à établir dans leur ville une librairie. A l'appui de sa demande, il produisait son acte de baptême du 12 juillet 1732, en la paroisse d'Avenières, une attestation du recteur de l'Université de Paris certifiant qu'il savait « lire le latin et le grec de manière à pouvoir commodément exercer l'état de libraire, » son brevet d'apprentissage chez Despilly, libraire à Paris, un certificat des syndics des imprimeurs et libraires de cette ville témoignant qu'il y avait toujours travaillé à la librairie et « s'y étoit comporté avec honneur. » En donnant un avis favorable au pétitionnaire, de Launay des Cepeaux ajoute « qu'il est intéressant pour le bien public qu'il y ait un libraire reçu pour cette ville, qu'il tienne boutique et magasin de livres, et soit en état d'en fournir aux habitants de cette ville de tous les différents états, le seul imprimeur-libraire qui soit à Laval étant très-avancé en âge et hors d'état de rendre aucuns services au public, n'ayant aucuns enfans ni gendres qui puissent exercer cette profession, le seul fils qu'il ait étant prestre, et d'ailleurs ne tenant aucune boutique ni magasin de livres pour le service du public, ce qui est

1. B. 944.

constaté par un procès-verbal fait chez luy par notre prédécesseur¹. »

Ambroise mourut peu de temps après, et personne ne se trouva à Laval pour continuer cette vieille imprimerie ; le 29 septembre 1770, le juge, Joseph de Launay, agissant en vertu des ordres de l'Intendant, se transporta au domicile du défunt, y constata la présence de deux presses, l'une abandonnée, l'autre en excellent état, « une grande quantité de caractères de différentes espèces, tant dans des boîtes que dans des cases et cornets de papier, même différentes planches d'anciennes affiches et autres ouvrages qui étoient encore en entier. » Avec l'assentiment et en la présence des enfants du défunt, les formes furent brisées, les caractères transportés au greffe et mis sous scellés : il y en avait vingt-cinq sacs pesant 2257 livres. Deux ans plus tard, ils étaient remis, en présence de l'abbé Ambroise, à Jean Malassis, imprimeur à Nantes, place du Pilori, qui en avait fait l'acquisition².

(A suivre).

J.-M. RICHARD.

1. B. 912.

2. B. 946. — Sur l'imprimerie à Laval : De la Beauluère, *Corporations*, p. 213 (réimpression). — Couanier de Launay, *Hist. de Laval*, p. 430.

ARMOIRIES

DES COMMANDEURS DE THÉVALLES

ET DU BREIL-AUX-FRANCS

1° B. DE ROCHERIA FIN DU XII^e SIÈCLE.

D'or à trois fleurs de lys 2 et 1.

2° JEHAN LE MOYNE 1352-1360.

D'argent à 7 losanges de gueules 3, 3, 1.

3° NICOLAS SÉGUIN, 1395.

De gueules au chevron d'or à 2 quintefeilles d'argent en chef et un cygne essorant d'or en pointe.

4° GUILLAUME LEVAYER, 1411.

D'argent à la croix de sable chargée de 5 miroirs d'argent cerclés d'or.

5° DANIEL EMERY, 1435.

D'or à trois merlettes de sable 2 et 1.

6° ALAIN DE BOISÉON, 1452.

D'azur au chevron d'argent accompagné de trois têtes de léopard de même. Devise : Talbia.

7° JACQUES DE CHASTEAU-CHALLON, 1477.

De... à une bande... chargée de trois tours crénelées et donjonnées de trois donjons de...

8° JEHAN DESPREZ, 1477.

*D'argent à trois merlettes de sable 2 et 1 au chef de
sablé chargé de trois bandes d'argent.*

9° GUY TEREAU, 1488-1493.

D'azur à la croix ancrée d'or.

10° LÉON JAU, 1512.

D'argent à trois coqs de gueules.

11° LOUIS GOURDEAU, 1521.

D'argent à l'aigle de sable armée et becquée de gueules.

12° FRANÇOIS DE SOUCELLES, 1525.

De gueules à trois chevrons d'argent.

13° LÉON GOULLARD, 1533.

*D'azur au lion d'or armé, lampassé, couronné, à
la bordure de même.*

14° RENÉ LE CIRIER, 1564.

*D'argent à 4 mouchetures d'hermines de sable canton-
nées, à l'étoile de gueules en cœur.*

15° OLIVIER D'AULX, 1565.

D'or à trois aigles de sable.

16° LOUIS DE LA ROCHE DIT LA BOULLAYE, 1570.

D'hermines à 3 fasces ondées de gueules.

17° CHARLES DE HESSELINE, 1571.

*D'or à 2 fasces d'azur semées de croisettes fleuronées
de l'un en l'autre.*

18° BERTRAND PELOQUIN, 1575.

De gueules à la tour d'argent.

19° JEHAN GRIGNON, 1578.

De gueules à trois clefs d'or mises en pal 2 et 1.

20° CLAUDE DE LINIÈRES, 1592.

*D'argent à une fasce de gueules à la bordure de sa-
blé chargée de huit besans d'or.*

21° ADAM DE BELLANGER, 1594-1619.

Losangé d'or et de gueules écartelé d'azur à la bande d'argent chargée de trois croisettes de gueules.

22° URBAIN DE SALLES DE L'ESCOUBLÈRE, 1620.

D'argent à trois annelets de sable à la bordure de gueules.

23° PIERRE BRIAND, 1648.

D'argent à la fasce de sable accompagnée de six roquets aussi de sable 3 et 3.

24° ANTOINE THOMASSET DE LA BOISLIVIÈRE, 1635.

Une fasce en devise de sable. Le chef d'azur chargé d'un griffon passant d'or armé et lampassé de gueules ; en pointe d'argent à cinq hermines de sable.

25° CHARLES DE VILLIERS DE LAUBERDIÈRE, 1668.

D'argent à la bande de gueules surmontée d'une rose de même.

26° CHARLES DU PLANTIS DU LANDEREAU, 1675-1695.

D'or fretté de sable, écartelé de la Guyonnière¹ sur le tout de Rouault².

27° GABRIEL DU BOIS DE LA FERTÉ, 1695-1702.

De gueules à trois croix pattées d'argent 2 et 1.

28° CHARLES CHARBONNEAU DE LA FORTE-ÉCUYÈRE,
1702-1704.

D'azur à dix fleurs de lys d'or 4, 3, 2, 1 et trois écussons d'argent.

29° LE CHEVALIER HENRI-VICTOR LE ROUX DE LA
CORBINIÈRE, 1729-1749.

D'azur au lion d'or armé, lampassé, couronné de gueules.

1. La Guyonnière : d'or à 3 têtes d'aigles de gueules, arrachées, couronnées, lampassées de même.

2. De Rouault : de sable à deux léopards d'or surmontés, armés, lampassés de gueules.

30° ALEXIS BINET DE MONTIFROY, 1765.

De gueules au chef d'or chargé de trois croix recroisetées au pied fiché de sable.

31° ACHILLE ALEXIS DE KEROUARD, 1768.

D'argent à la roue d'horloge de sable accompagnée de trois croisettes de même.

32° JEAN-HENRI DE LA LAURENCIE, 1775.

D'azur à l'aigle à 2 têtes éployée, au vol abaissé membrée, et becquée d'argent.

L. MORIN DE LA BEAULUÈRE.

SÉPULTURES

ET OBJETS MÉROVINGIENS

TROUVÉS A JAVRON

Le *Bulletin historique de la Mayenne*, dans la première livraison de 1889, page 125, a signalé une découverte d'objets mérovingiens faite par M. l'abbé Lecarpentier, curé de Javron, dans le bourg de cette commune.

De renseignements précis, fournis avec beaucoup d'obligeance par M. l'abbé Lecarpentier, on peut extraire ce qui suit :

La découverte remonte au mois de juin 1878.

Des sarcophages en calcaire coquillier ayant été précédemment exhumés dans la petite vallée et sur la pente du monticule qui descend du faubourg ou village Saint-Martin à l'église paroissiale, sur une longueur approximative d'environ trois cents mètres¹, M. l'abbé Lecarpentier conçut l'espoir d'en trouver également dans l'enceinte du nouveau presbytère, lorsqu'on le construisit en 1878 sur le point culminant de ce terrain.

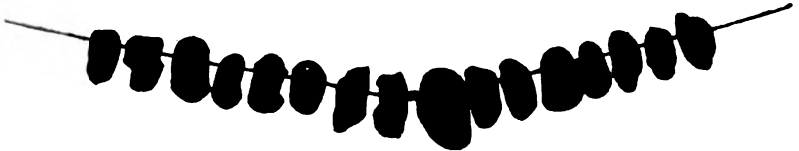
1. Enquête archéologique de 1879. Voir : *Procès-verbaux et Documents de la Commission*, tome III, page 136.

Son attente ne fut pas trompée. A l'angle nord-ouest du presbytère actuel, dans une couche d'humus épaisse de 55 ou 60 centimètres, les déblaiements mirent au jour un cercueil de calcaire coquillier, dont le couvercle était en partie défoncé et pénétré par les racines d'un vieux poirier.

Ce cercueil était orienté.

Il reposait sur une légère couche de sable de rivière, intentionnellement épandue sur le sol, qui est d'argile pierreuse et très compacte.

Son couvercle était plat.



Collier de Javron (d'après une phot. de M. Blanc).

Ses proportions restreintes donnaient à supposer qu'il n'avait pu servir qu'à un jeune homme ou à une femme.

Au côté sud du cercueil, sur le sable, était une bague ronde, en argent, qui se brisa au toucher. Ses dimensions étaient assez grandes pour qu'elle pût entrer au doigt majeur de tous les ouvriers présents à la trouvaille. Une partie aplatie, oblongue, marquait évidemment la place du chaton, qui n'a pas été retrouvé.

Dans l'intérieur du sarcophage le squelette était à peu près entier. Les os des membres supérieurs avaient été seulement refoulés vers les pieds par le développement du tronc de l'arbre ; le crâne, les mâchoires, les dents, paraissaient intacts ; mais ils se désagrégèrent, de même que le sarcophage, au contact de l'air, et il fut impossible de les conserver.

De l'humus qui les entourait M. l'abbé Lecarpentier put extraire :

Des verroteries de collier, éparses du milieu au pied du sarcophage, la plupart d'un verre verdâtre, quelques-unes d'un verre noirâtre, émaillé de blanc (*V. figure*) ;

Des grains d'ambre roux affectant diverses formes, ronds ou prismatiques, percés d'un trou ; un seul était nettement taillé en cœur ;

Plusieurs petites perles noires, d'une matière très-friable, également percées.

Enfin une bague, ciselée en appareil de fougère, fermée en dedans par un nœud assez élégant, et portant la trace d'un chaton qui avait disparu.

Ces divers objets ont été donnés par M. l'abbé Lecarpentier au Musée de Laval.

Depuis cette époque des travaux ont amené la découverte, à huit mètres au nord, d'un autre sarcophage analogue, mais beaucoup plus grand, qui renfermait les ossements d'un homme de forte taille.

A quarante mètres des précédents, dans la direction du midi, on a trouvé un troisième cercueil contenant également des ossements.

Mais les deux derniers n'offraient pas trace de bijoux ni de mobilier funéraire.

E. M.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 5 JUILLET 1888.

La séance est ouverte à deux heures sous la présidence de M. Couanier de Launay, Vice-Président.

Sont présents : MM. Couanier de Launay, Cornée, de Martonne, Souchu-Servinière, Perrot, Richard, Garnier, Moreau, membres titulaires, et MM. Œhlert, Trévedy, abbé Foucault, C^{te} de Beauchesne, Bertrand de Broussillon, Chomereau, Planté, membres correspondants.

Sont excusés : MM. de Fourcroy, président, de Farcy, O'Madden, Pointeau, capitaine d'Hauterive, Gadbin.

M. Sentilhes, membre titulaire, ingénieur ordinaire des ponts et chaussées à Mayenne, ayant été récemment nommé à un autre poste, en résidence à Bordeaux, il y aura lieu de procéder à son remplacement comme membre titulaire. M. Sentilhes, selon la coutume, devra être inscrit sur la liste des membres correspondants.

M. le V^{te} Samuel Menjot d'Elbenne, ancien attaché d'ambassade, au château de Couléon, par Truffé (Sarthe) est proposé comme membre correspondant.

M. Cornée offre, au nom de Madame veuve Duchemin, *Les premiers Troubles de la Révolution dans la*

Mayenne, 1 vol. in-8°, par MM. Duchemin et R. Triger. La Commission reçoit avec la plus vive reconnaissance cet hommage, qui lui rappelle un ancien collègue, si sympathique et si regretté. Le remarquable portrait qui ouvre le volume ajoute un charme de plus à cette marque de bon souvenir.

La Commission décide que dorénavant il ne sera pas statué séance tenante sur les nominations de membres correspondants ; la décision ne devra être prise que dans la séance qui suivra celle dans laquelle la présentation aura été faite.

On annonce que M. André Joubert, membre correspondant, vient d'être nommé membre d'honneur de l'Académie de la Jeunesse Italienne, de Naples, qui a pour président d'honneur le célèbre historien César Cantù.

ACHAT DU FORT GALLO-ROMAIN DE RUBICAIRE

M. Perrot remet à la Commission le contrat d'acquisition de Rubicaire qui a été rédigé en son nom.

La Commission décide que l'offre de donation sera proposée au Conseil général de la Mayenne, qui se réunira au mois d'août.

A ce propos, M. Bertrand de Broussillon rappelle une notice peu connue sur Rubicaire, publiée par M. de la Beaulière dans le *Bulletin monumental*, tome XX (1854), page 379.

DON DE FEU M. ALMIRE BERNARD A LA BIBLIOTHÈQUE DE LAVAL

M. D. Cehlert, membre correspondant, annonce que M. Almire Bernard, ancien notaire d'Ambrières, et auteur d'une *Notice sur le Gréez, Saint-Georges-Buttavant et la Chapelle-au-Riboul*, et d'une *Généalogie de la famille Leplat*, a fait don, par testament, à la Bibliothèque de Laval, de la collection de ses notes ma-

nuscrites concernant l'histoire du Bas-Maine. Ces documents se composent de 30 volumes in-f° et d'environ 10 liasses.

On y remarque en particulier : 3 volumes in-f° d'*Extraits du Registre des Insinuations du diocèse du Mans* (1900 pages); 15 volumes in-f° contenant des *Notices historiques paroissiales*, dont plusieurs sont très importantes et semblent prêtes pour l'impression ; on y trouve des documents intéressants sur presque toutes les communes de l'arrondissement de Mayenne, sur une partie de celles qui sont situées au nord de l'arrondissement de Laval et sur quelques paroisses des départements de la Sarthe et de l'Orne, situées aux confins du département de la Mayenne ; ces notices forment un ensemble de plus de 5,000 pages ; enfin, de nombreux extraits tirés soit d'actes notariés, soit de registres de l'état civil, des documents généalogiques, des livres de comptes etc., qui, pour la plupart, ont servi de base aux travaux de M. Almière Bernard. Tous ces manuscrits sont pourvus de tables qui rendent les recherches très faciles.

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES PUBLICATIONS DE LA COMMISSION

Un membre fait observer que les publications de la Commission, tout en offrant un grand intérêt, sont rares et limitées, et qu'elles ne peuvent donner place à tous les travaux qui lui sont offerts. Il demande si, au moment où la Commission est entrée dans sa onzième année d'existence, il n'y a pas lieu de faire des efforts pour lui imprimer un nouvel élan et réaliser quelques progrès.

Ses membres ne manquent, en effet, ni de matériaux ni de zèle pour les mettre en œuvre ; bien au contraire, ce sont leurs travaux qui se trouvent à l'étroit dans une publication forcément restreinte.

Lors de l'impression des trois derniers volumes, il a fallu réduire le nombre des mémoires insérés, qui aurait pu être beaucoup plus considérable. Cet état de choses menace non-seulement de se perpétuer, mais de s'aggraver d'année en année. Déjà, en effet, des Mémoires, achevés et proposés à la Commission pour son prochain volume, présentent un développement qui ne laisse aucun espoir de les accueillir tous. Ces travaux devront donc chercher asile dans des revues étrangères ou, ce qui est beaucoup plus regrettable, rester inédits.

En outre, depuis son origine, la Commission n'a pu donner, vu ses ressources, qu'un volume tous les deux ans. C'est peu et il semble bien long d'attendre deux ans la publication d'une note ou d'un mémoire. Enfin, cette périodicité à long terme, qui prive la Commission de moyens d'action et de publicité efficaces, pourrait préjudicier aux intérêts sur lesquels elle est chargée de veiller.

Plusieurs membres entrent dans diverses considérations qui ne font que corroborer ou développer les vues précédemment émises, et, à la suite de cet échange d'observations,

La Commission prie son Président de solliciter la bienveillance de Messieurs les Membres du Conseil général de la Mayenne et de leur demander une augmentation de subvention.

DOLMEN DE LA LOUVETIÈRE.

M. E. Moreau fait part à la Commission de ce qu'il a appris, depuis la dernière séance, concernant le dolmen de la Louvetière.

Le propriétaire a fait fouiller une certaine partie de l'intérieur, près de la pierre du chevet, rejetant au dehors toutes les terres. Ces recherches semblent n'avoir rien produit, sinon la découverte d'une petite chambre en pierres plates formant un carré de 50 cent.

Plus tard, M. L. Delaunay a passé au tamis les terres extraites et fouillé une longueur de cinq mètres à partir du chevet. Il a trouvé deux couteaux de silex et un fragment de poterie orné de deux séries de lignes au pointillé.

Ainsi jusqu'à ce jour les prévisions de la Commission se sont justifiées. Les fouilles entreprises ont été vite abandonnées ; elles n'ont d'ailleurs presque rien produit. Les pierres ont été respectées et on doit s'attacher dorénavant à les conserver intactes.

DISQUE DE SILEX FORÉ TROUVÉ A HARDANGES.

M. E. Moreau présente à la Commission un disque de silex trouvé par M. Montagu, instituteur à Hardanges (Voir page 210).

PLAQUE DE CADRAN SOLAIRE.

M. Planté présente une fort belle plaque de cadran solaire, en cuivre argenté. La gravure est d'une finesse extrême. On y lit l'inscription suivante : *Reverendissimo D^o Domino Renato Brioleo monasterii a S^o Sergio prope Andegauum abbati dignissimo Regi a consiliis etc. dedicauit et sculpsit D Jacobus Moraine Cartusianus An^o Domini 1643.*

Cette plaque provient d'un prieuré dépendant de l'abbaye de Saint-Serge qui était situé dans le Craonnais.

LETTRES DU MARÉCHAL DE TESSÉ.

M. le C^{te} de Beauchesne rend compte d'un volume récemment paru : *Lettres du Maréchal de Tessé*, publiées par le C^{te} de Rambuteau (Paris, 1888, Calmann-Lévy, 1 vol. in-8°). Voir page 52.

CHATEAU D'ENTRAMMES.

M. Bertrand de Broussillon signale ensuite deux

marchés relatifs au château d'Entrammes. Leur indication lui est fournie par le volume de M. le D^r Giraudet : *Les Artistes Tourangeaux*, tome XXXIII (1885) des *Mémoires de la Société archéologique de Touraine*, où le nom d'Entrammes est méconnaissable sous la forme *Entraines*.

Tous deux ont été passés devant Barthélémy Terreau, notaire royal à Tours.

L'un, le 3 juillet 1542, entre Claude Favet, maître peintre et vitrier à Tours et le sieur de la Pommeraye, maître d'hôtel du roi et premier président de la Chambre des comptes de Bretagne, pour la fourniture de plusieurs panneaux de vitres à mettre au château d'Entrammes.

L'autre, également du mois de juillet 1542, est passé par le même sieur de la Pommeraye avec Anthoine Lebrun, fils d'un autre Anthoine Lebrun, et fixé sur la paroisse de Saint-Hilaire de Tours. Il concerne l'exécution de toutes les boiseries destinées au château d'Entrammes.

NOTES DIVERSES DE M. DE MARTONNE.

M. de Martonne donne lecture des notes suivantes :

Brécé. — Eglise. — Cet édifice, bien conservé et bâti en belles pierres appareillées, possède un inter-transept du XIII^e siècle ; on y remarque quatre ogives posant sur des colonnes engagées dans la maçonnerie et dont les chapiteaux sont ornés d'écussons armoriés : une mitaine ou gant n'ayant que le pouce séparé doit indiquer la famille des donateurs de cette partie centrale de l'édifice. La tour est élevée, accostée d'un tourillon qui sert d'escalier et surmontée d'un clocheton bulbeux à plusieurs étages diminuant à chaque élévation.

L'église était pavée autrefois d'un grand nombre de tombes seigneuriales en granit rouge qui ont été jetées dehors pour établir un pavage neuf. Sur deux de ces

pierres ont voit comme armes une épée posée en bande accostée de six fleurs de lys, ce qui indique comme donateurs ou fondateurs de l'église la noble famille des Chappedelaine, enterrés aussi dans l'église de la Tannière, plus des lettres initiales. Une autre tombe indique le corps d'un prêtre : on y voit un ciboire et une date à demi effacée : 17... M. le curé m'a promis de faire dresser ces pierres contre les murs de l'église, afin de les sauver et je dois revenir avec M. Ponthault pour les faire photographier ainsi que la tour.

La nef de l'église est ajourée par des baies trifoliées ou trilobées assez étroites, qui m'ont paru du XIII^e siècle. M. le curé, qui conserve avec soin l'édifice, possède au presbytère un grand nombre de papiers sur son histoire. J'espère pouvoir les consulter dans un autre voyage. Je me bornerai à remarquer aujourd'hui que la seigneurie de la paroisse était au Parc d'Avaugour, terre située fort loin, dans le sud, à plus de trois kilomètres, qui envoie ses eaux au ruisseau baignant les tombelles de l'Ecluse. On sait que cette famille d'Avaugour a possédé la seigneurie de Mayenne après Juhel III, vers 1256. Il y avait aussi les Chappedelaine, maîtres d'un autre fief important de la paroisse, nommé l'Isle et dont un membre a été curé de Brécé en 1611. Enfin on trouve mention dans les vieux registres paroissiaux de Pierre Fournier, seigneur de Lancerre, maire d'Angers de 1503 à 1506, mort en 1535, qui acheta le parc d'Avaugour en 1518 et fit baptiser à Brécé, vers ce temps, son fils Antoine, peu après décédé.

En face de l'église on remarque un bâtiment du style de la Renaissance, solidement construit, qui passe dans le pays pour avoir été la résidence d'un couvent composé de quelques moines.

M. Trouillard a consacré à Brécé une notice intéressante. Il en parle aussi dans celle sur Gorron. Les seigneurs de ce nom, Gorron, Gorram ou Gorran, ont été

maîtres de Brécé au XII^e siècle. Une de leurs tombes était autrefois dans l'église ; mais elle n'a pas été conservée. On y voyait, au rapport de M. Trouillard, en 1867, les trois lions rampants : deux en chef, un en pointe, qui furent, à ce qu'on croit, une concession de reconnaissance de Guillaume le Conquérant, comme le lion unique, passant ou léopardé, de Laval.

M. Faucon a fait photographier les deux mottes inégales de l'Écluse, dont la plus petite est surmontée d'un if très ancien et très gros. Je ne repèterai pas ici ce qu'il a dit de ces monuments en terre, aussi anciens que problématiques. Je me bornerai à dire que, construits près d'un ruisseau, barré pour former une mare, d'où le nom d'*écluse*, ils indiquent la présence en cet endroit d'une certaine agglomération, longtemps persistante, puisque la chapelle, maintenant grange, située plus bas, est très vaste, pourvue d'une large abside romane et d'une nef du XVI^e siècle, plus des bâtiments voisins, sans doute logement du prieur, assez vastes aussi et dont les baies rappellent également la Renaissance.

Montguyon. — Ce prieuré, fondé en 1198, par Juhel III, seigneur de Mayenne, eut autrefois dans le pays une certaine influence. Situé à un kilomètre de Placé, dans un défrichement considérable de la forêt de Mayenne, il fut habité par des moines de l'ordre de Grandmont, que le fondateur appelle *Bonshommes*. En 1316 le pape Jean XXII lui donna une annexe en Anjou, la Primaudière, et plus tard (1350) ayant réduit les commanderies de l'ordre de Grandmont, disposa du prieuré de manière à lui ôter son caractère d'autonomie.

Il ne reste plus des bâtiments qu'une porte cintrée ornée de deux colonnettes appuyant les tores et une chambre dont les voûtes ornées de belles nervures sont soutenues par une colonne trapue unique et centrale. C'est un élégant produit de l'architecture du XII^e siècle.

M. Ponthault a photographié et offert à la Commission cette cave, seul vestige d'une habitation religieuse.

Les Bois. — Dans l'intérieur du bourg et servant maintenant d'écurie, on remarque une construction solide et soigneusement appareillée de la Renaissance. Sur la porte l'écusson porte une croix pattée. En entrant on trouve une chambre pourvue d'une haute et large cheminée. En face une autre porte, également surmontée d'une croix, donne accès à un escalier de pierre, au sommet duquel on se trouve dans une grande chambre, sous le toit. Deux cheminées, semblables à celle du rez-de-chaussée, servaient à échauffer cette pièce. Je n'ai pu recueillir sur place ni ailleurs aucun renseignement sur cette construction ; mais évidemment c'était une habitation religieuse et certainement un prieuré placé au milieu des bois et dépendant d'une abbaye dont je n'ai pas encore trouvé le nom.

Martigné. — Un maître-autel, peint et doré, dans le genre de celui de la Trinité de Laval, mais inférieur en mérite, daté ostensiblement de 1649, a été détruit lors de la restauration de l'église. Le bas relief central a été placé dans le mur où s'ouvre la porte d'entrée, un peu trop haut pour qu'on puisse bien apprécier les détails. Néanmoins on remarque le développement du manteau bleu et doré dans ses ornements d'un des rois mages. Ce manteau occupe presque toute la scène dans le bas de la composition. Les personnages de l'Adoration des Mages sont assez raides dans leurs mouvements ; mais les têtes ont un beau caractère religieux. La photographie faite par M. Ponthault, qui se trouve au presbytère, reconstitue cette œuvre un peu grossière et lui donne beaucoup d'unité.

La Bazouge-des-Alleux. — On remarque dans l'église un vitrail de la Renaissance représentant l'accouchement de la Vierge, d'un beau coloris, mais fort mutilé. Deux épitaphes sont attachées aux murs de

l'église. J'ai pris les mesures nécessaires pour les faire copier et transmettre à la Commission.

ESSAI HISTORIQUE SUR LA TERRE SEIGNEURIALE ET LA
CHAPELLENIE DE LA GENDRONNIÈRE.

M. Gadbin, membre correspondant, envoie un manuscrit contenant les recherches auxquelles il s'est livré concernant la terre et la chapellenie de la Gendronnière, commune de Houssay.

Cette terre de la Gendronnière est fort ancienne. On la trouve mentionnée aux Archives de la Mayenne (E, 39) aux XIII^e et XIV^e siècles. Postérieurement, probablement dans la première moitié du XVI^e siècle, une chapellenie de la Gendronnière fut fondée « comme devant être desservie en l'église paroissiale de Saint-Sulpice. » Le temporel attaché à ce bénéfice consistait en la métairie de la Hayère, sise paroisse de Quelaines.

Après avoir appartenu à une famille du nom d'Amyot elle passa aux Guerin de la Draperie. En 1666, René Guerin de la Draperie signe « Guerin de la Gendronnière. » — En 1686, René Guerin de la Gendronnière ayant acquis le fief de la Roussardièrre, paroisse de Quelaines, moyennant la somme de quinze mille livres, par suite la branche aînée de la famille Guerin s'appela Guerin de la Roussardièrre et ses cadets Guerin de la Gaulerie, de Chavé, des Alleux, etc. La branche cadette adopta et conserva depuis lors le nom de Guerin de la Gendronnière.

Des lettres épiscopales données au Mans le 27 janvier 1682 nous apprennent qu'un second bénéfice, fondé vers la fin du XVI^e siècle, ou dans la première moitié du XVII^e, avait été réuni à celui de la Gendronnière ; c'était la chapelle du Très-Saint Sacrement, fondée et desservie en l'église paroissiale de la Bazouge-de-Chemeré, et dont le temporel consistait en une closerie, dite aussi du « Très-Saint Sacrement, » située près du bourg de la Bazouge.

L'auteur donne de nombreux détails sur différents membres de la famille Guerin. Il rapporte notamment qu'en 1797 demoiselle Thérèse-Perrine Guerin de la Gendronnière, née le 25 mai 1781, épousa le général Dhalancourt, que les hasards des guerres de l'Ouest avaient amené à Château-Gontier, et sur lequel les Archives de la Mayenne possèdent de nombreux documents.

POÉSIES DE JÉRÔME D'AVOST

M. Planté présente à la Commission deux volumes, très-rares, contenant des poésies de « Hierosme d'Avost, de Laval. » Ces deux volumes, du même format, petit-8°, sont fort bien conservés.

L'un, imprimé en 1583, sans nom de lieu ni d'imprimeur, bien qu'il n'y manque aucun feuillet, porte pour frontispice : *Poésies de Hierosme d'Avost de Laval, en faveur de plusieurs illustres et nobles personnes*. Il se compose de vingt feuillets, foliotés seulement au recto, ce qui donne quarante pages. Il contient des odes, sonnets, acrostiches, anagrammes, etc.

L'autre est intitulé : *Essais de Hierosme d'Avost, de Laval, sur les sonnets du divin Pétrarque, avec quelques autres poésies de son invention. Aux illustres sœurs Philippe et Anne du Prat et de Tiert. — A Paris, pour Abel L'Angelier, au premier pillier de la grand'salle du Palais. 1584. Avec privilège du Roy*. 29 feuillets, dont 24 seulement foliotés, recto et verso, de 1 à 47. — Le volume est orné d'un portrait de l'auteur, finement gravé sur bois et accompagné de l'inscription : AN. XXV. NA. 1583. — En tête se trouve un sonnet de Béroalde de Verville, dédié à l'auteur.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures et demie.

BIBLIOGRAPHIE

Une tentative des Anglais contre Château-Gontier, en 1421, d'après des documents inédits ; une brochure in-8°, par M. A. Joubert, extraite de la *Revue du Maine* ; Marmers, Fleury et Dangin, 1888.

En 1421, le comte de Salisbury menaçant Château-Gontier, « se prirent ceulx de la ville en garde et deffense, tellement que ne fut prise, mais les fourbours furent pilléz. » Le lendemain un certain Cardinet des Plantes, affilié aux Anglais, sortit de la ville et alla rejoindre Jean de Champagne, capitaine français qui tenait les environs. Il réussit à lui persuader, ou plutôt à persuader à ses soldats, pour la plupart gens des communes, d'attaquer les Anglais « qui gastoient le pais. » La troupe de Jean de Champagne, entraînée par le traître Cardinet, se mit donc en marche. Elle ne tarda pas à tomber dans une embuscade des Anglais. Tout d'abord elle fit bonne contenance ; mais les cris de Cardinet, qui l'exhortait à fuir, ne tardèrent pas à jeter le désordre dans ses rangs ; elle céda et les quelques hommes résolus qui tentèrent de prolonger la résistance furent tués ou pris « le tout par le fait de Cardinet, qui de ce fut bien joyeux. » Cardinet, dénoncé aux officiers du duc d'Anjou, fut arrêté à Angers et traduit en jugement. On ignore quelle sentence fut prononcée contre lui ; toutefois c'est lui probablement que nous retrouvons en 1435, passant un acte d'acquisition de la terre et seigneurie de Brullon, en Saint-Laurent-des-Mortiers. Ces faits, que nous résumons sommairement, sont établis par un document inédit, extrait des registres du Parlement (12 février 1424), et conservé à la Bibliothèque nationale. M. André Joubert a su tirer de cette pièce un récit plein de mouvement et d'intérêt, qui vient enrichir d'un précieux épisode cette histoire de la Guerre de Cent Ans dont tant de points restent encore obscurs ou inconnus.

Une Révolte dans les Prisons du Roi à Angers en 1652, par M. André Joubert ; — ***Un Recueil de Plaidoyers inédits des Avocats angevins aux XVII^e et XVIII^e siècles***, par le même ; deux brochures in-8°, extraites de la *Revue de l'Anjou* ; Angers, Germain et Grassin, 1888.

Dans la première de ces deux brochures l'auteur raconte une évasion survenue à la prison d'Angers, en 1652, avec la connivence probable des gardiens. Il est curieux de rapprocher cet opuscule d'un autre dont nous avons rendu compte dans la dernière livraison (p. 144) *Les Prisons du Roi à Château-Gontier*. Après cette double lecture on demeurera convaincu que, malgré certaines rigueurs de régime, les geôles de jadis n'opposaient pas toujours aux tentatives d'évasion des obstacles insurmontables, surtout dans les temps de troubles et lorsque des sympathies pouvaient naître entre les gardiens et les prisonniers.

Dans la seconde, M. A. Joubert analyse divers plaidoyers manuscrits et autographes de M^e André Gontard, sieur de la Perrière, avocat angevin, et de plusieurs de ses collègues (1680-1730). Il signale en passant des traits de mœurs et rapporte des détails anecdotiques qui donnent à son œuvre une piquante saveur.

Les Fous, les Folles et les Artistes de la Cour du roi René, d'après les comptes inédits de Jehan Legay, par M. A. Joubert, extrait de la *Revue de Bretagne et d'Anjou*, une brochure in-8° de 20 pages, avec vignettes, Laval, 1888.

Un manuscrit, provenant de la collection Toussaint Grille, et catalogué aujourd'hui, sous le numéro 913, à la bibliothèque d'Angers, a fourni à M. André Joubert d'intéressantes révélations sur les fous, les folles et les artistes de la cour du roi René. Ce manuscrit est un livre de comptes de Jehan Legay, argentier de Jeanne de Laval, fille de Guy XIV de Laval, qui épousa René en 1454. Il abonde en détails précieux sur les mœurs, les fêtes, les personnages de la cour du roi René, sur les châteaux qu'il possédait en Anjou et sur les dons faits par Jeanne de Laval aux églises et chapelles de cette province. Les renseignements qu'il contient ont été complétés au moyen de documents tirés des archives des Bouches-du-Rhône.

L'auteur nous présente d'abord *Triboulet*, le fou favori du roi René. Ce nain était très riche. On lui avait donné un gouverneur, non sans raison probablement, car Triboulet, d'après son portrait gravé en médaillon par Francesco

Laurana, était prodigieusement microcéphale ; de plus il était difforme et de taille très exiguë. On le maria néanmoins à une naine nommée *Triboulette*, et les noces eurent lieu en grande pompe. Un autre fou, nommé *Phelippot*, et trois naines, *Michon*, *Marce* et *La Dame de Toutes Couleurs*, divertirent aussi le roi et la reine de Sicile.

L'énumération des artistes employés par Jeanne de Laval est très longue. Elle comprend des émailleurs, des peintres, des brodeurs, des tapissiers, des relieurs, des musiciens, des graveurs, etc. M. Joubert a eu l'heureuse idée d'y joindre les reproductions de deux médailles représentant René et Jeanne, finement gravées par Francesco Laurana, et de figurer les armoiries du roi René, ainsi que deux monnaies frappées pour lui, l'une en France l'autre en Italie.

Une telle série de documents inédits sur les arts et les mœurs du XV^e siècle méritait d'être mise en lumière.

Remercions M. André Joubert de s'être si bien acquitté de cette tâche, et d'avoir ainsi complété les précieuses indications données par M. Lecoy de la Marche dans ses remarquables travaux sur le prince angevin.

E. M.

Louis de Frotté et les Insurrections Normandes, 1789-1832, par M. L. de la Sicotière, sénateur de l'Orne, Paris, Plon, 3 vol. in-8°.

M. de la Sicotière, sénateur de l'Orne, vient de publier un ouvrage des plus remarquable sur Louis de Frotté et les insurrections normandes. Cette œuvre, attendue avec impatience par tous ceux qui avaient eu occasion de lire, dans diverses revues, les quelques chapitres que l'auteur, cédant aux instances de ses amis, avait consenti à en détacher provisoirement, fournit une nouvelle preuve tant du talent de l'écrivain que de la conscience et de l'érudition de l'historien. Insister sur ce point serait faire injure à M. de la Sicotière dont les travaux sur l'histoire de nos départements de l'Ouest sont si honorablement connus de tous.

La vie de Louis de Frotté, l'organisateur de la Chouannerie normande, était jusqu'ici peu connue. M. de la Sicotière est le premier qui ait raconté dans ses détails l'existence de ce personnage qui fut l'âme du soulèvement. Le récit de sa jeunesse et de son émigration, jusqu'à son retour en France, en 1795, est des plus attachant. L'histoire de sa campagne d'une année, pendant laquelle il eut

à lutter contre les troupes républicaines laissées disponibles par suite de la pacification de la Vendée, du Maine et de la Bretagne, présente un véritable intérêt. Ecrite avec impartialité, d'après des documents certains, les rapports des officiers républicains, les souvenirs manuscrits de quelques officiers royalistes et les mémoires de Billard de Veaux, elle témoigne du courage et de l'énergie déployés par les insurgés normands dans cette guerre de partisans qui n'est pas sans grandeur. L'exposé des démarches faites par Frotté auprès du ministère anglais pour obtenir des secours afin de recommencer la guerre ; le récit de la campagne de 1799, encore une fois interrompue, au commencement de l'année suivante, lorsque les Vendéens et les Chouans des provinces voisines eurent fait leur soumission à la suite des conférences de Pouancé et de Candé, préparées par le général de Hédouville ; la trahison du général Guidal, qui, après avoir donné à Frotté un sauf-conduit pour venir à Alençon discuter les conditions de la pacification, le fit arrêter, le 15 février 1800, et transférer à Verneuil, où une commission militaire le condamna à mort avec six de ses officiers qui l'avaient accompagné ; enfin de précieux détails sur les troubles qui agitèrent la Normandie sous le Consulat et l'Empire, les vols de diligences, l'assassinat du comte d'Aché, l'arrestation du colonel Moulin, l'expédition du duc d'Aumont en 1815, les récompenses accordées sous la Restauration aux survivants de ces guerres, etc., complètent cet intéressant ouvrage. La correspondance de Frotté avec son père et les princes français ou leurs agents, les lettres du comte d'Artois, du duc de Bouillon, du comte de Puisaye, etc., reproduites ici pour la première fois, d'après les archives de la famille de Frotté, du duc de la Trémoille, de M. du Châtellier, du Ministère de la Guerre et du British Museum, en rehaussent l'intérêt et permettent de le classer au nombre des travaux historiques les plus importants qui aient été publiés sur les départements de l'Ouest.

Mais le commandement de Louis de Frotté ne comprenait pas seulement la Normandie, il s'étendait encore sur la partie nord du département de la Mayenne. L'une des plus braves divisions de son armée, commandée par Saint-Paul-Lingard et Billard de Veaux, portait le nom de division d'Ambrières et se recrutait parmi les royalistes des communes voisines. Le récit des combats soutenus par cette division à Ambrières, au Pas, au Horps, à l'Auberg-Neuve, à Mayenne même, ou dans les départements voisins de l'Orne et de la Manche, celui de la prise d'armes prématurée de Billard de Veaux, au mois de mai 1799, avant le

retour de Frotté, offrent un réel intérêt. Le lecteur trouvera dans ce livre, outre de nombreuses indications bibliographiques, de précieuses notes biographiques sur les officiers royalistes dont les noms sont cités dans l'ouvrage, notamment sur Cosseron dit *Pas-Perdu*, Chatelier dit *La Fleur*, Papouin frères, Migoret, Fortin frères, Coignard de Loré, l'abbé Tripiet de Laubrière, Guillaume Le Métayer dit *Rochambeau*, etc., pour ne citer que les principaux de ceux qui appartenaient au département de la Mayenne.

L'ouvrage de M. de la Sicotière se compose de deux gros volumes (de 600 et 800 pages), ornés des portraits à l'eau-forte de Louis de Frotté et du colonel Moulin et du fac-simile d'une lettre de Frotté au baron d'Hugon, l'un de ses officiers, et d'un troisième volume comprenant seulement une table des noms de personnes ou de lieux cités dans le texte et une carte des pays compris dans le commandement de Louis de Frotté.

Ce que nous venons de dire, trop brièvement, sans doute, suffit à faire comprendre l'importance de ce bel ouvrage, digne en tous points des autres travaux de M. de la Sicotière. C'est une œuvre de haute valeur, qui témoigne une fois de plus de l'érudition si complète, de la conscience historique si scrupuleuse, du sens critique si sûr et de l'impartialité si parfaite de son auteur. Il occupera une place d'honneur dans les bibliothèques de tous ceux qui s'intéressent à l'histoire de nos départements, et nous sommes heureux, en le signalant aux lecteurs du *Bulletin historique et archéologique de la Mayenne*, d'adresser à son auteur un souvenir de respectueuse sympathie.

E. Q.-L.

Notice sur le Théâtre d'Angers (1755-1825) par M. E. Queruau-Lamerie, 1 vol. in-8° de 280 p. ; Angers, Germain et Grassin, 1889. (Extrait de la *Revue de l'Anjou*.)

Bien que cet ouvrage, spécial à la ville d'Angers, sorte de notre cadre, nous croyons néanmoins devoir en dire quelques mots, car son auteur est un lavallois, et l'un des membres les plus sympathiques et les plus actifs de la Commission Historique de la Mayenne. En outre nous espérons que, sans parler de travaux déjà terminés qu'il réserve à nos prochains *Bulletins*, M. Queruau-Lamerie songera un jour à écrire aussi l'histoire du théâtre de Laval.

Certes cette histoire serait moins chargée de faits et moins suivie que celle du théâtre d'Angers ; elle n'abonderait pas, comme cette dernière, en détails piquants ou même dramatiques. Mais nous croyons qu'elle fournirait

néanmoins matière à de curieux développements. A Laval en effet on était jadis très friand de représentations scéniques, les troupes théâtrales s'y succédaient fréquemment et, à défaut de comédiens de profession, des amateurs ne dédaignaient pas d'y briguer les applaudissements. Chez nous comme ailleurs, au XVIII^e siècle, on ne se contentait pas d'aimer le théâtre ; on montait encore volontiers sur la scène, et tel austère magistrat d'alors, dont le portrait, entrevu dans son vieux cadre doré, nous semble si sévère, serait aisément convaincu d'avoir joué dans sa jeunesse, quelquefois même dans son âge mûr, les personnages tragiques chers à son époque, les Pharasmin et les Artabase, quand il n'allait pas jusqu'à se risquer sous l'habit des Némorin et des Tircis. Telles étaient les mœurs de ce siècle aimable, pour lequel beaucoup de nos contemporains se sont pris d'une passion rétrospective et dont l'étude amène toujours quelque surprise nouvelle.

Mais revenons au *Théâtre d'Angers*. L'auteur n'a pas entrepris d'en donner l'histoire depuis l'origine. Laissant de côté le temps des mystères et le XVII^e siècle, il ne commence son récit qu'en 1755. Et même, nous dit-il dans sa préface, déterminé tout d'abord à limiter ses recherches au théâtre révolutionnaire, il n'a songé que plus tard, séduit par quelques heureuses découvertes, à élargir son cadre.

Le livre de M. Queruau-Lamerie donne une histoire complète du théâtre d'Angers depuis 1755, mais avec des détails plus circonstanciés sur les périodes de la Révolution et de l'Empire. Les noms des directeurs, des acteurs et les ouvrages joués sont indiqués avec grand soin. On trouve à la fin du volume une liste des pièces inédites représentées à Angers de 1825 à 1888 et en appendice : *Le siège et prise de Cholet*, texte réimprimé sur l'unique exemplaire connu. Les amateurs de littérature et de couleur locale ne parcourront pas sans intérêt cette pièce, qui porte bien le cachet de son temps, dans laquelle un « guerrier » prononce trois fois en quatre lignes le mot « sensible, » pendant que Westermann parle de se retirer dans « les bras du repos. »

Remercions donc l'auteur d'avoir écrit ce nouvel ouvrage, dans lequel nous retrouvons ses qualités maitresses, la conscience, la précision, l'exactitude, unies à une exposition attrayante et à une scrupuleuse recherche de tout ce qui peut plaire au lecteur.

E. M.

HISTOIRE

DE

L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE LAVAL

AU XVII^e SIÈCLE

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

(1600-1686)

(SUITE)

CHAPITRE VI

Mesures de rigueur exercées contre les religionnaires. — Pierre Demay, ancien ministre de l'église réformée de Terchant, présente à Ambroise Touchard, conseiller du roi et juge, le registre des mariages, baptêmes et sépultures des protestants de la région. — La révocation de l'édit de Nantes. — Abjuration de Pierre Demay, de sa femme, Marie de Prouvère, et de leurs enfants, dans la chapelle de Notre-Dame-du-Chêne, paroisse de Loiron. — La conversion de l'ancien ministre ne semble pas sincère. Il est accusé de continuer à favoriser l'exercice du culte réformé. — Enquête faite à ce sujet, par Ambroise Touchard, dans plusieurs endroits. — Marie Huchet, servante de Pierre Demay, est renfermée à l'Hôpital de Laval, puis remise en liberté. — Les protestants de Laval et des environs après la révocation de l'édit de Nantes. — Dispersion des derniers membres de l'église réformée de Terchant. — Recherches historiques sur le petit nombre de calvinistes qui existaient alors dans la contrée.

Les mesures de rigueur contre les calvinistes commencèrent bientôt. Le 21 avril 1684, Pierre Demay, « escuier, sieur dud. lieu, cy-devant ministre de l'église prétendue réformée de Terchant, paroisse de Ruillé-le-Gravelais,

frontière de Bretagne, demeurant en sa maison de la Poterie, paroisse de la Bruslatte¹, » comparaisait devant Ambroise Touchard, conseiller du roi et juge, en présence du procureur du roi et de M^e René Renusson, greffier. Il déclarait qu'il avait été « adverty qu'en conséquence d'un arrest du Conseil d'Etat du mois d'aoust dernier 1683, publié et enregistré aud. siège, » il était obligé de représenter les anciens et les nouveaux registres des baptêmes, mariages et sépultures des membres de l'église réformée « qui fust autrefois au château de Poligny, paroisse de Bonchamp, à deux lieues de ceste ville, s'il y en avoit. »

Le ministre exhibe alors « ung gros registre relié, couvert d'un parchemin simple et rompu de vétusté sur le dossier, in-folio, de moyen papier, contenant d'un costé les baptêmes de ceux de lad. religion faits à Poligny, et en suite copie, signée dud. Demay, de ceux faits à Terchant, commençant lesd. baptêmes au premier desd. feuillets par celui d'Abel Beauné, du 4^{me} jour de febvrier 1601, signé Besnard, ministre à Poligny, et finissant par le baptême d'Elisabeth Magdeleine des Vaux, fille de Samuel des Vaux, escuier, sieur de Loresse, et de dame Elisabeth Courant, sa femme, du 19 aoust 1642, signé dud. Demay, finissant lesd. baptêmes faits à Poligny le deux mai 1643, pour commencer ceux faits à Terchant le 11 novembre 1660. De l'autre costé dud. registre, lequel commence par les papiers des affaires de l'Eglise réformée de Laval, les premiers feuillets contiennent les paiemens faits aud. s^r Besnard-Bran-chouère, ministre dud. Poligny, et lesd. contributions de chacun de ceux de lad. église, et les autres feuillets suivans contiennent lesd. mariages faits aud. Poligny,

1. Bruslatte (la), c^{on} de Loiron. Ancienne paroisse du doyenné, de l'élection et du comté de Laval, qui paraît avoir été conquise sur les forêts voisines.

le premier du 14 décembre 1603, le dernier du 19 juillet 1637, lesd. feuillets escripts de chaque costé dud. registre, après avoir barré les blancs de chacun d'iceux costez et paraphé et arrestez lesd. feuillets escripts de chaque côté dud. registre par ces mots : « Premier feuillet, « etc., etc., suivant nostre procès-verbal de ce jour ; « lequel registre led. Demay a laissé à maistre Pierre « Davost, nostre greffier, après qu'il a esté paraphé en « chacun desd. feuillets escripts, ensuite lu, costé et « paraphé sur iceux blancs¹ ; et, suivant led. arrest, la « copie imprimée, signée Richarvil, pour M. l'Intendant, « a esté remise au procureur du roy. Le présent procès-verbal dressé par nous Ambroise Touchard, conseiller, juge susdit, led. jour 21^{me} avril 1684. *Signé* : « DEMAY, ci-devant ministre de Terchant. TOUSCHARD. « RENUSSON, commis greffier². »

La révocation de l'édit de Nantes entraîna la chute définitive de l'Eglise réformée de Laval et la dispersion de ses adhérents. Beaucoup d'entre eux abjurèrent l'hérésie.

Le 5 décembre 1685, Pierre Demay, ancien ministre de cette église, renonça au protestantisme. L'acte fut signé du secrétaire de l'évêque de Rennes. Marie de Prouvère, épouse du pasteur, ainsi que ses quatre filles, Jeanne-Marguerite, Marie-Jacquette, Elisabeth, Françoise-Marguerite, imitèrent bientôt cet exemple. La cérémonie eut lieu dans la chapelle de Notre-Dame-du-Chêne, paroisse de Loiron, le 17 janvier 1686, en présence de M^{re} Pierre Bureau, « l'un des curés de la paroisse de la Sainte-Trinité de Laval. »

Cette conversion de Pierre Demay n'était pas très sincère, paraît-il, car, le mardi 25 juin 1686, M^{re} Pierre

1. C'est le registre que nous avons reproduit in-extenso dans les pages précédentes de ce travail.

2. Voir la pièce justificative n° 1.

Bureau, « prestre, docteur de Sorbonne, » curé de la paroisse de la Sainte-Trinité de Laval, « faisant les fonctions de Grand Viquaire de Monsieur l'Evesque du Mans, » rendait visite à Ambroise Touchard. Il lui déclara « avoir receu plainte, au Mans, de divers lieux, que M^e Pierre Demay, cy-devant ministre de la R. P. R., demeurant à sa maison de la Poterie, paroisse de la Bruslate, en faisoit et faisoit faire exercice contre les deffences du Roy par sa déclaration du mois d'octobre dernier de révocation de l'Edit de Nantes et au préjudice de l'abjuration que l'on disoit que led. Demay avoit faite, en la ville de Rennes, de sa religion, nonobstant quoy il ne faisoit les exercices de la Catholicque, tenoit de mauvais discours contre icelle, entretenoit sa famille en la religion prétendue réformée, en faisoit des leçons avec [les] nouveaux convertis, retenoit en sa maison et en des voisines des livres deffendus par la déclaration du roy, du mois d'aoust dernier, desquels faits il venoit de donner advis à Monsieur l'Intendant arrivé en ceste ville led. jour vingt-cinq juin, qui luy avoit dit revenir avec nous le trouver le lendemain. »

Le juge et le curé retournent donc chez l'Intendant le mercredi 26 juin. Celui-ci leur ordonne de procéder à une information complète et exacte, dont ils lui adresseront le résumé, en y joignant leurs avis et leurs observations particulières. Il leur recommande de faire saisir, chez les nouveaux convertis, les livres défendus, de mettre la main sur les héritages des protestants qui ont quitté le pays, et de conduire à l'hôpital général les enfants des délinquants, suivant les instructions du roi et déclarations de Sa Majesté.

Le procès-verbal de ces décisions, signé, le jeudi 27 juin, par Ambroise Touchard et par son greffier, M^e René Renusson, est communiqué à M^e Ambroise Guays, « doyen des advocatz pour la vaccance des charges d'avocat et procureur du roy à nostre siège, » qui y ajoute : « Veu le

procès-verbal cy-dessus, je requiers pour le roy estre informé et fait suivant les ordres de Monseigneur l'Intendant à Laval led. jour vingt-septiesme juin mil six cent quatre-vingt-six. GUAYS¹. »

Ambroise Touchard décide donc que, pour obéir aux ordres du procureur du roi, il se transportera, le samedi suivant, avec le greffier et un des sergents, dans les paroisses de « Ruillé, la Gravelle, la Bruslatte, l'abbaye de Clermont et autres lieux, pour informer des faits ci-dessus et de ceux contenus au mémoire qui nous en a esté donné par led. s^r Bureau², circonstances et dépendance, ensemble pour faire perquisition des enfants des nouveaux convertis qui n'ont moyen entrer en des pensions pour les faire mettre à l'Hôpital général, etc...³ »

Le dimanche 30 juin 1686, Ambroise Touchard, assisté de son greffier, de Jean Salliard, sergent royal, et de son domestique, nommé Louis Deffay, se rend au bourg de Ruillé, « distant de 3 lieues. » Il s'arrête d'abord chez le sieur Chesneau, cabaretier, « hoste aud. bourg, » puis il entre au presbytère, où il reçoit la déposition du curé de la paroisse, M^e Louis Subrard. De là, il va au château du vicomte de Terchant, appartenant à M^{re} Claude de Royan, baron de Marcé. La dame du lieu lui dit que son mari est parti pour Paris, sur

1. Voir la pièce justificative n° 2.

2. Pierre Bureau était originaire de Dreux et docteur en Sorbonne. Il succéda à M. Le Barbier, curé de la Trinité de Laval, au mois de décembre 1674. En mars 1722, il était remplacé dans ses fonctions, à cause de son grand âge, par MM. Fréard et Berthet, ses deux vicaires. Le 29 octobre 1722, M. Fréard lui succéda définitivement. Il mourut le 27 mars suivant et fut inhumé au bas du chœur de la Trinité (*Recherches historiques sur l'église et la paroisse de la Trinité de Laval*, pp. 114-117).

3. Voir, sur l'Hôpital général de Saint-Louis de Laval, le même ouvrage, pp. 289-291. L'érection de cet Hôpital avait été autorisée par un décret de l'évêque du Mans, du 14 juillet 1678. On avait posé la première pierre du principal bâtiment le 19 avril 1681. On y enfermait les pauvres mendiants, les aliénés et les filles de mauvaise vie.

l'ordre du roi. Le conseiller donne lecture, à la châtelaine, des décisions de Sa Majesté, relatives à l'instruction des enfants des nouveaux convertis, et l'engage à s'y conformer.

De Terchant¹, Ambroïse Touchard se dirige vers la Mussière², maison situé dans la paroisse de la Brulatte et résidence de Philippe Huchet, époux de Marguerite Bourdon, tous les deux nouveaux convertis. Il aborde Marguerite Bourdon et lui enjoint de comparaitre avec ses enfants. Il la somme de lui rendre compte de leur instruction et de prouver qu'ils sont élevés dans la religion catholique, comme le roi l'a ordonné. La femme lui répond que son mari est au bourg de la Gravelle, où il assiste aux vêpres, en compagnie du fils aîné, René Huchet. Quant à la fille aînée, Marie Huchet, elle est placée, depuis deux ans, dans la maison du sieur Demay, ci-devant ministre de la religion prétendue réformée. Cinq autres enfants sont présentés au magistrat, savoir : Gabriel Huchet, âgé de quinze ans, Elisabeth, âgée de huit ans, deux garçons, âgés l'un de six ans et l'autre de quatre ans, et une petite fille, âgée de dix-huit mois. Puis la mère déclare qu'elle fait lire

1. La dame de Terchant était à la fin du XVII^e siècle : « Dame Claude-Henriette de Lamuer, veuve Charles-Claude Goyon, baron de Marcé, vicomte de Terchant. Elle est de la famille de Bretagne aussi bien que son mari, qui était puîné de la maison de Matignon et de la Moussaye. Il avait acquis le vicomté de Terchant, vendu sur la succession du sieur Dumatz de Montmartin, son aïeul maternel. Du premier lit, il avait eu avec Marie d'Appelvoisin trois filles, dont l'une mariée à M. de Beringhen, conseiller au Parlement, l'autre au sieur de Vieuville d'Anjou, et l'autre sortie de France. De ce deuxième lit, il a eu un fils en bas-âge et deux filles. La terre de Terchant vaut 6,000 livres de rente... » (*Nombre des seigneurs et des gentilshommes. Description du Comté de Laval, son histoire, les mœurs de ses habitants, ses manufactures et plusieurs remarques curieuses à ce sujet*, par Le Clerc du Flécheray, avocat fiscal du siège ordinaire de Laval).

2. Aujourd'hui la Musserie, village, c^{de} de la Brulatte.

Gabriel et Elisabeth « dans des petits livres de dévotion, » qu'elle montre à Ambroise Touchard et qui sont au nombre de trois. Ces livres lui ont été remis par le curé de la paroisse de la Brulatte. Le conseiller lui ordonne d'envoyer ses enfants à l'école et au catéchisme. Il charge ensuite le curé de la Brulatte « d'y avoir l'œil » et il déclare à Marguerite Bourdon que, si elle ne se conforme pas à ces prescriptions, ses enfants lui seront enlevés pour être conduits à l'Hôpital de Laval. La mère promet d'obéir.

Le juge gagne la Brulatte, où il se transporte au presbytère, « à défaut d'hostellerie dans lad. bourg. » Il reçoit la déposition du curé de la paroisse, nommé Charles Toullier, ainsi que celles de François Cosson, Jacques Poullain, Jean Cosson et Catherine Tripan. La nuit étant proche, Ambroise Touchard se retire « au lieu nommé Lair du Bois en la paroisse de la Bruslatte¹, » habité par Charles Valler, « notaire royal en lad. paroisse, » où il se couche satisfait de sa journée.

Le lendemain, 1^{er} juillet, le conseiller se rend à l'abbaye de Notre-Dame de Clermont² pour y continuer son information. Il s'adresse au père Adam Lenoir, « prêtre religieux, sous prieur de lad. abbaye, » et au père François Lehirbec, « aussi religieux de lad. abbaye³. »

Du monastère de Clermont, il va à la maison de la Poterie, paroisse de la Brulatte, demeure du sieur Pierre Demay. Il demande au ci-devant ministre protestant « son abjuration et (celle) de sa famille en lad. religion prétendue réformée, qu'ils auraient toujours professée, [et] l'ouverture de son estude pour y voir ses li-

1. Aire-du-Bois (l'), éc. c^{ne} de la Brulatte.

2. Clermont, h., bois et étang, c^{ne} d'Olivet; anc. abb. de Bernardins fondée en 1230 par Emma, veuve de Guy VII, comte de Laval. — Le domaine relevait du comté de Laval.

3. Voir la pièce justificative n^o 3.

vres. » Il somme la servante, Marie Huchet, de comparaître devant lui. Demay exhibe alors « son abjuration faite le cinquième de décembre dernier, signée du secrétaire de Monseigneur l'Evêque (de Rennes) et scellée de ses armes, au secrétariat duquel la minute a été remise et celle de lad. dame Marie de Prouvère et de ses quatre filles. » La vérification terminée, les actes sont rendus à Demay, qui invite le juge à entrer dans son cabinet pour y visiter ses livres. Ambroise Touchard examine avec soin tous les volumes, dont vingt-cinq sont saisis comme suspects et prohibés. Malgré ses pleurs et ses lamentations, Marie Huchet est emmenée à l'abbaye de Clermont, où on la fait monter à cheval, pour la conduire à l'hôpital de Laval, sous l'escorte du valet du conseiller, qui est chargé de la remettre aux mains de M. Charles Fournier, sieur du Pont, économe de l'établissement. A sept heures du soir, la jeune fille arrive à l'Hôpital Saint-Louis¹.

Cependant Marie Huchet réclame, à plusieurs reprises, sa mise en liberté, sans pouvoir l'obtenir. La mère insiste, à son tour, auprès du juge. Elle dit que deux de ses filles sont malades depuis longtemps et que la présence de la détenue serait fort utile au logis. Ambroise Touchard se décide à écouter ces supplications. La jeune fille a été instruite dans la religion catholique; elle a promis de la professer à l'avenir et elle a abjuré l'hérésie. D'autre part, M^e Pierre Guays, prêtre chanoine de l'église collégiale de Saint-Tugal de Laval², affirme qu'il a entendu, à différentes fois, la confession de la jeune fille, et qu'il a eu avec elle des entretiens particuliers. Il croit, en outre, que « lad. Huchet, ayant de la peine d'estre renfermée aud. hôpital, » ne ferait aucun

1. Voir la pièce justificative n° 4.

2. Voir, sur le Chapitre et la paroisse de Saint-Tugal, le chapitre XVI des *Recherches historiques*, etc.

progrès dans la voie des connaissances religieuses. Elle en a appris suffisamment pour pouvoir suivre avec fruit les exercices de piété dans la paroisse de la Brulatte, sous la direction du curé chargé de la surveiller et dont la probité est notoire. L'économe émet également un avis favorable à la requête de Marie Huchet. Après avoir pris conseil de M^e Ambroise Guays, doyen des avocats de la ville, le juge consent enfin à rendre la jeune détenue à sa mère « pour l'emmener en sa maison et vivre ensemble dans led. exercice de la religion catholique, avec défense à lad. Huchet de mettre sa fille en condition en aucune maison où l'on a fait profession de la religion prétendue réformée, à peine d'être à nouveau renfermée dans led. hôpital général¹. »

Le dépouillement du registre des mariages, baptêmes et sépultures des protestants de Laval, que nous avons reproduit, montre que les calvinistes étaient peu nombreux, à la fin du XVII^e siècle, dans la contrée. On lit cependant, dans l'ouvrage de M. Charles Weiss, consacré à l'*Histoire des Réfugiés protestants de France, depuis la révocation de l'édit de Nantes jusqu'à nos jours* : « Dans le Maine, les manufactures de toiles, autrefois si prospères, que les protestants avaient *possédées* au Mans et à Mayenne, étaient en pleine décadence ; celles de Laval étaient presque ruinées. De 20,000 ouvriers que l'on y comptait naguère, il n'en restait plus que 6,000 en 1698, en comprenant dans ce nombre les femmes qui filaient et dévidaient le fil². » Ces renseignements sont empruntés par l'auteur au travail de M. de Miroménil, intitulé *Mémoire sur la Province*

1. Voir la pièce justificative n° 5. — Ces cinq pièces sont extraites des documents relatifs aux protestants de Laval qui sont conservés aux Archives de la Mayenne.

2. Charles Weiss, *Histoire des Réfugiés protestants de France*, t. I, p. 116.

*du Maine*¹, qui fut dressé en 1698, par ordre du roi. Nous avons souligné le mot *possédées* pour appeler l'attention du lecteur sur ce fait que, même là où

1. Miroménil, *Mémoire sur la province du Maine*, 1698, Archives Nationales, H, 4787. — « Le plus considérable trafic de toilles fines se fait à Laval. On tient qu'elles y furent établies environ l'an 1298 par quelques ouvriers de Flandres qui avoient suivy Béatrix, épouse de Guy de Laval, 9^e du nom. Ils apprirent cet art à ceux du pays qui trouvèrent ensuite le secret de blanchir les dites toilles. Tout le commerce qui s'y fait roule sur trois sortes de personnes, les marchands en gros qui achètent les toilles escrûes pour les faire blanchir, les marchands tissiers qui achètent le fil et l'assortissent pour faire les tresses, les chaînes et les ourdissements, et les ouvriers à façon qui travaillent pour les maisons et quelquefois pour eux-mêmes. » (*Ibid*). — La Correspondance des contrôleurs généraux, publiée par M. de Boislisle, renferme, pour la fin du XVII^e siècle, un certain nombre de documents relatifs au commerce et à l'industrie de Laval, mais aucun n'est relatif aux protestants. — De son côté, Le Clerc du Flécheray dit, dans la *Description du Comté de Laval*, pp. 58-59, que « vers 1690 on comptait environ 6,000 ouvriers employés à la fabrique dans les villes et les faubourgs et dans la campagne. » Il ajoute que, « si on y eût compris les fileuses et dévideuses, le nombre aurait excédé 20.000. » Vers la fin du XVII^e siècle, « par la négligence que l'on mettait à l'observation des règlements, » le commerce de Laval commença à déchoir et à perdre de son crédit. Pour porter remède aux abus, le duc de la Trémoille, seigneur de Laval, publia en 1683 un nouveau règlement, composé de quarante-deux articles, pour la manufacture des toiles de la ville. Ce règlement, dont le texte est conservé aux Archives municipales, ne fut point homologué et ne fut pas exécuté. Une ordonnance de police de M. René Hardy de Levaré, juge de police au comté-pairie de Laval, datée du 15 septembre 1691, ne réussit pas à améliorer la situation et les efforts tentés par l'inspecteur de police, que Louvois lui-même avait investi d'une fonction spéciale de surveillance, furent impuissants à relever le crédit du commerce de Laval (De La Beauluère, *Recherches sur les corporations d'arts et de métiers du comté-pairie de Laval*, avant 1789, p. 22). — Un autre passage de la *Description du Comté de Laval*, par Le Clerc du Flécheray, mérite d'être relevé : « XXII. S'il y a des huguenots ? Combien il en est sorti ? Combien en est-il demeuré ? » En 1685, quand Sa Majesté révoqua l'édit de Nantes, il n'y avoit pas dans la ville de Laval un seul huguenot, et l'on peut dire qu'il n'y en avoit pas dans l'élection de Laval deux familles, tant grandes que petites, entre lesquelles le sieur comte de Marcé, demeurant à sa vicomté de Terchant, est décédé, laissant, comme a été dit ci-dessus, un fils en bas-âge et deux filles, sous la tutelle d'Henriette de la Masse, leur mère, qu'on ne croit pas catholique de très bonne foi.

les protestants étaient peu nombreux, leur départ pouvait contribuer à la dépopulation du pays, en entraînant celui des ouvriers qu'ils employaient où faisaient vivre. La vérité de cette assertion, vient d'être démontrée, pour ce qui concerne la ville de Tours, par M. A. de Chauvigné, dans une étude récemment publiée. D'autre part, nous constatons que Miroménil, dans son *Mémoire*, dit que les ouvriers qui ont quitté les manufactures sont partis « depuis la guerre. » Il ne fait aucune allusion à la révocation de l'édit de Nantes.

Tout prouve donc, comme nous l'avons déjà dit et comme le remarque Le Clerc du Flécheray, que les protestants étaient alors en nombre très restreint, à Laval et aux environs, contrairement à ce qu'ont supposé les écrivains modernes qui ont raconté l'histoire du calvinisme à cette époque.

On ne connaît presque pas de réfugiés du Maine en Allemagne. Il est probable qu'ils gagnèrent l'Angleterre ou la Hollande, où il serait sans doute possible de retrouver aujourd'hui quelques traces des anciennes familles protestantes de notre contrée qui vinrent s'y établir à la fin du XVII^e siècle. Nous entreprendrons, peut-être, plus tard, cette intéressante étude.

Le sieur Desvaux, demeurant à Loresse, paroisse d'Ahuillé, est sorti du royaume, et ses biens vendus par décret. Les filles du sieur Demay, demeurant à la Poterie, paroisse de la Brulatte, sont converties et vivent d'assez bonne foi. Il y avait dans la même paroisse deux ou trois laboureurs dont on n'a pas entendu parler.... » (*Ibid.*, pp. 85-86).

APPENDICE

NOTE GÉNÉALOGIQUE SUR THOMAS DUCHEMIN, S^r DE LA VAUZELLE, ET SUR AMBROISE LE BALLEUR¹.

I

« Thomas Duchemin de la Vauzelle était fils de Thomas Duchemin, avocat, licencié ès lois et d'Anne Audouin ; son parrain fut Thomas Duchemin de Châtelain, sa marraine la femme de Pierre Audouin. Il naquit le 1^{er} juillet 1559 et fut baptisé en l'église de Saint-Vénérand.

« Son père dut se remarier, car je trouve, le 24 janvier 1573, la naissance de Pierre, fils de Thomas Duchemin, avocat, licencié ès lois et de Marie le Balleur. Les parrains et marraines furent Pierre Audouin, s^r des Chênes, et Guillemine du Pont, veuve de François Duchemin, s^r de Barbain.

« En 1597, je lis la naissance de Lezine, fille de Thomas Duchemin, procureur fiscal, et de Judith de Lau-nay. Parrain : Ambroise Audouin de la Bourgonnière ; marraine : Mathurine de Charné, femme de François

1. Nous devons à l'extrême obligeance de M. Louis de la Beauvuère, que nous prions de recevoir ici l'expression de nos sincères remerciements, la communication de ces précieux renseignements.

Duchemin de Barbain. Ce baptême catholique, fait en l'église de Saint-Vénérand, laisse croire que Thomas Duchemin n'était peut-être pas encore protestant à cette époque, et qu'il ne portait pas, déjà, le nom de la Vauzelle, car je ne le vois ainsi nommé que dans l'acte suivant.

« 1610. — Naissance de Jean de Launay, fils de Lancelot, s^r de la Bigottière, receveur des traites, et de Marguerite Barbes. Parrain : Jean Barbes, s^r du Puits, procureur fiscal d'Evron ; marraine : Judith de Launay, femme de M. Thomas Duchemin, s^r de la Vauzelle, procureur fiscal.

« Cet acte donne aussi à penser que Judith de Launay n'avait pas embrassé le protestantisme.

« La famille Duchemin, à laquelle appartenait Thomas de la Vauzelle, était une des plus anciennes et des plus considérables de Laval. Sa fortune était énorme, et ses représentants, remplissant les charges les plus importantes, formèrent de nombreuses branches dans notre ville, depuis le XIV^e siècle jusqu'à nos jours.

« Les armoiries de la famille Duchemin sont *un chameau*, dont la couleur diffère pour chacune des branches. Celle de Thomas Duchemin de la Vauzelle portait : *D'or au chameau de sable*.

« Le nom et la terre de la Vauzelle, située en Argentré, furent longtemps conservés dans la famille Duchemin, car, en 1728, vivait à Laval Joseph Duchemin de la Vauzelle, mort sans laisser de postérité.

.....
« Judith de Launay était fille de François de Launay, écuyer, sieur de la Roche, et de Lezinne Gesland, fille de Jean Gesland, avocat fiscal à Laval, et de Renée Le Tourneurs, son épouse.

« La famille de Launay devait son nom au château de Launay en Beaulieu. Armes : *De sable à trois cannettes d'argent 2 et 1.* »

II

« Ambroise le Balleur appartenait, lui aussi, à une ancienne famille connue au Mans et à Laval, dès le commencement du XV^e siècle. Ses armoiries étaient : *De sinople à la montagne d'argent chargée d'un sauvage couché et appuyé sur une boule : une fasce d'or en devise soutenant un chef d'azur fleurdelisé* (ancien cachet).

« Elle a donné au Mans un procureur du roi (1492), un avocat (1508), un enquesteur du roi (1529), un procureur du roi et échevin (1607), un récollet, définiteur et gardien pour la province du Maine (1550), un autre, deux fois définiteur de tout l'ordre (1600) ; à Laval, deux lieutenants particuliers et deux sénéchaux de la Commanderie de Thévalles et du Breil-aux-Francis (1692-1766). Ambroise Le Balleur était fils de Raoullet le Balleur et de François Gougeon ; il naquit le 10 octobre 1536.

« Comme me le prouvent différents actes que j'ai sous les yeux, Thomas Duchemin de la Vauzelle était son parent ou tout au moins son allié, et ces deux personnages durent embrasser à la même époque les erreurs de la nouvelle religion. Il habitait Paris lorsqu'il fut appelé à Orléans pour y exercer la place de premier ministre de la religion de Calvin ; de là il vint à Vitré. »

(Extrait des archives de M. Louis-Julien Morin de la Beauluère). — « Les renseignements qui m'ont servi à faire cette note généalogique sont extraits d'un registre de Saint-Vénérand, commençant en 1532, et des généalogies Duchemin et Le Balleur. »

PIÈCES JUSTIFICATIVES

I

EXTRAITS DES PAPIERS DES AFFAIRES DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE LAVAL 1599-1602.

Il a esté promis à M^r Estienne Besnard, ministre de la parolle de Dieu, la somme de deux cents livres par an pour annoncer lad. parolle de Dieu, les jours de dimanche, en la maison de Polligny, de troys semeynes en trois semaines, à commencer le premier jour de novembre l'an mil cinq cent quatre-vingt-dix et neuf et finir pareil jour.

Je soussigné confesse avoir receu des anciens de l'Eglise de Laval la somme de deux cents francs pour partye de ma pension pour l'année mil six cent. A Poligni, ce 4 janvier 1600. Signé : BESNARD.

Je soussigné confesse avoir receu cent francs des plus anciens de l'Eglise de Laval, sur ma pension de cette présente année 1601.

Fait à Polligny, au 1^{er} juillet dud. an.

Signé : BESNARD DIT BRANCHOUÈRE.

Je soussigné contesse avoir receu, des anciens de l'église de Laval, pour le reste de ma pension de l'année, écheue à la Toussaint dernière passée, qu'on disoit l'an mil six cent, la somme de cent francs.

Fait à Polligny, cinquième de janvier 1602.

Signé : BESNARD DIT BRANCHOUÈRE.

Je soussigné confesse avoir reçu la somme de cent francs, des anciens de cette église, pour la première partye de ma pension de l'année mil six cent deux.

Fait à Polligni le premier juillet 1602.

Pour faire la somme de deux cents livres accordées à M. Estienne Besnard, sieur de la Branchouère, et pour le remboursement des fraicts qui ont esté faicts pour avoir led. pasteur et pour autres fraicts qu'il conviendra faire pour aller au sinode et autres necessaires pour lad. Eglise de Laval, les taxes ont esté faictes comme s'ensuit, et premier... (Ici se place la liste donnée dans le chapitre premier de ce travail qui s'élève à « 80 escus 6 sols 6 deniers).

Signé : BESNARD dit BRANCHOUÈRE.

Le (*sic*) novembre 1599, baillé à M. de la Branchouère la somme de vingt-cinq escus. 25 , ,

Plus à lui baillé dix escus. 10 , ,

Le 3^{me} d'octobre 1600, baillé à M. de la Branchouère seize escus quarante sols. 16 40 ,

Le 10 aoust 1600, à lui baillé quinze escus. 15 , ,

Total. 66° 40° ,

Les sommes ci-dessus ont esté receues par led. s^r de la Branchouère, montant la somme de deux cents livres, et ce pour une année qui a finy le dernier jour d'octobre l'an mil six cent.

Le (*sic*) janvier 1601, baillé à M^r de la Branchouère, sur l'année qui a commencé le premier jour de novembre 1600, la somme de cinq escus et demy 5° 30° ,

72° 10° ,

J'ai baillé, sur les fraicts de minses quy ont esté faicts depuis le mois d'octobre 1599 jusqu'au dit mois 1600 :

Le 12 janvier 1600, baillé à M. de la Vauselle pour payer ung cheval de louège pour M. de la Branchouère, qui estoit venu le dimanche neuvième dud. mois à Polligny, ung escu douze sous six deniers 1° 12° 6^d

Le sieur de la Ronse a avancé pour des voya-

ges qui ont esté faicts pour l'Eglise, sur laquelle
somme je luy ay baillé sept cars d'escus qua-
rante-cinq sous. 1° 45° ,

Le sieur de la Ronse et moy Saillant-Bruneau
avons baillé, chascun par moitié, quatre escus à
M. de la Vaucelle, pour aller au sinode le (*sic*)
juillet 1600, [sur] laquelle [somme] de quatre
escus, j'ai rendu deux au sieur de la Ronse et
reprins deux sur l'argent qui a esté receue. . . 4° , ,

Le (*sic*) feuvrier 1601, baillé à M. de la Ronce
cinquante et neuf sols , 59° ,

Somme de la minse : quatre-vingt escus six
sols, six deniers, qui est pareille à la recette. . . 80° 6° 6^d

J'ai receus, les jours de scène, pour les pau-
vres, depuis le mois de novembre 1599 jusque
au dernier décembre, la somme de vingt-huit
livres neuf sous neuf deniers, dont elle a esté
distribuée comme sansuit, premier :

Baillé à Estienne Dupré, [pour] cinq jours de
scène, cinq sous , 5° ,

Sur la fin d'avril 1600, baillé à Yvon Bellenger,
par l'advis de M. de la Vauselle, vingt sols . . . 1° , ,

Donné au Mauguet trois sous , 3° ,

En may 1600, envoyé à Estienne Dupré, pour
sa fille, vingt-cinq sous. 1° 5° ,

Aud. moys, baillé à une pauvre d^{elle} de Sougé. . . 10° ,

En juillet 1600, M^r de la Vauselle m'a fait bail-
ler à ung prisonnier de la Religion vingt-cinq
sols. 1° 5° ,

Plus baillé aux s^{rs} de la Vaucelle et la Ronse,
pour ung prisonnier, quand il est sorti du
chasteau, ung escu 3° , ,

Baillé au prisonnier, pour la faye, quinze
sols. , 15° ,

Le 23° septembre 1600, baillé à René N... vingt-
cinq sols 1° 5° ,

En septembre 1600, [pour les besoins] de la scè-
ne, baillé à la femme d'Estienne Dupré trente sols. . 1° 10° ,

20

Led. jour, par l'avis du Consistoire, à Yves	
Bellenger vingt sols	1° , ,
Led. jour baillé à Saillant, pour la scène, cinq	
sols.	, 5° ,
Baillé aux prisonniers, par deux foy, six sols.	, 6° ,
Plus, baillé aud. Saillant cinq sols.	, 5° ,
Baillé au portier de Poligny trois sols	, 3° ,
Baillé à ung prisonnier cinq sols.	, 5° ,
Par l'avis du Consistoire, a esté prins, pour	
Saillant, à la boiste des pauvres, quinze sols,	
tous les trois semaines à lui baillés.	, 15° ,
Auparavant ce jour, M. de la Vaucelle lui avoit	
baillé, de l'argent des pauvres, quinze sols. .	, 15° ,
Le 3 ^{me} décembre, par l'avis du Consistoire, a	
esté baillé à ung jeune homme, qui alloit estu-	
dier, deux escus	6 ^l , ,
Baillé à Saillant, à la fin de décembre, quinze	
sols.	, 15° ,
Baillé au Mauguet, qui estoit portier à Poligny,	
deux sous	, 2° ,
Baillé à Saillant dix sous.	, 10° ,
Baillé aux prisonniers cinq sous.	, 5° ,
Total.	22° 9° 9 ^d

Il reste encore à départir une somme de deux escus cinq sous neuf deniers.

Plus baillé à Saillant vingt-huit escus neuf sous neuf deniers.

II

COMPARUTION DE PIERRE DEMAY, ÉCUYER, S^r DUD. LIEU, CI-DEVANT MINISTRE DE L'ÉGLISE PRÉTENDUE RÉFORMÉE DE TERCHANT, PAROISSE DE RUILLE-LE-GRAVELAIS, DEMEURANT EN SA MAISON DE LA POTERIE, PAROISSE DE LA BRULATTE, DEVANT AMBROISE TOUCHARD, CONSEILLER DU ROI, JUGE, ETC. LAVAL, 21 AVRIL 1684.

Le 21^{eme} avril 1684, par devant nous Ambroise Touchard, conseiller du roy, juge, etc.. en présence du procureur du roy et assisté de M^e René Renusson, nostre greffier,

A comparu Pierre Demay, escuier, s^r dud. lieu cy-devant ministre de l'église prétendue réformée de Terchant, p^{sse} de Ruillé-le-Gravelais, frontière de Bretagne, de nostre ressort, demeurant en sa maison de la Poterie, p^{sse} de la Bruslatte, lequel nous a dit qu'ayant esté adverty qu'en conséquence d'un arrest du Conseil d'Etat du mois d'aoust dernier 1683, publié et enregistré aud. siège, il estoit obligé de représenter lesd. anciens et nouveaux registres desd. baptêmes, mariages et sépultures de lad. église, même ceux de l'église prétendue réformée qui fust autrefois au château de Poligny, p^{sse} de Bonchamp, à deux lieues de ceste ville, s'il y en avoit. Il représente ung gros registre relié, couvert d'un parchemin simple et rompu de vétusté sur le dossier, in-folio, de moyen papier, contenant d'un costé les baptêmes de ceux de lad. religion faits à Poligny, et en suite copie, signée dud. Demay, de ceux faits à Terchant, commençant lesd. baptêmes au premier desd. feuillets par celuy d'Abel Beauné, du 4^{me} jour de-fevrier 1601, signé Besnard, ministre à Poligny, et finissant par le baptême d'Elisabeth-Magdeleine des Vaux, fille de Samuel des Vaux, escuier, s^r de Loresse et [de] dame Elisabeth Courant, sa femme, du 19 aoust 1642, signé dud. Demay ; finissant lesd. baptêmes faits à Poligny le deux mai 1643, pour commencer ceux faits à Terchant le 11 novembre 1660. De l'autre costé dud. registre, lequel commence par les papiers des affaires de l'Eglise réformée de Laval, les premiers feuillets contiennent les paiements faits aud, s^r Besnard-Branchouère, ministre dud. Poligny, et lesd. contributions de chacun de ceux de lad. Eglise, et les autres feuillets suivants contiennent lesd. mariages faits aud. Poligny, le premier du 14 décembre 1603, le dernier du 19 juillet 1637, lesd. feuillets escripts de chaque costé dudit registre, après avoir barré les blancs de chacun d'iceux costez et paraphez et arrestez lesd. feuillets escripts de chaque côté dud. registre par ces mots : Premier feuillet, etc., etc., suivant nostre procès-verbal de ce jour ; lequel registre led. Demay a laissé à maistre Pierre Davost, nostre greffier, après qu'il a esté paraphé en chacun desd. feuillets escripts, ensuite lu, costé et para-

phé sur iceux blancs ; et, suivant led. arrest, la copie imprimée, signée Richarvil, [pour] M^r l'Intendant, a esté remise au procureur du roy.

Le présent procès-verbal dressé par nous Ambroise Touchard, conseiller du roy, juge susdit, led. jour 21^{me} avril 1684.

Signé : DEMAY, ci-devant ministre de Terchant.

TOUCHARD.

RENUSSON, commis greffier.

III

PROCÈS-VERBAUX ET ORDONNANCES TOUCHANT LE S^r DEMAY ET AUTRES NOUVEAUX CONVERTIS. LAVAL, 27 JUIN 1686.

Nous Ambroise Touchard, conseiller du Roy, juge, etc. Estant en nostre maison aud. lieu, le mardy vingt-cinquieme du présent mois de juin, y seroit venu M^e Pierre Bureau, prestre docteur de Sorbonne, curé de la paroisse de la Sainte-Trinité de ceste ville, faisant les fonctions de Grand Vicquaire de Monsieur l'evesque du Mans, qui nous auroit dit avoir receu plainte, au Mans, de divers lieux, que M^e Pierre Demay, cy-devant ministre de la R. P. R. demeurant à sa maison de la Poterie, paroisse de la Bruslate, en notre ressort, en faisoit et faisoit faire exercice contre les deffences du Roy par sa déclaration du mois d'octobre dernier de révocation de l'Edit de Nantes et au préjudice de l'abjuration que lon disoit que led. Demay avoit faite, en la ville de Rennes, de sa religion, nonobstant quoy il ne faisoit les exercices de la Catholicque, tenoit de mauvais discours contre icelle, entretenoit sa famille en la prétendue réformée, en faisoit des leçons avec [les] nouveaux convertis, retenoit en sa maison et en des voisines des livres defendus par la déclaration du roy, du mois d'aoust dernier, desquels faits il venoit de donner advis à Monsieur l'Intendant arrivé en ceste ville led. jour vingt-cinq juin, qui luy avoit dit revenir avec nous le trouver le lendemain, où estant allez Monsieur l'Intendant nous avoit dit d'informer exactement desd. faits et avecques de la qualité, luy en en-

voyer nos avis et informations, faire saisir et oster aux nouveaux convertis les livres deffendus, faire saisir les héritages en nostre ressort de ceux qui se sont absentez et mettre à l'Hôpital général les enfants des nouveaux convertis, le tout suivant les intentions du Roy portées és déclarations de Sa Majesté, publiées et registrées à nostre Siège et lettres à nous escriptes par Monsieur l'Intendant.

De tout quoy avons dressé le présent procès-verbal en l'assistance de M^e René Renusson, nostre greffier, le vingt-septieme juin mil six cent quatre-vingt-six. Communiqué à M^e Ambroise Guays, doyen des advocatz pour la vaccance des charges d'avocat et procureur du roy à notre siège.

Donné aud. Laval par devant nous juge susd. led. jour et an.

A. TOUCHARD.

R. RENUSSON.

Veu le procès-verbal cy dessus, je requiers pour le roy estre informé et fait suivant les ordres de Monseigneur l'Intendant à Laval led. jour vingt-septiesme juin mil six cent quatre-vingt-six.

GUAYS.

Nous ordonnons estre fait suivant les intentions de Monsieur l'Intendant à nous particulièrement expliquées et comme suit icelle, et il sera par nous informé à la requeste du procureur du roy, poursuite et diligence dud. Guays des faits cy-dessus concernants led. Demay, et que les livres deffendus seront saisis ; à laquelle fin, nous nous transporterons, en l'assistance de nostre greffier et d'un de nos sergents, samedi prochain, és paroisses de Ruillé, la Gravelle, la Bruslatte, en l'abbaye de Clermont et autres lieux, pour informer des faits ci-dessus et de ceux contenus sur mémoire qui nous en a esté donné par led. s^r Bureau, circonstances et dependances, ensemble pour faire perquisition des enfants des nouveaux convertis qui n'ont moyen entrer en des pensions pour les faire mettre à l'Hôpital général, Mandant auprès de nos sergents et autres royaux assigner les tesmoins et faire tous exploits et affaires susdites à la requeste du procureur du Roy, poursuite et diligence dud. Guays de ce faire.

Donné aud. Laval par devant nous Ambroise Touchard, conseiller du roy, juge etc. led. jour vingt-septiesme juin mil six cens quatre-vingt-six.

TOUCHARD.

IV

ENQUÊTE FAITE SUR LA CONDUITE DES NOUVEAUX CONVERTIS PAR AMBROISE TOUCHARD, CONSEILLER DU ROI, JUGE, ETC. AU BOURG DE RUILLE, A LA MUSSIÈRE, PAROISSE DE LA BRULATTE, AU BOURG DE LA BRULATTE ET A LA POTERIE, SITUÉE DANS LA MÊME PAROISSE. — SAISIE DES LIVRES DÉFENDUS. — ARRESTATION DE MARIE HUCHET, SERVANTE DE PIERRE DEMAY, ÉCUYER, S^r DUD. LIEU, CI-DEVANT MINISTRE DE LA RELIGION PRÉTENDUE RÉFORMÉE, QUI EST CONDUITE A L'HOPITAL GÉNÉRAL DE LAVAL. LAVAL, 1^{er} JUILLET 1686.

Nous Ambroise Touchard, conseiller du roy, juge susd. nous sommes transporté, assisté de nostre greffier et de Jean Sallior, l'un de nos sergents, et de Louis Deffay, l'un de nos domestiques, au bourg de Ruillé, distant de trois lieues et descendu en la maison du nommé Chesneau, cabaretier, hôte aud. bourg, et de là entrez au presbytère, où nous avons entendu le temoignage de M^e Louis Subrard, prêtre curé de lad. p^{see} de Ruillé, suivant l'assignation à lui donnée.

De là sommes allez au chasteau du vicomte de Terchamp, appartenant à M. Claude de Royan, baron de Marcé, où ayant trouvé la dame son espouse, qui nous a dit led. s^r estre dans la ville de Paris, lequel avoit ordre du Roy s'y rendre, sur ce lui avons exposé l'ordre de Sa Majesté pour l'instruction de ses enfants portée par la lettre de M. l'Intendant du Roy, du présent moys, à nous escripte.

Dud. Terchamp, distant ce dernier lieu du bourg de Ruillé, sommes allez au lieu nommé la Mussière, paroisse

de la Bruslatte, demeure de Philippe Huchet et de Marguerite Bourdon, sa femme, nouveaux convertis, où ayant rencontré lad. Bourdon, lui avons enjoint de faire comparoir devant nous ses enfants et de nous rendre raison de leur instruction à la religion catholique. A quoy satisfaisant, elle nous a dit son mari estre en la paroisse de la Gravelle, aux vespres dud. lieu, et René Huchet, leur fils aîné, estre au bourg de la Bruslatte, aussi aux vespres, et que Marie Huchet, leur fille aînée, estoit depuis deux ans en la maison où demeure du s^r Demay, ci-devant ministre de la R. P. R., et à l'esgard de ses autres enfants les a fait comparoir devant nous au nombre de cinq, savoir : Gabriel Huchet, âgé de 15 ans, Elisabeth, âgé de 8 ans, deux petits garçons, âgés l'un de 6 ans et l'autre de 4 ans, et une petite fille âgée de 18 mois. A déclaré que l'on faisoit lire Gabriel et Elisabeth dans des petits livres de dévotion qu'elle nous a représentés au nombre de trois et a dit luy avoir esté donnés par le curé de la p^{se} de la Bruslatte. Luy avons enjoint d'envoyer lesd. Gabriel et Elisabeth à l'escole aux instructions du cathechisme de la p^{se} de la Bruslatte. A quoy nous avons chargé led. curé d'avoir l'œil et qu'à défaut lesd. enfants Huchet nous les ferions mettre à l'Hôpital de Laval.

A quoy ayant promis de satisfaire, nous nous sommes transportez au bourg de la Bruslatte, distant d'une lieue de lad. maison de la Mussière et entrez au presbytère dud. lieu, à défaut d'hostellerie dans le bourg, où avons entendu en témoignage led. sieur curé, nommé Charles Toulhier, et chacun F^{ois} Cosson, Jacques Poullain, Jean Casson, Catherine Tripan, selon l'assignation séparée, à nous donnée, ce jour, par led. Salliard, sergent royal, pour poursuivre lad. information.

Et la nuit approchant, nous nous sommes retirés au lieu nommé Lair du Bois, en la paroisse de la Bruslatte en la maison de Lair Deybois, habitée par Charles Valler, notaire royal en lad. paroisse de la Bruslatte, où avons couché, et, le lendemain, 1^{er} jour de juillet 1686, nous juge susdit nous sommes transporté à l'abbaye de Clermont, où estant nous avons continué nos informations et, parlant

au frère Adam Lenoir, prêtre religieux, sous-prieur de lad. abbaye, et frère François Lehirbec, aussi religieux de lad. abbaye, et, ce fait sommes allez de lad. abbaye en la maison de la Poterie, p^{sse} de la Bruslatte, où demeure Pierre Demay, escuier, cy-devant ministre de lad. R. P. R. distant d'un quart de lieue, où lui avons représenté l'acte de son abjuration et celui de sa femme et de ses quatre filles et nous avons saisi les livres contre la religion catholique. Ensemble nous sommes saisis de Marie Huchet, sa servante, pour la faire instruire aud. Hôpital général de Laval, suivant lad. lettre du dixieme jour de juin, et conduite aud. Hopital.

Ce fait en la maison dud. Demay, nous sommes rentrez aud. Laval, distant de trois lieues de lad. maison de la Poterie, après avoir repassé par lad. abbaye. Sommes arrivé aud. Laval sur les sept heures du soir, fait mettre les livres en une maison et du tout dressé le présent procès-verbal et arrêté aud. Laval led. jour 1^{er} juillet aud. an.

Signé : TOUCHARD.

SALLIORD.

RENUSSON.

V

COMPARUTION DE PIERRE DEMAY, ÉCUYER, S^r DUD. LIEU, CI-DEVANT MINISTRE DE L'ÉGLISE PRÉTENDUE RÉFORMÉE, DE MARIE DE PROUVÈRE, SA FEMME, DE JEANNE-MARGUERITE, MARIE-JACQUETTE, ELISABETH ET FRANÇOISE-MARGUERITE, TOUTES LES QUATRE FILLES DES PRÉCÉDENTS, DEVANT AMBROISE TOUCHARD, CONSEILLER DU ROI, JUGE, ETC. ETC. QUI EXIGE LA PRÉSENTATION DES ACTES D'ABJURATION DE CETTE FAMILLE. — ARRESTATION DE MARIE HUCHET, SERVANTE DU MINISTRE, QUI EST CONDUITE A L'HOPITAL GÉNÉRAL DE LAVAL. LAVAL, 1^{er} JUILLET 1686.

Du lundi 1^{er} juillet 1686, nous Ambroise Touchard, conseiller du roy, juge, etc. nous sommes transporté de l'abbaye de Notre-Dame de Clermont, assisté de M^e René Renusson,

nostre greffier, et de Jean Sallior, en la maison de la Poterie, p^{ess} de la Bruslatte, demeure du sieur Pierre Demay, cy-devant ministre de la religion prétendue réformée, auquel avons demandé son abjuration et de sa famille de lad. religion réformée, qu'ils auroient toujours professée, l'ouverture de son estude pour y voir ses livres, et avons fait comparoir sa servante Marie Huchet. A quoy satisfaisant, nous a présenté son abjuration faite le cinquiesme de décembre dernier, signée du secrétaire de Monseigneur l'Eveque [de Rennes] et scellée de ses armes, au secrétariat duquel la minute a esté remise, et celle de lad. dame Marie de Prouvère et de ses quatre filles Jeanne-Marguerite Demay, Marie-Jacquette Demay, Elisabeth Demay et Françoise-Marguerite Demay, lesd. abjurations faites en la chapelle de Notre-Dame-du-Chesne, paroisse de Loiron le 17^{me} janvier dernier, escriptes et signées de M^e Pierre Bureau, l'un des curés de la paroisse de la Sainte Trinité de Laval, lesquelles sont demeurées aux mains des s^r et dame Demay; lesquels nous ont prié d'entrer dans leur estude, les livres de laquelle ayant esté visitez, en avons retenu vingt-cinq volumes, la plus grande part in-octavo et in-douze et au-dessous, sans aucun in-folio; lesquels avons déclaré emporter pour en estre ordonné suivant les déclarations du Roy dud. mois d'aoust dernier et arrest du mois de septembre suivant, prohibitifs contre la religion catholique, publiés et registrés à notre siège; et ensuite fait venir devant nous lad. Marie Huchet, laquelle il nous a déclaré la mettre en nos mains et n'empêcher que nous la fassions conduire où bon nous semblera. Laquelle Huchet, pleurant et se lamentant, avons déclaré nous en saisir pour l'amener à l'Hospital général, conformément aux ordres du Roy et la lettre de M. l'Intendant du 10 juin dernier.

Du tout avons dressé le présent procès-verbal en la maison desd. s^r et dame Demay, led. jour aud. an.

Signé : RENUSSON.

TOUCHARD.

DEMAI.

SALLIORD.

Et estant sorti de lad. maison de la Poterie, nous sommes retourné en lad. abbaye pour continuer nostre infor-

mation, où ayant demandé un cheval, nous y avons fait monter lad. Marie Huchet pour estre remise par nostre valet entre les mains de M. Charles Fournier, sieur du Pont, économe de l'Hospital général de Laval, où elle est arrivée sur les sept heures du soir.

VI

MISE EN LIBERTÉ, PAR ORDRE D'AMBROISE TOUCHARD, CONSEILLER DU ROI, JUGE, ETC., DE MARIE HUCHET, QUI EST REMISE AUX MAINS DE MARGUERITE BOURDON, SA MÈRE. LAVAL, LE 16 NOVEMBRE 1686.

Sur les requestes à nous verbalement présentées plusieurs fois par Marie Huchet denommée ci-dessus et reitérées ce jour par Marguerite Bourdon, sa mère, à ce qu'il nous plaise lui donner la liberté de retourner en la maison de son père pour leur rendre les services qu'elle leur doit, dont ils ont d'autant plus besoin que deux de ses sœurs sont malades depuis longtemps, laquelle Huchet ayant esté aud. Hospital Saint-Louis, où elle a esté instruite en lad. religion catholique, qu'elle désire professer, suivant la promesse qu'elle en a faite en son abjuration de la religion prétendue reformée pour suivre les exercices de la catholique en la paroisse de la Bruslatte, nous M^e Auguste-Pierre Guays, prestre chanoine de l'Eglise collégiale de Saint-Tugal de ceste ville, qui avons plusieurs fois conversé avec lad. Huchet, l'avons entendue en confession, au demeurant, lad. Huchet ayant de la peine d'estre renfermée aud. Hospital, n'y profiteray pas davantage dans la religion catholique, sur laquelle elle doit estre suffisamment instruite pour en suivre les exercices dans la paroisse de la Bruslatte, à quoy le s^r curé d'icelle, dont la probité est connue, veillera, ouy aussi led. M. Charles Fournier, économe dud. Hospital, ensemble M^e Abel Guays, doyen des advocatz de ceste ville, nous avons remis lad. Huchet entre les mains de lad. Bourdon, sa mère, pour l'emmener en sa

maison et vivre ensemble dans lesd. exercices de la religion catholique, avec défense à lad. Huchet de mettre sa fille en condition en aucune maison où l'on a fait profession de la religion prétendue réformée, à peine d'estre à nouveau renfermée dans led. Hospital général.

Fait et arrêté aud. Hospital par nous Ambroise Touchard, le 16 novembre 1686.

(Ces pièces sont extraites des manuscrits inédits de la Bibliothèque de Laval).

ANDRÉ JOUBERT.

LES FAUSSES MAILLES

BRABANÇONNES

DANS LE BAS-MAINE

La trouvaille de menues monnaies brabançonnaises faite au Bois-au-Moine à Torcé-en-Charnie n'est pas un fait isolé dans notre contrée. En 1880, M. le curé de Saint-Julien-du-Terroux, démolissant son église, en découvrit plusieurs dans un trou de la muraille, à l'intérieur, en même temps que d'autres toutes semblables étaient trouvées à Pontmain. Aidés par M. Hucher, le regretté président de la *Société historique et archéologique du Maine*, M. l'abbé Trotin, alors professeur au grand-séminaire de Laval, et M. Faurax, adjudant-major au 101^e, purent faire de ces dernières la lecture et l'attribution.

« Ces monnaies sont de Jeanne de Wesemale, épouse de Henry de Diest, comtesse de Gerdingen (comté de Loos); elles sont de deux types, quoique l'avvers soit partout identique.

Avers : NOMEN DNI NOS(TRI)

Revers : 1^o JOHANNA DOMINA D

2^o JOHANNA DE GAR(DINGEN)

Epoque : 1460 à 1480¹. »

1. Lettres de M. l'abbé Trotin, aujourd'hui professeur à l'Université catholique de Lille, à M. le curé de Saint-Julien-du-Terroux, 13 juin et 12 juillet 1880. — *Procès-verbaux et documents* de la Commission historique de la Mayenne, Tome II, page 37.

M. A. d'Hauterive attribue également à Jeanne de Wesemale les mailles trouvées en si grand nombre à Torcé-en-Charnie ; la légende seule est un peu différente¹. Ainsi toutes ces petites pièces de billon sont de même origine, et viennent d'un pays sans rapport connu avec le Maine. Quelle est donc la cause de la diffusion d'une monnaie baronniale des Pays-Bas dans le Bas-Maine ? MM. Trotin, Faurax et d'Hauterive, comme nous et beaucoup d'autres sans doute, se sont posé cette question. La découverte du *trésor* de Torcé, composé uniquement de piécettes toutes du même module, au nombre de 13,000, nous avait seulement fait croire que ces mailles avaient été enfouies avant d'être mises en circulation. On ne fait pas un pareil monopole d'un même type de monnaies une fois qu'elles ont été dispersées. Elles avaient donc été fabriquées frauduleusement sur place, ou apportées d'ailleurs et cachées en attendant qu'on puisse les écouler. Mais ce n'était là qu'une supposition. C'est en travaillant en commun avec un aimable confrère², aux Archives nationales, que l'explication définitive nous a été donnée.

Nous réservions ces documents pour un travail d'ensemble sur les faux-monnayeurs dans la Mayenne, et Dieu sait s'il y en eut depuis Julien de Lesnières, seigneur dudit lieu, jusqu'au curé de Bannes qui fut pendu ; mais pour ne pas laisser s'égarer l'opinion sur une question posée, nous ne retarderons pas cette publication, regrettant que l'histoire fasse plus d'honneur à l'industrie de nos compatriotes du XV^e siècle qu'à leur probité commerciale.

Les trois pièces que nous allons analyser sont des lettres de rémission accordées par le roi à des individus qui avaient été condamnés par des juridictions inférieu-

1. *Bulletin de la Commission historique et archéologique de la Mayenne*, n° 1. de la deuxième série, pages 82-86.

2. M. l'abbé Ledru, auteur du charmant travail sur *Anne de Laval et Guy Turpin*, inséré dans l'*Annuaire de la Mayenne* de 1889.

res, ou qui s'étaient exilés sous le coup de poursuites judiciaires. Ceci explique la demi sincérité que mettent les coupables dans leurs confessions, et les détails circonstanciés qu'ils ne ménagent pas ; car la rémission n'était valable qu'autant qu'elle exprimait toute la matérialité des faits incriminés. Si un fait quelconque, connu du juge subalterne était omis dans la lettre de grâce, celle-ci était déclarée obreptice et l'entérinement pouvait en être refusé.

I

Des trois commerçants malheureux que nous avons à présenter, c'est celui de Torcé-en-Charnie qui, d'après l'ordre des dates, va le premier nous déclarer ses fautes et son infortune. Il se nomme « Jehan Pasquier, pauvre jeune homme de l'aage de vint ans, chargé de femme qui n'a que ung bras et troys petits enfans, natif de la ville de Torcé-en-Charnie. » Ce pauvre garçon, qui s'était marié si jeune avec une femme si incomplète, était marchand de bœufs gras. Au mois de janvier 1462, il en avait acheté plusieurs et avec un nommé Garnier, *son parçonnier*¹, il les mena à Paris. On voit que, dès cette époque, nos compatriotes approvisionnaient des bœufs du Bas-Maine le marché de la capitale. Cette année-là, « pour ce qu'ilz ne pouvoient vendre en la dite ville de Paris (leur marchandise), aussy qu'ilz trouvèrent en icelle ung compaignon qui leur dist que s'ils menoient leurs beus en la ville de Mons, au pais de Haynaut, que ilz y gaigneroient plus que la moitié que au dit lieu de Paris, » Pasquier et son associé se décidèrent à faire le voyage, et vendirent convenablement leurs bœufs. Le compaignon les avait suivis, et même ne les avait conduits si loin de la Charnie que pour écouler sa propre marchandise. Il leur dit alors « que s'ilz vouloient aller avec luy, là où

1. Associé ou domestique. Voir le *Dictionnaire du vieux français* de Godefroy.

il les meneroit, il les feroit encore gagner beaucoup. » Puisqu'il est allé jusqu'à Mons, Pasquier se dit qu'il pouvait bien prolonger son voyage de quelques jours, il suit son guide jusqu'à Saint-Sernacs. Là, le compagnon demande six écus et continue seul sa route, ne désirant pas sans doute qu'on découvrit son officine. Deux jours après il revient, apportant « quatre plains sacs de mailles pesans soixante livres ou environ » ; puis tous les trois s'acheminent vers la France, les deux Manceaux pour revoir leurs foyers, leur compagnon pour chercher de nouveaux clients. Nos compatriotes s'aperçurent que dans les endroits dangereux leur nouvel ami « mussoit les mailles, » ce qui leur fit croire, les honnêtes gens ! qu'elles étaient fausses. On se sépara au pont de Saint Cloud, près Paris ; nos compatriotes « très déplaisans de l'achat des mailles, » revinrent au Bas-Maine. Jean Pasquier veut toutefois, pour ne pas perdre sa peine et son argent, payer en fausses mailles les marchands qui lui avaient vendu des bœufs ; « mais ilz n'en voulurent prendre que bien peu. » Un marchand de drap fut plus accommodant, il en prit tant qu'on lui en donna à raison de trois mailles pour un denier¹, « dont le dit Pasquier fut bien joyeux. » Evidemment celui-là était un complice qui savait ce qu'il faisait, et à qui il avait affaire.

Les voyages et les aventures du jeune indigène de la Charnie continuent, et son commerce le ramenant à Paris, il y fait la rencontre d'un marchand, qui comme lui sans doute avait fait le voyage du Hainaut, car il portait des fausses mailles. Pasquier ne put souffrir cette indélicatesse, et trouva manière de les lui « embler, » non pour son profit, mais pour les livrer à la justice. On n'est pas plus consciencieux. Malheureusement il tarda à exécuter cette louable intention. Il était déjà dans le Maine, quand à Mamers des sergents trop curieux découvrirent le trésor, sans que son

1. Le denier valait deux mailles.

dépositaire ait rien fait pour les aider dans leur recherche ; ce qui déterminait le sénéchal du lieu à mettre le pauvre jeune homme en prison « où il est en danger, dit-il, de finir misérablement sa vie » si la miséricorde du roi n'intervient. Louis XI fut clément, Jean Pasquier fut rendu à sa femme « qui n'a que ung bras » et put *musser*, sans doute alors, dans le champ du Celé, le reste d'un trésor compromettant¹.

D'après quelques indices, nous croyons qu'il pourrait y avoir dans le champ de la trouvaille des découvertes plus précieuses à constater. On nous a montré des fragments de poterie ancienne qui s'y trouvent², dit-on, en quantité. Peut-être au temps de Jean Pasquier, y avait-il là quelques ruines encore apparentes, au milieu desquelles il aurait enfoui ses fausses mailles.

II

« Urbain Sivanne, pauvre homme de labour, demourant à Sainte-Marie-du-Boys, en la vicomté de Domfront, chargé de femme et sept petits enfans, » s'entremet aussi du commerce des fausses mailles, et peut avoir apporté au pays celles qu'on a trouvées dans l'église de Saint-Julien-du-Terroux. Cette localité n'est qu'à une lieue de Sainte-Marie-du-Bois. A l'en croire il serait plus excusable que Jean Pasquier, n'ayant fait qu'une seule fois le voyage des Flandres, d'où il ne rapporta qu'une minime quantité de mailles, et avec petit profit.

Voici ce qu'il veut bien nous apprendre :

« Au moys d'apvril dernier passé (1466), dit-il, considérant sa pouvreté et qu'il ne pouvoit bonnement entretenir sa dite femme et enfans, fut meu d'aller quérir des faulses mailles en la ville du Trec, en Almaine ;

1. Archives nationales, JJ, 198, f^{os} 452-453.

2. Du genre de celles qu'on qualifie de mérovingiennes.

et de faict y alla et achepta des dites mailles jusques à la somme de quatre escuz d'or, lesquelles, en la plus-part d'icelles, il a depuys mises les deux pour ung dernier tournois, tant au dit lieu de Sainte-Marie, que ailleurs ou pays, et y a gagné environ sept ou huit escuz et non plus. Pour raison duquel cas il doubta estre apprehendé par justice, et estre puny corporellement ; et à ceste cause n'oseroit jamais seurement converser, repaier ne demourer ou pays. »

En raison de sa bonne renommée passée, Urbain Sivanne obtint du roi des lettres de rémission datées de Montargis, au mois de juillet 1466¹.

III

Le troisième trafiquant de fausses monnaies est bien plus criminel que les deux précédents. Ce n'est pas une fois, ce n'est pas seul, qu'il fait la fraude, c'est pour lui un métier qu'il exerce régulièrement, tantôt voyageant en personne, plus souvent par des gens à gages et comme par un service parfaitement organisé avec relais et correspondants. Cet homme-là aurait inventé les messageries. Il a des relations avec grand nombre de villes d'Allemagne et d'autres pays. Ce ne sont point seulement des oboles qu'il achète et répand dans le Maine, mais toutes les monnaies divisionnaires y passent. Et puis quelle audace. La maréchaussée s'empare d'un de ses convois, il fait le siège de la maréchaussée, l'enfume comme on ferait un blaireau dans son terrier, et rentre en possession de son trésor et de ses chevaux. Michel Delaunay, qui se dit « povre marchand, chargé de femme et enfants, » nous semble être un personnage influent, et pour qui la justice locale de-

1. Archives nationales, JJ. 202.

vait avoir des ménagements. Il était « demourant à Marcillé-la-Ville, pres Arron. » Son histoire, qu'il va nous raconter, est dramatique et curieuse.

« Pour trouver manière de soy marchander, dit-il, et gagner la vie de luy, sa dite femme et ses enfans, (il) s'est entremis, par induction et advertissement d'autres, d'aller et envoyer au pais d'Almaigne et ailleurs hors (le) royaume, querir et achepter des faulses monnoies. Et de faict y a esté avec ung nommé Guillaume Lahee, et plusieurs aultres par plusieurs foiz et voiaiges, et si, y a envoié par aultres diverses et maintefoiz, tant en la ville d'Utreque, Thérembergue et Brecque, au dit pais d'Almaigne, que à Diste en Brabant et ailleurs... Et es dits lieux et pais a achepté et fait achepter grand nombre et quantitéz de faulses monnoies, comme mailles, doubles et deniers de Bretaine, gros de six blans et grous blans de six deniers la pièce. Desquelles faulses mailles il a aucunes foiz eu six livres pour ung bon escu ; autres foiz à six escuz pour ung, et autres foiz à plus ou moins. Et des dits gros de six blancs a eu pour quatre escuz la valeur de huit, et des dit grous blans pour vingt cinq escuz la valeur de cinquante, autres foiz plus et aucunes foiz moins. » Ne voilà-t-il pas une comptabilité en règle ?

Tout allait au mieux, le commerce prospérait et serait allé sans doute en se développant comme dans les maisons qui ont tout succès, quand survint un malheureux incident, où la trahison d'un complice jaloux fut pour quelque chose. Michel Delaunoy était allé chercher à Diste en Brabant VII^{xx} livres de fausses mailles, soit *soixante-sept mille deux cents* petites pièces semblables à celles du Bois-au-Moine. Grâce à son expérience des voyages lointains et à son adresse, il avait pu sur trois chevaux passer son trésor à travers toute la France, malgré les péages sans nombre qui la divisaient et exposaient les voyageurs à des visites incessantes. Il

était arrivé à Escouché, en Normandie, et avait remis les 140 livres pesant de mailles à un nommé Richard Leschaussier qui devait les transporter à la Haute-Métairie. La commission fut faite, Guillaume Lecomte, valet de l'honnête Delaunay, alla chercher le dépôt; mais, fatalité et trahison ! arrivé à Marcillé il trouve pour le cueillir un nommé Tetrel, sergent royal, et Guillaume Lahee, l'ancien complice. On saisit les mailles et les trois chevaux, et le tout fut mis en fourrière dans l'hôtel de Guillaume Lahee, à Grazay, en attendant qu'on transportât à Mayenne le corps du délit.

Delaunay, appelé ailleurs par ses affaires, était absent au moment de la capture. A son retour, sans perdre de temps, il réunit une dizaine d'hommes déterminés, et la nuit suivante se rend à Grazay. « Avec le bout d'une charrette » il enfonce une première porte de la maison de Guillaume Lahee ; mais ne trouve en bas qu'une femme qui, sans trop s'effrayer, lui apprend que son trésor est dans une chambre haute, gardé par plusieurs individus. Michel Delaunay y monte. Armé d'un « gros bois » et d'une hache, il fait dans la porte une large ouverture par laquelle il parlemente avec les gens du dedans. Ceux-ci refusent de se dessaisir. « Alors je vous enfume, » dit l'autre, et mettant le feu à une torche de paille il la passe par le « perthuys. » Cette opération n'étant pas assez efficace, il revient à la hache et culbute la porte. Les assiégés avaient roulé un tonneau plein de grain devant l'ouverture, mais la barricade prend feu et l'incendie menace de consumer la chambre et la toiture de la maison. Launay profite du désordre, reprend sa fausse monnaie, et retrouve à l'écurie deux de ses chevaux qu'il emmène. Quant au troisième, il était déjà rendu « au chastel de Mainne-la-Juhez » où son maître ne fut pas embarrassé d'aller le retrouver.

L'audacieux compère avait donc pleinement réussi. Il restait toutefois à régulariser sa situation vis-à-vis

de la justice et ce fut encore assez facile. D'abord il alla trouver « les commissaires sur le fait de la monnaie » qui avaient pouvoir de commuer les cas criminels en cas civils ; ce qu'ils firent moyennant une amende. Puis le roi donnant sur le reste une lettre de remission à Montils-lès-Tours, en avril 1467, Michel Delaunay put continuer à « chercher manière de gagner sa vie. » Croyons que ce fut par d'autres procédés¹.

Après ces faits multipliés de trafic des fausses mailles, nous ne devons pas être surpris de les rencontrer dans un grand nombre de cachettes, beaucoup plus même que les pièces françaises qui étaient souvent démonétisées et qu'on n'avait point les mêmes raisons de soustraire aux regards. La provenance et la date d'émission de celles qui ont été découvertes à Torcé, à Saint-Julien-du-Terroux, à Pontmain ne permettent pas de douter qu'elles n'aient l'origine que nous indiquons. Les faussaires ne bornaient pas sans doute leur trafic au Bas-Maine, et l'on doit trouver leurs produits dans d'autres provinces. Nous le savons pour le Poitou.

Remarquons, comme moralité, cette profusion de fausses monnaies qui sortaient des ateliers des Pays-Bas, et l'esprit aventureux, l'audace de ces campagnards du Bas-Maine, qui allaient se pourvoir si loin de cette marchandise frauduleuse. Les Pasquier, Sivanne, Delaunay sont bien les frères et compagnons des faux-sauniers qui, jusqu'en 1790, isolés ou en bande, en cachette ou les armes à la main, ont fait le commerce du sel de contrebande. Comme les mailles fausses du Brabant s'écoulaient sans difficulté dans les transactions, le faux sel de Bretagne se vendait à un prix connu, tarifié suivant la distance et le nombre des lignes de gabloux qu'il fallait franchir.

A. ANGOT.

1. Archives nationales, JJ, 197, f. 51-52.

DEUX MONUMENTS

DU FAUX-MONNAYAGE DANS LE BAS-MAINE

AU XVI^e SIÈCLE

La fréquence du faux-monnayage dans le Bas-Maine, aux XV^e, XVI^e et XVII^e siècles, est bien établie par le nombre des documents écrits qui enregistrent des condamnations de la dernière rigueur encourues par les faussaires ; on retrouve bien aussi, sous la forme de pièces de différents modules, les produits du faux-monnayage ; mais la preuve de ce crime si répandu à ces époques *dans toutes les classes de la société*¹ n'est pas souvent révélée par la découverte des instruments de travail eux-mêmes. Les pièces à conviction de cette coupable industrie étaient le plus souvent anéanties ; c'est ce qui explique qu'il en soit parvenu si peu jusqu'à nous.

Les deux monuments métalliques qui font l'objet de cette notice ont été retrouvés dans la Mayenne : l'un, à Laval même, mais d'une manière banale, l'autre à la ferme de Barillé en Ballots, dans des circonstances bien plus intéressantes, puisqu'il a été mis au jour avec un outillage complet de faux-monnayeur, enfoui dans un champ de cette ferme. Nous les étudierons d'après l'ordre chronologique des pièces qu'ils ont servi à frapper.

1. Voir M. de Bodard (*Chroniques craonnaises*).

I

COINS D'UN ÉCU D'OR, AU SOLEIL, DE FRANÇOIS I^{er}

Ces coins nous ont été cédés en 1884 par un habitant de Laval, M. Constant Croissant, mort depuis cette époque. M. Croissant les avait lui-même trouvés quelques années auparavant dans un amas de vieille ferraille, chez un maréchal-ferrant de la ville, qui en ignorait la provenance.

Tant que les monnaies ont été frappées au marteau, c'est-à-dire jusqu'en 1640 pour les pièces d'or et jusqu'en 1645¹ pour les pièces d'argent et de cuivre, l'opération se faisait de la manière suivante : on se servait de deux coins ou poinçons ; l'un, la pile, où était gravé ou taillé (suivant l'expression de l'époque) le revers de la pièce et l'autre, le trousseau, portant l'avvers. La pile était munie en son milieu d'un talon se terminant en pointe ; cette pointe s'encastrait à frottement dur dans un billot ou cépeau ; la pile, ainsi placée, recevait le morceau de métal à frapper, préalablement arrondi, appelé flan, que l'on recouvrait du trousseau. Le monnayeur n'avait plus qu'à frapper avec sa masse pour obtenir les deux empreintes sur le flan.

Il existait un autre procédé moins employé : la pile et le trousseau étaient semblables ; l'un des deux coins s'adaptait dans un manchon en fer ; le manchon coiffait lui-même une sorte d'étampe encastrée dans une enclume ; de cette façon le coin inférieur, bien maintenu dans le manchon, prenait appui sur la partie supérieure ou tête de l'étampe. Le reste de l'opération se faisait comme dans le premier procédé.

1. Avec une interruption sous le règne de Henri II et sous celui de Henri III, jusqu'en 1585, période pendant laquelle fut essayé le monnayage au moulin ou laminoir. (A. Barthelemy).

Les coins trouvés à Laval ont évidemment servi à frapper des écus d'or d'après le second procédé.

Ils ont 34 m/m de côté et sont carrés ; leur hauteur minima varie de 11 m/m à 11 m/m 5, la hauteur maxima de 13 m/m à 13 m/m 5, ce qui donne une flèche de convexité de 2 m/m 5 environ. La pile est cependant un peu moins épaisse et sa convexité est moins accusée. Nous reviendrons sur ce détail qui a son importance.

Les empreintes au papier mouillé sont très nettes.

Trousseau ou avers : (Rose) FRANCISCUS. DEI. GRA. FRANCORU. REX. Ecu de France surmonté d'un soleil. Un point entre les deux lis supérieurs de l'écu.

Pile ou revers : XPS. VINCIT. XPS. REGNAT. XPS. IMPERA. Croix fleurdelisée aux cantons vides.

Il est difficile de déterminer sûrement l'atelier monétaire d'où sont sortis ces coins. Tout au plus peut-on attribuer, d'une manière à peu près certaine, le trousseau à Lyon qui avait pour maître particulier de sa monnaie André de la Roze¹, nommé par lettre patentes du roi pour un an, du 25 mars 1529 au 17 avril 1530. (Ces dates sont de l'ancien style, l'année commençant à cette époque le jour de Pâques).

Cet officier, suivant l'usage, avait adopté un différent parlant : une *rose* à cinq pétales au cœur évidé, que l'on retrouve bien sur le trousseau, ainsi que le point entre les deux fleurs de lis supérieures de l'écu, que ses lettres patentes lui imposaient.

Le point secret de l'atelier de Lyon sous la maîtrise d'André de la Roze était un anneau sous la douzième lettre (S du deuxième XPS) et *ne se plaçait qu'au revers*, avec une rose et un trèfle à la fin de la légende.

Or, l'absence de tout différent, de tout point ou let-

1. *Histoire numismatique du règne de François I^{er}*, par F. de Saulcy.

tre monétaire sur la pile nous fait supposer que cette pile est l'œuvre d'un faussaire et que nous sommes en présence d'un produit hybride : mélange d'un coin vrai et d'un coin faux.

Le faux-monnayeur aura eu en sa possession un coin véridique d'André de la Roze de Lyon, le trousseau, et, pour battre monnaie à son compte, il aura taillé une pile où se révèlent sa maladresse et son ignorance.

Ce qui confirme notre opinion, c'est qu'outre la différence d'épaisseur et de convexité que nous avons déjà fait remarquer entre le trousseau et la pile, cette dernière paraît être en fer assez grossièrement forgé tandis que le trousseau est d'un métal se rapprochant beaucoup de l'acier.

L'usure des tailles de ces coins témoigne qu'ils ont servi ; il est même facile de voir que le faux-monnayeur mettait le trousseau dans le manchon et que c'était la pile qui recevait son coup de marteau.

Il serait intéressant de retrouver des écus d'or de cette frappe ; le hasard amènera peut-être un jour une découverte de ce genre.

II

COINS D'UN FRANC D'ARGENT DE HENRI III

Ces coins, dont nous devons la communication à l'extrême obligeance de M. Planté, membre correspondant, ont été trouvés dans la commune de Ballots. M. Planté a bien voulu nous donner quelques détails sur leur découverte, qui remonte à 1860.

Des paysans mettant en culture un pâtis jusque-là en friche, près des bâtiments de la ferme de Barillé-en-Ballots, rencontrèrent tout-à-coup une forte résistance due à un certain nombre d'objets bizarres enchevêtrés les uns dans les autres et dont la destination et l'usage furent tout d'abord une énigme pour ceux qui dé-

couvrirent. Constatations faites, il fut bientôt facile de se rendre compte que le soc de la charrue venait de mettre au jour un atelier de faux-monnayage, composé d'armatures de presses, de vis de pression, de leviers et de marteaux, le tout en fer fortement oxydé. On y trouva aussi plusieurs lingots d'un métal recouvert d'argent et enfin six coins-matrices avec leurs manchons : deux à l'effigie de Charles IX, deux à l'effigie d'Henri III (acquis par M. Planté, père) et deux à celle de Philippe II d'Espagne.

Les coins de M. Planté diffèrent un peu de ceux que nous avons décrits dans la première partie de cette notice : ils ont 38 ^m/_m de côté et sont carrés ; le trousseau est plat et haut de 10 ^m/_m, la pile seule est bombée avec une flèche de convexité de 2 ^m/_m.

M. de Bodard, qui a eu connaissance de ces coins, assure, dans ses *Chroniques Craonnaises* (page 350), « qu'ils présentent l'empreinte grossière des pièces de Henri III. » Nous sommes d'un avis contraire quant à la netteté des empreintes qui sont aussi belles que celles de la généralité des pièces de cette époque.

Les épreuves au papier mouillé donnent un élégant relief :

Trousseau ou avers : HENRICUS. III. D. G. FRANC. ET. POL. REX (Hermine). Buste lauré à droite, fraisé et cuirassé. Au-dessous du col, le chiffre 9 (différent de Rennes).

Pile ou revers : SIT. NOMEN. DOMIN. BENEDICTUM. 1578. Croix feuillue et fleurdelisée avec H au centre.

Ce sont bien les empreintes du franc de Henri III, du deuxième système monétaire (compte à l'écu 1577-1589). Le différent est celui de l'atelier de Rennes.

Nous sommes de nouveau en présence, comme pour les coins de l'écu d'or de François I^{er}, de coins dérobés à un atelier royal (Rennes), avec cette différence que les

deux matrices sont vraies. Les faussaires n'ont donc eu qu'à installer leurs presses, probablement d'après le système d'Olivier Aubry, à en juger par les débris retrouvés sur place, car ce n'est qu'à partir de 1585 qu'Henri III ordonna à ses ateliers d'abandonner le monnayage au moulin d'Olivier Aubry et de revenir au monnayage au marteau.

Les pièces frappées à Ballots étaient probablement de mauvais aloi, puisqu'on a trouvé à côté de l'outillage des lingots d'un métal recouvert d'argent ; mais ce n'est qu'une hypothèse de notre part. Même en frappant des pièces de bon aloi, ou à peu près, les faussaires y auraient encore trouvé leur compte.

Nous n'avons pas vu les coins de Charles IX découverts au même endroit, mais il peut se faire aussi qu'ils aient servi à frapper des *douzains* en billon (cuivre plaqué d'argent), précisément le métal en lingots dont nous venons de parler.

Nous pourrions, et tout au long, raconter l'arrestation du faussaire de Ballots, *donner son nom*¹, le détail de la confiscation de ses biens, son exécution, le prix de l'aliénation de ses immeubles remis par le roi à un établissement de bienfaisance, sous la déduction d'une certaine somme à remettre à ses héritiers... Nous nous en abstenons.

Nous avons préféré rester dans le domaine de la numismatique pure, laissant à une plume plus autorisée que la nôtre le soin d'éclaircir cette question au point de vue juridique.

A. D'HAUTERIVE.

1. Ce nom n'est pas celui du prieur-curé de Livré, religieux de l'abbaye de la Roë, comme on pourrait le supposer si on s'en rapportait aux assertions de M. de Bodard. Nous avons en mains les preuves du contraire.

NOTES SUR L'ANCIEN LAVAL

MAISONS DÉMOLIES DANS LE QUARTIER DE LA TRINITÉ

(SUITE)

Quelques mois après l'achat de sa maison, le 2 juillet 1732, Ambroise en avait rendu aveu à la châtellenie de Laval, dont elle relevait directement, sauf pour la cour et le pavillon Robidas, qui relevaient du château de Laval, mais par l'intermédiaire du fief de Clermont. L'acte rédigé par l'avocat fiscal Hierosme Salmon donne à Louis Ambroise le titre d'imprimeur du Roi et contient une description de sa propriété. Elle comprend :

1° « Un emplacement dans lequel est basti un petit logement en forme de pavillon, où il a fait construire depuis trois à quatre mois, au lieu et place d'une écurie et d'un petit four qui y étoient cy devant, une boutique qui ouvre sur la rue, une salle, deux chambres, un grenier, un escalier de bois avec une gallerie pour exploiter lesdites chambres et grenier et le bas d'une des tours de ville cy après, lesquelles choses nommées Robidas sont à main gauche en entrant par le grand portail vis-à-vis de la porte du four à ban de Monseigneur, joignant par devant la rue des Curés et font le coin de la rue pour aller au marché aux porcs, pour raison de quoy ledit Ambroise s'est désavoué de la nuesse¹ de cette chas-

1. On était sujet à nuesse d'un fief. lorsqu'on relevait directement de ce fief, c'est-à-dire sans moyen, sans intermédiaire.

telenie et néanmoins s'est avoué sujet par le moyen du fief de Clermont qui tient de céans, auquel il a déclaré devoir par chaque année dix-huit deniers et un faix de jonc. »

2° « Une maison composée d'une salle avec cheminée qui ouvre sur la cour, une cuisine, une cave sous laditte salle, une petite cour où sont des latrines couvertes d'un apenty, une chambre sur la même salle avec cheminée, deux chambres aussi avec cheminée l'une sur l'autre, trois cabinets dans l'escalier, deux greniers un sur la salle, l'autre sur lesdittes chambres avec une issue sur les murs de ville, le tout abuttant par le devant sur la rue des Curés, par le derrière aux dits murs de ville, d'un costé laditte maison Robidas, la cour entre deux, et d'autre costé la maison du sieur La Motte Moraine qui fut Bruant et Freulon, pour raison de laquelle maison ledit Ambroise s'est avoué sujet annuesse et relever censivement de ce comté et reconnu devoir chaque année au terme d'angevine à la recepte d'iceluy un denier de cens. »

3° « Et s'est aussy avoué sujet annuesse de cette chastelenie à cause de l'espace de muraille qui est depuis la guerite proche la porte Beucheresse jusqu'à la tour étant au droit de la maison cy dessus déclarée, et celle dudit sieur de la Motte qui fut Freuslon, desquels murs il joint avec le dessus de laditte tour à prendre au niveau du rempart des dittes murailles suivant la concession faite par les prédécesseurs de Monseigneur le premier mai 1643, et a reconnu que pour raison dudit espace de murs qui sont clos et couverts de charpente et ardoise et d'un petit jardin sur laditte tour, il est deu chacun an à laditte recepte deux sols six deniers à la feste d'angevine. »

4° « S'est encore avoué comme dessus sujet de ce comté à cause de l'exploit d'une autre tour qui est sur la porte Beucheresse, joignant la portion de tour appar-

tenante à Noël Grafard qui fut Binet et Bourdon, et dit ne devoir que l'obéissance féodale pour l'exploit de la ditte tour, dont l'avons pareillement jugé et renvoyé sauf à le faire revenir s'il n'a suffisamment déclaré sans préjudices d'autres droits de cette chastellenie qui demeurent réservés. »

Ambroise n'avait ainsi qu'un voisin, René-François Moraine de la Motte, écuyer, dont la maison a disparu lorsque l'on a prolongé la rue Trouvée jusqu'à la place Hardy ; elle était adossée à une tour, la première à partir de la porte Beucheresse, la septième à partir de la grosse tour Renaise qui subsiste encore. Les deux voisins ne vécurent pas toujours en bonne intelligence. Après un procès conduit avec toute la lenteur et dans toutes les formes qui conviennent à la justice, Ambroise fut condamné à « réduire les vues et fenêtres » qu'il avait ouvertes sur la propriété de son voisin¹ (1758).

Le duc de la Trémoille était moins jaloux de ses droits. En 1759 Ambroise, qui venait de faire construire une petite cuisine, la trouva trop obscure ; pour « l'éclaircir » il ouvrit une fenêtre dans le mur de ville. Assigné pour ce fait, il s'adresse au comte de Laval, le supplie de lui accorder cette autorisation, et celui-ci « voulant le traiter favorablement, » lui « concède et afféage » ladite ouverture moyennant un demi-boisseau d'avoine payable chaque année à l'angevine, et en se réservant le droit de la faire boucher, s'il le jugeait convenable « pour l'utilité publique, sûreté ou embellissement de la ville. » Ceci se passait en 1759.

De son rempart et de sa fenêtre, Ambroise pouvait

1. B 284 et 308. — Ce procès porte sur les jours ouverts par Ambroise et sur l'écoulement des eaux de sa maison. Un des témoins cités au procès, René Courte, avocat en parlement et échevin, dépose que de 1715 à 1723, cette maison a été habitée, à titre de locataire, par maître René Aveneau, sieur de la Bouchardière, son ayeul maternel.

contempler l'ancienne place du marché aux porcs, heureusement transformée par les soins des deux Hardy de Lévaré, dont elle a justement gardé le nom ; le boulevard qui protégeait la porte de ville avait été démoli, le fossé comblé, une belle avenue s'étendait de la porte Beucheresse à la rue des Ursules, les tilleuls plantés sur la place nivelée commençaient à ombrager la population qui y venait prendre ses ébats. L'envie lui vint, le plus naturellement du monde, d'avoir directement accès sur cette belle promenade. Au mois de mars 1767, il écrit au duc de la Trémoille et lui expose que « ladite place neuve s'est tellement accrue dans les fossés qu'elle s'étend aujourd'hui vis-à-vis de sa maison et même au-delà, de sorte que le sol de ladite place se trouve à peu près de niveau avec le rez-de-chaussée de sa maison, que l'endroit où est placée sa fenêtre se trouve entre deux tours, que les passans, surtout les enfans, font continuellement des ordures dans cet endroit sous ladite fenestre et à costé, ce qui rend la place immonde, et infecte la cuisine dudit sieur Ambroise ; pour quoy et pour estre dans le cas d'empescher cette incommodité et malpropreté, il supplie Son Altesse de lui accorder et concéder le droit de pratiquer dans ledit mur de ville, à la distance d'environ huit pieds de ladite fenestre, une ouverture de porte avec une imposte dessus d'environ neuf pieds de hauteur sur trois pieds deux pouces de large de clair qui d'ailleurs lui procureroit une entrée et sortie de la salle de sa maison sur ladite place neuve. » La concession est aussitôt accordée avec les mêmes réserves que précédemment, et moyennant la transformation du demi-boisseau d'avoine en un boisseau comble, toujours payable à l'angevine. Les Lavallois, on en conviendra, n'avaient qu'à se louer du paternel gouvernement des ducs de la Trémoille.

La fortune de Louis Ambroise fut partagée entre ses

enfants¹, et le 5 septembre 1772, son fils, l'abbé Ambroise, vendit la maison de la rue des Curés, sise entre la maison Robidas, qu'il conservait, et celle du sieur Périér de la Corbinière, à Roland Aurat sieur de la Chauvinière et Marie Boistard de la Touche, sa femme, au prix de 362 livres 10 sous de rente foncière annuelle et perpétuelle.

Le nouvel acquéreur ne tarda pas à se préoccuper de l'extension et de l'embellissement de sa propriété ; l'heureux exemple d'Ambroise n'était point pour le décourager. Aussi, le 9 mai 1788, obtenait-il de maître Joseph Bruneau de la Garde, notaire, agissant au nom du duc de la Trémoille l'afféagement à titre de cens annuel et perpétuel du droit « d'ouvrir et pratiquer des ouvertures dans le mur de ville régnant au long de sa maison entre deux tours, en tel nombre et telle grandeur qu'il jugera à propos, pour l'usage et embellissement d'icelle ; même d'abattre et reconstruire, s'il est nécessaire et s'il le juge à propos ledit mur de ville, en le reconstruisant solidement, ledit sieur de la Chauvinière et ses successeurs demeurant garants et responsables de ladite reconstruction ; à la charge par la suite de souffrir que lesdites ouvertures soient fermées et ledit mur remis au même état qu'il étoit toutes fois et quantes qu'il sera jugé convenable pour l'utilité publique, sûreté et embellissement de la ville, sans aucune formalité de justice, ni que ledit sieur de la Chauvinière et ses successeurs en puissent prétendre vers Monseigneur et ses successeurs aucuns dommages intérêts ni autre récompense que d'estre déchargés de la redevance ci-après ou de partie d'icelle à proportion de la non jouissance

1. Il laissait quatre enfants : maître René Louis A., prêtre ; dame Perrine-Charlotte A., mariée à messire Louis-Jean de la Broise, chevalier ; d^{lle} Françoise-Victorine A. de la Bilonnière, fille majeure ; d^{lle} Charlotte-Madeleine A., veuve de Guillaume Hovius, imprimeur à la Flèche.

ou réduction de l'effet de la présente concession ; et le tout à ses frais. »

Cette concession était faite moyennant six boisseaux d'avoine combles payables à l'angevine, sans préjudice des anciennes redevances de deux sous six deniers de devoir et du boisseau d'avoine prescrits par l'acte du 21 mars 1767.

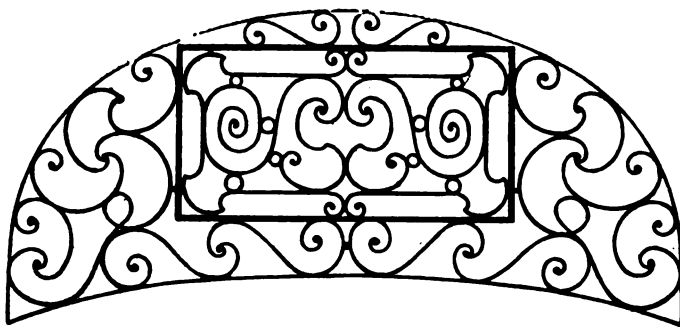
Muni de cette autorisation, Aurat de la Chauvinière, s'adresse à M. de Launay des Cepeaux, juge de police du siège ordinaire de Laval et lui demande de fixer l'alignement des constructions qu'il va entreprendre. Le notaire Bruneau de la Garde, commis comme expert, se rend sur les lieux, le 30 août 1788, et rédige le procès-verbal suivant :

« En conséquence des requisitoire et ordonnance ci-dessus, nous sommes transporté sur la place neuve de cette ville, où avons visité le mur de ville régnant entre la tour Becheresse et une autre tour appartenant à M. de Ligonnière, lequel mur est pour la majeure partie détruit par le sieur de la Chauvinière n'en restant qu'environ deux pieds de hauteur au-dessus du sol de la place neuve, ledit sieur de la Chauvinière nous a dit que son intention étoit de démolir cette partie restante jusques et y compris les fondemens avec d'autant plus de raison que lesdits fondemens sont en l'air, ayant autrefois été creusé un caveau par dessous lesdits fondemens, lequel caveau nous avons observé.

« Nous avons observé par les traces qui existent sur les deux tours que ledit mur de ville avoit beaucoup de fait ou talud, surtout dans le pied, et comme ledit sieur de la Chauvinière se propose d'élever son nouveau mur d'aplomb dans la place de l'ancien mur nous avons cru devoir constater d'une manière invariable la situation de l'ancien mur dans son lis extérieur sur la place pris au rez de terre. A cette fin nous avons fait tendre un cordeau affleurant la terre, formant la tangente des deux



Façade. — D'après une photographie de M. Henri Letourneurs.



Ferrure remplissant l'imposte de la porte d'entrée.

MAISON D'AURAT DE LA CHAUVINIÈRE, SUR LA PLACE HARDY, DÉMOLIE EN 1888.

tours au rez de terre, et ayant mesuré la distance dudit cordeau ainsi tendu au pied du mur de ville, elle s'est trouvée de deux toises six lignes.

« Nous estimons donc que ledit s^r de la Chauvinière peut élever son nouveau mur d'aplomb dans l'emplacement de l'ancien mur de ville, de manière qu'il se trouve à deux toises six lignes de la tangente des deux tours prises rez de terre.

« Nous estimons pareillement que les dix ouvertures qu'il demande à faire dans ledit mur, savoir quatre au rez-de-chaussée, quatre au premier étage et deux au second, ne peuvent servir qu'à la décoration de la place publique. »

Le juge s'empessa d'autoriser l'alignement fixé par l'expert et les ouvertures demandées par le requérant¹. Ce fut l'origine de la maison que l'on voyait sur la place Hardy, entre la porte Beucheresse et la rue Trouvée, et dont la démolition a dégarni notre vieille porte de ville².

De l'autre côté de la rue des Curés, après avoir dépassé la maison qui subsiste encore, où l'on remarque une vieille image de Notre-Dame de Pitié, on rencontrait le four banal des seigneurs de Laval. Aux temps primitifs de la féodalité, les seigneurs laïcs et ecclésiastiques avaient construit des fours pour l'usage de leurs tenanciers : c'était à la fois rendre un service d'intérêt public et s'assurer une redevance, assez modique d'ailleurs. Ces fours ne tardèrent pas à être affermés ;

1. En 1806, Aurat de la Chauvinière vend sa propriété à dame Anne-Louise Petitot, veuve de Charles Le Pannetier, qui en était locataire depuis quelques années.

2. Pierre Le Roy de Froissière, dont il est question plus haut, était le fils de Jacques Le Roy, sieur de la Froissière, docteur en médecine, et de Charlotte Baconnière. Il portait pour armes : *d'argent à une croix haussée de sable, accolée d'une couronne d'épines et accostée en pointe d'un T à dextre et d'un R à senestre, le tout de sable* — (Communication de M. L. de la Beau-luère).

pour garantir au fermier un revenu suffisant, on lui garantit le monopole du droit de cuire les pains des sujets du fief, et l'on imposa à ceux-ci l'obligation de ne s'adresser qu'au fournier banal, auquel le seigneur pouvait imposer un tarif spécial pour sauvegarder les intérêts de ses tenanciers.

D'après la coutume du Maine, le droit de four banal était reconnu à tout seigneur de fief possédant un bourg ou partie de bourg tenu de lui directement¹ ; ses sujets pouvaient le contraindre à tenir son four en bon état ; une convention spéciale ou la prescription trentenaire ou le délabrement du four pouvait seule les exempter de cette servitude².

La ville de Laval possédait, au XVIII^e siècle, un grand nombre de fours banaux : le Grand Four, rue des Curés, et le four de la Geôle, rue du Boulevard³, appartenant aux seigneurs de Laval ; le four Froisselle, rue Renaise, appartenant au prieuré de Pritz ; le four de l'Hôpital Saint-Julien, rue du Pont-de-Mayenne ; le four du Manoir, appartenant au monastère de Sainte-Catherine ; les fours Frandin et de Mongardé, au fief de la Coconnière ; les fours de Saint-Tugal, de Saint-Martin, de la commanderie de Thévalles, etc⁴. Les fourniers ne pétrissaient pas la pâte et ne vendaient pas le pain ; nul

1. « Tout seigneur de fief qui a bourg ou partie de bourg nuement tenu de luy peut avoir four à ban et contraindre ses subgetz de y cuyre son pain, et en prendre le prouffit du fournaige à coustume, et prendre par confiscation le pain de ses subgetz fournaisé ailleurs, si les subgetz n'ont exemption au contraire, ou possession d'avoir fournaisé en leurs maisons, le seigneur aiant four à ban en estat. » (Rédaction de 1411, article 22. — Beaumonts-Beaupré, *Coutumes du Maine et de l'Anjou*, t. I, p. 399).

2. *Ibid.*, t. III, 197 ; IV, 146, 148.

3. Partie de la rue du Val-de-Mayenne, s'étendant de la Porterne (au bas du Roquet) à la place Chiffolière (place de l'Hôtel-de-Ville).

4. B 944.

empiétement possible de leur part sur le métier des boulangers. Mais ils se montraient fort jaloux de leur monopole, poursuivant en justice ceux des Lavallois qui n'apportaient point leur pain au four du fief duquel ressortissait leur maison. Ainsi, en 1739, le fermier du four Froisselle assigne Louis Ambroise, prétendant que sa maison relevait de Notre-Dame de Pritz et qu'il avait été à tort condamné à « porter ses pastes cuire au four de la Coconnière. »

Un procès-verbal de visite des dépendances du château de Laval, en 1742, constate le mauvais état des bâtiments du Grand Four ; c'est un grand « corps de logis le tout sous un comble fait en queue de morue, de longueur de 60 piedz et de largeur de 25 piedz du costé du midy et de 15 piedz du costé du nord¹. »

En 1727, le Grand Four est affermé pour 400 livres par an à François Oger ; celui de la Geôle vaut 380 livres. Cette année-là les fermiers des fours banaux se plaignent du juge ordinaire de police qui veut remettre en vigueur le tarif de 1686 fixant à 18 deniers par boisseau de grain le salaire exigible pour la cuisson des pâtes ; ils objectent que depuis cette époque le prix du cent de fagots a passé de 6 à 16 livres, qu'à certains jours « ils n'ont que des pastes pour douze pains à cuire, et cependant ils sont obligés de chauffer comme s'ils avoient une fournée entière ; » ils demandent l'établissement d'un prix variable en proportion des frais qu'ils supportent. Le procureur et le juge accordent de nommer une commission de six bourgeois chargés d'examiner les frais de cuisson et d'établir, d'après des données certaines, un tarif rémunérateur pour les fournisseurs.

Nouvelles doléances en 1752, fondées aussi sur l'augmentation du prix des fagots ; les fournisseurs demandent un salaire de deux sous par boisseau de blé, au lieu de

1. B 45.

dix-huit deniers. Le juge ordinaire de police leur accorde seulement vingt et un deniers. Aussi pétitionnent-ils encore en 1755 ; une ordonnance du 6 avril 1759 fixe leur salaire à vingt et un deniers et demi. En 1780, ils demandent une augmentation de cinq deniers ; François Quolibet est alors fermier du Grand-Four.

Les Lavallois tenaient à recevoir, pour leur dîner de midi, du pain frais, mais suffisamment refroidi, « sans être obligés de manger du pain chaud ou de dur étant cuit de la journée précédente ; » ils voulaient aussi en trouver le soir « à l'heure de leur souper, en état d'être mangé. » Une ordonnance du 18 mars 1769, renouvelant en grande partie un règlement de 1686², impose aux fourniers de tenir leurs fours chauds à dix heures du matin et quatre heures du soir et de les fermer une demi-heure après, à peine de dix livres d'amende. On le voit, les magistrats de Laval ne se préoccupaient pas seulement des besoins, mais aussi du bien-être et du confortable de la population.

A la suite de la maison qui avait remplacé le four banal, se trouvait une habitation du XVIII^e siècle, occupée depuis longtemps et jusqu'au moment de sa démolition par M. le chanoine Moriceau, doyen du Chapitre. Dépendant de cette maison et placé sous la rue des Curés, existait un caveau ancien, voûté d'un berceau en tiers-point dans le caractère du XIV^e ou du XV^e siècle. Les documents nous manquent sur cette maison qui formait l'angle et occupait la moitié de la rue Trouvée.

Cette rue était autrefois désignée sous le nom de « Processional de la Trinité. » Dans le plan de 1753, elle porte le nom qu'elle a gardé jusqu'à nos jours ; elle n'est devenue vraiment passagère qu'à partir du moment où on l'a prolongée jusqu'à la place Hardy. D'un côté

1. B 899, 944.

2. Cité par La Beauluère : *Corporations*, p. 174.

elle ne contenait que le derrière fort peu pittoresque de la maison que nous venons de mentionner, et la face latérale également dénuée d'intérêt de la maison des Guérins. L'autre côté était formé par le chevet de la Trinité, que l'étroitesse de la rue dérobaient en partie à la vue des passants ; ils n'avaient pas du reste raison de s'en plaindre, et ce chevet mis en lumière aujourd'hui n'apparaît point comme une œuvre d'art digne d'être remarquée. Les cinq chapelles qui le composent, placées sur un plan rectiligne, appartiennent à des époques différentes : la première, du côté de la Place Hardy, date de l'agrandissement de l'église par M. l'abbé Tournesac ; des quatre autres la plus ancienne est celle du milieu (autel de la Communion) que l'on peut faire remonter à l'époque où Guillaume Le Doyen signale la démolition des « croupes, » c'est-à-dire des absides romanes de la Trinité, peu après 1483 ; la disposition des contreforts et d'autres détails d'architecture montrent qu'elle est antérieure à ses deux voisines, celle de Saint-Tugal, construite dans les premières années du XVI^e siècle, celle de Saint-François entre 1518 et 1537. On peut encore voir sur les murs extérieurs des chapelles de la Communion et de Saint-Tugal les traces de la litre¹ établie en 1518 par Guy XVI, pour affirmer son titre de patron de l'église, contesté par les paroissiens de la Trinité². La dernière chapelle (autel du Sacré-Cœur) est l'œuvre de Jamet Neveu, l'habile constructeur du clocher d'Avesnières : elle fut commencée en 1537.

Pour élever ces constructions, la fabrique de la Tri-

1. La *litre* ou ceinture funèbre était une bande noire peinte sur les murs extérieurs ou intérieurs de l'église et chargée de distance en distance des armoiries peintes du défunt ou du fondateur de l'église ayant droit de patronage. — On en voit encore la trace sur le mur de la nef dans la rue des Curés et la rue Renaise.

2. Bourjolly, tome I, p. 361.

nité avait dû acheter quelques maisons situées près de l'église et de son cimetière ; les actes d'achat sont datés de 1490, 1493 et 1537¹. La chapelle de Saint-Tugal (autrefois du Saint-Esprit) s'élève sur l'emplacement d'une maison qui devait 16 sols de rente foncière au chapitre de Saint-Tugal ; la Fabrique de la Trinité s'était naturellement chargée d'acquitter cette rente².

(*A suivre*).

J.-M. RICHARD.

1. *Archives de la Cathédrale*, inventaire Jardrin, fol. 5.

2. *Ibid.*, fol. 29.

LA FAMILLE FOUREAU

La famille Foureau¹ était une des plus anciennes et des plus importantes de Laval. A la fin du XIV^e siècle on trouve des preuves de son existence, mais on ne peut établir une filiation directe qu'à partir de François Foureau, écuyer, seigneur du Verger, qui vivait au milieu du quinzième.

Son petit-fils, François Foureau, fut l'un des valets de chambre du roi Henri IV (1590). C'est à lui que le roi donna la sauvegarde citée plus loin.

On voit aussi le nom de François Foureau au nombre des « vice-amiraux, gentilhommes, capitaines et « officiers de la marine du Ponant² en l'année 1612, « en cette qualité jouissant ainsi que leurs veuves, pendant leur viduité, des privilèges et exemptions à eux « attribués, suivant et conformément à l'arrêt du 8 « août 1612. »

L'extrait de « l'estat général des gaiges » de cette charge, dressé en l'année 1612 au greffe de la cour des Aides, fut signifié « à la requête de noble François « Foureau, écuyer, sgr de l'Arche, aux manans et habitants de la paroisse de la S^{te} Trinité de Laval, par-

1. Armes : *D'argent au loup passant sur une terrasse ; surmonté de deux lions lissant et affrontés* (ancien cachet.)

2. A cette époque les forces navales de France étaient divisées en deux flottes, l'une du Levant, l'autre du Ponant.

« lant à leurs procureurs, fabriciens, assayeurs et col-
« lecteurs, Gabriel Rivault, sgr de la Clémencerie,
« Charles Frin et Julien Hayneuve, afin de jouir des-
« dits privilèges et exemptions. »

François Foureau se maria deux fois : en premières nocés il épousa Michelle Nepveu, dont il eut cinq enfants ; en deuxièmes il s'allia à Catherine Beudin¹, fille de Jean Beudin du Bourgault et de Catherine Mondière². Il ne laissa pas de postérité de cette seconde union, et mourut en 1621.

Depuis cette époque jusqu'en 1769 les descendants de François Foureau et de Michelle Nepveu demeurèrent à Laval, contractant les meilleures alliances et remplissant les charges les plus honorables.

1627. — Noble Léon Foureau, conseiller notaire et secrétaire du roi, du nombre des 54. Le roi Louis XIII le pourvut de l'office de « commissaire ordinaire des
« guerres et contrôleur général des vivres et munitions
« des camps et armées de France. »

C'était, disent les lettres de provision « ayant pleine
« confiance de la personne de notre ami et féal conseil-
« ler et secrétaire de nous, maison et couronne de
« France et de nos finances ; et en considération des
« services qu'il a rendus à feu roi notre très honoré
« seigneur et père que Dieu absolve et à nous depuis
« notre advenement à la couronne depuis vingt-quatre
ans. »

A la mort de Léon Foureau, la charge de secrétaire fut vendue par sa veuve (Marie Mirault³), à Antoine Mérelliers, seigneur des Bois, pour la somme de 34,500¹ tournois et 300¹.

1. *Ecartelé aux 1^{er} et 4^e de... à l'oiseau de... aux 2^e et 3^e de... à l'arbre de sinople* (ancien cachet de lettre).

2. *D'argent au globe d'azur* (armorial manuscrit).

3. *D'azur à la fasce ondée d'argent chargée d'un miroir d'or* (ancien cachet de lettre).

1640-1660. — Noble Ambroise III Foureau est pourvu par le roi de l'office de secrétaire ordinaire de la **chambre**. Il était aussi receveur des tailles à Laval.

François, son frère, était prêtre, conseiller et **aumônier** ordinaire de la reine, chanoine de Saint-Tugal.

1661. — Noble Léon II Foureau fut choisi le **29** décembre par René de Quermeno, chevalier, seigneur **marquis** du Garo, capitaine lieutenant des 200 hommes **d'armes** des ordonnances du roy, sous le titre de la **reine**, en remplacement de Georges de Chaverné, **escuyer**, seigneur de Montgarnier. « Ayant, dit le brevet, **reçu** « divers bons témoignages de la vaillance, **expérience** « au fait des armes, vigilance et bonne **conduite** de « Léon Foureau, **escuyer**, sgr de la Rainière. »

1685. — Noble Léon III Foureau est installé le **20** janvier en la possession de jouissance de l'office de **greffier** en chef du siège royal de Laval. Sa Majesté **l'en** avait pourvu en 1684. L'installation fut faite par **MM.** de de la Porte, C. Foucault, J. Le Clerc, F. Le Clerc, **président** assesseur et élus conseillers en ladite **élection**.

1695. — Noble Ambroise IV Foureau, seigneur **des** Trétonnières, était capitaine au régiment de Normandie. Il mourut commandant de la garnison de Montbéliard.

1720. — Sébastien Foureau, **escuyer**, seigneur de la Rainière, meurt à Lérída, officier du régiment de **Bavière** de Sa Majesté catholique d'Espagne (5 déc. 1721). Il fut enterré dans l'église de l'hôpital de cette ville laissant un testament fait en présence de frère Jacques Philibert Faure de l'ordre des frères prêcheurs, chapelain dudit régiment, de François Duchemin de la Ba-boissière, et de révérend messire dom Ignace d'Ancre. Au bas de ce testamennt, il écrivit de sa main : « ma « chère mère, je vous demande pardon, je vous prie de « faire prier Dieu pour moi. »

1769. — Noble Léon V Foureau, **écuyer**, né en 1722, mort en 1769, était juge au siège royal des exempts par

appel et pour les cas royaux du comté, ressort et élection de Laval. Il fut le second maire électif de cette ville, succédant en 1760 à M. Hardy de Levaré. Il avait épousé demoiselle Françoise Guays¹, dont il n'eut pas de postérité, et fut le dernier de sa famille². Il laissa sa fortune aux trois filles de son oncle, Ambroise V Foureau, seigneur de l'Epèchère, époux de Marie-Magdeleine Bidault de Glatigné³ (né en 1704, mort en 1742). Elles étaient :

1° Louise-Magdeleine Renée, mariée en 1762 à Joseph Matagrín, écuyer, seigneur du Bordage⁴.

2° Magdeleine, mariée en 1775 à noble François Le Balleur⁵, avocat au parlement, lieutenant particulier à Laval et sénéchal de Thévalle⁶.

3° Marguerite, mariée à Gilles Mathurin Le Tourneurs de la Borde⁷.

La famille Foureau habitait deux maisons à Laval : la première était située, rue Renaise, proche la maison Viron (Partage du 20 janvier 1521). La seconde, nom-

1. *De gueules à un guéridon d'argent couronné de même en chef* (Armorial manuscrit).

2. Son portrait est à l'Hôtel-de-Ville de Laval dans la salle des maires.

3. *D'azur au sautoir d'or cantonné de quatre coquilles d'argent*.

4. *D'azur à une fasce d'or accompagnée de trois molettes de même 2 et 1*.

5. *De sinople à la montagne d'argent chargée d'un sauvage couché et appuyé sur une boule ; une fasce en devise d'or soutenant un chef d'azur fleurdelisé* (ancien cachet).

6. Le portrait de François Foureau, la sauvegarde que lui donna Henri IV, les titres, brevets, lettres et documents qui ont servi à faire cette notice, sont entrés dans la famille de feu M. Louis-Julien Morin de La Beaulière par suite de son mariage avec demoiselle Elisabeth Le Balleur, petite fille de Magdeleine Foureau.

7. *D'argent au chevron de gueules, en chef deux merlettes de sable, en pointe une tour de même soutenue d'un croissant d'azur*.

De ce mariage naquit une fille unique morte non mariée et fondatrice du couvent des Trappistines, de Laval, établies à Sainte-Catherine.

mée maison et jardin de Couëffette, se trouvait près du couvent des Ursulines de Laval (Partage du 23 fév. 1683). En outre elle possédait :

Le lieu et seigneurie du Verger, la closerie de la Fauvellière en Loiron.

Les fiefs, seigneuries, maison, métairies des grandes et petites Trétonnières, le moulin de Mont-Besnard, les métairies de la Galerie et de la Baudronnière, en Argentré.

La closerie du Hureau en Ruillé-le-Gravelais.

Le lieu et seigneurie de la Rainière en la Bruslate.

La métairie de Jourlain en Bonchamp.

Le fief, seigneurie et métairie de l'Epèchère en Courbeveille.

La ferme de Mingé.

La métairie du Bordage en Nuillé-sur-Vicoin.

De plus, différentes métairies, maisons et rentes. Parmi lesquelles une rente de 25 # sur une maison dite de l'*Ecu de Bretagne*, au faubourg Saint-Martin de Laval (Partage de 1770).

LOUIS MORIN DE LA BEAULUÈRE.

SAUVEGARDE DONNÉE PAR LE ROI HENRI IV EN L'ANNÉE 1598, A FRANÇOIS FOUREAU, ÉCUYER, L'UN DE SES VALETS DE CHAMBRE.

De par le Roy. A tous nos lieutenants généraux, gouverneurs de nos provinces, maréchaux de France, maréchaux et maitres de camps, capitaines, chefs et conducteurs des gens de guerre tant de cheval que de pied, de quelque langue et nation qu'ils soient, baillis, sénéchaux, prévôts, juges ou leurs lieutenants, maréchaux des logis de nos camps et armées, fourriers de nos bandes, commis et à commettre à faire les logis, et à tous nos autres justiciers, officiers et subjects qu'il appartiendra et auxquels ces présentes seront montrées. Salut.

Désirant conserver ce qui appartient à notre cher et bien amé François Foureau, l'un de nos valets de chambre, et le bien et favorablement traicter pour plusieurs bonnes causes et autres considérations à ce nous mouvant, nous vous défendons très expressement et sur tant qui craignez nous désobéir et d'encourir notre indignation, de loger ni souffrir loger en ses maisons, métairies et closeries du Verger, de la Fauvelière, situées en la paroisse de Loiron, le lieu du Bourgeau, paroisse de Villiers, la petite Haye, la Baronnière, aucuns de vos gens de guerre, bailler département ou pour y loger et lever aucunes contributions, ni auxdits lieux prendre, enlever ou fourager aucuns bleds, vins, foings, pailles, avoines, chaumes, biens meubles ni autres ustensiles, à peine de la vie ; d'autant qu'en faveur et considération dudit Foureau nous avons lesdites maisons, mestairies et closeries ci-dessus nommées, et les mestaiers, closiers, fermiers et leurs familles et serviteurs d'icelles, leurs biens, chevaulx et bestiaux pris et mis, prenons et mettons par ces présentes en notre protection et sauvegarde spéciale.

En signe et témoignage de laquelle nous avons permis et permectons audit Foureau d'apposer, si bon lui semble, aux advenues des dites métairies et closeries nos armes panonceaux et bastons royaux, à ce qu'aucun n'y prétende ainsi cause d'ignorance, et ou aucuns seroient si téméraires que d'enfreindre notre dite sauvegarde, nous enjoignons aux premiers des prévosts de nos très chers et amés cousins les maréchaux de France, ou autres de nos juges officiers, sur ce premier requis, d'informer soigneusement, se saisir des personnes des délinquants, et en faire telle et si rigoureuse exécution qu'elle serve d'exemples à tous autres. Et d'autant que de ces présentes on pourra avoir affaire en plusieurs et divers, nous voulons qu'au vidimus d'icelle deument collationé sous scel royal foy soit adjoutée comme au présent original. Car tel est notre bon plaisir.

Donné à Angers, le IX^e jour de Mars mil V^e MIII^e dix huit.

Signé : HENRY.

Par le roy

DE NEUFVILLE.

JÉRÔME GAULTIER DES COYERS

Parmi les notes et documents historiques sur le Maine rassemblés avec tant de soin et de scrupuleuse véracité par M. L.-J. Morin de la Beaulière nous avons eu la bonne fortune de trouver un épisode peu connu de notre histoire lavalloise, dont nous sommes heureux de donner la primeur aux lecteurs du *Bulletin Historique et Archéologique de la Mayenne*.

Cette pièce a malheureusement été copiée sans que la provenance en soit indiquée.

Il est visible néanmoins qu'elle a été extraite d'une ancienne généalogie dont l'auteur n'avait pas de prétention à la critique historique. Il est à peine utile de faire remarquer que le récit renferme plusieurs allégations en contradiction avec les faits connus, notamment en ce qui concerne le rôle de Mercœur.

Nous croyons néanmoins devoir publier cette pièce, d'abord parce qu'elle nous servira à présenter un portrait inédit de Gaultier des Coyers que nous donnons plus loin, et ensuite parce qu'elle retrace le souvenir d'un combat livré sous les murs de Laval, dans lequel Mercœur aurait pris Gaultier des Coyers. L'autorité de notre document ne nous aurait peut-être pas paru suffisante pour justifier sa publication si l'assertion relative

à la prise de Jérôme Gaultier ne se trouvait corroborée par une autre pièce que nous citons en note et qui a été publiée par M. Anatole de Barthélémy, d'après les archives du fonds des Blancs-Manteaux, à la Bibliothèque Nationale.

On pensera peut-être comme nous que ces deux documents constituent un commencement de preuve.

Nous les soumettons ensemble aux lecteurs du *Bulletin*, espérant ainsi provoquer des recherches qui élucideront un point intéressant de notre histoire.

Voici notre pièce dont nous conservons fidèlement le texte et l'orthographe :

« Hyérôme Gaultier¹, sieur des Coyers², juge général, civil, criminel et de police de la ville de Laval au Maine, se signala dans le XVI^e siècle par son attachement envers son roi et sa patrie. En 1586 il prit les armes pour repousser les calvinistes, soutenus par les Anglais³, commandés par le duc de Mercœur, qui avait fait

1. Le premier Gaultier qui commence une filiation suivie, dans la généalogie que nous possédons, se nommait Jean ; il descendait de Marin Gaultier et vivait vers l'an 1493, ainsi qu'on le voit dans un titre du trésor de l'église de la Sainte-Trinité de Laval. — Hyérôme (Jérôme) Gaultier des Coyers appartenait à cette vieille famille des Gaultier, connue à Laval dès le XIV^e siècle ; il était l'unique fils de Jean III Gaultier qui descendait lui-même de Jean II Gaultier et de Marie de Bernière (1530). Jérôme Gaultier n'eut que des filles, mais Pierre et Olivier Gaultier, ses oncles, laissèrent des fils dont la postérité s'est continuée à Laval jusqu'à nos jours. — Armes : *d'argent au lion d'or*.

2. Les Coyers, terre située commune de Vaiges.

3. Nous croyons qu'ici il y a eu confusion dans la transmission des traditions de famille, et que l'auteur de ce document a écrit Anglais et Calvinistes, au lieu d'Espagnols et Ligueurs. Jamais le duc de Mercœur ne s'allia aux Calvinistes et aux Anglais, mais bien aux Espagnols, auxquels il livra même le port de Blavet. Du reste notre savant confrère M. l'abbé Pointeau relève la même erreur, dans ses *Certificats de l'état religieux de la noblesse du Bas-Maine*, lorsqu'il est dit que Julien de Goué fut fait, dans ses jeunes ans, prisonnier par les Anglais.

de Nantes sa place d'armes, et de là infestait toutes les provinces voisines.

« Le duc de Mercœur attira dans son parti la ville de Craon, baronnie à six lieues de Laval ; avec ce renfort, il se mit en devoir de gagner ou d'emporter la ville de Laval.

« Cette ville courait risque de tomber entre les mains des protestants et des Anglais ennemis de l'Etat. Elle n'avait ni troupes, ni commandans pour le roy.

« Gaultier des Coyers, juge général, fit voir en cette rencontre que son zèle pour son roy était sans bornes. Magistrat intègre, il devint capitaine intrépide. Il assemble ses concitoyens, se met à leur tête et avec une troupe de Lavallois, il se saisit des avenues du chemin de Craon, et attend l'ennemi de pied ferme. Il livre combat, sa troupe est repoussée jusqu'au Gué d'Orgé à un quart de lieue de Laval¹, lui-même est pris par les Anglais qui l'emmenèrent prisonnier au château de Nantes.

« Les Anglais perdirent en cette attaque beaucoup de monde et surtout nombre de prisonniers que les Lavallois firent sur eux.

« Le duc de Mercœur, content d'avoir enlevé Hyérôme Gaultier, s'en retourna à Nantes. Les protestants de cette ville ayant fait courir le bruit que les Lavallois avaient fait mourir tous les prisonniers anglais, le duc

1. « Le lendemain le secours entra dans Rennes, qui consistoit en de fort belle cavallerie ou environ 800 fantassins en très-bon équipage, ce que Mons^r de Mercœur sachant, il fit retirer son canon, et lui-mesme délogea à la sourdine, craignant d'estre chargé et de perdre son canon. Sa retraite fut à Fougères, et fit pendre à Nantes le juge de Laval qui étoit prisonnier de guerre, pris en une sortie des habitants faite pour repousser les ligueurs qui s'en étoient approchez. » (1589, Extrait d'une *Relation du siège de Vitré*, publ. par M. Anatole de Barthélémy dans *Biblioph. Bret., Choix de documents inédits sur la Ligue en Bretagne*, p. 26, d'après le fonds des Blancs-Manteaux, tome XXXVI, f^o 173, Biblioth. Nat.). (Note due à l'obligeance de M. E. Moreau).



FRANÇOIS FOUREAU,
ÉCUYER, SEIGNEUR DE L'ARCHE.
Valet de chambre du roi Henri IV.



JÉRÔME GAULTIER,
SIEUR DES COYERS,
Juge général civil, criminel et de police
de la ville de Laval.

résolus sur le champ la mort de Gaultier, il lui envoya même dire qu'il eût à s'y préparer promptement.

« Jérôme Gaultier était alors au château de Nantes avec grande compagnie de dames, et jouant avec elles; il reçut la nouvelle de sa mort avec intrépidité, et sans laisser apercevoir la moindre émotion, il pria simplement les gens du duc de Mercœur de lui laisser terminer sa partie, ce qui lui fut accordé.

« La partie de jeu finie, le duc de Mercœur fit pendre¹ Hyérôme Gaultier aux grilles du château où il mourut n'étant âgé que de trente-trois ans.

1. Montmartin connaissait la triste mort de Gaultier des Coyers, mais il en ignorait le véritable motif, car on lit dans ses mémoires : « Il ne faut obmettre que le duc de Mercœur après la prise de Chastillon, s'imaginant qu'on luy avoit fait pendre ses gardes qui luy furent renvoyez pleins de santé, et voulant vanger la mort d'un nommé Tisonnière, qui avoit esté pendu pour ses maléfices, fit pendre le juge de Laval, nommé des Couières, l'ayant gardé près de deux ans prisonnier dans le chasteau de Nantes; et luy ayant donné plus de liberté qu'à aucun autre, ledit sieur duc estimoit que ledit juge de Laval estoit huguenot, mais il fit paroistre du contraire, car estant au pied de l'échelle, il voulut estre confessé et mourut catholique. » (P. CCXCIII, sous la date de 1591). M. l'abbé Pointeau cite ce passage dans ses *Certificats de l'état religieux de la noblesse du Bas-Maine*.

Dom Taillandier (T. II, p. 412), attribue formellement l'exécution de Jérôme Gaultier à la colère qu'éprouva Mercœur en apprenant la mort de plusieurs de ses gardes au siège de Châtillon-en-Vendelais. Cette nouvelle était fausse, car Montmartin ne leur avait fait aucun mal. — « Le duc de Mercœur, dit dom Taillandier, fut très chagrin de la perte de Châtillon; et *quelqu'un lui ayant dit qu'on avoit fait pendre ses gardes*, il fit le même traitement à Jérôme Gautier, sénéchal de Laval. C'étoit un jeune homme qui avoit un esprit agréable et fort orné, et qui étoit fort habile à toucher des instruments. Le Duc s'en amusoit et lui laissoit plus de liberté qu'aux autres prisonniers : mais tout cela ne put le sauver. » 1591. — Cette même date est donnée à la table chronologique, anno 1591, p. CCCXXXIV, sans nouveaux détails sur la mort de Jérôme Gaultier.

Mais comment concilier ce passage avec un autre du même auteur (Tome II, p. 375) ? Dom Taillandier après avoir raconté que l'assassinat d'Henri III donna à Mercœur un nouveau courage, écrit ce qui suit (année 1589) : « Dès que le Duc de Mercœur eut appris la nouvelle, il se hâta de la répandre, et il envoya exprès à Rennes le sénéchal de Fougères pour l'annoncer aux

« Peu de temps après cette cruelle mort on apprit à Nantes, mais trop tard, que les habitants de Laval n'avaient mis à mort aucuns de leurs prisonniers : aussi on permit aux amis de Gaultier de l'ensevelir.

« Quelques-uns même, jaloux de posséder son portrait, le firent tirer après sa mort. Ce portrait existe encore, et est précieusement conservé dans la famille, chez le s^r Hardy de Lévaré, ancien maire de Laval, l'un de ses descendants¹. »

L. MORIN DE LA BEAULUÈRE.

habitants de cette ville dans l'espérance de quelque soulèvement. Mais le Parlement fit arrêter le sénéchal et, sans perdre un moment, lui fit son procès. Cet homme factieux fut pendu le soir même de son arrivée. Le Duc de Mercœur *usa de représailles*. *Le Juge de Laval*, qui avoit fait le procès du Duc comme rebelle à sa juridiction, *avoit été pris par les Ligueurs*, et il étoit alors prisonnier au château de Nantes. Ce malheureux juge fut la victime que le Duc sacrifia à sa vengeance, *il le fit pendre au Bouffai de Nantes*. »

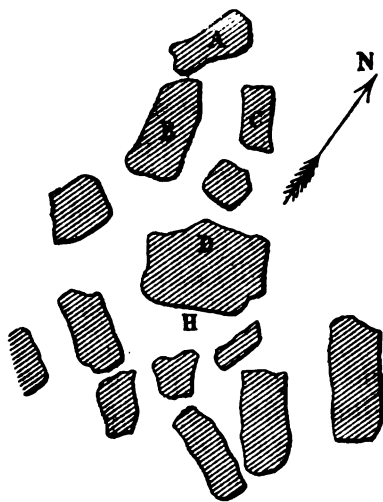
1. Ce portrait de famille appartient actuellement à M. V. Gaultier de Vaucenay, ancien député de la Mayenne. C'est à son extrême complaisance que nous devons de pouvoir le reproduire ici.

NOTE

SUR LES MÉGALITHES DE BRECÉ

(MAYENNE)

Depuis longtemps je cherchais à reconnaître l'emplacement du dolmen de Favières, indiqué au nombre des mégalithes de la Mayenne. On m'avait toujours indiqué un amoncellement de pierres situé dans un taillis à peu de distance du moulin dit de Favières, taillis tellement épais



Plan du dolmen de Favières.

qu'il était impossible de se rendre bien compte de la nature et de la disposition de ces pierres. Depuis peu, le

taillis ayant été coupé, j'ai pu arriver à mes fins. Malheureusement le dolmen est presque méconnaissable ; seules les deux pierres B et C, fortement inclinées l'une vers l'autre, sont restées dans une position qui indique qu'elles servaient de supports à une table de recouvrement. Le gros bloc D, lui aussi, est resté à sa place, on peut dire non seulement primitive, mais naturelle, car il a été utilisé sur place pour la construction du monument. La pente du terrain est extrêmement raide et le bloc D, taillé à pic du côté de la déclivité du sol, en H, a de ce côté une élévation de plus de trois mètres ; cette pente explique pourquoi tous les blocs et les tables sont tombés dans la même direction.

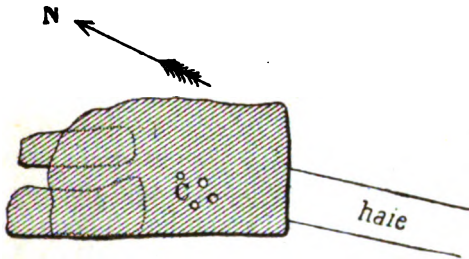
Pour trouver cette ruine, il faut suivre un sentier qui passe contre le mur nord du moulin de Favières : environ cent mètres plus loin, c'est-à-dire en aval, on la trouve dans les broussailles, juste en face d'un merisier, le seul existant actuellement dans la haie qui sépare le taillis de la prairie étroite arrosée par la *Colmont*.

Dans cette même prairie, un peu plus près du moulin, on voit un énorme bloc, dont une extrémité est baignée par la rivière. Cette masse n'a pas été apportée là uniquement par les eaux, car elle est placée à champ et en travers de la vallée ; je crois qu'il faut y voir un véritable mégalithe et qu'elle doit être signalée au point de vue de la préhistoire. Elle ne porte d'ailleurs aucun signe ; elle a en hauteur 3^m 50, en longueur 5^m 50 et en largeur 3^m.

Mais une pierre beaucoup plus intéressante se trouve à quelque distance de ce point, en amont d'un autre moulin, connu sous le nom de moulin de Brecé, environ à six cents mètres du dolmen de Favières, sur la ferme de la Closerie, à l'angle N. du pré de la Lande.

C'est une magnifique table de granit, peut-être détachée d'un rocher voisin, mais utilisée intentionnellement comme monument mégalithique. Elle a 4^m de longueur

sur 3^m 50 de largeur et 0^m 80 d'épaisseur. Elle repose encore par son extrémité nord sur deux supports, qui



Dolmen de Brécé.

se sont couchés lorsque ceux de l'autre extrémité sont tombés eux-mêmes ou ont été enlevés, car ils paraissent avoir servi à confectionner la haie voisine.

A sa face inférieure, cette table porte *quatre cupules*

bien caractérisées, profondes de deux à trois centimètres (en C). Une fouille m'a montré des pierres plates, comme on en trouve souvent dans les dolmens, et qui sont les restes d'un ancien dallage. Comme poterie, je n'ai trouvé que deux morceaux d'un même vase qui ne paraît pas remonter au-delà de l'époque carlovingienne, et qui par conséquent ne prouvent rien.

Mais de ce qui précède, surtout de la présence des deux supports et des cupules, je crois que l'on peut conclure que nous avons ici un ancien dolmen; on remarquera que ce dolmen, que je propose d'appeler dolmen de Brecé, puisqu'il est près du moulin de ce nom, a la même orientation que celui de Favières, N. N. O.

Avril 1889.

A. FAUCON.

LE CHATEAU DE MAYENNE

AU XV^e SIÈCLE

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

Nous avons publié¹, il y a quelques années, un certain nombre de documents sur l'état du château de Mayenne au XV^e siècle, découverts par nous dans un vieux registre de remembrances de la seigneurie du Boisfroust, aux archives particulières du château de Lassay.

Depuis, la Commission Historique et Archéologique de la Mayenne ayant bien voulu faire à notre modeste étude l'honneur d'une reproduction dans son *Bulletin*, nous avons été d'autant plus heureux de déférer à son désir qu'une occasion toute naturelle s'est ainsi offerte à nous de compléter d'une façon très importante notre première publication. Nous joignons en effet cette fois à notre « étude sur le château de Mayenne au XV^e siècle, » plusieurs plans ou vues du château en question à la fin du XVII^e siècle tels que nous les avons trouvés récemment au Cabinet des Estampes de la Bibliothèque Nationale, dans le volume de la collection topographique qui se rapporte à la Mayenne². Mis ainsi à même de

1. Voir le *Courrier de Mayenne*, 1886, 26 septembre et 3 octobre.

2. Nous en devons la reproduction à notre ami et collègue M. l'abbé A. Ledru qui a bien voulu nous les copier ; grâce à l'exactitude et à l'habileté du dessin à la plume de ce dernier, la copie ne le cède en rien à l'original qui en diffère seulement en ce qu'il est colorié et comprend l'ensemble de la ville de Mayenne.

pouvoir comparer à nos documents ces dessins, le lecteur n'aura pas de peine cette fois à se représenter l'ancien château et l'intérêt de notre étude pour lui. si tant est qu'il y en trouve, en sera certainement doublé.

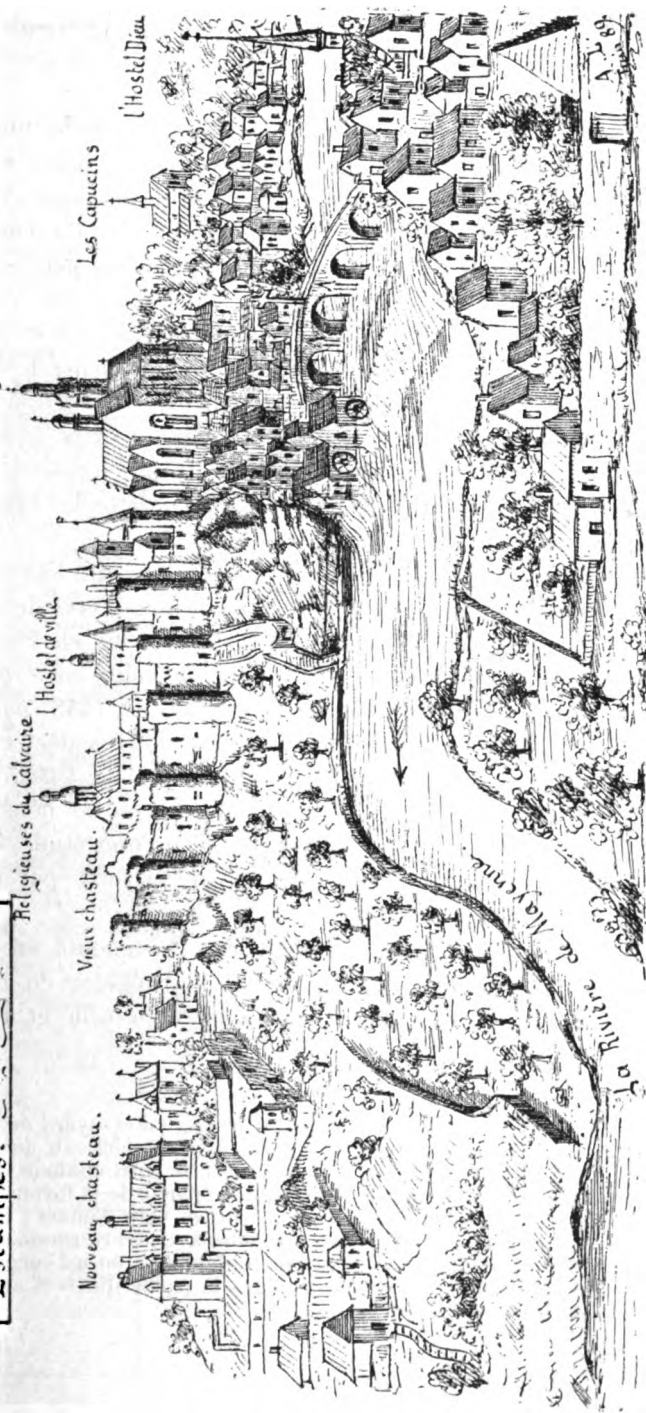
Avant la découverte des documents que nous publions pour la seconde fois, les descriptions relatives au château de Mayenne à ses différents âges n'étaient, à notre connaissance, qu'au nombre de deux, l'une décrivant le château en question tel qu'il était au XI^e siècle, l'autre nous donnant l'état du même château au XVII^e siècle. La première se trouve dans l'*Histoire des Seigneurs de Mayenne*, à propos du siège de cette ville par Guillaume le Conquérant, en 1064. « C'est, dit « Guyard de la Fosse, une erreur de croire que la ville « de Mayenne fût alors en état de résister par d'autres « fortifications de murailles que celles du château qui « est divisé en dedans par un mur et un fossé que l'on « voit encore aujourd'hui¹ et c'est ce qu'on appelle le « grand et le petit château. »

« Cette forteressè, ajoute notre auteur d'après Guillaume de Poitiers, est située sur un rocher escarpé, « au pied duquel coule la Mayenne, rivière rapide et « remplie de pierres. Ce côté est hors d'atteinte à toute « la force, toute l'adresse et tout l'art dont l'homme est « capable. L'autre côté est gardé par des tours, des « boulevards et une entrée très difficile. En effet, la « place des Halles, les champs de la Croix et ceux qui « sont au-dessus n'étaient que des étangs et des marais. L'espace qui est de là jusqu'à la rivière était « rendu inaccessible par des fortifications avancées, « des bois et des rochers qui l'occupaient et empêchaient entièrement d'y pouvoir placer aucune des « machines de guerre alors en usage. »

1. Guyard de la Fosse écrivait ceci dans la première moitié du XVII^e siècle.

Ville et château de Mayenne
d'après un dessin conservé à
la Bibliothèque nationale.
Estampes.

S^t Laurent paroisse



La seconde description d'après laquelle on pût se faire une idée de l'ancien château de Mayenne est contenue dans l'aveu rendu en 1669 au roi Louis XIV par le duc de Mazarin pour le duché de Mayenne¹. La voici : « Ma ville, fauxbourgs, grand et petit chasteau « de Mayenne ; lequel grand chasteau a esté en partie « ruiné par les guerres contre les Anglais et civiles ; « le petit chasteau consistant en un corps de logis et « un donjon, clos d'un costé par ma rivière et de l'autre « par douves ou fossez, flanqués de deux tours, avec « les deux cours closes desdits grand et petit chasteau, « leurs fossés et ponts-levis, dans laquelle mad. ville, « etc². »

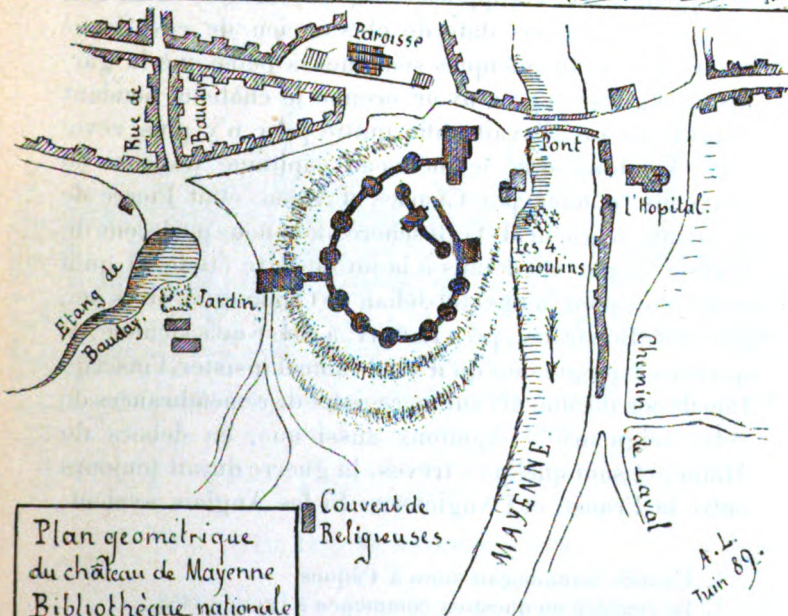
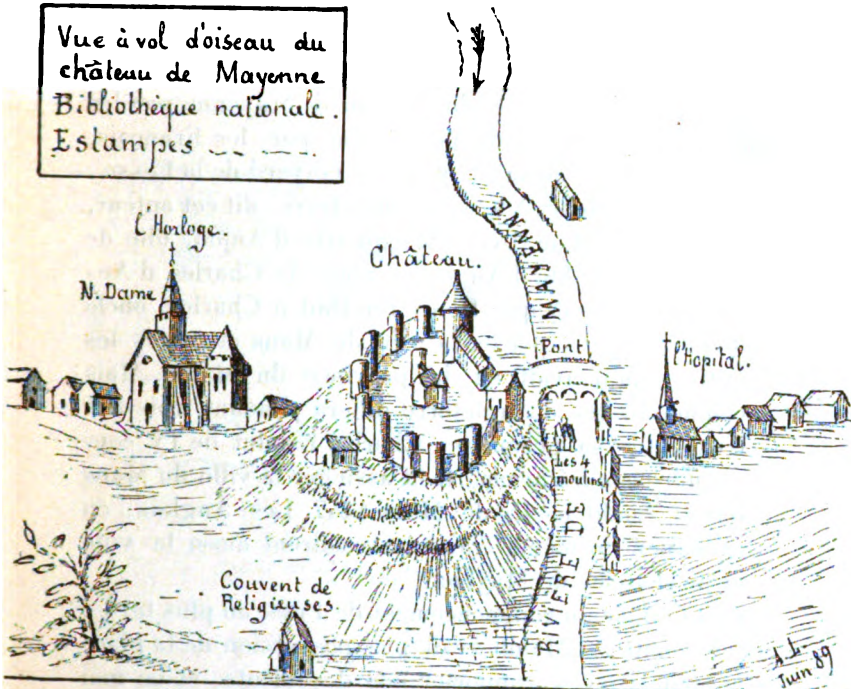
Ainsi, grâce à Guyard de la Fosse et à l'aveu au roi du duc de Mazarin, nous connaissons l'état du château de Mayenne au XI^e et au XVII^e siècle, en 1064 et en 1669 ; mais à une époque intermédiaire entre ces deux dates si éloignées l'une de l'autre, en 1448, par exemple, après la guerre de Cent-Ans, quel aspect ce même château présentait-il ? C'est ce que ni l'*Histoire des Seigneurs de Mayenne* ni aucun aveu ne nous apprenait, et c'est là précisément ce qu'une étude tant soit peu attentive des documents découverts par nous va montrer au lecteur.

Toutefois avant d'étudier ces documents en eux-mêmes, il convient sans doute de rappeler en quelques mots les circonstances qui avaient précédé et accompa-

1. Archives nationales, P. 358.

2. Comme on le voit et par le passage de Guyard de la Fosse, et par l'aveu de 1669 il y avait dans le château de Mayenne deux parties distinctes, le grand et le petit château. Le grand château se composait de la majeure partie de la forteresse, celle qui s'étendait surtout vers le sud et vers l'ouest ; et il était formé par l'enceinte des dix tours avec leurs remparts. Quant au petit château, il consistait seulement « en un corps de logis et un donjon, » c'est-à-dire dans la partie qui sert aujourd'hui de prison.

Vue à vol d'oiseau du
château de Mayenne.
Bibliothèque nationale.
Estampes - - - - -



Plan geometrique
du château de Mayenne
Bibliothèque nationale
Estampes. - - - - -

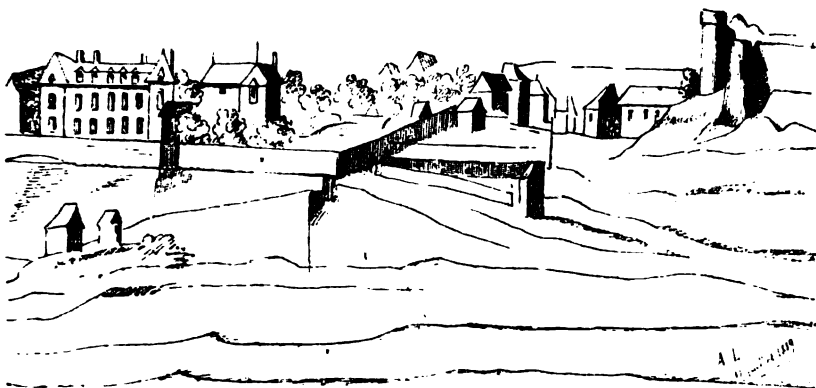
gné l'évacuation récente du château de Mayenne par les Anglais, et sa prise de possession par les Français. Ici nous laissons encore la parole à Guyard de la Fosse :

« Lorsque Henri VI, roi d'Angleterre, dit cet auteur, « épousa, vers l'an 1444, Marguerite d'Anjou, fille de « René le Bon, duc d'Anjou, et nièce de Charles d'An- « jou, on convint que Henri rendrait à Charles, oncle « de sa nouvelle épouse, la ville du Mans et toutes les « autres qu'il avait en la province du Maine. Mais « comme le roi d'Angleterre différa pendant trois ans « d'exécuter sa promesse, Charles résolut de l'y con- « traindre par les armes. Il fit assiéger la ville du Mans « qui se rendit le 15 de Mars 1447. Les Anglais, en « exécution du même traité lui remirent aussi la ville « et le château de Mayenne, etc. »

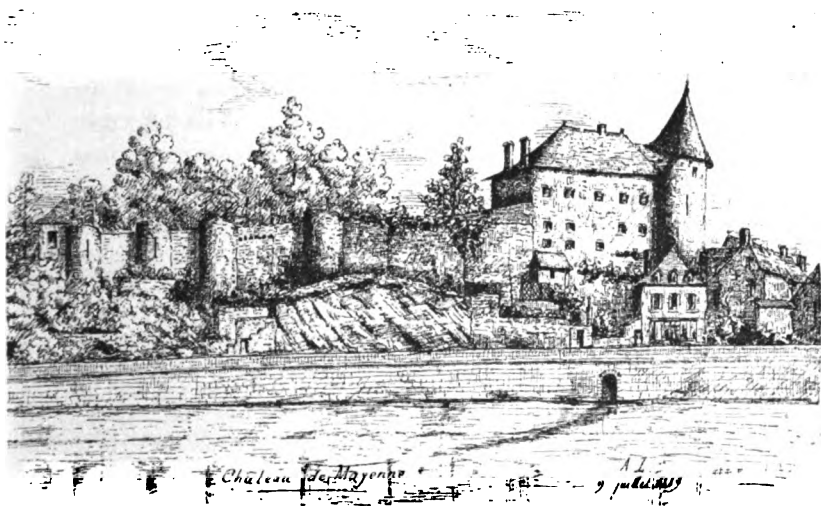
C'était donc au commencement de 1448, au plus tard¹, que le comte du Maine avait pris possession de la place à laquelle vont se rapporter nos documents, et en mai de la même année, date du plus ancien de ces documents, il y avait quelques semaines à peine que la garnison anglaise, après avoir occupé le château pendant vingt-trois ans, l'avait enfin quitté pour n'y plus revenir. Ajoutons que le nouveau capitaine français de Mayenne, nommé par Charles d'Anjou, était Pierre de Beauvau, seigneur de la Beschère, dont nous parlerons du reste avec plus de détails à la fin de cette étude, et qu'il avait alors pour lieutenant Jehan de Chauvigné, alors seigneur de Boisfroust, près Lassay, à cause de sa femme, ce qui nous explique sans qu'il soit besoin d'insister, l'inscription de nos documents sur un registre de remembrances de cette seigneurie². Ajoutons aussi que, en dehors du Maine, et sauf quelques trêves, la guerre durait toujours entre la France et l'Angleterre. Si les Anglais avaient,

1. L'année commençait alors à Pâques.

2. Le registre en question commence à l'année 1453.



CHATEAU DE MAYENNE
au commencement du XVIII^e siècle,
d'après un album conservé par M. Chomereau.



CHATEAU DE MAYENNE ACTUEL

Planche ajoutée après impression.

Dessins de M. l'abbé A. Ledru.

dès lors, entièrement abandonné notre province, ils tenaient toujours la Normandie, qui ne devait être recouvrée par Charles VII que deux ans après, en 1450. Si Mayenne avait maintenant une garnison française, Domfront, à quelques lieues de là, avait encore sa garnison anglaise. De là, pour le capitaine à qui Charles d'Anjou venait de confier le commandement de la ville et du château de Mayenne, l'obligation de mettre cette place le plus tôt possible à l'abri d'un retour offensif de l'ennemi.

Telles étaient les circonstances à la suite et au milieu desquelles nos documents vont venir se placer, et nous n'avons plus, ces explications préliminaires données, qu'à en aborder l'analyse.

Tout d'abord, nous trouvons « une ordonnance faicte pour le chastel de Maienne par le cappitaine dudit lieu. » Ce document, digne assurément d'être cité dans son entier, nous offre un double intérêt ; en même temps qu'il nous montre toutes les précautions dont un chef de guerre du XV^e siècle était obligé d'user pour préserver la place qui lui était confiée d'une surprise toujours possible de la part de l'ennemi, il nous laisse entrevoir au moyen d'allusions plus ou moins significatives, les différentes parties qui composaient alors la forteresse de Mayenne ; c'est ainsi qu'il y sera successivement question du guichet¹, de la porte² des palissades,

1. Guichet : petit vantail, dit Viollet-le-Duc dans son *Dictionnaire de l'Architecture française*, découpé dans le grand vantail d'une porte et pouvant s'ouvrir séparément ; mais les châteaux du moyen-âge, — et il en était ainsi, verrons-nous tout-à-l'heure, du château de Mayenne — étant entourés sur le rebord extérieur de leurs fossés d'une enceinte de palissades, nous croyons qu'il s'agit ici plutôt de l'entrée ménagée dans ces mêmes palissades en face de la grande porte, là ou précisément le pont-levis s'abaissait par dessus le fossé.

2. La porte dont il est question dans notre document est évidemment la porte principale du château de Mayenne qu'il faut se représenter flanquée de ses deux tours, à droite et à gauche, munie à l'intérieur d'une double herse et reliée au bord extérieur du fossé par un pont-levis. (Voir Viollet-le-Duc, mot *Porte*).

des poternes, d'un boulevard de bois, du grand château avec toutes ses tours, dont quelques-unes nous sont connues par leurs noms respectifs¹ et enfin du petit château et de sa grosse tour ou donjon.

Qu'on en juge plutôt d'après le document lui-même. Voici en premier lieu les prescriptions établies par le capitaine de Mayenne pour la garde du guichet :

« Quant on ouvrera la porte au matin, et quant on
« asserra le guet au soir, y aura quatre compaignons
« au guischet desça qui le tendront ferme, et pour tout
« le jour y aura ung compaignon qui tendra le veroul
« du guischet de la barrière, et n'y laissera entrer
« homme s'il ne le cognoist. »

Voyons maintenant ce qui concerne la garde de la porte : ici les précautions prises sont encore plus sévères ; on ne se fie plus à de simples compaignons ; la présence « d'un ou deux gentilzhommes » est nécessaire.

« Item, fault pour la garde de lad. porte touz les
« matins deux gentilz hommes ou ung du moins à l'ou-
« verture de lad. porte, et auront chacun un archer o
« eulx, et seront à la veoir ouvrir, et tant que tout soit
« descouvert, et pareillement à la ouvrir après disner
« et à la fermer au soir, et ne se actendront a nulluy
« de veoir si elle sera bien fermée, et y aura en outre
« lesd. gentilz hommes leurs varletz et les portiers jus-
« quez à IIII de mes archers, et auront touz leurs abil-
« lements à lad. porte et y disneront si bon leur sem-
« ble. »

L'ordonnance en question s'occupe ensuite de la mise

1. Nous verrons en effet plus loin qu'il sera question de « la tour qui souloit estre antiennement apelee la tour de l'eschauguecte » de celle où est à présent l'eschauguecte » et « de la tour qui est sur le bardeau » ; de plus, dans les « mises de la semaine » qui se trouvent à la fin de nos documents et que nous reproduisons dans les Pièces justificatives qui suivent cette étude, nous voyons encore mentionnées « la tour de la cloche » et « la tour de la herce. »

en état de défense des guichets tant principal qu'accessoires, ainsi que des palissades, qui, paraît-il, avaient plus d'une brèche.

« Item, au guichet sera faict troys grosses bendes
« de fer, bonnes et fortes, et seront enchaînées l'une
« à l'autre o bonnes chaînes fortes, et pareillement
« sera faict aux huiz qui vont entre les palitz.

« Item, seront estoupez touz les trouz desd. palitz
« esquels on n'y entrera plus sinon par les guichets
« par où on entrera qui seront fermez o clef et claviere. »

Ce qui suit a rapport aux poternes, soit pour leur mise en état de défense, soit pour les précautions devant accompagner leur ouverture.

« Item, pareillement seront bendes faictes à touz les
« huiz des poternes comme aud. guichet, et ne les ouvrera l'en point qu'il n'y ait au dedans de lad. poterne ung gentilhomme ou deux qui demeureront à l'huys tant qu'elle soit reclose, et seront changées toutes les gardes et clavières, tant des pons que des poternes et tremuees les clavieres et fait clefs neuves.

« Item, sera faict abiller le trou de la poterne du grant chastel ou est le bouverte de boys et y sera fait des chaînes pareillement comme aux autres. »

Remarquons ce « bouverte de boys » situé, semble-t-il, devant ce « trou de la poterne du grant chastel, » boulevard construit probablement par les Anglais lorsqu'ils furent devenus maîtres du château de Mayenne, en octobre 1425.

Enfin, toute la dernière partie de l'ordonnance du capitaine de Mayenne a trait au guet et c'est là surtout qu'on voit les précautions extrêmes qu'il fallait prendre à cette époque pour déjouer les ruses de l'ennemi, ou empêcher la complicité avec lui des soldats de la garnison.

« Item, au faict du guet sera bien regardé qu'il n'y
« viengne nulz compaignons de guerre deguisez et
« aussi seront mis les guets d'entre les palitz deux et
« deux et fermé les traverses après eulx en faczon qu'ilz
« ne porront aller de l'un à l'autre.

« Item, ne sera mis des guets au grand chastel si
« non en toutes les tours en chacun ung excepté en la
« tour qui est sur le bardeau devers les jardins ou on
« en mectra deux qui seront de deux paroisses.

« Item, au petit chasteau, en aura ung en chacun
« coing et en la grosse tour deux qui pareillement
« seront de deux paroisses.

« Item, au faict des recoguets sera advisé combien
« il y en a et seront despartiz et y aura un gentil
« homme ou deux du moins à conduire les archers qui le
« feront, et seront tremuez de deux mois en deux mois,
« c'est asçavoir que ceulx qui le faisoient au matin le
« feront au soir et leur changera l'en leurs compai-
gnons. »

Telle est cette ordonnance faite pour le château de Mayenne par Pierre de Beauvau comme capitaine de cette place, très probablement au moment où il venait d'en prendre le commandement, au commencement de l'année 1448; document des plus curieux à tous points de vue, comme on a pu en juger, et qui a lui seul eût déjà pu constituer une véritable trouvaille.

Cependant, au lendemain de la guerre de Cent-Ans, et tel qu'il avait été laissé par les Anglais aux Français, le château qui fait l'objet de notre étude devait être en assez mauvais état et avoir besoin de réparations importantes. On sait en effet que cette première moitié du XV^e siècle avait vu l'invention de l'artillerie et son application par les insulaires aux sièges de nos places fortes. Selon Guyard de la Fosse, c'est en foudroyant à coups de canons les villes du Mans et de Sainte-Suzanne, vers 1425, que le comte de Salisbury les avait

prises. De même, lorsqu'en septembre de cette année-là le général anglais était venu mettre le siège devant le château de Mayenne, il avait, dit notre auteur, fait jouer plusieurs mines qui enlevèrent quelques tours et bastions, et ses canons avaient fait une brèche par laquelle furent donnés quatre ou cinq assauts. Enfin, c'était, assure encore Guyard de la Fosse, parce que les assiégés « ne pouvaient plus tenir contre ces nouveaux tonnerres qui bouleversaient leurs murailles » qu'ils s'étaient rendus aux Anglais le dernier jour d'octobre. Or, depuis cette époque, et pendant toute la durée de l'occupation du château de Mayenne par les envahisseurs du Maine, ceux-ci n'avaient guère dû songer à en réparer, sinon d'une façon tout à fait provisoire, les parties endommagées par le dernier siège. C'est ainsi qu'ils avaient construit, mais en bois seulement, comme nous l'avons vu plus haut, devant « le trou de la porterne du grant chastel, » un boulevard pour protéger de ce côté la forteresse.

De là, en 1448, lors de la réoccupation du château par une garnison française, la nécessité de le remettre matériellement dans un état de défense plus sérieux que celui où l'avaient laissé les Anglais. Et c'est là la tâche dont Pierre de Beauvau et son lieutenant, d'accord avec les principaux habitants de Mayenne, vont s'occuper activement et sans retard, comme nous le verrons dans les documents qui suivent. Ces documents, à l'analyse desquels nous arrivons, se composent d'un certain nombre de marchés passés pendant les années 1448 et 1449 par notre capitaine avec différents entrepreneurs de travaux soit de maçonnerie, soit de charpenterie, soit de serrurerie.

Occupons-nous d'abord, sans tenir compte de l'ordre d'inscription et de la date de ces divers documents, de tous ceux qui concernent les travaux de maçonnerie. A la date du 29 juillet 1448 nous voyons « noble Homme

« Messire Pierre de Beauvau, cappitaine de Maïenne,
« Guillaume Martinaye, chastelain dud. lieu, Jehan
« Girard, escuier, Jehan Roland et Jacquet Blanchet,
« commissaires ordonnés sur le faict des eupvres de
« lad. ville » faire deux « convenants de maczonnerie »
l'un avec « Macé Segretain, maczon, demeurant en la
paroisse de Bays en Bretagne » l'autre avec « Estienne
« Guilleu et Jehan Guilleu, son fils, maczons, parois-
« siens de Boutavent. »

Dans le premier de ces deux marchés qui est précédé d'un devis, il est question d'un boulevard demandé, paraît-il, par « Monseigneur, » c'est-à-dire par Charles d'Anjou, le seigneur propriétaire actuel du château de Mayenne.

Le boulevard, en effet, si nous en croyons Viollet-le-Duc, était alors plus que jamais un des éléments les plus essentiels d'une place forte. « Le boulevard, dit-il dans « son *Dictionnaire de l'architecture française*, appa-
« rait en même temps que l'application régulière de
« l'artillerie à feu. Il est d'abord élevé en terre gazon-
« née..., bientôt d'ouvrage provisoire élevé à la hâte
« en dehors des vieilles murailles, il passe à l'état de
« terrassement permanent revêtu de pierre, ou de cons-
« truction de maçonnerie épaisse, défendue par des
« fossés, des batteries couvertes et à barbette. Le bou-
« levard devient la principale défense des places, il
« protège les anciens murs, ou bien, établi sur un point
« faible, il forme un saillant considérable, et ne se rallie
« à l'ensemble de la forteresse que par des lignes éten-
« dues. »

Donc, pour en revenir à notre marché, et au devis qui le précède, « demande Monseigneur ung boulvert de six piez et demy d'espaiz » et même davantage. Il demande, en outre, « huisseries, arbalestrières et canonnières ez lieux ou ilz appartiendront. » C'est bien là le boulevard tel que Viollet-le-Duc vient de le définir. Inu-

tile d'ailleurs d'entrer dans tout le détail du « devis du bouvert. » Remarquons seulement que « mond. sieur » s'y réserve certaines conditions, telles que de faire « faire les fondemens.... telz qu'il lui plaira » etc. Remarquons aussi certaines conditions spécifiées dans ce devis en faveur du « maczon. » Ainsi « seront rendues toutes « matières à place et boys à chauffer appartenant « aud. bouvert. » Ainsi encore « sera tenu mond. sieur « de bailler une chambre aud. maczon au dedans de « lad. place avec deux litz garniz, et lui fera mond. « sieur bailler du boys pour son chauffage en la forest « (la forêt de Mayenne évidemment). » Ainsi enfin, « donnera mond. sieur aud. maczon cinq charges de « seigle, et quant le bouvert sera achevé, aura led. « maczon une robbe. » Tel est le devis selon lequel, dans le marché en question, Macé Segretain promet à Pierre de Beauvau et aux commissaires de « faire led. « bouvert et le commencer ou mois de mars prouchain « venant. »

Le second marché passé le même jour que le précédent avec Estienne Guilleu et son fils est relatif aux réparations à faire aux tours et aux remparts du château même de Mayenne. Ceux-ci promettent « faire « machicoler deux tours et deux pans de mur du chastel « dud. lieu de Maienne, c'est asçavoir la tour qui sou- « lait estre antiennement appelée la tour de l'eschau- « guecte¹, et celle où est à présent l'échangucte dud. « lieu de Maienne et les deux pans de mur enss. en « tirant devers la rivière. » Quelques-unes des conditions accessoires de ce marché méritent ici encore d'attirer notre attention. Nous voyons par exemple que Estienne Guilleu et son fils « seront tenuz.... rendre

1. Échauguette, petite loge destinée aux sentinelles sur les tours et courtines (Voir Viollet-le-Duc, *Dictionnaire de l'architecture*).

« lesd. machicoleys au rang d'icellui qui est antien, » qu'ils feront « lesd. machicoleys de pierre de taille, « laquelle pierre ils seront tenuz tailler », qu'ils « feront aud. édifice canonnières et entrées où il sera « advisé » enfin « qu'ils seront tenuz reclocter et refaire touz les pertuyz et bresches qui sont esd. pans « et tours dessusd. » Tout ceci nous fait bien voir l'état dans lequel, en 1448, se trouvait le château de Mayenne. D'autres conditions accessoires du même marché nous offrent, elles aussi, un certain intérêt, bien que d'un autre genre, en nous renseignant sur les moyens de travail dont pouvaient disposer les maçons du XV^e siècle. Ainsi, nous apprenons que Est. Guilleu et son fils « se fourniront de serviteurs à leurs despens et de toutes manières de pons et chauffaudays » mais qu'en revanche « on leur sera tenu rendre sur le bord « de la douve, pierre, sablons, chaulx et eau et aussi « douze charretées de boys à chauffer, et avecque ce « leur sera fourny d'un engin à lever et d'un cable ou « corde pour faire leurs leveures. » D'ailleurs, de même que Macé Segretain, ils devront commencer « à besongner à l'entrée de mars prouchain venant, et ils « continueront jusques à la fin et accomplissement dud. « eupvre. »

Tels sont les deux marchés concernant les travaux de maçonnerie passés le 29 juillet 1448 par Pierre de Beauvau, d'accord avec les commissaires, pour la mise en état de défense du château de Mayenne.

La construction du boulevard s'exécuta et s'acheva probablement sans encombre, mais il n'en fut pas de même des réparations faites à deux des tours et à une partie des murailles du château. On s'aperçut, paraît-il, au cours des travaux, que des pans de murs que l'on avait cru bons, et que par conséquent l'on n'avait pas compris dans le premier marché, étaient mauvais et menaçaient ruine. On fut donc obligé de passer, à la

date du 21 juillet 1449, avec les Guilleu père et fils, un nouveau marché par lequel ceux-ci s'engagèrent à « faire et massonner le pan de mur qui s'est trouvé « mauvais entre la tour antiennement appelée la tour « de l'eschaugucte, jusques à l'endroit et haulteur de « ce qu'ilz avoient promis à faire par le premier marché. » Ils s'engagèrent aussi par le même marché à « vouster les deux tours dessd. » Enfin, il fut convenu « en cas que l'autre pan de mur joignant la tour où est « de present l'eschaugucte devers la rivière » se trouvât « mauvais, » il serait « marchandé avec lesd. mas- sons pour le reffaire. »

Nous connaissons donc par le menu, grâce à l'abondance des renseignements fournis par nos documents, les travaux de réparations qui furent faits à cette époque, si éloignée de nous, au château de Mayenne. Nous savons comment les choses se sont passées alors, absolument comme si elles s'étaient passées sous nos yeux ; aucun détail ne nous échappe, pas même la connaissance des carrières où l'on prenait au XV^e siècle la pierre nécessaire aux travaux de maçonnerie dont nous avons parlé tout à l'heure. Un marché passé à la date du 4 août 1449 entre « noble Homme Jehan de Chauvigné, escuier, lieutenant de Maienne, Pierre de Pennart, procureur dud. lieu, Guill^e Martinaye, chastelain, et Jehan Rolland, commis pour la ville, » d'une part, et « Jehan Buron et Jehan Roussel, préteurs » de l'autre, nous fait connaître que ceux-ci devaient « tirer de la pierre pour « la fortification du chastel dud. lieu de Maienne, tant « à la perrière à la Cosnarde que à la perrière de la « Roche-Gandon. »

Nous n'insisterons pas davantage, de peur de fatiguer l'attention du lecteur, sur ceux de nos documents qui sont relatifs aux travaux de maçonnerie exécutés en 1448 et 1449 au château de Mayenne, nous nous hâtons

de passer à ceux qui concernent les travaux de charpenterie et de serrurerie.

Pour ce qui est des travaux de charpenterie, nous avons d'abord un appointment fait le 14 mars 1448, avec Jehan Chevalier qui « sera tenu, quand il fauldra » un pal ou deux, les mectre, etc. » Nous avons ensuite un marché fait à la date du 10 juin, 1449 « entre M^{re} » Pierre de Beauvau, ch^r, cappitaine de Maienne, d'une « part, et Jehan Le Verrier, charpentier, demeurant au « lieu de Maienne, de l'autre. » Celui-ci s'engage à « faire « Premier : le pont-leveys de la porte du grand « chastel tout neuf... item, un apprentiz fait à *sest* (*sic*)... « rendu prest de son mestier a recevoir la barre (du « guichet probablement). Item un clouaison de boys « sur bout soubz l'arche du pont de Maienne... » Remarquons parmi les conditions accessoires du marché celles-ci : « doit avoir led. charpentier le vieil boys de « l'apprentiz et mond. sieur le cappitaine le vieil pont. »

Quant aux travaux de serrurerie ou autres de ce genre qui pouvaient se trouver à faire dans une forteresse telle que le château de Mayenne, c'est Jehan Aligot, claveurier, qui s'en était chargé au moyen d'un marché passé le 2 juin précédent (1449) entre lui et M^{re} Pierre de Beauvau. Il s'était engagé à tendre « son ouvrouer au chastel de Maienne » et y faire « sa demeure » et servir « de son mestier aux nécessites « de la place » où il devait « besongner de serrures et « autres ouvrages de son mestier, » enfin aider « Mais- « tre Jehan (Flain) le canonnier (dont nous parlerons « plus loin) au faict de son mestier, quand il en aura « nécessité. » Ce dernier marché était passé pour un an.

Nous avons terminé l'analyse des documents ayant trait aux divers travaux grâce auxquels le capitaine de Mayenne avait cherché à mettre la place qui lui était confiée en état de supporter au besoin un nouveau siège. Mais ce n'était pas tout de réparer, et même de fortifier

le château, il fallait encore l'armer. Pierre de Beauvau ne faillit pas à cette dernière partie de sa tâche, comme nous allons pouvoir nous en convaincre, dans les documents qu'il nous reste à étudier.

Dès le 31 mai 1448, le seigneur de la Beschère s'était empressé de faire avec « maistre Jehan Flain, canonnier, « paroissien de Chasteillon-sur-Coulmont, » un appointement aux termes duquel celui-ci devait s'en aller « de- « mourer aud. lieu de Maienne, sa femme, et tout son « mesnage, sans plus en bouger » et « besongnera cha- « cun jour de son mestier, tant à faire couleuvrines, « canons, que autres choses, en lui baillant les matieres « pour ce faire. » Et maistre Jehan Flain s'était mis aussitôt au travail. Avant l'année révolue, il avait fait, d'après un de nos documents, quatre couleuvrines, dont « la plus grande » pesait 325 livres, « l'autre moyenne » 205 livres, et « les deux autres » ensemble 410 livres. Le 10 juin 1449, nouveau marché fait par Pierre de Beauvau avec Jehan Flain : « ledit Flain s'est obligé « le servir et lui faire des canons telz qu'il voudra « pour le prix de 20 deniers la livre ; et fournira de fer « et tout ce qu'il y appartient de son mestier, et les « rendra tirans pour led. prix de 20 deniers la livre de « fer ouvrée. »

Ainsi, le capitaine de Mayenne, afin de munir le château auquel il commandait d'une artillerie suffisante en cas d'attaque sérieuse, faisait fabriquer sur place des couleuvrines et des canons. Cependant, comme il ne négligeait aucun moyen d'armer sa forteresse, il avait fait venir de divers côtés, en mars 1448, un certain nombre de pièces d'artillerie, dont partie lui avait été baillée par ordre du comte du Maine et partie lui appartenait personnellement. L'énumération de ces pièces se trouve dans nos documents :

« S'ensuit l'artillerie que j'ay fait venir en ceste place
« que monseigneur m'a fait bailler ;

« Premier,
« De Sablé, deux gros canons ;
« Item de la Ferté, deux petits canons, l'un de métal,
« l'autre de fer ¹.

« S'ensuit l'artillerie qui est en cest chastel mienne
« que j'ay fait venir.

« Premier,
« Dix grosses arbalestes dacier, c'est ascavoir, six
« que j'ay fait venir de Melle ² et quatre de Tours.

« Item, quatre paire de grosses tilloles à quatre pou-
« lies,

« Item, deux petites arbalestes dacier,

« Item, deux grosses arbalestes dacier.

Tels sont les précieux documents que, par un de ces heureux hasards qui sont parfois la récompense des chercheurs, nous avons eu la chance de découvrir aux archives du château de Lassay, dans un registre de remembrances où certes on n'aurait jamais eu l'idée d'aller les chercher. Il suffit désormais de les rapprocher des deux descriptions du château de Mayenne que nous avons rapportées plus haut pour mieux en comprendre toute l'importance. N'est-il pas vrai que, grâce à nos documents, il est plus facile à présent de se représenter l'ancien château en question, aujourd'hui, hélas ! si défiguré par le temps, vivant pour ainsi dire d'une vie nouvelle, et apparaissant à nos yeux tel qu'il était en plein moyen-âge ? Oui, la voilà bien, cette antique forteresse, contemporaine de Guillaume-le-Conquérant, et plus tard témoin de la longue et terrible guerre de Cent-Ans, la voilà bien avec ses hautes tours où la

1. Sablé et la Ferté-Bernard appartenait en effet, comme Mayenne, à Charles d'Anjou.

2. Pierre de Beauvau avait été capitaine de Melle, en Poitou, avant de le devenir de Mayenne.

sentinelle veille enfermée dans son échauguette, ses remparts épais où le soir résonne le pas des archers conduits par leurs chefs et allant prendre leur place pour le guet, sa porte qu'on ouvre et qu'on ferme deux fois par jour sous la surveillance de plusieurs de ces gentilhommes du moyen-âge tout bardés de fer, son guichet, son pont-levis, ses ponts et poternes, ses palissades au pied des remparts, son boulevard enfin ; elle est là devant nous, et ce n'est pas un vain mirage, puisque nous ne faisons, en parlant ainsi, que résumer nos documents !

Un mot maintenant avant de quitter le château de Mayenne ainsi ressuscité, un dernier mot sur le personnage qui, comme capitaine de ce château, nous est apparu plus d'une fois dans le cours de cette étude.

Fils de Mathieu, vulgairement appelé Macé de Beauvau, qui fut capitaine du château d'Angers en 1417, sous la reine de Sicile, Yolande d'Aragon, et de Jeanne Bessoneau, dame de la Beschère, au comté du Maine, près Laval, Pierre de Beauvau, seigneur de la Beschère, était le parent assez proche du fameux Bertrand de Beauvau, seigneur de Précigny, alors un des ministres les plus influents et les plus connus de Charles VII. Il avait épousé par contrat passé à Loudun, le 23 août 1438, Anne de Fontenay, qui lui avait apporté en dot les terres et fiefs du Rivau, du Coudray et de Baugé, en Touraine. C'était plus que jamais l'époque des luttes acharnées soutenues par la France contre l'Angleterre pour la défense de son territoire presque aux trois quarts envahi, et dans ces circonstances où, du reste, toute la noblesse française avait pris les armes, Pierre de Beauvau s'était vaillamment comporté. Ce fut, dit la généalogie des Beauvau par Chevillard, en considération des bons et loyaux services qu'il avait faits et faisait au roi Charles VII dans ses guerres, qu'il obtint de ce prince, par lettres données à Montauban, au mois de janvier

1442, la permission de fortifier son château du Rivau, situé dans la châtellenie de Chinon.

L'année suivante, le seigneur de la Beschère était capitaine de Melle, en Poitou, pour « Monseigneur le comte du Maine, de Guise, de Gien et de Mortain, et seigneur dudit lieu de Melle, » et il donnait quittance en cette qualité à M^e Jehan Gaudin, receveur ordinaire dudit lieu de Melle¹.

Il jouissait, dès lors, comme nous le voyons, de la faveur de Charles d'Anjou qui ne tarda pas à en faire son premier chambellan, et qui, par lettres données à Montbazou, en 1448, « le commit et ordonna en son lieu « pour recevoir le serment de fidélité des gens d'église, « nobles, bourgeois et autres, de quelque état et conditions qu'ils fussent, qui voudroient demeurer en l'obéissance du Roy au pays du Maine, et jouir du « contenu des lettres d'abolition octroyées par Sa Majesté². »

Il était déjà, ainsi que cela résulte de l'ensemble même de cette étude, capitaine de Mayenne, et non seulement il devait conserver cette charge jusqu'à sa mort, mais elle devait passer après lui à son fils René de Beauvau. En 1450, il fut, selon Bourdigné dans ses *Chroniques d'Anjou*, au nombre des seigneurs qui assistèrent Jean d'Anjou, duc de Calabre, fils aîné de René, roi de Sicile, lorsque ce dernier vint au secours du roi Charles, son oncle, pour le recouvrement de la Normandie. Un an après, il accompagnait Jean, bâtard d'Orléans, comte de Dunois, lorsque celui-ci fut établi lieutenant général du Roy au duché de Guyenne pour réduire cette province en l'obéissance de Sa Majesté ; en cette expédition Pierre de Beauvau conduisait la compagnie des gens d'armes de Charles d'Anjou, comte

1. Bibl. nationale. Pièces originales, mot Beauvau.

2. *Généalogie des Beauvau*, par Chevillard.

du Maine, gouverneur du Languedoc et de Guyenne, et il se trouva aux prises des villes de Blaye, Fronsac, Bayonne, Castillon, et plusieurs autres¹. Enfin, en 1453, il se trouvait à la bataille de Castillon, fameuse par la mort de Talbot, le grand général anglais ; mais cette bataille, heureuse pour nos armes, fut fatale au seigneur de la Beschère. Il y fut blessé à mort ainsi que Jacques de Chabannes, grand maître de France, et tous deux expirèrent trois jours après la bataille.

Ils furent, si l'on en croit la généalogie des Beauvau, fort regrettés par Charles VII qui les avait en grande estime, et dit lors « n'estre pas si joyeux d'avoir gagné « cette victoire comme il avait de tristesse d'avoir perdu « deux tels chevaliers et si hardis capitaines. »

1. *Généalogie des Beauvau*, par Chevillard.

C^{te} A. DE BEAUCHESNE.

PIÈCES JUSTIFICATIVES¹

Ordonnances faictes pour le chastel de Maienne, par le cap^{ne} dud. lieu.

Quant on ouvrera la porte au matin et quant on asserra le guet au soir, y aura quatre compaignons au guischet desça qui le tendront ferme et pour tout le jour y aura ung compaignon qui tendra le verroul du guischet de la barrière et n'y laissera entrer homme s'il ne le cognoist.

Item, fault pour la garde de lad. porte touz les matins deux gentilz hommes ou ung du moins a l'ouverture de lad. porte et auront chacun son archer o eulx et seront a la veoir ouvrir et tant que tout soit desouvert et pareillement à la ouvrir après disner et à la fermer au soir et ne se actendront a nully de veoir si elle sera bien fermée, et y aura en oultre lesd. gentilz hommes leurs varletz et les portiers jusques à IIII de mes archers et auront touz leurs abillements à lad. porte et y disneront si bon leur semble.

Item, au guischet sera faict trois grosses bendes de fer bonnes et fortes et seront enchaînées l'une à l'autre o bonnes chaignes fortes et pareillement sera faict au huiz qui vont entre les palitz.

Item, seront estoupez touz les trouz desd. palitz esquels on n'y entrera plus si non par les guischets par ou on entrera qui seront fermez o clef et clavière.

1. Nous recommandons vivement aux amateurs érudits la lecture attentive de ces pièces justificatives ; ils y trouveront, surtout dans les énumérations relatives aux armes et à l'artillerie et dans les mises de la semaine, plus d'un détail curieux que nous n'avons pu faire entrer dans le cours de notre travail.

Item, pareillement seront bendes faictes a tous les huiz des poternes comme aud. guischet et ne les ouvrera l'en point qu'ils n'y ait au dedans de lad. poterne un gentilhomme ou deux qui demeureront à l'huiz tant qu'elle soit reclose et seront changées toutes les gardes et clavières tant des pons que des poternes et tremuees les clavières et fait clefs neufves.

Item, sera faict abiller le trou de la poterne du grand chastel où est le bolvert de boys et y sera fait des chaines pareillement comme aux autres.

Item, au faict du guet sera bien regardé qu'il n'y vienne nulz compaignons de guerre desguisez et aussi seront mis les guets d'entre les palitz deux et deux et fermé les traverses après eux en faczon qu'ilz ne porront aller de l'un à l'autre.

Item, ne sera mis des guets au grand chastel sinon en toutes les tours ou chacun ung excepté en la tour qui est sur le bardeau devers les jardins ou on en mettra deux qui seront de deux paroisses.

Item, au petit chasteau en aura ung en chacun coing et en la grosse tour deux qui pareillement seront de deux paroisses.

Item, au faict des recoguets, sera advisé combien il y en a et seront despartiz, et y aura un gentilhomme ou deux du moins à conduire les archers qui le feront et seront tremuez de deux mois en deux mois, c'est asçavoir que ceulx qui le faisoient au matin le feront au soir et leur changera len leurs compaignons.

S'ensuit le devis du bolvert.

Demande Mgr un bolvert de six piedz et demy despaiz et si plus en a sera payé le maczon au seur en plege.

Item, huisseries, arbalestrières et canonnières ès lieux ou ilz appartiendront.

Item, n'y sera point mis de boys que vouldra.

Item, sera autant taizé le vide comme le plein par le milieu du mur,

Item, fera faire les fondemens mond. sieur telz qu'il lui plaira.

Item seront rendues toutes matières à place et boys à chauffer appartenant aud. bouvert.

Item, sera tenu mond. sieur de faire bailler une chambre aud. maczon au dedans de lad. place avec deux litz garniz et lui fera mond. sieur bailler du boys pour son chauffage en la forest.

Item, sera taizé led. bouvert et paiera mond. sieur pour chacune taize sans vouste 32 sols 6 deniers, et prendra led. maczon la moitié du poyement en escuz de poiz ou saluz à 23 sols chacun, et l'autre moitié à 27 sols 6 deniers.

Item, donnera mond. sieur aud. maczon 3 charges de seigle et quant led. Bouvert sera achevé aura led. maczon une robbe.

Aujourd'hui 29^e de juillet 1448 a esté fait marché par Noble homme Messire Pierre de Beauvau. Ch^r, Cap^{ne} de Maienne, Guillaume Martinaye, chastelain, Jehan Girart, escuier, Jehan Roland et Jacquet Blanchet, avec Mace Segre-tain, maczon, demourant en la paroisse de Bays en Bretaigne, de faire le bouvert ci-dessus declairé, selon lequel devis il a promis de faire led. bouvert et de le commencer ou mois de mars prochain venant, et led. ch^r lui a promis le poyer ainsi que la besongne se fera, et pour ce faire, lui a baillé aujourd'hui la somme de 6 saluz d'or, et lui avance dedans le premier jour de janvier prochain venant la somme de 30 saluz d'or. Ainsi signé : Jacquet Blanchet.

Le 29^e de juillet l'an 1448 establiz Estienne Guilleu et Jehan Guilleu son fils soubzmect. ce confessent avoir prins le convenant de maczonnerie de Monss. le Cap^{ne} de Maienne, Guill^e Martinaye, chastelain dud. lieu, et autres ordonnés sur le fait des eupvres de lad. ville, et en la manière que ensuit, c'est asçavoir qu'ils ont promis faire machicoler deux tours et deux pans de mur du chastel dud. lieu de Maienne, c'est asc. la tour qui souloit estre antiennement appelée la tour de l'eschauguecte et celle où est à présent

l'eschauguecte dud. lieu de Maienne et les deux pans de mur enss. en tirant devers la rivière, et seront tenuz lesd. preneurs rendre lesd. Machicoleys au rang d'icellui qui est antien, et en ce faisant lesd. preneurs se fourniront de serviteurs a leurs despens et de toutes manières de pons et chauffaudays et aussi feront lesd. machicoleys de pierre de taille, laquelle pierre ils seront tenus tailler et feront aud. édifice canonnières et entrées où il sera advisé ; pour lequel convenant et édifice il sera poyé aux preneurs la somme de 110 saluz d'or par les poyemens qu'il sera advisé, et comme ils besongneront ils seront payez, fors 30 saluz qui leur seront avancez à faire leur prinse. Et aussi en ce faisant on leur sera tenu rendre sur le bord de la douve pierre, sablon, chaulx et eau et aussi de 12 charretées de boys à chauffer, et avecque ce leur seraourny d'un engin à lever et d'un cable ou corde pour faire leurs leveures, et aussi seront tenuz reclocter et reffaire touz les pertuiz et bresches qui sont auxd. pans et tours dessusd. et commenceront à besongner à l'entrée de mars prouchain venant et continueront jusques à la fin et accomplissement dud. eupvre, et leur sera baillé pour eulx retirer et leurs hommes, et auront lesd. preneurs les boys et treges qui seront hostés de l'endroit ou ils besongneront.

Fait en la présence de Jehan Rolland, Thebaud Martinaye, Estienne Surgan et autres. Aussi signé : Laleton.

Appoinctement fait avec Jehan Chevalier, cherpentier.

C'est asc. qu'il sera tenu quant il faudra ung pal ou deux les mettre en fournissant de boys, et pareillement des rasteliers et treges et pour le prix de 12 s. t. par an. Et doit tenir lesd. choses en bonne reparation de son mestier. Presens ad ce Louys Belart et Guill^e de la Motte. Fait à Maienne le 14^e jour de mars 1448.

Aujourd'hui second jour de juing 1449 fut fait marché en-

tre M^{re} Pierre de Beauvau, Ch^r, Cap^{ne} de Maienne d'une part et Jehan Aligot, claveurier, d'autre,

C'est asc. que led. Aligot tendra son ouvrouer au chastel de Maienne et y fera sa demourance et servira de son mestier aux nécessitez de la place, et aydéra à maistre Jehan le canonnier ou fait de son mestier quant il en aura nécessité, dujourn'hui jusques à ung an. Et pour les peines et travailz qu'il prendra en ce faisant led. Cap^{ne} lui a promis poyer ou faire poyer pour led. an la somme de 20 livres t. C'est asc. par chacun quartier d'an 100 sols, et sera led. Aligoot poyé de ce qu'il besongnera de serreures ou autres ouvrages de son mestier raisonnablement outre la pension dessusd. A la quelle chose led. Aligot s'est soubmis et obligé ainsi le faire tenir et accomplir bien et loyaument par la foy, et serment de son corps. Présents Pierre de Pennart, procureur dud. lieu de Maienne, Guill^e de Lalain, Chevalier, cherpentier et Maître Jehan le canonier, les jours et an dessusd.

Le 10^e dud. moys 1449 a esté fait marché entre Mess. Pierre de Beauvau, Ch^r, Cap^{ne} de Maienne, d'une part, et Jehan Flain, canonnier, paroissien de Chastillon sur Coumont, d'autre.

C'est asc. que led. Flain s'est obligé le servir et lui faire des canons telz qu'il voudra pour le prix de 20 d. la livre et fournira de fer et tout ce qu'il y appartient de son mestier, et les rendra tirans pour led. prix de 20 d. la livre de fer ouvrée ainsi que dit est. Et a raison de 30 s. t. pour salut. Et ad ce se sont obligez les dessusd., l'un vers l'autre. Presens ad ce : Monss. d'Anthenaise, Ambroys de Lisle et maistre Jehan le cannonnier.

Le 10^e jour dud. moys l'an dessusd. fut fait marché entre M^{re} Pierre de Beauvau, Ch^r, Cap^{ne} de Maienne, d'une part, et Jehan le Verrier, cherpentier, demeurant aud. lieu de Mayenne, d'autre. C'est asc. que led. Verrier, cherpentier, a promis faire les choses qui s'ensuivent. Premier : le pont leveys de la porte du grand chastel tout neuf, tout ce qu'il

fault de charpenterie. Item, ung apprentiz faict *a sest (sic)* ainsi qu'il se poursuit et comporte rendu prest de son mestier a recevoir la barre. Item, doit faire une clouaison de boys sur bout soubz l'arche du pont de Maienne mis sur une solive et cousu à deux linandes en faczon que on ne le puisse avoir sans avoir le tout ensemble, et en ce faisant mond sieur le Cap^{ne} luy doit donner la somme de 20 livres tournois et le fournist de boys sur bout et de charroy pour l'emmener. Et doit avoir led. charpentier le vieil boys de l'apentiz et mond. sieur le Cap^{ne} le vieil pont. Et ad ce se sont obligés l'un envers l'autre, Presens ad ce : Monss. du Bellay ; Guillemain Anguerrant et plus. autres.

S'ensuit les arbalestes que Monss. de Chauvigné a receues et les noms à qui il les a baillé.

Premièrement

A Guillemain Enguerrant, une arbaleste garnye de traits et tilloles.

A Jehan Chevalier, une semblablement garnye.

A Bertran id.

A Michiau id.

A Grant Guille id.

A Morron id.

A Monsi^{eur} des Escotais, quatre garnies chacune de tilloles et de chacune 12 vivotes.

A monsieur de Chauvigné, trois arbalestes sans tilloles ne trait.

S'enssuit l'artillerie que j'ay fait venir en cette place que Monss. m'a fait bailler.

De Sablé : deux gros canons.

Item, de la Ferté : deux petitz canons, l'un de métal et l'autre de fer.

Item, aujourd'hui 15 de mars l'an 1448, ay fait bailler à Velart deux pippes de sallepestre, une pipe de souffre.

Item, 12 grosses tilloles.

Item, 12 paniers.

S'ensuit l'artillerie qui est en cest chastel mienne que j'ay fait venir.

Primº.

Dix grosses arbalestes d'acier, c'est asc. six que j'ay fait venir de Melle et quatre de Tours.

Item, 4 paires de grosses tilloles à 4 poulies.

Item, 2 petites arbalestes d'acier, dont j'en ay baillé une au Perrot, l'autre à Belart.

Item, 2 grosses arbalestes d'acier le 7º jour de Mars 1448.

Le dernier jour du moys de may 1448 fut fait appointement entre monss. de la Beschière, Chº. Capº de Maienne et maistre Jehan le canonnier, en la forme et manière qui s'enss.

C'est asc. que led. maistre Jehan s'en ira demourer aud. lieu de Maienne, sa femme et tout son mesnage, sans plus en bouger et besongnera chacun jour de son mestier tant à faire couleuvrine, canons et autres choses, en lui baillant des matières pour ce faire par ainsi qu'il sera païé aud. lieu par ordonnance de la somme de 5 escus d'or a prº ayant cours par chacun moys à commencer du premier jour du moys de juing prouch. venant, et lui a avancé led. Chº son paiement des moys de juing, juillet et aoust prouch. venant. En tesmoing de ce lesd. parties ont fait signer ces présentes du seing manuel de Jehan Guillart, secretaire de mond. sieur les jour et an dessusd., ainsi signé Guillart.

S'ensuit les couleuvrines que maistre Jehan a faictes; poisent.

Pº

La plus grande poise 325 livres

L'autre moyenne 205 id.

Les deux autres chacune d'un poys poissant ensemble 410 livres.

Item, ung autre de plom, que j'ay fait venir.

Le 21^e jour de juillet, l'an 1449, personnellement establiz chacuns de Estienne Guilleu et Jehan Guilleu son fils, massons, paroissiens de Boutavent soubsmettant, et lesquels ont fait marché et appointement avec N. H. M^{re} Pierre de Beauvau, Chr^e, Cap^{me} de Maienne, Pierre de Pentart, proc^r et Guill^e Martinaye, chastelain dud. lieu, Jehan Rolland et Estienne Sorgan, commis par la ville, qui tel est. C'est asçavoir que icels massons ont promis faire et massonner le pan de mur qui s'est trouvé mauvais entre la tour ar-tiennement appelée la tour de l'eschauguecte jusques à l'endroit et hauteur de ce qu'ilz avoient promis a faire par le premier marché pour leur en paier pour chacune taize la somme de 32 s. 6 d., et se fourniront lesd. massons de serviteurs pour ce faire tout à leurs propres coust et despens. Et leur seront rendus sur le bord de la douve pierre, chaux, sablon et eau, ad ce nécessaires, et de ce que led. mur sera plus large et haut qu'il ne devoit estre par le premier marché, ils en seront paiez par taize aud. prix, et abattront lesd. massons a leurs cousts et despens, le surplus dud. pan de mur qui est encore à abatre jusques à terre et monss. leur fera garnir les fondemens, et avec que ce ont promis lesd. massons vouster les deux tours dess. d., tout à leurs cousts et despens pour la somme de dix salúz d'or, excepté que l'on les fournira de citernes. Et demeur le premier marché fait avecque lesd. massons en sa propre vertu comme devant, et au cas que l'autre pan de mur joignant la tour ou est de présent l'eschauguecte de-vers la rivière se trouvera mauvais, sera marchandé avec lesd. massons pour le reffaire. Et promet mond. sieur et les officiers faire paier icels massons comme la besongne se fera. Présens ad ce Jehan Roussin, Jehan Lemée et autres plusieurs.

Le 4^e jour d'Aoust, l'an 1449, personnellement establiz chacun de Jehan Buron et Jehan Roussel, preeurs, lesquels ont fait marché et appointement avec N. H. Jehan seigneur de Chauvigné, escuier, lieutenant de Maienne, Pierre de Pennart, proc^r dud. lieu, Guill^e Martinaye, chastelain, Je-

han Rolland, commis pour la ville, présens Macé Madré, Hamon de Logé, et autres, qui tel est : c'est asçavoir que lesd. preeurs ont promis tirer de la pierre pour la fortification du chastel dud. lieu de Maienne, tant à la perrière à la Cosnarde que à la perrière de la Roche-Gandon. Aujourd'hui jusques à la feste de la Nativité monss. St-Jean-Baptiste prouchain venant, pour le prix de 6 den. tournois pour chacune charretée et continueront chacun jour qu'il sera temps de besongner jusques aud. terme o le nombre de six preeurs pour le moins ou o le plus grant nombre de preeurs qu'ils pourront recevoir au-dessus du nombre de six preeurs, sauf que lesd. Buron et Roussel auront 4 aulnes de drap du prix de 15 s. l'aulne....

La mise de la sepmaine commencée le lundy 4^e jour d'aoust, et finissant le samedi 9^e dud. moys 1449 se monte sans les ouvriers de Marcillé a 45 livres 13 sols 4 deniers, de laquelle mise la declaration s'ensuit par les chapitres.

Premièrement.

En charroyz pour charroier la pierre	8 l.	2 s.
En pierre prinse à la perrière	8 l.	
En bescheurs de sablon	18 s.	4 d.
En porteurs d'eau	12 s.	6 d.
En bessons a la dosve au bout du pré de Maienne	15 s.	
En preeurs au ras des fondemens de la tour	27 s.	6 d.
En ouvriers qui ont fait le chemin aux preeurs	6 s.	4 d.
En broutiers	7 s.	6 d.
Au fait du canonnier	10 s.	
En argent baillé aux massons	22 l.	19 s. 2 d.
Somme	45 l.	13 s. 4 d.

Mise de la sepmaine enss. commencée le lundy 11^e jour

dud. moys d'aoust et finissant le samedi enss. d'icelui mois.

En charroyz pour charroier la pierre	108 s.
Pour 15 muiz de chaux achaptez a	
S ^t Ouain, a 35 s. le muy	26 l. 5 s.
En pierre prinse a la perrière	109 s. 6 d.
En bescheurs de sablon	32 s. 6 d.
En porteurs d'eau	12 s. 6 d.
En besson a la dosve du bout du pré	
de Maienne	62 s. 6 d.
En ouvriers qui ont fait le chemin aux	
préeurs	10 s.
En broutiers	12 s. 6 d.
En ouvriers qui ont assis les paliz au de-	
vant de la bresche et garnis les fondemens	109 s. 10 d.
Au fait du canonnier	20 s.
En argent baillé aux massons	10 l. 4 s. 9 d.
Somme pour ceste sepmaine	60 l. 6 s. 5 d.

Mise de la sepmaine commencée le lundy 18^e jour d'aoust
1449 et finissant le samedi enss. 23^e jour dud. moys.

En charroyz pour charroier la pierre	6 s. 18 d.
Pour 19 muiz de chaux de S ^t Ouain a	
35 s. le muy	33 l. 5 s.
Pour la mise de ung fourneau de chaux	
faite a Marcillé.	16 l. 7 s. 10 d.
En pierre prinse a la perrière	6 l. 12 s. 6 d.
En bescheurs de sablon	32 s. 6 d.
En porteurs d'eau	15 s. 9 d.
En broustiers	18 s.
En ouvriers qui ont garnis les fonde-	
mens du pan de mur	38 s. 3 d.
Ou fait du canonnier	2 s. 12 d.
En argent baillé aux massons	13 l. 3 s. 3 d.
En ouvriers a la herce	65 s. 4 d.
En preeurs qui ont tiré les corbeaux	47 s.
Somme pour ceste sepmaine	88 l. 2 s. 10 d.
Mise de la sepmaine comm ^t le lundy 25 ^e dud. moys	
d'aoust et finissant le samedi enss. penultième.	

En charroyz pour charroier la pierre	6 s. 18 d.
Pour 6 muiz, une pipe et demie de chaux amené d'Assé le Bellenger au prix de 32 sols 6 deniers le muy	10 l. 19 s. 4 d.
En pierre prinse à la perrière	6 s. 13 d.
En bescheurs de sablon	12 s. 6 d.
En porteurs d'eau	13 s. 6 d.
En bessons qui ont délivré à la tour neufve	5 s.
En ouvriers qui ont besogné aux fon- demens du pan de mur	7 s. 6 d.
Ou fait du canonnier	16 s. 8 d.
En argent baillé aux massons	32 l. 16 s. 6 d.
En argent baillé aux cherpentiers et aux charretiers qui ont amené le boys	73 s. 3 d.
Somme pour ceste sepmaine.	64 l. 5 s. 3 d.

Mise de la sepmaine commençant le lundy 1 ^{er} jour de sep- tembre 1449 et finissant le samedi ens. 6 ^e jour dud. moys.	
En charroyz pour charroier la pierre	4 s. 16 d.
En pierre prinse à la perrière	4 s. 16 d.
En bescheurs de sablon	2 s.
En porteurs d'eau	11 s. 6 d.
En bessons et ferronneries a la tour neufve	40 s. 10 d.
Pour ung cherpentier qui fut mis a raf- fermir certains paliz	3 s. 4 d.
Ou fait du canonnier	
En argent baillé aux massons	14 l. 12 s. 6 d.
En argent baillé aux cherpentiers sur leur convenant	6 s.
Somme pour ceste sepmaine	34 l. 16 s. 7 d.

Mise de la sepmaine commencée le 9 ^e j. de septembre dud. an et finissant le vendredy suivant.	
En charretées de pierre	60 s. 6 d.
En pierre prinse a la perrière	72 s.
En bescheurs de sablon	16 s.

En porteurs d'eau	9 s.	
En ferreurie pour la brouecte	13 s.	6 d.
En ung caable, massons paveurs et ser- viteurs qui ont esté a la herce et a paver la tour de la cloche	71 s.	6 d.
En fer pour faire une liene de fer et des selites a tirer la pierre	23 s.	1 d.
En charretiers qui ont amené la longue pierre de hervier	12 s.	
En massons et serviteurs qui on recepé le mur qui est cheust a l'endroit de l'ostel Pierre Lemeignan	13 s.	6 d.
Somme pour ceste sepmaine	15 l.	18 s. 11 d.

Mise de la sepmaine commencée le 13^e jour de septembre
1449.

En charretiers qui ont amené la pierre de la perrière	100 s.	14 d.
En 5 muys de chaux	8 l.	15 s.
En pierre prinse à la perrière	100 l.	6 s. 6 d.
En bescheurs de sablon	33 s.	6 d.
En porteurs d'eau.		
A ceux qui ont délivré le chemin a la perrière	4 s.	6 d.
En charbon pour le canonnier	10 s.	
A Macé Segretain, masson, sur son con- venant	15 s.	
En serviteurs pour les paveurs et ou paveur qui a pavé la tour de la herce	73 s.	6 d.
Aux charretiers qui ont amené la pierre de Hervier	18 s.	
En herpentiers qui ont besogné a la maison de Pierre Lemeignan, qui était cheoite	13 s.	4 d.
Somme pour ceste sepmaine	48 l.	10 s. 10 d.

C^{te} A. DE BEAUCHESNE.

DOCUMENTS

RELATIFS A L'HISTOIRE DU COMTÉ DE LAVAL

1616-1619

Les historiens et les chroniqueurs qui se sont occupés du comté de Laval sont restés muets sur l'état de cette partie du Maine de 1616 à 1619. Les quatre pièces inédites suivantes, tirées des archives de M. le duc de La Trémoille, suppléeront à leur silence. Nous croyons que leur publication sera utile aux érudits mayennais qui apprécient toujours les documents relatifs au passé de leur pays.

A. LEDRU.

I

1616, 4 mai; de Laval. — Les échevins de Laval se plaignent à madame de La Trémoille des ravages causés par les troupes du maréchal de Bois-Dauphin et lui demandent sa protection.

« A Madame¹.

« Madame, nous vous supplions très humblement de

1. Charlotte-Brabantine de Nassau, mère de Henri de La Trémoille, comte de Laval après la mort de Guy XX tué en Hongrie, en 1605.

« nous pardonner sy la continuation de nos misèrez donne
« lieu à nos importunitéz et à l'humble supplication que
« nous vous faisons d'avoir agréable d'escrire, en nostre
« faveur, à monsieur le maréchal du Boisdaulphin¹ pour
« destourner les troupes qui depuis ceinq sebmaines ont
« continuellement séjourné sur vostre comté, où ilz ont
« exercé tant d'inhumanité et cruaulté que le peuple est
« entièrement ruisé²; et vous assurons avec vérité, Ma-
« dame, que nous avons tous les jours plus de trois à qua-
« tre mil povres à norir; et tout le peuple seroit contrainct
« de quitter le pais n'estoit l'assurance que nous avons de
« la bienveillance de Vostre Grandeur qui, par sa bonté ac-
« coustumée, nous a tousjours préservéz de ceulx qui nous
« ont voulu affliger Nous vous supplions donc, Madame,
« de nous permettre de nous retirer sous l'abry des aisles
« de Vostre Grandeur pour estre préservés de cest orage
« qui nous menace, et croyre que nous tascherons par nos
« très humbles services de vous faire paroistre que nostre
« fidélité vous est entièrement vouée et consacrée, et que
« nous vous ferons paroistre en toutes occasions que nous
« sommes et serons pour jamais,
« Madame, vos très humbles et très obéissans serviteurs;
« les eschevins de Laval,
« (Signé) BIGNON? (Un second nom illisible).
« De Laval, ce 4 may 1616. »

1. Urbain de Laval-Bois-Dauphin, maréchal de France, marquis de Sablé, mort le 27 mars 1629.

2. Après les opérations militaires de l'année 1615, dirigées contre les princes qui voulaient s'opposer au mariage de Louis XIII avec Anne d'Autriche, les troupes royales, sous les ordres de Bois-Dauphin, prirent leurs quartiers dans le Maine et dans l'Anjou, où elles exercèrent de grands ravages. S'il faut en croire le chroniqueur angevin, Louvet, ces soldats se livrèrent à tous les excès, « meurtres, volleries, incendies, sacrillages et aultres maux, » dont Bois-Dauphin ne voulut faire « aucune pugnition ny justice. »

II

1617, 14 février ; du camp du Mans. — « Coppie de
« l'acte de prestation de serment de fidélité par les ha-
« bitans de Laval ès mains de monsieur le comte d'Au-
« vergne¹. »

« Nous Charles de Vallois, comte d'Auvergne et de Lau-
« ragnais, colonel général de la cavalerie légère et lieute-
« nant général pour le roy en ses camp et armée, estant
« au camp du Mans, M^e Louys Caset, sieur de Vautorte,
« maire et juge général du comté de Laval, Pierre Moreau
« et Jullian Lorient, eschevins de la ville de Laval, se se-
« roient présentéz à nous comme députéz de la dite ville
« pour nous donner assurance de la part des habitans de
« leur fidélité et obéissance au Roy ; en laquelle qualité
« ilz ont fait et presté nouveau serment de fidélité à Sa
« Majesté, désireux de finir plustost leurs vies que de se
« départir d'icelle et de l'obéissance que doibvent à leur
« Roy tous bons et loyaulx subjectz. De laquelle prestation
« de serment les dits Caset, Moreau et Lorient ont requis le
« présent acte que nous avons signé de notre main et fait
« contresigner par l'un de noz secrétaires.

« Au camp du Mans, le quatorzième jour de febvrier
« mil six cens dix sept. — Signé : CHARLES DE VALLOIS ; et
« plus bas, par Monseigneur : DEMERCIER, et sellé en cire
« rouge. »

1. Dès le commencement de l'année 1617, le bâtard de Char-
les IX, Charles de Valois, comte d'Auvergne, avait gagné le
Maine pour en assurer la soumission au roi. Parti de Paris, le
26 janvier, il était arrivé au Mans le 11 février. C'est là que, le
14, il reçut le serment de fidélité des habitants de Laval.

III

1617, 15 août ; de Laval. — Les habitants de Laval se plaignent à madame de La Trémoille des excès commis dans le comté par les soldats du sieur du Plessis de Juigné.

« A Madame,

« Madame, comme c'est la gloire des petitz d'obéir à
« ceulx qui les commandent, aussi est-ce l'honneur et l'in-
« terestz des grands de conserver ceulx qui sont en leur
« puissance ; et nous avons toujours veu que les princes et
« seigneurs ont reputé les injures faictes à leurs subjectz
« comme si elles avoient esté faictes à leurs propres per-
« sonnes. C'est pourquoy, Madame, ayant estimé que nous
« ne pouvions estre blesséz à votre veue, sans que vous y
« fussiez notablement intéressée, nous avons osé vous
« donner advis du degast que font les soldatz du sieur du
« Plesseis de Juigné¹ en vostre comté, lesquelz, continuans
« leurs insolences, traineront après eulx la ruyne infaillible
« des lieux où ilz sont. Nous savons, Madame, avec com-
« bien de soing vous desirez [conse]rver les vostres et nous
« particulièrement qui avons tant de gages de vostre bien-
« veillance, lesquelz nous donnent la licence de vous sup-
« plier très humblement d'avoir pitié de votre paouvre
« peuple, et vouloir détourner l'orage qui menace, ou, pour
« vray dire, qui desjà a attainct ceulx qui font tous les
« jours tant de vœuz pour l'augmentation de votre pros-
« périté et la continuation de votre gloire, y estans très
« estroitement obligéz comme,

« Madame, vos très humbles et très obéissants servi-
« teurs ;

« Les habitans de Laval.

Du PONT.

« De vostre ville de Laval, le XV^e aoust 1617. »

1. Vers 1624, les Angevins se plaignaient également des violences et des pillages commis par les soldats de M. du Plessis de Juigné. C. Port, *Inventaire des archives anciennes de la mairie d'Angers*, p. 86. — BB 67, fol. 187.

IV

1619, 14 avril; de Laval. — Les échevins et les habitants de Laval avisent monseigneur de La Trémoille des ordres qu'ils ont reçus du roi par M. de Bouillé pour la garde de leur ville.

« A Monseigneur¹.

« Monseigneur, nous sommes estroictement obligés par
« les loix de nostre debvoir à vous donner advis en tout-
« tes occurances de l'estat de votre ville, plus parti-
« culièrement à présent que nous sommes menacés de
« quelques mouvementz de guerre. Il ne s'est, ce nous
« semble, présenté subject quelconque d'importance que
« nous ayons deu faire congnoistre à vostre excellance,
« fors que Sa Majesté, le vingt et septiesme de mars der-
« nier, nous a faict commandemens de veiller à notre con-
« servation et faire garde. Les lettres, portant ce comman-
« dement, nous ont esté données par M. de Bouillé le jour
« d'hier seullement, qu'il arriva en ceste votre ville, et en
« partit peu d'heures après, nous ayant commandé de
« garder aux portes, à quoy nous obéissons². S'il vous
« plaist, Monseigneur, vous prescirés à tous tant que
« nous sommes d'habitlans, vos très humbles et très obéis-
« sans serviteurs et subjectz, ce qui est de votre volonté,

1. Henri de La Trémoille.

2. Après la mort violente du maréchal d'Ancre, 24 avril 1617, et l'élévation d'Albert de Luynes comme favori de Louis XIII, Marie de Médicis s'enfuit de la cour. Les princes murmuraient et le nombre des partisans de la reine mère grossissait de jour en jour. Le roi envoya aussitôt des ordres en province. Le 28 mars 1619, il écrivit aux échevins du Mans de faire faire soigneusement la garde de leur ville, « la reine mère étant sortie de Blois. » Dès le 27, il avait donné les mêmes ordres aux habitants de Laval, mais M. de Bouillé ne communiqua les lettres royales aux intéressés que le 13 avril seulement.

« afin qu'en l'accomplissant entièrement, nous vous rendions des preuves de nostre parfaicte obéissance et service fidelle ; nous le ferons avecq de l'affection extresme et au contentement, ainsy que nous esperons, de Votre Excellance, comme estans et désirans sur tous autres tousjours estre

« Vos très humbles, très obéissantz et très fidelles serveurs et subjectz.

« Les eschevins et habitans de votre ville. (Signé) MARTIN, eschevin. — AUDOUIN, procureur syndic.

« De Laval, ce XIII^e apvril 1619¹. »

1. Cette lettre est entièrement de la main de l'échevin Martin.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

L'ABBÉ DONJON

L'abbé Louis Donjon, né à Château-Gontier en 1730, docteur en théologie de l'Université d'Angers, attaché au collège de La Flèche en qualité de répétiteur de philosophie, devint principal de cet établissement en 1763 après l'expulsion des Jésuites. Il conserva ces fonctions jusqu'au 3 octobre 1771, époque à laquelle il fut installé comme curé-archiprêtre de la paroisse Saint-Thomas de la même ville, par suite de la résignation faite en sa faveur par le titulaire, M. Jean de la Barre¹.

L'abbé Donjon mourut en 1778. Il avait beaucoup de goût et un véritable talent pour la prédication. Plusieurs discours prononcés par lui, tandis qu'il dirigeait le collège de la Flèche, notamment l'oraison funèbre de la reine, femme de Louis XV (4 août 1768), paraissent avoir été imprimés. Mais aucun de ces discours n'existe à la bibliothèque du Prytanée militaire² et nous n'en avons jusqu'ici rencontré qu'un seul dont nous donnons ci-dessous la description.

1. De Montzey. *Histoire de la Flèche et de ses seigneurs*, tome 2, pages 157-165 et 295.

2. Lettre de M. Henri Gaudin, bibliothécaire au Prytanée, du 6 décembre 1887.

« *Bløge du Roy prononcé à la publication de la paix,*
» par M. l'abbé Donjon, docteur en Théologie, Princi-
» pal du Collège de Henry-le-Grand.

« *A la Flèche M. DCC. LXIII. (A Angers de l'Impri-*
» *merie de Louis-Charles Barrière, 1763). In-12 de 31*
» *pages. »*

Avec cette épigraphe : « *Et nos cedamus amori. »*

LE P. MAJEUNE, CORDELIER

Dans les *Tableaux du Clergé* qui forment la deuxième partie de ses *Mémoires ecclésiastiques concernant la ville de Laval et ses environs pendant la Révolution*, M. Isid. Boullier cite, sous le numéro 203, un P. Majeune, ... cordelier de la maison de Nantes, docteur en théologie. « Il venait parfois à Laval, ajoute M. Boullier, où on avait une haute opinion de sa sainteté et de ses talents pour la chaire. Déporté en Espagne. »

Ce personnage était, croyons-nous, originaire de Laval et son nom devrait, à ce titre, trouver place dans une Bibliographie du département de la Mayenne.

M. Louis de la Beaulière ayant bien voulu, avec une obligeance dont nous lui sommes très reconnaissant, nous donner communication de la précieuse collection qu'il possède de placards contenant les programmes des exercices publics soutenus chaque année, à l'occasion des distributions de prix, par les élèves du collège de Laval, nous avons rencontré dans celui des exercices de rhétorique soutenus par lesdits élèves le 6 septembre 1771, un écolier de seconde, originaire de Laval, nommé François Majeune. Celui-ci nous paraît être le même personnage que le religieux cordelier dont parle M. Boullier. Cette origine expliquerait comment, sans avoir appartenu à la maison de Laval, le P. Majeune avait pu acquérir,

dans une ville où il avait conservé sans doute des relations, tant avec ses parents qu'avec les amis de ceux-ci et ses anciens condisciples, une réputation de sainteté et d'éloquence dont il avait vraisemblablement été à même de donner des preuves pendant quelques séjours près des siens.

Après avoir été déporté en Espagne pendant la Révolution, le P. Majeune rentra à Nantes après le Concordat. Nous ignorons s'il a laissé d'autres ouvrages imprimés, mais nous donnerons ici la description d'une brochure portant son nom, qui fait partie de notre collection.

« Oraison funèbre de Louis XVI, par le P. Majeune, »
» cordelier, docteur en théologie, seconde édition, à
» Nantes, de l'imprimerie de Busseil jeune, place
» Royale, in-8° de 32 pages. »

Au deuxième folio de cette brochure est une lettre adressée par le P. Majeune au duc d'Angoulême, à son passage à Nantes, pour lui offrir cette *Oraison funèbre*.

RUFIN

Guillaume Rufin¹ était un jeune homme de Laval, écolier au collège de la Flèche, où il mourut en odeur de sainteté en 1674. « Il fut enterré avec une grande solennité près de l'un des piliers intérieurs, au bas du côté droit, de l'église Saint-Thomas. On avait placé

1. *Vie de M. Fréard de Brétignole, curé de la Trinité et Doyen rural de Laval*, page 25 ; de Montzey, *Histoire de la Flèche et ses seigneurs*, tome II, page 289, et l'inscription placée au bas du portrait dont nous parlons plus loin — Ruffin de la Girandière. Steph. Couanier de Launay, *Histoire de Laval*, page 438. — Ruffin de la Girouardière, Dom Piolin, *Histoire de l'Eglise du Mans*, tome VI, pages 364-365 — et Ruffin de la Giraudière, *ibid.*, tome X, à la table générale.

une plaque de cuivre où étaient gravés son nom, la date de son trépas, avec un éloge de sa sainte vie ¹. »

Guillaume Rufin faisait partie de la congrégation de charité fondée par les Jésuites parmi leurs élèves et s'était signalé par sa générosité et son zèle pour aller, les jours de congé, visiter les indigents malades et leur porter des secours. A son décès, sa vie fut écrite, par un de ses anciens professeurs sans doute, et déposée dans la bibliothèque de la congrégation dont il faisait partie. M. Fréard de Brétignoles, envoyé comme élève au collège de la Flèche (vers 1705), eut occasion de la lire et résolut d'imiter les vertus de son compatriote ². Nous ignorons si cette vie de Guillaume Rufin avait été imprimée, mais on la trouve recueillie dans un ouvrage de M. l'abbé Carron, *Les écoliers vertueux ou Vies édifiantes de plusieurs jeunes gens proposés pour modèles*, tome I, page 233.

Le bienheureux Rufin paraît avoir eu, à l'époque de sa mort, une certaine célébrité. Suivant l'auteur anonyme de la *Vie de M. Fréard de Brétignole*, on avait dû établir un petit autel le long du mur de l'église Saint-Thomas, en face de son tombeau, pour satisfaire à la piété de tous ceux qui l'invoquaient. M. Stéphane Couanier et Dom Piolin ajoutent qu'à la mort du jeune Rufin on se disputa ses dépouilles comme celles d'un saint et que plusieurs personnes assurèrent avoir obtenu des grâces par son intercession ³.

Il n'est donc pas étonnant qu'à cette époque on se soit empressé de conserver ses traits par la peinture. Le 29 octobre 1886, M. Auguste Michel, conservateur-adjoint du Musée d'Antiquités Saint-Jean, nous avait

1. De Montzey. *Histoire de la Flèche*, tome II, page 289.

2. *Vie de M. Fréard de Brétignole*, page 25.

3. Couanier de Launay. *Histoire de Laval*, page 468, et Dom Piolin, *Histoire de l'Eglise du Mans*, tome VI, pages 364-365.

signalé un portrait de Guillaume Rufin, portrait d'une mauvaise exécution et d'une conservation plus mauvaise encore, qu'on lui avait proposé d'acquérir pour le Musée. Nous ignorons ce qu'est devenue cette toile et ne pouvons mieux faire que de reproduire la description que nous en avait alors donnée M. Auguste Michel. Guillaume Rufin était représenté debout, mains jointes, vêtement noir, poignets de chemise blancs, grand collet rabattu, cheveux tombants. Au bas de ce portrait se trouvait l'inscription suivante : GUILLLELMUS. RVFIN. LAVALLENSIS. EX. HOC. SODALITIO. AD. CŒLYM. MIGRAVIT. 15 AVGVTI. ANNO. 1674. ÆT.... 1. .

E. QUERUAU-LAMERIE.

NOTES

SUR UNE ESQUISSE PEINTE DE LA BATAILLE DE CONSTANTIN

PAR LE BRUN

Il nous paraît intéressant, à plus d'un titre, de mentionner une remarquable esquisse peinte de Charles Le Brun (La bataille du Pont Milvius) qui appartient depuis de bien longues années à la ville de Château-Gontier. Malgré tous nos efforts, il nous a été impossible de découvrir la date exacte à laquelle le tableau en question est venu prendre place, dans la salle principale de l'Hôtel-de-ville, au milieu de la collection de portraits des maires et échevins peints avec plus ou moins d'art par les modestes artistes de la région.

Il y a environ vingt ans que nous nous sommes préoccupés de faire transporter, au Musée qui venait de se fonder, l'esquisse de Le Brun et de donner à cette œuvre un entourage plus digne d'elle.

Les historiens et biographes qui tour à tour se sont occupés de Le Brun ont tous écrit que les batailles de Constantin restèrent toujours à l'état de projet, ne furent jamais peintes, et que le célèbre graveur Gérard Audran les grava d'après les cartons du maître.

Nous sommes donc, aujourd'hui, heureux de pouvoir assurer que Le Brun fit plus que des cartons, mais produisit la magistrale étude peinte que nous possédons au Musée, pour l'œuvre commandée par le surintendant

Fouquet, dans sa splendide demeure de Vaux-le-Vicomte.

Le Brun ne vint à Vaux-le-Vicomte, comme directeur des travaux de Fouquet, qu'en 1658 ; la disgrâce du surintendant ayant eu lieu en septembre 1661, c'est donc pendant cette période de trois années que fut peinte cette esquisse.

Desportes, dans sa *Vie de Le Brun*, publiée par Lépiciier en 1752 (*Vies des premiers peintres du Roi*), s'exprime ainsi, au cours de la description qu'il donne des travaux des peintres au château de Vaux :

« Le Brun devait peindre encore, dans le vestibule, « le *Palais du Soleil* et *Le Triomphe de Constantin* « dans Rome, après la défaite de Maxence, il en avait « même déterminé les dessins. Le cardinal de Mazarin, « qui venait souvent dans ce beau lieu, les vit avec « plaisir et proposa à l'auteur de traiter aussi le sujet « de la bataille des deux princes, différemment de Raphaël. Le Brun eut beau s'en défendre modestement, « il fallut se rendre et chercher dans les historiens « quelques circonstances particulières pour diversifier « sa composition. »

« Ces trois dessins ont été gravés par l'illustre Gérard Audran, et l'on dit que l'estampe de la bataille « ayant été envoyée à Rome, Pierre de Cortone en « trouva l'invention digne de Raphaël même. »

Nous ne décrivons pas de nouveau la composition de la *Bataille de Constantin contre Maxence au pont Milvius*. Qui ne connaît cette œuvre reproduite tant de fois depuis Audran, par Tardieu et d'autres graveurs de moindre mérite ? L'esquisse peinte du Musée de Château-Gontier est sur toile et mesure 1^m 70 centimètres sur 1^m 12 centimètres.

Cette étude n'est qu'une partie de l'œuvre entière ; le pont est le centre de la composition, et toute la partie gauche ne figure pas sur la toile en question. Il est facile

de se convaincre qu'aucune modification importante, mais seulement de bien légers changements, ont été faits au carton gravé tant de fois.

M. Olivier Merson, l'auteur d'un travail inédit sur *Le Brun, son œuvre et son influence sur les arts au dix-septième siècle*, en visitant l'été dernier le Musée de Château-Gontier, nous fit part de ses observations et nous écrivit, à ce sujet, qu'il avait été heureux d'admirer cette œuvre fort remarquable du grand peintre, en nous reproduisant le passage suivant de son étude sur Le Brun : « Pour en finir avec les ouvrages de Le
« Brun au château de Vaux-le-Vicomte, un seul mot
« de l'entrée de Constantin à Rome, composition où il
« montra une profonde connaissance de l'art romain.
« Elle servit de modèle à une tapisserie de Maincy,
« mais Le Brun avait espéré la peindre dans l'intérieur
« du château.

« Mazarin venait parfois le surprendre au milieu de
« ses nombreuses occupations. Frappé de cette œuvre
« si fortement agencée et si pleine, il engagea l'auteur
« à traiter la bataille de Constantin contre Maxence au
« pont Milvius, en s'attachant à d'autres épisodes que
« Raphaël dans la fresque du Vatican. Après avoir hésité, Le Brun céda à ce désir.

« Cette seconde composition n'égale pas, selon nous,
« l'*Entrée de Constantin à Rome* ; le burin de Gérard
« Audran permet de juger l'une et l'autre, mais elle est
« fort belle encore, d'une rare puissance de mouvement,
« d'une entraînante et fiévreuse énergie ; on la dirait
« animée d'héroïsme, traversée d'un souffle vraiment
« épique. »

D'autre part, nous avons eu la bonne fortune de consulter le rarissime manuscrit de Claude Nivelon sur Le Brun, et cet élève du maître nous apprend que la *Défaite de Maxence* ne fut pas moins goûtée, lorsque Le Brun l'exécuta, que ne l'avait été le triomphe de Constantin.

★

Voici en quels termes, pleins de naïveté, Claude Nivelon raconte l'entrevue de Mazarin et de Le Brun, au cours de laquelle le ministre décida le peintre à entreprendre le tableau qui nous occupe.

« Le Triomphe de Constantin donna occasion à M. le Cardinal de s'entretenir avec M. Le Brun des études qu'il avait faites à Rome ; il voulait voir la copie de Le Brun d'après Raphaël, représentant la bataille de Constantin et, l'ayant considérée, M. le Cardinal dit qu'il aurait souhaité voir ce sujet traité de son génie pour accompagner le Triomphe. Il était curieux, ajoute-t-il, de s'assurer jusqu'où l'on pouvait monter son imagination sur un sujet déjà traité par l'un des plus savants hommes¹.

A propos de cette esquisse, œuvre incontestable de Le Brun, d'une puissance de coloris et d'une exécution si magistrale, n'est-il pas curieux de faire remarquer que, par suite de circonstances que nous ne pouvons malheureusement préciser, ce tableau, peint à Vaux-le-Vicomte sous l'inspiration de Mazarin et commandé par le surintendant Fouquet est venu à Château-Gontier, après deux cent vingt-sept ans, orner l'ancienne demeure des Fouquet achetée par la ville pour y installer le Musée²?

Une tradition locale veut que l'hôtel du Musée ait été construit par Yves Fouquet, troisième frère du surintendant, qui était conseiller au Parlement de Paris, mort jeune et sans postérité et qui avait sous sa juridiction, entre autres provinces, l'Anjou et le Maine ; nous avons lieu de croire que cette tradition est erronée ; nous li-

1. Nous devons la communication du manuscrit de Claude Nivelon à la gracieuse obligeance de M. Henri Jouin.

2. On voit encore sur des plaques de cheminées les armes des Fouquet : *d'argent à un écureuil de gueules rampant*. De semblables armoiries ont été trouvées dans les terres de la Ferrière et de la Bouchefollière, près Château-Gontier.

sons, en effet, dans un opuscule fort ignoré¹ (pour cette raison qu'il a été tiré à seize exemplaires) que Marguerite Fouquet avait épousé en premières noces Jérôme Sourdrille, puis le sieur Chailland, et Christophe Fouquet, procureur général à Metz, appartenant à une branche de la famille Fouquet de Bretagne, qui vint se fixer en Anjou à la fin du XVI^e siècle.

Le chef de cette famille, François Fouquet, écuyer, seigneur de la Hanchère, vivait en 1550, époux de Lézine Cupif, d'une famille d'échevins d'Angers ; ce fut au blason de la famille que son petit-fils, le surintendant Fouquet de Vaux, ajouta l'orgueilleuse devise « *Quo non ascendam* » conservée par ses descendants, les comtes de Gisors et de Belle-Ile.

Plusieurs membres de la famille Fouquet se sont établis à Château-Gontier et ont habité l'hôtel actuel du Musée. Nous possédons notamment le testament, en date du 2 janvier 1627, de François Fouquet, sieur de Vaux, conseiller du Roi, résidant à Château-Gontier, paroisse Saint-Jean, en faveur de son cousin, Christophe Fouquet. Ce testament faisait partie des papiers provenant de la succession de l'abbé Fouquet, vivant en 1688, prêtre des églises de Saint-Just et du Petit Saint-Jean, et dont les restes reposent dans l'église du village de Simplé, près Château-Gontier.

Nous avons retrouvé, dans la famille Gault, un portrait à la gouache de Fouquet, fils du surintendant, maréchal de Belle-Ile. Il a été gravé et se trouve à la Bibliothèque Nationale, collection des estampes.

TANCRÈDE ABRAHAM,

Correspondant du Comité des Sociétés des Beaux-Arts
Conservateur du Musée de Château-Gontier.

1. *Notes et documents sur la famille Gault, originaire de Touraine*, par M. Ernest Bellanger, attaché d'ambassade, imprimé à Château-Gontier, 1874, tiré à seize exemplaires.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 11 OCTOBRE 1888.

La séance est ouverte à deux heures sous la présidence de M. Floucaud de Fourcroy, président.

Sont présents : MM. Floucaud de Fourcroy, Cornée, de Lorière, de Farcy, Pointeau, Abraham, Souchu-Servinière, Garnier, Richard, Moreau, membres titulaires, et MM. Bertrand de Broussillon, Œhlert, Le Breton, La Chesnais, abbé Foucault, de Beauchesne, de la Beauluère, membres correspondants.

Sont excusés : MM. Couanier de Launay, Perrot, de la Broise, Joubert, Menjot d'Elbenne, Gadbin, capitaine d'Hauterive, Planté.

M. le Président annonce que, dans sa session d'août, le Conseil général de la Mayenne a accordé à la Commission les quatre cents francs de subvention supplémentaire qui lui avaient été demandés.

La Commission prie son Président de transmettre à MM. les membres du Conseil Général l'expression de ses remerciements.

M. le Président annonce également que M. André Joubert, membre correspondant, offre à la Commission cinq cents francs de subvention annuelle, à charge par elle de publier tous les ans un *Bulletin* en plusieurs livraisons périodiques.

La Commission prie son Président de transmettre tous ses remerciements à M. André Joubert et décide

d'examiner, dans la séance même, les moyens d'atteindre le but désiré.

La Commission propose M. André Joubert comme membre titulaire, en remplacement de M. Sentilhes, que ses fonctions ont appelé à Bordeaux et qui devra, selon l'usage, être inscrit parmi les membres correspondants.

M. le Président annonce que le Conseil général, dans sa session d'août, a décidé d'accepter le don de Rubicaire qui lui a été offert par la Commission. La Commission vote des remerciements à M. Perrot qui a bien voulu la représenter dans cette affaire et accomplir en son propre nom des formalités légales longues et compliquées.

Sur le bureau sont déposés les ouvrages suivants : *Revue du Maine*, — *Revue de l'Anjou*, — *Bulletin de la Société Polymathique du Morbihan*, — *Bulletin de la Société de l'Orne* et une publication de M. Maurice La Chesnais : *La guerre d'Amérique*, *Journal de compagne de Pierre Blanchard*, par un arrière-petit-fils de l'auteur. — Un volume offert par la *Smithsonian Institution* est renvoyé à M. Perrot, avec prière de bien vouloir en donner un compte-rendu.

Communication est donnée d'une circulaire ministérielle relative au programme du congrès des sociétés savantes à la Sorbonne.

M. Tancredé Abraham lit une notice sur un tableau de Lebrun (esquisse peinte) représentant la bataille du Pont-Milvius, qui appartient depuis de longues années à la ville de Château-Gontier (*Voir p. 407*).

M. Trévédy communique deux brochures et une notice manuscrite relatives à des sculptures singulières dont un certain nombre d'exemples ont été trouvés en Bretagne, en Auvergne et dans les Vosges. On les désigne sous le nom de « groupes du cavalier et l'angui-

pède, » parce qu'elles comprennent toujours un monstre demi-humain dont les deux cuisses sont continuées en forme de serpents. Cet être fantastique supporte un cheval monté par un cavalier. L'auteur se propose de publier, sur ce sujet intéressant, une notice détaillée.

M. O. Chiron, bibliothécaire adjoint de la ville de Laval, communique, par l'entremise de M. Œhlert, une note relative à un certain Michel Lemesle, maître architecte et sculpteur lavallois, auteur de plusieurs autels du style de la Renaissance, construits au XVII^e siècle (*A publier*).

M. R. Gadbin, membre correspondant, communique un travail intéressant sur une inscription funéraire qu'il a découverte dans le cimetière de Saint-Aventin, paroisse d'Azé, près de Château-Gontier¹.

CHATEAU DE BRÉON.

M. l'abbé Foucault donne la description d'une pierre arrondie, brisée en deux morceaux, qui a été trouvée dans l'allée du château de Bréon et qu'il considère comme un ancien projectile d'artillerie.

AVEUX DE LAVAL.

M. Couanier de Launay annonce qu'il possède trois aveux de Laval, 1407, 1444, 1452, copies autrefois faites par M. de Certain, et propose de publier celui de 1444, qui est le plus intéressant. — La Commission accepte cette proposition avec reconnaissance.

RICHESSSES D'ART.

M. Planté signale, dans l'église de Saint-Quentin,

1. Voir page 200 (2^e livraison).

une statue de la Vierge du XIV^e siècle, et un émail représentant une crucifixion.

M. le C^{te} de Beauchesne signale un vitrail remarquable dans l'église de Saint-Mars-sur-Colmont.

PUBLICATIONS DE LA COMMISSION

La Commission, en raison de ses délibérations antérieures, en raison de l'offre, ci-dessus mentionnée, qui lui a été généreusement faite par l'un de ses membres, M. A. Joubert, décide que ses publications paraîtront désormais périodiquement par livraisons trimestrielles.

Afin de parfaire les fonds indispensables pour arriver à ce résultat et pour être en mesure de publier, comme par le passé, des dessins, reproductions, gravures, etc., elle décide :

1^o Que ses membres, tant titulaires que correspondants, seront invités à verser, au mois de janvier de chaque année, une cotisation de dix francs, mais que cette cotisation restera facultative.

2^o Que les personnes étrangères à la Commission, mais qui s'intéressent néanmoins à ses études, pourront se procurer ses publications moyennant un abonnement annuel de dix francs, dont le montant sera recouvrable dans le mois de janvier de chaque année.

Un certain nombre de détails restant encore à régler, la Commission s'ajourne à cette effet en séance extraordinaire, au 22 novembre.

La séance est levée à 4 heures 1/2.

SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 1888

La séance est ouverte à deux heures, sous la présidence de M. Floucaud de Fourcroy.

Sont présents : MM. Floucaud de Fourcroy, Couanier de Launay, de Martonne, Garnier, P. de Farcy, Poin-teau, Cornée, Perrot, Richard, Moreau, membres titulaires et MM. Planté, C^{te} de Beauchesne, Bertrand de Broussillon, Ehlert, Trévédv, Grosse-Duperon, d'Hauterive et le V^{te} Menjot d'Elbenne, membres correspondants.

MM. A. Joubert, du Brossay, Raulin, La Chesnais, sont excusés.

M. le Président souhaite la bienvenue à M. le Vicomte S. Menjot d'Elbenne, qui assiste pour la première fois à une séance de la Commission. M. le V^{te} d'Elbenne fait hommage d'un fort beau volume relié, contenant des travaux historiques sur le Maine dont il est l'auteur : *Pierre tombale de Catherine d'Illiers à Duneau* ; — *Sceaux de Saint-Geoges-du-Rosay* ; — *Les sires de Braitel de la famille Papillon* ; — *Les sires de Braitel au Maine du XI^e au XIII^e siècle* ; — *Le siège du Mans en 1652* ; — *Le tombeau d'un Croisé* ; — *Notice sur la vie et les travaux de M. l'abbé Robert Charles*.

M. de Martonne fait hommage de son *Rapport annuel au Conseil général sur les Archives de la Mayenne*.

M. le Président annonce que M. Chedeau, membre titulaire, président de la Société archéologique de Mayenne, a fait parvenir à la Commission une somme

de 50 fr., comme souscription à l'achat de Rubicaire. M. le Président veut bien se charger d'exprimer à M. Chedeau les remerciements de la Commission.

Sont présentés comme membres correspondants, Messieurs :

Emile Sinoir, professeur agrégé de rhétorique au Lycée de Laval.

S. de Montozon, à Château-Gontier.

D'Achon, au Mans.

De Courtilloles, au château de Courtilloles, près d'Alençon.

La Commission devra, dans la prochaine séance donner son avis sur ces présentations.

M. Paul de Farcy présente le dessin du sceau qu'il a exécuté pour la Commission. Ce sceau porte les armes de Laval, Mayenne, Château-Gontier, Craon et Ernée, l'inscription *Commission historique de la Mayenne* et les lettres LAVA qui, disposées aux extrémités des diagonales d'un carré, forment le mot *Laval*, dans quelque sens qu'on les lise. — Au nom de la Commission, M. le Président adresse des remerciements à M. P. de Farcy.

La Commission, appelée à délibérer sur divers détails d'organisation de son *Bulletin*, décide que le titre *Procès-verbaux et Documents, etc.*, sera dorénavant remplacé par celui de : *BULLETIN de la Commission Historique et Archéologique de la Mayenne*.

Un scrutin est ouvert pour la nomination d'un comité chargé de surveiller, concurremment avec le Bureau, les détails de la publication.

Sont nommés : MM. Richard, L. Garnier, Pointeau, P. de Farcy, Joubert, Grosse-Duperon, C^{te} de Beauchesne et Bertrand de Broussillon.

M. Trévédy analyse en peu de mots un mémoire qu'il

a rédigé sur un sujet intéressant et peu connu, « les groupes composés d'un cavalier et d'un monstre anguipède. » M. le Président remercie M. Trévédy de sa communication et la Commission décide que le mémoire sera inséré dans la première livraison du *Bulletin*¹.

MM. Bertrand de Broussillon et Paul de Farcy veulent bien promettre à la Commission, pour son *Bulletin*, la *Sigillographie des Seigneurs de Craon* dont ils préparent le texte et les dessins.

La séance est levée à quatre heures et demie.

1. Voir page 87 (1^{re} livraison).

SÉANCE DU 24 JANVIER 1889

La séance est ouverte à deux heures sous la présidence de M. Floucaud de Fourcroy.

Sont présents : MM. Floucaud de Fourcroy, Président, Cornée, de Lorie, de Farcy, de Martonne, Richard, Garnier, Moreau, membres titulaires, et MM. Grosse-Duperon, Chomereau, Raulin, Trévéd, Chiron du Brossay, Planté, membres correspondants.

MM. Perrot, Joubert, d'Hauterive, Ponthault, sont excusés.

Sont déposés sur le bureau : *Cartulaire de l'Hôpital Saint-Jean-en-l'Estrée*, d'Arras, par M. J.-M. Richard ; — *Filigranes de papiers de la première moitié du XIV^e siècle*, par M. Richard ; — *Bulletins de la Société archéologique de l'Orne*, de la *Société archéologique de Nantes*, de la *Société archéologique d'Ille-et-Vilaine*.

La Commission émet un avis favorable à la nomination au titre de membres correspondants de MM. de Montozon, Sinoir, d'Achon, de Courtilloles.

M. l'abbé Gillard, curé de Saint-Fraimbault-de-Lasay, auteur de travaux historiques, est proposé comme membre correspondant.

Lecture est donnée d'un article de la *Revue du Maine*, qui annonce, dans les termes les plus sympathiques, la transformation des publications de la Commission Historique de la Mayenne. La Commission reconnaissante

de cette preuve de bonne confraternité, décide que mention de l'article sera faite à son procès-verbal.

LIBOUR, PEINTRE, NÉ A LAVAL

M. Cornée communique la note suivante :

A la page 117 de la *Gazette des Beaux-Arts*, livraison du 1^{er} août 1888, dans un article sur le grand statuaire Rude, on lit que le 8 février 1810 eut lieu le concours Caylus entre peintres et statuaires pour une tête d'expression. Le sujet était « *La douleur morale.* »

Drolling, âgé de 23 ans, obtint le 1^{er} prix.

Mais l'Académie décerna deux accessits : le premier à *Esprit-Aimé Libour*, peintre de Laval (Mayenne), le deuxième à Rude.

M. Du Brossay se charge de recueillir des renseignements sur Libour.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

BIBLIOGRAPHIE

Le Cidre, son introduction dans le pays de Laval,
1 broch. in-8°, extraite de la *Revue du Maine*, par M. l'abbé
Angot, Mamers, Fleury et Dangin, 1889.

M. l'abbé Angot a voulu rechercher à quelle époque le cidre avait fait son apparition dans le pays de Laval. Chacun sait que cette apparition est relativement moderne. La vigne était jadis cultivée chez nous en vue de la fabrication du vin ainsi que le témoignent encore les noms d'innombrables pièces de terre. Grégoire de Tours ne nous parle-t-il pas de cette « vendange armée » que les Bretons venaient faire chaque année chez leurs voisins les Francs ? Orderic Vital ne nous raconte-t-il pas que Guillaume-le-Conquérant fut arrêté en 1088 devant Sainte-Suzanne, *prædensitate vinearum* ? Ne savons-nous pas d'ailleurs, par nos chroniqueurs locaux, que le vin de Laval, si abondant qu'il fût, ne constituait qu'une boisson exécrable ? — Des comptes de l'Aumônerie Saint-Julien de Laval ont permis à M. l'abbé Angot d'observer l'extension croissante du cidre correspondant à une défaveur progressive du vin. C'est vers 1435 que le cidre apparaît. Sa consommation, après avoir subi, concurremment avec celle du vin, des alternatives de hausse et de baisse, finit par l'emporter vers le milieu du XVI^e siècle ; les mauvaises récoltes de vin aidant, il détrôna complètement ce dernier dans les premières années du XVII^e siècle, bien que la vigne semble avoir persisté longtemps encore sur quelques rares coteaux exposés au soleil. La Normandie n'a connu le cidre qu'après le Bas-Maine. — Chacun lira avec intérêt la brochure de M. l'abbé Angot. Nous devons lui savoir gré d'avoir réuni et coordonné des faits dont quelques-uns étaient connus mais n'offraient, même pour beaucoup d'érudits, qu'un ensemble vague et mal déterminé. Désormais nous pouvons considérer comme tracés les grands traits d'un chapitre nouveau, — et non le moins intéressant, — de notre histoire économique.

Notice sur Septforges et ses Seigneurs, par le Comte de Beauchesne, 1 brochure in-8° de 60 pages, extraite du *Bulletin de la Société historique et archéologique de l'Orne* ; Alençon, Renault De Broise, 1889.

Voici une brochure qui intéressera vivement les lecteurs du *Bulletin Historique et Archéologique de la Mayenne*. Bien que Septforges soit situé dans l'Orne, en Normandie, son histoire appartient pour une bonne part au Bas-Maine, et nous pouvons revendiquer, comme figurant dans nos propres annales, la plupart des familles qui l'ont possédé : les Boullay (de Bretignolles), les Boisfroult (de Niort), les Chauvigné (de Méral), les Beauville, dont l'un fut célèbre au XVI^e siècle sous le nom de l'Estelle, les Madaillan seigneurs de Boisfroult, de Montataire, du Horps, etc.

A chaque instant, en parcourant les pages écrites par M. le C^{te} de Beauchesne, nous trouvons des noms d'hommes et de lieux qui nous sont familiers, des détails curieux sur des faits de notre propre histoire.

Nous ne nous en étonnerons pas du reste, pour peu que nous considérons les diverses sources auxquelles l'auteur a puise. Ce sont principalement les archives du château de Lassay (fonds de Boisfroult et de Chauvigné), les archives du château de Changé près Laval, le fonds de manuscrits légué par M. A. Bernard à la Bibliothèque de Laval, sans compter les documents tirés des Archives nationales et de la Bibliothèque de Domfront.

Ceux qui s'intéressent à l'histoire de notre département, principalement dans sa partie nord-est, consulteront donc avec fruit le travail de M. de Beauchesne. Ils y récolteront une ample moisson de faits inédits, et ce qui ne gâte rien, ils trouveront ces faits bien coordonnés, bien déduits et exposés avec un véritable talent littéraire.

Bibliographie des œuvres du R. P. Dom Paul Piolin, 1 broch. in-8°. Solesmes, imp. Saint-Pierre, 1888.

Le R. P. Dom Paul Piolin, bénédictin de l'abbaye de Solesmes, congrégation de France, né le 21 février 1817 au Bourgneuf-la-Forêt, profès le 15 janvier 1842, actuellement Président de la Société Historique et Archéologique du Maine, est une des illustrations littéraires du département de la Mayenne. Continuateur des grandes traditions des savants bénédictins, il a produit une œuvre considérable et nous ne pouvons passer sous silence le catalogue de ses divers écrits, dressé et publié récemment par des mains amies.

La plupart de ces écrits, dont quelques-uns forment des ouvrages comprenant de nombreux volumes, sont trop connus pour que nous songions à les citer. Hagiographie, histoire ecclésiastique, générale et particulière, archéologie, art, biographie, bibliographie, le R. P. Dom Paul Piolin a tout traité avec une égale science et une incontestable autorité. Il a collaboré aux recueils les plus savants. Mais il a publié aussi une grande quantité de petits articles, qui répandus çà et là et devenus rares, pourraient échapper à la mémoire des bibliographes les plus soigneux. Beaucoup d'entre eux sont relatifs à notre Bas-Maine. Le catalogue que nous annonçons en donne une liste complète ; à ce titre il offre un grand intérêt. Mais il est aussi un monument élevé par avance à cette activité infatigable et à cette vaste érudition qui classent déjà le R. P. Dom Paul Piolin en tête des écrivains les plus éminents de notre pays.

Les Etudiants allemands de l'Académie protestante de Saumur et leur maître de danse (1625-1642) ; — Louis de Frotté et les insurrections normandes (1793-1832), d'après un ouvrage nouveau, 2 brochures grand in-8°, par M. Andre Joubert, extraites de la Revue de l'Anjou ; Angers, Germain et Grassin, 1889.

L'art de la danse était jadis très en faveur et son étude formait le complément indispensable de toute bonne éducation. Les étudiants des universités le cultivaient avec passion. Les Allemands eux-mêmes, malgré l'apparente austérité que leur imposaient les doctrines de Luther, s'y adonnaient comme les autres, témoin un curieux album dédié à leur maître à danser Puy-Rideau, par les étudiants de cette nationalité qui suivaient, de 1625 à 1642, les cours de l'université protestante de Saumur. Cet album, communiqué à M. A. Joubert par son possesseur, M. Eug. Charavay, renferme cent dix-huit signatures et soixante-sept blasons, appartenant à des étudiants allemands, autrichiens ou russes. Chaque signature est suivie d'une devise, d'une maxime ou d'un proverbe. Dans la liste citée par M. Joubert on remarquera des noms illustres en Allemagne, autant que nous pouvons en juger, et dont la nomenclature ferait le bonheur de quelque savant d'Outre-Rhin. Pour nous, nous trouvons surtout dans la brochure de M. A. Joubert un attrait de curiosité et nous y relevons une fois de plus un de ces traits de mœurs que l'auteur recherche avec tant de soin et qu'il excelle à mettre en lumière.

La seconde brochure est une analyse de l'ouvrage si remarquable publié tout récemment sur Louis de Frotté par M. de la Sicotière, et dont notre ami M. E. Queruau-Lamerie a rendu compte dans ce *Bulletin*. M. Joubert, ayant donné une certaine étendue à son travail, a pu présenter mieux qu'une simple analyse. En résumant la jeunesse de Frotté, les principaux événements de sa vie militaire, il intéresse puissamment son lecteur et lui inspire un vif désir de lire *in extenso* un ouvrage au succès duquel sa critique, en tous points favorable, vient apporter une nouvelle et précieuse consécration.

Lettres et documents inédits pour servir à l'histoire de la Révolution dans la Loire-Inférieure en l'an III, publiés et annotés par M. André Joubert, une brochure in-8°, extraite de la *Revue de Bretagne, de Vendée et d'Anjou*, Vannes, Lafolye, 1889.

L'auteur a extrait de sa collection particulière une quinzaine de pièces relatives à l'histoire révolutionnaire de la Loire-Inférieure pendant l'an III, récits de meurtres politiques commis dans la paroisse de Saint-Aignan ; lettres du général Malbrancq exposant les mesures à prendre pour ravitailler Montaigu et replier sur Nantes le camp de Ragon : lettre du général Canuel offrant de former une compagnie de contre-chouans ; lettre du général Avril exposant le piteux état de sa cavalerie ; lettre concernant les mouvements des Vendéens le long de la Loire ; lettres de Geslin et de Bureau-Batardière retraçant les négociations qui amenèrent la conclusion de la paix, etc. Chacune de ces pièces est pourvue de notes historiques et biographiques sur les lieux et les personnages cités, et ces notes, dont quelques-unes ont dû imposer à l'auteur beaucoup de recherches, donnent sur le texte tous les éclaircissements que l'on peut désirer.

Papiers inédits de Choudieu : Notes sur la guerre de Vendée, recueillies et publiées par M. E. Queruau-Lamerie. 1 broch. in-8° extraite de la *Revue de la Révolution*, Vannes, E. Lafolye, 1889.

Choudieu, Pierre-René, né à Angers en 1761, fut d'abord sous-lieutenant d'artillerie à Metz, puis substitut des gens du roi au présidial d'Angers. Député à la Législative en 1791, membre de la Convention en 1792, il siégea à la Mon-

tagne. Chargé de deux missions, l'une à l'armée de Vendée, l'autre à l'armée du Nord, il fut témoin d'événements qu'il consigna plus tard soigneusement dans de nombreux écrits qu'on a improprement appelés ses *Mémoires*. Il mourut en 1838.

Des papiers inédits de Choudieu, M. E. Queruau-Lamerie a extrait ce qui concerne les guerres de Vendée. La brochure se divise en deux parties : 1^o Guerre de Vendée, 2^o Observations critiques de Choudieu sur l'histoire de la guerre de Vendée de M. de Beauchamp.

Les événements relatés par l'auteur intéressent surtout les départements de Maine-et-Loire et des Deux-Sèvres. Mais les faits historiques sont si étroitement liés entre eux que nos lecteurs, même au point de vue de leurs études locales, trouveront un grand profit à parcourir la publication de M. Queruau-Lamerie. Ils y rencontreront de nombreux détails sur la plupart des hommes qui ont joué un rôle quelque peu marquant dans les guerres de l'Ouest. M. Queruau-Lamerie a d'ailleurs eu soin d'éclaircir le texte par des notes toutes les fois qu'il l'a jugé nécessaire. Sa connaissance approfondie de la période révolutionnaire lui permettait, mieux qu'à tout autre, de mener à bien une telle publication et nous sommes heureux de reconnaître qu'il s'en est acquitté à son grand honneur.

L'Année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine, par Robert Triger, 1 vol. in-8° de VIII-312 pages, Mamers, Fleury et Dangin, 1889.

A peine avons-nous eu le temps de parcourir ce remarquable ouvrage, qui nous arrive au moment où les dernières pages du *Bulletin* vont être mises sous presse. Nous voulons néanmoins le signaler immédiatement, car nous estimons que notre faible plume le servira mieux en l'annonçant de suite, si sommairement que ce soit, qu'en lui consacrant dans trois mois, — c'est-à-dire trop tard, — un plus long article.

D'ailleurs il est signé de notre sympathique et savant collègue, M. Robert Triger, vice-président de la Société du Maine et c'est là, assurément, une recommandation supérieure à toutes celles dont nous pourrions l'appuyer.

« Au moment où se célèbrent dans toute la France (c'est l'auteur qui parle) les fêtes officielles du *Centenaire de la Révolution*, l'opinion publique se reporte avec une vive curiosité vers les événements mémorables de l'année 1789. « Quels que soient en effet les sentiments personnels et les

« sympathies politiques, il est impossible de se faire une opinion précise sur les conséquences de la Révolution française sans connaître, dans les moindres détails, son histoire, ses causes et ses origines... Sur tous les points de la France, les érudits se sont mis vaillamment à l'œuvre... Nous avons pensé que notre pays du Maine, après avoir contribué si honorablement, il y a quelques années, à la renaissance des sciences historiques, ne pouvait rester étranger à ce grand mouvement d'actualité, et qu'à l'occasion du célèbre *Centenaire*, il devait fournir, lui aussi, une petite pierre à l'œuvre commune. »

« De là cette étude sur l'année 1789 au Mans et dans le Haut-Maine. »

Il fallait à M. R. Triger toute la science, toute l'impartialité dont il est doué, pour qu'il entreprit un semblable travail. Et disons-le de suite, le succès a couronné ses efforts. Son livre est devenu, dès aujourd'hui, un monument fondamental de notre histoire du Maine. Les faits connus qu'il a groupés, les faits inédits, beaucoup plus nombreux encore, qu'il a mis en lumière, forment un ensemble, une sorte de *corpus*, auquel devront renvoyer désormais, comme à un document authentique, tous ceux qui traiteront de l'histoire de la Révolution dans notre pays.

M. Triger a suivi le même plan que M. Taine, dans ses *Origines de la France contemporaine* ; il a usé de la même méthode. Hâtons-nous d'ajouter que cette méthode, qui n'a de valeur que selon la façon dont on s'en sert, devient d'autant plus sûre qu'on l'applique à un ensemble de faits moins étendu. Le travail si compliqué d'analyse suivie de généralisations qu'elle impose, a plus de chances, lorsqu'il n'embrasse qu'une simple province, de ne laisser échapper aucun fait capital, et dès lors d'aboutir à des conclusions légitimes et vraiment positives.

L'auteur a d'abord dépeint l'ancien régime, avec ses qualités, ses défauts ou ses abus ; il expose ensuite le plan des réformes, demandées par les cahiers des paroisses, auxquelles se ralliaient une quantité considérable de bons esprits, partisans très sincères de l'ancien régime, mais néanmoins prévoyants ; il montre enfin comment, sous la pression populaire, ce qui n'était qu'une tentative de réformes devint bientôt une « révolution. »

Remarquons que, dans cette étude, l'auteur n'impose pas son opinion. Il se borne à raconter les faits en montrant leur enchaînement naturel. Le lecteur qui voudrait apporter une passion quelconque en une matière si élevée et si scientifique demeurerait toujours maître de son parti pris, sur lequel l'auteur n'a pas l'ambition de peser. M. Tri-

ger se contente de coordonner les événements et d'en dégager ce que nous appellerons, malgré une consonnance barbare que la langue ne nous permet pas d'éviter, l'« évolution de la Révolution. » Cette évolution paraît désormais démontrée. Elle se vérifie, conformément aux conclusions des travaux antérieurs, pour la province du Maine ; elle se vérifiera sans aucun doute pour toutes les provinces où on cherchera à la dégager.

Nous voudrions citer une partie de la table de l'*Année 1789...*, mais l'espace nous manque à cet effet.

Nous nous bornerons à insister, d'une manière générale, sur la valeur du livre de M. Robert Triger, et à affirmer que chacun peut tirer de sa lecture beaucoup de profit et de plaisir. Aux véritables amateurs d'histoire nous disons : lisez de confiance, vous trouverez là un ensemble de faits d'un intérêt puissant, dont la plupart sont inédits, comme par exemple le récit dramatique de la mort de MM. Cureau et de Montesson, à Ballon ; — à ceux qui ne cherchent que la distraction du moment, nous dirons : lisez encore ; ce livre est plus attrayant, plus captivant qu'un volume de mémoires ; il fourmille de détails nouveaux, d'anecdotes, de traits de mœurs pittoresques. Comme toutes les œuvres qui s'imposent, il peut, il doit être goûté aussi bien par les simples curieux que par les initiés.

E. M.

Notice historique sur la Société de Saint-Grégoire, fondée à Tours pour la décoration des églises de campagne par la peinture murale, son origine, ses œuvres, sa fin, par son ancien directeur, le *Comte de Galembert*, Tours, 1888, in-8°.

Si l'entreprise tentée par M. le C^e de Galembert n'a pas donné tous les résultats qu'il en pouvait espérer, elle n'en est pas moins intéressante. La peinture murale était jadis de tradition et comme de rigueur dans nos églises ; l'usage de laisser les murs nus et blanchis à la chaux est de date récente et d'un effet déplorable. M. le C^e de Galembert voulut réagir, s'attachant surtout à décorer les églises de campagne dont le budget, souvent très restreint, ne permet guère le paiement d'œuvres artistiques ; il forma une petite corporation de peintres unis entre eux par un caractère religieux publiquement avoué et un intérêt commun dans les bénéfices de l'association, et sous sa direction ces artis-

les exécutèrent la décoration d'un certain nombre d'églises et chapelles de la Touraine, de l'Anjou et du Maine : la *Notice* donne l'énumération de leurs travaux, des détails sur leurs procédés techniques. Il semble que des études préalables et cette connaissance approfondie de l'art religieux en France en ses belles époques, objet de l'éducation artistique des écoles de Saint-Luc en Belgique, leur aient un peu manqué. Pour diverses raisons cette association prit fin en 1872 ; elle a donc peu vécu, mais cette tentative n'en est pas moins intéressante et par le but poursuivi et par l'organisation des artistes qui y prirent part.

J.-M. R.

On nous signale, dans le *Bulletin de l'Ecole de Rome*, l'intéressante nouvelle suivante :

M. de Rossi, en examinant l'épithaphe d'Hadrien I, encastree dans un des murs de l'atrium de Saint-Pierre, et rédigée par ordre de Charlemagne, a reconnu que le marbre, inconnu dans l'Italie, provenait de Port-Etroit, entre Sablé et Juigné, et que l'épithaphe avait été rédigée par un disciple d'Alcuin, appartenant à l'école de Tours (Communication de M. l'abbé Ch. Trotin, prof. à l'Université catholique de Lille).

L'INSTRUCTION PUBLIQUE

A LAVAL

AVANT LE XIX^e SIÈCLE

INTRODUCTION

Bien que de fondation ancienne, le collège de Laval n'avait encore que très peu d'importance au XV^e siècle. Ce n'était guère qu'une sorte d'école dirigée, sous l'autorité des chanoines du chapitre de Saint-Tugal, par un principal assisté de deux régents. Les enfants pouvaient y commencer l'étude du latin, mais étaient obligés d'aller terminer leur instruction dans quelque ville voisine possédant un collège de plein exercice. En 1572, les professeurs du collège étaient si peu instruits eux-mêmes que les officiers de l'Hôtel-de-Ville crurent devoir intervenir, offrant de se charger du traitement des régents, à la condition que ceux-ci fussent capables. Quelques années plus tard, la ville faisait construire à ses frais un nouveau collège et obtenait, en récompense des sacrifices qu'elle s'était imposés, le droit de participer à l'avenir à la nomination des principaux de cet établissement en présentant une liste de trois candidats, parmi lesquels les chanoines choisiraient le nouveau titulaire. Au siècle suivant, la municipalité de Laval s'engageait à

augmenter la somme annuelle versée par elle pour le traitement des régents de cent livres par chaque professeur qui leur serait adjoint. C'est cependant vers le milieu du XVIII^e siècle seulement que l'on commença à enseigner au collège la rhétorique. Le cours de philosophie ne put y être ouvert que plus tard encore. Autorisé à porter le titre de *Collège Royal*, enrichi par le roi Louis XV, cet établissement était en pleine prospérité quand la constitution civile du clergé vint, à la fin de l'année 1791, chasser son personnel ecclésiastique.

C'est l'histoire de ce collège que nous nous proposons de raconter, en complétant, à l'aide de divers documents, le chapitre que lui a consacré M. Boullier dans ses *Recherches historiques sur l'église et la paroisse de la Trinité de Laval*.

Alors que presque tous les établissements d'instruction, ruinés par la Révolution, disparaissaient emportés par la tourmente, ayant perdu à la fois leurs ressources et leurs professeurs, le collège de Laval avait survécu pendant la Terreur. Il subsistait toujours, continuant à recevoir des élèves, tant externes que pensionnaires, lorsqu'il fut remplacé, en l'an V, par une École Centrale. Il nous a paru utile de compléter notre travail par un dernier chapitre consacré au récit des événements qui signalèrent, pendant cette période de troubles, les dernières années de son existence.

A cette première partie, nous avons cru devoir en ajouter une seconde concernant les petites écoles de la ville de Laval.

Jusqu'au XVII^e siècle, il ne semble pas avoir existé à Laval d'autres écoles qu'une classe gratuite tenue par un des régents du collège pour les garçons pauvres de la ville. Elle fut alors remplacée par deux petites écoles dirigées l'une par le sacriste du chapitre de Saint-Tugal, l'autre par le prieur-curé de Saint-Vénérand. C'est seulement en 1738 que le curé de la Trinité fonda,

dans le faubourg Saint-Martin, la première école de charité. Le succès obtenu par celle-ci lui permit bientôt d'en établir une seconde non loin de son église, tandis que le curé de Saint-Vénérand s'occupait d'en créer une troisième sur sa paroisse. La découverte récente de nombreux documents inédits nous a permis de donner sur ces écoles, leur organisation, leurs ressources, leurs directeurs, etc..., et en même temps sur les classes ouvertes pour l'instruction des jeunes filles, un certain nombre de renseignements qui nous ont semblé intéressants. Quelques notes sur les professeurs des deux sexes qui profitèrent des lois nouvelles pour ouvrir des écoles pendant la Révolution termineront notre travail, dont les proportions ont dépassé nos prévisions.

Il nous eût été bien difficile de préparer cette étude sans le secours des bienveillantes communications qui nous ont été faites si libéralement par MM. Louis de la Beauluère et Emile Moreau. Nous prions ces deux Messieurs d'agréer l'expression de notre gratitude pour l'extrême obligeance qu'ils ont mise à nous seconder dans nos recherches, l'un en nous permettant de consulter les rares et précieux documents conservés dans ses archives personnelles, le second en nous adressant de nombreuses notes recueillies à notre intention.

M. Chiron, bibliothécaire-adjoint, a droit aussi à nos remerciements pour l'empressement et le soin qu'il a mis soit à copier les documents que l'éloignement ne nous permettait pas de consulter personnellement, soit à dépouiller les précieux titres concernant les écoles de charité, dont la découverte lui est due, et qui nous ont été si utiles pour la seconde partie de notre travail.

PREMIÈRE PARTIE

LE COLLÈGE DE LAVAL

CHAPITRE PREMIER

Le Collège de Laval depuis sa fondation. — Droits du Chapitre de Saint-Tugal sur cet établissement. — Liste de ses Principaux. — Sacrifices faits en sa faveur par l'Hôtel-de-Ville. — Dispersion de son personnel en 1791.

Les écoles de Laval sont de fondation très ancienne, dit M. Boullier dans ses *Recherches historiques sur la paroisse de la Trinité de Laval*¹. « Dans le décret « du 17 juillet 1170, par lequel Guillaume de Passavant, « évêque du Mans, approuva la fondation du chapitre « du château de Laval, on voit figurer un *Ivo magister* « *scholarum*, qui était probablement le maître des écoles de cette ville, et on peut remarquer que c'était un « personnage d'une certaine importance, puisqu'il était « établi témoin d'un acte de cette nature, ce qui était une « marque d'honneur.

1. *Recherches historiques sur l'église et la paroisse de la Trinité de Laval, sur le Prieuré de Prix et sur le Chapitre de Saint-Tugal*, par M. Isidore Boullier, curé de la Sainte-Trinité de Laval, chanoine honoraire du Mans, publiées par M. S. C. (Stéphane Couanier) sur les notes et manuscrits de l'auteur. Laval, Godbert, 1845, in-8.

« Les écoles de Laval sont mentionnées plus explicitement encore dans la bulle du 24 mai 1183, par laquelle le pape Lucius III confirma l'érection du chapitre du château, qui devint plus tard le chapitre de Saint-Tugal. Entre autres droits attribués aux chanoines, on trouve la nomination des directeurs des écoles, *donationem regiminis scholarum urbis Lavalli*.

« On ne peut guère savoir, ajoute cet écrivain, quel était l'état des écoles de Laval au XII^e siècle, mais, ce qui est certain, c'est qu'en 1425 cette ville possédait ce que nous entendons actuellement par un collège, c'est-à-dire un établissement dans lequel on enseignait les humanités. Celui qui le dirigeait portait le titre de *Magister magnæ scholæ grammaticalis*. »

Les curés de la Trinité, ayant prétendu avoir le droit de concourir à la direction du collège, furent déboutés de leurs demandes par deux sentences de l'Official du Mans, des 14 octobre 1451 et 15 novembre 1457, portant que le choix du maître et des régents appartenait exclusivement au chapitre de Saint-Tugal.

Ce chapitre possédait en effet sur le collège des droits très étendus, dont nous aurons l'occasion de parler plus tard, tant pour le choix du principal et des régents, révocables à sa volonté, que pour l'administration intérieure de cet établissement. Et les chanoines eurent soin de conserver leurs droits presque intacts jusqu'à l'époque de la Révolution, luttant avec énergie contre toutes les tentatives qui purent être faites pour les diminuer, tant par les curés de la Trinité que par les officiers de l'Hôtel-de-Ville.

Le collège faisait partie de la paroisse de Saint-Tugal, qui n'avait pas de circonscription déterminée, mais comprenait seulement des édifices désignés nominativement, quelle que fût leur situation au milieu d'autres immeubles dépendant de la paroisse de la Trinité, tels que

le château et ses dépendances, la prison, le collège, les maisons appartenant au chapitre ou habitées par ses membres, chapelains ou employés, etc.

M. Levesque, l'un des chanoines de Saint-Tugal à l'époque de la Révolution, a laissé une *Liste chronologique des doyens, chantres et chanoines de Saint-Tugal*, contenant en outre celle des prêtres qui occupèrent successivement les fonctions de principaux du collège, depuis une époque reculée, mais qu'il est impossible de préciser, ce manuscrit qui appartient aujourd'hui à la Bibliothèque de Laval, ayant eu sa marge extérieure rongée de telle sorte qu'on ne peut plus lire les dates des nominations des premiers de ces principaux¹.

Une autre liste a été dressée par M. Boullier, et publiée dans ses *Recherches historiques sur la paroisse de la Trinité*. Celle-ci, moins complète peut-être que celle du chanoine Levesque en ce qui concerne les premiers principaux du collège, contient au contraire des renseignements assez étendus sur leurs successeurs.

Nous avons cru devoir fondre ensemble ces deux listes, en signalant par un astérisque les noms portés uniquement sur celle qui a été publiée par M. Boullier.

1. DUMESNIL.
2. MAIGRET.
3. HOULIÈRES.
4. MAINTROT.
5. LE LAVANDIER, Jean, nommé chanoine en 1417, mort en 1425.
6. BARROIS.
7. LEMAIGNAN, nommé chanoine en 1423, mort en 14...

1. *Archives de Saint-Tugal*. Recueil de pièces manuscrites provenant du cabinet de M. de La Bérangerie et appartenant aujourd'hui à la Bibliothèque de Laval. Mss. n° 532, *Table alphabétique et chronologique des Doyens, Chantres et Chanoines de Saint-Tugal*, par M. Levesque, chanoine.

8. HOULIÈRES.

9. BERNARD.

10. *PIERRE BELIN, 1481.

11. *JEAN GÉLI OU GELÉ, 1482.

Ces deux personnages, nommés successivement principaux du collège, exercèrent ces fonctions simultanément. Ils avaient prêté devant le chapitre de Saint-Tugal les serments accoutumés, reconnaissant qu'ils étaient, eux et leurs régents, *ad nutum capituli*, c'est-à-dire que leurs offices n'étaient point perpétuels et que le chapitre pouvait les révoquer à volonté.

Les principaux du collège étaient déjà à cette époque considérés comme faisant partie du chapitre, car, en 1483, pendant les vacances extraordinaires accordées aux écoliers à cause d'une maladie épidémique, Pierre Belin et Jean Géli furent obligés à assister au chœur comme les autres chapelains, avec une rétribution de dix sols par semaine¹.

12. *GUI D'ANCEVILLE, 1486.

13. *ROBERT CORBUSSON.

Celui-ci n'étant pas capable, le chapitre de Saint-Tugal chargeait, le 19 août 1491, un de ses membres, l'historien Pierre Lebaud, de lui chercher un successeur. On se détermina à nommer un second principal, avec lequel Robert Corbusson partagerait les revenus de l'emploi².

14. BARTHÉLEMY DUPERRIER.

Nommé pour seconder Robert Corbusson³.

1. Boullier. *Recherches historiques sur l'église et la paroisse de la Trinité de Laval*. Laval, Godbert, 1845, in-8°, p. 294.

2. Boullier. *Recherches, etc.*, page 293.

3. Le Doyen, *Annales et Chroniques du pays de Laval*, parle, à la page 182 de l'édition donnée par M. de la Beauluère, d'un prêtre, Messire Robert Courbusson, segrétain de l'église Saint-Vénérand depuis quarante ans, lequel fut inhumé, le 22 février 1521, en la chapelle Saint-Guillaume de la même église. Ce personnage nous semble ne faire qu'un avec le principal du collège,

15. GUILLAUME RAVAUULT.

Celui-ci n'est cité ni par le chanoine Lévesque, ni par M. Boullier. Il fit jouer, au mois de septembre 1532, à la Morignière, près la Coconnière, le *Mystère de l'Ermite meurdrier*, dont la représentation dura neuf jours, et, au mois d'août 1534, à Barbé, le *Mystère de Saint-Vénérand*, dont la représentation dura onze jours¹.

16. GUILLAUME LELAVANDIER, nommé en 1547.

17. LAURENT LEMOULNIER, adjoint au précédent en 1552.

18. PIERRE DE HOULIÈRE, adjoint aux deux premiers en 1555.

Laurent Lemoulnier fut nommé curé de Saint-Tugal en 1564, à la recommandation du gouverneur de Laval. Il continua cependant ses fonctions de principal, en s'obligeant à suivre les offices du chapitre quand ses classes le lui permettraient. Il fut nommé chanoine en 1572.

Le chanoine Levesque ajoute qu'il permuta, le 18 septembre 1576, ses fonctions de curé de Saint-Tugal avec Gilles Rousseau².

19. LÉON.

20. DUPONT.

21. FRANÇOIS MÉHAIGNERIE, installé le 5 novembre 1585.

Celui-ci fut nommé chanoine en 1586, et une seconde fois principal du collège en 1587.

Robert Corbusson, cité par M. Boullier. Il est possible que celui-ci, déjà sacristain de Saint-Vénérand avant sa nomination au collège, ait démissionné, après la nomination de Barthélemy Duperrier, pour venir reprendre ses anciennes fonctions, de telle sorte que Le Doyen a pu le considérer comme ayant été attaché pendant 40 ans au clergé de Saint-Vénérand et a négligé de tenir compte d'une interruption qui sans doute avait été très courte.

1. Dom Piolin. *Recherches sur les mystères qui ont été représentés dans le Maine*, 1858, in-8, page 71 et Le Doyen, *Annales et Chroniques du pays de Laval*, pages 273 et 281, de l'édition publiée par M. de la Beauluère. Laval, Godbert, s. d. in-8.

2. *Archives de Saint-Tugal*, pièce 31. *Liste des curés*.

Le comté de Laval ayant été saisi sur Guy XIX qui combattait alors avec les Huguenots, le roi Henri III appliqua, le 15 mai 1586, au chapitre de Saint-Tugal les dispositions des Etats d'Orléans de 1560 et de Blois, 1579, qui établissaient une prébende préceptoriale dans chaque église cathédrale ou collégiale, en accordant aux habitants de Laval la première prébende qui viendrait à vaquer dans ledit chapitre, pour être attribuée au principal de leur collège.

Un des chanoines, Florent Durand, vint à décéder dans le courant de cette année. Guy XIX était mort également, au mois d'avril précédent, à Taillebourg. Sa veuve, Anne d'Allègre, mère et tutrice de son fils mineur, Guy XX, lors âgé de 2 ans, fut informée du décès de Florent Durand. Revendiquant son droit de nommer les chanoines de Saint-Tugal, sans tenir compte des ordres du roi, elle conféra la prébende vacante, le 15 septembre, à Jean Froissard ou Froissand. De son côté, le roi accorda la même prébende, le 8 octobre, à François Méhaignerie. Cette double nomination fit naître un procès. Le 9 novembre, Jean Froissard faisait signifier ses oppositions à la nomination de François Méhaignerie. Ce dernier, après avoir tenté vainement un arrangement amiable, porta l'affaire, le 3 mars 1587, devant le Grand Conseil qui rendit, le 9 juin suivant, un arrêt le maintenant en possession de la prébende qui lui avait été octroyée par le roi.

Le 25 juillet de la même année, Méhaignerie fut nommé une seconde fois principal du collège sur la présentation du maire et des habitants de Laval. Cette seconde nomination, à un poste qu'il occupait depuis deux ans déjà, peut paraître étrange au premier abord. Il est cependant facile de l'expliquer.

Les habitants de Laval s'étaient toujours vivement intéressés à la prospérité de leur collège. Mais ils n'avaient jamais trouvé la moindre occasion de prendre

part à l'administration de cet établissement qui dépendait exclusivement du chapitre de Saint-Tugal. Or, vers 1572, le niveau des études ayant considérablement baissé, faute de maîtres capables, les officiers de l'Hôtel-de-Ville avaient saisi l'occasion qui se présentait à eux d'intervenir pour faire cesser cet état de choses. Ils s'étaient présentés au chapitre, pour lui demander de faire venir de Paris un ou deux régents, avec offres de contribuer de leurs propres deniers aux appointements de ceux-ci, et d'y faire contribuer la ville de 50 livres pour chacun d'eux, outre 40 sols de la part de chaque écolier, dont le paiement serait exécutoire sur les parents. Leur proposition avait été acceptée, et le chapitre s'était empressé de faire venir de Paris, en 1573, les deux régents demandés par l'Hôtel-de-Ville.

L'heureux succès de cette négociation engagea les habitants de Laval à faire de nouveaux sacrifices en faveur du collège avec l'espoir d'obtenir en échange quelques concessions permettant aux bourgeois de surveiller ce qui se passait dans cet établissement et, s'il était possible, de prendre part à son administration.

Le collège était vraisemblablement installé dans quelque vieux bâtiment appartenant au chapitre de Saint-Tugal, approprié pour cet usage avec plus ou moins de bonheur. Les officiers de l'Hôtel-de-Ville firent proposer aux chanoines de transférer ce collège dans un local plus convenable, offrant de pourvoir aux dépenses que nécessiterait ce changement. Cette fois encore leur proposition avait été acceptée.

M. Boullier a cité, dans ses *Recherches sur la paroisse de la Trinité*, le contrat d'échange, passé, le 19 octobre 1582, devant Jean Fourreau, notaire, entre le chapitre de Saint-Tugal et Pierre Martin, sieur de Mérembour, en présence de Léon Martin et Jean Jourdan, représentant les habitants de Laval, aux termes duquel le sieur de Mérembour abandonnait au chapitre

de Saint-Tugal sa maison de la rue Renaise pour y transporter le collège et acceptait en échange celle où se tenaient en ce moment les grandes écoles.

L'intervention dans cet acte de deux bourgeois prouve que l'échange qui en était l'objet avait eu lieu du consentement de l'Hôtel-de-Ville. Peut-être même la municipalité avait-elle versé une soulte au sieur de Mérembour pour le décider à accepter les bâtiments des grandes écoles en échange de sa maison de la rue Renaise et des terrains y attenant.

C'est sur l'emplacement de cette maison que les habitants de Laval firent construire à leurs frais « un très « beau collège, tant pour l'ornement de la ville que pour « l'érudition de la jeunesse en la vertu et les bonnes « mœurs¹.

Les dépenses que les habitants de Laval avaient prises à leur charge, pour procurer au collège un local plus commode et plus convenable, avaient atteint un chiffre important. C'est alors que le chapitre de Saint-Tugal, en récompense des sacrifices que l'Hôtel-de-Ville avait faits, consentit à lui en tenir compte dans une certaine mesure, en lui accordant le droit de prendre part à la nomination des principaux de ce collège en présentant à l'avenir, lorsque cette fonction serait vacante, trois sujets, parmi lesquels les chanoines choisiraient le nouveau principal. En somme, le chapitre de Saint-Tugal, qui avait eu soin, dans le contrat du 19 octobre 1582, de stipuler qu'il conserverait sur le nouveau collège tous les droits qu'il avait sur l'ancien, abandonnait peu de chose. Il conservait toujours le choix du principal, et n'accordait en réalité aux habitants de Laval qu'un droit de conseil. Cependant ceux-

1. 20 mai 1606. *Lettre des Echevins et habitants de Laval à Charlotte-Brabantine de Nassau, mère de Henri de la Trémoille, comte de Laval*, reproduite plus loin.

ci s'en contentèrent, heureux de pouvoir, grâce au droit de présentation qui leur était concédé, veiller à ce que la direction du collège ne tombât pas en des mains incapables.

Nous ne connaissons ni la date ni les termes de l'arrangement survenu entre le chapitre de Saint-Tugal et les officiers de l'Hôtel-de-Ville. Il est probable qu'il dut être rédigé aussitôt que le collège eut été transféré dans les nouveaux bâtiments qui lui étaient destinés, sans doute vers 1587. Et nous pensons que la seconde nomination de François Méhaignerie, déjà en fonctions depuis 1585, fut faite en exécution de ce concordat, car l'on ne saurait l'expliquer autrement. Il avait été choisi par le chapitre seul, et il est vraisemblable que celui-ci, bien que la fonction ne fût pas vacante, mais pour montrer sa bonne volonté et son désir d'exécuter à la lettre l'accord qui venait d'être conclu, demanda aux officiers de l'Hôtel-de-Ville s'ils acceptaient cette nomination. La réponse ayant été affirmative, François Méhaignerie reçut une nouvelle institution¹.

Il donna sa démission, quelques mois après, le 13 septembre 1587².

22. MATHIEU BARDOUL, chanoine, nommé le 18 mars 1588, démissionnaire le 27 septembre 1598.

Il avait été décidé que celui-ci assisterait au chœur, dirait les messes du chapitre, et ferait toutes les fonctions

1. Suivant le chanoine Lévesque, la première nomination d'un principal du collège, faite par le chapitre de Saint-Tugal sur la proposition des habitants de Laval, aurait eu lieu en 1597. Cette date est évidemment inexacte, puisqu'à cette époque le poste de principal était occupé par Mathieu Bardoul, démissionnaire en 1598 seulement. Le chanoine Lévesque a commis une erreur de chiffre. Il a voulu certainement parler de la seconde institution de François Méhaignerie, qui avait eu lieu dix ans auparavant, en 1587.

2. Il fut ensuite curé d'Avesnières, puis de Nuillé-sur-Vicoin, de 1593-1599. *Notice historique sur la commune de Nuillé-sur-Vicoin* par M. Louis-Morin de la Beauluère.

tions des chanoines, excepté quand l'heure de sa classe l'en empêcherait.

23. BALDOUIN COULARD, nommé seulement le 27 mars 1602, démissionnaire à la fin de la même année.

Celui-ci ne semble pas avoir eu le titre de chanoine. Il fut réglé, lors de sa nomination, qu'il assisterait au chœur les dimanches et fêtes seulement, et qu'il n'aurait ni place, ni voix au chapitre, parce qu'il était révocable *ad nutum capituli*.

C'est de son temps que le revenu de la prébende attribuée au principal du collège fut fixé à 200 livres.

24. *JEAN LEPRÊTRE, installé le 10 mai 1603, démissionnaire le 6 septembre suivant.

25. JULIEN TERRIER, installé le 5 décembre 1603, sans la participation des habitants de Laval. Ceux-ci protestèrent aussitôt en nommant à leur tour Claude Husson, qui était un homme marié. Cette double nomination donna naissance à un procès qui fut suivi devant le Parlement et auquel prit part Anne d'Allègre, mère et tutrice du comte de Laval, Guy XX, laquelle avait nommé de son côté un troisième principal, Philippe Morin, clerc, fils de l'avocat fiscal du siège ordinaire du comté (18 septembre 1604).

Le procès se continua jusqu'en 1606. François de Coligny, dit Guy XX, ayant été tué en Hongrie, le 3 décembre 1605, le comté de Laval échut par succession à Henri de la Trémoille, né en 1599, et placé sous la tutelle de sa mère, Charlotte-Brabantine de Nassau.

C'est à celle-ci que s'adressèrent, le 20 mai 1606, les habitants de Laval, pour tenter d'arriver à un arrangement. Ils rappellent dans leur supplique les sacrifices faits par la ville pour le collège, demandant à la mère du nouveau comte de Laval de vouloir bien confirmer l'abandon fait par Henri III d'une prébende du chapitre de Saint-Tugal en faveur du principal de ce collège,

prébende dont le revenu avait été sans doute séquestré par le chapitre au cours du procès.

Nous reproduisons cette pièce importante pour l'histoire du collège, d'après les *Documents relatifs à l'histoire de Laval*, publiés par M. l'abbé Ledru, qui a bien voulu nous en accorder l'autorisation¹.

1606, 20 MAI, DE LAVAL. — LES ÉCHEVINS ET LES HABITANTS DE LAVAL A CHARLOTTE-BRABANTINE DE NASSAU, MÈRE DE HENRI DE LA TRÉMOILLE, COMTE DE LAVAL.

A Madame, Madame de La Trimouille,

Madame, nous avons tant d'assurance de l'affection et bienveillance qu'il vous plaist nous porter, que nous aurons plus hardiment recours à vostre Grandeur, pour vous dire qu'ayant les habitans, vos humbles subjez, fait cy devant construire ung très beau collège, tant pour l'ornement de vostre ville que pour l'érudition de la jeunesse en la vertu et bonnes meurs pour la rendre capable de vous rendre service, ilz avoient aussi vingt ans sont et plus jouy, suyvant les éditz du Roy et arretz de la Court, des fructz d'une prébende de vostre église de saint Thugal, pour l'entretien d'un principal du dict collège, qui en conséquence estoit tenu d'instruire ou faire instruire, les enfans des pauvres gratuitement, ce qui auroit apporté tel fruct qu'il en seroit sorty de très-doctes.

Touteffoiz depuis trois ans aucuns malveillans et envyeux d'un si grand bien qui redonde du tout à vostre honneur, nous auroient troublez en la jouissance de la dicte prébende, et par surprinse obtenu certaine provision, à laquelle nous estans opposez, procez meü en la court, advis en est donné au deffunct nostre très honoré seigneur,

1. Ces lettres ont été publiées dans le *Bulletin de la Commission Historique et Archéologique de la Mayenne*, T. V, 1888, pages 121 et s.

qui nous faict entendre son vouloir par sa missive, de laquelle il vous plaira voire la coppie et reconnoistre qu'il désiroit entièrement l'avancement du dict collège et l'annexion des fruitz de la dicte prébende. Nous, reconnoissant sa vertueuse et louable délibération, aurions à la vérité poursuivy jusques à ce que depuis peu de jours arrest intervenu, par lequel auparavant que deffinir, la court auroit ordonné que vous en seriez advertie. Ce que croyons avoir jà esté faict par Monsieur de La Motte. Non obstant nous vous supplions, Madame, de nous vouloir maintenir et conserver en la possession et jouissance des fruitz de ladite prébende, tant pour le passé que pour l'advenir, et nous en faire vostre déclaration par vostre responce qu'il vous plaira nous faire.

Ce faisant, Madame, vous obligerez de supplier à Dieu qu'il vous maintienne en vostre prospérité et santé, et de demeurer à jamais

Madame, vos très-humbles et très-obeissants subjectz et serviteurs.

Les eschevins, procureur sindicq, et habitants de Laval.

DUPONT, greffier du conseil de la ville. Ce XX^e may 1606¹.

La mère du comte de Laval semble avoir accueilli favorablement la demande des habitants de cette ville. Mais, aucune prébende n'étant venue à vaquer, et les cours du collège ayant été suspendus au cours du procès, les bourgeois de Laval adressent, le 11 décembre 1606, une nouvelle lettre à la mère de leur seigneur, la priant de confirmer les promesses qu'elle a bien voulu leur faire, pour arriver à conclure un arrangement avec le chapitre de Saint-Tugal et mettre fin à un état de choses si préjudiciable aux enfants de la ville qui se trouvent privés de toute instruction.

1. *Archives de M. le duc de la Trémoille, Dossier Dupont.*

1606, 11 DÉCEMBRE, DE LAVAL. — LES ÉCHEVINS ET LES HABITANTS DE LAVAL A CHARLOTTE-BRABANTINE DE NASSAU.

A Madame

Madame, nous espérons tousjours avoir ce bonheur de vous voire en ceste vostre ville de Laval, pour vous rendre grâces de tant de biens qu'il vous plaist nous vouloir, et principalement pour le subject de notre collège qui depuis vingt cinq ans avoit flory par le moien de la jouissance des fruitz de l'une des prébandes de vostre église de Saint Thugal, destinée pour l'entretien d'un principal qui estoit tenu d'enseigner à la vertu et bonne meurs les enfans des pauvres sans aulcun salaire, fors depuis trois à quatre ans qu'en estans privez par la malveillance d'aulcuns, ainsi qu'avez entendu, il vous avoit pleu nous promectre par vostre missive, la première vacante. Ce que n'estant encores advenu, c'est le subject que l'exercice cessant dudict collège, les enfans de vos subjectz, principalement ceulx qui n'ont le moien de les faire enseigner ailleurs, sont nourriz en l'ignorance l'origine de tous vices. Que s'il vous eust pleu, Madame, nous vouloir continuer en la jouissance de la première, ce euest esté la cause de faire cesser le controverse qui est entre Messieurs vos Chanoines, le sieur de la Chaigne¹, le principal du dict collège, et nous, et restaurer ledict collège en sa splendeur, pour nourrir vos humbles subjectz à vous servir et obéir fidèlement, comme ilz y sont très affectionnez. Et s'il vous plaist nous faire tant de bien de nous en déclarer vostre volonté nous demeurerons à jamais

Madame, vos très humbles et très-obéissans subietz et serviteurs

Les eschevins, procureur sindicq, et habitans de vostre ville de Laval.

DUPONT, Greffier du conseil.

Ce XI^e décembre 1606².

1. Nous ignorons quel était ce personnage et quel pouvait être son intérêt dans l'affaire, à moins qu'il ne fut le représentant dans l'instance du comte de Laval.

2. *Archives de M. le duc de la Trémoille, dossier Dupont.*

Il intervint enfin, le 16 août 1607, une transaction entre la duchesse de la Trémoille, le chapitre de Saint-Tugal et les habitants de Laval. Cet acte portait que la première prébende qui viendrait à vaquer serait affectée au principal du collège. Celui-ci serait affranchi de toute résidence et de tout service à Saint-Tugal, et, pour sa prébende, il lui serait versé en tout 200 livres par an. Jacques Fourreau, chanoine, étant venu à mourir peu de temps après¹, sa prébende fut donnée, le 28 décembre 1607, à Julien Terrier qui avait été maintenu à la tête du collège. Celui-ci vint, le 9 janvier 1608, assisté de Julien Moreau, échevin, présenter ses lettres de provision au chapitre de Saint-Tugal ; Philippe Morin fut également confirmé dans la possession de la prébende qui lui avait été accordée par la duchesse de la Trémoille, mais à charge de payer, sur le revenu de celle-ci, une pension de 150 livres à Claude Husson.

Un nouvel arrangement, conclu entre le chapitre et l'Hôtel-de-Ville, fut signé le 18 septembre 1607. Cet acte reconnaissait l'existence du droit concédé antérieurement aux habitants de Laval, lorsque la place de principal du collège serait vacante, de présenter trois candidats, parmi lesquels le chapitre devrait choisir le nouveau principal. Il fut stipulé en outre que, dans le cas où l'élu viendrait à manquer à ses devoirs, il serait destitué d'accord par le chapitre et l'Hôtel-de-Ville.

Julien Terrier donna sa démission en 1625.

1. Lettre de Duchemin, l'un des anciens de l'Eglise protestante de Laval, à Madame de la Trémoille, en date du 17 octobre 1607. (*Des archives de M. le duc de la Trémoille, dossier Duchemin*). Cette lettre a été publiée par M. André Joubert dans son étude sur *l'Histoire de l'Eglise réformée de Laval au XVII^e siècle*. Après avoir parlé de la contagion qui règne à Laval où « il y a » encores quatre à cinq centz malades en ville et forsbourgs, » Duchemin ajoute : « Entre les morts est un jeune chanoine qui » avoit esté pourveu par defunct Monseigneur, sy que ceste pré- » bende s'est heureusement présentée pour exécuter et votre » promesse et votre volonté pour le colleige de ceste ville. »

26. LORiot, installé de 18 septembre 1625, par deux chanoines, sur la proposition de l'Hôtel-de-Ville.

Il présenta pour régent François Mondière et mourut en 1627.

27. FRANÇOIS DUCHEMIN, installé le 5 juin 1627, mort le 1^{er} mars 1647.

On fut longtemps sans lui donner de successeur. Le 30 décembre 1648, le procureur-syndic de l'Hôtel-de-Ville venait communiquer au chapitre une lettre du duc de la Trémoille qui ordonnait de surseoir à la nomination d'un principal jusqu'à son arrivée à Laval. On obéit. Mais comme il fallait aviser à la bonne administration du collège, le chapitre désigna deux chanoines pour s'occuper de sa direction et choisir des régents s'il était nécessaire. Ces chanoines remplirent leur mission avec exactitude et poursuivirent même quelques particuliers qui avaient ouvert des écoles dans la ville sans y avoir été autorisés.

28. MICHEL CHEUE, installé le 22 mars 1652, démissionnaire en 1654.

29. JEAN PINARD, installé le 12 mars 1655, mort en 1699.

Celui-ci paraît avoir été fort jaloux de conserver ses droits et prérogatives. Il en donna une preuve, le 18 août 1692, en déposant une plainte à la commission nommée pour la réforme du collège dans le but de faire interdire à plusieurs ecclésiastiques et aux chanoines de Saint-Tugal d'enseigner autre chose que l'A, B, C¹.

Cette commission, créée pour la réforme du collège, paraît avoir été composée de membres choisis tant parmi les chanoines de Saint-Tugal que parmi les officiers de l'Hôtel-de-Ville.

Le 18 août 1692, le juge de police de Laval, statuant

1. Arch. départ. de la Mayenne, série B, 980.

sur la demande de M^e Jean Pinard, prêtre et principal du collège, ordonnait que les chanoines de Saint-Tugal fussent convoqués, en même temps que les maire, échevins et habitants de la ville, pour le vendredi suivant, afin de continuer leur délibération sur la réformation du collège, et pour entendre les plaintes du s^r Pinard, au sujet du tort que causent audit collège les écoles ouvertes depuis quelque temps dans la ville par MM. Jacques Le Mouet, prêtre habitué de l'église Saint-Vénérand, Pierre Nupieds, prêtre de l'église de la Trinité, Jean Boutret, aussi prêtre, et aussi vénérables doyen, chanoines et chapitre de l'insigne église collégiale de Saint-Tugal. La demande du s^r Pinard est fondée sur deux sentences, rendues antérieurement par le juge de Laval, l'une le 14 janvier 1647, confirmée par arrêt du 2 juillet de la même année, l'autre, du 17 novembre 1687, portant fermeture de plusieurs écoles. Le demandeur concluait à ce que défenses fussent faites aux personnes désignées dans sa requête, et toutes autres, de tenir écoles ou d'enseigner les éléments de la langue latine, sous peine de 200 livres d'amende, somme à laquelle avait été condamné déjà M. Jacques Le Mouet par la sentence du 17 novembre 1687. Il demandait en outre qu'il lui fût alloué des dommages-intérêts pour le passé.

Nous ne savons quelle suite fut donnée à la poursuite intentée par M^e Jean Pinard contre ses concurrents.

Des quatre écoles, objets de la plainte portée par le principal du collège, deux semblent bien avoir été ouvertes sans autorisation par MM. Nupieds et Jean Boutret. Mais les deux autres, dirigées, l'une par le sacriste du chapitre de Saint-Tugal, l'autre par un prêtre de Saint-Vénérand, sous l'autorité du prieur-curé de cette paroisse, avaient été autorisées, comme nous le dirons plus loin, pour remplacer l'école de charité du collège qui avait été supprimée, quelque temps auparavant, à une date que nous ignorons. Le demandeur ne pouvait

donc espérer obtenir la fermeture de ces deux écoles, mais seulement qu'il fût interdit aux maîtres qui en avaient la direction d'enseigner le latin à leurs élèves.

La commission de réformation du collège, dont il a été question ci-dessus, avait été créée surtout dans le but de préparer un nouveau règlement pour l'administration de cet établissement qui se trouvait en ce moment dans une période de décadence. Soit que, malgré la surveillance de l'Hôtel-de-Ville, on eût reçu des régents incapables, soit pour tout autre motif, le nombre des élèves diminuait d'année en année et les familles riches de Laval avaient pris le parti d'envoyer leurs enfants étudier dans les villes voisines possédant, comme Angers, Rennes ou Le Mans, des collèges pourvus de professeurs instruits et dans lesquels ces jeunes gens pouvaient terminer leur éducation.

Le *Mémoire* de Le Clerc du Flécheray sur le comté de Laval¹, rédigé vers 1696, constate la déplorable situation du collège à cette époque.

« Au sujet de l'Université, on peut observer que la
« plus proche est Angers, et ensuite Caen. Mais, com-
« me le collège est la préparation aux études qui se ter-
« minent dans les universités, les habitants de Laval et
« du ressort sont fort incommodés de n'avoir point de
« collège où il y ait exercice.

« Il y en avait bien autrefois un, fondé par les comtes
« de Laval qui en firent attribuer la supériorité à leur
« chapitre de Saint-Tugal. Mais ce n'est qu'une ombre
« de collège. Il y a bien une grande maison établie qui
« porte ce nom, où demeure un principal, nommé par les
« maire et échevins et institué par le chapitre. Mais il

1. *Description du Comté de Laval, son histoire, ses mœurs, ses habitants, ses manufactures et plusieurs remarques curieuses à ce sujet*, par M. Le Clerc du Flécheray, avocat fiscal au siège de Laval, publié dans les *Documents relatifs à l'Histoire de Laval*, Laval, H. Godbert, 1860.

« n'a pas vingt élèves, faute de régents, bien que le
« chapitre donne 200 livres pour la prébende précepto-
« riale, suivant l'édit de Blois, et l'Hôtel-de-Ville 300
« livres sur les deniers d'octroi. On a fait de temps en
« temps diverses tentatives pour reformer le collège et
« l'augmenter, mais cela a toujours été inutile. »

Ce tableau désolant n'est pas forcé. Le règlement dont nous allons parler dans un instant constate que le collège ne possédait pas en 1699 plus de 30 à 35 élèves.

Le bureau de réformation du collège, dont nous avons signalé l'existence en 1692, et qui peut-être existait depuis quelque temps déjà à cette époque, n'avait pas été vite en besogne. C'est seulement en 1699 que le chapitre de Saint-Tugal et les officiers de l'Hôtel-de-Ville parvinrent à se mettre d'accord sur la rédaction d'un nouveau règlement pour l'administration de cet établissement. Ce document, qui est conservé aux archives départementales de la Mayenne (série D, 1), est des plus précieux pour l'histoire du collège de Laval. Il est signé des délégués du chapitre de Saint-Tugal, du maire, des échevins et des syndics de l'Hôtel-de-Ville, des principaux membres de la justice seigneuriale, d'un député du chapitre de Saint-Michel et du curé de la Trinité. La longueur de cette pièce ne nous permet pas d'en donner une copie complète dans le cours de cette étude. Nous nous réservons de la reproduire *in extenso* en appendice, et nous nous bornerons ici à en analyser succinctement les principales dispositions.

Après avoir constaté l'état de décadence dans lequel est tombé le collège dont les cours sont suivis par un nombre minime d'élèves, décadence qui doit être attribuée à ce qu'on n'y a gardé aucune discipline, le nouveau règlement constate l'étendue des droits qui appartiennent tant au chapitre de Saint-Tugal qu'à l'Hôtel-de-Ville sur cet établissement, fixe les règles suivant lesquelles seront nommés les principaux et les régents,

établit les bases du traitement des professeurs et se termine par un certain nombre d'articles relatifs à la discipline qui devra être observée à l'avenir pour la tenue des classes, les jours de congé, les vacances, etc.

Les principaux continueront à être choisis par le chapitre de Saint-Tugal sur une liste de trois candidats présentés par l'Hôtel-de-Ville. Ceux-ci devront être prêtres, ou pour le moins sous-diacres. Ils seront examinés par le chapitre qui choisira le plus capable et, après lui avoir fait entendre qu'il est révocable *ad nutum*, recevra son serment d'honorer le chapitre et d'observer les règlements faits et à faire et le fera installer (art. 1 et 3).

Ce principal sera révocable à l'avenir, après accord intervenu entre le chapitre et l'Hôtel-de-Ville (art. 2). Il jouira des honneurs dus aux chanoines et en portera les ornements. Il prendra rang après le dernier d'entre eux et ne pourra prétendre à prendre part aux délibérations du chapitre (art. 5).

Il habitera dans le collège qu'il entretiendra de toutes les réparations dont serait tenu un usufruitier, même de celles des couvertures. Il tiendra la chapelle dans un état décent et veillera à ce que la messe y soit célébrée le plus souvent possible. A défaut de prêtre pour dire la messe, il conduira ses écoliers à Saint-Tugal (art. 7).

Aux deux régents qui enseignent dans le collège avec le principal, il en sera ajouté un troisième, et par la suite plusieurs autres, s'il est nécessaire, à proportion du nombre des écoliers, afin que ceux-ci puissent commencer leur philosophie à la sortie de la plus haute classe d'humanités du collège (art. 7); ces régents seront choisis par le principal. Ils seront examinés par le chapitre sur leurs capacités, doctrines et mœurs, et ne pourront être congédiés sans l'aveu dudit chapitre (art. 8).

Les 300 livres versées chaque année par la ville sur

le revenu des octrois seront augmentées, si faire se peut, de 100 livres pour chacun des nouveaux régent^s qui seront adjoints aux deux qui existent actuellement ; et s'il peut se faire que le cours de philosophie soit enseigné, soit par les religieux de Saint-Dominique, soit par ceux de Saint-François, ou par tous les deux alternativement, ou par des ecclésiastiques, on ajoutera aux dites sommes celles qui seront convenues pour l'honoraire de ces professeurs. Mais si ce sont des communautés régulières qui entreprennent ce cours de philosophie, les chanoines n'auront sur ces professeurs aucun droit de correction, ni de visites, et ne devront prétendre qu'aux prééminences et droits honorifiques qui pourront leur appartenir comme patrons, collateurs et directeurs du collège et des écoles de la ville (art. 9).

Le principal, outre le gros fruit de sa prébende, fixée à 200 livres, et sa part comme professeur dans les 300 livres données par la ville¹, touchera le revenu des bourses fondées ou à fonder et percevra de chaque écolier six livres pour ceux qui sont dans les petites classes, et sept livres pour ceux qui sont dans les plus hautes. Ce droit d'écologie pourra être augmenté s'il est nécessaire. Son produit sera divisé en deux parts. La première sera attribuée au principal, la seconde sera divisée également entre tous les professeurs, et le principal participera à ce partage tant qu'il continuera à enseigner personnellement (art. 10 et 12).

Il y aura toutefois dans chaque classe deux pauvres écoliers, originaires de la ville, choisis, l'un par l'Hôtel-de-Ville, l'autre par le chapitre, qui seront instruits gratuitement, à charge de garder et fermer les portes

1. Nous n'avons pu retrouver la date à laquelle la somme versée annuellement par l'Hôtel-de-Ville pour le traitement des régent^s du collège, avait été augmentée et portée à 100 livres pour chacun d'eux.

des classes, de balayer celles-ci et de nettoyer la chapelle deux fois par semaine (art. 11).

Les régents logeront au collège et mangeront en commun au réfectoire. Ils seront revêtus, ainsi que le principal, d'habits longs et porteront le bonnet carré. Ils assisteront en habit de chœur, les dimanches et fêtes, à la grande messe et aux vêpres de l'église Saint-Tugal, et ne pourront être confesseurs dans les autres paroisses (art. 13). Les élèves pensionnaires seront conduits aux mêmes offices par les dits régents (art. 14).

L'ouverture des classes se fera chaque année, le 14 septembre, jour de l'exaltation de la Sainte Croix, par une harangue latine prononcée par le principal ou l'un des régents désigné par lui (art. 15). La classe du matin durera deux heures, de 8 à 10, et sera suivie de la messe célébrée, soit dans la chapelle du collège, soit dans l'église Saint-Tugal. La classe du soir durera de 2 à 4 heures en hiver; elle sera prolongée d'une demi-heure pendant l'été, de Pâques jusqu'aux vacances. Les externes devront être rendus au collège un quart d'heure avant chaque classe pour remettre leurs thèmes et réciter leurs leçons à leurs décurions (art. 15, 16, 17, 18, 19).

Le principal visitera fréquemment les chambres, les études et les classes, n'y souffrira rien d'indécent, ni aucun livre dangereux, et surveillera l'instruction donnée par les régents. Il choisira les livres qui devront être appris par cœur et ceux qui serviront aux traductions (art. 20 et 21). Il donnera des congés savoir : l'après midi des jeudis, pendant l'hiver, la journée entière pendant l'été; aux jours gras, les lundi, mardi et mercredi matin, attendu la solennité des prières des Quarante-Heures; à Pâques, depuis l'après-midi du mercredi de la semaine sainte jusqu'à la dernière fête de Pâques, sans qu'à la Quinquagésime, ni à la Mi-Carême, il soit fait aucune joute, ni course de pelotes, ni promenade

par les rues. Les jours de congés ordinaires, les régents conduiront les pensionnaires en promenade et inviteront les externes à s'y trouver avec eux (art. 22).

Le principal et les régents ne souffriront point que les élèves des deux plus hautes classes parlent français. Les écoliers composeront au moins une fois par mois pour les places. Ils feront deux fois par an des déclamations publiques, l'une dans le courant de l'hiver, l'autre à l'occasion de la distribution des prix (art. 23).

Les vacances commenceront le 15 août, fête de l'Assomption. Les députés du chapitre pourront assister à l'examen des compositions pour les prix qui auront été faites dans les deux dernières semaines. Ils fixeront le jour où aura lieu la distribution de ces prix qui seront donnés alternativement par Messieurs du chapitre de Saint-Tugal et par Messieurs les maire et échevins. Ceux-ci remettront 20 livres, prises sur les deniers d'octrois, pour achat de livres, lorsque le don en sera fait par eux.

Le chapitre demeure chargé de compléter ce règlement pour ce qui concerne la discipline, les mœurs et sciences dont il est seul compétent de connaître.

De leur côté, Messieurs les maire et échevins s'engagent à faire exécuter les anciens arrêts et règlements portant défenses à toutes personnes de tenir écoles ouvertes dans la ville et ses faubourgs. Les contrevenants seront poursuivis à la requête de Messieurs du chapitre et aux frais de l'Hôtel-de-Ville; sans néanmoins préjudicier aux droits concédés à M. le prieur de Saint-Vénérand et au sacriste de Saint-Tugal de tenir chacun une petite école, dans lesquelles il pourront enseigner les plus jeunes enfants jusqu'au rudiment, à l'exclusion de toute composition ou traduction; et encore sous réserve des nouvelles écoles qui viendraient à être autorisées par MM. du chapitre de Saint-Tugal.

On voit qu'il n'est plus question dans ce règlement de

l'école de charité tenue autrefois par le principal du collège pour les enfants pauvres de la ville et il est vraisemblable que les écoles de Saint-Vénérand et de Saint-Tugal avaient été ouvertes, avec l'autorisation du chapitre, pour en tenir lieu.

Il n'est pas question non plus dans ce document de biens-fonds appartenant au collège. Celui-ci n'avait sans doute à cette époque bénéficié d'aucune donation et ne possédait pour toutes ressources, outre les sommes versées annuellement par l'Hôtel-de-Ville et le chapitre de Saint-Tugal, que les droits d'écologie payés par les élèves. Quant aux bourses fondées ou à fonder, dont il est parlé dans l'article 10 dudit règlement, nous n'avons trouvé sur celles-ci aucun renseignement.

Le pensionnat paraît avoir été complètement à la charge du principal qui bénéficiait de l'écart existant entre les sommes touchées pour les pensions des élèves et celles qu'il avait dû dépenser pour l'entretien de ceux-ci.

Les droits d'écologie étaient si minimes que le chapitre de Saint-Tugal et les officiers de l'Hôtel-de-Ville ne tardèrent pas à se mettre d'accord pour les augmenter et les porter à 12 livres par an. Nous ignorons la date à laquelle eut lieu cette augmentation. Mais elle fut maintenue jusqu'en 1740, époque à laquelle cette rétribution scolaire fut élevée à 15 livres pour les élèves de seconde et de rhétorique, en vertu d'une délibération de l'Hôtel-de-Ville, en date du 29 avril de cette année. Il est probable que l'ouverture du cours de rhétorique fut le motif de cette augmentation. Quant au cours de philosophie dont le règlement de 1699 prévoit l'ouverture, il ne put être créé que beaucoup plus tard.

Nous n'avons pu trouver de renseignements sur les déclamations qui avaient lieu chaque hiver au collège. Mais grâce aux bienveillantes communications de M. L. de la Beauillère, que nous prions d'agréer ici l'expres-

sion de notre gratitude, nous avons pu réunir des notes précieuses sur celles qui accompagnaient annuellement les distributions des prix. Nous aurons occasion d'en parler plus longuement au chapitre suivant.

30. JEAN-BAPTISTE RAYER, installé le 20 septembre 1699, mort en 1706.

Celui-ci avait succédé à Jean Pinard. Il avait le titre de curé de Saint-Tugal, lorsqu'il fut nommé principal du collège. Il paraît avoir conservé ces doubles fonctions jusqu'en 1701, époque à laquelle il renonça à la cure de Saint-Tugal.

31. ESPRIT BRIAIS, installé le 31 décembre 1706, mort le 11 avril 1740¹.

32. JOSEPH-LOUIS SEGRETAIN, neveu du précédent², installé le 13 mai 1740, démissionnaire en 1770.

C'est sous l'administration de ce principal que le collège de Laval parvint à son plus haut degré de prospérité.

Le cours de rhétorique paraît avoir été ouvert vers 1740³, et celui de philosophie vers 1763⁴.

Le *Mémoire concernant la ville de Laval* de Frin du Guyboutier, publié par M. Emile Moreau⁵, contient une appréciation très favorable de la situation du collège de Laval en 1770.

1. Arch. dép. S. B-105. *Apposition de scellés après décès de René Briais, prêtre et Principal du Collège de Laval.*

2. Joseph-Louis Segretain, fils de Joseph Segretain et de Louise Briais, ex-principal du collège de Laval, né le 20 mai 1714, incarcéré pendant la Terreur et transféré à Rambouillet où il est mort, le 17 septembre 1794, à l'âge de 80 ans.

3. Nous avons cité plus haut la délibération de l'Hôtel-de-Ville de Laval, en date du 29 avril 1740, élevant à 15 livres par an le droit d'écolage pour les élèves des classes de seconde et de rhétorique par suite de l'ouverture de ce dernier cours.

4. Les plus anciennes thèses de philosophie soutenues par des élèves du collège de Laval qui soient passées sous nos yeux portent la date du 16 avril 1771 (Communication de M. L. de la Beau-
luère).

5. Laval, L. Moreau, 1883, in-18, page 12.

« Le collège est de plein exercice. On y enseigne les humanités, la rhétorique et la philosophie. Il fut fondé par Henri III, roi de France et de Pologne, en 1585. Louis Quinze, par ses lettres patentes de 1763, en a confirmé l'érection et y a réuni une fort belle terre qui appartenait ci-devant aux Jésuites. »

Il nous a été impossible, malgré nos recherches et celles auxquelles ont bien voulu se livrer pour nous plusieurs de nos amis¹, de retrouver ces lettres patentes de 1763. Il est à supposer qu'elles devaient avoir pour but de confirmer à nouveau l'érection du collège de Laval, en lui reconnaissant la situation du collège de plein exercice, par suite de l'ouverture récente du cours de philosophie.

Nous avons été plus heureux en ce qui concerne la donation faite audit collège, par le roi Louis XV, de la terre de Bonnes, située paroisse de L'Huisserie, et relevant de la baronnie d'Entrammes.

Cette terre avait été donnée en 1698 aux Jésuites qui dirigeaient le collège de la Flèche, par M. Sébastien de La Porte, docteur en médecine, qui en était seigneur, à la condition qu'ils élevassent successivement deux pensionnaires issus, l'un de sa famille, l'autre de celle de Louise Ouvrard, sa femme². Mais les Jésuites, se fondant sur ce que les revenus de ladite terre n'étaient pas suffisamment élevés, mirent comme condition à leur acceptation qu'ils ne seraient tenus à recevoir qu'un seul boursier au lieu de deux.

A la suite de l'arrêt du Parlement du 6 août 1762, qui

1. Notamment M. Ad. Planchenault, élève à l'Ecole des Chartes, auquel nous sommes très reconnaissant des démarches qu'il a bien voulu faire à Paris, dans divers dépôts, pour retrouver ces lettres patentes de 1763, sans pouvoir malheureusement se les procurer.

2. De Montzey, *Histoire de la Flèche et de ses seigneurs*, T. II, p. 158 et Testament de Sébastien de la Porte. *Arch. dép. de la Mayenne*, série B, 1336.

condamnait l'institut des Jésuites, sécularisait les membres de cet ordre et ordonnait la vente de leurs biens, le personnel du collège de la Flèche avait dû abandonner cet établissement.

La municipalité de ladite ville, déplorant la disparition de son collège, s'était empressée de former un bureau d'administration chargé de réorganiser cette institution. Elle fut placée sous la direction de prêtres séculiers, dont plusieurs avaient déjà fait partie de son personnel sous les Jésuites, notamment le nouveau principal, l'abbé Louis Donjon, docteur en théologie et répétiteur de philosophie. En même temps on faisait des démarches à la cour pour obtenir que le roi s'intéressât à la conservation d'un collège fondé par son aïeul, Henri IV. Louis XV donna satisfaction aux désirs des Fléchois. Par ses lettres patentes, données à Versailles le 7 avril 1764, il confirmait l'érection du collège de la Flèche et y établissait un pensionnat de deux cent cinquante gentilshommes qui devaient être nourris, soignés et préparés pour entrer à l'école militaire fondée à Paris, en 1751, au Champ-de-Mars.

Tous les biens appartenant aux Jésuites de la Flèche formaient la dotation de ce nouveau pensionnat, à l'exception de quelques-uns seulement, grévés de charges particulières, lesquels étaient attribués à des collèges plus voisins de leur situation.

L'article XXV desdites lettres patentes retirait la terre de Bonnes au collège de la Flèche, et l'article XXX l'attribuait au collège de Laval.

« Voulons pareillement que par provision, et jusqu'à
« ce que nous en ayons expliqué définitivement nos in-
« tentions, la fondation de bourse faite dans notre dit
« collège royal de la Flèche, à laquelle ladite terre de
« Bonnes a été affectée, soit, à compter du premier oc-
« tobre prochain, acquittée dans le collège de la ville
« de Laval, et que ladite terre soit, à compter dudit

« jour, régie par le bureau d'administration dudit col-
« lège, sans que, pour raison de ce, il puisse être exi-
« gé aucuns droits seigneuriaux, d'amortissement, de
« centième denier et autres quelconques¹. »

Le collège de Laval, pourvu de la terre de Bonnes, se chargea d'accomplir les conditions mises à cette donation par Sébastien de la Porte et, jusqu'à la Révolution, reçut et entretenait constamment un élève boursier choisi alternativement dans la famille du donateur et dans celle de sa femme, Louise Ouvrard.

33. PIERRE-JÉRÔME CHATIZEL, vicaire à la Trinité, nommé et installé par l'Hôtel-de-Ville malgré l'opposition du chapitre de Saint-Tugal².

Cette nomination avait été la conséquence d'un dissentiment qui s'était produit, plusieurs années auparavant, entre le chapitre de Saint-Tugal et l'Hôtel-de-Ville. Nous ignorons quelle avait pu être la cause de cette crise. Peut-être cependant aurait-elle eu pour origine un refus qu'auraient fait les chanoines de se soumettre aux prescriptions de l'article 6 de l'édit du roi de février 1763, portant règlement pour les collèges qui ne dépendaient pas des universités et ordonnant qu'il y eût toujours dans leurs bureaux d'administration deux

1. *Lettres patentes du Roi portant confirmation du Collège royal de la Flèche et qui y établissent un pensionnat de deux cent cinquante gentilshommes, données à Versailles le 7 avril 1764.* Angers, Louis-Charles Barrière, 1764, 11 pages in-4°.

2. Pierre-Jérôme Chatizel de la Néronnière, né à Laval, le 30 septembre 1733, était fils d'un notaire de cette ville. Après avoir quitté le collège, il devint, en 1771, curé de Soulaïnes, par la résignation de M. Cotellet de la Blandinière, son compatriote. Auteur de plusieurs brochures politiques en faveur du clergé paroissial, M. Chatizel fut élu député du clergé d'Anjou aux États-Généraux. Il refusa le serment à la constitution civile du clergé, quitta l'Assemblée nationale et revint dans sa cure dont il fut chassé par les patriotes. Il se réfugia quelque temps à Paris, puis passa en Angleterre. Rentré à Soulaïnes après le Concordat, en 1802, il donna sa démission en 1807, pour se retirer à Angers, où il est mort, le 20 septembre 1817, à l'âge de 84 ans.

membres de la municipalité de la ville où ils étaient établis.

Nous savons combien les chanoines de Saint-Tugal s'étaient toujours montrés jaloux de conserver intacts les droits qui leur avaient été reconnus par la bulle du Pape Lucius III, en date du 24 mai 1183, sur le collège et les écoles de Laval. Il est donc permis de croire que l'édit de 1763 dut être considéré par eux comme constituant une atteinte portée à leur autorité. De là, un refus formel d'admettre deux membres de la municipalité de Laval dans le bureau du collège¹. Intervention de l'Hôtel-de-Ville, trop heureux de l'occasion qui se présentait de prendre part à l'administration d'un établissement auquel la ville n'avait jamais cessé de s'intéresser et pour lequel elle avait fait et faisait encore annuellement d'importants sacrifices. Nouveau refus des chanoines. C'est alors, croyons-nous, qu'après avoir épuisé tous les moyens de conciliation, sans avoir pu obtenir la moindre concession, la municipalité se détermina à créer un bureau d'administration du collège, dans lequel elle prit soin de n'admettre aucun des membres du chapitre de Saint-Tugal.

M. Boullier n'avait pu se procurer aucun renseignement sur ce bureau du collège. Les archives municipales antérieures à 1789 ayant été détruites pendant la

1. Nous devons reconnaître toutefois que le procès-verbal de montrée de la terre de Bonnes, dressé le 18 septembre 1764, au moment de la prise de possession de la dite terre par le collège, mentionne la présence de deux bourgeois de Laval qui ont comparu audit acte avec le titre d'administrateurs de cet établissement. Mais le don de la terre de Bonnes ayant été fait par le roi *au collège de la ville de Laval*, la municipalité de cette ville était seule en droit d'accepter cette donation, à l'exclusion des chanoines de Saint-Tugal. Il est à croire que ces derniers, forcés de tolérer que l'Hôtel-de-Ville prit possession de la terre de Bonnes, et sans doute continuât à s'occuper de sa gestion, n'en avaient pas moins persisté à s'opposer à ce que les bourgeois de Laval prissent part à l'administration intérieure du collège.

Révolution, nous n'avons pas été plus heureux que lui et en sommes réduit aux conjectures pour ce qui concerne la création, la composition et les attributions dudit bureau¹. Toutefois sa création devait encore être récente en 1766, si l'on s'en rapporte aux termes d'une lettre adressée, le 7 novembre de cette année, à son fils, par M^{me} de la Jourdonnière : « Messieurs Segurets² « m'ont dit qu'on les avait exclus (les chanoines de « Saint-Tugal) du bureau et qu'ils en avaient fait leurs « protestations ; que cela n'était point encore décidé et « qu'ils espéraient avoir une bonne réussite, d'autant « que depuis la création du collège il n'y avait eu qu'eux « à en avoir la direction³. »

Cette phrase nous paraît de nature à corroborer la supposition que nous venons d'émettre ci-dessus. Elle prouve qu'en 1766 les chanoines de Saint-Tugal tenaient encore à conserver exclusivement entre leurs mains la direction du collège et n'étaient nullement disposés à permettre que d'autres personnes pussent y prendre part.

Aucun arrangement n'était encore intervenu, lorsqu'en 1770 la démission de M. Segretain vint raviver le dissentiment en le portant à l'état aigu.

Le bureau du collège, agissant au nom de l'Hôtel-de-Ville, présenta pour remplir les fonctions de principal, M. Chatizel, vicaire à la Trinité, que le chapitre de Saint-Tugal refusa d'admettre. Il est à croire que, pour assurer la nomination de son protégé, ce bureau avait fait une présentation unique, car, si celle-ci eût été tri-

1. Les archives du chapitre de Saint-Tugal, provenant du cabinet de M. de La Bérangerie, conservées à la Bibliothèque de Laval, ne contiennent aucun document dans lequel il soit fait mention de ces démêlés.

2. Prêtres du diocèse de Rodez, chanoines de Saint-Tugal.

3. *Extrait de la correspondance de M^{me} Lemonnier de la Jourdonnière*, Laval, Moreau, 1883, p. 15.

ple, suivant l'usage, le chapitre eût pu éviter la crise en choisissant l'un des autres candidats.

Cette candidature était bien faite du reste pour exciter la colère des chanoines. M. Chatizel n'avait cessé, pendant qu'il exerçait ses fonctions à la Trinité, de se poser comme l'ennemi déclaré des Jansénistes qui comptaient de nombreux adhérents dans le chapitre de Saint-Tugal, composé de prêtres appartenant à divers diocèses et nommés directement par les comtes de Laval¹. L'insistance mise par le bureau du collège à vouloir imposer sa nomination pouvait jusqu'à un certain point être considérée comme une provocation. Les chanoines refusèrent de lui donner l'institution. L'Hôtel-de-Ville passa outre et procéda à l'installation de son candidat. Le chapitre s'empessa de protester contre un pareil agissement, portant atteinte à ses droits séculaires sur le collège. Il fit signifier son refus, d'abord à M. Chatizel personnellement, et ensuite à Messieurs de la justice royale devant laquelle il se proposait d'intenter une action².

M. Chatizel était fort embarrassé. Ne sachant s'il pourrait être maintenu dans ses nouvelles fonctions, il avait eu soin de conserver sa situation de vicaire à la Trinité, où il continuait à dire sa messe. « M. Chatizel « fait toujours ses petits prônes du matin, » écrit M^{me} de la Jourdonnière à son fils, dans sa lettre du 7 décembre 1770. Quant aux élèves du collège, n'osant les faire conduire à l'église Saint-Tugal, dont on eût pu lui refu-

1. *Extrait de la correspondance de M^{me} Lemonnier de la Jourdonnière, passim.*

2. « Messieurs de Saint-Tugal ont fait refus de reconnaître « M. Chatizel pour principal du collège et le lui ont fait signifier, « et à Messieurs de la justice royale, parce qu'ils ne reconnaissent point le bureau. Ils veulent rentrer dans leurs droits, ce « qu'ils n'auraient pu faire s'ils l'avaient reçu. » (*Ibid.*, p. 32.) *Lettre du 7 décembre 1770.*

ser l'entrée, il les envoyait, accompagnés de leurs récents, les jours de dimanches et fêtes, aux offices dans l'église de la Trinité. Il avait même appelé un prêtre de cette paroisse pour confesser ces enfants dans la chapelle du collège, ce qui avait fort mécontenté le curé de Saint-Tugal.

Cette situation anormale ne pouvait durer indéfiniment. Nous ne croyons pas que le chapitre de Saint-Tugal se soit décidé à faire assigner l'Hôtel-de-Ville et son protégé devant la justice royale ; mais M. Chatizel, comprenant les difficultés de sa situation, se décida, dans les premiers mois de l'année 1771, à démissionner¹.

Son départ amena une détente et l'on s'entendit sans trop de difficultés sur le choix de son successeur.

33. LOUIS-JOSEPH SEGRETAIN, neveu de l'autre Segretain, installé le 18 octobre 1771.

Il resta peu de temps en fonctions et donna sa démission.

34. JEAN-BAPTISTE BOURLIER.

Nous n'avons pas retrouvé la date de son installation ni celle de l'époque à laquelle il quitta le collège².

35. JEAN-RENÉ COSNARD, nommé principal en 1781, démissionnaire l'année suivante³.

1. Peut-être cependant y fut-il déterminé seulement par la promesse de résignation faite en sa faveur par M. Cotellet de la Blandinière, curé de Soullaines en Anjou, son compatriote et peut-être son parent. Le premier acte des registres de la paroisse de Soullaines qui soit signé de M. Chatizel porte la date du 23 novembre 1771.

2. Né en 1734, ancien organiste à la Trinité. Il fut déporté en Angleterre et mourut en 1818, prêtre habitué à Avesnières, à l'âge de 84 ans.

3. Abbé Guiller. *Recherches sur Changé-lès-Laval*, T. I^{er}, p. 85 et 430.

Cosnard, Jean-René, né à Laval le 12 juillet 1743, vicaire à Chemeré-le-Roi, puis au Buret, principal au collège de Laval, nommé vicaire au Genest en 1782 et à Changé en 1783, puis aumônier de l'Hôpital Saint-Joseph. Déporté et mort en Angleterre pendant la Révolution.

36. MATHURIN-FRANÇOIS-JEAN DENAIS, en fonctions en 1791.

M. Denais resta à la tête du collège jusqu'à la fin de l'année 1791. Il en fut alors expulsé, ainsi que ses régents, pour avoir refusé de prêter le serment exigé des ecclésiastiques fonctionnaires publics par la constitution civile du clergé et étendu par les lois des 22 mars et 17 avril 1791 à tous ceux qui se consacraient à l'instruction de la jeunesse¹.

Suivant M. Boullier, à l'époque de la Révolution, le principal et les régents du collège étaient prêtres habitués à la Trinité, et, dans ses *Tableaux du clergé* de la ville de Laval, il a compris le personnel du collège parmi les membres du clergé de cette paroisse².

Ce classement a lieu de nous surprendre. Il serait étonnant en effet que les chanoines de Saint-Tugal, si jaloux de leurs droits et prérogatives, eussent souffert que le principal du collège, pourvu d'une prébende dans leur chapitre et tenu comme tel d'assister aux offices dans leur église, et ses régents, auxquels le règlement de 1699 interdisait formellement d'être confesseurs dans les autres paroisses de la ville, se fussent fait inscrire au nombre des membres du clergé de la Trinité. Cette inscription n'aurait pu avoir lieu, dans tous les cas, qu'après la suppression du chapitre de Saint-Tugal, suppression qui eût dégagé le personnel du collège de ses devoirs envers ledit chapitre.

Mais la constitution civile du clergé, votée le 12 juillet 1790 et sanctionnée par le roi le 24 août suivant, ne fut pas mise à exécution avant la fin de cette même année. C'est seulement le 13 novembre 1790 qu'un arrêté

1. Voir plus loin le chapitre que nous avons consacré à l'histoire du collège de Laval pendant la Révolution.

2. *Mémoires ecclésiastiques concernant la ville de Laval et ses environs pendant la Révolution*. — *Tableau du clergé*, nos 49 à 54, pages 374 et 375.

de l'administration départementale de la Mayenne, signifié aux chanoines de Saint-Tugal, le 23 du même mois, par les soins du district, enjoignit à ceux-ci de cesser l'office capitulaire et leur défendit de se réunir en chapitre. Ils étaient toutefois autorisés à continuer à dire la messe à Saint-Tugal, conservée provisoirement comme église paroissiale¹. Il est donc à supposer que le personnel du collège, qui avait toujours été attaché à cette église, continua à la fréquenter et l'on ne voit pas les motifs qui eussent pu le déterminer à l'abandonner en faveur de la paroisse voisine de la Trinité.

C'est au contraire le clergé de la Trinité qui, pour ne pas communiquer avec les intrus, lorsque l'évêque constitutionnel Villar eut pris possession de cette église érigée en cathédrale, le 23 mai 1791, vint se réunir au clergé de Saint-Tugal jusqu'à ce que cette paroisse eût été elle-même supprimée, par mesure administrative, le 14 juin suivant².

Pendant tout le XVIII^e siècle le collège de Laval porta le titre de collège royal. « Nous ne savons, dit « M. Boullier, quand ce titre lui avait été accordé ni « quelles prérogatives y étaient attachées. » La pièce la plus ancienne, parmi celles qui sont passées sous nos yeux, dans laquelle ce titre lui soit attribué est un programme imprimé de la représentation qui doit être donné, le 20 août 1727, à l'occasion de la distribution des prix³.

La date du 15 août, fixée par le règlement de 1699 pour la fin de l'année scolaire, n'avait pas tardé à être abandonnée et reportée d'abord, de 1730 à 1753, à la fin du mois, et, à partir de 1760, au commencement du mois de septembre. Il est à supposer que la rentrée des

1. Boullier, *Mémoires ecclésiastiques*, etc., p. 17.

2. Boullier, *Mémoires ecclésiastiques*, pages 35 à 37.

3. Des archives de M. L. de la Beauluère.

classes avait dû être reculée dans les mêmes proportions.

Nous avons parlé plus haut de la difficulté, née en 1766 entre le chapitre de Saint-Tugal et la municipalité de Laval au sujet du bureau d'administration du collège, créé par l'Hôtel-de-Ville à l'exclusion des députés du chapitre. Nous n'avons pu savoir si un procès eut lieu entre ces deux corps, mais cela paraît probable. Nous trouvons en effet, dans un document cité ci-dessous, la mention d'un arrêt du 8 mars 1785 relatif au bureau d'administration du collège. Or cet arrêt, dont nous n'avons pas le texte, dut vraisemblablement avoir pour but de mettre fin aux difficultés soulevées par le chapitre. Toutefois celui-ci ne semble pas avoir eu gain de cause relativement à l'entrée d'un de ses délégués dans ledit bureau.

Le 19 août 1790, le bureau du collège, composé de MM. Frin du Guyboutier, président du siège royal, J. Turpin du Cormier, curé de la Trinité et doyen rural, Leclerc du Flécheray, Lasnier et Denais, principal, dont aucun ne peut être considéré, à l'exception du dernier, comme faisant partie du chapitre de Saint-Tugal, se réunit extraordinairement. M. Denais fit observer que l'exercice de MM. Boissard et Guays, comme délégués de l'Hôtel-de-Ville, était terminé et qu'il était indispensable de procéder à leur remplacement. En conséquence il fut arrêté, conformément à l'arrêté du 8 mars 1785, que MM. les officiers municipaux seraient priés de nommer deux de MM. leurs confrères pour être membres du bureau et assister en cette qualité aux assemblées nécessaires à l'administration du collège.

Deux commissaires étaient aussitôt désignés pour porter cette délibération à l'Hôtel-de-Ville et, quelques jours après, la municipalité choisissait pour remplir les fonctions de membres du bureau du collège, MM. Fran-

çois Hubert, maire de la ville, et Duchemin-Dauvais, officier municipal¹.

La nouvelle municipalité de Laval, installée le 1^{er} mars 1790, était animée envers le collège des mêmes sentiments d'intérêt que lui portaient les précédentes administrations. Elle eût été disposée sans doute à continuer les sacrifices faits par la ville en faveur de cet établissement.

Mais les événements de la Révolution se précipitaient. La constitution civile du clergé, en exigeant des ecclésiastiques fonctionnaires publics un serment condamné par la grande majorité des évêques et des membres du clergé, devait mettre les prêtres composant le personnel du collège de Laval dans l'obligation de renoncer à leurs fonctions. La nouvelle municipalité ne paraît pas toutefois avoir mis trop d'insistance pour les déterminer à se soumettre au serment et les laissa à la tête de leurs classes jusqu'à la fin de l'année 1791. C'est seulement au mois de novembre de cette année que l'administration du département de la Mayenne, statuant sur une pétition signée de 424 citoyens actifs de la commune de Laval, ordonna le remplacement des professeurs du collège. La nomination du nouveau personnel ne put avoir lieu que le 28 décembre, et c'est seulement sans doute au premier janvier 1792 que l'abbé Denais et ses collaborateurs durent définitivement abandonner cet établissement.

(A suivre).

E. QUERUAU-LAMERIE.

1. Arch. Munic. Registres des Délibérations.

LES SEIGNEURS

DE MOLLIÈRE ET DE LA BROSSINIÈRE

(XI^e-XVIII^e SIÈCLES).

D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

L'éminent archiviste de Maine-et-Loire, M. Célestin Port, a eu l'extrême obligeance de nous communiquer, avant de les transmettre aux Archives de la Mayenne, des documents inédits, très intéressants, sur les fiefs de Mollière et de la Brossinière (commune de Chemazé, canton et arrondissement de Château-Gontier), que nous avons été heureux de mettre à profit pour la rédaction de cette notice. Nous le remercions ici très sincèrement de son amicale complaisance.

Dès le XI^e siècle, le cartulaire du Ronceray mentionne *B. de Moleriis*. Le cartulaire de l'abbaye de la Roë cite en 1210 la chapelle de Saint-Pierre de Mollière, *Capella Sancti Petri de Moleriis*. Le prieuré de Saint-Pierre de Mollière dépendait du monastère de la Roë. Les fiefs de Mollière et de la Brossinière relevaient, au moyen-âge, de la baronnie de Château-Gontier. La terre de Mollière appartenait alors à une famille de chevalerie qui en portait le nom.

Jean, seigneur de Mollière, recevait en 1376 l'aveu de Guillaume Lecomte. Il était fils de A. de Mollière, nommé dans un précédent aveu, non daté. Mathurin de Mol-

lière lui avait succédé en 1399¹. Pierre de Mollière est qualifié en 1400 d'écuyer et seigneur du lieu de Mollière. Jean Gaultier lui rendait aveu en 1401 pour le fief de la Bourgonnnière ainsi que pour les lieux de la Perrière, Montguillon, le Tertre, la Ronflerie, la Houdinière, etc². Le grand bois de la Bourgonnière, dont il ne reste plus qu'un taillis, est énuméré dans cet aveu. Mathurin de Mollière est indiqué comme « homme de foy lige, » dans un aveu rendu par Jean, comte d'Alençon et du Perche, seigneur de Fougères et baron de Châteaugontier, à Louis II, duc d'Anjou, comte du Maine, daté du 20 août 1414, « à cause et par raison de son hébergement de Mollière³. » Il doit six semaines de garde « à la garde et deffence de ladicte ville de Châteaugontier en la rue des Juifs⁴. » Il a droit d'usage dans la forêt de Flée, qui s'étendait alors de l'Oudon aux confins de l'Anjou, recouvrant ainsi une grande partie du Craonnais⁵. Ce fief était donc assez important⁶.

1. Archives de la Mayenne. Série E, dossier relatif aux seigneuries de Mollière et de la Brossinière. Cette acquisition est précieuse, car il n'existait jusqu'alors aucun fonds concernant ces deux fiefs dont l'histoire était fort peu connue.

2. Archives de la Mayenne. Série E, *ibid*.

3. Archives nationales, P, 338, folio 5, verso.

4. *Ibid*.

5. *Ibid*.

6. Le fief proprement dit de Mollière, outre les prairies, les jardins, les bois, les terres, les champs, avait alors dans sa mouvance et comprenait le lieu de la Boyère, au sieur des Boulais et de la Massonnerie ; la Thibauderie, relevant aussi de la Rennerie ; des terres, clos et maisons au bourg de Mollière ; la métairie de Gastines ; la Rondière ; la Guichardière ; la Galbrunnière ; Forges ; la Roussellière ; Launay ; la Gautraie ; la Goussière, au sieur des Ecorces ; la Grange, closerie, au prieur de Mollière ; la Sausseraie ; la Touche ; la Templerie ; le Gast-Moreau. — Les possesseurs de Bouillé-Théval, de Brez, de la Motte-Mulon, de la Maroutière, de la Laurencière, de Villemorge, de la Bourgonnière, de la Mainguère, du Bois-Rond, de la Galbrunnière, de la Motte, de la Robannerie, de Magnannes, du Buron, du Bois, de la Ménardière, des Chênes, du Bois-Moreau, de la Gautraie, de la Thibergère, de la Touchière, des Loges, du Grez, de la Frapinière, du Chemin, etc., figurent souvent dans les diverses pièces que nous avons dépouillées.

Les seigneurs de Mollière s'armaient : *D'azur à trois losanges d'argent*¹. Le 10 septembre 1453, Pierre de Mollière rend, à son tour, aveu au baron de Château-Gontier, pour « son hébergement de Mollière comme les douves anciennes l'enclousent, etc². » En 1507, Julien de Mollière soutient un procès contre Guillaume Moy-sant, sieur de la Ragottière (c^{ne} de la Jaille-Yvon³). Il dit avoir droit de haute, moyenne et basse justice sur ses sujets. René de Mollière partage en 1513 l'héritage paternel avec ses sœurs.

La famille de Juigné, qui possédait déjà la Brossinière depuis le commencement du XV^e siècle⁴, était devenue propriétaire du fief de Mollière en 1534. René de Juigné était seigneur de Mollière en 1537. François de Juigné l'avait remplacé en 1552. Le 22 février 1607, les terres de Mollière et de la Brossinière furent érigées en châtellenie en faveur de Jean de Juigné, gentilhomme ordinaire de la chambre du roi Henri IV⁵. Ce personnage s'intitule, en 1621, chevalier, seigneur de la châtellenie de la Brossinière, Mollière et autres lieux. Les assises de la Brossinière se tenaient alors au bourg de Mollière. La famille de Juigné résidait au château de la Brossinière. En 1630, le seigneur de Mollière soutenait un procès contre René de Briant, écuyer, sieur de Brez⁶, au sujet du droit que Jean de Juigné prétendait avoir de contraindre ses sujets à venir moudre leurs grains au moulin de Mollière. Ce Jean de Juigné ajoutait, en 1636, à ses titres précédents, celui de seigneur

1. Mss. 599, p. 95, de la Bibliothèque d'Angers.

2. Archives nationales, P, 3372,

3. Voir notre étude historique sur *la Châtellenie de la Jaille-Yvon*, etc.

4. Archives de la Mayenne. Série E, dossier relatif aux seigneuries de Mollière et de la Brossinière.

5. *Ibid.*

6. *Ibid.*

de Brain-sur-Longuenée¹, terre qui fut acquise en 1651 par Anne Avril, dame de la Beuvrière, près Grez-Neuville, veuve dès 1648 de René d'Orvaux².

Raoul de Juigné, écuyer, seigneur de Villemorge, était de la famille des seigneurs de Mollière³. Il avait acquis en 1631 le fief de la Touche-Garnier relevant de Rougé-Derval⁴. René de Juigné recevait en 1649 les aveux de ses sujets. Il était marié à Françoise Bouju. René de Juigné, son fils, épousa Elisabeth de Malvoisin. Henri de Juigné était chevalier de Malte en 1664⁵. Les de Juigné s'armaient : *D'argent au lion de gueules armé, couronné et lampassé d'or*⁶.

Le 25 mai 1661, René de Juigné, époux de la dame Bouju, demeurant en la maison seigneuriale de la Brosinière, cédait à messire Michel de Racappé, chevalier, seigneur de Magnannes⁷, demeurant en la maison seigneuriale de Bressault en Menil⁸, les fiefs et seigneuries qui dépendaient du prieuré de Saint-Georges du dit Menil. Cette vente fut ratifiée par l'abbaye de Vendôme, moyennant une rente de 400 livres que les Racappé s'engageaient à payer au prieuré⁹. Il avait acquis

1. La seigneurie de la paroisse de Brain-sur-Longuenée appartenait depuis le XIV^e siècle à la famille de Juigné.

2. *Dict. hist. de M.-et-L.*, t. I, p. 477.

3. Mollière relevait du fief de la Lande, d'après la déclaration du 23 novembre 1553 rendue à la veuve de Thibault de Longuejoye, en son vivant seigneur de la Maroutière, par François de Juigné, écuyer, seigneur de Brain-sur-Longuenée et de Mollière.

4. Rougé, h. c^{de} de Marigné-Peuton. — Le fief de Rougé-Derval, vassal du marquisat de Château-Gontier, s'étendait sur Menil.

5. Archives de la Mayenne. Série E, *ibid.*

6. Audouys, mss. 994, p. 97, dit : *la tête du lion d'or*. D'Hozier, mss. p. 83, dit : *le lion couronné de gueules*.

7. Voir notre *Histoire de Menil*, etc.

8. *Ibid.*

9. Archives de la Mayenne. Série E, *ibid.*

en 1650, de Maurice Aubert, chirurgien de la reine d'Angleterre, seigneur de Bouillé-Théval, les seigneuries de la Jaille-Yvon et de Montguillon¹. En 1652, il avait été poursuivi par le procureur du roi pour avoir inhumé, dans le chanceau de l'église de Chemazé, le corps d'un de ses enfants, contrairement aux droits du seigneur de Château-Gontier². On lui interdisait également de faire fortifier sa maison de la Brossinière, qu'il venait d'entourer de douves, après avoir obligé les habitants de Chemazé à exécuter les travaux nécessaires³. On lui enjoignait de démolir ses fortifications et de combler les fossés dans le délai de deux mois⁴. Les terres de la Brossinière et Montguillon furent saisies en 1664 à la requête de René Berthelot, écuyer, auditeur à la chambre des comptes de Bretagne⁵. En 1679, René de Juigné s'opposait à la sépulture, dans le chanceau de l'église de Chemazé, de Jean Leshénault, écuyer, seigneur de Bouillé-Théval et de Saint-Sauveur, époux de Marie Lecoureux⁶.

Henri-Lancelot de Juigné, seigneur de la Brossinière en 1690, habitait, à la fin du XVII^e siècle, à Paris, dans la rue Dauphine, « en la maison où pend pour enseigne la ville de Bordeaux. » Il s'intitulait chevalier de Saint-Jean de Jérusalem, « lieutenant d'un des vaisseaux du Roy. » Il demeurait, pendant l'été, à Château-Gontier.

Le 8 mars 1715, Henri-Lancelot de Juigné, chevalier, seigneur de Mollière, et Olivier Le Tessier, « marchand pêcheur, » faisaient entre eux, à Château-Gontier, le curieux accord suivant, qui mérite d'être reproduit intégralement :

1. *Ibid.*

2. Archives de la Mayenne. Série B, 2298.

3. *Ibid.*, B, 2299.

4. Archives de la Mayenne. Série B, 2299.

5. *Ibid.*, B, 2330.

6. *Ibid.*, B, 2385. — Voir aussi aux mêmes archives B, 2335, 2340, 2392, 2399, 2405, 2420.

« Nous Henry Lancelot de Juigné, chevallier, seigneur de Mollière, et Ollivier Le Tessier, marchand pescheur, sommes convenuz de ce qui suit : que moy, Henry de Juigné, ay vendu aud. s^r Le Tessier le poisson de mon estang de Mollière, à raison de quarente cinq livres le cens, au grand compte de carpes de neufpouces entre œil et bat¹, et toutes celles qui se trouveront au dessus de la dite bauge au meme prix, et toutes les carpes qui ceront au dessous de neufpouces resteront à moy, de Juigné.

« Partageront moitié par moitié la rossaille² et les gardons.

« Les perchaudes appartiendront pour le tout aud. s^r de Juigné.

« Le brochet à raison de six sols la livre, vingt et un pour vingt, brochet vendable, le moindre pesans un quarteron.

« Le Tessier avertira un mois devant la pesche led. s^r de Juigné, lequel fournira un homme tant de jour que de nuit pour ladite pesche.

« Led. s^r Ollivier donnera 8 l. de denié pour les damoiselles, laquelle somme a été dans le moment delivrée aud. s^r de Juigné.

« Led. Ollivier fera à ses frais la d^{te} pesche, fors que moy, de Juigné, feray les fosses à mes depens et fourniray de bois.

« Led. s^r de Juigné fournira l'eau courante par la bonde.

« Partageront les anguilles, moitié par moitié, tant au dessus qu'au dessous des fosses et dans les trezelles ; et celles qui seront au dessous des trezelles, appartiennent

1. Entre la tête et la queue ; manière de mesurer les grands poissons.

2. Les petits poissons de peu de valeur.

dront aud. s^r de Juigné, aussy bien que tout le poisson qui s'y trouvera.

« Led. s^r de Juigné mettra au dessous des trezelles un ray¹, et tout le poisson qui sy trouvera appartiendra aud. s^r de Juigné.

« Led. s^r de Juigné choisira six des plus belles carpes et une douzaine de celles de neuf pouces.

« Ollivier ne pouroit payer le poisson que trois semaines ou quinze jours avant lad. diminution². »

L'acte ci-dessus est rédigé par le sieur du Plessis-Foussier, procureur du roi à Château-Gontier.

Le seigneur de la Brossinière devait alors au marquis de Château-Gontier deux sols de service, un setier de froment d'orge, mesure de Chemazé³, et quinze jours et quinze nuits de garde⁴. Les aveux constatent que le seigneur de Mollière avait droit de vendre vin « à quarante jours l'an au bourg dudit Mollière, commençant « à la fête de la Pentecôte, sans que les taverniers ny « autres en puissent vendre sans sa permission, comme « seigneur temporel et fondateur de Mollière ; droit de « pressoir et de four à ban ; droit de bailler mesure et « droit de levage. » Il devait au seigneur de la Maroutière « hommage simple et les loyaux tailles. » Le prieur de Mollière lui devait, pour la dime, trois messes par semaine. L'étang de Mollière fut converti en prairie au XVIII^e siècle. Il existait alors un grand et un petit cimetière dans le bourg⁵.

Messire René-Ollivier Du Guesclin, époux de Marie-

1. Ray, engin ou filet en forme d'entonnoir à mailles fort étroites.

2. Archives de la Mayenne, Série E, dossier relatif aux seigneuries de Mollière et de la Brossinière.

3. Voir, sur les mesures en usage dans le Craonnais, les *Chroniques Craonnaises*, de M. de Bodard.

4. Archives nationales, reg. Q¹ 702², f^o 126.

5. Archives de la Mayenne. Série E, dossier relatif aux seigneuries de Mollière et de la Brossinière.

Anne-Henriette de Juigné, chevalier, seigneur de Mollière et de l'Escoublère¹, recevait le 17 décembre 1732 l'aveu de René Poisson, écuyer, seigneur du lieu de Gastines, situé près de Mollière². René Poisson énumère la maison avec cour close de murs, le portail, la chapelle, le colombier, le verger, la charmille de son domaine. Il a droit de « bailler et ajuster mesure à bled et à vin à ses hommes sujets et estagers par le mesme patron que celui qu'il prend dudit seigneur de Mollière ; droit de garenne deffensable à liepvres et à connins ; droit de levage. » Il doit « cinq sols de reconnaissance au terme du dimanche d'après l'Angevine et cinq autres sols au dimanche d'après la Micaresme³. » Les Du Guesclin s'armaient : *D'argent à une aigle de sable becquée et membrée de gueules*⁴.

1. Voir, sur l'Escoublère, nos *Recherches historiques sur Daon et ses environs*.

2. Gastines, chât. et f. c^{ne} de Chemazé. — Fief vassal du marquisat de Château-Gontier. — Le chapelain de la chapelle de Gastines est souvent cité, avec l'abbé de la Roë, le prieur de Mollière, le curé de Montguillon, la botte et la fabrique de Chemazé, dans les remembrances de Mollière.

3. Archives de la Mayenne. Série E, *ibid*.

4. Audouys, mss. 994, p. 76. — *Armorial général de l'Anjou*, par J. Denais, au mot *Du Guesclin*. — Messire René Du Guesclin figure dans un procès intenté, en 1734 par François Chardon, marchand, propriétaire du lieu et closierie des Guichardières près Mollière, à Marie et Renée Renaudier, d'une part, et d'autre part à messire Jean-Gabriel de Fournel, chevalier de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, Commandeur de l'ancien Temple d'Angers. Chardon demandait le remboursement de ce qu'il avait payé au seigneur du fief de la Commanderie de l'ancien Temple d'Angers. Le seigneur d'Amboigné et sa femme, René Du Guesclin et les Renaudier agissaient de concert pour se dispenser de ce remboursement. Les demoiselles Renaudier possédaient plusieurs héritages situés au lieu de la Templerie qui relevaient censivement de l'Hôpital-Béconnais, membre dépendant de l'ancien Temple d'Angers. Maître René Jousse était l'avocat-procureur de Chardon. Maîtres François Bionneau, Nicolas Gastineau et André Meignan défendaient les intérêts des autres parties. Le 29 janvier 1735, la cause était exposée devant les membres du Présidial de Château-Gontier, en présence de « Jacob Guiteau, écuyer, seigneur de la Marche, Bannes, etc., conseiller du Roy, lieutenant

Pierre d'Héliand s'intitule en 1734 chevalier, seigneur d'Ampoigné, de Mollière, Chambellay, la Lizière, l'Aubinière et autres lieux. Il avait épousé Renée-Augustine-Elisabeth de Juigné, Le 3 juillet, il rendait aveu à « Messire de la Varanne Gode, » seigneur de la Maroutière ¹. Il vivait encore en 1744. En 1786, Mollière appartenait à Georges-Jacques-Camille, marquis de Maillé de la Tour-Landry ², époux de dame Anselme-Françoise d'Héliand. Le château et le domaine de Mollière comprenaient alors la maison seigneuriale, la cour, les jardins, les dépendances de l'habitation, les vignes, l'étang, les prés, les champs, les taillis et les métairies de la Touche ³ et de la Sausseraie ⁴. La succursale de Mollière fut érigée en cure le 13 juin 1788 et le prieuré fut réuni à la cure par acte passé devant les notaires royaux au grenier à sel de Brissac et sénéchaussée d'Anjou, par le seigneur de Mollière, au château de l'Echasserie ⁵, paroisse de Notre-Dame d'Allençon. La présentation en restait réservée à l'évêque d'An-

général du dit siège, où assistoient les sieurs Le Masson du Haraz, conseiller du Roy, lieutenant particulier; Dublineau du Chastellier, conseiller du Roy, assesseur civil et lieutenant particulier criminel; Gallichon de Courchamps, conseiller chevalier d'honneur; Bellanger, Armenauld, Syette, Esnault de la Girardièrre, Gallais de la Mallonnière, Maumousseau de Changrenu, Buhigné de Grand-Val, aussy conseillers du Roy, tous juges magistrats au mesme siège, et le sieur Trochon de Mortreux, président au Présidial...» (Archives de la Mayenne. Série B, 444.)

1. Maroutière (la), chât. et f. c^{ne} de Saint-Fort. — C'était le siège d'une châtellenie érigée en 1635, avec annexion des fiefs de Loigné, de la Lande et de Bozailles, et qui reportait ses aveux au marquisat de Château-Gontier, à la châtellenie de Bouère et à la seigneurie de Bouthou.

2. Tour-Landry (la), canton de Chemillé, arr. de Cholet. — La baronnie de la Tour-Landry appartenait à la famille de Maillé depuis 1494.

3. Touche (la), f. c^{ne} de Chemazé.

4. *Ibid.*

5. Echasserie (l'), château, c^{ne} d'Allençon (M.-et-L.) — Le fief relevait de la Motte-Angibert.

gers. Les d'Héliand s'arment : *D'azur à trois aigles d'azur, becquées et onglées de gueules, posées deux et une* ¹, et les de Maillé de la Tour-Landry : *Au premier d'or à trois fasces ondées, entées de gueules; coupé d'or à une fasce crénelée de gueules, maçonnée de sable* ².

Lors de la formation des districts, Mollière fut compris dans le district de Château-Gontier, canton de Chemazé. Quand la loi du 28 pluviôse an VIII institua les arrondissements communaux des sous-préfectures, ce bourg fut rattaché à la commune de Chemazé qui fut rangée parmi celles qui composèrent le canton de Château-Gontier compris dans l'arrondissement du même nom ³.

ANDRÉ JOUBERT.

1. Audouys, mss. 994, pp. 93, 69.

2. D'Hozier, mss. p. 301. — La famille de Maillé avait joint ses armes à celles des la Tour-Landry.

3. *Dictionnaire top. de la Mayenne*, Introduction, p. XLI et XLV.

MONITOIRES

DE LA FIN DU XVII^e SIÈCLE

I

Les monitoires de l'official du Mans que nous publions n'ont que deux siècles ; néanmoins, pour modernes qu'ils soient, il s'en dégage des souvenirs antiens qu'on ne lira peut-être pas sans intérêt.

Nous conservons l'orthographe de ces pièces¹.

A. — *Officialis Cænomanensis universis et singulis presbiteris nobis subditis, salutem in domino*².

Nous avons reçu la plainte de M^e Louis Regnard, n^o royal à Champgeneteux³, suivant la permission a eux donnée de querimonier contre certain quidams malefoeurs, lesquels, depuis certains temps, luy auroient vollé

1. Ces monitoires sont encore écrits sur parchemin. — L'usage du papier devenait si général à cette époque, qu'une Déclaration donnée à Versailles quelques années plus tard (19 juin 1691) dut défendre de mettre à exécution les contrats qui ne seraient pas rédigés sur parchemin.

2. Traduction : « Nous official du Mans, à tous et à chacun des prêtres soumis à notre juridiction, salut dans le Seigneur. » — La formule de l'official de Paris ne différerait pas au fond de celle-ci : « *Officialis Parisiensis omnibus parochis nobis subditis, eorum ve vicariis, salutem in domino.* »

3. En marge se trouvent les mots suivants « et René et Barbe Les Guyberts, ses frère et sœur. » Ce renvoi n'est pas signé, mais manifestement de la même écriture que le corps du monitoire.

un porc pres led. bourg de Champgeneteux, pris et vollé plusieurs bons meubles, comme pinton¹, chopines, plats, assiettes, et autre vaisselle d'estain, des chemises, serviettes, draps, et autre linseuls² de toile, du cuir, des coins de fer, pris de l'argent dans sa maison, et. par derision, lesdicts malefoeteurs ont abattu du bois appartenant auxdicts plaignants, et faict abattre, partye duquel bois ils ont donné, vendu l'autre partye, ou mené en leurs maisons. Lequel bois depend de la succession qui est escheüe au plaignant à cause de Marie Guybert, sa femme, de defuncts les nommez les Marechaux³ qui estoient sur les lieux des Grudieres, Rogerie et Loyere, et autres pièces volantes ; et qu'apres le deceds de Julienne le Marechal, sœur desd. deffuncts les Marechaux, lesd. malefoeteurs ayant trouvé une somme de seze cens livres, ou plus, et plusieurs bons meubles, quoyqu'il ne leur en appartint que le quart, ou moins, mais comme ils s'en estoient emparéz de lad. somme, et meubles, ils partagerent par moitié avec deffunct René Guybert, vivant père de ladite Guybert, femme dudit Regnard et les Guyberts plaignants, mesmes lesd. malefoeteurs se sont emparéz de tous les meilleurs titres et enseignements⁴ desd. successions, et ne veulent les rendre, et les retiennent par devers eux au preiudice du plaignant ; — et que, par une haine mortelle qu'ils ont conçëue contre les plaignans, lors que ses chevaux et bestiaux sont dans ses herbages, ils vont les découper⁵, rompre les

1. *Pinton* est la forme augmentative de *Pinte*, et *Pintot* en est la forme diminutive.

2. Le mot *Linceul* ne veut dire ici « ni suaire, ni drap de lit, » mais est employé dans son sens primitif et signifie « linge à divers usages, morceau de linge, *linteolum*. »

3. Le français ne met le nom propre au pluriel que lorsqu'il est devenu un titre pour une famille : « Les Stuarts, les Gracques. » Cette règle n'existe pas dans le patois manceau, où le nom propre est, encore aujourd'hui, traité comme un nom commun, et qui continue de dire : « les Maréchaux, les Guyberts, les Marteaux, les Boisseaux, les Chevaliers, pour les Maréchal, les Guybert, les Martel, les Boissel, les Chevalier. »

4. L'expression « titres et enseignements » était autrefois employée par les praticiens.

5. Découper au lieu de découpler par syncope de l'*l*, c'est-

cloies¹ et hachets², et les emportent apres avoir faict sortir led. chevaux et bestiaux desd. herbages, — et mesmes led. malefoeteurs ayans conceu une jalousie contre le plaignant font courir des bruits et divulguent en plusieurs endroits plusieurs injures et parolles scandaleuses, et ont dict qu'il y avoit en la maison dud. plaignant un crapaux d'une grandeur et grosseur extraordinaire qui tenoit journellement sur un cabinet³ un pain de douze à quinze livres dans sa gueulle, et que le plaignant avoit esté obligé d'aller querir le sieur curé de la parroisse dud. Champgeneteux avec l'estolle au col pour le chasser de sa maison ; et que lorsque le plaignant estoit à table avec sa femme et enfans, il avoit pris un fusil pour tirer led. crapaux, lequel se seroit a mesme temps soulevé contre luy, et paroissoit d'une grosseur prodigieuse ; et non contens d'avoir semé ces bruits pour empescher la fonction de la charge du plaignant, et lui oster les moiens de faire aller son trafficq, ce qui a empesche et empesche journellement plusieurs personnes d'aller en sa maison, — comme aussy led. malfoeteurs voyant que le plaignant norrissoit en sa maison un chien pour la garder, et qui estoit d'un prix considerable l'ont malicieusement eschaudé, pour tascher de le faire mourir. Dont et de tout ce que dessus plusieurs ont bonne cognoissance, pour en avoir veu, sceu, cogneu, ouy dire ou aperceu, et en celent la veritté au preiudice du plaignant et damnation des âmes desd. malefoeteurs.

Supplicationi cujus conquerentis annuentes, modo non

à-dire détacher. Le mot découpler demeure, avec le même sens, en patois : *Découplier* un cheval, c'est-à-dire enlever le harnais dont il est garni. Il y a, dans *découplier*, résolution de l en i, comme en italien « doppio, piazza. »

1. Treillage en bois servant de clôture. Vieille forme de *claire*.

2. Barrières étroites des champs, qui en permettent l'accès aux hommes et aux animaux. mais ne pourraient livrer passage aux voitures.

3. Mot d'origine italienne (*gabinetto*), admis avec tant d'autres au XVI^e siècle, malgré les protestations d'Henri Estienne. On appelle habituellement, dans le Maine, cabinet, un buffet à deux étages, dont chacun a deux portes. Ce nom est aussi donné à des buffets de formes diverses et à de petites armoires.

sit extra communionem Ecclesiæ Romanæ, vobis mandamus quatenus moneatis ex parte et autoritate nostris generaliter et publicè, per tres dies dominicos in pronis missarum vestrarum parochialium, dictos malefactores ac omnes qui de præmissis aliquid sciverint, ut dicto conquerenti satisfaciant aut saltem ¹ ejus procuratori legitimo probabilem confessionem tradant infra quindecim dies a præsentium notitiâ, alioquin ipsos ob hoc in his scriptis excommunicamus, et si, per sex dies immediate sequentes dictam excommunicationis sententiam, contumaces sustinerint, eosdems excommunicatos autoritate nostra publicetis cum solennitatibus assuetis, præsentibus post annum minimè duraturis.

Datum Cænomani, die vigesimâ octavâ novembris, anno domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono ².

Signé :

MARTIN DE LA FUYE ³.

CHEVALIER

Sceau détaché. Traces de cire rouge.

B. — Officials Cenomanensis universis et singulis presbiteris ⁴, salutem in domino.

Nous avons reçu la plainte de M^e Louis Renard, notaire royal à Izé, et de Marie Hubert (sic) sa femme, suivant la permission à eux donnée de querimonier par le sieur juge d'Esvron contre certains quidams malefauteurs,

1. Les mots : « parocho, seu » nous paraissent avoir été omis.

2. Nous avons complété le texte de cette ordonnance, qui renferme quelques abréviations.

3. René Martin de la Fuye, prêtre, licencié en théologie de la faculté de Paris, archidiacre de Château-du-Loir et official de l'Evêque du Mans, fut condamné par arrêt de la chambre des vacations, 1686, sur les poursuites des chanoines du Mans, à faire amende honorable, nu en chemise, à la porte de l'église cathédrale, à être pendu et ensuite brûlé, étant convaincu de blasphèmes, impiétés exécrables, escroqueries et simonies ; mais il était en fuite et il fut exécuté seulement en effigie.

Dom Piolin à qui nous empruntons ces renseignements, ajoute : « Il est certain que ce malheureux n'avait que trop mérité ce triste sort par une impiété portée jusqu'à la démen-
ce. » (*Histoire de l'Eglise du Mans*, tome VI, p. 354).

4. Omission des mots « nobis subditis. »

deux desquels ayant convié led. plaignant d'aller manger avec eux dans la maison de la veufve Lesollier, aud. bourg d'Izé, depuis un mois, où, après avoir beu et mangé ensemble, leun desdits malefaeteurs, sans aucun sujet, l'auroit invectivé contre son honneur et reputation et ensuite donné un soufflet au visage dud. plaignant ; qui scavent que lesdits malefaeteurs continuants leurs invectives, et à leur bruit laditte Guibert ¹ femme du plaignant, et sa servante, voisins dud. cabaret, seroient intervenues, qui ayants blasmé lesdits malefaeteurs de leur procédé et voyès de faict par eux commis contre led. plaignant, iceux quidams garnis de chacun une trique de fagot et d'un baston ferré en auroit frappé de plusieurs coups laditte Guibert tant par la teste que sur les autres parties de son corps, meme de laditte servante et dud. plaignant, — qui scavent que lesdits malefoeteurs auroient quelque temps avant cette action entré en la maison dud. plaignant, ou estoit laditte Guibert à laquelle ils auroient dict plusieurs iniures et menacée elle et son mari, ietté par terre des doubles qu'elle contoit, et cassé des verres qu'ils auroient veûds en laditte maison, — qui scavent que le iour des violances commises par lesdits malefaeteurs chées laditte Leschollier iceux malefaeteurs auroient quelque temps auparavant sorty à la porte d'iceluy pour preméditer leur mauvais dessein, ensuite seroient rentrez ; apres quoy, ils auroient commis laditte actiou ; — qui scavent que lesdits malefaeteurs ont faict ce qu'ils ont peu pour empescher les lesmoings qui ont cognoissance des dittes actions d'en déposer, mesme empesché un sergeant de donner les assignations aux lesmoings, — qui scavent que le dit. malefaeteurs ont dict et sepmé ² journallement plusieurs iniures

1. Nous pensons qu'il faut lire Hubert et non Guybert. Louis Renard, notaire à Izé, était probablement le fils de Louis Renard, notaire à Champgeneteux, époux de Marie Guibert. Ce dernier alla mourir à Izé (1683) et son corps fut inhumé dans l'église de cette paroisse : ses fils Louis et René Renard, Jean Perrier et Guillaume Houassin, ses gendres, assistaient à la cérémonie.

2. Cette introduction d'un *p* non étymologique datait de la Renaissance; on a écrit en faisant la même faute : *dipner* pour dîner, *meplarie* pour métairie, *Dompfront* pour Domfront.

contre l'honneur et reputation dudit Renard et de sa femme, asseurant qu'ils estoient des vauriens et des volleurs, contre ceux qui ont pris et emporté des genets en deux pièces de terre, l'eune nommée le Pisserot, et l'autre de petit champ du Bois, et qui refusent payer audit plaignant quantité d'argent qu'ils luy doibvent ¹, tant pour despense faicte en leur maison qu'autrement, — dont plusieurs ont bonne cognoissance pour avoir veü, sceü, cogneu, ouy dire, et aperceü, et en cellent la verité au preiudice desd. plaignants, et damnation des ames desdits malefaeteurs.

Supplicationi quorum conquerentium annuentes, modo non sint extra communionem Ecclesiæ Romanæ, vobis mandamus quatenus per tres dies dominicos in pronis vestrarum missarum parrochialium moneatis dictos malefactores et eos qui de præmissis aliquid sciverint, ut infra quindecim dies a presentium notitiâ, dictis conquerentibus satisfaciant aut saltem præsentis nostri mandati factorum probabilem confessionem tradant parrocho seu ejus vicario, et ratione suspicionis alteri presbytero à nobis ad hoc committendo ; alioquin eos ob hoc in his scriptis excommunicamus, et si per octo dies immediate sequentes dictam excommunicationis sententiam contumaces sustinuerent, eosdem excommunicatos publicè declaretis, cum solemnitatibus assuetis, præsentibus nostris litteris post annum minimè duraturis et valituris.

Datum cenomani, die vigesimâ octavâ martij anno domini millesimo sexcentesimo octogesimo sexto ².

Signé :

PEAN.

PISSOT.

Sceau détaché. Traces de cire rouge.

1. Ce rappel irrégulier du *b* s'est produit au XVI^e siècle : *debte* (dette), *febvre* (fièvre), *febvrier* (février). Exemples semblables : *recepvoir* (recevoir), *nyepce* (nièce), *achepter* (acheter).

2. Nous donnons seulement la traduction de cette ordonnance, qui est plus complète que celle de 1679 : « Déférant à la supplique des plaignants, pourvu qu'ils ne soient pas hors de la communion de l'Eglise romaine, nous vous mandons que vous ayez à donner avis, pendant trois dimanches, au prône de vos messes paroissiales, aux malfaiteurs dont il s'agit et à

II

Quelques explications sommaires sur les monitoires peuvent n'être pas inutiles pour apprécier les documents qui précèdent.

Lorsque les preuves étaient insuffisantes dans l'instruction d'une affaire, non seulement ecclésiastique, mais civile ou criminelle, on avait recours au monitoire c'est-à-dire à la monition publique et canonique.

Le plaignant présentait requête au juge qui donnait permission de quérir¹, c'est-à-dire d'obtenir et de faire publier monitoire dans les formes de droit sur les faits visés dans la requête. L'official accordait ensuite le monitoire et l'adressait au curé de la paroisse où la publication devait avoir lieu.

Cette procédure fort ancienne était due aux évêques ou à leurs représentants. La justice séculière la leur avait empruntée et l'a utilisée jusqu'à la fin du siècle dernier.

Tous les monitoires avaient pour but d'amener les fidèles à révéler ce qu'ils savaient, sous les peines canoniques

tous ceux qui connaîtraient quelque chose des faits ci-dessus visés, qu'ils aient à donner satisfaction aux dits plaignants ou du moins qu'ils fassent à leur curé ou à son vicaire, et en cas de suspicion, au prêtre que serait par nous commis à cet effet, une déclaration sincère de ce qu'ils savent, dans le délai de quinze jours à partir de la date où ils auront connaissance des présentes ; sinon, et comme conséquence de leur abstention, nous les excommunions par ce présent écrit. De plus, si pendant les huit jours qui suivront immédiatement ladite sentence d'excommunication, ils persistent à demeurer contumaces, vous les déclarerez publiquement excommuniés avec les solennités ordinaires. Ces lettres devant conserver leur validité et pouvant être mises à exécution pendant un an au moins. Donné au Mans le vingt-huitième jour de mars, l'an du Seigneur mil six cent quatre-vingt-six. »

1. *Querimoniare* (formuler plainte). — Terme de l'ancien droit. V. Du Cange.

de l'Église. Ils ne devaient être accordés que pour des causes graves, pour assassinat, incendie, vol, usure, recel, divertissement d'effets dépendant d'une succession, détournement ou recel de l'actif appartenant à des marchands en banqueroute. Les auteurs de scandales publics pouvaient aussi être recherchés. Une ordonnance visait ce cas, qui prêtait à une large interprétation et facilitait les abus¹.

Les catholiques, sans distinction de classe, pouvaient obtenir des monitoires. Il suffisait que leur cause parût juste et sérieuse. Une ordonnance permettait même à tout juge d'en faire la demande, quoiqu'il n'y eût aucun commencement de preuve ni refus de déposer par les témoins. Les hérétiques n'y avaient pas droit en principe ; de là les termes des mandements : « *Modo non sit (ou non sint) extra communionem Ecclesiæ romanæ.* »

Il ne paraissait pas alors convenable que les personnes qui n'avaient point foi dans les pratiques de la religion et leur efficacité, et qui montraient du dédain pour les ministres du culte, fussent admises à participer directement aux secours que l'Église fournissait à ses enfants. Les membres de la religion réformée profitaient néanmoins des avantages que présentaient les monitoires, parce que les procureurs royaux les obtenaient en leur nom, pour les en faire bénéficier secrètement.

Les coupables et les témoins n'étaient pas nommés dans les monitoires ; ils se publiaient contre certains quidams. Des défenses expresses étaient faites à cet égard, et les personnes sur lesquelles planaient quelques soupçons ne pouvoient être indiquées ni par leur sexe,

1. La faveur n'avait peut-être pas été étrangère à la délivrance des monitoires qui précèdent. Louis Regnard, de Champgeneteux, savait se ménager la bienveillance de personnes influentes. Le marquis de Montesson, le procureur du marquisat de Villaines étaient parrains de ses enfants. Marguerite de Châlus était marraine d'un de ses fils.

leur âge, leur taille, leur visage, leurs habitudes, ni par la forme et la couleur de leurs vêtements. Cela s'explique. Si une grande discrétion n'avait pas été imposée, cette pièce de procédure eût été un libelle diffamatoire. Cependant des exceptions étaient nécessaires : un mari, par exemple, se plaignait-il de l'adultère de sa femme, il était indispensable de le désigner, mais le complice du délit ne pouvait l'être.

Les publications se faisaient in-extenso au prône de la messe paroissiale par trois dimanches. Le curé ne pouvait en retrancher ou rectifier aucune partie. Sa mission se bornait à recevoir les révélations qui lui étaient faites et à les transmettre par écrit au juge sous pli scellé¹.

Un point attire surtout l'attention dans les deux mandements de l'official du Mans : la censure *latæ sententiæ* qu'il prononce contre les malfaiteurs et les témoins.

L'official avait assurément qualité pour prendre cette mesure. Un décret du concile de Trente prescrit bien que les excommunications pour obliger à révélation ne seraient prononcées que par l'Evêque, mais il n'avait en vue que d'empêcher les archidiacons, qui conservaient encore une certaine autorité, d'en faire usage par prépotence. Le peu de soumission qu'ils affectaient portait ombrage, non sans raison, aux évêques dont ils reconnaissaient à peine l'autorité et l'on tenait à restreindre l'étendue de leurs attributions. Il n'est pas contestable que les officiaux et grands vicaires n'eussent le droit d'excommunier ; le concile de Tours est très explicite à cet égard².

1. Il était alloué par chaque monitoire 30 sols à l'official, 40 sols à son greffier y compris les droits du sceau, et 10 sols au curé pour la publication (ordonnance de 1670).

2. Voici dans quels termes il s'exprime : « quia litteræ quærimoniales ad finem revelationis tam a dictis officialibus ordinariorum quam ab archidiaconis, archipresbiteris, decanis, aliis

Les vols, divertissements d'objets mobiliers, scandales, voies de fait et violences dont étaient victimes les familles Renard justifiaient apparemment la peine dont on menaçait les coupables et les témoins. Car l'official ne dit pas : « nous excommunions, » expression que certains casuistes ne considéraient que comme ayant un sens comminatoire ; il ajoute « par le seul fait d'abstention et par le présent mandement *ob hoc in his scriptis*. » Il ordonne, en outre, que la déclaration d'excommunication sera faite avec les solennités accoutumées, c'est-à-dire avec les cérémonies d'*aggrave* et de *réaggrave*. Ces anathèmes étaient accompagnés du son des cloches. Des chandelles étaient allumées, puis éteintes et jetées par terre. L'excommunication proprement dite privait les coupables de la communion spirituelle ; l'*aggrave* et le *réaggrave* en faisaient des parias. On ne pouvait plus avoir de commerce avec eux¹.

Les mœurs publiques changent et nous avons peine à comprendre, dans notre siècle, ces sévérités de l'Eglise à un autre âge et nous serions portés à nous demander si ces anathèmes étaient proportionnés aux fautes et s'ils étaient utiles.

L'excommunication conçue dans des termes semblables n'étaient pas rare au moyen-âge et l'abus qui en avait été fait rendait cette censure moins respectée. Aussi le concile de Trente recommande-t-il aux évêques de n'en user que dans des circonstances graves, pour

que, nimis facile in multorum scandalum et divini cultûs diminutionem concedi videmus ; hincque illæ magis contemni, quàm formidari, ac perniciem parere potius, quàm salutem. accumenicis conciliis inhærendo, illas à nemine prorsus, quàm ab Episcopis, seu eorum vicariis et officialibus generalibus imposterum decerni vetamus (1583).

1. Par l'*aggrave* l'excommunié était privé de l'usage de la société civile ; par le *réaggrave* on défendait aux fidèles d'avoir des rapports avec lui. Ces mesures étaient sans effet en matière de monitoires, puisque les noms des personnes atteintes par la censure ne pouvaient être publiés.

des sujets d'importance. Origène s'était exprimé dans ce sens et c'était la doctrine de Saint Thomas.

Il y avait cent ans que ce concile était achevé, mais ses décrets n'avaient pas pour l'official du Mans toute l'autorité qu'on pourrait leur supposer. Une grande partie du clergé était gallican, et les prescriptions conciliaires ne furent autorisées par Louis XIV qu'en 1695. C'est seulement à partir de cette époque que les officiaux montrent plus de réserve et de mansuétude. Les monitoires des Louis Regnard, datés de quelques années auparavant, renferment donc deux des dernières sentences rigoureuses prononcées en matière d'instruction dans notre pays, et c'est à ce titre qu'ils peuvent intéresser la Commission Historique et Archéologique de la Mayenne.

La loi du 7 septembre 1790 n'a pas laissé à l'Eglise de Juridiction coercitive, et l'on ne pourrait se servir en France des monitoires comme autrefois. Néanmoins, il est des cas où cette voie d'information serait encore possible, par application du décret du 10 septembre 1806.

GROSSE-DUPERON.

UN MANCEAU

DE LA TROISIÈME CROISADE

Nous proposons à la *Commision Historique et Archéologique de la Mayenne* une revendication en faveur de l'histoire de notre province : il s'agit d'un croisé bas-manceau qui occupa un rang distingué parmi les compagnons d'armes du roi Richard-Cœur-de-Lion : c'était un de Gorram de la Tannière, Guillaume II^e du nom.

L'honneur de l'avoir mentionné au nombre des principaux chefs du roi d'Angleterre à la troisième croisade revient à M. Géraud, archiviste-paléographe, qui en publia le titre dans la *Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, tome V, p. 36 et à M. Borel d'Hauterive qui l'a réédité (*Annuaire de la noblesse de France*, année 1863, p. 343.)

On ne trouvera peut-être pas sans intérêt de consigner cette pièce parmi nos documents locaux, de mettre en regard la traduction et de la faire suivre de quelques remarques qui seront facilement appréciées par les historiens de toutes les provinces.

Ricardus, Dei gratia rex Anglie, dux Normannie et Aquitanie et comes Andegavensis; universis presentibus litteras inspecturis, salutem.

Sciatis quod, cum quos-

Richard, par la grâce de Dieu roi d'Angleterre, duc de Normandie et d'Aquitaine, comte d'Anjou, à tous ceux qui ces présentes letteront, salut.

Sachez, qu'après nous

dam fideles nostros pro negotiorum nostrorum oportunitate ad transmarinas partes remittendos duxerimus, nichil autem de proprio in hoc casu, secundum peregrinationis votum, alienare possimus, dilecto nostro Jacobo de Jhota curam potestatemque commisimus dictis fidelibus nostris quarumdam quantitatum mutacionem procurandi, videlicet quingentarum marcarum ad minus Gaufrido de Haia, sexentarum marcarum ad minus Willelmo de Gorram, septingentarum marcarum ad minus Philippo Walensi et mille marcarum ad minus Marcadero; promittentes autem, interpositione sacramenti et fidei, nos quolibet conventiones super hoc cum dicto Jacobo vel prefatis fidelibus nostris initas, ratas confirmatasque integre habituros et fideliter servaturos.

Teste meipso, apud Acon, tertia die augusti (1194).

être résolu de renvoyer aux pays d'outremer pour le soin de nos affaires quelques-uns de nos fidèles, mais ne pouvant en cette occurrence aliéner notre bien propre à cause de notre vœu de pèlerinage, nous avons confié à notre amé Jacques de *Jhota* le soin et le pouvoir de prêter à nos dits fidèles certaines sommes, savoir celle de cinq cents marcs au moins à Geoffroy de la Haie, celle de six cents marcs au moins à Guillaume de Gorram, six cents marcs au moins à Philippe de Walsh, et mille marcs au moins à Marcarder; promettant par serment et sur notre foi, que toutes les conventions conclues à ce sujet, avec ledit Jacques ou avec nos susdits fidèles, nous les tiendrons ratifiées et intégralement confirmées et nous les observerons avec fidélité.

Témoin moi-même, Acre, troisième jour d'août.

Par une erreur qui peut parfaitement être typographique, le passage de l'*Annuaire* où M. Borel d'Hauterive donne les noms français des quatre croisés de l'armée de Richard, *Willelmo de Gorram* est traduit par *Guillaume Gorrain*, faute évidente. *Marcadero* traduit par *Mercadier* n'est pas une aussi grave dérogation

à l'histoire. Que *Marcaderus*, en effet, soit francisé par *Mercadier*, *Marcader* ou *Marcadet*, peu importe peut-être ; quiconque a lu l'histoire reconnaît facilement le nom du terrible chef des bandes brabançonne, que les rois d'Angleterre de cette époque avaient prises à gage pour la plus grande désolation de leurs provinces patrimoniales de France. Mais *Guillelmus de Gorram* n'est-il pas trop facile à reconnaître aussi, pour que les chroniqueurs du Maine ne le réclament point comme étant ce *Guillaume de Gorram* ou *de Gorron*, capitaine de mérite et zélé partisan des mêmes princes ?

Nous en fîmes donc la réflexion à M. Borel lui-même en lui donnant pour motifs de notre avis : 1° le sens obvie des termes ; 2° l'existence indubitable à l'époque, d'un Guillaume de Gorram, chevalier de grande famille et de grande considération, seigneur de la Tannière, Lévaré, Saint-Berthevin, La Dorée, Brécé, etc. ; 3° l'attitude politique et le genre de vie de ce personnage : c'était le seul capitaine de la baronnie de Mayenne du parti anglais qui fût en état par son crédit, par ses richesses, et par la situation géographique de ses nombreux fiefs aux marches du comté de Mortain, de faire échec et au baron Juhel III de Mayenne, partisan fidèle et courageux du roi de France Philippe-Auguste, et à Jean-sans-Terre, comte de Mortain qui, gagné momentanément à la cause française de Philippe, remuait contre son frère le roi Richard. Le savant rédacteur de l'*Annuaire* voulut bien nous honorer d'une gracieuse réponse et nous y dire : « ...Vous avez raison, je crois, « de rapporter aux Gorram de la Tannière le personnage cité dans le titre de Croisade... Paris, 6 juin « 1868. BOREL D'HAUTERIVE. »

Notre Guillaume de Gorram était fils de Gilles, croisé en 1158 et d'Osanne, petit-fils de Guillaume qui bâtit le château de la Tannière en 1128 et de Hersende de Mayenne, arrière-petit-fils de Ruellon de Gorram qui

donna Brécé à Marmoutiers vers 1106, lequel était fils de Geoffroy, fils de Riivalon. Olive, femme de Guillaume de Gorram lui donna deux fils, Raoul et Robert, successivement seigneurs de la Tannière après la mort de leur père arrivée vers l'an 1200 et morts l'un et l'autre sans postérité. On a dû se rendre compte, par la lecture de cette courte dissertation, qu'elle n'a pas eu pour but une étude biographique de Guillaume de Gorram, II^e du nom, laquelle serait très intéressante, mais un simple et curieux renseignement : il servit constamment les princes anglais Henri-Courtmantel, Cœur-de-Lion et Jean-sans-Terre et fut un bienfaiteur insigne de l'abbaye de Savigny. Son sceau, qui est aux archives de Saint-Lô, représente un chevalier revêtu de son armuré. Il portait dans ses armes trois lions 2 et 1. Ce serait à la famille anglaise de Gorram à faire des recherches et des démarches pour produire l'écusson d'un de ses membres les plus distingués à la salle des Croisades de Versailles.

CH. POINTEAU.

LES TROUBLES DE CRAON

DU 12 JUILLET AU 10 SEPTEMBRE 1789

D'APRÈS UN DOCUMENT INÉDIT

Le bel ouvrage sur *Les Premiers Troubles de la Révolution dans la Mayenne*, rédigé par M. V. Duchemin, archiviste du département de la Sarthe, puis terminé et publié par notre excellent confrère et ami M. Robert Triger, vice-président de la Société Historique et Archéologique du Maine, mentionne le pillage du château de Craon et la destruction du chartrier, par la populace, le 15 août 1789, d'après le récit des *Chroniques Craonnaises*. Selon un pamphlet du temps, M. d'Armaillé, seigneur de Craon, aurait été forcé de se mettre à genoux devant ses ennemis; pour souscrire son acte de renonciation¹. Il aurait ensuite assisté, malgré lui, à la destruction de son chartrier brûlé par les rebelles. Ce libelle est intitulé : *Amende honorable d'un gros marquis devenu tambour, ou relation de ce qui est arrivé au marquis d'A..., seigneur de Craon en Anjou. Craon, 15 août 1792.*

Grâce à l'extrême obligeance de M. le comte de la Morinière, d'Angers, que nous remercions ici de son

1. *Les Premiers Troubles de la Révolution dans la Mayenne*, pp. 42-43.

2. Ce pamphlet a été imprimé à Paris, Guillaume Junier, s. d. in-8°, pièce. *Bibliothèque nationale, Imprimés* : L b. 39, n° 7695.

aimable complaisance, nous pouvons aujourd'hui compléter et rectifier les détails relatifs à cet intéressant épisode des premiers troubles révolutionnaires dans la Mayenne. Le document inédit qui nous a été communiqué est très curieux et nous avons cru devoir le publier.

*Journal de ce qui s'est passé à Craon
depuis le 12 juillet 1789.*

« La milice bourgeoise fut créée à Craon vers le milieu du mois de juillet. Le 25 du même mois, la ville créa au hasard un comité composé de quatre membres pour prendre communication des lettres à l'adresse de M. le duc de Brissac¹.

« Trois ou quatre jours après, on assembla la ville pour composer le comité de six membres. Il fut délibéré que l'état-major composé d'environ vingt personnes y aurait droit. La majeure partie des habitants donnèrent leurs voix pour que le comité ne durât que trois mois. Il s'est tenu depuis des assemblées très fréquentes pour animer le peuple.

« Le 26 juillet, on fit la bénédiction du drapeau. M. le M^{re} y assista comme bon citoyen et même fut reconduit par les officiers de la milice et une partie de la troupe jusqu'à son château, le drapeau à la tête.

« Le 30 juillet, il fut tenu le matin une assemblée et

1. François Timoléon, comte de Cossé-Brissac, panetier du roi, capitaine des Cent-Suisses, premier gentilhomme de Monsieur, depuis Louis XVIII, marié à Paris, le 21 octobre 1752, avec Marie-Camille-Adélaïde d'Armaillé, fille du marquis de Craon. Mort à Munster en 1803.

2. Ambroise-Pierre d'Armaillé, marquis de Craon, né le 2 avril 1734, possesseur de la terre de Craon, en vertu du partage fait le 4 juin 1763. C'est lui qui bâtit vers 1765 le château actuel sur les plans de l'architecte Pommereuil. Il épousa, le 6 juillet 1753, Marie de Mornay-Monchevreul, puis, en secondes noces, M^{lle} de Moncrif. Il mourut en 1805. (*Chroniques Craonnaises*, deuxième édition, p. 278). — Les d'Armaillé portaient : *D'argent à une fasce de sable accompagnée de trois molettes de gueules* (Audouys mss. 994, p. 6. — *Armorial général de l'Anjou*, t. I, p. 72).

on députa huit citoyens pour engager M. le M^{ie} de remettre la place et le pré³. Sur le refus de M. le M^{ie}, la ville s'assembla sur les quatre heures du soir ; il fut délibéré que les murs de la place et du pré seraient démolis. (*Nota* : on fit une quête dans le comité et dans l'état-major pour payer ceux qui travailleraient à cette démolition).

« Le 6 août, le comité, à l'aide de l'état-major, fit avertir M. le M^{ie} pour venir à l'assemblée de ville. On l'envoya chercher par un piquet de fuzilliers, le sieur Allard à leur tête. Rendu, on lui déclara, après avoir été beaucoup invectivé, qu'on allait s'emparer de son chartrier. Après l'assemblée, on le renvoya pareillement escorté de plusieurs officiers qui gardèrent son chartrier pendant son dîné, et ensuite arrivèrent commissaires, au nombre desquels étoient les sieurs Lavalée¹, Chartier², Bazile, d'Aigremont et autres, pour trier les titres de propriété d'avec ceux de féodalité.

« Ce triage dura deux jours, pendant lesquels il y eut, jour et nuit, des gardes à la porte du chartrier ; ensuite les titres de féodalité furent enlevés et transportés au siège du comité.

« Le huit août, il y eut une assemblée en l'église Saint-Nicolas pour délibérer si on brûleroit les titres de la baronnie ; les gens honnêtes s'y opposèrent. M. le M^{ie} fut assailli des sottises les plus atroces ! Le dimanche neuf août, il fut chanté un *Te Deum* où M. le M^{ie} assista. Ce fut dans ce jour qu'on fit la démarcation de la place et du pré.

3. On reprochait au seigneur de Craon d'avoir enlevé par fraude à la ville le pré dit de la Liberté et la promenade de Saint-Nicolas (*Chroniques Craonnaises*, p. 378).

1. Esnue-Lavallée, juge au tribunal de Craon, député à l'Assemblée Constituante, envoyé sous la Convention en mission dans la Mayenne. (Voir l'ouvrage de M. Emile Queruau-Lamerie sur *Les Girondins dans la Mayenne*, extrait de la *Revue de l'Anjou*, Angers, 1878. — *La Commission Proust*, du même auteur, ainsi que *La Commission Félix* et *Les Suspects du Département de la Mayenne*).

2. C'est ce Chartier (Jacques-Anne-Nicolas) qui parvint à la tête de l'administration de Craon et créa une société populaire d'une violence sauvage. En 1795, on saisit ses armes et encore elles lui furent rendues le 17 vendémiaire an IV. (Dom P. Piolin, *L'Eglise du Mans durant la Révolution*, t. III, p. 211).

« Dans ce jour et les suivants, l'état-major forma une compagnie de volontaires, qu'on pourrait nommer avec plus juste titre une compagnie de brigands, à l'aide desquels il força les propriétaires et les fermiers d'amener des grains au marché et on fixoit le prix arbitrairement et à 20 l. par boisseau pesant 50 livres au-dessous du prix ordinaire ; il punissait avec toute la barbarie possible d'amendes et de prisons tous ceux qui ne vouloient pas obéir à ses ordres effrenés. Plusieurs des honnêtes habitants ont été insolemment emprisonnés. Ce qu'il y a de plus particulier, c'est que les s^{rs} Marais et Jaguelin, de la Chapelle¹, ayant vendu deux charretées de froment et bled à un homme de Cossé², ce comité fit venir les s^{rs} Marais et Jaguelin et les força de faire revenir leurs graines à Craon afin de les y vendre au taux fixé.

« Un des membres du comité (le s^r Monier, boulanger), voyant gros à gagner sur le froment, le prit au taux fixé par le comité et en fit du pain ; ce comité, qui faisoit baisser à son gré le prix du grain, bien loin de faire diminuer le prix du pain a au contraire augmenté, par ce que tous les boulangers faisoient partie du comité et des volontaires.

« Le comité envoyoit fréquemment des volontaires chez les propriétaires et les fermiers à trois lieues à la ronde pour les forcer d'amener du grain au marché, ce qui a empêché la libre circulation des grains si recommandée par l'Assemblée Nationale, ce qui a déterminé les fermiers à faire sortir segretement leurs grains.

« M. le Sénéchal ayant été absent quelque temps, le 16 août, il se tint une assemblée à Saint-Nicolas, où on proposa de créer une nouvelle juridiction ; pour cet effet, on nomma trois juges et un procureur du roi à la place des officiers ordinaires.

« Au commencement du mois de septembre, il se tint encore une assemblée à Saint-Nicolas, où il fut question de la nomination de trois juges. M. Chassebœuf³, père

1. Chapelle-Craonnaise (la), c^{on} de Cossé-le-Vivien.

2. Cossé-le-Vivien, arrondissement de Château-Gontier.

3. Chassebœuf, doyen des avocats, fut le premier président du tribunal du district.

de M. de Volney¹, qui avoit été nommé président dans l'assemblée du 16 août, prêta serment en présence de l'assemblée. Il y fut dit que les deux autres juges et le procureur du roi prêteroiient serment devant lui ; tribunal illégal, reconnu par les officiers nommés qui n'ont jamais osé exercer et qui ne le pouvoient.

« Le 25 septembre, le comité, ayant reçu des lettres qui annonçoient que le sel étoit fixé à six sols la livre, deux des membres du comité (les s^{rs} Monier et Chartier) furent aussitôt chez plusieurs personnes pour acheter du sel à cinq liards la livre ; ils en achetèrent deux charretées chez le nommé Fouilleul.

« Le 26, il se tint une assemblée à Saint-Nicolas, où on annonça que le sel étoit fixé à six sols ; les habitants furent courroucés contre le comité d'avoir acheté ces deux charretées de sel qu'ils vouloient vendre 4 sols la livre. Dans cette assemblée, il fut dit mille horreurs contre le Sénéchal² par le s^r Lavalée. (*Nota* : les actes des assemblées étoient rédigés avant l'assemblée et on forçoit, le sabre à la main, les honnêtes citoyens de signer ; on postoit des sentinelles à la porte de l'église qui empêchoient de sortir sans signer). On lit en marge : « MM. L'Hommeau et Malard Chevallier. »

« Les habitants, le 26 septembre, conçurent le dessein de changer le comité, vu l'achapt du sel. Pour cet effet, ils tinrent une assemblée, le 27 septembre, sur les quatre heures après midi, dans la même église, pendant laquelle vinrent les volontaires, à la tête desquels étoit le s^r Doussault³, commandant de la milice ; ils firent un bruit horrible et cherchèrent à dissoudre l'assemblée. Voyant ne pouvoir réussir, ils crièrent aux

1. Volney (Constantin-François Chassebœuf), fils du précédent, né à Craon le 3 février 1757, mort à Paris le 25 avril 1820, célèbre par son voyage en Orient, auteur des *Ruines*. (Voir, sur son rôle politique, le *Dict. hist. de M.-et-L.* t. III, pp. 749-750).

2. Jean-Baptiste-Michel Halbert, sénéchal de Craon, (1787-1789). L'auditoire du Sénéchal s'élevait jadis au bas de la place des Halles, du côté de la rue de Bethléem ; au-dessous étoit le minage. On avait transféré ce tribunal en 1760 dans une maison au haut de la rue du Pilon.

3. M. Doussault étoit aussi ancien président au grenier à sel de Craon.

armes, le sabre à la main. Ceux qui étoient au bas de l'église, voyant les volontaires armés, furent forcés de sonner le tocsin pour appeler du secours. Il y eut même un coup de sabre donné par un volontaire à M. l'abbé de Florence, chanoine. Le comité, se voyant changé, députa le s^r Lavalée, avec trois volontaires, pour aller demander du secours à Laval, pour se perpétuer dans leur place. Quatre membres du comité de Laval s'offrirent pour venir pacifier les esprits à Craon ; ils les refusèrent, et, en s'en revenant, le 29 septembre, le s^r Lavalée, avec deux volontaires, rencontrèrent le s^r Lefranc, citoyen de cette ville, qu'ils voulurent assassiner dans le grand chemin, et, pour raison duquel assassinat, ils ont été décrétés.

« Le 30, ils furent à la Guierche ¹, d'où ils amenèrent 18 volontaires. Le jeudi 1^{er} octobre, sur les dix heures du soir, plusieurs volontaires, tant de Craon que de la Guierche, en faisant patrouille, furent à la porte du s^r Lalande et voulurent entrer chez lui. Voyant qu'ils ne pourroient réussir, ils cherchèrent à foncer (*sic*) la porte.

« Le 2 octobre, se tint une assemblée à St-Thomas ², où le s^r Lavalée, après de longs discours, réussit, à l'aide des volontaires de la Guierche, armés de pistolets à leurs ceintures et dans leurs poches, à se perpétuer dans le comité, avec la modification, néanmoins, de quatre nouveaux membres.

« Le 3 du même mois, les volontaires, après un copieux déjeuner, fait à l'abreuvoir, avec les volontaires de Craon, partirent pour s'en retourner par la route de Cossé. Ils firent rencontre, dans leur chemin, d'un Jacobin de Laval, qui venait prêcher à Craon et à qui ils dirent mille invectives. Rendus au bourg de Cossé, il y eut le nommé Coursier, de la Patrière ³, qui chercha à assassiner le nommé Legai. Plusieurs habitants de ce bourg l'ayant poursuivi pour l'arrêter, il se jetta, le sabre nud, sur le sieur Rivaud, de la Chevrerie ⁴, à qui il porta un coup de sabre sur le poignet et l'a estropié.

1. Guierche (la), arr. de Vitré (Ille-et-Vilaine).

2. Voir, sur la chapelle St-Thomas, les *Chroniques Craonnaises*, p. 626.

3. Patrière (la), f. c^{ne} de Cossé-le-Vivien.

4. Chevrerie (la), logis et bois, c^{ne} de Saint-Aignan-sur-Roë.

« Le 4 octobre, il y eut un cordonnier, d'un bourg voisin, qui fut chez le sieur Nupied, membre du comité, lui demander des pistolets, et fut ensuite au château parler à M. d'Armaillé. En lui parlant, il lui porta le pistolet sur l'estomac et le rata. Cet homme fut conduit au comité et il dit qu'il tenoit les pistolets du sieur Nupied. Ensuite il fut conduit en prison. Le lendemain, des huissiers voulurent le traduire à Angers, mais pendant la route il s'échapa.

« Le 24 octobre, plusieurs volontaires furent, par ordre du comité, chez M. le Sénéchal, pour l'expulser de Craon. En vertu de la même délibération, les volontaires se divisèrent et furent, avec des personnes de la milice bourgeoise, chez les curés et les nobles, à qui ils enlevèrent tous leurs fusils, parce que, disoient-ils, ils, ils avoient reçu des ordres disant qu'il falloit se défier de tous les calotins.

« Le 10 novembre, les volontaires et milices furent chés les fermiers et gens de la campagne pour leur défendre de brûler leur cidre, afin, disoient-ils, de le boire à meilleur marché.

« C'est le comité qui a fait faire les patrouilles, les lundis, dans le marché, et qui a fait enlever une quantité de volailles et de beurres aux gens de la campagne, sans aucun objet apparent de bonne police....»

Comme le lecteur a pu le constater, l'auteur anonyme de ce *Journal* ne mentionne pas les événements du 15 août, jour où, suivant les *Chroniques Craonnaises*, pp. 378 et 379, « les femmes, les enfants, le peuple, armés de broches, se portèrent sur les grilles qui séparaient la promenade de l'église ; aussitôt un voisin, à qui précisément M. d'Armaillé avait enlevé un terrain pour arrondir son parc, M. Malard, fit avertir M. Doussault, commandant de la garde nationale et ancien président du grenier à sel de Craon ; grâce à cet avis, le marquis fut arraché à une mort certaine. » Le même historien ajoute que les papiers de la baronnie de Craon furent brûlés. Notre auteur raconte seulement

que les archives de M. d'Armaillé furent transportées au siège du comité, le 8 août. Il ne parle pas de l'émeute qui aurait eu lieu le 15 août et dans laquelle la populace aurait fait mettre à genoux M. d'Armaillé pour souscrire son acte de renonciation, puis l'aurait forcé à assister, malgré lui, comme nous l'avons déjà dit, à la destruction de son chartrier brûlé par la populace.

ANDRÉ JOUBERT.

UN COUSIN DE MOLIERE

JEAN POCQUELIN

CURÉ D'ASSÉ-LE-BÉRENGER

DU 22 FÉVRIER 1679 AU 28 FÉVRIER 1704.

Jean Pocquelin est fils de Louis Pocquelin et de Marie Lempereur, et petit-fils de Jean Pocquelin le quel, s'étant marié deux fois, avait épousé en premières noces Anne Gaude, dont il eut deux fils, Guy et Louis, et en secondes noces Agnès Mazuel, dont il eut un fils, Jean, père du poète. Disons tout de suite qu'on ne lui connaît pas d'autre titre de gloire que d'avoir porté le nom et le prénom de Molière, son cousin. Encore le nom de Pocquelin n'est-il pas celui sous lequel il signe toujours. Nommé curé d'Assé-le-Bérenger, le 22 février 1679, il entre en fonctions l'année suivante, et à partir du 14 mars 1680, il rédige les actes paroissiaux : naissances, décès, mariages. Ces actes sont indifféremment revêtus de l'une ou l'autre des trois signatures qui suivent : J. Pocquelin, curé d'Assé, — J. Pocquelin de Belle-Ille¹, curé d'Assé, — de Belle-Ille, curé d'Assé.

Nous donnons plus loin le fac-simile de ces signatures.

On voit que si l'on se réfère à la signature du curé d'Assé-le-Bérenger, l'orthographe du nom de famil-

1. Et non pas de Belle-Isle, comme on a écrit.

le de Molière est à réformer. Ce nom doit s'écrire : *Pocque-
lin* et non, comme on le fait d'ordinaire : *Poquelin*.

J B Pocquelin curé de Belle-Ille

J B Pocquelin de Belle-Ille curé de Belle-Ille

De Belle-Ille curé de Belle-Ille

Jean Pocquelin de Belle-Ille fut pendant vingt-cinq ans curé de sa paroisse. Il était appliqué à ses devoirs, observait la résidence. Il s'attacha à son église et mit son zèle à la réparer : il fit refaire « la menuiserie et les sculptures » de plusieurs autels, il dota la paroisse de fonts baptismaux. Cette générosité a perpétué son souvenir. Les fonts, dus à la munificence du curé Pocquelin, ont été pieusement conservés jusqu'à ce jour. Ils sont la curiosité de l'église actuelle. Leur couvercle en cuivre, posé sur une cuve en marbre, porte cette double inscription :

EX DONO JOANNIS POCQUELIN RECTORIS
SANCTI THURIBII DE ASSEO BERANGARII, ANNO 1701
CES FONTS ONT ESTE DONNE PAR M^{RE} JEAN POCQUELIN
CURE DE CETTE PAROISSE, LE 15 MAY 1701

Des deux côtés de l'inscription sont gravées les armoiries du curé. M. Angot affirme que ces armoiries



sont celles de la famille. S'il en est ainsi, on retrouverait donc, par un singulier hasard, sur les fonts baptismaux d'une église de village, un spécimen curieux, et peut-être unique (?) des armes de Molière. Les moliéristes estimeront que le soin consciencieux que M. Angot a pris d'écrire l'histoire de « vénérable et discret M^{re} Jean Pocquelin, prêtre, curé d'Assé, » est assez payé par une découverte de cette nature.

DUGAS.

V. A. Angot. *Les Pocquelin ecclésiastiques dans le Maine*, Mamers, Fleury et Dangin, imprimeurs-éditeurs.

UN AVEU

DE LA SEIGNEURIE DE LAVAL

1444

Foi et hommage, dans la coutume du Maine, devait être rendu à chaque mutation de suzerain et de vassal, et ce dans le délai de quarante jours. Après un nouveau délai d'égale durée, le vassal devait « bailler son advou. » Il comparaissait pour cela au plaid ou assises de son seigneur, et celui-ci avait un an pour admettre l'aveu ou le déclarer « défectif. » Cet acte, rédigé en forme authentique, devait contenir déclaration et dénombrement « de tous droits, prérogatives, et prééminences de fief, ensemble une spécification des maisons, pourpris et domaines » (Bodreau). Il devait mentionner aussi les mutations de nature à donner lieu à la perception de quelques droits, la forme actuelle du terrain, les noms de toutes les parcelles, et tout ce qui pouvait servir à fixer la valeur présente, enfin les aliénations qui étaient survenues depuis l'aveu précédent.

Ces pièces, que l'on retrouve encore dans les liasses de titres de propriétés, ont perdu beaucoup de leur intérêt utile, quoiqu'elles puissent, même aujourd'hui, servir à établir l'existence de droits divers. Mais elles conservent toujours un intérêt historique plus ou moins grand, selon qu'elles ont pour objet un fief plus ou moins éten-

du autrefois. On y trouve sur les usages du temps, l'usage des propriétés, les cultures, l'ancien emploi du sol, les anciens détenteurs des héritages, les familles encore existantes ou éteintes, des indications précieuses. Les aveux d'une seigneurie aussi considérable que celle de Laval, qui comprenait cent quarante hommages dont quatre titrés, trente-six châtelainies et grandes seigneuries, et s'étendait sur cent douze paroisses (Miroménil) ne peuvent manquer d'être consultés avec profit par quiconque s'occupera de recherches sur l'histoire locale. Nous croyons donc rendre service en publiant un de ces actes dont une copie est venue en nos mains. Les Archives Nationales le possèdent ainsi que deux autres datés de 1407 et de 1452. Celui que nous publions porte la date du 1^{er} mars 1443 ; mais cette date est vieux style, car cette année là Pâques tombait le 12 avril¹. En faisant commencer l'année au 1^{er} janvier et non à Pâques, c'est 1444.

Un aveu plus ancien (1300), connu par des pièces postérieures, a été vainement recherché.

Au moment où le baron de Laval rendit l'aveu de 1407, quatre des châtelainies dépendantes de la baronnie n'étaient pas en sa possession ; elles étaient entre les mains des puînés de la maison de Laval auxquels elles avaient été données en parage².

L'aveu de 1444 au contraire fut rendu après que les terres aparagées eurent fait retour à la seigneurie. Une période de trente-sept années seulement sépare ces deux actes ; mais dans cet intervalle se placent les guerres contre les Anglais. Le premier marque l'état de la seigneurie avant cette grande lutte, le second constate les dévastations de l'ennemi et les ruines qu'il accumula

1. Voir *Art de vérifier les dates*, I, p. 66. Edit. St-Allais.

2. Voir *Histoire de Laval*, p. 79. C'était les châtelainies de Meslay, Montsûrs, Ollivet et Courbeveille.

sur notre sol. Entre ces deux actes, Laval et ses châtel-
lenies avaient été pris et repris ; son baron avait été
créé comte à Reims le jour même du sacre du roi.

La première des reconnaissances féodales dont nous
parlons (1407) fut donnée par Guy XII, second fils de
Guy X. Il était devenu maître de la baronnie par la mort
de son père arrivée en 1347 à la bataille de la Roche-
Derrien et par celle de son frère, Guy XI, qui avait suc-
combé à Vitré l'année suivante, des suites des blessu-
res reçues au même combat. Guy XII la présenta à
Louis II, duc d'Anjou et comte du Maine. Les deux au-
tres actes furent présentés au nom d'Anne de Laval au
bon roi René. Anne de Laval, fille de Guy XII, était
femme de Jean de Montfort qui laissa son nom, cri et
armes et prit à la mort de son beau-père (1412) le nom
de Guy XIII. Il mourut à Rhodes, au retour d'un voyage
en Terre-Sainte (1414). Anne cependant gouverna le
comté jusqu'à sa mort arrivée en 1466. Dans l'acte de
Guy XII l'aveu parle de la baronnie ; dans le sien, Anne
parle de son comté, sauf au début ; nous ignorons pour-
quoi.

Beaucoup de lecteurs trouveront sans doute la déclara-
tion de 1444 bien entière et bien minutieuse ; elle fut
cependant blâmée parcequ'elle ne « baillait pas par
minu l'énumération des droicts deuz à la dame de La-
val » et cette dame fut obligée de produire un second et
plus complet aveu. Ce fut celui de 1452.

Ce dernier est en effet très minutieux ; mais sa lon-
gueur nous fait hésiter à le reproduire en entier. Plus
tard nous pourrions ou le publier ou donner dans une
analyse ce qu'il offre d'intéressant.

L'aveu de 1407 étant moins complet que celui de 1444,
puisqu'il lui manque quatre châtel-
lenies, c'est le texte
de ce dernier que nous donnerons. Mais comme la con-
frontation des deux actes est intéressante, nous mettrons
entre parenthèses les énonciations du premier lorsqu'el-

les différeront de celles du second. Nous les ferons précéder des lettres A G, qui signifieront : Aveu de Guy XII, en 1407.

Si l'on fait attention aux dates des actes et à celles des mutations de seigneur et de vassal, on remarquera que ces reconnaissances ne furent pas données au moment déterminé par la coutume. Les causes de ces dérogations aux prescriptions du droit nous sont inconnues.

Dans la reproduction de cet acte nous respectons l'orthographe de notre copie ; mais pour la commodité du lecteur nous marquons quelques alinéas, nous mettons des majuscules, des accents et des apostrophes, nous ajoutons quelques titres, une ponctuation, et enfin nous séparons les *Item* par un tiret. Tous ces signes graphiques par lesquels la lecture est devenue si facile, n'étaient pas, on le sait, en usage dans les vieilles chartes.

C. L.

AVEU

DU COMTÉ DE LAVAL

A RENÉ DUC D'ANJOU, ROI DE SICILE

COMTE DU MAINE

1444

De vous très-hault et puissant prince¹ et mon très-douté² seigneur Monseigneur le comte du Maine, je Anne, contesse de Laval, dame de Vitré, de Gaure et de Tinténia, congnoys que je doys estre femme de foi lige, par raison de la baronnie de Laval et de ses appartenances et dépendances de laquelle la déclaracion s'ensuit :

LAVAL

Premièrement les domaines de Laval, les chastel, ville, deux cohues, la prévosté³ deux fours à ban et le grant pois des halles de Laval. — Item quatre maisons sises en ma dite ville de Laval, l'une où sont mes fenneries et celiers, sises près de la Mote devant mon chastel de Laval, l'autre où demeure messire Estienne Bouffayer, prestre, avec le jardin derrière, l'autre où sont mes estables et greniers sise près les halles, et l'autre sise près la maison messire Pierre Guion. — Item la

1. Le début de l'aveu de 1407 est :

« De vous très excellent et très puissant prince le roi de Jhérusalem et de Sicile, duc d'Anjou et comte du Maine, je Guy sire de Laval et de Vitré, suy et congnoys estre homme de foy lige par raison de la baronnie de Laval et de ses appartenances et dépendances de laquelle la déclaration s'ensuit. »

2. Très-redouté.

3. *Cohue*, foire, marché. — *Prévosté*, le droit qui y était perçu.

place de la veille halle et le placitre d'environ y appartenant appelé le veille marchail¹. — Item une place où avait anciennement maisons et jardins et six quartiers de vigne ou environ qui furent² jadis feu messire Pierre Miles (A. G. Pierre Millet), sis hors la cloison de la ville³ de Laval, leiz le bourg de Saint-Martin contenant trois journalx de terre ou environ. — Item la place d'une maison où avait naguère pressouer et trois journalx de terre ou environ en jardin et courtilz, avec six quartiers de vigne tenans ensemble appelées lesdites choses le Cloux de Paradis⁴ lesquelles choses furent pièce⁵ acquises de l'éritier feu Macé des Arsiz, sises les dites choses entre le bourg Saint-Martin et la Vallette et joignant les murs de Saint-Françoys de Laval⁶. — Item la pièce de terre appelée le Gast aux Poulies⁷ de Laval contenant quatre journalx de terre ou environ où sont assises les poulies des moulins foulères de Laval⁸. — Item les Trois-Moulins à blé séans en une maison soubz le chastel au dessus du pont de Laval en la rivière de Maenne⁹. — Item un moulin à blé appelé le moulin de Ballaillé avecque trois moulins foulères tous en une chaussée en la dite rivière au dessous dudict pont de Laval, comme lesdits moulins, chaussées, portes et pes-

1. Le vieux *marchis*, ou marché situé entre les rues actuelles de Saint-Mathurin, Marmoreau et de l'Évêché. — *Placitre*, place nue et en désordre.

2. Qui appartenrent à....

3. Hors de l'enceinte fortifiée.

4. Le clos de Paradis, où fut plus tard le couvent de Patience, espace compris aujourd'hui entre la caserne Notre-Dame, la rue des Tuyaux et l'impasse Patience.

5. Précédemment.

6. Le couvent des Cordeliers ou Conventuels de l'ordre de Saint François-d'Assise, maintenant l'église Notre-Dame de Laval et la caserne attenante qui fut excavée en 1848.

7. La place du Gast et terrains environnants.

8. Pour étendre et détirer les draps fabriqués, foulés aux moulins de Ballaillé (Voir page 509, note 1.)

9. A l'angle du Vieux Pont et du quai, devant la grosse tour du château. L'eau y était amenée par une chaussée longitudinale parallèle à la rue du Val-de-Mayenne, nommée autrefois le Rempart. Ces moulins et la chaussée furent détruits en 1862 pour faire le quai.

cherie, et reffoulz d'iceulx se poursuivent¹. — Item la garenne et deffence à poisson dans la dite rivière, comme elle se comporte, à commencer à la chaussée des moulins de Boz en descendant à val jusqu'à la chaussée des moulins d'Estroigné et au dessous, jusques à la Motte-Gouffier contenant de longueur une leue ou environ. — Item l'estang de Barbé, avec deux moulins l'un à blé et l'autre à tan en la chaussée dudit estang. — Item les moulins à blé, chaussée et estang de Goullias séans près Concise. — Item le moulin à blé, porte, pescherie et reffoul appelé le moulin et reffoul du Pont-Alin, situé en la rivière de Vicoing en ma forêt de Concise. — Item le moulin à blé de Clouleuil (A. G. Clouleuil), séant en la dite rivière au dessus du dit moulin de Pont-Alain. — Item les deux estangs de Vivaing², l'estang du Bourt-Nouvel, l'estang de Lande-Guibert et l'estang au Paige sis au dedans de la dite forest, deux estangs au Bourt-Nouvel³.

Item le habergement⁴ et mestairie de la Bretesche contenant l'estraige, jardins à quinze hommes faucheurs de préz o vingt journalz de terre ou environ séant en la paroisse de St-Berthevin près la forest de Concise. — Item la métairie de la Davière, contenant les maisons, estraignes et courtilz, euvre à sept hommes faucheurs de prez et vingt journalz de terre ou environ dans la dite paroisse. — Item la métairie de la Vernerie contenant les maison, estraigne, courtilz, euvre à douze hommes faucheurs de prez et soixante journalz de terre ou environ, avec les boys et touchage⁵ d'icelles en la paroisse

1. La chaussée et les moulins de Bellaillé se trouvaient presque en face de la ruelle et des escaliers qui descendent de la place des Eperons. Ils furent démolis en 1858.

2. Ces deux étangs occupaient la petite vallée qui se trouve entre la closerie de la Perrine-des-Bois et le bois de L'Huisserie. Il sera plus loin question des landes de Vivaing. Tout ce quartier conserve l'ancien nom : pré de Vivang, champ de Vivang (*Titres de propriété de la Perrine-des-Bois*).

3. Ce Bourgnouvel est situé en Saint-Berthevin, non loin de Closleil. On verra plus loin que les landes de Vivaing s'étendaient jusque-là.

4. *Habergement*, demeure, maison d'habitation.

5. Une *touche* était un bouquet de bois de haute futaie ordinairement situé près du manoir féodal.

d'Ahullé. — Item la mestaierie du Plesseiz contenant les maisons, estraiage, courtilz et euvre à six hommes faucheurs de prez et quarante journalz de terre ou environ et les bois d'icelle en la dite paroisse. — Item le domaine du Boys pour tant qu'il en a en la chatellenie de Laval, laquelle portion contient les maisons, estraiage et courtilz, l'ouche¹ des quarrez, la pièce de terre du Noier et généralement ce qu'il a dudit lieu deçà le chemin allant de la planche Gisquel à la mare de Villaine du cousté devers Consise. — Une pièce de terre contenant journée à huit hommes faucheurs de prez ou environ et vingt cinq journalz de terre ou environ et les haies, plesses et garenne qui sont deçà ledit chemin.

Item ma forest de Consise comme elle se comporte o ses appartenances et dépendances à commencer à la rivière de Maenne ou droit de la Poterie de Laval jusqu'à la ville et terre du Genest près Olivet où elle achève, et me doivent, et sont tenus nourrir par chacun an à leurs despens : à savoir : les hommes et subjez tenant le lieu de la Bonnicière ung chien à cerf² les tenans le lieu de Coaibouc ung chien à cerf; les tenans le lieu de Vallentin ung chien à cerf; les tenans les choses feu Jamet Guillemain pour ce qu'ilz tiennent de la Quarterie, ung chien à cerf; Jehan Mabon pour ce qu'il tient de la Quarterie ung chien à cerf; les tenans de la Goupillière ung chien à cerf; les tenans de la Davière ung chien à cerf; les tenant la Moulnerie ung chien à cerf; et les tenans le Plesseis, ung chien à cerf.

Item XLVIII corveours qui me sont deuz par raison de certains héritaiges séans près et ès mettes³ de ma dicte forest, à faire les hayes aux grosses bestes chacun an en ma dicte forest, à faire haies nefves et réparer les veilles quant il en est mestier, à y estre chacun an jusques à ce qu'elles soient faictes et suffisamment réparées, par my poiant à chacun des dicts corveours

1. *Ouche, osche* ou *euche*, pièce de terre labourable enclose de haies et de fossés, et souvent attenante à l'habitation.

2. Les rois de France avaient dans leurs équipages, pour la chasse du cerf, quatre races de chiens courants : les fauves, les noirs, les gris, les blancs..... les fauves venaient de Bretagne (Le Grand d'Aussy).

3. *Mettes*, limites, confins.

faisant besongne esdites hayes neuves, deux deniers et à chacun des réparans les veilles, ung denier ¹ par jour pour despences ; et pareillement me doivent les dits corveours corvée à huer les grosses bestes et garder les cordaiges et haies quand je y faz chacer, en le leur faisant savoir. — Item les bouchiers, estalleurs et exposants char (viande) à vendre ès cohues et halles de Laval me doivent par trois jours par an au temps de porchaison ², en le leur faisant savoir, corvée : c'est assavoir à fouller et lever, courre et huer les grosses bestes et garder les haies et cordaiges, à prendre icelles en la dicte forest ès temps que je y voudre courre. — Item ay au dedans de la dite forest euvre à quatre-vingt neuf hommes faucheurs de pré, ou environ, tous fennez à bien et chacun bienneur ung denier par jour et le faing ; et chacune pièce des ditz prez appelée les Prez vielz est charrée et rendue à corvée en mes fenneries de Laval dont chacun charretier a douze deniers par jour pour despence.

Item ma garenne de Laval qui se comprend à commencer au pont de Saint-Nicollas en allant contremont le ruissel de Barbé jusque au russel venant de l'étang de Daviet ³ par le fil du dit estang en montant le russel de la Martinière, et de la Martinière en se rendant le chemin par lez les plesses ⁴ Villoseau en se rendant d'icelles plesses tout le grant chemin allant par devant Bonchamp et Auvers ⁵ et se rendant en laissant les plesses d'Auvers à la rivière de Jouenne, au bout des

1. Si l'on voulait savoir ce que les monnaies du temps valaient par rapport à celles d'aujourd'hui on pourrait le calculer d'après l'ouvrage de M. C. Leber : *Essai sur l'appréciation de la fortune privée au moyen âge*. — A l'époque où nous sommes : un denier valait environ onze centimes.

2. *Porchaison*, *porchaz*, de *proquassatio*, poursuite ; au temps de cette chasse.

3. Transformé en prairie depuis longtemps. Il dépendait de la métairie de Villoseau ainsi que les champs qui l'avoisinent et portent encore le nom de Daviet.

4. Clos fermé de haies faites d'arbustes entrelacés, d'où *Plessis*, nom si commun dans notre pays.

5. Ce lieu, situé en Bonchamp, est appelé maintenant les Auvais par suite d'une mauvaise prononciation. Il y avait Auvers et la Fosse d'Auvers.

prés d'Auvers et en devallant contreval la dite rivière, jusques au bout des plesses de Chechère, et en allant d'illec au chemin de Conelon, et de Conelon au chemin allant de Bazougers à Laval, en se rendant d'illec par une fillière d'entre l'ostel Guillon et Polligné, laquelle fillière despart¹ ladite garenne et celle de Poligné, et d'icelle fillière aux Dottiers, et des Dottiers aux plesses Guillon, et des dites plesses Guillon à la Croix-Gaudin, et de la dite Croix-Gaudin² tout le grand chemin allant tout droit au pont Saint-Nicollas; et au dedans de toutes les dites mettes s'estend ma dite garenne et défense à connins³ et lieuvre, oiseaulx et aultres bestes saulvaiges, grosses et menues.

Item le four à ban et la prévousté du Bourc-Nouvel et les landes de Vivaing contenant six cens journeulx de terre ou environ près la dite forest de Concise⁴. — Item la coustume⁵ du fié Bouchart, la coustume de Montigné, la coustume de la Davière, la coustume de la Poterie, et la coustume du fié Mesnil.

Item mes fiez et rerefiez de mon dict conté⁶ qui sont grands et s'étendent en plusieurs et diverses paroisses et par raison de plusieurs d'iceulx et de plusieurs choses situées en iceulx me sont deuz les cens, tailles, services, rentes et devoirs, et autres rentes par deniers rendus par chacun an en mon dit conté de Laval, deuz à plusieurs termes en l'an :

Premièrement au jour de la Saint Jehan, trente livres troyz soulz unze deniers tournoys⁷, rendus à Laval par

1. *Despart*, partage.

2. C'est cette croix qui subsiste encore au haut de la côte d'où l'on domine d'un côté la vallée de la Jouanne et Forcé et de l'autre le bassin de la Mayenne et la ville de Laval, route de Laval à Meslay et Tours.

3. *Connins*, lapins.

4. Cette énonciation donne à croire que l'espace qui sépare le bois de L'Huisserie n'était pas encore défriché.

5. *Coutume*, droit de percevoir certaines impositions sur les marchés et les ventes. Voir *Essai sur le régime féodal* de M. Duchemin de Villiers.

6. Fiefs et arrière-fiefs.

7. Une livre valait environ 25 francs; un sou environ un franc et quelques centimes.

raison de plusieurs tenemens sis en mes ville et forsbourgs de Laval. En a comprins plusieurs rentes me deues à cause de certaines choses héritaulx par moy baillées à rente à certains mes subjets au regard desquelles choses je ay fait de mon domaine mon fié¹. — Item au lendemain d'icelle feste, rendus à Quocé vingt troys soulz cinq deniers. — Item le dimanche après la dite feste de Saint Jehan Baptiste, me sont deuz chacun an par mes subjts au lieu du Bourg-Hersent, quatre livres deux soulz quatre deniers. — Item à la Saint Thebault² de cens et rendus poiez à la dicte journée au dict lieu de Laval, dix-sept livres six deniers maille. — Item au jour de l'Angevine³ les tailles de la Davière, d'Astillé, de Quocé, de Saint-Berthevin, de la Coquonnère, du bailliage de Bonchamp, du pont de Maenne, d'Ahullé et de Louverné et aussi les debvoirs me deuz en ladite ville de Laval et ès environs à cause des fiefs de Breizau, Priz, et Marboué par moy naguères acquis de feu Pierres Hay, se montant en somme six vings dix livres dix huit soulz tournoys. — Item la taille et advis de Laval à celui terme cent livres. — Item les cens du Bourd-Nouvel deubz au jour des octaves d'icelle feste vingt sept solz deux deniers tournoys. — Item les cens, rentes deuz au jour de Nouel, trente une livre dix huit soulz huit deniers tournoys ; on a comprins les debvoirs et rentes me deuz par mes subjiz à cause des nouvelles baillies. — Item à la Me-Caresme les cens se montant quatre soulz six deniers. — Les cens, rentes deuz au jour de Pasques se montent treize livres unze soulz ung denier, en ce comprins les debvoirs et rentes que me doyvent plusieurs mes subgiez à cause des choses héritaulx par moy à eux baillées de nouvel. — Item au jour de la feste de la Consécration⁴, messire maistre Helye Dalée et Pierres Hoquedé heritiers feu messire Robert le Maczon, chevalier, me doyvent chacun an ung chappel de roses⁵ avec six deniers de de-

1. C'est-à-dire : lesquelles choses dont je jouissais directement auparavant et que j'ai données à charge de rente.

2. Le 1^{er} juillet.

3. Le 8 septembre.

4. La Dédicace.

5. Une couronne de roses.

voirs à cause de leurs lieux de la Prévosterie, du Clarray et de la Ganterie sis en la paroisse de Huillé. — Item de sept ans en sept ans me doivent les demourans et tenans maisons au pont de Maenne¹ dix livres à l'Angevaine. — Item l'aunage de Laval affermé aucune fois vings soulz, aucune fois plus, aucune fois moins.

Item s'ensuivent les rentes de blez qui me sont deuz en mon dit conté de Laval. — Premièrement Le Vaier de la Coquonnière au jour de l'Angevaine vingt septiers de froment qu'il liève sur certains subjetz qui les doivent en la dite vaierie. — Item Jehan de la Foullée², chevalier, deux septiers de froment et quatre septiers de saigle à la mesure de Laval³ sur son moulin de Sacé rendus et poiez audit terme de l'Angevaine. — Item le bléaige de Briacé se monte deux septiers mine⁴ et troix bouessaulx de saille (seigle) de rente à la mesure de Quocé poiable audit terme. — Item avenaiges deuz au fié de la Davière mesure chevalleresse⁵ dix neuf bouessaulx audit terme. — Item sur certains féaux d'environ ladite forest quatre vingt quatre boessaulx d'avaine à la dite mesure audit terme. — Item sur le habergement de la Périgne, sis en la rue Gaudin⁶, une paire d'esperons dorés, au terme de Pasques. — Item maistre Pierres Guion tenant les choses feu Jehan Masure, sur sa maison séant près Saint Tugal de Laval⁷ une paire de gans à l'Angevaine. — Le seigneur de la Vieuz-Court sur son

1. Ce pont, le Vieux-Pont d'aujourd'hui, était bordé de maisons des deux côtés ; les dernières ont été démolies en 1862.

2. La Feillée, terre et château, en la paroisse de la Bigottière.

3. D'après un mémoire de Pichot de la Graverie, le boisseau de Laval antérieurement à 1519 pesait 28 livres et le septier était de 8 boisseaux.

4. *Septier mine* ; mine, demi-septier.

5. *Chevaleret* ou *mesure chevalleresse*, était la pension d'un cheval de guerre par jour. Elle était égale à trois quarts et demi du boisseau de Laval.

6. Rue qui longe la place de Hercé, de la rue des Eperons à la rue d'Avenières. Au fond d'une impasse se trouve la propriété de la Perrine, maintenant jardin public.

7. Le bâtiment de la bibliothèque publique occupe une partie de l'ancienne collégiale de Saint-Tugal dont on voit quelques ruines au fond de l'étroit couloir qui donne accès aux salles de lecture.

domaine de la Vieuz-Court une paire de gans au dit terme. — Item l'abbé et couvent d'Esvron me doivent et sont tenus poier au vendredi avant la Saint Jehan sur leur terre de Sainte-Marie ¹ vingt cinq belliers coeilluz, oeilluz et cornuz lesquels me souloient estre ² payés par le vayer de Saint Georges de Feschal, dont je ay le droit de présent par le retrait que je en ay fait par puissance de fié de messire Jehan de Champagne, chevalier, avec le droit de vaierie que le dit vaier avait ès paroisses de Vaiges et de Saint Georges de Feschal, et dix soulz de devoir que le dit vaier souloit ³ avoir et prendre chacun an à l'Angevine à cause de la dite vayerie. — Item Symon Auvé m'est tenu poier au dit terme ung quartier de mouton sur une maison qu'il a à Soulgé. — Item la priouresse d'Avesnières me doit chacun an aux termes de Pasques et de Nouel par moitié dix eschaudez et neuf mesures de vin Vallais à cause de son prieuré et temporel qu'elle tient de moy ⁴. — Item Aymery de la Roche sur sa maison sise en la rue aux Claveuriers ⁵ de Laval, laquelle fut à feu Jehan le Boçu et suer ⁶ (A. G. laquelle fut avant à la Poulette ⁷) me doit aux termes de Nouel et Pasques par moitié deux corbeilles de gauffres et de nyelles ⁸ par moitié.

1. Terre située en Saint-Jean-sur-Erve. Elle avait été donnée à l'abbaye par Guy II de Laval.

2. La motte féodale du château de Laval était dans la partie où fut construit le château neuf qui sert maintenant de Palais de Justice. Elle n'était séparée du Val-de-Mayenne, à pic au dessous d'elle, que par le mur à hauteur d'appui qui existe encore derrière le Palais. Le vayer de Saint-Georges de Feschal (et non *le Flécharde*) amenant une certaine année les béliers dont il s'agit ici, l'un d'eux eut l'idée malencontreuse de franchir le petit mur, et tomba dans le Val-de-Mayenne, aussitôt imité et suivi par tous les autres. On devine la stupéfaction du pauvre vayer; il gagna bien ce jour-là les deux béliers qui lui étaient attribués « pour sa paine. »

3. Avait coutume.

4. Preuve contre ceux qui ont voulu soutenir qu'Avenièrres n'était pas de fondation des seigneurs de Laval.

5. Rue des Serruriers.

6. Le Bossu et sœur.

7. A une femme nommée Poulet.

8. Les *nielles* ou *nieulles* étaient des espèces d'oublies.

— Item le seigneur de Périgné sur ses portes de Boz me doit au dit terme de la Toussains chacun an deux cens d'anguilles. — Item messire Pierres Brochart, prestre, et Goffroy Fourrel, héritiers de feu Jehan Brochart, sur leur maison sise en ma dite ville de Laval, me doivent au terme de Pasques six paires de sangles de toille à cengler chevaux. — Item la femme feu Guillaume Ferrand (A. G. Jehan Lorencin) sur sa maison sise en ma dite ville, laquelle fut Jehan Lorencin audit terme, six paires de boucles à cengler.

Item s'ensuivent les hommaiges de foy de mon dit conté de Laval. — Premier, le seigneur du Hommet de Champaigne (A. G. Dame Jehanne de Beaumont), homme de foy lige par raison de sa chastellenie de Champaigne¹ laquelle chastellenie fut jadis et partit du domaine de Laval, et par nos prédécesseurs baillée à damoiselle Haovys fille de Laval, en mariage o le sieur de Chasteaugonthier à tenir en parage lequel parage est faillé² et m'en fait le dict du Hommet ladicte foy et hommage par deffault de parage, et m'en doit ledit sieur ung chevalier d'ost³ à ses despens touteffois et quant que je vais fère et rendre les chevaliers d'ost que je vous suy tenu de faire à cause de mon dict conté de Laval au besoing de votre conté du Maine. — Item le seigneur de Verdelles (A. G. Guillaume de Mellay, seigneur de Verdelles), homme de foy lige à cause de la seneschaucée de Champaigne et m'en doit quinze jours de garde en cheval et en armes à ses despens à mes chastel et ville de Laval quant le cas y eschiet o avenant semonce⁴. — Item le seigneur de Basougers, homme de foy lige à cause de la dicte terre et seigneurie de Bazougers. — Item Jehan de Landevy (A. G. messire Guy de Laval, sire de Montjehan et de Quocé le Vivien), seigneur de Montjehan, est mon homme de foy lige par raison de ses chastelz, chastellenie et terre de Montjehan et de Quocé-le-Vivien. — Messire Lancelot de

1. La Champagne-Hommet qui s'étend partie dans la Sarthe, partie dans la Mayenne.

2. A cessé.

3. Ost, armée ; chevalier d'ost, chevalier monté et équipé.

4. Avenant semonce, lorsqu'il en reçoit avis.

Feschal (A. G. ledit messire Guy), chevalier à cause de sa femme, homme de foy lige par raison de sa haute, moyenne et basse justice et vayrie qu'il a en la terre de Chemeré et de la Bazouge pour tant qu'il a d'icelle terre en mon dit conté de Laval. — Item le dit Jehan de Landevy, (A. G. ledit messire Guy), seigneur de Monjehan, homme de foy lige par raison de ses terre et fiez de Beaulieu. — Ledit de Landevy (A. G. messire Guy), homme de foy simple par raison de ses terre et fié de la Berue en fiez et en domaines. — Item le seigneur d'Entrammes est mon homme de foi lige par raison de la haulte, moyenne et basse justice et vaierie de toute la chastellenie d'Entrames et de partie de ces domaines et fiez de la dite chastellenie d'Entrames. — Item le seigneur de Vaiges (A. G. messire Jehan de Champagne) est mon homme de foy lige à raison de sa terre de Vaige et m'en doit et est tenu de faire gardes d'un chevalier d'ost à la garde de mon chastel et forteresse de Laval par quarante jours et quarante nuis à ses despens, et si je le vouloye plus tenir, ce serait aux miens. — Item le seigneur d'Aubigné est mon homme de foy simple et est tenu me lever et cueillir et fere bons, dix livres de taille¹ qui me sont deues, tant sur son domaine d'Aubigné que sur le domaine de Villers de Vaige, la mestairie de Chorcettes, la mestairie d'Escorcé, la courtilerie appelée le Perruchay, et sur plusieurs autres choses sur lesquelles me sont deues les dictes tailles et m'est le dit d'Aubigné tenu de faire garder d'un homme armé et monté à cheval, suffisant, quinze jours et quinze nuis à ma porte peinte² de Laval à ses propres coustz et despens, et si je le voulois plus tenir ce seroit aux miens, par temps de guerre et qu'il en est mestier selon la coustume du pays. — Item (A. G. Guillaume de Forges) les hoirs de messire Guillaume de Forges me doivent foy et hommaige simple à cause de plusieurs fromentaiges qu'ils prennent chacun an sur la courtilerie du Haut-Feschal et autres lieux et de

1. Aubigné, paroisse de Vaiges.

2. La Porte Peinte faisait partie de l'enceinte particulière du château et donnait accès de la forteresse au bas de la Grande-Rue.

plusieurs rentes et autres droitz qu'ils tiennent de moy autres que les ditz dix soulz et voyerie que j'ai eus par retrait de messire Jehan de Champaigne dont dessus est faite mention. — Messire Symon Auvé, chevalier, homme de foy simple par raison de sa terre des Arsiz en fié et en domaine, qui fut Jehan de Mernay, jadis chevalier. — Macé Girart homme de foy simple pour raison du domaine de Montarsiz séant en la paroisse de Bonchamp. — Item le seigneur de la Chappelle, homme de foy simple par raison de ses féaiges de Coup-pel, du Tertre, des Estoyères et des Rymonniers, et de de son moulin de la Valette et de ses fiez de la Perreraie et de Langevine¹. — Item le seigneur d'Auvers est mon homme de foy lige par raison de la moienne et basse vaierie du domaine et féaige d'Auvers et du rapport de la coustume de ses hommes et m'en est tenu faire armé et appareillé suffisant, en chevaux et en armes, chevalier comme chevalier, ou escuier comme escuier, garde de quinze jours et quinze nuiz à la porte du pont de Maenne, jouste la tour de Soubite de mon chastel de Laval², à ses despens, et si plus lui vueil d'illec en avant ce sera à mes despens. — Item messire Jehan de Villers, chevalier, est mon homme de foy simple par raison de son domaine de Neuville et de tel usage qu'il a en mes foretz de Concise, de Fragen, en Bourgon, et en Montseur, et en mes landes du Pertre, à chauffaige et pour édifier à ses habergemens d'Auterives et de Neuville; et à mettre certain nombre de ses porcs en pesson³ ès dictes foretz, et m'en est tenu faire par temps de guerre quant il en est besoing gardes, en chevaux, et en armes par quinze jours et quinze nuiz en la maison où souloit demourer Jehan Belloche jouste la porte du pont de Maenne. — Item Hugues de Mon-

1. Coupaupe, le Tertre, les Etoyères, les Ruchonniers, la Valette, la Parairie sont des lieux de la paroisse de Saint-Cénére.

2. La tour de Soubite, nom depuis longtemps oublié, ne peut être que celui de la grosse tour encore existante; mais alors la porte du pont de Mayenne n'était pas tout à fait *jouste* (juxta) c'est-à-dire joignant la tour de Soubite. Au XV^e siècle, en effet, le Vieux-Pont était clos du côté de la rive gauche par deux tours qui s'élevaient sur les deux piles les plus voisines de cette rive, et c'était entre elles que se trouvait la porte du « pont de Maenne. »

3. En pâture.

talays, chevalier (A. G. messire Guy de Laval¹), est mon homme de foy simple par raison de ses féages de Bonchamp et es parties voisines et environ Puisiers (?) portant qu'il a en mon conté de Laval et doit quinze jours de garde à la porte du chief du pont de Maenne par devers le chastel, en cheval et en armes à ses despens, et se je le vouloye plus tenir se serait aux miens. — La femme feu Guillaume Ferrand (A. G. Jehan Ouvroin est mon homme...²) est ma femme de foy simple par raison des domaines et fiez de Fougerolles³ et m'en est tenue faire fère garde de quinze jours et quinze nuiz à la porte painte de Laval armé et appareillé de telles armeures comme gentilhomme se doit combattre à cheval et à pié, à ses despens, o avenant semonce quand le cas y eschiet par besoing de guerres pour tant qu'il en pourra choir dessus au regard du dit lieu de Fougerolles et de la Béchaudière lesquels deux lieux doivent les dits quinze jours de garde. — Jehan de Sacé (A. G. Tracherine de Champagne) mon homme de foy simple à cause dudit lieu de la Béchaudière et m'en doit sa porcion des ditz quinze jours et quinze nuiz de garde. — Item Roberde Rabinart vefve de feu messire Jehan de la Jaille, chevalier, est ma femme de foy lige par raison de ses fiez de Bretaignolles⁴, et m'en doit et est tenue faire par ung chevalier ou escuier armé et appareillé suffisant, garde de quinze jours et quinze nuiz à la porte Bourdiguet autrement appelée la Porte painte de Laval, à ses

1. Ce Guy de Laval descendait de Foulques, cinquième enfant de Guy IX et de Béatrix de Gavre. Il était seigneur de Blazon et devint héritier de la maison de Raiz, maréchal de France, par l'adoption de Jeanne de Raiz ou Retz, dite la Sage, et par son mariage avec Marie de Craon dont le père lui contestait la succession de Jeanne. Il fut père de Gilles de Retz, maréchal de France, qui se rendit célèbre par sa bravoure, d'abord, et ensuite par ses crimes.

2. Jean est le prénom d'usage dans la famille Ouvrouin, l'une des plus anciennes et des plus puissantes du pays par ses grands biens et ses hautes alliances. Le sire dont il s'agit ici est Jehan IV, époux de Jeanne de Courceriers. Ce fut lui qui fonda le chapitre du Cimetière-Dieu, ou de Saint-Michel. Sa demeure était le Manoir, propriété qui appartient aujourd'hui aux religieuses Carmélites.

3. En Avénières.

4. En Avénières.

propres coustz et despens, et d'illec en avant le puis mener à mes despens à me servir en la conté du Maine toutes fois que le cas y eschiet, o avenant semonce. — Messire Jehan de Brée, chevalier, est mon homme de foy lige par raison de sa terre de Monchevrier en fiefs et en domaines et de la moyenne et basse voirie que il a en icelle. — Messire Guion de Fonteneilles (A. G. Jehan d'Averton), escuier, homme de foy lige par raison de la Mote de Vaujuas sise en la paroisse d'Andouillé. Le seigneur de Boisgamar est mon homme de foy lige par raison de la terre et appartenace de Boisgamar en fiez et en domaine, et m'en doit faire garde par lui monté et appareillé suffisant selon son estat, chevalier comme chevalier, escuier comme escuier, par quinze jours et quinze nuiz à la porte Bourdiguet près la tour de Soubite de mon dit chastel de Laval, et doit fournir de ses hommes estaigiers au Boisgamas, lui à ses despens, o ses hoirs aux lours, et d'illec en avant le puis mener et tenir par quarante jours et quarante nuiz me servir en armes à vostre conté à mes despens quant le cas y eschiet par la coustume du pays. — Item messire Olivier de Feschal (A. G. Jehan Ouvrouin), chevalier, est mon homme de foy lige, de sa terre de la Coquonnière et des appartenances d'icelle et est tenu cueillir, me poier et faire bonnes mes tailles et fromentaiges de la banlieue et me rendre mes dits fromentaiges en mes greniers en Laval et avec ce m'en doit et est tenu faire gardes de quinze jours et quinze nuiz à la Porte painte du pont de Maenne de Laval, à ses propres coustz et despens armé et appareillé suffisant, selon son estat, chevalier comme chevalier, escuier comme escuier à pié et à cheval, et se plus le vouloie tenir se serait à mes despens; et est tenu faire semondre¹, les hommes de la banlieue de Laval à venir faire leurs gardes à la dite porte en l'appentiz qui fut Machouin, armés des armeures et artilleries, et en la manière qu'ilz ont accoustumé le faire, par quinze jours et quinze nuitz à leurs despens, et se plus vuil tenir mes dits hommes se sera à mes despens, o avenant semonce quant le cas y eschiet par la coustume du pays, par temps de guerre.

1. Avertir.

— Item le dit de Feschal (A. G. Ouvrouyn) homme de foy simple par raison de son habergement qui fut Guillaume Mérienne et depuis à feu messire Jehan Ouvrouin séant près la porte Belot-Oaisel ¹, de ses hommes de la rue Gaudin et m'en doit faire gardes de quinze jours et quinze nuitz à la dite porte pour le besoing de la ville par ung homme suffisant appareillé à fère les dites gardes, à ses despens, et se plus le veuil tenir se sera à mes despens et avec ce est tenu semondre les hommes de ma ville à la garde des quatre portes de ma dite ville de Laval toutesfoiz que le besoing en vient, ycelui durant, en ma dite ville à ses despens ; et est tenu ledit de Feschal envoyer ung homme suffisamment embastonné pour aller en la compagnie de ceulx qui seront à conduire les malfaiteurs exécutés, condampnés par ma court, à les mener veoir l'exécucion. Ledit de Feschal homme de foy simple par raison des choses par ses précédesseurs acquises des hoirs de feue femme de Pierres Aubery de Saunières, et par raison d'icelles choses est tenu et doit me fournir de exécuteur pour exécuter les malfaiteurs condampnés par ma court, quand le cas se y offre, et dès lors qu'ilz sont condampnés, ledit de Feschal est tenu les faire garder et les lui doy livrer hors de la porte de mon chastel de Laval, et faire querre les chevestre² et cordes qui ad ce sont nécessaires, et avec m'en doit et est tenu faire gardes de quinze jours et quinze nuitz à ses despens au besoin de ma dite ville o avenant semonce d'ung homme suffisamment appareillé pour faire les dites gardes, et se plus les vouloye tenir ce seroit à mes despens. — Perrote de Mascon héritière en partie du dit feu Jehan Ouvrouin, femme de foy simple par raison de sa mestayrie et féage de la Tousche de Montigné, séant en la parroisse de Montigné. — Ledit de Feschal, homme de foy simple par raison du peletage

1. La porte Belot-Oaisel était entre deux tours à l'entrée de la rue actuelle des Eperons, près la rue des Chevaux. Ce fut par cette porte que les Anglais entrèrent à Laval en 1428. A cause de cela elle fut fermée par une troisième tour que l'on éleva entre les deux autres.

2. *Querre les chevestres*, envoyer chercher les liens. De ce mot vient *enchevêtrer*.

de Laval¹ et de la maison où demeure la prévosté. — Ledit de Feschal, homme de foy simple par raison du fié Hanars², et m'en doit ledit de Feschal faire par lui ou par ung autre homme appareillé suffisamment selon son estat, garde de quinze jours et de quinze nuitz à la porte dessoubz la Hanardiére au besoin de ma dite ville de Laval à ses despens, et de plus le vueil tenir ce sera à mes despens, o avenant semonce quand le cas y eschiet et il en est besoing. — Messire Tristan de la Jaille (A. G. ledit Ouvrouin), chevalier, filz et héritier de feu Lorette Damon, héritière en partie du dit feu Ouvrouyn me doit foy simple par raison du domaine de Villoseau séant en la paroisse de Bonchamp. — Ledit de la Jaille homme de foi simple par raison de la mestaierie de la Cour Porchiére. — Item Jacquet de Mascon, héritier pour partie dudit feu Ouvrouin, homme de foy simple par raison du rapport de la coustume de ses hommes de la Brochardiére et du féaige et seigneurie qu'il a sur la maison qui fut Gillebert que souloit tenir feu Collin Meniot sis près le poncel de la rue de l'estang de Laval³. — Anne fille de feu Pierres Hay, de foy sim-

1. Droit perçu sur les cuirs et les peaux.

2. Il est difficile de déterminer la nature de ce fief et de préciser l'emplacement de la porte dont il s'agit ici. Voir de Villiers. *Essais*, p. 310, 321.

3. Un aveu rendu par un Ouvrouin au seigneur de Laval reconnaît ce devoir en s'exprimant ainsi : « Près le poncel de la rue de l'Estang de Laval, *comme on vat à la Chiffolière*. » Ces derniers mots contiennent une indication qui peut servir à faire retrouver cette ancienne rue. La closerie de la Chiffolière était située à l'entrée de la rue de Bel-Air et ce fut dans son terrain que fut bâti plus tard l'hôpital général Saint-Louis (1680), où est maintenant la halle au poisson. De ce côté on ne pouvait sortir de la ville que par la porte de la Chiffolière qui se trouvait au bas des degrés situés derrière le bâtiment actuel de la Poste. Le long des murs de ville, derrière ce bâtiment, étaient les douves ou fossés sur lesquels un pont devait exister. Un étang, précédemment beaucoup plus étendu, mais qui avait été restreint, occupait l'espace où se trouvent aujourd'hui les rues des Ruisseaux et Joinville ; il était traversé par le ruisseau venant de l'étang de Sainte-Catherine, qui avait son débouché dans la rivière près d'un moulin qu'il faisait tourner ; un second pont devait exister sur ce ruisseau. La rivière alors venait le long de ce qui est à présent la promenade Changé, tournait dans la place actuelle de l'Hôtel-de-Ville et allait rentrer dans son lit vers le point où se

ple pour raison de ses féaiges de Nullié et autres féaiges acquis de monsieur Gilles de Quatrebarbes, chevalier. — La femme et héritiers de feu messire Jehan de Montecler, chevalier (A. G. Charles, sire de Coaismes), me doyvent foy lige par raison de ses habergements, forest, terres et autres appartenances de la terre de Bourgon par tant qu'il en a en mon dit conté de Laval, laquelle terre de Bourgon, ledit feu messire Jehan de Montécler acquist de feu Charles seigneur de Coaymes et m'en sont tenus faire huit jours et huit nuitz de garde à la Porte painte de ma ville de Laval par eux ou par autres suffisamment armés et appareillés quant le cas y eschiet par temps de guerre o avenant semonce. — Aymery seigneur du Plesseys d'Anthenaise est mon homme de foy lige par raison de la Mote du Plesseys et m'en doit garde de quinze jours et quinze nuitz armé et suffisamment appareillé suivant son estat en chevaulx et en armes à la porte du petit chastel de Laval ¹ toutes fois que raison le donne par temps de guerre o avenant semonce à ses despens et se plus le y vueil tenir ce sera aux miens. Ledit Aymery est mon homme de foy simple du surplus du habergement du Plesseys d'Anthenaise et des appartenances d'icelui tant en fiez comme en domaines et telle voierie comme lui et ses prédécesseurs ont accoustumé a y avoir. — Item ledit Aymery est mon homme de foy simple par raison du moulin de Boessel et de ses appartenances. — Jehan de Chaillant, seigneur de Gresses est mon homme de foy lige par raison de la mote, domaine et féaiges de Gresses et m'en doit et est tenu faire garde de quinze jours et quinze nuitz par lui ou par autre suffisamment armé et appa-

trouve maintenant la chaussée. La rue de l'Etang devait donc sortir de la porte de la Chiffolière, suivre, ayant d'un côté l'étang, de l'autre la Mayenne, passer sur les deux ponts, près du moulin, près de la maison de Colin Meniot, mentionnée ici, et enfin atteindre la closerie, au pied de la pente descendant de Hochebride, qui est le terrain actuel de Bellevue.

1. Au point où se rejoignent les rues du Jeu-de-Paume et le roquet de la Place, il y avait une grosse tour sous laquelle aurait une poterne. Sur la hauteur, à l'endroit où se termine maintenant le Palais de Justice, quelques ouvrages et bâtiments accompagnaient cette tour. C'était ce qu'on appelait le Petit Chastel.

reillé selon son estat, à ma porte Renaize de Laval, et le doy fournir de despence pour sa bouche seullement, et se plus le vouloye tenir et mener par le conté ce seroit à mes despens, quand le cas y eschiet par temps de guerre o avenant semonce, selon la coustume du pais. — Thomas Perdriau par raison de la tierce partie de la lande de et de Macheru. — Item les tenants les deux parts des dites landes m'en doivent semblablement foy et hommaige simple. Messire Guy d'Orenge, chevalier, seigneur de la Foullée est mon homme de foy lige par raison de la mote d'Orenge séant en la paroisse de Saint Jehan sur Maenne et m'en est tenu faire gardes de huit jours et huit nuitz armé et suffisamment appareillé en chevaux et en armes au Petit Chastel de Laval quand le cas y eschiet par temps de guerre. — Robin Hircon est mon homme de foy simple par raison de la mettaierie de la Courtaile séant en la paroisse de Martigné. — Messire Tristan de la Jaille (A. G. Pierre Damon), me doit foy simple par raison de ses domaines et fiez de la Berrouilliére séant en la paroisse de la Chapelle d'Anthenaise. — Les hoirs feu messire Jehan d'Averton me doyvent foy lige à cause de la terre de Saunières. — Olivier d'Aché héritier en partie à cause de sa femme dudit feu d'Averton, est mon homme de foy simple par raison de ses domaines et féaiges du Val séans en la paroisse de Houssay et illec environ et m'en doit quatre vingt jours de gardes en chevaulx et en armes au dedans des quatre portes de ma dite ville de Laval à ses despens. — Perrotte de Mascon femme de foy simple de par raison des choses que elle tient de moy en féaiges et domaines en la ville et paroisse de Houssay. — Maistre Jehan Hemery, curé de Houssay (A. G. Michel Le Monnaier) est mon homme de foy simple par raison du lieu et appartenace de la Viezville séant en la dite paroisse de Houssay. — André de Choisel est mon homme de foy simple par raison du lieu et appartenace de Choisel en fiez et en domaines. — La dame de Vassé est ma femme de foy simple par raison des vignes de la Caillerie qui furent feu Philippot le Vayre séant en la paroisse de Houssay. — Messire Loys de la Tour (A. G. Gilles de Quatrebarbes), chevalier est mon homme de foy lige de la moitié de son refoul du Genest et de tel usaige qu'il a en ma forest de

Concise et me doit gardes par lui et par son escuier armé et appareillé suffisamment par quarante jours et quarante nuitz à la porte Renaize de ma dite ville de Laval et y me doit amener ses hommes du Genest et de Monfoullour, et se je les vouloie plus tenir ce seroit à mes despens, quand le cas y eschiet selon la coutume du pais. — Messire Guillaume Lenffant, chevalier seigneur de la Patrière est mon homme de foy simple par raison de son féaige qu'il a en Fragen et de la vaierie de Corneiz¹ et m'en doit chacun an entre les deux messes de Nouel sept souldées et demie de pain de froment et autres sept souldées et demie de pain de froment entre les deux messes de Pasques Fleuries et avec ce m'en doit quinze jours et quinze nuitz de gardes à la porte Boucherèce de Laval, o avenant semonce quant il est besoing par temps de guerre par lui ou par autre homme armé et suffisamment appareillé en chevaux et en armes, chevalier comme chevalier et escuier comme escuier, à ses propres coutz et despens et se plus le vouloye tenir ce seroit à mes despens. — Messire Olivier de Feschal (A. G. Jehan Le Vaier sieur de la Clarté et de Coaismes), chevalier, détenteur des choses feu messire Jehan Le Vaier est mon homme de foy lige à cause de la métairie des Arsiz séant en la paroisse d'Astillé. — Guillaume de Poncé² est mon homme de foy simple par raison de la Tousche aux Ragereaux. — Jehan seigneur de la Roussière est mon homme de foy lige par raison de son domaine et fief du Plesseis de la Vieuzcourt et de l'usaige qu'il a en ma forest de Concise, et m'en doit huit jours et huit nuitz de gardes à la porte Boucherèce de ma ville de Laval, en chevaux et en armes à ses despens; et d'illec en avant seroit à mes despens se plus le vouloie tenir au besoin de la conté. — Les hoirs feu Ysabeau de la Roussière de foy lige à cause de son domaine de la Hemeryaye qui anciennement partit de la Vieuzcourt. — Guillaume de Poncé est mon homme de foy lige par raison de son féaige du Tronchay séant en la paroisse d'Astillé. — Jehan Amy (A. G. Guillaume de la Lande)

1. Fragen, ancienne forêt en Bourgon et environs. — Cornesse, lieu en la Brulatte.

2. En Astillé.

à cause de sa femme bail des enfans de feu Jehan de Launay héritier de feu Guillaume de la Lande me doit foy lige par raison de son lieu de la Lande et de l'usaige que il a en ma forest de Concise et doit quarante jours et quarante nuitz de ressentissement d'estaige¹ audit lieu et avec ce me doit et est tenu faire quarante jours et quarante nuitz de gardes à la dite porte Boucherèce de ma dite ville de Laval, par lui ou par un autre homme à cheval et en armes appareillé suffisamment selon son estat à ses despens et se plus le vouloye avoir ce seroit aux miens, quand le cas y advient selon la coutume du pays. — Le seigneur des Cepeaux par raison de la terre de Cepeaux me doit quinze jours et quinze nuitz de gardes à cheval et en armes à la porte Renaize de la dite ville à ses despens, et se plus le vuil tenir ce seroit aux miens quand le cas y advient, o avenant semonce, selon la coustume du pays. — Jehan de la Pommeraye (A. G. Jehan de Lancrau) fils et héritier de feu Morice de la Pommeraye, détenteur des choses feu Jehan de Lancrau, est mon homme de foy lige par raison de son habergement et estraige de Lescouaillerie pour tant qu'il en a tenu en mon fié. — Jehan Lecornu est mon homme de foy simple par raison de son habergement, domaine et appartenances de la Barbotrie, et certain usaige qu'il a à chauffaige et pour reparaige dudit lieu en ma forêt de Concise pour en user en certaine fourme et manière apparessant par lettres. — Messire Jehan le Chappalais, chevalier, est mon homme de foy lige par raison de ses terres de Saint-Berthevin et de Louverné et par raison des dites terres m'est tenu faire huit jours et huit nuitz de gardes à la porte Regnaise de ma ville de Laval, armé et appareillé suffisamment quand le cas y eschiet; et aussi m'en doit un chevalier d'ost armé et appareillé en chevaulx et en armes à aler o moy par le conté du Maine quarante jours et quarante nuitz et ses hommes, bourgeois, estaigiers de Saint-Berthevin et ceux du fié de Tamozé doivent par sa semonce et amenée huit jours et huit nuitz à ma Porte painte par temps de guerre à leurs despens en le faisant savoir avenamment par mon

1. *Estaige*, maison, habitation, *estagiers*, habitants; *ressentissement d'estaige*, obligation de résider.

vayer de la Coquonnière. — Messire Jehan Le Verrier, chevalier, seigneur de L'Espine¹ est mon homme de foy simple par raison des rentes et feaiges qu'il a en la rue de la Rivière de Maenne à Laval² et illec environ. et m'en est tenu faire par lui ou par un autre, armé et appareillé selon son estat de telles armes comme gentilhomme doit combattre, gardes de quinze jours et quinze nuitz à la porte de la rue Gaudin, et doit avoir avec lui à faire les dites gardes ung des héritiers feu Aymery Lecornu ou autres tenants les choses feu Jehan Marcoul, o une espée, par raison des choses qu'ilz tiennent en fié du dist Leverrier; à ses propres coutz et despens o avenant semonce, quand le cas y eschiet, selon la coutume du pays. — Item ledit Leverrier est mon homme de foy simple par raison de ses féaiges qui furent dom James l'abbé séans en la ville de Laval et illec environ, et du rapport de ses hommes, et m'en doit quinze jours et quinze nuitz de gardes par lui ou par ung autre à pié, suffisamment appareillé o une espée à garder le champ de la bataille à Laval quand le cas y eschiet, o avenant semonce. — Guillemette, dame de Tubeuf³ veufve de messire Ambroys Lenffant (A. G. Ambroys Lenffant, seigneur de Tubeuf à cause de sa femme) de foy lige par raison de ses féaiges de Tubeuf, et m'en doit faire, par ung autre armé suffisamment selon son estat gardes de quinze jours et de quinze nuitz en ma ville de Laval à la porte Belot-Oaisel ouvrant devers la rue Gaudin, à ses propres despens et oultre la dite quinzaine, me doit encore faire gardes de quarante jours si je le veuil tenir à mes despens au besoing de la dite ville, ou à me servir au dehors en la conté touteffois que besoing en est, selon la coustume du pays. — Item ladite Guillemette, femme de foy lige par raison de ses féages de la Godelinière et du Douet d'Orgé. — Item la dite Guillemette, femme

1. En Saint-Berthevin.

2. Cette rue a été absorbée par le quai qui va du Vieux-Pont à Avénieres. Elle s'allongeait au pied des rochers de la Perrine, qui se nommaient Bout-Agut, depuis le bas de la Grande-Rue jusqu'à l'entrée inférieure de la rue d'Hidouze. Là prenait une ruelle qui allait passer, sur le rocher de la Fosse-sans-Fin et aboutissait à Avénieres.

3. Thubœuf en Avénieres. — La Godelinière, en L'Huisserie.

de foy simple par raison de son habergement, domaine et féaige de Vauraimbault. — La femme feu Pierres Hay (A. G. Collin Cornilleau) tenant les choses feu Collin Cornilleau, est ma femme de foy simple par raison de la maison et habergement de devant la Trinité de Laval qui fust à la feue dame de Lespine. — L'abbé de Clermont (A. G. Thebault Dumas) est mon homme de foy lige à cause de la terre du Couldroy pour tant qu'il en a en mondit conté de Laval, laquelle terre, fust feu Thébault Dumas), et m'en doit huit jours et huit nuitz de gardes à la porte Regnaise, lui armé à pié et à cheval, à ses despens, et se plus le vouloye tenir ce seroit à mes despens. — Jeanne de Landevy dame de Chantelou¹ est ma femme de foy lige (A. G. Jean de Landevy de Chantelou) par raison de sa terre de Chantelou, et m'en doit quinze jours et quinze nuitz de gardes armé et appareillé suffisamment en chevaulx et en armes à ma Porte-Pointe de ma ville de Laval par temps de guerre à ses propres coutz et depens, et se plus le vouloye tenir en ladite garde, ce seroit à mes despens. — Messire Jehan le Chappelays est mon homme de foy simple (A. G. Ambroise Renée, dame de la Chapelle) par raison de ses choses des Courtilz² en fié et en domaine, — Jehan de Mathefelon me doit foy et hommage simple par raison de son lieu de Rouessé³. — Messire Jehan, seigneur de Montenay, chevalier, est mon homme de foy simple par raison de sa seigneurie et de la sergenterie du pont de Maenne et des droitz qu'il y a. — Perrot Le Breton est deux fois mon homme de foy simple par raison de demye maison qui fut feu Guillaume Cheméré et par avant à la feue Ancaïresse, en laquelle il demeure, sise au carrefour de ma ville de Laval et m'en doit fournir d'ung homme garny d'une espée à aler o mes officiers à la garde de chacun malfaiteur condempnés en allant recepvoir sa pugnicion corporelle à ma justice de Laval, en le lui faisant savoir. — Jehan d'Astillé homme de foy simple par raison de l'autre moitié de la dite maison qui fut feu Jehan Genyt, prêtre, et en doit fournir de ung homme à l'exécution des malfaic-

1. Près du barrage de la Mayenne en face d'Avénières.

2. En Saint-Berthevin.

3. Près Laval.

teurs, qu'il débat et est en procès en ma court. — Symon Roussel (A. G. Messire Robert de Loyré) détenteur des choses feu Robert de Loyré, chevalier, est mon homme de foy lige par raison de ses fêaiges, dommaines et appartenances de Crappon, autrement appelé de Frasnay¹ et m'en doit et est tenu faire par lui ou par ung autre gentilhomme armé et appareillé suffisamment, selon son estat, garde de quinze jours et quinze nuitz à ma porte Regnaise de Laval, en le lui faisant savoir o avenant semonce quand le cas y eschiet, selon la coustume du pays. — Messire Jehan le Chappelay (A. G. Ambroise Aimée) me doit foy et hommage lige par raison de ce que il tient des fiez de Betzau que sa feue mère acquist de Jehan Roche, et en doit quinze jours et quinze nuitz de garde à ses propres coutz et despens, par ung homme armé suffisamment à la porte Bouche-rèce de Laval, et l'outre plus à mes despens, se plus le vouloye tenir à me servir. — Anne, fille feu Pierre Hay (A. G. Guillaume Hay) me doit foy et hommaige lige de certain autre fêaige qu'il tient, qui fust au dit Jehan Roche et par avant à feu Jehan de Betzau. — (A. G. Symon Taraz est mon homme de foy simple par raison d'une maison sise en la grant rue de Laval, et m'en doit fournir ung tablier² de cinq aulnes à servir et mettre sur table à disner et à soupper ma femme et moy toutefois que nous ou l'ung de nous fuimes³ en nostre chastelet de Laval). — Anne Hay (A. G. Guillaume Hay) femme de foy simple par raison de ses fêaiges qui partirent de Priz et du rapport de la coustume de ses hommes estaigiers en iceulz fiez séant environ la ville de Laval et en la paroisse de Bonchamps. — Olivier de Feschal (A. G. Guillaume des Perriers) homme de foy lige de ses fêaiges qu'il a en ma dite terre environ de la ville de Laval. — Item ledit Olivier (A. G. Guillaume) me doit foy et hommage par raison de la Pommeraie et du moulin de Pochart, et de la maison qui fut feu Michel Bonnier, et d'une autre maison séant près icelle les fêaiges qu'il a à Bonchamps et de la francour⁴ de ce qu'il vent

1. En la paroisse du Bourgneuf-la-Forêt.

2. *Tablier*, linge à mettre sur la table; nappe.

3. Que nous sommes.

4. *Francour*, abonnement, ou redevance fixée à l'année au lieu d'être acquittée à chaque fois.

et achate en madite ville, et m'en doit quarante jours et quarante nuitz de gardes en madite ville de Laval, armé et suffisamment appareillé selon son estat, à ses despens, et se je le y veuil plus tenir ce sera à mes despens. — Les chanoines du Cimetière-Dieu tenans les choses feu Jehan Ouvrouin, seigneur de Polligné, par raison d'une place de maison, et lieu joignant à la maison feu Habert de Marienne, me doyvent quinze jours et quinze nuitz de gardes par ung homme armé et suffisamment appareillé en chevaulx et en armes, à la porte du Pont de Maenne par devers le chastel, à leurs despens, et se je le vueil mener ce sera à mes despens par vostre conté du Maine. — Messire Pierre Brochard prestre, et Geoffroy Fourrel héritiers de feu Jehan Brochard (A. G. Jehan Brochard) par raison de sa maison et habergement sis en la grant rue de Laval, me doit fournir et servir de chevaistres et aultres cordaiges à exécuter les malfaiteurs condempnés à Laval, toutefois que le cas y eschiet, excepté aux jours de foires et marchés de Laval que les cordiers qui estalent leurs cordaiges es dites foires et marchiez sont tenus de fournir. — Messire Guillaume de Poncé, chevalier (A. G. Girart de Poncé), détenteur des choses qui furent feu Morice de la Pommeraye, me doit quinze jours et quinze nuitz de gardes en chevaulx et en armes, o telles armes comme à chevalier ou à escuier appartient, à ses despens en ma dite ville de Laval et se plus le vueil tenir ce sera à mes despens, pour tant que le besoing durera, quand le cas y eschiet, par temps de guerres.

Item ay en ma dite ville de Laval le marché à chacun sabmedi de l'an, et six foires en l'an, l'une à la feste de la Décollation de Saint Jehan Baptiste, l'autre à la Saint Denis, l'autre à la feste de Saint Simon et Jude, l'autre à la feste de Saint André, l'autre à la Me-Caresme, et la foire dessus le pont qui est environ la Penthecouste, et le bien² au blé et aultres denrées quand elles y adviennent par troys jours sour sepmaine.

(A suivre).

COUANIER DE LAUNAY, ch. h.

2. *Bien*, corvée (Du Gange) d'où *bienneur* que nous avons vu plus haut.

A PROPOS D'UNE INSCRIPTION

ÉTUDE SUR LA VILLE DE MAYENNE

AU XVII^e SIÈCLE

L'année dernière, en visitant le clocher de son église, M. l'abbé Patry, curé de Notre-Dame, remarqua une inscription gravée sur la face antérieure d'une pièce de charpente et portant la date de 1683. Il s'empressa de la relever et de nous en donner communication. Elle est ainsi conçue :

« Ce clocher et dosmes ont estes faits aux despens de la Ville par l'ordre et soins de M. Maistre Jean Viel sieur de Torbéchet juge général civil et ordinaire au Duché pairy de Mayenne et Maire perpétuel de Ville et de MM. les Esgevins et Procureurs sindicts l'an 1683. »

La découverte de cette inscription, qui indique d'une manière précise l'époque à laquelle fut relevé le clocher de Notre-Dame, nous amena à rechercher, dans les archives de la paroisse et de la ville, les documents ayant trait à la reconstruction dont il s'agit. Le résultat de ces recherches est de nature — croyons-nous — à fixer un instant l'attention de la Commission historique et archéologique.

Pour avoir une idée, aussi exacte que possible, de ce qu'était l'église de Mayenne à la fin du XVII^e siècle, il suffira de se reporter à la vue de cette ville qui a été si heureusement reproduite dans le *Bulletin* de la Commission ¹, d'après une estampe de la Bibliothèque Nationale, grâce à l'habileté bien connue de M. l'abbé A. Ledru. Notons toutefois en passant une erreur dans la légende du dessin original, où l'église Notre-Dame est désignée sous le nom de Saint-Laurent, paroisse.

Il nous a paru intéressant de donner une vue de la même église, restaurée par les soins de M. le curé Tison qui commença, en 1869, la construction du nouveau chœur et de l'abside monumentale. Le dessin ² joint à notre *Etude*, rapproché du précédent, permettra de faire d'utiles comparaisons entre les deux époques.

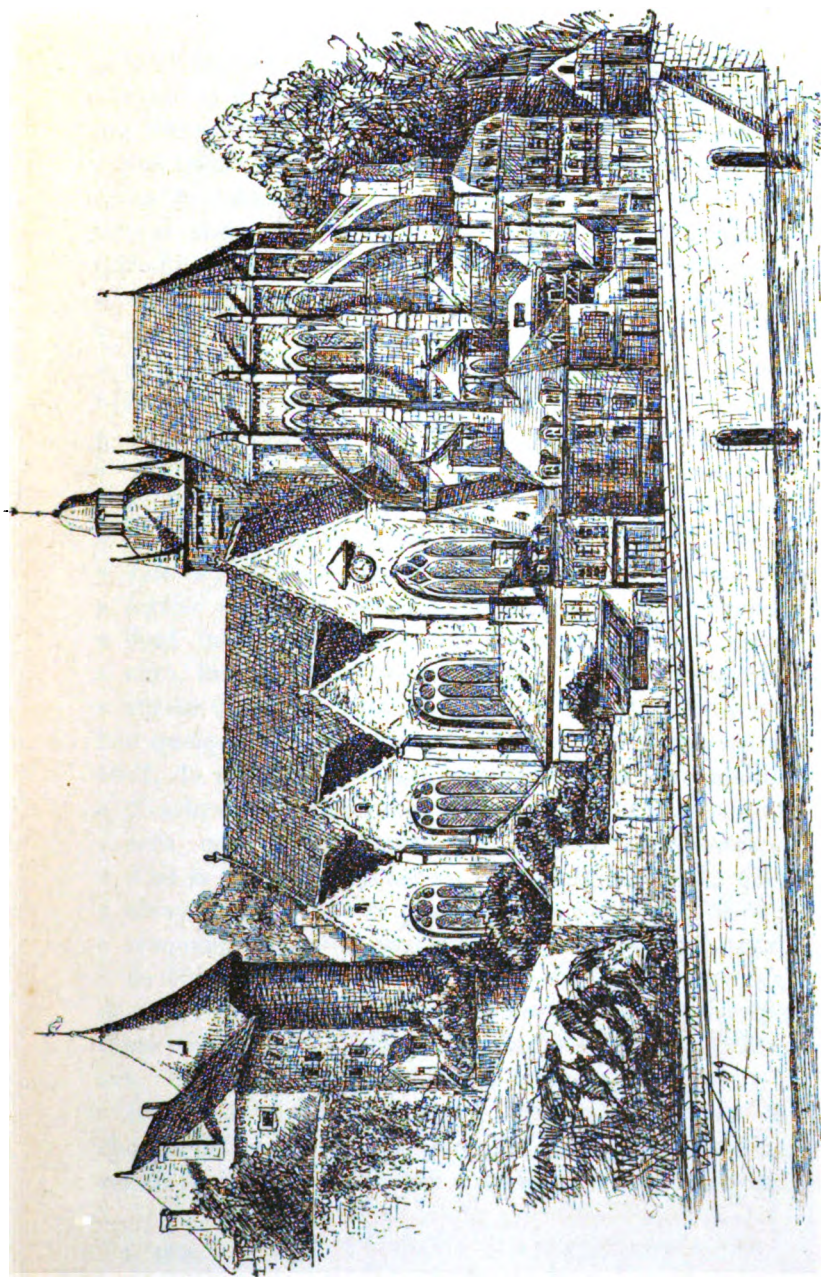
On connaît les Lettres patentes du mois de mars 1656 ³, portant établissement par le roi Louis XIV d'un Hôtel-de-Ville à Mayenne, sur la demande de « Notre très cher et bien amé cousin le Cardinal Mazarini, ayant acquis le Duché de Mayenne la Juhel, « qui est l'un des anciens Duchez et pairies de France. » A cet effet, il fut créé un maire, quatre échevins, un procureur syndic des habitants, un receveur des deniers communs, un greffier et quatre archers de ville.

Le premier maire de Mayenne, nommé par Mazarin en vertu de ces lettres patentes, fut René Le Bourdays sieur de Fresnay, juge général criminel au Duché.

1. 3^e livraison de 1889 : *Le Château de Mayenne au XVI^e siècle*, par le comte de Beauchêne.

2. Dessin à la plume de M. Jules Raulin fils.

3. Une pièce parchemin de 4 folios, avec deux sceaux en cire verte pendants sur queues de soie rouge et verte : l'un en tête, aux armes de France ; l'autre au bas de l'acte représentant, au droit, le roi assis sur son trône, avec couronne, sceptre et main de justice, deux anges à ses côtés, et à l'avvers les armes de France sommées de la couronne royale, l'écu soutenu par deux anges. (*Inventaire manuscrit des archives communales.*)



Il fit dresser et arrêter, le 16 janvier 1659, par les officiers et le greffier de l'Hôtel-de-Ville, un inventaire des titres et papiers concernant la fabrique de l'église Notre-Dame, représentée par noble René Le Fauchaux, sieur de Chastenay, conseiller du Roy, élu en l'élection et ci-devant procureur de la fabrique. Cet inventaire fut « fait au bureau de l'hostel commun de ladicte « ville par nous venerable et discret presbtre Jacques « du Bois Mottay sieur curé de ladicte ville, Rene Le « Bourdays sieur de Fresnay juge general criminel au « Duché et Maire de ladicte ville, noble Jean Gastin « sieur des Provostieres advocat general audict Duché, « noble Rene de Basogers sieur de Grazay conseiller « du Roy controlleur au grenier dudict Mayenne pro- « cureur moderne de ladicte fabrice, pour *estre lesdicts « Tiltres papiers mins au depost de ladicte fabrice en « leglise dudict Mayenne soubz les clefs* dudict depost « dont lune demeurera entre les mains dudict sieur « curé, laultre au bureau de la ville et laultre au pro- « cureur de ladicte fabrice.» Lors du récolement qui eut lieu quelques années plus tard, au mois de décembre 1671, le même Jean Gastin proteste « en la qualité « d'eschevin de se pourvoir pour faire ordonner quil « sera mis auxd. armoires une troisiemes serrure « dont la clef sera déposée au bureau de l'hostel de ville « ainsy qu'il est porté par led. inventaire de M VI^c « cinquante et neuf¹, en conséquence de l'ordre verbal « de Monseigneur Colbert.» Chose digne de remarque, de voir remonter à cette époque l'origine des prescriptions contenues dans le décret du 30 décembre 1809, art. 50, concernant les fabriques !

René Le Bourdays posséda pendant deux ans la charge de maire ; après quoi, le cardinal Mazarin la rendit perpétuelle en faveur d'André Pierre d'Andigné,

1. 1659.

chevalier, seigneur des Ecottais, conseiller d'état, qui fut en même temps juge civil de Mayenne. Dans le registre aux armes du cardinal, jadis déposé au trésor du duché, sont des provisions à M. d'Andigné (1659) de l'état et office de juge et maire perpétuel de la ville et faubourg de Mayenne.

Mais celui-ci ayant fait démission de sa charge, Jean Viel, sieur de Torbéchet, reçut en 1662 des lettres de provision de juge civil et ordinaire au duché-pairie de Mayenne et de maire perpétuel héréditaire de la ville ; il en jouit jusqu'en 1717. Pendant cette longue administration, d'importants travaux furent exécutés. En l'année 1670, — dit Guyard de la Fosse ¹ — les maire et échevins firent faire les fontaines du faubourg de Saint-Martin. En 1683, la fontaine octogone et la pyramide triangulaire qui est au milieu, dans la place du Palais ², et le clocher de l'église de Notre-Dame. En 1688, ils augmentèrent cette église de deux chapelles, du côté du parvis ; et en 1690, ils embellirent le palais d'un dôme et d'une horloge. Toutes ces dépenses furent faites des deniers communs de l'Hôtel-de-Ville.

L'emploi de ces deniers était déterminé par délibérations de la communauté, ou (comme l'on disait alors) du général des habitants de la ville de Mayenne. On consignait les délibérations des assemblées de l'Hôtel-de-Ville sur des registres à ce destinés, suivant l'usage qui a été conservé pour les conseils municipaux.

Les archives communales de Mayenne possèdent encore ces volumes in-folio, dont quelques-uns sont reliés aux armes de Mazarin ou de la Ville, et qui contiennent les délibérations depuis l'année 1656 jusqu'en 1792. Malheureusement, il y a une lacune, de 1673 à 1680. Sur le registre des délibérations « *du général*

1. *Histoire des Seigneurs de Mayenne.*

2. Actuellement, place de l'Hôtel-de-Ville.

des habitants, » commencé le 21 mai 1680 et coté *troisième registre*, se trouve en tête du volume une attestation de Nicolas Guimond, greffier, que M. Tanquerel, procureur ducal ¹, a entre les mains le registre qui précède celui-ci, où est inscrit ce qu'il y a de plus remarquable concernant la ville, qui lui a été remis par M. Guyard de la Fosse, prêtre, auquel il avait été confié pour travailler aux antiquités du Bas-Maine.

Ce deuxième registre qui manque contenait précisément les délibérations ayant pour objet la construction de la tour de l'église ou clocher de Notre-Dame. En compulsant les archives de la fabrique, nous avons eu la bonne fortune de retrouver trois extraits de délibérations de l'Hôtel-de-Ville, qui viennent combler en partie cette regrettable lacune. Voici le texte de ces délibérations :

« Tour de leglise ou clocher.

« Du 2^e Registre cote AA de lhotel de ville.

Délib^{on} du 17 9^{bre} 1674 ², 1^{re} délib^{on} du registre

« A été extrait ce qui suit :

« et dautant que la charpente a la quelle *tiennent* les cloches de leglise paroissiale de Notre-Dame de cette ville de Mayenne sont *attachées (sic)* est ruinée, la quelle venant a manquer, sa chute et celle du clocher ³ accableront la voute du *cœur* ainsy quil est justifié par le raport des experts quil est notoire a tous ceux qui ont vu la charpente, a été arrêté que les cordes des deux grosses cloches seront otees incessament a la diligence du procureur fabricant, quil sera fait un fond pour

1. En 1728. (Cf. *Inventaire ms. des archives*).

2. Les échevins en fonctions à cette époque étaient Rivière, Barbeau, Gastin et Martin, nommés le 24 octobre 1674.

3. Le 3 juillet 1611, une tempête violente avait déjà renversé le clocher de l'église Notre-Dame et un grand nombre d'autres édifices. (Cf. G. de la Fosse.)

construire une tour au bas de leglise¹ sur les fondements faits anciennement a cette fin, pourquoy seront le compte de la fabrice ou frais reel de lad. eglise incessamment rendus à la diligence du procureur moderne pour ce qui se trouvera du dub être employé a la construction de lad. tour et le surplus pris sur les deniers communs pendant les trois ou quarts premières années prochaines, dans lequel temps led. ouvrage sera par achevé et commencé avant la construction dud. bassin².»

« Du jedy 22 avril 1677³, a été extrait ce qui suit :

« La construction d'une tour étant nécessaire pour y placer les cloches de l'église paroissiale de Mayenne par le péril qu'il y a que si on les laissoit dans le lieu où elles sont, les voutes de leglise viendroient a tomber, pourquoy même on a cessé de plus de un an de faire sonner les deux grosses cloches, il sera pris sur les deniers publics, jusqu'à la concurrence de la somme de six mille livres, à scavoir une somme de quinze cent livres par chaq'un an à commencer des année présente et si par la cloture des comptes de la maison de ville il se trouve quelque argent de reste des années précédentes, il sera pris une somme de mil livres sur le reliquat desd. comptes, sans diminution de lad. somme de quinze cent livres annuellement et en deduction neanmoins de lad. somme de six mille livres et l'assemblée a nommé mesd. s^{rs} le curé de Mayenne⁴, Blanchet, Laurençon et Jean Martin pour examiner le devis de la construction de lad. tour, présenté par Urbain Gastin bourgeois et traiter avec luy sans pouvoir excéder lad.

1. Ce projet de tour *au bas de l'église* fut ensuite abandonné.

2. Il s'agit vraisemblablement de la fontaine octogone, qui existe encore sur la place de l'Hôtel-de-Ville.

3. Echevins : Lefebvre d'Argencé et Barbeau de la Couperie ; Biffault, procureur-syndic (Nomination du 3 octobre 1676.)

4. Jacques Duboys-Motté, curé de Notre-Dame. René Blanchet sieur des Fresnes était procureur fabricant de lad. église.

somme de six mille livres et a la charge que l'adjudication en sera faite à la maison de ville après les publications en la maniere ordinaire, afin que cette depense puisse passer a la chambre des comptes et pour cet effet seront joints, a l'adjudication qui sera faite, les procès verbeaux de l'état du lieu et voutes de l'église sur lesquelles les cloches sont suspendues et les deliberations a cet egard cy devant faites. »

« Du 12^e jour de decembre 1679, a été extrait ce qui suit :

« Les echevins et p^r syndic¹ soussignés assemblés aud. hotel commun, nous étant fait représenter par le greffier ordinaire la délibération faite en l'assemblée générale le jeudy 22 avril 1677, honorée de la présence de Mgr²..., officiers etc.... de la ville, signée le 29 dud. mois, avons en execution d'jcelle deliberation ordonné qu'il sera delivré par les receveur et fermier des deniers communs de cette ville la somme de cinq cent livres avalloir et a bon compte entre les mains de maître Jean Laurençon s^r de Feuillermorte y denommé, pour être jcelle s^o (somme) employée en achat de materiaux propres a la construction de la tour ou clocher qui doit être fait à l'église Notre-Dame de cette ville et paroisse laquelle d. s^o de cinq cent livres passera en compte aud. receveur et fermier rapportant quitt^{es} dud. Laurençon Feuillermorte et non autrement avec les mémoires et pièces justificatives de l'employ d'jcelle avec autant de la présente et extrait de lad. délibér^{on}.

« Fait et arrêté aud. hôtel commun le jour et an que

1. Les échevins en exercice étaient Jacques Bouttier de la Bretilière, Simon Bougler, Adam Deschamps et Mathurin Leprimau de la Rue ; Julien Arnoult, procureur-syndic.

2. Armand-Charles de la Porte, duc de Mazarini, de Mayenne et la Meilleraye, pair de France, qui avait épousé Hortense Mancini, l'une des nièces de Mazarin.

dessus, et à l'instant a été delivré autant de la délibération cy dessus de nous echevins et p^r sindic signée.»

Les extraits qui précèdent suffisent à montrer la sollicitude constante que, depuis l'année 1674, le maire et les officiers de l'Hôtel-de-Ville apportèrent à la réfection de la tour et du dôme de l'église Notre-Dame. Aux noms déjà cités il convient d'ajouter ceux des Billard de Loriane, Griffaton, du Boissel de Grazon, Treton de Fiégirard, Le Tourneux, et autres échevins qui exercèrent leurs fonctions à Mayenne, de 1680 à 1683. Collaborateurs dévoués du maire perpétuel de Ville, par leur gestion prudente et économe des deniers communs, ils aidèrent M^e Jean Viel, sieur de Torbéchet, à mener à bonne fin ces importants travaux dont l'inscription de 1683 nous rappelle le souvenir.

J. RAULIN.

NOTES SUR L'ANCIEN LAVAL

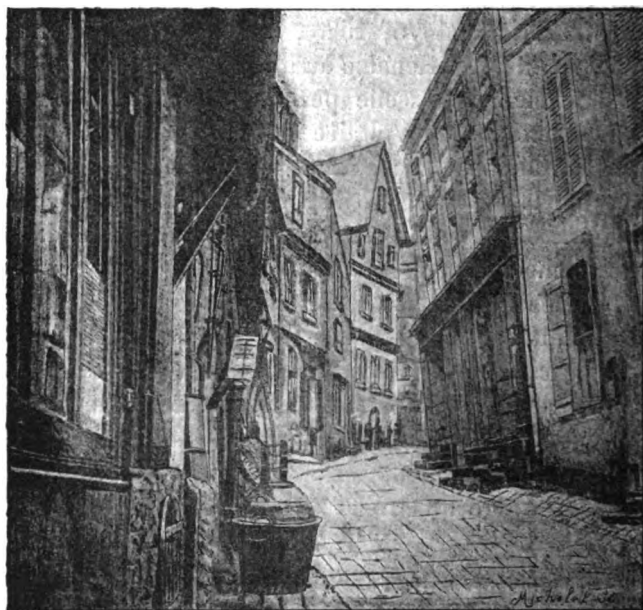
MAISONS DÉMOLIES DANS LE QUARTIER DE LA TRINITÉ

(SUITE)

La rue de la Trinité ne paraît avoir porté ce nom d'une manière définitive que vers la fin du XVII^e siècle ; elle n'en a pas d'autre au siècle suivant jusqu'en 1793 ; auparavant on la désigne par des périphrases : « la grant rue devant l'église de la Trinité (1380), la rue devant la Trinité (1475, 1528), la grand rue de Renaise tendant de la porte Renaise au grand carrefour (1596). » Le 14 février 1793, elle perdit son vieux nom pour prendre celui de rue Voltaire¹ ; vers la fin de la même année, on l'appela rue Marat ; en 1799 elle porta, avec la rue qui la prolonge, le nom de rue Renaise ; un peu plus tard, elle reprit le nom qui la désignait avant la Révolution.

Avant les agrandissements du XVI^e siècle, l'église de la Trinité en était séparée par un groupe de maisons et par le cimetière paroissial. Les maisons avaient été achetées par la fabrique de l'église, successivement et à divers propriétaires ; car l'expropriation pour cause d'utilité publique, dont on a tant abusé depuis, ne se faisait guère qu'en cas de guerre, pour la défense

1. *Documents pour servir à l'histoire des rues de Laval*, publiés par E. Moreau, p. 28, etc.



La rue de la Trinité (1688), vue de chacune de ses extrémités (Reproduction typographique directe, sans l'intermédiaire du dessin, de phot. de M. Blanc).

d'une place, ou dans des cas très rares et bien évidents d'intérêt général. Plusieurs de ces « maisons et estables » sont achetées, en 1548, à Jean Houllière, docteur en mé-



La rue de la Trinité (1889) d'après une fotogr. de M. H. Letourneurs.

decine, qui demeurait de l'autre côté de la rue ; lui-même les avait acquises de feu Jacques Blanchet et des

héritiers de Jacques Piau, couturier ; dans l'acte de vente il stipule qu'il « aura place pour mettre et apposer ung banc honneste et raisonnable en la chapelle qui sera baptie en icelles maisons, au fonds d'icelle chapelle, au moins endommageable pour le service de la femme d'icelluy vendeur (Hardouine Gaultier) et sa fille ; » il en devait jouir à perpétuité.

Sur l'emplacement de ces maisons et du « petit cimetière » s'élèvent aujourd'hui les constructions faites successivement par Jamet Neveu et les frères Guillot, et le grand perron bâti en 1733.

A l'angle de la rue Trouvée et de la rue de la Trinité, s'élevait la « maison des Guérins. » C'était une de ces maisons à façade en charpente, avec pignon sur rue, si fort à la mode aux XIV^e et XV^e siècles et dont la solidité à toute épreuve n'a cédé qu'au choc des démolisseurs. Elle était une des plus belles, et la plus haute du vieux Laval, et attirait l'attention des connaisseurs par la hardiesse et la hauteur de sa façade. Au-dessus d'un rez-de-chaussée¹ en pierre, superposé à de vastes caves, se dressaient en effet trois étages² séparés par des poutres horizontales ornées de moulures, placées à la hauteur des planchers et appuyées sur des corbeaux portés par les poteaux corniers diminués eux-mêmes dans leur épaisseur de manière à former un second encorbellement. Ces saillies superposées faisaient surplomber l'édifice sur la rue ; la toiture, formant aussi une profonde saillie, et décorée d'un auvent en charpente, abritait cette gracieuse façade et la préservait des intempéries qui l'eussent pu détériorier. L'escalier, construit en

1. L'abaissement du sol de la rue a mis au jour la porte de cette cave dont l'arc supérieur seul dépassait le ruisseau de la rue, et amené l'installation des marches qui mènent à la tourelle.

2. Quatre étages en comptant le grenier placé à l'extrémité supérieure du pignon.

pierres jusqu'à la hauteur du premier étage, était renfermé dans une tourelle octogonale accolée à la maison ¹.

Cette maison devait son nom à la vieille famille des Guérins qui l'avait fait construire et l'avait habitée jadis. En 1393 Jean Guérin, paroissien de la Trinité, avait par testament fondé en cette église « pour le salut et remède de son âme et de celle de ses parents, amis et bienfaiteurs, et en l'honneur de Dieu, de la très glorieuse vierge Marie et de toute la cour céleste, une chapellenie de trois messes à célébrer chaque semaine, savoir : l'une, le lundi, du Saint-Esprit ; la seconde, le mercredi, de la bienheureuse Vierge Marie ; la troisième, le vendredi, de *Requiem* ². » Son fils Nicolas avait ajouté une quatrième messe, le samedi, en l'honneur de la Sainte Vierge, et augmenté la dotation de cette chapellenie qui devait être desservie à l'autel de Saint Michel en l'église de la Trinité. Parmi les biens dont les revenus lui étaient affectés se trouvait la métairie des Baudières en Changé ; de là le nom de chapelle des Baudières ou des Guérins.

Le 22 octobre 1453, cette fondation fut solennellement approuvée par Martin Berruyer, évêque du Mans, à la demande des héritiers des fondateurs, qui étaient alors : Ambroise Guérin, fille de Nicolas Guérin ; Jean Bouchart, écuyer³, veuf d'Aymerie, autre fille de Nicolas Guérin, ayant le bail de leurs enfants mineurs ; Jean du

1. Notre collègue, M. Louis Garnier, a bien voulu relever, avec la compétence qu'il possède, la façade de cette curieuse maison, et en faire un dessin qui sera apprécié par tous ceux qui s'intéressent au vieux Laval et aux arts du moyen-âge. Je le prie de recevoir ici mes bien vifs remerciements.

2. Guiller. *Recherches sur Changé-lez-Laval*, t. I, p. 378 et 631. — M. le chanoine Guiller donne de longs et intéressants détails sur la fondation et les titulaires de cette chapellenie.

3. Jean Bouchart était seigneur de la Mainterie et de Chambréson, et, par sa femme, de Beauvais en la paroisse de Changé.

Grasmenil, marie de Jacquine Jasut, fille de défunts Jean Jasut et Jeanne Guérin, également fille de Nicolas Guérin.

D'après la volonté du fondateur Jean Guérin, le droit de patronage et de présentation devait appartenir à son principal héritier, seigneur de sa maison de Laval, et à ses hoirs issus d'un légitime mariage. Dans le cas où cet héritier serait venu à mourir sans descendant légitime, le droit de patronage devait être dévolu au seigneur de la Sicorie ¹, alors son héritier éventuel, à son défaut à la confrérie de Saint-Jacques de Laval, enfin si celle-ci cessait d'exister, aux procureurs de la fabrique de la Trinité ².

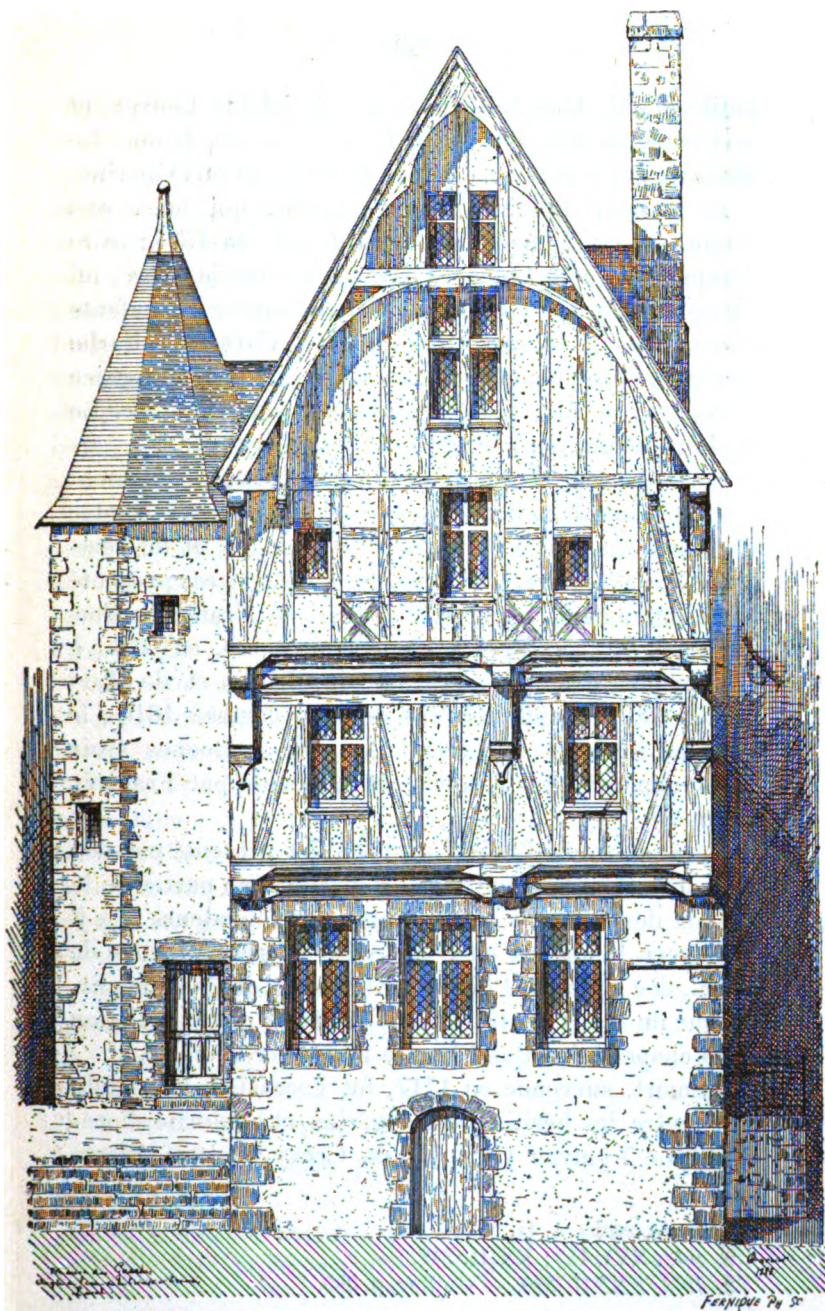
Cette hypothèse ne se réalisa pas. Le droit de patronage fut exercé pendant trois siècles par les descendants du fondateur mais non sans quelques contestations. L'un d'eux produisit en 1718 une filiation remontant à Jean Guérin qui nous fait connaître la suite des propriétaires de cette maison. A ce moment le collateur est Jean Jardrin, mari de Jeanne Le Masson, fils d'André Jardrin et de Perrine Gaudin ; celle-ci fille de Robert Gaudin et d'Annette Theullier ; fille de Jean Teullier et de Françoise Cormerie ; fille de Jean Cormerie et de Catherine Barbes ; fille de Jean Barbes et de Thibaude Courtin ; fille de Guillaume Courtin et d'Ambroise Guérin ; fille de Nicolas Guérin et de Jeanne Gouger ; fils de Jean Guérin, fondateur ³.

En 1775, à l'occasion d'un procès, Marie-Madeleine Jardrin produit la suite de cette filiation : elle est fille de Jean Jardrin, sieur de la Réauté, et d'Anne Vescière,

1. En Saint-Germain-le-Guillaume.

2. Guiller, t. I, p. 380.

3. Je dois ces renseignements et les suivants à l'obligeance de notre érudit collègue, M. l'abbé Angot, qui les a extraits des registres aux *Insinuations ecclésiastiques*.



La Maison des Guérins, rue de Trinité (1888; Dessin de M. L. Garnier.

petite-fille de Jean Jardrin et de Madeleine Louvet, et arrière-petite-fille de Jean Jardrin et de Jeanne Le Masson, qui la rattachent ainsi directement aux Guérins.

Le premier titulaire de la chapelle, qui nous soit connu, est Guillaume Cormerie, décédé en 1554 ; le 30 décembre de cette année, Germain Cormerie, clerc, lui succède, présenté par Jean Cormerie, tuteur des enfants mineurs issus de son mariage avec Catherine Barbe (arrière-petite-fille de Nicolas Guérin), et par Françoise Cormerie, sa fille aînée, mariée à Jean Theullier. Le titulaire défunt était le frère de Jean Cormerie ¹.

Le successeur de Germain Cormerie fut probablement François Jourdan, docteur en droit, chanoine et chantre du Mans, qui résigna son bénéfice en 1576 et fut remplacé par Guillaume Rivière, le jeune, clerc, présenté par Guillaume Rivière, second mari de Françoise Cormerie. Après son décès la chapellenie passe, en 1616, à Guillaume Beudin, fils de Mathurin Beudin et de Marguerite N... ; la collation est du 23 décembre 1616 ; le nouveau titulaire avait reçu la tonsure à Rennes trois jours auparavant ; il avait été présenté par François Cormerie ².

Après sa mort, Louis Estigneust fut présenté par son père, François Estigneust « propriétaire en partie de la maison des Guérins et lignager des fondateurs ³ ; » il avait reçu la tonsure en l'église des Frères Mineurs de Laval, des mains de Philibert-Emmanuel de Beaumanoir, évêque du Mans, le 18 octobre 1665 ; il obtint collation de la chapelle des Baudières le 1^{er} février 1668.

Sa mort, survenue en 1717, fut l'occasion d'une difficulté entre les héritiers des Guérins et l'autorité diocésaine. Le 7 janvier 1718, M. de Crévy pourvut Pierre

1. *Insin. ecclés.* t. II, 54, 61, 69.

2. *Ibid.* XVI, 167 ; XXIII, 349.

3. *Ibid.* XXXII, 380. — Guiller, p. 385.

Le Bourdais, prêtre, qui prit possession de ce bénéfice le 10 du même mois. Mais ce même jour, François Jardrin, clerc tonsuré, fut présenté par Pierre Jardrin, notaire, curateur de Jean Jardrin, notaire, interdit, et de Jeanne et Françoise, filles de celui-ci et de Jeanne Le Masson, et par Jean Jardrin, notaire royal des traites à Laval ; le vicaire général du Mans leur refusa la collation, qui fut accordée, à son défaut, par le chapitre de Tours, et François Jardrin prit possession de sa chapellenie le 8 février 1718¹. Nouvelle compétition après son décès arrivé en 1775 ; cette fois trois compétiteurs prétendent à la chapelle des Guérins : 1° Simon-Jean Bidault de Glatigné, clerc tonsuré, présenté le 1^{er} mars 1775 par son père Simon Bidault, sieur de Glatigné, lieutenant de maréchaussée à Château-Gontier, mis en possession le 3 mars ; 2° Joseph-Charles Chaillou, prêtre, curé de Saint-Tugal, présenté par Marie-Madeleine Jardrin, fille de Jean Jardrin et d'Anne Vescière, arrière-petite-fille de Jean Jardrin et de Jeanne Le Masson ; 3° Julien Hamon, prêtre, présenté par Claude-François Guerrier du Mast, commissaire des guerres de la généralité de Paris, tuteur et garde-noble de son fils, veuf de N... Guilleux. Le procès dura plusieurs années et se termina par une sentence en faveur de Simon Bidault de Glatigné qui fut maintenu en possession de son bénéfice et le conserva jusqu'à la Révolution².

Quant à la maison, elle s'était transmise par héritage à ces descendants des Guérins ; à la fin du XVIII^e siècle elle était habitée par demoiselle Françoise Duchemin des Genetais à titre de locataire. Elle fut vendue le 14 février 1811, pour le prix de 8,000 livres, par René Hardy de Lévaré, procureur de François-Louis-

1. *Ibid.* L, 198, 206, 214.

2. Guiller, t. I, p. 385. — Archives de la Mayenne B 25, 418, 511.

Marie-Jean-Népomucène-Fortuné-Joseph Guerrier du Mast, commissaire des guerres de première classe, demeurant à Nancy ¹, qui en était devenu propriétaire par succession de feu maître Julien Guilleux, avocat au Parlement de Paris, son aïeul maternel ².

A la maison des Guérins faisait suite une vieille maison de la même époque, mais moins importante, qui portait depuis un temps immémorial le nom de « maison des Kyrielles ³. » Les titres ⁴ que j'ai pu consulter ne remontent qu'aux dernières années du XVII^e siècle et ne fournissent aucun renseignement sur l'origine de cette appellation. A cette époque et jusqu'au 23 pluviôse an XI, cette maison appartient à la vieille famille des Jardrin, qui tient un rang si honorable dans le notariat de Laval. Le 28 mai 1678, Pierre Jardrin, notaire, l'avait achetée pour la somme de 470 livres aux héritiers de Louis Courte, sieur de Tulou ; elle relevait à nuesse de la seigneurie de Notre-Dame de Clermont, à qui elle devait payer 4 sols de devoir à l'angevine.

Après la mort de cet acquéreur, la maison « nommée les Kyrielles » forme plusieurs lots dans les partages de 1702 ; elle échoit à Pierre Jardrin, notaire, et à Marie sa sœur, épouse de François Gougeon, chacun pour moitié. Une autre fille du défunt, Marguerite Jardrin, avait une petite maison qui en dépendait. Tout cet immeuble joignait par derrière le grand four de la rue des Curés et

1. Père du baron Guerrier de Dumast (Guerrier du Mast selon les actes que j'ai consultés) qui est né à Nancy en 1796, y est mort le 26 janvier 1883, et a été l'un des plus ardents promoteurs du mouvement en faveur de l'indépendance de la Grèce.

2. Acte obligeamment communiqué par M. Gascoin, notaire. — Les acquéreurs furent dame Françoise Baron, veuve de Pierre-Aimé Vallée, négociant, et demoiselles Charlotte, Anne, Rose et Jeanne-Françoise Moullés, ses sœurs germaines.

3. Ce mot, qui est encore en usage dans la langue familière, désigne une grande quantité, une abondance de...

4. Ces titres appartiennent à M. Bruneau, boulanger, qui a mis la plus grande complaisance à me les communiquer.

était séparé de la maison de Clermont par la ruelle « dite Puet » qui menait de la rue de la Trinité à la rue des Curés, auprès du four banal des seigneurs de Laval. Ces portions de maison donnent lieu elles-mêmes à des partages : en 1754, il n'y a pas moins de six héritiers pour recueillir la succession de Marguerite Jardrin. En-



Poutre sculptée de la Maison de Clermont (1886),

fin par des achats successifs, Joseph Jardrin parvient à reconstituer la propriété complète en 1786. Il en jouit jusqu'à sa mort arrivée le 4 pluviôse an X (24 janvier 1802). La partie de la ruelle Puet dont il vient d'être fait mention disparut vers 1845.

A côté se trouvait et se trouve encore, mais bien menacée, cette curieuse maison de Clermont, siège du fief

de l'abbaye, dont la façade, ornée de statues sculptées en bois, est une des curiosités de Laval¹.

Si l'on traversait la rue de la Trinité, on trouvait, tout en face, un grand portail du XVIII^e siècle, abrité sous une arcade de pierre en plein-cintre ; il donnait accès à la maison de la Drouairie, qui dominait toutes ses voisines par son importance et par son histoire. Comme les familles illustres, elle avait ses archives ; nous allons les parcourir : n'est-ce pas tout ce qui reste de ce coin du vieux Laval² ?

Elles remontent au XIV^e siècle, et permettent de suivre la constitution de cette vaste propriété par les soins de propriétaires riches et intelligents. La pièce la plus ancienne est un acte de piété : le 15 mai 1380, Jean de Saint-Julien et sa femme Guillemette, membres de la « frairie aux prestres de Laval³, » fondent en faveur de cette pieuse association une rente perpétuelle de 10 sous sur « leur herbergement, meson, perrin et courtil.... où ils demeurent à present, sis en la grant rue devant l'église de la Trinité, entre la meson Julien Gabriel d'une part et la meson Droet Guerin d'autre part. » Leur pro-

1. Sans aucune nécessité, l'administration municipale vient de la frapper d'alignement ; ni ses souvenirs, ni son aspect pittoresque et artistique ne l'ont pu sauver de cet arrêt de mort ; j'ose espérer encore qu'il sera rapporté.

Le dessin ci-joint est la reproduction, d'après une photographie, de la belle poutre qui couronne le premier étage de cette maison : les poteaux qui la supportent sont ornées de trois statues taillées dans l'épaisseur du bois : saint Bernard, Notre-Dame, Saint-Christophe ; sur le support des deux premières on voit la trace d'armoiries effacées. — L'abbaye cistercienne de Notre-Dame de Clermont portait pour armes : *d'azur à une Vierge d'argent tenant son enfant Jésus d'or, posée sur une montagne d'argent*.

La maison voisine représentée dans la gravure est celle des Kyrielles.

2. Le dernier propriétaire de cette maison a été M. Laizé, négociant, qui a mis complaisamment à ma disposition ces titres dont il savait apprécier l'importance.

3. La confrérie des prêtres, fondée en 1270, existe encore en l'église de la Trinité.

priété était située en la rue de la Trinité, en face du cimetière.

Mais le premier des grands propriétaires dont nous allons retrouver la trace est Geoffroy du Chastelier¹, écuyer. Il avait épousé, entre 1434 et 1437, Jeanne Ali-got, veuve de Guillaume de Falays, écuyer. Celle-ci avait en 1433, d'accord avec son premier mari, échangé la moitié indivise d'une maison qu'ils possédaient en la « rue aux Claveuriers², » contre la moitié indivise d'une maison avec courtil sise en la rue de la Trinité. Geof-froy du Chastelier achète, en 1444, à Jean de Falays, sieur du Coudray, héritier principal de Guillaume de Falays, la part qu'il avait en cette maison. En 1437 et 1455 il achète à Colinet Geffroy, qui dans cet intervalle avait quitté Laval pour s'en aller habiter Meslay, « ung apentiz o³ ses dépendances » sis contre le cellier des acheteurs (car tous ces achats sont faits au nom de la communauté), aboutant d'autre part aux « hébergemens » et courtils de Hamon Belot et Etienne du Ferré, écuyer, et à la halle de Laval, et « le hault estage d'une maison, appelé grenier, duquel le bas appartient auxdits du Chas-telier et sa femme.... sis pres les halles de Laval. » Cette dernière acquisition contient même un « degré » montant audit grenier, que l'acquéreur pourra abattre pour « prendre les pierres dudit degré⁴. »

La maison d'Etienne du Ferré était précisément celle sur laquelle reposait la rente de 10 sous en faveur de la confrérie des prêtres ; Geoffroy l'achète, et, le 30 avril 1463, amortit cette rente moyennant le paiement

1. Fief en la paroisse de Saint-Berthevin, relevant de la châ-tellenie de Laval.

2. Rue des Serruriers. L'échange se fait avec Jeanne, veuve de Jamet Pivert, et Guillaume Coulombe.

3. O, avec.

4. C'est probablement l'origine du bel escalier de pierre que les démolisseurs ont respecté jusqu'à ce jour.

de dix écus d'or, prix accepté par Blaise Louvel, doyen de Saint-Tugal, Geoffroy Puissant, doyen de Laval, Jean Saibouez, curé d'Avénières, et Jean Malabry, « es-leuz et auditeurs des comptes, » Martin des Angleis et Jean Noël, prêtres, procureurs et bâtonniers de cette confrérie¹. A quelque temps de là Geoffroy du Chastelier mourait, précédant sa femme dans la tombe; car en 1473 il est fait mention de la succession de Jeanne Aligot sa veuve.

Ils n'avaient point laissé d'enfant; leur héritage échut à un certain nombre de co-héritiers. L'un de ceux-ci était Pierre Audouin², exerçant en 1474 les fonctions de châtelain de Laval, avocat en cour laye, angevin d'origine, homme d'importance, qui s'efforça de reconstituer par des achats successifs et même d'augmenter la propriété de Geoffroy du Chastelier. En 1477, il achète, pour lui et sa femme Marguerite, la moitié indivise de la maison où avait demeuré Jeanne Aligot « joignant d'un costé à la maison feu Pierre Guerin et à la court et maison Guillaume Champenois, et d'autre costé à la maison et court de Jehan Bouillon, aboutant d'un bout à la halle dudit Laval, et d'autre bout à la maison dudit Audouin qui pareillement fut à laditte Jehanne Aligot. » La même année il achète une autre maison, venant de la même succession, indivise par moitié entre François de Vaucenay, écuyer, et Ambroise du Chastelier, sa femme, d'une part, et d'autre part les enfants de feu Jean Le Cousturier, cousin germain de Geoffroy du Chastelier³.

1. La maison a alors pour voisines celle de Guillaume Gouselin et celle de Jean Boyet et Macé de la Place.

2. Voir sur les Audouins : *Ménage, Vita Petri Erodii quæstoris Andegavensis*, p. 464. — La terre et le titre du Chastelier, ou des Chasteliers, passèrent aux Audouins.

3. En mai 1473, Guillemine Le Cousturier, femme de Jean Poullard, Meline, veuve de Jean Le Bourdais, Georgine, veuve de Robin Boutier, toutes trois filles de feu Jean Le Cousturier,

L'année suivante il entre en arrangement au sujet d'un mur mitoyen avec son voisin le cordonnier Jean Bouillon. En 1480 il amortit, par le paiement de 120 écus d'or du coin du Roi, la rente qu'il devait à François de Vaucenay et Ambroise du Chastelier pour la maison qu'il leur avait achetée. En 1489 il achète « certains maserilz et place de maison » à Guillaume Champenois sieur de Quiffeu. En 1493 il passe une transaction avec les curés de la Trinité, Jean Le Royer et Charles Geslin, au sujet d'anniversaires fondés par Jeanne Aligot et son frère Pierre Aligot ; la même année il achète un petit terrain à Guillaume Le Maroullier, marchand. Entre temps le comte de Laval, Guy XIV, par mandement daté de Châteaubriant le 25 novembre 1482, lui avait fait remise « en considération des services qu'il nous a faiz, » des droits, s'élevant à 56 écus, à percevoir sur ses achats et échange avec François de Vaucenay, Jean Davoyne, etc., de maisons et jardins « aboutans à la grant rue de Renaize. »

Le 28 janvier 1503, Pierre Audouin, se sentant malade, rédigea son testament. Cet acte témoigne des sentiments profondément chrétiens de ce bourgeois de Laval : après avoir recommandé son âme à Dieu « auquel elle appartient, » à la vierge Marie et à « monsieur saint Michel l'archange de paradis, » il demande que ses funérailles soient simples, mais il ordonne que de nombreu-

paroissiennes de la Baconnière, cèdent à Robin Le Cousturier, clerc, leur frère, tout ce qu'elles peuvent avoir de la succession de Jeanne Aligot, jadis femme de Geoffroy du Chastelier, cousin germain dudit Jean Le Cousturier, tant en immeubles « maisons, estres, estraiges, courtilz, vergiers, prez, terres arables et non arables, vignes, eaux, bois, hayes, landes, foussez, cens, rentes, etc., » qu'en meubles « or, argent monnoyé ou à monnoyer, vaisselle d'argent, d'estain, de cuyvre et d'airain, linge, lange, litz, couetes, traversiers, orilliers, bancs, tables, scabeaux, coffres, huches, blez, vins, chars, draps, laynes, debtes personnelles et reelles, chevaux, jumens, beufz, vaches, porcs, oailles, que aultres biens meubles quelz qu'ilz soient. »

ses messes soient célébrées pour le repos de son âme ; il lègue diverses sommes aux Frères Mineurs et aux Frères Prêcheurs de Laval, aux fabriques des églises de Montjean, de la Trinité de Châteaubriant, de Bouchemaine en Anjou, où reposent son père et sa mère ; il fonde à l'autel Saint-Eloi, en la Trinité de Laval, une chapellenie d'une messe à voix basse chaque semaine pour lui et ses prédécesseurs, affectant à ce service 6 livres de rente sur la terre de Vaucenay et 60 sous « sur le lieu et courtilerie du Gast, » réservant la présentation à celui de ses héritiers qui possèdera sa maison près des halles, la collation à l'évêque du Mans, exprimant le désir que pour la première fois cette chapellenie soit conférée à son fils Colas « s'il veult estre homme d'église ; » il donne « à treize povres filles pour aider à les marier et pourvoir, à chacune cent soulz ; » il insiste sur le paiement intégral des dettes qu'il peut avoir ; il veut qu'avis en soit donné par voie de publication dans toutes les paroisses voisines, et que tout créancier soit cru sur son serment jusqu'à concurrence de 30 sous ; il confirme les dons faits à Marie Olivier, sa seconde femme, lui laisse « ses angneaulx, joueaulex, saintures et aultres bagues » jusqu'à une valeur de 40 écus. Ses exécuteurs testamentaires sont, avec Marie Olivier, Jean Godefroy, marié à sa fille Marguerite, et maître René Rousseau, sieur du Vicoin, l'un des plus notables et des plus estimés parmi les Lavallois de ce temps ¹.

La date précise de la mort de Pierre Audouin ne m'est pas connue ; il était mort en 1505 ; il est probable que, selon son dernier désir, il fut inhumé « devant

1. M. de la Beauluère (*Le Doyen*, p. 291) lui a consacré quelques lignes. Il était auditeur des comptes à Laval, et mourut en 1536 à l'âge de 86 ans, non marié ; il avait fait diverses fondations à Saint-Tugal et à la Trinité où il fut enterré.

l'autel de monsieur Saint Eloy, » où l'on devait désormais prier pour lui.

Pierre Audouin laissait plusieurs enfants : Pierre, Colas, Ambroise¹ et une fille, Marguerite, mariée à Jean Godefroy. La partie principale de son vaste immeuble, la maison sise près des halles, échut dans les partages à Colas ou Nicolas, que l'on trouve qualifié de marchand et marié à Adenette Bouvet. De cette union naquirent trois filles : Jeanne, Anne et Catherine²; Jeanne épousa Jacques Marest, sieur de la Harlière, ou des Hardeliers, et porta dans cette famille l'hôtel des Audouins³.

Les actes du XVI^e siècle donnent les noms de plusieurs habitants des maisons qui avaient appartenu à Pierre Audouin, ou qui lui étaient voisines. Ainsi en 1514, Marguerite Audouin, femme de maître Pierre Cyreu, sieur du Plessis, achète à Geneviève Hervois, veuve de Guillaume Bordier (mort en 1502), mariée à

1. Il épousa Guillemine Cireu qui, devenue veuve, fut une des bienfaitrices du couvent des Cordeliers. — Il est probable que beaucoup de ces veuves, Guillemine Cireu, Adenette Bouvet, etc., appartenaient au tiers-ordre de Saint-François, très répandu dans la société française. — Un acte de 1519 mentionne un procès intenté par Michel de la Cour aux enfants de maître Pierre Audouin, à savoir Marguerite Audouin, mineure, ayant pour tuteur donné par justice Charles de la Fontaine, Colas Audouin, majeur, et Guillemine Cyreu, veuve d'Ambroise Audouin, tutrice naturelle de ses enfants.

2. Anne ou Adenette, épousa Guillaume Le Clerc, sieur de la Masure; Catherine fut religieuse au couvent de Patience fondé en 1497 par Guy XV et Catherine d'Alençon; les Audouins furent des premiers bienfaiteurs de cette maison.

3. Jacques Marest était fils de Jacques Marest, sieur des Abattants et de Jeanne de Launay; il mourut en 1570, sa femme, Jeanne Audouin, en 1582. De cette union naquirent : 1^o Guillaume, marié à Jeanne Bignon, mort avant 1584; 2^o Jacques; 3^o Anne, mariée à Jean de la Presse, sieur de la Salmonnière; 4^o Guillemine, mariée à Claude Charlot; 5^o Jeanne, mariée à Pierre Le Clerc, sieur de la Mannourière; 6^o Adenette, mariée à François Houllière, sieur de la Cordellière. — Les Marest ont pour armes : *D'azur semé de coquilles d'argent sans nombre, à un lion aussi d'argent lampassé et armé de gueules.*

Robert Tournemine, la moitié indivise d'un « perrin dit le perrin Champenois. » Quelques années plus tard, en 1518, Robert Tournemine s'avoue sujet à nuesse du comte de Laval pour divers immeubles : la maison où il demeure « joignant des deux coustés aux maisons de feu Pierre Audouin, René Bordier et André Le Moueste, abutant d'un bout à la rue ou pavé dudit Laval, et d'autre bout aux maisons dudit Audouin ; » une autre maison « assise au perrin Champenois » joignant les maisons de feu Pierre Audouin, de René Paré et d'André Le Moueste « avecques un droit de servitude qu'il a par une venelle ou petit chemin tendant de ladite maison à ladite rue¹. » En 1528, Guillaume Gaultier, mari de Catherine Hubert, donne aveu à l'hôpital Saint-Julien pour une maison avec cour ayant appartenu à feu Robert Hubert, son beau-père, située entre la maison de feu André Le Moueste et celle où demeure actuellement Jacques Marest et « aboutant d'un bout au pavé de la rue de devant l'église de la Trinité. » En 1539 Jacques Blanchet, marchand, vend à Jean Houllière, docteur en médecine et à Hardouine Gaultier, sa femme, demeurant au faubourg du Pont-de-Mayenne, une maison contiguë à celles de défunts André Le Moueste et Guillaume Bordier, « aboutant d'un bout devant la rue venant de Renaize et de derrière à ung perrin qui fut à Pierre Audouin. » C'est cette maison que trente ans plus tard, en 1568, Guy Bricel, marchand, demeurant à Avénieres, vend à Claude Le Tourneux et Jeanne Rousseau, sa femme ; elle lui venait de la succession de sa mère Hardouine Gaultier ; les immeubles voisins sont alors habités par Jean Beudin, Jacques Pelisson et Jacques Marest. La prise de possession, faite en présence

1. Dans ses immeubles est également compris un jardin « sis ou marcheil près la chapelle S. Mathurin, » sur le chemin « tendant de ceste ville au gast. »

du notaire André Pays et de deux témoins, révèle un certain cérémonial où l'on voit l'acquéreur « allant et cheminant ès chambres de ladite maison, estaignant avecq de l'eau le feu qu'il y a tenu allumé, et faisant aultres exploitz en signe de possession ¹. » Claude Le Tourneux en rend aveu en 1570 ; mais en 1596, ce sont ses enfants et héritiers, Nicolas et Ambroise, Jacqueline femme de Mathurin Belliere, et Jeanne veuve de Guillaume Le Marouiller.

Le comte de Laval, Guy XVIII, avait, par mandement daté de Vitré le 13 mars 1553, accordé à Pierre Piger, moyennant une rente annuelle de 10 sous, et un denier de devoir, « une petite place vacque » entre le mur des halles et la maison des Audouins, avec permission d'y élever un « ouvroir à cheminée » pourvu que les halles n'eussent pas à en souffrir ; cette concession était révocable au gré du seigneur de Laval, qui, dans ce cas, devait rembourser à Piger la valeur de son bâtiment. En 1561 Piger vendait à Tugal Le Rat la petite maison qu'il venait d'élever.

Pour en finir avec cette longue et aride nomenclature d'actes du XVI^e siècle qui préparent, pour ainsi dire, l'avènement d'une nouvelle famille, je signalerai seulement la reconnaissance donnée en 1573 par Jeanne Audouin, veuve de Jacques Marest, sieur de la Harlière, de

1. Le quatorziesme jour du moys de juin l'an mil V^e soixante huict, en presence de nous André Pays notaire royal de la court du Bourg Nouvel, demeurant à Laval, et des tesmoins cy dessoubz nommez, honorable personne Claude Le Tourneux a prins et appréhendé la possession réelle et actuelle de la maison par luy acquise de Guy Bricel au disre du contrat qui en a esté receu par devant nous, avecq la grosse duquel ce present acte est ataché, entrant en ladicte maison, allant et cheminant ès chambres d'icelle, estaignant avecq de l'eau le feu qu'il y a tenu allumé, et faisant aultres exploitz en signe de possession, de quoy il nous a requis ce present acte que nous luy avons octroïé soubz notre seing cy mis le jour et an que dessus, es presences de Jehan Moullier et Jehan des Vaux menuisier, demeurans audit Laval tesmoins à ce appelez.

diverses rentes dues à la fabrique de la Trinité pour la célébration d'obits, sur divers immeubles, une maison située vis-à-vis du petit cimetière, ayant appartenu à feu Marguerite Audouin, en son vivant dame de la Vile, sa tante, une autre avec cour appelée le « perrin Champenois, » où habitent ladite Audouin, Jean Beudin et Marie Le Moueste veuve de Robert Le Bret¹; enfin le testament et le codicile, datés de 1540 et 1545 d'Adenette Bouvet veuve de Nicolas Audouin².

Comme dans le testament de Pierre Audouin, on y trouve réflété l'esprit de piété et de charité qui animait ces vieilles familles lavalloises. Adenette veut être inhumée dans l'église des Cordeliers « près le pilier de devant l'autier de Notre-Dame estant au dessoubz du cœur d'icelle église, au cousté ou au dessoubz de la fosse où fut enterrée sa deffunte mere. » Elle veut à ses funérailles treize torches de cire d'une livre et demie chacune, portées par « treize des plus paovres et indigens » qui recevront chacun 2 sols 6 deniers, puis les torches seront distribuées aux églises de la Trinité, de N.-D. de Periz, de N.-D. d'Avénières, aux couvents de S. François et de S. Dominique. Parmi les legs aux maisons religieuses, elle donne 45 livres, ou une rente de 40 sous, à l'église de la Trinité « pour faire festiver la feste de l'Ascension N. S. solennellement ainsi que le Pentecouste, tant en service sonnerie que ornemens, » et 100 sous à chacun des couvents des Cordeliers et Dominicains de Laval « pour achapter des livres et pour estre employez en aultres nécessitez » des frères de ces maisons qui seront étudiants à Paris au moment de sa mort. Les legs charitables sont nombreux : de l'argent

1. Robert Le Bret avait été juge ordinaire, civil et criminel du comté de Laval ; son fils André lui succéda dans cette charge.

2. Le testament est reçu par maître Nicolas Brochard, notaire, le codicile par maître Guillaume Jolis.

à trois veuves qu'elle désigne par leur nom ; à de pauvres ménages des provisions en bois, blé, lard, vin et cidre, « les ciltres estans lors en perse ; » aux pauvres, ses chausses et souliers et la plus grande partie de ses chemises ; à sa « chamberiere Loys cent solz oultre ses services ; » elle lègue à sa cousine Guillemine Touchard « sa robe et cotte qu'elle porte au dimanche, et quatre de ses chemynses et toutes ses colerettes et beguinettes, pour prier Dieu pour elle ; » elle rappelle le compte qu'elle a rendu au greffe de la tutelle de ses filles, l'inventaire qui a été dressé de leur mobilier et de leurs effets ; elle ajoute quelques détails dans le but de rendre aussi équitable que possible tout partage entre ses trois filles ; aussi rapporte-t-elle avoir baillé à Catherine « une robe noire, une cotte d'escarlade¹, ung chaperon, de la laine pour faire une cotte comme une aulne et demye, ung lit, ung traverslit, deux orilliers, une sarge blanche et une rouge, six draps de toille, six grosses touailles, trois dozaines de grosses serviettes, quatre grans tabliers et deux petitz, trois dozaines de serviettes doulgées (?) de fil d'entre quatre et cinq aulnes, doze souilles d'orillier, et doze couvrechefs de fil, entre trois et quatre aulnes, une courtine avecques rideaux, ung charliet sans carie, ung coffre ferré, » le tout estimé 85 livres, et en même temps elle lui a donné 1000 livres. C'étaient son trousseau et sa dot de religieuse.

Mais le temps des Audouins est passé, leur nom même semble disparaître à Laval ; ce sont les Cazet qui vont à leur tour reconstituer et augmenter le vaste immeuble réuni par Geoffroy du Chastellier et Pierre Audouin, et demembré après leur mort.

Jeanne, fille de Nicolas Audouin et d'Adenette Bouvet, avait eu de son mariage avec Jacques Marest, entre

1. L'écarlate était une étoffe forte et brillante, qui se teignait en diverses couleurs.

autres enfants, un fils, Guillaume, qui fut élu de Laval¹ et épousa Jeanne, fille de Roland Bignon, sieur du Boistesson, écuyer²; de ce mariage naquirent plusieurs enfants, entre autres une fille Jeanne qui se maria à François Cazet³. Devenue veuve, Jeanne Bignon épousa Jean Cazet, sieur de la Fontaine, conseiller au parlement de Bretagne, veuf de Jeanne de Cotteblanche : de cette union naquit Louis Cazet de Vautorte, président au parlement de Bretagne.

Jean Cazet, sieur de la Fontaine, avait au XVI^e siècle plusieurs propriétés à Laval et aux environs ; en 1591, il obtint un mandement du roi les exemptant du logement des gens de guerre et de toutes réquisitions, l'autorisant à mettre en signe de cette faveur les armoiries et panonceaux du roi « ès lieux les plus éminens » desdites maisons⁴. » Vers le même temps, il agit comme tuteur des enfants de feu Guillaume Marest, « seigneur propriétaire d'une grande maison appelée la maison des Halles, autrement de la Drouayrie⁵, en laquelle autre-

1. Juge au tribunal appelé l'élection, qui était chargé de la répartition de certains impôts et des contestations à ce sujet. L'origine en remonte aux états-généraux de 1355 ; mais les magistrats élus devinrent fonctionnaires royaux dès 1372.

2. Oncle du célèbre Jérôme Bignon, avocat général au parlement de Paris et de François Bignon, trésorier de France. Famille des plus illustres, alliée aux Audouins, aux Marest, aux autres maisons lavalloises, portent pour armes : *De gueules à la croix d'argent entortillée d'un cep de vigne au naturel.*

3. Fils de Jean Cazet et de Jeanne de Cotteblanche.

4. En 1595, on trouve un mandement du maréchal de Boisdauphin, gouverneur des pays d'Anjou et du Maine, ordonnant de laisser passer le sieur de la Fontaine Cazet « lui troisiemes des siens à cheval, armes et bagaiges ordinaires, allant et venant de nostre dit gouvernement à Paris, Rennes et aultres lieux où ses affaires particulieres l'appelleront » et de lui prêter main forte au besoin.

5. Je n'ai pas trouvé ce nom dans les actes plus anciens. Faut-il voir l'origine de ce mot dans un proverbe que Ménage rapporte comme ayant cours dans le Maine à cette époque ? « Fuit ex ea Menagiorum familia Johannes ille Menagius Druricæ dominus ; anno 1597 scabinus Cenomanensis ; qui ad tantas divitias pervenit, ut *Druriano ditior* in proverbium apud Cenomanos abierit. » (*Vita Petri Ærodi*, p. 54).

fois demeuroient Jacques Marest et Jehanne Audouyn son espouse, ayeulx paternelz desdits mineurs. » Il s'agit d'un accord au sujet d'un mur « qui faict clouaison de la court de ladite maison et de la venelle appelée la venelle Bouillon¹ ; » le voisin avec lequel est conclu cet arrangement est Tugal Le Faux, marié à Marie Fourneau². Cazet avait acheté en 1596 à Jacques Pélisson les « estables et courts » dépendant de l'ancien « perrin Champenois. » Lui-même habitait déjà l'hôtel des Audouins; il en devint acquéreur des enfants de Guillaume Marest³, et le transmit à son fils Louis Cazet de Vautorte.

Celui-ci fut un important personnage : juge civil et criminel du comté de Laval, puis en 1624 président aux enquêtes du parlement de Bretagne, père lui-même d'un maître des requêtes, avocat général au grand conseil et ministre plénipotentiaire, d'un second fils promu successivement aux évêchés de Lectoure et de Vannes, jouissant à Laval et ailleurs d'une légitime et universelle considération, comblé d'honneurs et de richesses. On peut se le figurer comme le premier de la société lavalloise à cette époque, et l'on comprend ce dicton familier,

1. Ainsi nommée de la maison de Jean Bouillon mentionnée plus haut ; plus tard on en fit la « ruelle de Bouillon. »

2. Tugal Le Faux avait hérité en 1594 d'une maison vis-à-vis de la Trinité, « joignant d'un costé aux maisons du sieur de la Fontaine Cazet et d'un autre costé à la maison de René Courte, Guillaume Cazet et Estienne Gaigneau. » Elle comprenait « salle, cuisine au bout et le buscher suivant avecq les privautés estant audit buscher, cave et caveaux, trois chambres par hault, le tout accomodé de quatre chauffaiges et quatre greniers, avec droit d'issues et passaiges en la rue estant vis-à-vis de l'église de la Trinité, et par la venelle par laquelle on va de ladite maison aux halles. »

3. Quittance du 25 janvier 1600, donnée par Rolland Marest, sieur de Boistesson, à Cazet de la Fontaine, pour 130 écus « pour la maison en laquelle ledit sieur de la Fontaine est demeurant. »

où le peuple du temps exprimait les sentiments que lui inspirait la haute fortune des Cazet :

Bourbon, bourbonnaille,
Près de Cazet n'est que canaille.

Sa biographie ne tiendrait pas dans le cadre de ces simples notes. Une fois propriétaire de la maison de la Drouairie, il cherche à s'arrondir et, possédant quelque quantité de bons écus du roi, il y réussit.

Une de ses premières acquisitions fut celle de ce petit bâtiment, élevé par autorisation du comte de Laval en 1553. Le 9 juillet 1620, Louis Cazet de Vautorte, « propriétaire d'un grand corps de logis situé au hault bout des halles, » expose à Henri de la Trémoille, comte de Laval, le danger qui résulte pour les halles et pour sa maison de l'existence d'une « petite maison bastie en appentiz entre le corps desdites halles et la maison dudit Cazet... en ce que cette petite maison toute de terrasse fort basse, en planches, branlant pour sa pourriture, peult estre facilement embrasée par le feu qui se fait d'ordinaire en la cheminée d'icelle, crevée en diverses parties et sortant de fort peu au-dessus du feste ; » de plus cette construction favorise le dépôt d'amas d'ordures « de tres mauvaise odeur aux marchands estallans dans les halles. » Le pétitionnaire rappelle que cet emplacement a jadis été concédé par le seigneur de Laval moyennant une rente annuelle de 10 sols et le droit réservé de le reprendre en « recompensant le bastiment à dire d'expert » : il demande l'autorisation d'être substitué dans les charges et droits du comte de Laval.

Celui-ci commet l'affaire à François Bignon, sieur de la Brochardière, lieutenant particulier du comté de Laval, qui se rend sur les lieux, examine l'état du bâtiment dangereux et accorde à Cazet la permission qu'il demande, de démolir cette petite construction, à charge d'élever

dans certaines conditions un mur contre les halles, de payer le terrain et d'indemniser les possesseurs¹. Isidore Cornilleau, sieur du Chastelier, marchand, et Etienne Corbineau, maître architecte, sont commis comme experts ; ils estiment à 350 livres la valeur du fonds, que Cazet s'empresse de payer au comte de Laval, et à 250 livres le bâtiment et l'étal de boucher, la maison ayant 19 pieds de long au dehors sur 8 pieds 3 pouces de large et l'étal contenant 7 pieds carrés. Cette somme est aussitôt payée aux propriétaires, Suzanne Le Rat, femme de Jean Gasnery, commis au greffe de la prévôté d'Angers, à Jeanne Le Rat, veuve de noble Denis Nynard, conseiller au siège de cette prévôté, et aux autres héritiers de maître Jean Le Rat². En démolissant cette maison, Cazet constata que « pour la ligueur d'icelle et rendre le tout au niveau sans difficulté il luy estoit nécessaire d'avancer sa muraille qui fera closture de ladite cour avec lesdites halles de quatre piedz jusque au coing de la maison échue aux hoirs Le Liepvre ; » après visite des lieux, cette concession fut accordée, moyennant une rente annuelle de 5 sols, au comte de Laval. Toute cette affaire était terminée en 1621³. Dans la même année, il achetait cette maison des héritiers Le Liepvre, consistant principalement en une salle avec cheminée, un petit cellier, une cour, « estal et droit d'estal ; » le vendeur était Charlotte Le Liepvre, femme de François Hamon, marchand, qui avait d'abord acheté la moitié indivise échue à son frère Pierre Le Liepvre,

1. L'autorisation du comte de Laval est datée de Thouars 17 octobre 1620.

2. L'immeuble à démolir était alors occupé par Jean Pilorge et Guillemine Gasnerie, sa femme.

3. Le 24 mai 1620, Cazet de Vautorte avait posé la première pierre du couvent des Ursulines (Couanier de Launay, *Hist. de Laval*, 402) ; le 9 octobre 1622, il présidait la cérémonie de la plantation de la croix par les Bénédictines récemment arrivées à Laval.

chapelain de la Trinité : cette maison venait de la succession de leur père, Aldry Le Liepvre.

Une autre personne de cette famille, Renée Le Liepvre, femme de Charles Croissant, sergent royal, passe en 1626 un accord avec Cazet, renonçant à ouvrir aucun jour sur sa cour et sa maison, en vertu d'une promesse verbale faite lors des réparations qu'il a fait exécuter à leur habitation. Cet acte mentionne l'existence d'une « galerie » que Cazet de Vautorte a fait construire.

Un autre immeuble avait encore été acheté en 1621. C'était « une portion d'une petite cour qui fut autrefois un jardin, proche une estable, founerie et appartenances, situés en la rue conduisant du grand carrefour près la porte de la boucherie à l'église de la Trinité. » La vente est faite par Renée Hervain, veuve de maître Ambroise Guays ; l'année suivante, Cazet achète le reste de cette cour à Renée Martin, veuve de Jacques Le Roy, sieur de la Froissière, fille de Renée Hervain, morte dans l'intervalle des deux actes.

Enfin, le 18 janvier 1650, il achète à Charles Duchemin, sieur de la Madeleine, conseiller du Roi et contrôleur au grenier à sel de Laval, et à Renée Chemineau, sa femme, au prix de 150 livres, une petite maison venant de la succession de feu François Chemineau, sieur de la Pinelière, père de ladite Renée, « consistant en un bouge avecq boutique sur la rue, une estable au bout qui a vue sur la cour des chevaux dudit sieur acquéreur, une chambre au dessus qui contient de longueur et largeur lesdits bouge et estable, et un petit grenier, le tout joignant d'autre costé à une ruelle qui fait la séparation d'avecq la maison de Daniel Le Maistre, sieur de la Coudraie. »

Un aveu rendu le 23 octobre 1646 à la châtellenie de Laval par Louis Cazet de Vautorte, chevalier, conseiller du Roi au parlement de Bretagne, contient une certaine description de sa propriété : « Une grande cave voûtée

qui va tout au long du logis, deux salles ; dessus quatre chambres avecq leurs cabinets auxquelles l'on va par une montée de pierre de taille, deux grands greniers au dessus et un petit, une grande cuisine et boullengerie à costé ; la cour nommée la cour des Halles dans la-



La rue du Palais, en 1888, d'après une phot. de M. Letourneurs
(A gauche, la maison de la Drouairie).

quelle il y a une gallerie qui a son aspect sur lesdites halles [une porte cochere qui a sa sortie dans lesdites halles¹]; une autre cour nommée la cour de la Trinité, une autre grande cuisine et un grand cellier à costé ; deux autres cours joignans l'une l'autre, dans l'une desquelles sont des escuiries à douze chevaux, et dans l'au-

1. Mots ajoutés d'une écriture différente et moins ancienne.

tre les buschers et essances ; sur ladite dernière cuisine une chambre nommée la chambre neuve et à côté une autre grande chambre de laquelle l'on descend en une autre petite cour, et des greniers au dessus desdites chambres ; l'autre maison composée d'une grande boutique et au derrière d'icelle un grand cellier avecq cheminée et au-dessus une chambre qui a son aspect sur ladite rue, un grenier sur le tout. » Cazet habite la maison principale, loue les autres ¹, et paie pour le tout 20 sous et un denier « de devoir. »

Un si grand personnage que Louis Gazet de Vautorte, qui possédait dans sa cour une écurie pour douze chevaux, ne pouvait se refuser le luxe d'un carrosse. Ce devait être chose rare à Laval à cette époque : les bourgeois du temps n'en usaient guère et en possédaient moins encore. Outre les inconvénients du « pavé de Laval » qui incommodait M^{me} de Sévigné, Cazet éprouvait une difficulté venant de l'insuffisance du passage laissé par l'escalier de la Trinité ². Contre cet escalier on avait encore placé quelques pierres afin d'empêcher les charrettes de le détériorer en l'accrochant. Pour obvier à cet obstacle, Cazet fit la chose la plus simple du monde : il fit ôter « une grosse pierre, quelques marches et neuf posteaulx de bois qui estoient posez et plantez pour la conservation dudit escallier et croix de pierre y joignant. » Il n'entrait d'ailleurs nullement dans son intention d'attenter aux droits de la fabrique de sa paroisse. Aussi un accord intervint-il le 11 février 1630, aux termes duquel il était autorisé à modifier la forme de l'escalier de manière à pouvoir passer son carrosse et l'entrer en son hôtel, et se chargeait, lui et ses successeurs

1. Ainsi, en 1632, renouvellement du bail de Jacques Jouanoux, maître tailleur d'habits.

2. Il a été remplacé par l'escalier actuel qui date de 1733. Les carrosses de ce temps sont extrêmement larges, et très probablement celui de Cazet, qui allait souvent de Laval à Rennes, devait être une grande berline de voyage.

à perpétuité, de « l'entretien, réfection et restauration dudit escalier¹. »

Le dimanche 10 mars 1630, les paroissiens de la Trinité, assemblés au son de la cloche, à l'issue de la messe paroissiale, devant l'autel Saint-Pierre, ratifièrent cet accord. A cette assemblée assistaient les notaires Thomas le Masson et François Beudin, représentant Cazet de Vautorte, François Garnier, sieur du Tertre, et René Levesque, sieur de la Chesnaye, fabriciens, et un grand nombre des « manans et habitans de la paroisse en forme de corps politique pour traicter et délibérer des affaires de leur communaulté, » Vincent Queruau, sieur du Sollier², Jean Davazé³, sieur de Mahères, Julien Martin, sieur de la Motte, Guy Chapelle, Jacques Piau, avocats, François Sicard, sieur de la Paillar-

1. « C'est à sçavoir comme ledict sieur de Vautorte ayt pour la commodité de sa maison scituée au devant du portal et escalier de l'église de la Sainte-Trinité dudit Laval et entrée de son carosse en icelle, faict oster une grosse pierre, quelques marches et neuf pousseaulx de bois qui estoient posez et plantez pour la conservation dudict escalier et croix de pierre y joignant, pour empescher que les charettes en aporchassent et pour desseigner le lieu dependant de ladicte eglise et auquel anciennement estoit un petit cemetiere, lesdits procureurs, suivant l'advis des deputez de ladicte paroisse, ont accordé audict sieur de Vautorte qu'il mette les choses en estat commode pour le passage et entrée de son dict carosse, au moien que icelluy sieur de Vautorte a promis et s'est obligé, promet et s'oblige réparer, refaire, entretenir et restaurer ledict escalier en toute sa consistance ou il seroit par cy apres rompu, demolly, dégradé, soit par le faict des charettes ou autrement en quelque façon que ce soit, lequel escalier est composé au droit de la maison dudit sieur de seize marches, et demeure ledict sieur de Vautorte, luy, ses hoirs et aians cause et futurs seigneurs de ladicte maison tenuz et obligez à l'entretien, réfection et restauration dudict escalier. »

2. Vincent Queruau auteur de l'*Epitome ou Brief recueil de l'histoire universelle*, et du *Tableau historial du monde depuis sa création jusque en l'an présent 5589 et l'an de notre salut 1625*.

3. Probablement le père des demoiselles Davazé qui furent du nombre des « six belles personnes » costumées en égyptiennes. lors de la réception de la princesse de Tarente en 1652. (*Bourjolly*, II, 128).

dière, Jacques Marest, sieur d'Abattant, maître Jean Le Moine, sieur de la Grandmaison, Guillaume Guays, sieur de la Clémencerie¹, maître Pierre Touschard, avocat, Sébastien Frin, sieur du Guiboutier, Robert Saibouez, François Rousseau, André Beudin, Ambroise Audouin, sieur du Chastelier, Nicolas et Thomas Lila-vois, François Piau, Pierre Nupiedz, Jean Duchemin, René Hubert, Olivier Gaultier, Valentin Quehery, Jacques Beucher, Michel Roimier, Jean Mottier, etc.

Chose presque étonnante, ce dossier ne contient la trace que d'une seule contestation : en 1636, Cazet de Vautorte assigne son voisin Jean Arthuis, marié à Françoise Hangourdier, qui dans le grenier de sa maison située « en la ruelle de Bouillon » a ouvert trois ouvertures donnant sur sa cour ; il demande qu'elles soient fermées, ou, selon la coutume du Maine, placées « à sept pieds de hauteur, à verre dormant et grillées. » Il est probable que cette réclamation se termina à l'amiable ; aucun autre acte de procédure ne se trouve aux titres de la maison de la Drouairie.

Le 11 août 1651, mourait Louis Cazet de Vautorte, âgé de 65 ans ; il fut inhumé dans le chœur de l'église des Cordeliers. Sa veuve et ses enfants² s'empressèrent de demander au duc de la Trémoille l'autorisation de lui élever « une tombe de marbre appuyée sur quatre boules de demy pied de haulteur. » Cette permission leur fut accordée dès le 12 octobre³.

1. Fils du procureur fiscal, tué au Port-Ringard en 1593.

2. 1^o François Cazet, conseiller ordinaire du roi dans tous ses conseils, ministre plénipotentiaire à Ratisbonne, où il mourut le 19 avril 1654 ; marié à Françoise Luillier d'Interville ; 2^o Louis, successivement évêque de Lectoure et de Vannes ; Renée, mariée à François Sagnier, conseiller au Parlement de Bretagne.

3. Nous, Henry de la Trémoille, duc de Thouars, pair de France, prince de Talmont, comte de Laval. etc. Avons permis, permettons et consentons que Madame de Vautorte et Messieurs ses Enfants facent mettre une tombe de marbre appuyée

Sa veuve, Renée Fréard, mourut elle-même le 22 octobre 1668 en la maison où ils avaient vécu ; elle était âgée de 79 ans et fut inhumée auprès de son mari le 25 octobre, pleurée « comme une bonne mère par les pauvres et les affligés¹. »

L'évêque de Lectoure fit graver sur des plaques de cuivre et poser sur les cercueils de ses parents les inscriptions suivantes que les travaux exécutés en 1841 dans le chœur des Cordeliers ont fait retrouver :

sur quatre boules de demy pied de hauteur au lieu où le corps de feu Monsieur le Président de Vautorte a esté inhumé par nostre permission dans l'enclos des balustres du grand autel de l'église des Cordeliers de cette ville. Donné en nostre chasteau de Laval, le douziesme d'octobre mil six cent cinquante et un.

HENRY DE LA TREMOILLE.
Par Monseigneur,
GAILLANT.

1. L'an mil six cent soixante et huit, le 22^e octobre décéda en sa maison devant l'église de la Trinité, après avoir reçu avec devotion et beaucoup de piété les sacrements de l'Eglise, très vertueuse dame Renée Fréard, veufve de feu messire Louis Cazet vivant seigneur de Vautorte, président au Parlement de Bretagne, lesquels de leur mariage ont donné à l'Eglise un illustre prélat, evesque de Lectoure et à la France un Intendant pour le Roy en plusieurs de ses provinces et son ambassadeur en Allemagne où il mourut au service de Sa Majesté. Et le corps de ladicte défunte dame fut conduit de nostre église, après un service solennel, en celle de St-François par le vénérable clergé de Laval, par ses parens et autres personnes de marque, par les officiers et plus considérables habitans de cette ville, par le peuple, mais spécialement par les pauvres et affligés qui la pleurent comme une bonne mère, qui la portoient jusques au susdit couvent, où son corps repose en l'église attendant la résurrection générale. ce 25 octobre, an susdit, en foy de quoy plusieurs ont souscrit.

(Signé) FREUSLON [curé de la Trinité].

LOUIS, evesque de Lectoure.

(Registres aux sépultures de la Trinité).

Renée Fréard était fille de François Fréard, sieur de la Peslardière et de Renée Lelièvre. Les Fréard avaient pour armes : *D'azur à 2 palmes adossées et passées en sautoir d'or, soutenues d'un croissant d'argent.* Les Cazet : *D'azur à 3 aigles d'argent posées 2 et 1.* (Manuscrit de M. de la Beauluère).

1°

Cy gist le corps de Messire Louis Cazet, seigneur de Vautorte, Président au Parlement de Rennes, qui décéda dans la soixante cinquième année de son âge, l'11 aoust 1651, et laissa de dame Fréard son épouse trois enfants : messire François Cazet, seigneur de Vautorte conseiller ordinaire du Roi dans tous ses conseils, lequel mourut en la quarante-cinquième année de son âge, le 19 avril 1654, dans la ville de Ratisbonne en Allemagne où il estoit Ambassadeur extraordinaire vers l'Empereur Ferdinand III^e, les Princes et Estats de l'Empire ; Messire Louis Cazet de Vautorte, evesque de Lectoure ; et dame Renée Cazet, épouse de Messire François Sagnier, seigneur de Luigné, Conseiller au Parlement de Rennes.

Ledit Seigneur Evesque de Lectoure a fait faire cette cave et mettre cette inscription sur le cercueil du dit seigneur de Vautorte, son père.

2°

Cy gist le corps de dame Renée Fréard, épouse de feu Messire Louis Cazet Seigneur de Vautorte, Président au Parlement de Rennes, laquelle décéda le 23 octobre 1668¹, âgée de soixante et dix neuf ans.

Ce fut une dame fort vertueuse et d'une piété exemplaire.

Louis Cazet de Vautorte, evesque de Lectoure, leur fils, a fait mettre cette inscription sur le cercueil de sa chère mère².

Il faut compter l'évêque de Lectoure parmi les propriétaires de la maison de la Drouairie. Il dut y venir

1. Le 22 octobre, selon le registre aux sépultures de la Trinité.

2. Copie faite en 1841 obligeamment communiquée par M. l'abbé Rousseau, vicaire de Notre-Dame des Cordeliers.

assez souvent ; on trouve, à la date du 27 août 1652 un ordre du Roi, daté de Compiègne et signé de la main de Louis XIV pour le laisser passer avec son frère « allant de Paris au pays du Maine avec six hommes de cheval et quatre laquais, chevaux, carrosse, armes pour la sûreté de leurs personnes, bagages et équipage ; il y reçut le dernier soupir de sa mère.

Après sa mort arrivée en décembre 1687¹, la maison échut à sa petite nièce Jaqueline-Charlotte Bruslard², femme d'Henri-Louis de Loménie, chevalier, comte de Brienne³. Celle-ci la vendit, par acte du 4 novembre 1688, à sa cousine dame Marguerite Cazet⁴, femme « non commune de biens » de Jean-Elisabeth de Reclesne, chevalier, seigneur de Martilliac et de Fontnoble, demeurant en la rue Gaudin, près de la place du Gast. Cette vente était à peine terminée qu'une autre laval-

1. Il avait été d'abord curé d'Ernée, prieur de Saint-Ouën-des-Toits, archidiacre de Laval et doyen de Saint-Tugal ; nommé évêque de Lectoure, le 5 février 1655, de Vannes, le 5 janvier 1674. « Il était en relations suivies avec Costar et autres beaux esprits du temps, et il a laissé un « traité des oiseaux qui ne se mangent pas en maigre. » (Dom Piolin, *Hist. de l'Eglise du Mans*, VI, 323).

2. Marie, fille de François Cazet et de Françoise Luillier, avait épousé Nicolas Bruslard, marquis de la Borde, premier président du Parlement de Dijon.

3. Grand père du cardinal de Brienne, archevêque de Sens.

4. Fille de Jean Cazet, écuyer, sieur de Ranson, et de Marie Fontaine de la Crochinière. Jean Cazet était fils de François C., écuyer, sieur de la Fontaine, et de Jeanne Marest ; François C., fils de Jean C., écuyer sieur de la Fontaine et de Jeanne de Cotteblanche, sa première femme. — Marguerite Cazet avait épousé en premières noces François de la Roussardière, seigneur de la Boissière, mort en ou avant 1672. De ce premier mariage elle eut deux enfants : 1^o Louis-François de la Roussardière, chevalier, seigneur de la Boissière, mort célibataire ; 2^o Gilles-René de la Roussardière, chevalier, seigneur de Vautorte, né le 30 avril 1675, mort en 1766, marié à Marie-Thérèse Marest, morte en 1772 : d'où trois filles, dont l'aînée, Marie-Marguerite, épousa Louis-Alexandre de Bailly de Fresnay, chevalier, seigneur de Fresnay (Note communiquée par M. L. de la Beauluère).

loise, Marguerite Lasnier¹, veuve de maître René Moraine, sieur de la Motte, avocat, obtenait de Madeleine de Créquy, femme de Charles de la Trémoille, prince de Tarente, moyennant le paiement de 600 livres, sa substitution au droit de retrait féodal qui appartenait au comte de Laval². En théorie, ce droit n'était pas douteux, mais en fait il ne s'exerçait guère, depuis qu'avec la féodalité avaient disparu la plupart des obligations qui constituaient les fiefs. C'était donc un expédient que recherchait Marguerite Lasnier, dans son vif désir d'acquérir cette maison qu'elle avait vue avec beaucoup de peine passer en d'autres mains³. Mais le retrait lignager, dont le but était de conserver les terres dans les familles, s'exerçait constamment à Laval, non seulement pour les terres, mais pour les maisons urbaines. Pourquoi la demanderesse ne l'invoquait-elle pas ? Maître Ambroise Salmon fut chargé de soutenir ses prétentions.

La défenderesse avait confié sa cause à maître Ma-

1. Fille de Pierre Lasnier, sieur des Plantes, et de Marie Bidallier, née en 1650, mariée : 1^o à Jean Duchemin de la Brochardière ; 2^o à René Moraine de la Motte, avocat au Parlement.

2. « Nous, Magdeleine de Crequy, espouse et procuratrice de M. le duc de la Trémoille, avons cédé à mademoiselle de la Motte Moraine et luy cedons par ces presentes le retrait féodal et seigneurial et tous les drois feodaux qui nous appartiennent pour raison du contract d'acquest fait par dame Marguerite Caset femme de Monsieur de Martillac, des heritiers de feu M. l'Evêque de Vannes, d'une maison et dépendances scituée près l'église de la S^{te} Trinité de Laval, mettons ladite damoiselle de la Mothe-Moraine en tous nos droits pour exercer le retrait féodal de ladite maison, ainsi que nous aurions pu faire. Fait à Paris le 4^e décembre mil six cens quatre vingt huit. »

« MADELEINE DE CREQUY. »

3. Le retrait féodal était le droit qu'avait le seigneur d'un fief de racheter dans un certain délai à l'acquéreur la partie de ce fief vendue par son vassal. Le retrait lignager était le droit qu'avait un parent de la ligne par où était venu un héritage, de le racheter à l'acquéreur, en lui remboursant tous ses frais et en intentant l'action en retrait dans le temps prescrit par les coutumes, ordinairement une année.

thurin Gaultier¹, qui, dans un excellent mémoire, démontra que le retrait féodal ne pouvait s'exercer. « La demanderesse, écrit-il, ayant inutilement tenté les moyens d'évincer la défenderesse de la maison en question en suscitant divers lignagers², elle se sert enfin de la voie du retrait féodal qui ne lui peut estre d'aucune utilité sinon pour montrer qu'elle a de l'accès et du crédit auprès des grands³. » Il établit d'abord que le retrait lignager prime le retrait féodal : cela est « si vrai que si le seigneur avoit prévenu et fait exécuter le retrait à son profit, le lignager le retireroit sur lui, pourveu qu'il vint dans l'an, d'où il s'ensuit que si le lignager avoit le premier retiré, le seigneur seroit ensuite non recevable. » De plus, « le lignager, pour estre acquéreur de son lignage, n'a pas moins tout le privilège de son degré de sang, » en sorte qu'il exclut le lignager plus lointain, et à plus forte raison le seigneur féodal. Il est établi par la généalogie que la défenderesse est lignagère du vendeur (l'une et l'autre arrière-petites-filles de Jean Cazet de la Fontaine⁴) ; et Louis Cazet de Vautorte, dans son aveu rendu le 23 octobre 1646 aux assises de Laval, a présenté cet immeuble « comme estant son propre. » C'est donc un bien de sa lignée. Or « les articles 378 et 379 attribuant le droit de retrait lignager à tous ceux qui peuvent succéder par représentation à l'infini, on ne peut douter que la deffenderesse étant capable de

1. Père de Madeleine Gaultier, mariée le 12 juillet 1707 à Jean Maucourt de Bourjolly, fils de notre chroniqueur lavallois. (Bourjolly, II, 232.)

2. On trouve au dossier une demande en retrait lignager présentée par maître Roland Leduc, avocat à Laval, au nom de Jean Bochart, chevalier, seigneur de Saron, conseiller du Roi en sa cour de Parlement, mari de dame Marie Cazet de Vautorte (nièce de l'évêque de Lectoure), demeurant à Paris au Cloistre Notre-Dame. Il obtint assignation le 29 octobre 1689. Mais cette affaire ne paraît pas avoir été poursuivie.

3. Articles 360, 378, 379, 400, 403 de la Coutume du Maine.

4. Voir plus haut la note relative à Marguerite Cazet.

succéder pour le tout à ladite maison lorsqu'elle en a fait l'argent, elle est en droit d'esclure tous seigneurs feodaux.»

Ces arguments décidèrent son adversaire à renoncer à son action en retrait féodal, à la fin d'octobre 1689. « Elle n'a, déclare-t-elle, recherché l'accès auprès des grands que pour avoir par une voie juste et permise une maison qui lui a esté ostée par une infidélité qui n'a guères d'exemple, mais comme elle établit pour un premier principe de ne faire aucune chose qui puisse blesser sa conscience, » elle a tenu à s'informer, elle s'est « elle mesme convaincue par la lecture des partages des biens de feu Jean Cazet faits devant Potier notaire en l'an 1609 que ladite maison, qu'elle croyait sur des fondemens pleins d'apparences, estre de la lignée de dame Renée Fréard, estoit obvenue par lesdits partages à feu messire Louis Cazet, conseiller du Roi et son président au Parlement de Bretagne, père de messire Louis Cazet evesque de Vannes, dont les héritiers ont vendu ladite maison. »

Ainsi se termina cette affaire qui nous a entraînés sur le terrain du droit coutumier, et dans les querelles de la vie humaine : mais il n'y eut que de l'encre à couler.

Le 10 mai 1709, René-François de la Roussardière rachète, au prix de 960 livres, plus 40 livres « en faveur du consentement » une rente annuelle de 48 livres reconnue en 1649 par Louis Cazet de Vautorte « sur certains héritages sujetz à icelle èsquels ledit sieur de Vautorte a fait bastir une galerie pour l'ornement de sa maison qui a son aspect ès halles de cette ville. » Cette vente est faite par demoiselle Jeanne Hennier, fille majeure de feu maître Julien Hennier, avocat, domiciliée à Argentré.

Le 13 mai 1710, Gilles René de la Roussardière, chevalier, seigneur de Vautorte, héritier, par sa mère, de la maison de la Drouairie, en rend aveu à la châtellenie

de Laval. La description des deux maisons qui composaient cette propriété ne diffère guère de celle que nous a fournie l'aveu de 1646 ¹.

La même année il adresse une réclamation à son voisin, le sieur Malassis du Teilleul, qui a ouvert une fenêtre donnant sur sa cour et fait avancer « les coyaux et autres merrains, » ce qui déverse sur sa cour les eaux de cette toiture.

En 1711, il achète à demoiselle Olive Choquet, veuve de maître Rolland Le Duc, l'ainé, avocat en Parlement, l'usage d'une ruelle venant à la rue de la Trinité, et l'autorisation de la clore par un portail ; et, en 1713, il passe un acte avec François Martin, sieur de la Motte, prêtre, qui lui permet de « construire un portail au lieu et place d'une petite maison à lui appartenante, joignant une maison qui est vis à vis du processional de l'église de la Sainte-Trinité, » à charge de réparer, s'il y a lieu, les dommages causés à la maison contiguë par l'établissement de ce portail ².

1. « Premier, la grande maison composée d'une grande cave voutée, deux salles au dessus, quatre chambres avec leurs cabinets, auxquelles on va par une montée de pierre de taille, deux grands et un petit grenier ; une grande cuisine avec une boulangerie à costé, une cour proche les halles, nommée la cour des halles, dans laquelle il y a une galerie qui donne sur lesdites halles, ladite cour ayant sa sortie par une grande porte cochère sous lesdites halles, une autre cour nommée la cour de la Trinité ayant sa sortie par une grande porte cochère dans la rue de la Trinité au devant de ladite église, une autre grande cuisine et un grand cellier à costé, deux autres cours se joignant dans l'une desquelles sont des écuries à douze chevaux, et dans l'autre les buschers et latrines, une chambre nommée la chambre neuve, étant au dessus de la dernière cuisine, et à costé une autre grande chambre de laquelle on descend dans une autre petite cour, et les greniers au dessus desdites chambres. L'autre maison composée d'une grande boutique au devant du grand portail de ladite église, un grand cellier au derrière de ladite boutique avec cheminée, une chambre au dessus qui a son aspect sur ladite rue de la Trinité, et un grenier sur le tout. »

2. C'est, je crois, le portail cintré, dont il a été question plus haut, qui se trouvait en face de la maison des Guérins.

Gilles-René de la Roussardière avait épousé Marie-Thérèse Marest, fille de Michel-Joseph Marest, conseiller au Parlement de Rennes ¹.

Le 6 juin 1777, Jean-Baptiste-Joseph de Bailly, baron du Bourg-le-Prestre ², chevalier de Saint-Louis, seigneur du Bourgneuf, de la Baconnière, de Vautorte, etc., principal héritier de dame Marie-Marguerite-Elisabeth-Renée de la Roussardière, décédée veuve de messire Louis-Alexandre de Bailly, vendit à Pierre Turpin de la Bertinière, négociant, mari de Louise Aubert, moyennant une rente foncière annuelle, perpétuelle, mais amortissable, de 800 livres, « les maisons et cours nommées la grande maison de la Drouairie, » avec les dépendances comprenant une maison affermée à « la demoiselle veuve Choquet de la Maisonneuve, » à charge de relever lesdits héritages censivement et roturièrement du comté de Laval par 20 sous et un denier, à charge aussi de payer une rente de 20 livres aux Cordeliers, une autre de même valeur aux Jacobins, une troisième de 26 livres à la fabrique de la Trinité. L'acquéreur en rend aveu le 8 juillet 1782 ³.

Après sa mort et le mariage de sa veuve avec Joseph d'Aubert, chevalier de Saint-Louis, capitaine au régiment de Condé-Infanterie, la tutelle de ses cinq enfants

1. Sœur de François-René Marest de la Bouchefollière, de René Marest des Brosses, chevalier de Saint-Louis, et de François-René Marest de Saint-Brice, seigneur des Aulnais. (Acte de 1743 ; *Arch. de la Mayenne*, B 409).

2. La Chapelle-Rainsouin.

3. Le 27 juillet 1778, il est autorisé à élever un portail sur la rue de la Trinité ; l'enquête faite par le lieutenant-général du siège ordinaire de Laval constate que « la rue a 16 pieds 4 pouces de largeur à partir du jambage du portail que ledit sieur Turpin désire faire construire, à rendre au boutrou posé au côté gauche de la chapelle sous le grand escalier du portail de l'église de la Trinité, que ladite rue a 11 pieds de largeur à l'extrémité opposée de ladite façade à rendre au mur de ladite église. » (*Archives de la Mayenne*, B 958).

fut confiée à Noël-Alexandre Turpin de la Tréhardière, négociant, qui dans l'intérêt des mineurs, demanda à vendre cet immeuble. Il fut vendu, le 8 octobre 1791, sous le nom de « maison et dépendances de la Doirie, »



La Maison de la Drouairie.

D'après une photographie de M. Blanc.

avec des greniers situés dans la « ruelle du Bouillot vis-à-vis de l'église de la Trinité. » La maison fut adjudgée au prix de 28,100 livres à Julien Duval, notaire, secrétaire général de l'administration du département de la Mayenne, à charge d'acquitter les rentes dues aux Cordeliers, aux Jacobins et à la Trinité¹, et de payer

1. Elles ont été amorties le 27 vendémiaire an X pour 683 livres 13 sous 6 deniers. payés « à la Nation comme étant aux droits de la ci-devant fabrique de Vautorte et des ci-devant cordeliers et jacobins de Laval. »

800 livres dues à M. de Bailly ; les greniers furent adjudés pour 2,400 livres à Michel Dubois de Beauregard.

Dès le 25 février 1793, Julien Duval se dessaisit de son acquisition en faveur de Joseph-Marie Bruneau de la Garde, receveur du ci-devant comté de Laval, demeurant au vieux château, qui le 25 juin de la même année, déclara avoir acheté au nom et pour le compte de Jean-Baptiste-Joseph de Bailly de Fresnay¹.

Il est grand temps d'arrêter cette longue et aride nomenclature. De cette vieille demeure qui abrita tant d'hommes distingués, il ne reste plus debout² que cette « montée de pierre » dont les aveux nous ont plusieurs fois attesté l'existence. Chose remarquable, et où l'on peut voir un témoignage de l'attachement des familles d'autrefois à leur foyer, cette maison plusieurs fois vendue, n'est jamais sortie de la même parenté. Des de Bailly on peut par les alliances remonter à Pierre Audouin, héritier lui-même de Geoffroy du Chastelier et de Jeanne Aligot.

Si l'on voulait compléter cette étude, il y faudrait joindre un aperçu du mobilier de cette maison, en retrouvant les inventaires qui en ont dû être dressés jadis et que gardent sans doute quelques archives de notaires, rendre ainsi à ces vieux murs leur décoration, leurs tentures, leurs tableaux ; à ces salles leurs meubles, depuis les grands sièges où se devaient asseoir les premiers Cazet, jusqu'aux fauteuils du XVIII^e siècle ; à ces chambres leurs grands lits à baldaquins tendus de serge, puis les lits plus coquets parés de toiles de Jouy qui les ont remplacés, rendre en un mot à ce vieil édifice ces mille souvenirs de la vie passée qui marquent le

1. Sa fille, M^{me} la c^{lesse} de l'Escalopier, vendit la maison « anciennement dénommée la Doirie » le 5 février 1812, à M. Bernard-Dutreil, directeur de l'enregistrement ; M. Laizé, négociant, dernier propriétaire, l'avait achetée à ses héritiers.

2. Ceci en octobre 1889.

changement successif des mœurs et des goûts. Que serait-ce si à ces inventaires on pouvait joindre quelques registres de comptes, un livre de raison, des correspondances intimes, documents d'une valeur inappréciable pour l'histoire de notre vieille société lavalloise ? Ne serait-ce pas rendre la vie à ceux qui ont vécu sous ces toits, les ranimer avec leurs traits propres, leurs idées, leurs sentiments, leur vie vraie à la fois matérielle et morale ? Mais jusqu'à présent ces documents n'ont pas été retrouvés. Contentons-nous du souvenir donné aux murs qui ont abrité nos compatriotes et que nous venons de voir disparaître pour toujours.



Balcon de la Maison de la Drouairie.

Il nous reste à parcourir rapidement les quatre maisons qui se serraient entre le portail vert de la Drouairie et la rue du Palais. Leurs archives sont loin d'être aussi anciennes et aussi abondantes. La première faisait face à la rue Trouvée. Dans un acte de 1593 elle est dite « sise au devant de la porte du processional de l'église de la Trinité. » Elle est alors habitée par maître Gilles Gaultier, avocat, qui la tient à ferme des héritiers de Jean Houllière, docteur en médecine, et de Hardouine Gaultier, sa femme ¹. Cette maison avait

1. Partages du 10 janvier 1559. Outre diverses terres, les immeubles situés à Laval comprenant : 65 sols de rente foncière « sur la maison de la grand Margot située en la rue de Beuche-

sans doute appartenu jadis à Pierre Audouin. En 1710 elle a pour propriétaire Jean Martin, sieur de la Croisière. Le 16 mai 1714, François Martin, sieur de la Motte, prêtre, la vend à demoiselle Marie-Anne Chevallier, moyennant une rente foncière et perpétuelle de 48 livres¹ et le paiement annuel de 40 sols aux curés, de 20 sols aux marguilliers de la Trinité, et d'une livre de chandelle de suif « pour brusler la nuit de Noël dans ladite église². »

Ces fondations avaient été faites en 1525 par Geneviève Hernois, veuve de Guillaume Bordier, et chaque dimanche au prône on la recommandait aux prières des fidèles.

Après la mort de la demoiselle Chevallier, cette maison appartint successivement par voie d'héritage à Anne-Charlotte Beuscher, femme de Joseph Gastineau, sieur de la Vigne, et à Pierre-François Beuscher, son frère, ancien curé d'Ahuillé. Celui-ci la vendit, le 22 novembre 1781, pour le prix de 70 livres de rente annuelle et perpétuelle, à demoiselle Marie-Anne Letourneurs de la Borde, majeure, pensionnaire au couvent des Ursulines de Laval, qui, par acte du 15 avril 1808, amortit les rentes dues à l'église de la Trinité, notamment celle de

resse ; » un jardin et une petite maison « près Saint-Mathurin lès ceste ville de Laval ; » la maison « en laquelle décéda ledict feu maistre Jehan Houliere, située vis à vis de l'église de la Trinité. »

1. En 1744, cette rente est payée à René Courte, avocat, et à Marie-Madeleine Martin, sa femme, héritière de feu François Martin de la Motte.

2. D'après cet acte cette maison se composait « d'une petite salle en entrant, une cuisine au derrière séparée d'une cloison d'aisif que ladite Chevallier y a fait mettre, une petite cour où sont les lieux, une chambre avec cheminée au dessus, et une étude au bout ayant vue sur ladite petite cour, un grenier sur le tout couvert d'ardoise, une cave voûtée sous ladite salle et cuisine. » — La voûte de cette cave, comme du reste toutes celles de ces vieilles maisons, était d'une solidité qui n'a cédé qu'à l'emploi de la mine.

la chandelle de suif à Noël qui, estimée à 15 sous, fut libérée pour un capital de 15 livres¹.

La maison voisine, qui contenait encore au rez-de-chaussée une vaste salle avec haute cheminée en pierre moulurée était signalée en 1705 comme « autre fois appartenant à Jacques Cazet, sieur du Grand-Pont. » Le 5 janvier 1705, maître Jean Letourneurs, sieur du Val, avocat en Parlement, et Charlotte Robichon, sa femme, vendent à Jean Gaultier, conseiller du Roi², officier au grenier à sel de la Gravelle et à Anne-Françoise Rivault, sa femme, deux maisons sises rue de la Trinité, l'une grande où ils demeurent, l'autre petite, habitée par la veuve de Nicolas du Hallay. Les acquéreurs s'engagent à payer aux vendeurs 177 livres 12 sous de rente foncière et perpétuelle et à acquitter diverses rentes : 28 sous à l'abbaye de Toussaint d'Angers, 22 livres 7 sous 6 deniers à l'église de la Trinité de Laval, 50 livres à Jeanne Estigneust, veuve de maître Jacques Courte, sieur de la Chevrerie.

Les titres de cette maison consistent presque uniquement en deux aveux rendus, l'un en 1755 par Charlotte Gaultier, veuve de Pierre Duchemin, sieur de la Brochardière, fille et héritière de feu Jean Gaultier, sieur de la Vieucour, avocat en Parlement; l'autre en 1785 par Jean Duchemin de la Brochardière, avocat au Parlement de Rennes, fils et héritier des précédents³.

1. En 1813, cette maison fut achetée par M^{lle} Marie Letourneurs de la Borde, propriétaire, demeurant en la rue Renaise, qui la bailla à vie à M. Jarry, prêtre; celui-ci l'acheta, en 1843, aux héritiers de M^{lle} Letourneurs, et la vendit en 1859 à M^{lle} Marie Dubois, dont les héritiers la vendirent, en 1873, à M. Théodore Germain : je dois à l'obligeance de ce dernier les renseignements qui précèdent.

2. Titre honorifique, que prenaient les officiers des justices royales, des élections, des greniers à sel, etc.

3. Le dernier propriétaire de cette maison a été M. Aze, serrurier, qui l'avait achetée en 1882 aux héritiers de M. François Bertier, luthier, qui l'avait acquise en 1852 des héritiers de la veuve de Jean Duchemin de la Brochardière.

A côté de ces deux maisons à pignon gothique s'élevait une construction de la fin du XVIII^e siècle, appartenant à la famille Pichot de la Graverie. On avait démolì la devanture gothique, et élevé une façade en pierre au goût du jour — époque de Louis XVI; — mais la maison, par derrière surtout, avait gardé son aspect et ses dispositions antiques. On y pouvait voir une cheminée de pierre, ornée de moulures très-saillantes d'un excellent effet, et dont le tuyau s'amortissait en forme de mitre sous une arcade surbaissée. Près de cette cheminée s'ouvrait dans la muraille un petit placard encadré de granit, disposition commune à toutes ces maisons. Sur la cour intérieure on voyait encore de grandes fenêtres en granit aux meneaux croisés : c'était, malgré quelques cloisons et autres aménagements modernes, un excellent spécimen de la bonne maison bourgeoise du XV^e ou XVI^e siècle, où avaient pu vivre ces familles mêlées de gens de robe et de négociants, qui jusqu'au XVIII^e siècle, sont restées fidèles à ces vieilles et pittoresques demeures ¹.

Enfin la dernière maison était cette petite habitation que nous avons plus d'une fois rencontrée dans les aveux rendus par les propriétaires de la Drouairie.

La démolition de ces vieilles maisons n'a pas amené de trouvailles importantes, mais tous les objets rencontrés dans la fouille ont cependant leur intérêt pour l'archéologie lavalloise. Ils ont été recueillis avec le plus grand soin par M. Œhlert le zélé et savant conservateur de notre musée.

La numismatique s'est enrichie de quelques petites monnaies communes des derniers siècles, et de trois je-

1. Les titres de cette maison et de la suivante n'ont pas été retrouvés.

Ces maisons figurent les premières, à gauche du lecteur, dans les vues données ci-dessus de la rue de la Trinité.

tons que M. le capitaine d'Hauterive a étudiés avec la compétence toute spéciale qu'il possède en ces matières, et dont il a bien voulu me communiquer la description suivante :

« 1° Ecusson losangé à quatre lys, dans un grenetis, les faces cantonnées d'une étoile. (DIEU) : étoile : MEN : étoile : DOINT : étoile. Revers : Croix fleuronée, cantonnée de 4 lys, une étoile au centre. — Couronnelle entre deux étoiles COMPTEZ étoile (SEURE) UMENT.

« Ebréché. *Dieu* et *Seure* manquent.

« 2° Ecu aux trois fleurs de lys, couronné, dans un grenetis, un point au centre de l'écu, gros anneau au-dessus de la couronne AVE • MARIA • GRACIA •

« R) Croix fleurdelysée dans un quadrilobe, un anneau entre deux points aux rentrants ; la croix cantonnée de A-V-E et d'une fleur de lys au 4° canton.

« (Variété d'un jeton connu).

« 3° Ecu aux trois fleurs de lys dans un trilobe, le tout entouré d'un grenetis.

« AVE fl. de lys, AVE fl. de lys, AVE fl. de lys, AVE fl. de lys.

« R) Croix fleurdelysée dans un quadrilobe, cantonnée d'initiales S-O-I-D, des initiales effacées aux rentrants du quadrilobe.

« (Rare et probablement inédit). »

Les fouilles ont donné trois lampes à pied et deux godets. Deux des premières sont en terre rouge, commune, comme la poterie de Thévalles ; elles se composent d'un godet creux, évasé, formant l'étage supérieur, et d'un second godet formant un demi tour creux autour du pied ; dans l'une des lampes ces godets ont chacun un bec ; les anses ont été brisées, leurs attaches sont encore visibles ; la hauteur de ces lampes est de quator-

ze et quinze centimètres. Elles peuvent remonter au XV^e siècle ¹.

La troisième est en terre fine, d'un jaune pâle, que l'on chercherait en vain aux environs de Laval ; elle est recouverte en grande partie d'un émail vert. Elle se compose essentiellement d'un récipient ovoïde dont la tablette supérieure est percée de deux trous pour laisser passer les mèches. Cette forme s'est maintenue jusqu'à nos jours, sinon en terre, du moins en étain ; la lampe trouvée peut être du XVI^e ou du XVII^e siècle.



Objets trouvés dans les fouilles.

La petite lampe en terre est destinée à être suspendue par un cercle ou posée sur un petit trépied ; elle est en terre rouge du pays ; hauteur 55 millimètres, diamètre du rebord 75 millimètres. Elle peut être du XV^e ou XVI^e siècle. La lampe de verre peut être attribuée à la même

1. L'une de ces lampes est représentée à la gauche de la figure ci-jointe. A la droite, se trouve la lampe en terre vernissée dont la description suit ; au centre la petite bouteille ou vase funéraire en terre grise.

époque. Le verre en est très mince, et d'un blanc laiteux : hauteur 32 milimètres, diamètre du rebord 8 centimètres.

On a encore trouvé un petit pot de terre grise fine, assez semblable aux vases funéraires du XVI^e et XVII^e siècle, de huit centimètres de hauteur ; des débris de vases en terre rouge épaisse ornés de têtes humaines et de dessins réticulés, type très commun à Laval¹, et quelques pots en terre rouge ou grise avec ou sans anses, sans caractère, qui paraissent avoir été destinés à conserver des provisions de ménage.

Le Musée a recueilli l'imposte en fer de la maison construite par Aurat de la Chauvinière, la grande grille de balcon de la maison de la Drouairie, qui peut être attribuée au commencement du XVIII^e siècle, et un certain nombre de plaques de cheminées en fonte. Les unes représentent des sujets variés : un vase, un cœur enflammé, le phénix et le soleil, Hercule terrassant un taureau, Ganymède enlevé par un aigle, la Justice assise avec les armes de France ; les autres portant des armoiries : 1^o écu de France avec la couronne royale ; 2^o de.... au lion de.... au lambel de.... ; 3^o écu carré, lozangé de...., ayant pour supports des levrettes, couronne de marquis ; 4^o deux écus accolés, l'un de sable à trois étoiles de..., et une tête arrachée d'aigle de.... posée en abîme, l'autre de gueules à trois bouteilles de...., couronne de comte.

Enfin dix boulets en fonte, neuf d'un diamètre de vingt-deux centimètres, un de onze centimètres attestent le passé militaire de Laval. Ils ont été trouvés

1. Le Musée de Laval possède un très-beau spécimen de ces sortes de vases ; il est reproduit au tome I du *Bulletin de la Commission* (1^{re} série). Ces vases sont généralement attribués à l'époque mérovingienne. Malgré l'autorité d'excellents archéologues, j'ai peine à croire que les débris trouvés à Laval soient aussi anciens.

dans les caves de la maison de M. Halé, à l'entrée de la rue des Serruriers et dans celle de M. Gascoin sur la place Hardy. Etaient-ils tombés par dessus le rempart, lancés par l'ennemi ? Avaient-ils été laissés là par les assiégés, dans quelque dépôt de munitions ? Les deux hypothèses sont possibles. Quelques uns cependant engravés à l'extérieur du mur d'enceinte, ne laissaient pas de doute aux yeux des ouvriers : ils avaient pénétré de force, lancés par l'artillerie des assiégeants.

J.-M. RICHARD.

LES ARCHIVES DE LA MAYENNE

LA SÉRIE A

§ I

LIMINAIRES

Dans tous les départements les archives antérieures à 1790 sont divisées en huit parties ou séries : A (voir plus loin) ; — B : Cours et Juridictions ; — C : Administration provinciale, Etats provinciaux ; — D : Instruction publique, Sciences et Arts ; — E : Domaines féodaux, Communes, Bourgeoisie et Familles ; — F : Fonds divers se rattachant aux archives civiles ; — G : Clergé séculier ; — H : Clergé régulier.

Nous avons pensé que, sans entrer dans tous les détails de l'analyse par pièce, il y aurait quelque utilité pour les curieux d'études à trouver ici, groupés selon la qualité des matières, les principaux éléments de la série initiale.

La série A (Actes du pouvoir souverain, — Domaine royal, — Apanages, — Famille royale), ne contient ici rien de relatif à ce dernier point et rien de considérable relatif à l'avant dernier.

Le comté de Laval, d'abord simple seigneurie, qui avait été distraite féodalement du comté du Maine par Charles VII, n'a jamais été qu'un domaine privé, transmis (cas assez rare) par mâle et femelle, depuis son origine, au neuvième siècle, jusqu'à la Révolution française,

sans aucune vente, à la différence des seigneuries voisines de Mayenne et de Château-Gontier. Il n'a, par conséquent, donné lieu à aucun apanage. Mais la baronnie de Sainte-Suzanne, qui a été membre du duché de Beaumont, a été apanagée ou distraite à certaines époques, notamment sous Henri IV, en faveur du marquis Fouquet de la Varenne et, à la fin du XVIII^e siècle, en faveur de Louis-Stanislas-Xavier, comte de Provence, frère de Louis XVI et depuis roi sous le nom de Louis XVIII.

Une enclave du duché de Mayenne, la seigneurie de Bourgnouvel, jointe à celle de Bois-Bouchard, a donné lieu à une gestion suzeraine royale, tant judiciaire que féodale, qui a duré longtemps. Ce domaine royal n'a jamais été aliéné à titre définitif et aurait pu, si on avait voulu, faire retour à l'État. Il fut engagé par la couronne, en 1587, en faveur d'Urbain de Laval Bois-Dauphin et de Madeleine de Montécler, son épouse. Huit pièces parchemin et quatre papier sont analysées dans l'inventaire au début de la série A, relatives à ces divers points ¹.

Les inventaires de la série A ont été rédigés dans toutes les analyses d'archives des autres départements qui ont paru jusqu'ici d'une façon très sommaire, la matière ayant semblé aux rédacteurs peu intéressante.

Je n'ai pu partager cette opinion. Cette série m'a paru, au contraire, digne d'attention au point de vue historique, le seul auquel je veuille me placer. Elle renferme une mine considérable de renseignements sur le XVII^e et le XVIII^e siècles. On y voit dans la multitude des édits royaux, déclarations et ordonnances du Roi, arrêts des cours souveraines (Parlements, Conseil d'État, Conseil privé, Conseil du Roi, Cour des Aides, Conseil

1. Une intéressante notice sur *Sainte-Suzanne* a été publiée par M. Nory, maire, en grande partie avec les documents des Archives.

supérieur de Blois), apparaitre, aux approches de la Révolution, une centralisation déjà puissante et très complète et l'étude consciencieuse de toutes les questions sociales qui ont obtenu depuis, des circonstances, une solution plus rapide.

La série A, en partie composée de documents législatifs, sous le titre de « collections d'édits, lettres patentes, ordonnances, etc. » présente des documents d'un intérêt général mais quelquefois local. L'inventaire de cette collection s'arrête à l'année 1789.

La série A contient plus d'une lumière sur l'état administratif des dépôts d'archives avant la Révolution. Voyez « Edits du Roi, » août 1716 et « Arrêts du Conseil supérieur de Blois, » 27 novembre 1713.

Avant d'établir des divisions dans cet inventaire, il y a lieu de remarquer la diversité des sources des pièces. Les unes sont envoyées de Paris tout imprimées dans les villes de province, mais avec une attache toute provinciale, les autres simplement, sans indication spéciale. D'autres enfin sont imprimées en province, mais sur un modèle uniforme qui a dû être envoyé de Paris à toutes les villes possédant un imprimeur plus ou moins officiel. On trouve à Laval, comme imprimeur des Lettres patentes et des Arrêts du conseil d'Etat, Louis-François Ambroise, 1723, 1724, 1751, comme imprimeur des mêmes arrêts, mais plus tard (1780) Dariot, imprimeur du département de la Mayenne et de la municipalité de Laval; au Mans, Charles Monnoyer, imprimeur du roi en 1771, 1780, 1789, Pivron, imprimeur des lettres, ordonnances, etc. en 1780, 1789, 1790; à Rennes, Guillaume Vatar, 1762, veuve François Vatar, 1772; à Angers, Olivier Avril, 1723, sa veuve en 1735, Charles Barrière, 1751, Jahyer, 1765.

§ II

LETTRES PATENTES DU ROI

Les pièces de cette partie sont divisées en trois liasses : l'une de 75 pièces papier imprimées (1696-1764), la seconde de 60 pièces imprimées (1764-1772), la troisième de 82 pièces imprimées (1772-1789).

Les lettres patentes sont en général des libéralités, des concessions, des faveurs, des actes de bonne grâce. Cependant elles contiennent aussi des dispositions d'autres espèces. Elles sont ordinairement précédées de considérations que l'on jugeait propres à justifier ou pallier la mesure et à calmer le contribuable peu satisfait de se voir réclamer une somme toujours pénible à payer ou supérieure à l'ancienne.

Les impôts sont la matière qui est le plus souvent traitée ici. On y trouve ce qui était réglementaire dans l'ancien régime relativement aux sujets suivants : — sel, salines, gabelles, fermes des gabelles, franc-salé, grenier à sel, établissement d'une nouvelle trémuye (mesure du sel) ; — grains ; — fermes du roi, fermes générales, fermes de la marque d'or et d'argent, baux et commis des fermes ; retenues des impositions royales ; levées des quatre sols pour livre sur les droits des contrôleurs et essayeurs des matières d'or et d'argent ; levée des quatre sols pour livre sur les contrôles d'exploit ; — tailles de la province de Champagne ; contribution patriotique.

Les droits étaient nombreux. On trouvera mentionnés les suivants : droits d'indemnités dûs par les gens de main-morte ; droits d'aubaine (abolitions très fréquentes par convention avec tous les pays limitrophes de la France) ; droits de trois livres quatre sols par charroy ; droits d'hypothèques, sur les cuirs et peaux (régie),

les huiles, les suifs, les liqueurs spiritueuses étrangères, sur les eaux-de-vie, les papiers et parchemins timbrés; droits d'aides et de francs-fiefs; droits sur les commissaires priseurs.

Les rentes, celles « constituées au profit de ceux qui font profession de la religion réformée, » principalement celles établies sur l'Hôtel-de-Ville de Paris, ont été l'objet de dispositions renouvelées, ainsi que les offices très variés : — offices de jurés-priseurs vendeurs de meubles, des conseils supérieurs d'Arras, Blois, Châlons, Clermont, Lyon et Poitiers¹, offices unis aux corps ou communautés d'officiers supprimés, offices des greniers à sel, des gardes-haras, des gardes-étalons, des parties casuelles de judicature, officiers municipaux exerçant la juridiction contentieuse (provisoirement), office de la prévôté des monnaies de France.

Citons encore les dispositions relatives au payement des dettes de l'Etat, — aux comptes demandés par le Roi aux Chambres des Comptes et aux Cours des Aides, — au commerce et à l'industrie : — en faveur des per-ruiquiers, — sur le commerce des étoffes de laine et autres, des grains et farines, des toiles de coton, des toiles peintes et imprimées, des tapisseries et de leurs fabriques, — sur la bonneterie, les aéromètres, les assignats de 200 livres, sur les ouvriers travaillant dans les fabriques de France, sur la fabrication de l'opiat, du *remède de salubrité* (anti-vénérien) et des poudres médicales du docteur Ailhaud, sur les privilèges de la Compagnie des Indes, l'établissement de la liberté de commerce sur les côtes d'Afrique, les droits de la Compagnie de commerce d'Occident, le traité de paix et de commerce d'Utrecht², l'établissement de la banque de Law (2 et 20 mai 1716).

1. Voyez, à la fin, Conseil supérieur de Blois.

2. 7 avril 1714.

Les questions religieuses sont également traitées en des points capitaux. Le clergé est souvent noté pour ses dons gratuits, considérables et forcés ou assis par un contrat.

On trouve des règlements pour divers ordres : les chanoines de la Trinité de la Rédemption des Captifs, la congrégation des Bénédictins de Saint-Maur, les Jésuites (expulsés pendant cette période), les ordres de Saint-Lazare, des Célestins, des Récollets, sur les gens de main-morte, la valeur en France des bulles et brefs de la cour de Rome, les droits des protestants et l'admission des non-catholiques à tous les emplois, enfin sur la fameuse déclaration des biens des maisons religieuses, aurore de la Révolution.

Les questions internationales sont également réglées. On trouve des dispositions statuant sur les limites entre la France et plusieurs États : la Sardaigne, la Hongrie, les principautés de Liège et de Nassau, les droits des sujets français résidant dans l'île de Malte, une convention entre la France et la Saxe, une autre relative à Aix-la-Chapelle, un échange de terres entre la France et la Hongrie.

Les matières relatives à la justice sont atteintes dans certaines dispositions, telles que celles qui règlent l'étendue des justices seigneuriales du ressort du parlement de Paris, la jurisprudence criminelle, la valeur des arrêts du parlement de Paris.

D'autres concernent la police et le droit, telles que : les interdictions pour démence, le règlement des contrats de mariage, l'abolition des lieutenants-généraux du Roi, des violons, de la loi martiale, des droits de committimus, — la louveterie, — la confiscation des grains et farines saisis en contravention de la loi.

Si, dans la partie la plus ancienne, on trouve la reconnaissance des privilèges de la noblesse, la répression des délits dans les bois et forêts, la prohibition des

étrennes et vins de ville, on voit apparaître les débuts de la nouvelle forme du gouvernement dans la constitution des nouvelles municipalités, la sanction des décrets royaux par l'Assemblée nationale, leur communication aux cours, tribunaux et municipalités, l'imposition des biens des privilégiés, l'envoi de l'argenterie royale aux hôtels des monnaies.

Notons quelques dispositions isolées : celle sur les contrebandiers, — la reconnaissance des droits de la province de Languedoc, — l'instruction publique : règlement du collège de la Flèche, une autre sur les archives et les bibliothèques, — la charité : création de l'hôpital général de la Marine ¹.

Quelques pièces méritent encore d'être signalées isolément, soit à un point de vue local soit à titre spécial : — lettres patentes du Roi qui ordonnent qu'il ne sera fait qu'un seul et même rôle pour l'impôt du sel de la paroisse d'Avénières et pour le hameau régale de l'hôpital de Théval, son annexe ; donné à Versailles le 24 août 1727 (cette situation a été modifiée depuis par l'annexion du village d'Avénières à la ville de Laval et la suppression de l'hôpital de Théval) ; — lettres patentes qui ordonnent la liquidation et le remboursement tant des offices unis aux différents corps ou communautés d'offices supprimés que des augmentations de finances par eux ci-dessus payées et qui pourvoient au remboursement de leurs créances privilégiées sur les dits offices et augmentations de finances ; données à Versailles le 31 août 1771 ².

1. Dans la série H, n° 230 on trouve les Lettres patentes de François I^{er} portant décharge complète des droits de décime, d'amortissement, de francs-lieffs, etc., au profit des maisons religieuses et hôpitaux du diocèse du Mans, et dans la même série 2938, les Lettres patentes de Henri IV constituant en corps de métier les corroyeurs et baudroyeurs de la ville de Château-Gontier.

2. Si les Lettres patentes en faveur des officiers des Conseils supérieurs de Blois, Arras, Châlons, Clermont, Lyon et Poitiers

Les lettres patentes par lesquelles le Roi ordonne l'exécution de deux décrets de l'Assemblée nationale, des 7 et 9 novembre 1789, relatifs à la conservation des biens ecclésiastiques et à celle des archives et bibliothèques des monastères et des chapitres (Paris, 27 novembre 1789) sont le point de départ des mesures (malheureusement rendues inefficaces par des ordres contraires postérieurs) prises par l'Assemblée nationale pour sauver les titres du passé, qui étaient alors considérés au moins comme historiques.

§ III

ORDONNANCES DU ROI

Les ordonnances royales sont en général des règlements de police et d'administration. Il en existe un recueil considérable imprimé et contenant les actes royaux remontant au temps de l'établissement régulier de la monarchie. Un savant légiste, Eusèbe de Laurière, a attaché son nom à une partie de cette collection précieuse de textes authentiques¹. Un grand nombre de ces actes sont épars dans des bibliothèques publiques et des collections privées. Il y en a de célèbres qu'on trouve souvent cités : celle du 23 mars 1303 sur la réformation du royaume qui rappelle en termes énergiques aux baillis et aux sénéchaux que si la crainte de Dieu ne suffit pas à leur inspirer un profond respect de la justice, le roi saura les y contraindre par d'autres moyens, — celles de Charles IX pour la réformation et le règlement de la

dont nous parlerons à la fin indiquent une tendance à protéger les juridictions extraordinaires contre la jalousie des juridictions ordinaires, il faut avouer que celles-ci indiquent au contraire un besoin d'unité dans la justice et un sentiment exact de l'utilité de la justice des ordinaires,

1. Voyez aussi *Les Ordonnances des Rois de France*, par l'abbé Desroches, 2 vol. et la collection du même genre d'Orbigny et celle plus célèbre, appelée : *Les Ordonnances du Louvre*.

justice, tant en cours souveraines qu'inférieures, faites à Moulins en 1566, — les ordonnances du même faites au même lieu, en 1569, en l'assemblée des notables, — celles de Blois, rendues après les premiers Etats fameux sous ce nom, qui rayèrent le nom de conseil privé du roi de la hiérarchie judiciaire, le gouvernement ne reconnaissant plus qu'une juridiction de première instance, celle des tribunaux ordinaires, et qu'une juridiction d'appel et de dernier ressort, celle des cours souveraines, 1576 et 1580. — Les ordonnances de Louis XIV qui ont servi anciennement à la confection des codes des eaux et forêts, — celles du même roi sur le fait des gabelles et des aydes, 1681, — celles de Louis XV, « pour servir de règlement sur plusieurs droits des fermes et sur tous en général, 1717, — autre sur le fait des cinq grosses fermes, même date, — autre, du même, contenant le tarif général des droits de sorties et d'entrées de marchandises et denrées dans le royaume, 1720.

Les Ordonnances qu'on trouve ici sont locales ou restreintes quant aux lieux et aux circonstances. Ces extraits ne se composent que de huit pièces (1787-1789) dont la plus importante concerne les évocations et les règlements de juges et qui a été copiée dans l'inventaire presque entièrement. Les autres concernent le service des troupes, les soldats cavaliers, les recrues, les invalides pensionnés, la constitution de l'hôtel des Invalides, celle de la justice criminelle en dehors des tribunaux d'exception.

Ou remarquera à la fin la célèbre ordonnance pour la convocation des États généraux, du 16 février 1789, émanée du grand sénéchal du Maine J. M. Christophe, Le Vayer de Vendœuvre.

§ IV

INSTRUCTIONS PUBLIÉES PAR ORDRE DU ROI

Ces actes ont un caractère analogue aux ordonnances.

Il ne s'en trouve ici que deux, de l'année 1789, relatives, l'une à la contribution patriotique, l'autre à la manière d'opérer les compensations de la moitié des quittances des décimes ou de capitation payées par les ci-devant privilégiés, avec leurs cotisations dans les rôles de supplément des six derniers mois de l'année 1789.

Les cinq autres pièces, relatives à la perception des vingtièmes pour l'année 1790, — au recouvrement des rôles des impositions, — aux paiements à faire au clergé régulier et séculier à l'époque du 1^{er} janvier 1791, — au timbre des arrêtés ou actes de délibérations des corps administratifs et municipaux ont été supprimées dans l'inventaire. Ces pièces allaient de 1790 à 1792.

§ V

ÉDITS DU ROI

Les édits, dont les premiers rois francs empruntèrent les termes aux Romains, en adoptant leur législation et qui, remplacés, sous la seconde race royale, par des capitulaires, revinrent en honneur sous la troisième, forment une immense collection d'actes désignés sous divers titres : noms des lieux où ils ont été passés, noms des choses sur lesquelles ils statuent, noms des personnes qui les ont publiés, édits bursaux, financiers. On sait qu'ils étaient soumis à l'enregistrement des parlements, à la différence des ordonnances, qui étaient une émanation toute personnelle et indépendante de la volonté du Roi.

Plusieurs édits ont gagné une célébrité comme les ordonnances : édit de 1522, qui força tous les notaires à employer dans leurs actes authentiques le français au lieu du latin ; — édit des Petites Dates, sous Henri II, 1550 ; — trois édits d'Amboise, sous Charles IX, le premier le 19 mars 1563, les deux autres en 1572 ; — édit de Birague, janvier 1572 (Charles IX) ; — édit sur la pacification des troubles du royaume, 1570 (Charles IX) ; — édit de Boulogne, juillet 1573 (Charles IX) ; — édit d'Union, juillet 1588, (Henri III) ; — édit de Mantes, appelé édit de Tolérance et de Pacification, 24 juillet 1591, qui rétablit les articles de l'édit de Poitiers (Henri IV), sans compter les articles de Mantes, du mois de novembre 1593 (Henri IV) ; — Edit de Mantes, sous le même, 30 avril 1598, révoqué par Louis XIV en 1685 ; — édit de Henri IV, 1598, qu'on peut appeler créateur de l'instruction publique en France ; — édit de la Rochelle, 10 novembre 1628, sous le ministère de Richelieu ; — édit d'Allais, 27 juin 1629, (Louis XIII) ; — édit de l'Emprunt (1644), qui porte le nom du surintendant Emery, ainsi que les suivants : — édit du Toisé (15 mars 1644) ; — édit du Tarif (1646) ; — édit des Terriers (1691) sous Louis XIV¹ ; — édit des Non-Catholiques, 1787.

Il serait facile de récolter, seulement dans l'histoire locale du Maine, un grand nombre de mentions d'édits. Je me bornerai à citer les deux suivants : édit de Louis XIII, juillet 1639, créant dans la ville de Château-Gontier un siège présidial dont le ressort très étendu, pris au détriment du ressort judiciaire du comté de Laval, s'étendait jusqu'aux portes de cette ville, (Série B, registre, n° 2498) ; — édit royal de mars 1749, ordonnant

1. Il ne faut pas omettre l'édit de mars 1694 créant les contrôles des actes privés des familles et les assujettissant, pour les protéger, à des droits légers, qui ont été rapportés dans le tarif donné à Marly le 1^{er} novembre 1699.

de faire les déclarations de propriétés devant la justice locale et constituant par là une sorte de statistique foncière et de cadastre en rudiment, pièce qu'on regrette dans la collection d'édits qui se trouve ici ; — les enregistrements d'édits relatifs aux réunions d'offices de lieutenant, de maires alternatifs, etc., qui se trouvent dans la même série, 2965 bis, Sénéchaussée de Château-Gontier.

Les trois ouvrages de Jean Chenu, de Bourges : *Recueil d'Édits sur créations d'offices* ; — *Livre des offices de France* (Paris, 1620, in-4°) ; *Recueil des règlements notables* (Paris, 1603, in-4°), renfermant des arrêts du conseil d'État et du parlement qui règlent les prérogatives et la juridiction des diverses autorités constitue le meilleur ouvrage pour étudier l'organisation judiciaire de la France pendant le XVI^e et le XVII^e siècle ¹ et forme, pour ainsi dire, la préface des documents que nous analysons ici.

La collection intéressante d'édits du Roi que nous possédons ici est incomplète quoique étendue. Elle offre un caractère particulier. Ce sont en majorité des édits bur-saux. Ces dispositions de l'autorité suprême se composent principalement d'établissements d'offices de finances, puis de suppressions de ces offices, quelquefois ensuite rétablis, ou définitivement supprimés. Ces actes, qui paraissent contradictoires et singuliers au premier abord, ont été motivés par le besoin d'argent, puisque ces offices étaient achetés. Ensuite, des abus s'étant introduits dans leur exercice, ils ont été supprimés et n'ont été rétablis que lorsqu'on s'est aperçu que leur suppression causait un trop grand vide dans le trésor de l'État.

Ces suppressions d'offices ont eu lieu principalement vers la fin de l'ancien régime.

On sait que plusieurs édits, de 1690 à janvier 1712, créèrent une multitude de charges vénales d'offices municipaux, grévant, sous divers noms, les finances des vil-

les, qui furent presque aussitôt autorisées au rachat, pour avoir la faculté, précieuse pour elles, de conserver leurs anciennes libertés municipales et le droit cher et sacré de régler elles-mêmes leurs affaires de finances et de police. Ce système, créé par les embarras financiers de la royauté, reposait en partie sur le désir que les pourvus d'offices manifestaient le plus souvent de se débarrasser à prix d'argent de ces charges. L'édit de juin 1717 modifia la situation par un retour aux vieilles coutumes. Il décida que les villes seraient gouvernées comme auparavant, à dater du premier janvier 1718, ce qui donna lieu à de nouveaux conflits. Les villes nommèrent en conséquence leurs officiers municipaux. Mais dans certaines villes un arrêt du Conseil rétablit les offices supprimés ou rendit les offices aux hôtels de ville. Plus tard la vénalité, sauf réunion aux corps de ville, fut réorganisée, avec une grande extension, par l'édit de novembre 1733, qui créa divers offices de ville. Lorsque la ruine des finances des villes n'avait pas permis le rachat des offices municipaux, on vit le Conseil d'État réunir aux corps de villes les offices qui n'avaient pas encore été levés et constituer un échevinage à son gré. Certaines villes, d'autre part, lorsqu'elles furent à bout de sacrifices, se résignèrent à acquérir ces offices, afin de n'être plus forcées de salarier ceux qui en étaient pourvus.

Un moyen très employé pour améliorer les finances sous l'ancien régime a été la création d'un grand nombre de rentes sur l'Hôtel-de-Ville de Paris : rentes anciennes, nouvelles, héréditaires, viagères, au denier vingt ou à des taux différents¹.

1. L'histoire de la création et des variations des anciennes rentes sur l'État serait très instructive. Je me bornerai à dire que l'édit d'août 1692 ayant enlevé aux villes le droit de nommer leurs maires et créé ces charges à titre d'office héréditaire, elles furent vendues au nom du roi. Sous Louis XV les charges de

Il serait trop long d'énumérer tous les offices créés ou supprimés dans la période que comprennent les actes analysés ici.

Je me borne à citer les offices suivants : receveurs-trésoriers, receveurs et payeurs alternatifs, receveurs des finances, contrôleurs des dépôts, officiers des quais, halles et marchés de Paris (ville), commissaires et greffiers aux inventaires, inspecteurs aux entrées des boissons, vendeurs de sel à petites mesures, receveurs des amendes, des deniers communaux, arpenteurs, priseurs et mesureurs de terres, prés et vignes, — offices dans l'artillerie ; — commissaires des décimes, inspecteurs des bâtiments, agents de change, greffiers alternatifs et triennaux, — archers, héraults, hocquetons, massarts, valets de ville, — échevins alternatifs, — inspecteurs et visiteurs d'huiles, gardes conservateurs des étalons (mesures), — commissaires-séquestres, — secrétaires chanceliers du roi près les cours et chancelleries présidiales, greffiers-conservateurs des saisies, — tiers référendaires, taxateurs des dépens, contrôleurs visiteurs des poids et mesures, contrôleurs des octrois et péages, — offices dans les gabelles de France, — maires, échevins et consuls, capitouls, jurats, avocats, procureurs du roi, gouverneurs, lieutenants du roi, substituts, adjoints, etc.

Les suppressions de grandes charges à noter sont les suivantes : grande vénerie royale, suppression d'une partie des charges qui en dépendent (8 janvier 1738), des charges d'Amiral de France, de Grands Maîtres des Eaux et Forêts.

maire, lieutenant de maire, échevins, assesseurs, avocats, greffiers de ville, créées par l'édit *perpétuel et irrévocable* de 1722, furent tarifées et vendues comme objet de commerce. En 1724 elles furent supprimées et remboursées en rentes perpétuelles au denier cinquante, ce qui était une réduction encore plus forte que celle opérée par Louis XIV, qui, un an avant sa mort, avait réduit les rentes sur l'Etat au tiers. Voyez : *Recherches sur l'Anjou*, par Bodin, T. II.

L'assiette des divers genres d'impôts ne tient pas ici, par la nature même de l'acte, une place aussi importante que dans les lettres patentes. Néanmoins on y trouve des dispositions relatives à l'établissement des revenus de l'Etat, à la gestion des finances, revenus du royaume, octrois, fermes dites du roi ou de l'Hôtel-de-Ville, les recettes des tailles, les aydes et gabelles, l'établissement de la tontine ou loterie royale (Rambouillet, juin 1714), et d'une tontine pour les gens de mer (février 1762).

On sait que tout était en fermes : impôts, postes, rentes héréditaires, rentes sur l'Hôtel-de-Ville, etc.

Mais depuis longtemps les embarras financiers augmentaient. On réglait la liquidation des dettes de l'État (février 1763) ; on essayait de supprimer les billets de l'État (1717) et, plus tard, des droits qui étaient devenus odieux, tels que le droit de joyeux avènement, remplacé par des rentes perpétuelles ou viagères (mai 1774) et celui des corvées, remplacé par le paiement en argent (1776).

On trouve également des créations et des suppressions nombreuses de greniers à sel : Saint-Calais, Bourgueil, Bonny (suppression, 1727), Viviers, Loudun, Mirebeau, Aubigny, Malesherbes (création, 1727), Angers, Tours, Bourges, Orléans (règlements des ressorts 1727).

On remarquera que les aydes et gabelles et les grosses fermes sont souvent unies dans leur gestion et dans les dispositions auxquelles ces impôts donnent lieu.

En même temps on fabrique de nouvelles espèces d'or et d'argent.

On cherche à soustraire les bois à la domination des maîtres des Eaux et Forêts : édit de janvier 1770, portant qu'à l'avenir les quatorze deniers pour livre qui se perçoivent sur les bois du Roi au profit des maîtrises seront perçus au profit du roi.

Aux approches de la fin du siècle, on fait un dénombrement des biens fonds du royaume (Versailles, avril 1763).

L'armée a été l'objet de quelques règlements relatifs aux officiers vétérans, au corps de l'artillerie, etc.

Le commerce local et l'industrie dans les colonies éloignées se trouvent également réglementés par les édits, ainsi que l'industrie française en ce qui concerne spécialement les marchands de vin. Nous y joindrons la mention des dispositions réglant l'exercice, jusque-là un peu trop libre, de la médecine et des charges d'agent de change, des transactions de la Compagnie des marchands de Loire et Allier, la création des maîtrises d'arts et métiers dans toutes les villes du royaume, à l'occasion du mariage du Roi (1725), les dispositions réglementaires sur la Compagnie des Indes, dite compagnie commerçante, la suppression de l'office du roi des ménétriers (1773), puis des jurandes et communautés de commerce, arts et métiers (1776).

Qu'on nous permette de citer un peu plus longuement quelques pièces, telles que celle relative aux archives, à savoir : l'édit du mois d'août 1716, donné à Paris, portant suppression d'un grand nombre d'offices, parmi lesquels figurent ceux de gardes des bannières et archives des cours et juridictions et notamment du Châtelet de Paris. Cette mesure a dû avoir pour résultat de faire commencer dès le début du XVIII^e siècle le désordre constaté plus tard dans ces dépôts de documents, faute de conservateurs spéciaux, malgré le rétablissement sur divers points de ces offices ou d'autres analogues.

Tout au contraire, la conservation des archives publiques des familles, ou des actes de familles, c'est-à-dire des registres paroissiaux, a été l'objet de fréquentes dispositions. Ainsi on trouve un édit de Versailles (mars 1697) contenant de sages mesures à prendre pour remplir les formalités qui doivent constater les mariages.

Un autre édit, donné à Versailles (octobre 1706) est encore plus remarquable. Il porte désunion du contrôle des extraits des registres des baptêmes, mariages et sépultures des offices des contrôleurs de ces registres et la réunion du contrôle au domaine du roi, c'est-à-dire que ces contrôles n'ayant pas été jusque-là fidèlement exécutés, le Roi prenait cette affaire, d'importance capitale pour les citoyens, sous sa surveillance spéciale.

Mais cette nouvelle mesure ne paraît pas avoir obtenu le succès qu'on en attendait ; car un édit postérieur (Versailles, juillet 1709) porte création (nouvelle) d'officiers-greffiers gardes conservateurs des registres des baptêmes, mariages et sépultures (officiers alternatifs) et de leurs contrôleurs. On rentrait par là dans le droit commun et depuis ces registres ont été tenus avec soin.

Je citerai encore comme présentant quelque intérêt les dispositions relatives à la noblesse :

Edit portant création de 300,000 livres de rente au denier vingt, pour être réparties aux acquéreurs de lettres de noblesse créées par les édits des mois de mars 1696 et mai 1702. (Versailles, janvier 1710).

— Edit portant création de 300,000 livres de rente pour être acquises par les aisés (mars 1710). — Edit de suppression, tant des anoblissements par lettres que des privilèges de noblesse accordés depuis le 1^{er} janvier 1689 aux officiers, soit militaires, soit de judicature, police et finances ; révocation de tous les privilèges et exemptions ainsi attribués à tous les offices créés depuis le même temps dont la première finance est au-dessous de 10,000 livres ; suppression des offices de subdélégués et de leurs greffiers et de toutes les charges créées dans les élections depuis le 1^{er} janvier 1689 (Versailles, août 1715). — Edit qui maintient les officiers du Bureau des Finances de Paris dans le privilège de noblesse au premier degré (Paris, septembre 1720).

— Edit confirmatif de l'ordre du Saint-Esprit dans tous

ses privilèges (Versailles, août 1727). — Edit créant une noblesse militaire qui puisse s'acquérir pas les armes, sans lettres particulières d'anoblissement et comprenant les officiers généraux et les capitaines ayant servi vingt années dans ce grade (Fontainebleau, novembre 1750). — Edit confirmant les anoblis, depuis 1715 et leurs enfants mâles dans tous leurs privilèges après paiement de la finance (Versailles, avril 1771).

A ce sujet se rattachent les dispositions suivantes : — celles qui portent un règlement général pour les duchés-pairies (Marly, mai 1711) en ce qui concerne les rangs des princes du sang royal, *des enfants légitimés*, des ducs et pairs, au sacre, l'interprétation des mots « hoirs, successeurs et ayant cause » (enfants mâles de ceux en faveur de qui l'érection a été faite), les clauses relatives *aux femelles*, à la substitution perpétuelle du chef-lieu, à l'ainesse des mâles, aux contestations des rangs, aux rangs des ducs de Luxembourg et de Piney, et du marquis d'Antin, — enfin celle qui ordonne que les droits seigneuriaux dûs dans les justices et seigneuries aliénées par le roi seront perçus à son profit notwithstanding que l'aliénation ait été faite (Marly, mai 1715, enregistré en parlement le 15 mai de la même année).

Cette restriction avait été faite, tant pour constater la perpétuité de la propriété royale, qui ne devait en principe être cédée que momentanément (ce qui malheureusement n'a pas été exécuté avec exactitude) que pour conserver au domaine royal des revenus qui lui échappaient trop souvent.

Le clergé, malgré l'esprit d'indépendance qui animait ses vieilles institutions, n'échappa point à la réglementation royale : Un édit « concernant les unions de bénéfices » (Paris, septembre 1718) interdit à toutes communautés ecclésiastiques, séculières ou régulières, notamment au supérieur général de la congrégation de Saint-Maur, de se prévaloir des décrets d'union qu'elles

pourraient obtenir, si elles ne sont autorisées par lettres patentes, enregistrées au Parlement.

Un autre édit « concernant les bénéfices possédés par plusieurs communautés (Paris, novembre 1719) notamment par celles de Saint-Benoit et de Cluny, ordonne que toutes collations, provisions et autres titres obtenus par ces religieux, seront revêtus des lettres patentes royales, et scellés du grand sceau et enregistrés, à peine de nullité.

Un édit, du 28 mai 1721, interdit à tous religieux de l'étroite observance de Cluny, de s'établir dans les maisons de l'ancienne observance sous prétexte de dépendances de l'ordre, de maisons ou de bénéfices claustraux, sans lettres patentes adressées aux parlements. Un édit « relatif aux ordres religieux (Versailles, mars 1768) établit l'âge des professions monastiques, vingt et un ans pour les hommes, dix-huit pour les filles ; il repousse les étrangers de ces professions, soumet les monastères aux visites des évêques diocésains et à leurs réformes, règle le nombre minimum des religieux, quinze pour les monastères non réunis en congrégation, huit pour les autres.

L'édit fixant les portions congrues des curés et des vicaires perpétuels est remarquable (Versailles, mai 1768) ; ces portions sont désormais fixées à la valeur de vingt sept setiers de blé froment pour les curés, dix-sept pour les vicaires, valeur en argent cinq cents livres pour les premiers, deux cents pour les seconds, payables sur les dîmes ecclésiastiques grosses, menues, inféodées, de quartier en quartier, par avance, franchises et quittes de toutes impositions et charges, avec jouissance des bâtiments du presbytère.

L'édit de février 1773 (Versailles) est également à noter ; il réprime un abus préjudiciable au bon ordre dans les monastères de femmes et à l'éducation convenable des filles ; il ordonne l'établissement dans toute congré-

gation religieuse soumise à un chapitre général de maisons communes pour l'éducation et l'enseignement des novices en un lieu séparé, *sous un bon et vertueux religieux* ; les novices ne pourront être admis à la profession qu'après examen fait par les supérieurs du premier degré ; la pension à payer pour le temps de postulance ou de noviciat des religieux ne pourra excéder cinq cents livres par an ; aucun religieux ne pourra être transféré d'une maison en une autre à moins d'infirmité ; les abbés, prieurs conventuels et religieux sont tenus de résider dans leurs monastères, etc.

L'édit de février 1773 (Versailles) contient une dernière faveur pour la maison d'éducation de filles fondée par la seconde femme de Louis XIV ; il convertit en une redevance annuelle au profit de la maison royale de Saint-Cyr l'obligation où étaient auparavant les abbayes et monastères de filles de recevoir à chaque changement d'abbesse ou de prieure titulaire telle personne de la dite maison royale que le roi jugeait à propos d'y nommer. Il y avait là, en outre, un abus d'autorité qu'il était bon de réformer.

Les édits relatifs à la justice ne sont pas aussi nombreux qu'on pourrait le désirer dans notre collection. Cependant on notera la suppression des offices de présidents dans les bailliages et sénéchaussées du royaume (Compiègne, août 1764), celle de la Table de marbre de Paris (Versailles, juin 1771), celle de la Cour des Aides de Paris (avril 1771) enfin la dernière pièce indiquée dans le présent paragraphe.

Nous terminerons en notant également que l'instruction publique est peu représentée ici, sauf par le règlement pour les collèges qui ne dépendent pas des universités (Versailles, février 1763). Il en est de même de la charité. On regrette, par exemple de ne pas trouver différents édits et autres arrêts de l'autorité royale, qui avaient exempté de tous droits « les fondations d'écoles

de charité et autres œuvres pieuses également utiles au public. » Art. 3 de l'édit d'août 1749 ; arrêt du 13 avril 1751 ; édit d'avril 1758, etc.

Nous clôrons définitivement cette partie, que l'importance de la matière nous a forcé d'allonger, par quelques citations locales, relatives aux greniers à sel, à l'instruction des procès et à un apanage de fils de France situé en ce pays :

Edits : suppression des greniers à sel de Montmirail, Connerré et de la Gravelle (Mayenne) et des offices créés dans ces greniers ; établissement d'un nouveau grenier dans le bourg d'Authon et d'un autre dans la ville de Sainte-Suzanne (Mayenne) et règlement pour l'arrondissement des ressorts des autres greniers des directions du Mans et de Laval¹ (Versailles, mai 1726 ; création de l'apanage de Louis-Stanislas-Xavier, petit-fils de France, comprenant le duché d'Anjou, les comtés du Maine, du Perche et de Senonches et la seigneurie du Thimerais (Versailles, avril 1771) ; — assignation de la dot de Marie-Josephe-Louise de Savoie, fille du roi de Sardaigne, femme du comte de Provence, sur les terres de son apanage au taux de 420,000 livres, monnaie de Piémont (Versailles, juillet 1773) ; — création d'offices dans les domaines du comte de Provence, savoir : un receveur général ancien, alternatif et triennal et un contrôleur général des domaines et bois pour l'Anjou et le Maine et la partie du Perche qui faisait partie de la recette générale d'Alençon et un receveur général ancien alternatif et triennal et un contrôleur général des domaines et bois, pour le comté de Senonches et le pays de Thimerais (Versailles, mai 1773).

Cette dernière pièce prouve que le roi de France, en

1. Ainsi le grenier à sel de la Gravelle, qui était très ancien, a été supprimé en 1726 et remplacé, à la même époque, par celui de Sainte-Suzanne, quoique fort éloigné.

cédant les terres apanagées, s'était réservé les droits de suzerain, tels que la nomination des offices.

On sait que l'apanage de Stanislas-Xavier, depuis Louis XVIII, comprenait outre ce qui a été dit, le comté de Provence et la baronnie de Sainte-Suzanne.

Un dernier trait d'un caractère à la fois local et général. Le règlement pour l'exécution de celui du mois d'août 1764 relatif à la constitution nouvelle des municipalités dans les villes et bourgs du royaume, donné à Marly au mois de mai 1765 fut « enregistré en la cour » le 17 du même mois au siège royal des exempts par appel et, pour les cas royaux de la ville et comté de Laval, le 7 juin de la même année et le lendemain au siège ordinaire de la comté-pairie de Laval¹.

(A suivre).

A. DE MARTONNE.

1. On trouve à la Bibliothèque de Laval les ouvrages suivants : *Edits et Ordonnances des Rois de France*, par Fontanon, Paris, 1580, 2 vol. in-folio. — *Ordonnances, Lois, Statuts et Edits royaux*, par Rebuffi, Lyon, 1551, 1 vol. in-f°. — *Edits et ordonnances de François I^{er}, Henri II, François II, Charles IX, Henri III, Henri IV, Louis XIII et Louis XIV*, 1656, 1 vol. in-f°. — *Table chronologique des ordonnances faites jusqu'en 1400*, Paris, 1706, 1 vol. in-4°. — *Sommaire exposition des ordonnances de Charles IX*, par Joachim du Chalard, Paris, 1568, 1 vol. in-12. Ces ouvrages devront être consultés par ceux qui voudront approfondir ces questions.

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES

SÉANCE DU 4 AVRIL 1889

La séance est ouverte à deux heures, sous la présidence de M. Floucaud de Fourcroy.

Sont présents : MM. Floucaud de Fourcroy, président, de Lorière, Garnier, Perrot, de Martonne, Cornée, Moreau, membres titulaires, et MM. Grosse-Duperon, Chomereau, Sinoir, L. de la Beauluère, de Montozon, Œhlert, membres correspondants.

MM. A. Joubert, Pointeau, se font excuser.

M. le Président souhaite la bienvenue à MM. Sinoir et de Montozon, qui assistent pour la première fois à une séance de la Commission, et donne lecture d'une lettre de M. d'Achon, qui remercie de sa nomination au titre de membre correspondant.

Il a ensuite le regret d'annoncer que M. de Courtilloles, nommé en même temps que les précédents, est décédé le 10 mars dernier âgé seulement de 54 ans.

Il avait été donné à bien peu de membres de la Commission d'avoir des relations personnelles avec leur nou-

veau collègue, qui s'était fait connaître par plusieurs publications intéressantes ; on peut citer notamment :

Documents sur les élections aux Etats généraux de 1789, dans le bailliage d'Alençon ; — Chronologie historique des baillis d'Alençon ; — Un oppidum dans le Saosnois ; — Les Tailles de l'élection de Château-du-Loir ; — Note sur le Tabellionnage à Alençon, etc.

Il y a lieu d'ajouter que M. de Courtilloles avait fait, sur divers points autour du château dont il porte le nom (commune de Saint-Aignan-des-Bois, Orne), des fouilles fructueuses et dont il avait conservé avec soin les produits.

Le Président se fait l'interprète des regrets que cause à la Commission la perte prématurée d'un collègue dont la collaboration promettait d'être précieuse.

La Commission décide l'admission, comme membre correspondant, de M. l'abbé Gillard, curé de Saint-Fraimbault-de-Lassay.

M. le Président donne lecture d'un arrêté préfectoral, constatant l'acceptation par le département du don de *Rubicaire*.

M. le Ministre de l'Instruction publique envoie un questionnaire relatif à l'étude de l'habitat en France, et un programme de la réunion des sociétés savantes à la Sorbonne. MM. L. Garnier, Œhlert et Sinoir sont désignés pour représenter la Commission à cette dernière solennité, et ils acceptent la mission qui leur est offerte.

Sur le bureau sont déposés : Le *Bulletin de la Société Archéologique de l'Orne*, le *Bulletin de la Société Philomathique vosgienne* (4 vol.)

M. de Martonne donne lecture d'une lettre qu'il a re-

que concernant la recherche des inscriptions grecques. Il fait appel à ses collègues, quelque improbable que soit l'existence de semblables monuments dans le département de la Mayenne.

M. Perrot rend compte d'un volume publié par la *Smithsonian Institution*, dont la lecture lui avait été confiée. Le volume est fort intéressant, mais comme il a trait tout entier aux mœurs des Indiens, il n'y a rien de particulier à en dire au sujet des études locales.

M. de la Beaulière donne quelques détails sur deux personnages peu connus, qui cependant ont joué un rôle dans l'histoire de Laval : Léon Foureau et Gaultier des Coyers ; il se propose de publier une note à leur sujet dans l'une des prochaines livraisons du *Bulletin*.

M. Dalibard, avoué à Rennes, envoie une photographie d'un vieux tableau qu'il possède et qui représente une intéressante vue de Laval, prise au-dessous du Vieux-Pont.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à quatre heures.

BIBLIOGRAPHIE

Notice sur la vie de Stofflet, par M. Landrin, l'un de ses officiers, publiée par E. Queruau-Lamerie, 1 broch., 16 p. grand in-8°, Vannes, Lafolye, 1889.

Le mémoire publié par M. Queruau-Lamerie a été rédigé en 1825 par M. Landrin, René, né à Saint-Etienne de Mont-luc (Loire-Inférieure), mort en 1852, qui fut un des officiers de Stofflet. On y trouve des détails nouveaux sur l'organisation des Chasseurs de Stofflet, dont M. Landrin fit partie en qualité de capitaine, sur les établissements créés par ce général dans la forêt de Maulevrier et sur les événements qui amenèrent le jugement, puis l'exécution de Bernard de Marigny.

Le texte est élucidé par de nombreuses notes biographiques, et M. Queruau-Lamerie, qui connaît admirablement l'histoire de la période révolutionnaire, y relève même, par une critique fort juste, quelques légères erreurs bien explicables du reste si on songe que l'auteur du mémoire l'écrivit plus de trente ans après les événements qui en sont l'objet.

Notes inédites sur Château-Gontier au XVIII^e siècle, une brochure in-8°, extraite de l'*Annuaire de Château-Gontier* (1889), par M. André Joubert.

M. André Joubert a trouvé, dans les registres des délibérations des assemblées de la communauté des habitants de Château-Gontier, un grand nombre de détails intéressants pour l'histoire de cette ville de 1700 à 1789.

En réunissant ces notes éparses il a formé un ensemble tout-à-fait analogue à ce que sont, pour Laval, les *Mémoires de Guitet de la Houllerie*.

La plupart des faits relatés ont trait à l'histoire édilitaire, si intéressante pour nous. Signalons notamment ce qui concerne les murs, fossés et douves de Château-Gontier, dont le marquis d'Autichamp cherchait à s'attribuer la propriété.

Nous ne saurions trop applaudir d'avance à toutes les tentatives qui auront pour but des publications du même genre. L'auteur termine celle-ci en disant que, dans les registres du Présidial de Château-Gontier, on trouve un grand nombre de renseignements nouveaux et curieux sur la vie et les mœurs des habitants de Château-Gontier, de 1639 à 1789, et il annonce son intention de les publier. Nous émettons pour notre part le vœu que cette publication ne se fasse pas attendre et que bientôt elle vienne heureusement compléter celle que nous mentionnons aujourd'hui.

Notice historique et généalogique sur les Joubert de Noirmoutier, par *M. André Joubert*, 1 broch. in-8°, Vannes, Lafolye, 1889.

C'est à la fin du XVI^e siècle que Pierre Joubert se fixa à Noirmoutier « où il vécut noblement. » Un de ses fils, André Joubert, se distingua dans la défense de l'île, en 1674, lorsque le comte de Horn et l'amiral Tromp, à la tête d'une flotte de cent navires, vinrent y faire une si funeste descente. Dans le pillage général, qui ne dura pas moins d'une vingtaine de jours, les titres de famille dont André Joubert était dépositaire furent brûlés ; lui-même, emmené comme otage en Hollande, ne rentra qu'après un an de captivité. A son retour il songea surtout à réparer ses malheurs sans penser à se faire rétablir dans son état et dans ses titres. Ses collatéraux et descendants restèrent dans la même indifférence « mais toujours animés pour le roi et la patrie, ils ont servi l'un et l'autre en toute occasion. »

Au reste les titres étaient inutiles devant la notoriété et l'estime publiques. La famille Joubert, dans ses diverses branches, continua à résider à Noirmoutier et sur la côte, à Nantes notamment ; elle remplit de nombreuses charges honorifiques et s'allia aux meilleures maisons du pays. On trouve ses armoiries dans le *Nobiliaire de Bretagne*, publié à Nantes, en 1862, par Potier de Courcy.

Malgré sa situation et sa fortune elle ne négligea jamais de se rendre utile, soit par le commerce maritime soit par l'industrie. François Joubert de Noirmoutier épousa, en

1777, Francoise-Marie Bonnaire, fille de François Bonnaire, fondateur de la manufacture royale de toiles à voiles pour la marine militaire. Une branche des Joubert de Noirmoutier s'établit à cette époque à Angers. C'est d'elle qu'est sorti l'auteur de la *Notice*.

Il appartenait à notre sympathique et érudit collègue, M. André Joubert, de réparer dans la mesure du possible le désastre de 1674, en reconstituant l'histoire de sa famille que lui aussi, dépositaire d'une noble tradition, contribue à honorer.

Annuaire de Château-Gontier pour 1889, 1 vol. in-8°, publié par M. S. de Montozon, Château-Gontier, H. Leclerc, 1889.

Voici un ouvrage qui se recommande tout spécialement par l'intérêt des renseignements historiques qu'il renferme. Sans parler des *Notes historiques sur Château-Gontier au XVII^e siècle*, article spécial, dû à la plume de M. André Joubert et dont nous rendons compte plus haut, il contient une foule de documents variés, actuellement précieux et qui le deviendront encore davantage plus tard.

Reprenant une idée déjà mise à exécution jadis dans l'*Annuaire de la Mayenne*, M. S. de Montozon donne d'abord, sous le titre d'*Ephémérides*, un excellent résumé des événements de toute sorte qui se sont passés à Château-Gontier ou aux environs, de 1883 à 1888.

Puis viennent des notices sur le Palais de Justice et les divers établissements publics de Château-Gontier, les sociétés de secours, les comices agricoles, les sociétés musicales, les fêtes publiques, etc.

Enfin l'ouvrage se termine par un historique complet des élections au Conseil général et au Conseil d'arrondissement dans les divers cantons des environs de Château-Gontier. Ce travail capital, qui a dû coûter à son auteur de nombreuses recherches, ne forme pas moins de trente-cinq pages. C'est un document définitif auquel désormais on se reportera souvent, et qui fera désirer des publications analogues pour les autres arrondissements de la Mayenne. M. de Montozon l'a signé, et avec juste raison ; mais cela n'empêche pas qu'il n'ait collaboré également au reste de l'*Annuaire*, dans lequel on reconnaît partout sa plume habile et sa parfaite connaissance de son sujet.

Marceau et Angélique des Mesliers, par H. Chardon dans le *Nouvelliste de la Sarthe*, n^{os} des 9 et 10 août 1889.

M. H. Chardon, qui, dans son livre, *Les Vendéens dans la Sarthe*, a donné précédemment de nombreux détails sur Marceau et Angélique des Mesliers, vient d'ajouter à leur histoire un intéressant appendice.

On sait que Marceau, non content d'avoir arraché Angélique des Mesliers aux dangers du combat du Mans, voulut encore à Laval, où il ne fit que passer avec l'armée, la protéger contre la Commission révolutionnaire. Le premier, M. Chardon a fait connaître que Marceau donna à Angélique des Mesliers une attestation signée de sa main, pour certifier que, forcée par sa mère de suivre l'armée vendéenne, elle avait profité de la première occasion pour s'enfuir et s'était rendue volontairement au quartier général de l'armée républicaine.

Mais il restait à savoir entre quelles mains M^{lle} des Mesliers avait été remise à Laval, et surtout comment le certificat que Marceau, dans son honnêteté de soldat, considérait comme une sauvegarde, n'empêcha pas la jeune vendéenne de monter sur l'échafaud le 23 pluviôse (22 janvier 1794).

De pièces authentiques, découvertes au greffe du tribunal de Laval, il résulte que M^{lle} des Mesliers fut confiée aux soins d'une dame Chevreul (Perrine) veuve de François Leclerc.

Des dépositions faites plus tard, lors du procès des Terroristes, par cette dame Leclerc et son frère Joseph Chevreul, perruquier, âgé de 35 ans, le même assurément qui fut concierge de la prison de Laval et relevé de son poste comme soupçonné de mollesse, il résulte que M^{lle} des Mesliers fut dépouillée, par Guilbert, agent national, de son sauf-conduit, et qu'ainsi mise à la merci du tribunal révolutionnaire, elle devait être condamnée fatalement malgré ses cris et ses protestations.

Après avoir parlé du sauf-conduit donné par Marceau à M^{lle} des Mesliers, de la déposition de la veuve Leclerc et de l'arrêt du tribunal Révolutionnaire, qui sont trois documents authentiques, M. Chardon se demande s'il en existe un quatrième, si la lettre citée par M. Maze dans *Marceau, sa vie et sa correspondance*, lettre écrite par M^{lle} des Mesliers de la prison de Laval, le 9 nivôse, pour implorer l'appui de sa tante, ne serait pas apocryphe. M. Chardon n'hésite pas à l'affirmer, bien que l'original appartienne à une collection des plus estimées. D'après lui, certains termes de la lettre ne peuvent être sortis de la plume d'une vendéen-

ne, même prisonnière, et il ne faudrait voir dans cette pièce qu'une amplification assez malhabile de la lettre célèbre qu'a publiée le premier Auguste Johannet dans sa *Vendée à trois époques*, tome I, p. 243.

En somme, malgré sa publication dans un journal qui n'a pas de prétentions historiques, le travail de M. Chardon offre le plus haut intérêt et met au jour une véritable découverte. Comme les amateurs d'histoire éprouveront sans doute quelque difficulté à s'en procurer le texte, nous avons tenu à le résumer ici de notre mieux¹. Nous sommes trop heureux d'offrir ce témoignage de sympathie à son savant auteur, et d'un autre côté nous avons la ferme conviction que les lecteurs de ce *Bulletin* ne nous en sauront pas mauvais gré.

De Gaen à Carnac, Quimper, Auray, etc., par Jules Lecœur, dans le *Moniteur du Calvados*, n^o du 14 juin et des 7 et 8 juillet 1889.

Nous ne connaîtrions certainement pas les articles dont nous sommes heureux de dire ici quelques mots si M. J. Appert n'avait eu la complaisance de nous les envoyer ; et nous regretterions de les ignorer, car leur auteur paraît être un aimable homme, un chercheur curieux, un érudit et gai causeur.

M. Jules Lecœur a traversé le département de la Mayenne, s'arrêtant en divers endroits ; il raconte ce qu'il a vu et appris. Saint-Loup-du-Gast, Mayenne, Laval sont trois étapes de son voyage. Sur chacune de ces localités il donne des détails pittoresques, précieux pour nous, en ce qu'ils résument l'impression première d'un étranger qui n'est ni blasé ni prévenu. M. Lecœur aime aussi à consulter les annales des villes qu'il traverse et à faire profiter son lecteur du fruit de ses études. Nous n'insisterons pas sur cette partie de son travail forcément très-abrégée. Nous constaterons seulement, à sa louange, qu'il a su éviter les pièges toujours tendus par Malte-Brun et consorts, les Guides et les Dictionnaires historico-géographiques. Pour un voyageur obligé de lire aussi vite qu'il marche, c'est là une preuve insigne de tact et de jugement.

1. La Bibliothèque publique de Laval en possède un exemplaire.

Documents inédits sur l'Histoire de la Révolution en Bretagne et en Vendée, par M. André Joubert, 1 brochure in-8°, extraite de la *Revue de Bretagne et de Vendée*, Vannes, Lafolye, 1889.

Dans cette brochure M. A. Joubert publie : 1° une lettre du marquis de la Rouairie ; 2° un ordre inédit de Hoche ; 3° une lettre du général Grigny annonçant à Hoche la prise de Charette et une lettre du général Valentin sur le même sujet ; 4° un appendice.

Ces documents intéresseront vivement tous ceux qui s'occupent de la période révolutionnaire. Ils sont accompagnés de notes qui évitent toute peine au lecteur en lui fournissant, et au de là, les éclaircissements désirables.

L'Inauguration de l'Hôtel de Pincé, par M. André Joubert, 1 brochure in-8°, extraite de la *Revue de l'Anjou* ; Angers, Germain et Grassin, 1889.

Quiconque a visité Angers connaît le charmant hôtel de Pincé, ce chef-d'œuvre de la Renaissance, construit par Jean de Pincé, sieur du Bois, des Brosses, de Noirieux, du Coudray et de Chambrezais, descendant de Pierre de Pincé, licencié ès-lois et bailli de Château-Gontier.

Déjà en 1881, M. André Joubert avait publié une notice sur la *Restauration artistique de l'Hôtel de Pincé*, légué à la ville par le peintre Bodinier. Aujourd'hui il consacre à l'inauguration du monument, dans lequel a été installée la collection Turpin de Crissé, une nouvelle brochure. Il se fait l'historiographe de cette journée du 1^{er} juillet 1889 qui restera mémorable non seulement pour les Angevins, mais encore pour tous les vrais amateurs d'art. Après avoir raconté la cérémonie, il relate les différents discours qui ont été prononcés à son occasion.

Ce n'est pas sans raison que M. Joubert s'est attaché à perpétuer, avec exactitude et précision, le souvenir de cette journée. Elle date en effet un événement artistique de la plus haute importance, aussi honorable pour la ville d'Angers que pour tous ceux dont la collaboration, intellectuelle matérielle ou morale, a contribué à le produire. Nous souhaitons vivement que les restaurateurs de l'hôtel de Pincé fassent école et que dans nos provinces, leur généreuse entreprise provoque de nombreuses imitations.

Les réparations faites à divers édifices du Mans ; les recettes et les gages des officiers de Louis II, duc d'Anjou et comte du Maine, de 1368 à 1374, d'après un document inédit du British Museum, par M. André Joubert, 1 brochure in-8°, extraite de la Revue du Maine ; Mamers, Fleury et Dangin, 1889.

C'est en étudiant un manuscrit inédit du British Museum, *Comptes de feu maistre Macé Darne, maistre des œuvres (de) mons. le duc en ses pais d'Anjou et du Maine*, que l'auteur a découvert un certain nombre de mentions curieuses relatives aux édifices de la ville du Mans et au salaire des ouvriers. Il y ajoute une liste de débiteurs pour « objets au pays du Maine, » enfin l'état des « gaiges de plusieurs commissaires et officiers » du duc d'Anjou. — Ces documents seront considérés comme d'autant plus intéressants qu'ils appartiennent à un dépôt étranger où ils échappaient à la grande majorité des chercheurs. Chacun saura gré à M. A. Joubert de les avoir publiés.

Histoire de l'Eglise Réformée de Laval au XVII^e siècle, d'après des documents inédits, 1600-1686, par M. André Joubert, 1 vol. in-8°, tiré à 50 exemplaires, Laval, L. Moreau, 1889.

Il ne nous appartient pas d'apprécier cet ouvrage qui a été publié dans ce *Bulletin* même. Mais nous devons en signaler une édition de luxe, tirée à cinquante exemplaires sur papier de Hollande, avec titre rouge et noir. L'auteur l'a enrichie d'une préface et d'une table. Cette dernière, qui comprend vingt pages et quarante colonnes, renvoie à plus de douze cents noms cités dans le texte. Il est inutile de faire remarquer quel intérêt nouveau elle donne au volume en y facilitant les recherches, et en faisant ainsi valoir tous les documents qu'il contient.

Ceux du Roi ; Les Mouettes de Douëzic, par M. Ernest Bidault, 2 vol. in-18 Jésus, Paris, V. Havard, 1889.

Voici deux volumes que nous ne laisserons pas passer sans les signaler à nos lecteurs ; ils sont en vers, c'est vrai, et par conséquent ils sortent de notre cadre ; mais leur fond est historique : leur auteur s'est proposé pour but de

célébrer, dans la langue qui lui est familière, les hauts faits des anciennes Guerres de l'Ouest. Le Bas-Maine est son théâtre, son livre est vraiment local et à ce titre il mérite que nous nous occupions de lui.

Nous passerons sous silence tout ce que l'œuvre peut contenir d'allusions à la situation actuelle et de comparaisons avec les faits d'hier. La nature même de ce *Bulletin* nous interdit la moindre excursion dans ce domaine. Mais nous pouvons signaler tout le charme littéraire des deux volumes de M. E. Bidault ; nous pouvons rendre hommage à la conscience qui le porte à appuyer sur des faits vrais sa fiction poétique.

L'action des *Mouettes de Douëzic*, poème, se passe en Bretagne. *Ceux du Roi* est un recueil de pièces dont la succession forme une épopée complète. L'auteur connaissait à merveille son sujet ; plus d'une de ses poésies a dû être écrite sur le lieu même où il en place la scène, à la closerie des Poiriers, ou dans le bois de Misedon. Nul mieux que lui n'était en état de dépeindre, dans une langue harmonieuse, les croyances, les mœurs et les combats des habitants de l'Ouest. Jean Cottureau, son héros, agit et parle comme un vrai paysan du Bas-Maine. L'auteur a su très habilement saisir le genre de poésie à la fois mélancolique, monotone et mystique qui se dégage des choses, des idées et des hommes entre les quels roule son action. Nous laissons au lecteur le soin de reconnaître tout ce qu'il a mis dans son livre de poésie, d'art et de délicatesse de sentiment. Nous voulons surtout remarquer ce qui nous touche principalement à notre point de vue spécial, une étude consciencieuse de l'histoire des mœurs. Plus tard, dans deux ou trois siècles, lorsque les mœurs seront partout nivelées, le chercheur consultera avec fruit le livre que nous signalons, car s'il sait faire la part de la fiction il pourra y retrouver et y dégager les observations les plus précieuses.

***La Rossignolerie pendant la Révolution*, par M. Emile Queruau-Lamerie, 1 broch. in-8°, extraite de la *Revue de l'Anjou*, Angers, Germain et Grassin, 1889.**

L'important établissement de la Rossignolerie, maintenant occupé par le Lycée d'Angers, était, à la fin du siècle dernier, un pensionnat florissant, dirigé par les Frères des Écoles Chrétiennes. M. Queruau-Lamerie raconte toutes les vicissitudes que traversa cette maison, pendant la Révolu-

tion, comme établissement d'instruction publique. Il consacra aussi un intéressant chapitre aux prêtres qui y furent détenus depuis décembre 1792 jusqu'à mars 1794.

A notre grand regret, nous devons nous contenter de signaler cet ouvrage, qui est tout-à-fait spécial à l'Anjou, bien qu'à un certain point de vue bibliographique le nom de son sympathique auteur se rattache à notre département.

E. M.

La distribution des récompenses de l'Exposition universelle a eu lieu au Palais de l'Industrie le dimanche 30 septembre 1889.

La *Société Historique et Archéologique du Maine*, qui avait envoyé à l'exposition des Sociétés savantes (Groupe II, classe 8, enseignement supérieur) une collection complète des vingt volumes de sa *Revue*, ainsi que des ouvrages publiés sous son patronage, a obtenu pour ces publications UNE MÉDAILLE D'ARGENT.

A propos du Congrès de l'*Association Normande*, une exposition bibliographique a eu lieu à Sées (Orne) du 2 au 6 octobre derniers. Le Comité d'organisation avait pour présidents d'honneur Mgr l'Evêque et M. le Maire de Sées, pour président M. de la Sicotière, pour vice-présidents M. le C^{te} Gérard de Contades et M. l'abbé Lefaiivre.

Les ouvrages exposés, en nombre assez considérable pour présenter un ensemble des plus intéressants au point de vue local, étaient relatifs à l'histoire de Sées ou des environs. Ils comprenaient des manuscrits, des imprimés, et des documents iconographiques. Citons les collections de l'évêché et du chapitre de la cathédrale de Sées, celle du grand séminaire, celles de MM. de la Sicotière, abbé Blin, C^{te} Gérard de Contades, abbé Dumaine, Henri Tournouer.

On ne saurait trop applaudir à l'idée qui a guidé les organisateurs de l'exposition bibliographique de Sées. Des expositions analogues pourraient être installées partout, presque sans frais et avec la plus grande facilité, pourvu qu'on profitât d'une occasion favorable. Souhaitons de les voir se généraliser.

TABLE DES MATIÈRES

Histoire de l'Eglise réformée de Laval au XVII ^e siècle, 1600-1685, par M. A. JOUBERT	17, 149, 293
Les Lettres du Maréchal de Tessé, par M. le C ^{te} A. DE BEAUCHÈNE.	52
<i>La Triballe</i> , par M. GROSSE-DUPERON.	64
L'Allée couverte de la Louvetière, par M. L. DELAUNAY.	78
Les monnaies de Torcé-en-Charnie, par M. A. D'HAUTERIVE.	82
Le Cavalier et l'Anguipède, par M. J. TRÉVÉDY.	87
La famille Turpin de Tennie et de la Renaudière, par M. l'abbé A. LEDRU.	109
L'Inscription funéraire du cimetière de Saint-Aventin à Azé, par M. R. GADBIN.	200
Disque de silex foré trouvé à Hardanges, par M. E. Mo- REAU.	210
La Facture d'orgues au XVI ^e siècle, par M. J. PLANTÉ.	214
Notes sur l'Ancien Laval : Maisons démolies dans le quar- tier de la Trinité, par M. J.-M. RICHARD.	259, 335, 511
Armoiries des commandeurs de Thévalles et du Breil-aux- Francs, par M. L. MORIN DE LA BEAULÈRE.	269
Sépultures et objets mérovingiens trouvés à Javron, par M. E. MOREAU	273
Les fausses mailles brabançonnes dans le Bas-Maine, par M. l'abbé ANGOT.	320
Deux monuments du faux-monnoyage dans le Bas-Maine, par M. A. D'HAUTERIVE	329
La famille Foureau, par M. L. DE LA BEAULÈRE.	348
Jérôme Gaultier des Coyers, par M. L. DE LA BEAULÈRE.	354
Note sur les mégalithes de Brécé, par M. A. FAUCON	359
Le Château de Mayenne au XV ^e siècle, d'après des docu- ments inédits, par M. le C ^{te} A. DE BEAUCHÈNE.	363
Documents relatifs à l'histoire du Comté de Laval, par M. l'abbé A. LEDRU.	396

Note sur une esquisse peinte de la « Bataille de Constantin » de Lebrun, au musée de Château-Gontier, par M. T. ABRAHAM	407
Epitaphe d'Hadrien I à Rome.	428
L'Instruction publique à Laval avant le XIX ^e siècle, par M. E. QUERUAU-LAMERIE.	429
Les Seigneurs de Mollière et de la Brossinière (XI ^e -XVIII ^e siècles), par M. A. JOUBERT.	467
Monitoires de la fin du XVII ^e siècle, par M. GROSSE-DUPERON.	477
Un manceau de la troisième croisade, par M. l'abbé CH. POINTEAU	488
Les Troubles de Craon du 12 juillet au 10 septembre 1789, par M. A. JOUBERT.	492
Un cousin de Molière : Jean Pocquelin, curé d'Assé-le-Béranger, 1679-1704, par M. DUGAS.	500
Un aveu de la seigneurie de Laval (1444), publié par M. le chanoine COUANIER DE LAUNAY.	503
A propos d'une inscription : Etude sur la ville de Mayenne au XVII ^e siècle, par M. J. RAULIN.	531
La série A des Archives de la Mayenne, par M. A. DE MARTONNE	589
Notes bibliographiques, par M. E. QUERUAU-LAMERIE :	
Lefebvre de Corbinière.	116
Chevraye de Martebize.	118
L'abbé Donjon.	402
Le P. Majeune, cordelier	403
Rufin (Guillaume).	404

PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES :

Séance du 2 février 1888	121
— 19 avril 1888.	130
— 5 juillet 1888.	276
— 11 octobre 1888.	412
— 22 novembre 1888	416
— 24 janvier 1889	419
— 4 avril 1889	611

FAITS DIVERS

Nomination de membres titulaires et correspondants.	276
	413, 417, 419, 612
Décès	135, 611

Castellum de Jublains	120
Achat du fort gallo-romain de Rubicaire	124, 135, 277
Cercueils mérovingiens, à La Mercerie	124
Sigillographie des seigneurs de Laval	124
Grottes de Thorigné	124, 138
Bijoux mérovingiens trouvés à Javron.	125
Vestiges gallo-romains à Loupfougères.	125, 139
Notes sur Viviers-en-Charnie.	126
— Voutré.	127; 137
— Hambers	127
Ancienne église du Genest.	128
Chronique de Marigné-Peuton	131
Monuments historiques.	134
Chartrier de Bois-Thibault.	135
Legs de M. Almière Bernard.	135, 277
Autel de la chapelle de l'hôpital Saint-Julien, à Laval	136
Notes sur Saint-Georges-sur-Erve	137
— Assé-le-Béranger	137
— Jublains	137
Allée couverte de la Louvetière.	180, 279
Projet de développement des publications de la Commis- sion.	278, 415
Plaque de cadran solaire du XVII ^e siècle	280
Château d'Entrammes	280
Notes sur Brécé	281
— le Prieuré de Montguyon	283
Essai sur la terre seigneuriale et la chapellenie de la Gen- dronnière.	285
Poésies de Jérôme d'Avost.	286
Michel Lemesle, architecte et sculpteur lavallois.	414
Château de Bréon.	414
Aveux de Laval	414
Richesses d'art.	415
Sceau de la Commission	417
Comité de publication	417
Libour, peintre, né à Laval.	420
Ancienne vue de Laval.	613
Récompense obtenue par la <i>Société du Maine</i>	622
Exposition bibliographique de Sées.	622

BIBLIOGRAPHIE :

Histoire de la Baronnie de Craon, de 1382 à 1626, par <i>M. André Joubert</i>	143
Les Prisons du Roi à Château-Gontier, par <i>M. André Joubert</i>	144
La bibliothèque et le mobilier d'un lieutenant particulier au siège royal de Château-Gontier (1626-1627), par <i>M. André Joubert</i>	144
Le Château de Ramefort de Gennes et ses seigneurs aux XIV ^e et XV ^e siècles, par <i>M. André Joubert</i>	145
La Chaux, notes et souvenirs, par <i>M. le comte Gérard de Contades</i>	146
Mémoires de Madame la marquise de la Rochejaquelein.	147
Une tentative des Anglais contre Château-Gontier en 1421, par <i>M. André Joubert</i>	287
Une révolte dans les prisons du roi à Angers en 1652, par <i>M. André Joubert</i>	288
Un recueil de plaidoyers inédits des avocats Angevins aux XVII ^e et XVIII ^e siècles par <i>M. André Joubert</i>	288
Les Fous, les Folles et les Artistes de la cour du roi René, par <i>M. A. Joubert</i>	288
Louis de Frotté et les insurrections normandes (1789-1832). par <i>M. L. de la Sicotière</i>	289
Notice sur le Théâtre d'Angers (1751-1825), par <i>M. E. Queruau-Lamerie</i>	291
Le cidre, son introduction dans le pays de Laval, par <i>M. l'abbé Angot</i>	421
Notice sur Septforges et ses seigneurs, par <i>M. le C^{te} A. de Beauchêne</i>	422
Bibliographie des œuvres du R. P. Dom Paul Piolin.	422
Les étudiants Allemands de l'Académie protestante de Saumur, et leur maître de danse, par <i>M. A. Joubert</i>	423
Louis de Frotté et les insurrections normandes d'après, un ouvrage nouveau, par <i>M. A. Joubert</i>	423
Lettres et documents inédits pour servir à l'histoire de la Révolution dans la Loire-Inférieure en l'an III, par <i>M. A. Joubert</i>	424
Papiers inédits de Choudieu : Notes sur la Guerre de Vendée, par <i>M. E. Queruau-Lamerie</i>	424
L'Anné 1789 au Mans et dans le Haut-Maine, par <i>M. Robert Triger</i>	425
Notice historique sur la Société de Saint-Grégoire, pour la décoration des églises par la peinture murale, par <i>M. le C^{te} de Galembert</i>	427

Notice sur la vie de Stofflet, par M. Landrin, un de ses officiers, publiée par M. E. Queruau-Lamerie.	614
Notes inédites sur Château-Gontier au XVII ^e siècle, par M. A. Joûbert.	614
Notice historique et généalogique sur les Joûbert de Noirmoutier, par M. A. Joûbert.	615
Annuaire de Château-Gontier pour 1889, par M. S. de Montozon	616
Marceau et Angélique des Mesliers, par M. H. Chardon.	617
De Caen à Carnac, Quimper, Auray, par M. J. Lecœur.	618
Documents inédits sur l'Histoire de la Révolution en Bretagne et en Vendée, publiés par M. A. Joûbert.	619
L'inauguration de l'Hôtel de Pincé, par M. A. Joûbert.	619
Les réparations faites à divers édifices du Mans, etc, par M. A. Joûbert	620
Histoire de l'Eglise réformée de Laval au XVIII ^e siècle, par M. A. Joûbert	620
Ceux du Roi, Les Mouettes de Douëzic, par M. E. Bidault.	620
La Rossignolerie pendant la Révolution, par M. E. Queruau-Lamerie	621

TABLE DES GRAVURES

Cachet de Thomas Duchemin de la Vauzelle	23
Le château de Froullay (M. l'abbé A. Ledru)	53
Cachet du maréchal de Tessé (M. P. de Farcy).	63
Plan du couvent des Bénédictines de Mayenne.	65
Plan de l'Allée couverte de la Louvetière.	79
Groupe de Guélen (cavalier et anguipède).	91
Groupe de Kerlot (idem)	95
Groupe de Saint-Mathieu (idem).	97
Groupe de Merten (idem).	102
Sceaux de Guy Turpin (M. l'abbé A. Ledru).	111
Silex foré d'Hardanges.	211
Orgue antique, époque gallo-romaine.	218
Orgue portatif à double clavier, XIV ^e siècle.	219
Orgue à soufflerie double, XIV ^e siècle.	220
Orgue et soufflerie, IV ^e siècle	220

Orgue en forme d'édicule, XIII ^e siècle	221
Personnification de la musique, XVI ^e siècle.	230
Tapisserie de la Cathédrale d'Angers, XVI ^e siècle	233
Orgue portatif du XVI ^e siècle.	235
Diagramme du clavier de l'orgue, XVI ^e siècle.	238
Tête de l'orgue de Barcelone.	240
Tête de l'orgue de Montoire	241
Têtes de l'orgue de Saint-Savin-de-Lavedan	243
Ancien orgue d'Avesnières	244
Le <i>Papotier</i> d'Avesnières	247
Collier de verre trouvé à Javron.	276
Maison d'Aurat de la Chauvinière, à Laval.	341
Ferrure de la porte d'entrée de la précédente.	341
Portrait de L. Foureau.	356
Portrait de Jérôme Gaultier des Coyers	356
Plan du dolmen de Favières	359
Le dolmen de Brécé	361
Vue ancienne du château de Mayenne (M. l'abbé A. Ledru). . .	365
Vue à vol d'oiseau du château de Mayenne (idem). . . .	367
Plan géométrique du château de Mayenne (idem). . . .	367
Château de Mayenne au commencement du XVIII ^e s. (id). .	368
Etat actuel du château de Mayenne (idem)	368
Signatures de Jean Pocquelin, curé d'Assé-le-Bérenger. . .	501
Armes de Jean Pocquelin	502
Eglise Notre-Dame de Mayenne (M. J. Raulin).	533
Deux vues de la rue de la Trinité (1888), d'après des phot. de M. Blanc	542
La rue de la Trinité (1888), d'après une phot. de M. H. Le- tourneurs	543
La maison des Guérins (1888), dessin de M. L. Garnier. . .	546
Poutre sculptée de la Maison de Clermont, rue de la Tri- nité	551
La rue du Palais en 1888, d'après une phot. de M. H. Le- tourneurs	567
La Maison de la Drouairie.	579
Balcon de la Maison de la Drouairie	581
Objets trouvés dans les fouilles autour de la Porte Beuche- resse.	586

TABLE DES NOMS D'AUTEURS

TRAVAUX ORIGINAUX ET DOCUMENTS

MM.

Abraham (Tancrède).	407
Angot (A.)	320
Beauchêne (C ^{te} A. de).	52, 363
Beauluère (Louis de La).	269, 348, 354
Delaunay (Léon)	78
Dugas (Ludovic)	500
Faucon (A.).	359
Gadbin (René).	200
Grosse-Duperon.	64, 477
Hauterive (A. d').	82, 329
Joubert (André).	17, 149, 293, 467, 492
Launay (Couanier de).	503
Ledru (Ambroise).	109, 396
Martonne (A. de).	589
Moreau (Emile).	210, 273
Planté (Jules)	214
Pointeau (Charles)	488
Queruau-Lamerie (Emile).	116, 118, 402, 403, 404, 429
Raulin (Jules)	531
Richard (Jules-Marie)	259, 335, 541
Trévédy (J.).	87

AUTEURS CITÉS DANS LES ANALYSES BIBLIOGRAPHIQUES

MM.

Angot (A.)	421
Appert (Jules)	146

Beauchêne (C ^{te} A. de)	422
Bidault (Ernest)	620
Chardon (Henri)	617
Contades (C ^{te} Gérard de)	146
Galembert (C ^{te} de).	427
Joubert (André).	143, 144, 145, 286, 288, 423, 424, 614, 615, 619, 620
Lecœur (Jules).	618
Montozon (S. de)	616
Piolin (Dom Paul).	423
Queruau-Lamerie (Emile).	291, 424, 614, 621
Rochejaquelein (marquise de).	147
Sicotière (L. de la)	289
Triger (Robert)	425

**LE BULLETIN DE LA COMMISSION HISTORIQUE ET
ARCHÉOLOGIQUE DE LA MAYENNE** paraît tous les
trimestres sous forme de livraisons comptant envi-
ron 128 pages.

Il donne des gravures et illustrations aussi souvent
que le permettent les sujets traités et les ressources
dont il dispose.

Les personnes étrangères à la Commission peuvent s'y
abonner comme à toute publication périodique.

Le prix de l'abonnement est de **DIX FRANCS** par an.

Les engagements pour cotisations ou abonnements
continuent de plein droit s'ils ne sont pas dénoncés
avant le 1^{er} janvier.

Il reste encore quelques exemplaires des tomes III,
IV et V de la première série, qui sont en vente au prix
de six francs le volume.

La liste des ouvrages offerts à la Commission sera
insérée à cette place, sans préjudice du compte-rendu
qui sera fait de tout ouvrage intéressant le Maine dont
elle aura reçu deux exemplaires.

Le Secrétaire Général, f. f. de Gérant (Loi du 29 juillet 1881).

E. MOREAU.





